

المملكة المغربية
ROYAUME DU MAROC

CCME

مجلس البالية المغربية بالاجانب
CONSEIL DE LA COMMUNAUTE MAROCAINE A L'ETRANGER

La condition juridique des Marocains résidant à l'étranger

Tome 3 bis

Conventions et accords bilatéraux
tendant à éviter la double imposition
et à prévenir l'évasion fiscale
en matière d'impôt sur le revenu

Textes et documents juridiques réunis et coordonnés par

Mohammed Benyahya

Préface de Abdallah Bousouf,
Secrétaire Général du CCME

Première édition 2017



**LA CONDITION JURIDIQUE
DES MAROCAINS
RÉSIDENT À L'ÉTRANGER**

TOME 3 bis

**CONVENTIONS ET ACCORDS BILATÉRAUX
TENDANT À ÉVITER LA DOUBLE IMPOSITION
ET À PRÉVENIR L'ÉVASION FISCALE EN
MATIÈRE D'IMPÔT SUR LE REVENU**

Textes et documents réunis et coordonnés par
Mohammed Benyahya
Professeur à l'Université Mohammed V de Rabat

Première édition, 2017

Maquette et mise en pages: Babel com, Rabat
Imprimerie: Bidaoui, Rabat

Dépôt légal: 2017 MO 5169
ISBN: 978-9954-669-31-0

Sommaire du tome 3 bis

❑ LIBAN	17
• Dahir n° 1-02-246 du 9 chaoual 1424 (4 décembre 2003) portant publication de la Convention faite à Beyrouth le 3 chaabane 1422 (20 octobre 2001) entre le Royaume du Maroc et la République du Liban tendant à éviter la double imposition et d'interdire l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu	18
❑ LIBYE	43
• Dahir n° 1-93-504 du 21 kaada 1421 (15 février 2001) portant publication de la convention en vue d'éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu entre le Royaume du Maroc et la Grande Jamahiriya Arabe Libyenne Populaire et Socialiste, faite à Rabat le 26 janvier 1984	44
❑ LUXEMBOURG	51
• Dahir n° 1-84-39 du 11 rebia I 1407 (14 novembre 1986) portant publication de la convention entre le Royaume du Maroc et le Grand-Duché de Luxembourg en vue d'éviter les doubles impositions et de régler certaines autres questions en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, faite à Luxembourg le 19 décembre 1980	52
❑ MACÉDOINE	61
• Dahir n° 1-11-48 du 25 moharrem 1434 (10 décembre 2012) portant publication de la Convention faite à Rabat le 11 mai 2010 entre le Royaume du Maroc et la République de Macédoine tendant à éviter la double imposition et à interdire l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu	62
❑ MADAGASCAR	81
• Dahir n° 1-17-34 du 8 hija 1438 (30 août 2017) portant promulgation de la loi n° 09-17 portant approbation de la Convention faite à Antananarivo le 21 novembre 2016 entre le gouvernement du Royaume	

du Maroc et le gouvernement de la République de Madagascar tendant à éviter la double imposition et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu	82
❑ MALAISIE	85
• Dahir n° 1-02-222 du 8 safar 1428 (26 février 2007) portant publication de la Convention faite à Rabat le 2 juillet 2001 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la Malaisie tendant à éviter la double imposition et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu	86
❑ MALTE	107
• Dahir n° 1-04-146 du 21 ramadan 1425 (4 novembre 2004) portant promulgation de la loi n° 54-01 portant approbation, quant au principe, de la ratification de la Convention faite à Agadir le 26 octobre 2001 entre le Royaume du Maroc et Malte tendant à éviter la double imposition et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et du protocole y annexé	108
❑ NORVÈGE	109
• Dahir n° 1-76-2 du 26 safar 1397 (16 février 1977) portant publication de la convention tendant à éviter les doubles impositions et à établir des règles d'assistance administrative réciproque en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune et du protocole y annexé, faits à Rabat le 21 rebia I 1392 (5 mai 1972), entre le Royaume du Maroc et le Royaume de la Norvège	110
❑ OMAN	119
• Dahir n° 1-07-176 du 22 safar 1430 (18 février 2009) portant publication de la Convention faite à Rabat le 24 kaada 1427 (15 décembre 2006) entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement du Sultanat d'Oman tendant à éviter la double imposition et à interdire l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu	120
❑ PAKISTAN	141
• Dahir n° 1-07-174 du 1 ^{er} ramadan 1432 (2 août 2011) portant publication de la Convention faite à Rabat le 18 mai 2006 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la République islamique du Pakistan tendant à éviter la double imposition et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu	142

❑ PAYS-BAS	155
• Dahir n° 1-88-145 du 21 kaada 1421 (15 février 2001) portant publication de la convention et du protocole y annexé faits à Rabat le 26 chaabane 1397 (12 août 1977) entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement du Royaume des Pays-Bas tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune	156
❑ POLOGNE	177
• Dahir n° 1-96-147 du 26 moharrem 1420 (13 mai 1999) portant publication de la convention, faite à Rabat le 24 octobre 1994 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la République de Pologne tendant à éviter la double imposition et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune	178
❑ PORTUGAL	197
• Dahir n° 1-99-321 du 29 rabii II 1421 (1 ^{er} août 2000) portant publication de la convention faite à Rabat le 29 septembre 1997 entre le Royaume du Maroc et la République du Portugal tendant à éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu	198
❑ QATAR	217
• Dahir n° 1-07-35 du 22 safar 1430 (18 février 2009) portant publication de la Convention faite à Agadir le 16 safar 1427 (17 mars 2006) entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de l'Etat de Qatar tendant à éviter la double imposition et à interdire l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu	218
❑ ROUMANIE	247
• Dahir n° 1-05-19 du 20 chaoual 1426 (23 novembre 2005) portant promulgation de la loi n° 51-03 portant approbation, quant au principe, de la ratification de la Convention faite à Bucarest le 2 juillet 2003 entre le Royaume du Maroc et la Roumanie tendant à éviter la double imposition et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et la fortune	248
• Dahir n° 1-05-20 du 22 safar 1430 (18 février 2009) portant publication de la Convention faite à Bucarest le 2 juillet 2003 entre le Royaume du Maroc et la Roumanie tendant à éviter la double imposition et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et la fortune	249

❑	RUSSIE	271
	• Dahir n° 1-99-177 du 15 safar 1421 (19 mai 2000) portant publication de la convention faite à Moscou le 4 septembre 1997 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la Fédération de Russie en vue d'éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune	272
❑	RWANDA	291
	• Dahir n° 1-17-31 du 8 hija 1438 (30 août 2017) portant promulgation de la loi n° 06-17 portant approbation de la Convention faite à Kigali le 19 octobre 2016 entre le Royaume du Maroc et la République du Rwanda tendant à éviter la double imposition et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu	292
❑	SÉNÉGAL	295
	• Dahir n° 1-03-198 du 1 ^{er} rabii I 1425 (21 avril 2004) portant promulgation de la loi n° 55-02 portant approbation, quant au principe, de la ratification de la Convention faite à Dakar le 1 ^{er} mars 2002 entre le Royaume du Maroc et la République du Sénégal tendant à éviter la double imposition et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu	296
	• Dahir n° 1-03-199 du 22 safar 1430 (18 février 2009) portant publication de la Convention faite à Dakar le 1 ^{er} mars 2002 entre le Royaume du Maroc et la République du Sénégal tendant à éviter la double imposition et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu	297
❑	SERBIE	319
	• Dahir n° 1-14-159 du 25 chaoual 1435 (22 août 2014) portant promulgation de la loi n° 99-13 portant approbation de la Convention faite à Belgrade le 6 juin 2013 entre le Royaume du Maroc et la République de Serbie tendant à éviter la double imposition en matière d'impôts sur le revenu	320
❑	SINGAPOUR	323
	• Dahir n° 1-07-159 du 19 kaada 1428 (30 novembre 2007) portant promulgation de la loi n° 09-07 portant approbation, quant au principe, de la ratification de la Convention, faite à Rabat le 9 janvier 2007, entre le Royaume du Maroc et la République de Singapour tendant à éviter la double imposition et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu	324

• Dahir n° 1-14-15 du 4 jourmada I 1435 (6 mars 2014) portant publication de la Convention faite à Rabat le 9 janvier 2007 entre le Royaume du Maroc et la République de Singapour tendant à éviter la double imposition et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu	325
❑ SOUDAN DU SUD	347
• Dahir n° 1-17-63 du 8 hija 1438 (30 août 2017) portant promulgation de la loi n° 25-17 portant approbation de la Convention faite à Djouba le 1 ^{er} février 2017 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la République du Soudan du Sud tendant à éviter la double imposition et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu	348
❑ SUISSE	351
• Dahir n° 1-95-228 du 21 kaada 1421 (15 février 2001) portant publication de la convention faite à Rabat le 31 mars 1993 (15 février 2001) entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le Conseil fédéral Suisse en vue d'éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu	352
❑ SYRIE	371
• Dahir n° 1-07-29 du 22 safar 1430 (18 février 2009) portant publication de la Convention faite à Rabat le 19 juin 2005 entre le Royaume du Maroc et la République de Syrie tendant à éviter la double imposition et à interdire l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu	372
❑ TCHÉQUIE	399
• Dahir n° 1-02-230 du 22 safar 1430 (18 février 2009) portant publication de la Convention faite à Rabat le 11 juin 2001 entre le Royaume du Maroc et la République Tchèque tendant à éviter la double imposition et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu	400
❑ TUNISIE	425
• Dahir n° 1-79-200 du 17 hija 1399 (8 novembre 1979) portant publication de la convention en vue d'éviter les doubles impositions en matière d'impôt sur le revenu signée entre le Royaume du Maroc et la République Tunisienne le 5 rebia II 1394 (28 août 1974) à Tunis	426

❑ TURQUIE	433
• Dahir n° 1-05-24 du 22 safar 1430 (18 février 2009) portant publication de la Convention faite à Ankara le 7 avril 2004 entre le Royaume du Maroc et la République de Turquie tendant à éviter la double imposition et à interdire l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu	434
❑ UKRAINE	455
• Dahir n° 1-08-89 du 22 safar 1430 (18 février 2009) portant publication de la Convention faite à Kiev le 13 juillet 2007 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement d'Ukraine tendant à éviter la double imposition et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu	456
❑ VIETNAM	475
• Dahir n° 1-10-90 du 30 jourmada I 1431 (15 mai 2010) portant promulgation de la loi n° 33-09 portant approbation, quant au principe, de la ratification de la Convention faite à Hanoi le 24 novembre 2008 entre le Royaume du Maroc et la République socialiste du Vietnam tendant à éviter la double imposition et à interdire l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu	476
• Dahir n° 1-10-91 du 25 moharrem 1434 (10 décembre 2012) portant publication de la Convention faite à Hanoi le 24 novembre 2008 entre le Royaume du Maroc et la République socialiste du Vietnam tendant à éviter la double imposition et à interdire l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu	477
❑ YÉMEN	501
• Dahir n° 1-07-32 du 28 rabii I 1428 (17 avril 2007) portant promulgation de la loi n° 09-06 portant approbation, quant au principe, de la ratification de la Convention faite à Rabat le 9 moharrem 1427 (8 février 2006) entre le Royaume du Maroc et la République du Yémen tendant à éviter la double imposition et à interdire l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu	502
❑ ZAMBIE	503
• Convention faite à Lusaka le 11 octobre 2017 entre le Royaume du Maroc et la République de Zambie tendant à éviter la double imposition et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu	504

Sommaire du tome 3

❑ ALLEMAGNE	17
• Dahir n° 1-75-420 du 10 chaoual 1396 (5 octobre 1976) portant publication de la Convention tendant à éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, ensemble le protocole final et l'échange de lettres y annexés, faits à Rabat le 24 rebia I 1392 (7 juin 1972) entre le Royaume du Maroc et la République Fédérale d'Allemagne	18
❑ AUTRICHE	29
• Dahir n° 1-02-248 du 22 safar 1430 (18 février 2009) portant publication de la Convention faite à Rabat le 27 février 2002 entre le Royaume du Maroc et la République d'Autriche tendant à éviter la double imposition et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu	30
❑ BAHREÏN	51
• Dahir n° 1-00-354 du 29 rabii I 1422 (22 juin 2001) portant publication de la convention faite à Rabat le 7 avril 2000 entre le Royaume du Maroc et l'Etat de Bahreïn en vue d'éviter les doubles impositions et l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu	52
• Dahir n° 1-17-57 du 8 hija 1438 (30 août 2017) portant promulgation de la loi n° 56-16 portant approbation du Protocole d'Amendement à la Convention entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement du Royaume de Bahreïn en vue d'éviter les doubles impositions et l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu, fait à Manama le 25 avril 2016	63
❑ BELGIQUE	65
• Dahir n° 1-08-06 du 1 ^{er} ramadan 1432 (2 août 2011) portant publication de la Convention faite à Bruxelles le 31 mai 2006 entre le Royaume du Maroc et le Royaume de Belgique tendant à éviter la double imposition et à prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu	66
❑ BULGARIE	91
• Dahir n° 1-97-174 du 13 joumada I 1420 (25 août 1999) portant promulgation de la loi n° 45-96 portant approbation, quant au principe,	

de la ratification de la convention, faite à Sofia le 22 mai 1996 entre le Royaume du Maroc et la République de Bulgarie en vue d'éviter les doubles imposition en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune	92
• Dahir n° 1-97-175 du 21 kaada 1421 (15 février 2001) portant publication de la convention faite à Sofia le 22 mai 1996 entre le Royaume du Maroc et la République de Bulgarie en vue d'éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune	93
❑ BURKINA FASO	111
• Dahir n° 1-13-83 du 18 ramadan 1434 (27 juillet 2013) portant promulgation de la loi n° 137-12 portant approbation de la Convention faite à Ouagadougou le 18 mai 2012 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de Burkina Faso tendant à éviter la double imposition et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu	112
❑ CAMEROUN	113
• Dahir n° 1-13-82 du 18 ramadan 1434 (27 juillet 2013) portant promulgation de la loi n° 129-12 portant approbation de la Convention faite à Yaoundé le 7 septembre 2012 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la République du Cameroun tendant à éviter la double imposition et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu	114
❑ CANADA	115
• Dahir n° 1-78-973 du 20 jourmada I 1399 (18 avril 1979) portant publication de la convention entre le Maroc et le Canada tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, signée à Ottawa le 19 hija 1395 (22 décembre 1975) et du protocole y annexé	116
❑ CHINE	139
• Dahir n° 1-04-145 du 22 safar 1430 (18 février 2009) portant publication de la Convention faite à Rabat le 27 août 2002 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la République populaire de Chine tendant à éviter la double imposition et à interdire l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu	140

❑ CORÉE	167
• Dahir n° 1-00-03 du 8 rabii II 1421 (11 juillet 2000) portant publication de la convention faite à Rabat le 27 janvier 1999 entre le Royaume du Maroc et la République de Corée en vue d'éviter les doubles impositions et l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu	168
❑ CÔTE D'IVOIRE	179
• Dahir n° 1-07-157 du 19 kaada 1428 (30 novembre 2007) portant promulgation de la loi n° 38-06 portant approbation, quant au principe, de la ratification de la Convention, faite à Rabat le 20 juillet 2006, entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la République de Côte d'Ivoire tendant à éviter la double imposition et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu	180
• Dahir n° 1-09-144 du 19 rejeb 1437 (27 avril 2016) portant publication de la Convention faite à Rabat le 20 juillet 2006 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la République de Côte d'Ivoire tendant à éviter la double imposition et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu	181
❑ CROATIE	203
• Dahir n° 1-09-49 du 25 moharrem 1434 (10 décembre 2012) portant publication de la Convention faite à Zagreb le 26 juin 2008 entre le Royaume du Maroc et la République de Croatie tendant à éviter la double imposition et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu	204
❑ DANEMARK	229
• Dahir n° 1-93-26 du 21 kaada 1421 (15 février 2001) portant publication de la convention faite à Rabat le 6 chaabane 1404 (8 mai 1984) entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement du Royaume du Danemark tendant à éviter les doubles impositions et à établir des règles d'assistance administrative réciproque en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune	230
❑ EGYPTE	251
• Dahir n° 1-93-513 du 15 safar 1421 (19 mai 2000) portant publication de la convention faite à Rabat le 22 mars 1989 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la République arabe d'Egypte tendant à éviter la double imposition et l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu	252

❑ EMIRATS ARABES UNIS	261
• Dahir n° 1-00-08 du 9 kaada 1420 (15 février 2000) portant promulgation de la loi n° 43-99 portant approbation, quant au principe, de la ratification de la convention entre le Royaume du Maroc et l'Etat des Emirats arabes unis en vue d'éviter les doubles impositions et l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et le capital, faite à Dubaï le 9 février 1999	262
• Dahir n° 1-00-09 du 8 rabii II 1421 (11 juillet 2000) portant publication de la convention entre le Royaume du Maroc et l'Etat des Emirats arabes unis en vue d'éviter les doubles impositions et l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et le capital faite à Doubaï le 9 février 1999	263
❑ ESPAGNE	275
• Dahir n° 1-85-77 du 26 chaoual 1406 (3 juillet 1986) portant publication de la convention tendant à éliminer les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, du protocole y annexé, faits à Madrid le 10 juillet 1978, et de l'échange de notes du 13 décembre 1983 et 7 février 1984 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le Gouvernement du Royaume d'Espagne	276
❑ ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE	287
• Dahir n° 1-82-142 du 3 rebia II 1403 (18 janvier 1983) portant publication de la convention et de l'échange de lettres y annexées entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement des Etats-Unis d'Amérique en vue d'éviter la double imposition en matière d'impôts sur le revenu, faits à Rabat le 15 chaabane 1397 (1 ^{er} août 1977)	288
❑ ETHIOPIE	299
• Dahir n° 1-17-28 du 8 hija 1438 (30 août 2017) portant promulgation de la loi n° 03-17 portant approbation de la Convention faite à Addis-Abeba le 19 novembre 2016 entre le Royaume du Maroc et la République fédérale démocratique d'Ethiopie tendant à éviter la double imposition et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu	300
❑ FINLANDE	303
• Dahir n° 1-07-36 du 28 rabii I 1428 (17 avril 2007) portant promulgation de la loi n° 20-06 portant approbation, quant au principe, de la ratification de la Convention faite à Helsinki le 7 avril 2006 entre le Royaume du Maroc et la République de Finlande tendant à éviter la double imposition et à interdire l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu	304

<ul style="list-style-type: none"> • Dahir n° 1-09-148 du 25 moharrem 1434 (10 décembre 2012) portant publication de la Convention faite à Helsinki le 7 avril 2006 entre le Royaume du Maroc et la République de Finlande tendant à éviter la double imposition et à interdire l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu 	305
<ul style="list-style-type: none"> □ FRANCE 	329
<ul style="list-style-type: none"> • Dahir n° 1-73-440 du 14 hija 1393 (8 janvier 1974) portant publication de la convention tendant à éliminer les doubles impositions et à établir des règles d'assistance mutuelle administrative en matière fiscale entre le Royaume du Maroc et la République française ainsi que du protocole et des deux échanges de lettres signés à Paris le 29 mai 1970 	330
<ul style="list-style-type: none"> • Dahir n° 1-90-188 du 21 kaada 1421 (15 février 2001) portant publication de l'avenant fait à Rabat le 18 août 1989 tendant à modifier la convention fiscale faite à Paris le 29 mai 1970 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la République française tendant à éliminer les doubles impositions et à établir des règles d'assistance mutuelle administrative en matière fiscale 	341
<ul style="list-style-type: none"> □ GABON 	349
<ul style="list-style-type: none"> • Dahir n° 1-01-32 du 21 kaada 1421 (15 février 2001) portant promulgation de la loi n° 33-00 portant approbation, quant au principe, de la ratification de la convention faite à Libreville le 3 juin 1999 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la République Gabonaise tendant à éviter la double imposition et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu 	350
<ul style="list-style-type: none"> □ GHANA 	351
<ul style="list-style-type: none"> • Dahir n° 1-17-62 du 8 hija 1438 (30 août 2017) portant promulgation de la loi n° 24-17 portant approbation de la Convention faite à Accra le 17 février 2017 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la République du Ghana tendant à éviter la double imposition et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu 	352
<ul style="list-style-type: none"> □ GRÈCE 	355
<ul style="list-style-type: none"> • Dahir n° 1-07-160 du 19 kaada 1428 (30 novembre 2007) portant promulgation de la loi n° 21-07 portant approbation, quant au principe, de la ratification de la Convention, faite à Rabat le 20 mars 2007, entre le Royaume du Maroc et la République Hellénique tendant à éviter la 	

double imposition et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu	356
❑ GUINÉE	357
• Dahir n° 1-15-44 du 22 joumada I 1437 (2 mars 2016) portant publication de la Convention faite à Conakry le 3 mars 2014 entre le Royaume du Maroc et la République de Guinée tendant à éviter la double imposition et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu	358
❑ HONGRIE	383
• Dahir n° 1-98-133 du 2 joumada II 1421 (1 ^{er} septembre 2000) portant publication de la convention entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la République de Hongrie tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu faite à Rabat le 12 décembre 1991	384
❑ INDONÉSIE	393
• Dahir n° 1-09-232 du 27 chaabane 1433 (17 juillet 2012) portant publication de la Convention faite à Rabat le 8 juin 2008 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la République d'Indonésie tendant à éviter la double imposition et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu	394
❑ INDE	421
• Dahir n° 1-99-323 du 21 chaoual 1420 (28 janvier 2000) portant publication de la convention faite à Rabat le 30 octobre 1998 entre le Royaume du Maroc et la République de l'Inde en vue d'éviter les doubles impositions et l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu	422
• Dahir n° 1-14-154 du 25 chaoual 1435 (22 août 2014) portant promulgation de la loi n° 08-14 portant approbation de l'Amendement à la Convention entre le Royaume du Maroc et la République de l'Inde en vue d'éviter la double imposition et l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu, fait à New Delhi le 8 août 2013	433
❑ IRLANDE	435
• Dahir n° 1-11-09 du 19 rabii I 1434 (31 janvier 2013) portant publication de la Convention faite à Rabat le 22 juin 2010 entre le Royaume du Maroc et l'Irlande tendant à éviter la double imposition et à interdire l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu	436

❑ ITALIE	461
• Dahir n° 1-83-98 du 11 rebia I 1407 (14 novembre 1986) portant publication de la convention et du protocole d'accord entre le Maroc et l'Italie en vue d'éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu, faits à Rabat le 7 juin 1972 ainsi que du protocole d'accord additionnel à ladite convention, fait à Rabat le 28 mai 1979	462
❑ JORDANIE	475
• Dahir n° 1-07-25 du 22 safar 1430 (18 février 2009) portant publication de la Convention faite à Rabat le 7 rabii II 1426 (16 mai 2005) entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement du Royaume hachémite de Jordanie tendant à éviter la double imposition et à interdire l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu	476
❑ KOWEÏT	489
• Dahir n° 1-04-142 du 21 ramadan 1425 (4 novembre 2004) portant promulgation de la loi n° 35-02 portant approbation, quant au principe, de la ratification de la Convention faite à Koweït le 4 rabii II 1423 (15 juin 2002) entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de l'Etat de Koweït tendant à éviter la double imposition et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu	490
❑ LETTONIE	491
• Dahir n° 1-09-229 du 18 moharrem 1431 (4 janvier 2010) portant promulgation de la loi n° 49-08 portant approbation, quant au principe, de la ratification de la Convention faite à Riga le 24 juillet 2008 entre le Royaume du Maroc et la République de Lettonie tendant à éviter la double imposition et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu	492
• Dahir n° 1-09-230 du 18 ramadan 1434 (27 juillet 2013) portant publication de la Convention faite à Riga le 24 juillet 2008 entre le Royaume du Maroc et la République de Lettonie tendant à éviter la double imposition et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu	494

□ LIBAN

- **Dahir n° 1-02-246 du 9 chaoual 1424 (4 décembre 2003) portant publication de la Convention faite à Beyrouth le 3 chaabane 1422 (20 octobre 2001) entre le Royaume du Maroc et la République du Liban tendant à éviter la double imposition et d'interdire l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu (1)**

[...]

Vu la Convention (2) faite à Beyrouth le 3 chaabane 1422 (20 octobre 2001) entre le Royaume du Maroc et la République du Liban tendant à éviter la double imposition et d'interdire l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu ;

Vu la loi n° 56-01 promulguée par le dahir n° 1-02-245 du 25 rejeb 1423 (3 octobre 2002) et portant approbation, quant au principe, de la ratification de la Convention précitée ;

Considérant les notifications réciproques de l'accomplissement des formalités nécessaires à la mise en vigueur de la Convention précitée,

A Décidé ce qui suit :

Sera publiée au *Bulletin officiel*, à la suite du présent dahir, la Convention faite à Beyrouth le 3 chaabane 1422 (20 octobre 2001) entre le Royaume du Maroc et la République du Liban tendant à éviter la double imposition et d'interdire l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu.

(1) *B.O.* du 5 février 2004.

(2) Voir le texte de la convention dans l'édition générale du *Bulletin officiel* n° 5183 du 11 hijra 1424 (2 février 2004).

ظهير شريف رقم 1.02.246 صادر في 9 شوال 1424 (4 ديسمبر 2003) بنشر الاتفاقية الموقعة ببيروت في 3 شعبان 1422 (20 أكتوبر 2001) بين المملكة المغربية والجمهورية اللبنانية لتفادي الازدواج الضريبي ومنع التهرب من دفع الضرائب المفروضة على الدخل.

الحمد لله وحده ،

الطابع الشريف - بداخله :

(محمد بن الحسن بن محمد بن يوسف الله وليه)

يعلم من ظهيرنا الشريف هذا، أسماه الله وأعز أمره أننا :

بناء على الاتفاقية الموقعة ببيروت في 3 شعبان 1422 (20 أكتوبر 2001) بين المملكة المغربية والجمهورية اللبنانية لتفادي الازدواج الضريبي ومنع التهرب من دفع الضرائب المفروضة على الدخل :

وعلى القانون رقم 56.01 الصادر بتنفيذه الظهير الشريف رقم 1.02.245 بتاريخ 25 من رجب 1423 (3 أكتوبر 2002) الموافق بموجبه من حيث المبدأ على تصديق الاتفاقية المذكورة.

ونظرا لتبادل الإعلام باستيفاء الإجراءات اللازمة لدخول الاتفاقية المذكورة حيز التنفيذ،

أصدرنا أمرنا الشريف بما يلي :

تنشر بالجريدة الرسمية، عقب ظهيرنا الشريف هذا، الاتفاقية الموقعة ببيروت في 3 شعبان 1422 (20 أكتوبر 2001) بين المملكة المغربية والجمهورية اللبنانية لتفادي الازدواج الضريبي ومنع التهرب من دفع الضرائب المفروضة على الدخل.

وحرر بمراكش في 9 شوال 1424 (4 ديسمبر 2003).

وقعه بالعطف :

الوزير الأول،

الإمضاء : إدريس جطو.

*

* *

اتفاقية

بين المملكة المغربية والجمهورية اللبنانية
لتفادي الإزدواج الضريبي ومنع
التهرب من دفع الضرائب المفروضة على الدخل

إن حكومة المملكة المغربية وحكومة الجمهورية اللبنانية ،
رغبة منهما في توثيق التعاون الاقتصادي بينهما وتعزيزه عن طريق عقد إتفاقية لتفادي
الإزدواج الضريبي ومنع التهرب من دفع الضرائب المفروضة على الدخل، قد اتفقتا على ما
يلي :

المادة "1"

الأشخاص المعنون

تسري هذه الاتفاقية على الأشخاص المقيمين في احدى الدولتين المتعاقدتين او كليتهما.

المادة "2"

الضرائب التي تشملها الاتفاقية

1. تسري هذه الاتفاقية على ضرائب الدخل المفروضة باسم دولة متعاقدة، او سلطاتها (جماعاتها) المحلية او وحداتها الإقليمية، كيفما كان نظام التحصيل.
2. تعتبر ضرائب على الدخل جميع الضرائب المفروضة على الدخل الاجمالي، او على عناصر الدخل، بما في ذلك الضرائب على الارباح الناجمة عن التصرف بالاملاك المنقولة او غير المنقولة، والضرائب على مجموع الرواتب والتعويضات المماثلة التي تدفعها المؤسسات الاخرى وكذلك الضرائب على تحسين قيمة رأس المال (فائض قيمة رأس المال).
3. ان الضرائب الحالية التي تسري عليها هذه الاتفاقية هي :

أ. فيما يخص المملكة المغربية :

- (1) الضريبة على الشركات؛
- (2) الضريبة العامة على الدخل؛
- (3) الضريبة على عوائد الأسهم أو حصص المشاركة و
المدخيل المعتبرة في حكمها؛

- (4) الضريبة على الأرباح العقارية ؛
 (5) الضريبة على عوائد التوظيفات ذات الدخل الثابت؛
 (6) الضريبة على الأرباح الناتجة على التخلي عن الأسهم أو حصص المشاركة؛
 (7) واجب التضامن الوطني؛
 (والمشار إليها في ما يلي بـ "الضريبة المغربية").

ب. فيما يخص الجمهورية اللبنانية :

- (1) الضريبة على أرباح المهن الصناعية والتجارية وغير التجارية ؛
 (2) الضريبة على الرواتب والأجور ومعاشات التقاعد ؛
 (3) للضريبة على دخل رؤوس الأموال المنقولة ؛
 (4) الضريبة على الاملاك المبنية.

(والمشار إليها في ما يلي بـ "الضريبة اللبنانية").

4. تسري هذه الاتفاقية أيضا على اية ضرائب تماثل او تشابه بصورة اساسية الضرائب الحالية المشار اليها في الفقرة (3) وتفرض بعد تاريخ توقيع هذه الاتفاقية اضافة الى هذه الضرائب او بدلا منها. وعلى السلطتين المختصتين في الدولتين المتعاقبتين ان تُشعر احدهما الاخرى باية تغييرات مهمة تجري على قوانين الضرائب لديهما.

المادة "3"

تعريف عملة

1. لأغراض هذه الاتفاقية ما لم يقتض سياق النص خلاف ذلك :

- أ. تعني "الدولة المتعاقدة" و"الدولة المتعاقدة الاخرى" المملكة المغربية، او الجمهورية اللبنانية حسبما يقتضي سياق النص ذلك ؛
 ب. تعني عبارة "المملكة المغربية" وعندما تستعمل بالمعنى الجغرافي، تعني تراب المملكة المغربية و المناطق المتاخمة للمياه الاقليمية للمغرب، بما في ذلك البحر الاقليمي و ما وراء ذلك، المنطقة الاقتصادية الخاصة و المناطق التي طبقاً للتشريع الوطني والقانون الدولي، تُمارس عليها المملكة المغربية سلطتها القضائية و حقوقها السيادية بهدف استكشاف واستغلال مواردها الطبيعية لأعماق البحار، وباطن أراضيها والمياه المتاخمة (الجرف القاري) ؛

ج. تعني عبارة "الجمهورية اللبنانية" أراضي الجمهورية اللبنانية بما في ذلك بحرها الاقليمي وكذلك المنطقة الاقتصادية الخاصة التي تمارس عليها الجمهورية اللبنانية سيادتها، وحقوق السيادة، والاختصاص بمقتضى قانونها الداخلي والقانون الدولي وذلك فيما يتعلق بالتنقيب عن الموارد الطبيعية والبيولوجية والمعدنية الموجودة في مياه البحر، وقاع البحر والتربة التحتية لهذه المياه واستثمارها ؛

د. تعني كلمة "ضريبة" الضريبة المغربية او الضريبة اللبنانية حسبما يقتضي سياق النص ذلك ؛

هـ. تشمل كلمة "شخص"، الفرد أو الشركة أو أي هيئة أو مجموعة أخرى من الأشخاص مؤسسة قانونيا في أي من الدولتين المتعاقبتين ؛

و. تعني كلمة "شركة" أي هيئة اعتبارية أو أي هيئة أخرى تعامل كهيئة اعتبارية لأغراض الضريبة ؛

ز. تعني عبارتا "مؤسسة في الدولة المتعاقدة" و"مؤسسة في الدولة المتعاقدة الأخرى" على التوالي مؤسسة يستغلها مقيم في الدولة المتعاقدة، ومؤسسة يستغلها مقيم في الدولة المتعاقدة الأخرى.

ح. تعني كلمة "مواطن" :

- (1) أي فرد يحمل جنسية إحدى الدولتين المتعاقبتين،
- (2) أي شخص قانوني، أو هيئة من الأشخاص أو أي كيان آخر يستمد وضعه القانوني بهذه الصفة من القوانين النافذة في إحدى الدولتين المتعاقبتين.

ط. تعني عبارة "النقل الدولي" أي وسيلة نقل بالسفينة، أو الطائرة، أو القطار، أو حافلة نقل بري تشغيلها مؤسسة يوجد مكان إدارتها في دولة متعاقدة، ما لم تكن وسيلة النقل هذه تعمل فقط بين أماكن تقع في الدولة المتعاقدة الأخرى.

ي. تعني عبارة "السلطة المختصة" : وزير المالية أو ممثله المفوض.

2. فيما يتعلق بتطبيق هذه الاتفاقية من جانب دولة متعاقدة، فإن أي تعبير غير معرف فيها، ما لم يقتض سياق النص خلاف ذلك، يجب ان يكون له المعنى الخاص به في ذات الوقت بموجب قوانين تلك الدولة فيما يتعلق بالضرائب التي تسري عليها هذه الاتفاقية.

المادة "4"

المقيم

1. لاغراض هذه الاتفاقية، تعني عبارة "مقيم في دولة متعاقدة" أي شخص يكون، وفقا لقوانين تلك الدولة، خاضعا للضريبة فيها بسبب مسكنه ، او محل إقامته ، او مكان ادارته، او بسبب أي معيار آخر ذي طبيعة مشابهة وتطبق هذه العبارة كذلك على هذه الدولة و كذا على سلطاتها (جماعاتها) المحلية أو وحداتها الإقليمية. لكن هذه العبارة لا تشمل اي شخص يكون خاضعا للضريبة في تلك الدولة فيما يتعلق فقط بالدخل الناجم عن مصادر في تلك الدولة او من راس المال الواقع فيها.
2. اذا اعتبر الفرد وفقا لأحكام الفقرة "1" مقيما لدى كلتا الدولتين المتعاقبتين، فعندئذ يجب ان يقرر وضعه القانوني كما يلي :

- أ. يعتبر بانه مقيم لدى الدولة المتعاقدة التي يتوفر له فيها منزل دائم، فإذا كان لديه منزل دائم متوفر له في كلتا الدولتين، وجب اعتباره مقيما لدى الدولة المتعاقدة التي تكون علاقاته الشخصية والاقتصادية فيها أوثق (مركز للمصالح الحيوية) ؛
- ب. إذا تعذر تحديد الدولة التي يوجد فيها مركز مصالحه الحيوية، او إذا لم يتوفر لديه منزل دائم في اي من الدولتين، اعتبر مقيما في الدولة المتعاقدة التي له فيها مسكن بصفة اعتيادية ؛
- ج. اذا كان له مسكن معتاد في كلتي الدولتين او لم يكن له ذلك في اي منهما، اعتبر مقيما لدى الدولة المتعاقدة التي يحمل جنسيتها ؛
- د. اذا كان يحمل جنسية كلتا الدولتين او لم يكن يحمل جنسية اي منهما، تسوي السلطان المختصان في الدولتين المتعاقبتين هذه المسألة بالاتفاق المشترك ؛

3. اذا اعتبر الشخص غير الفرد وفقا لأحكام الفقرة (1) مقيما لدى كلتا الدولتين المتعاقبتين، فعندئذ يجب اعتباره مقيما لدى الدولة التي يقع فيها مكان إدارته الفعلية.

المادة "5"

المنشأة الدائمة

1. لأغراض هذه الاتفاقية، تعني عبارة "المنشأة الدائمة" منشأة ثابتة للأعمال تزاول أي مؤسسة بواسطتها كامل نشاطها أو بعضه.

2. تشمل عبارة "المنشأة الدائمة" على وجه الخصوص ما يلي :

- أ. مقر الإدارة ؛
- ب. الفرع ؛
- ج. المكتب؛
- د. المصنع ؛
- هـ. المزرعة، أو الأراضي المزروعة ؛
- و. منجم، بئر نفط أو غاز، مقلع حجارة أو أي مكان آخر لاستخراج الموارد الطبيعية.

3. تشمل عبارة "المنشأة الدائمة" كذلك :

- أ. ورشة للبناء، أو ورشة للانشاء أو التجميع أو التركيب، أو اعمال اشراف ذات علاقة بها، ولكن فقط اذا استمرت هذه الورشة، أو تلك الاعمال مدة تزيد على ثمانية اشهر خلال اي فترة اثني عشر شهرا.
- ب. تقديم خدمات بما فيها الخدمات الاستشارية من مؤسسة في دولة متعاقدة عن طريق مستخدمين أو اجراء آخرين جرى استخدامهم لهذه الاغراض في الدولة المتعاقدة الاخرى، شريطة ان تستمر تلك الاعمال للمؤسسة نفسها، أو مؤسسة متصل بها لمدة أو مدد يبلغ مجموعها أكثر من ستة اشهر خلال اي فترة اثني عشر شهرا.

4. على الرغم من احكام الفقرات السابقة لهذه المادة، لا تشمل عبارة "المنشأة الدائمة" :

- أ. استعمال المرافق فقط لغرض تخزين أو عرض أو تسليم بضائع تملكها المؤسسة؛
- ب. الاحتفاظ بمخزون البضائع تملكها المؤسسة فقط لغرض التخزين، أو العرض، أو التسليم،
- ج. الاحتفاظ بمخزون من البضائع تملكها المؤسسة فقط لغرض تصنيعها بواسطة مؤسسة أخرى ؛
- د. بيع عينات بضائع تملكها المؤسسة يجري عرضها في اطار سوق أو معرض موسمي مؤقت، بعد اغلاق ذلك السوق أو المعرض المذكور ؛
- هـ. الاحتفاظ بمنشأة ثابتة فقط لغرض شراء بضائع، أو لجمع معلومات للمؤسسة ؛

و. الاحتفاظ بمنشأة ثابتة فقط لغرض القيام بأي نشاط آخر ذي طابع تمهيدي أو مساعد للمؤسسة؛

ز. الاحتفاظ بمنشأة ثابتة مخصصة فقط لأي مجموعة من الاعمال المذكورة في الفقرات الفرعية (أ) إلى (و)، شريطة ان يكون النشاط الشامل للمنشأة الثابتة الناجم عن هذه المجموعة من الاعمال ذا طابع تمهيدي أو مساعد.

5. على الرغم من احكام الفقرتين (1) و(2) اذا عمل شخص - غير وكيل ذي وضع مستقل تسري عليه احكام الفقرة (7) - لمصلحة مؤسسة ولديه صلاحية، من المألوف له ان يمارسها في دولة متعاقدة لإبرام عقود باسم المؤسسة، فان تلك المؤسسة تعتبر بان لديها منشأة دائمة في تلك الدولة فيما يتعلق بأي اعمال يتولاها ذلك الشخص لمصلحة المؤسسة، ما لم تكن اعمال ذلك الشخص مقصورة على تلك المذكورة في الفقرة (4) التي، اذا مورست عن طريق منشأة ثابتة، لا تجعل هذه المنشأة منشأة دائمة بمقتضى احكام تلك الفقرة.

6. على الرغم من الاحكام السابقة من هذه المادة، يعتبر انه لدى شركة الضمان، باستثناء اعادة الضمان، في دولة متعاقدة منشأة دائمة في الدولة المتعاقدة الاخرى، اذا كانت تحصل لقساط الضمان في اراضي الدولة الاخرى، او كانت تؤمن ضد اخطار تعقد في تلك الدولة عن طريق شخص غير وكيل ذي وضع مستقل تسري عليه احكام الفقرة (7).

7. لا يعتبران لمؤسسة منشأة دائمة في دولة متعاقدة لمجرد انها تنفذ اعمالا في تلك الدولة عن طريق سمسار، او وكيل عام بالعمولة، او اي وكيل آخر ذي وضع مستقل، شريطة ان يعمل هؤلاء الاشخاص في مجال عملهم المعتاد.

8. ان كون شركة مقيمة في دولة متعاقدة تشرف على ، او تخضع لاشراف شركة مقيمة لدى الدولة المتعاقدة الاخرى، او تقوم بعمل في تلك الدولة الاخرى (سواء كان ذلك عن طريق منشأة دائمة او غير ذلك)، لا تشكل بحد ذاتها منشأة دائمة للشركة الاخرى.

المادة 6*

المداخل غير العقارية

1. ان الدخل العقاري الذي يحصل عليه مقيم لدى دولة متعاقدة يخضع (بما في ذلك الدخل من الزراعة او الغابات) واقعة في الدولة المتعاقدة الاخرى، يخضع للضريبة في تلك الدولة الاخرى.

2. يكون لعبارة "الاملاك غير المنقولة" المعنى المعطى لها بموجب قوانين الدولة المتعاقدة التي تقع فيها الاملاك المعنية. وتشمل هذه العبارة، في اي حال، جميع الاملاك الملحقة بالاملاك غير المنقولة، والمواشي والمعدات المستعملة في الزراعة والغابات، والحقوق التي يطبق عليها القانون العقاري، وحق الانتفاع بالاملاك غير المنقولة، والحقوق في الحصول على مدفوعات لقاء استخراج، او حق استخراج المعادن وغيرها من الموارد الطبيعية. أما السفن، والطائرات، والقطارات، وحافلات النقل البري، فلا تعتبر املاكا غير منقولة.
3. تطبق احكام الفقرة (1) على الدخل المتأتي من الاستعمال المباشر للاملاك غير المنقولة، او تأجيرها، او استعمالها باي شكل آخر.
4. تطبق احكام الفقرتين (1) و(3) كذلك على دخل الاملاك غير المنقولة العائدة لمؤسسة ما كما تطبق على دخل الاملاك غير المنقولة المستعملة لاداء الخدمات الشخصية المستقلة.

المادة "7"

الارباح التجارية

1. لا تخضع ارباح مؤسسة ما لدى دولة متعاقدة للضريبة الا في تلك الدولة ما لم تكن المؤسسة تقوم بعمل في الدولة المتعاقدة الاخرى عن طريق منشأة دائمة تقع فيها. واذا كانت المؤسسة تقوم بعمل كما ذكر آنفاً، وجب ان تخضع للضريبة ارباح المؤسسة في الدولة الاخرى ولكن بالقدر الذي ينسب منها الى تلك المنشأة الدائمة ؛
2. مع مراعاة احكام الفقرة (3)، حيث تقوم مؤسسة في دولة متعاقدة بعمل في الدولة المتعاقدة الاخرى عن طريق منشأة دائمة تقع فيها، فإنه يجب ان تنسب، في كل دولة متعاقدة، الى تلك المنشأة الدائمة الارباح التي كان يمكن ان تحققها لو كانت هي مؤسسة قائمة بذاتها مستقلة تقوم بنفس الاعمال او الاعمال المماثلة لها في ظل الظروف نفسها او الظروف المماثلة لها، وتتعامل على نحو مستقل كلياً مع المؤسسة التي هي منشأتها الدائمة.
3. عند تحديد ارباح منشأة دائمة، يسمح باجراء خصم (تنزيل) النفقات التي تصرف لاجراض المنشأة الدائمة، بما في ذلك النفقات التنفيذية الادارية العامة التي تصرف، سواء في الدولة التي تقع فيها المنشأة الدائمة او في أي مكان آخر. ويقرر هذا الخصم (التنزيل) وفقاً للقانون المحلي.

4. إذا كان من المعتاد في دولة متعاقدة ان تحدد الارباح العائدة الى منشأة دائمة على اساس توزيع مجموع ارباح المؤسسة على اجزائه المختلفة، فما من شئ في الفقرة (2) يمنع تلك الدولة المتعاقدة من تحديد الارباح التي تخضع للضريبة بمثل هذا التوزيع كما جرى عليه العرف. بيد ان طريقة التوزيع المتبعة ينبغي ان تكون نتيجتها وفقا للقواعد التي تتضمنها هذه المادة.
5. يجب ان لا تنسب ارباح الى منشأة دائمة لمجرد قيام تلك المنشأة الدائمة بشراء بضائع للمؤسسة.
6. لاغراض احكام الفقرات السابقة، تحدد الارباح التي تنسب الى المنشأة الدائمة بالطريقة نفسها سنة بعد سنة، ما لم يكن هناك سبب وجيه وكاف لخلاف ذلك.
7. حيث تشمل الارباح انواعاً من الدخل تنص عليها على نحو مستقل مواد اخرى من هذه الاتفاقية، فان احكام تلك المواد لا تتأثر بأحكام هذه المادة.

المادة "8"

النقل الدولي

1. لا تخضع الارباح الناجمة عن تشغيل سفن، أو طائرات، أو قطارات، أو حافلات سير برية في النقل الدولي للضريبة الا في الدولة المتعاقدة التي يقع فيه مكان الادارة الفعلية للمؤسسة.
2. إذا كان مكان الادارة الفعلية لمؤسسة للنقل البحري على متن احدى السفن، فانه يعتبر بانه يقع في الدولة المتعاقدة التي يقع فيها ميناء موطن تلك السفينة، او يعتبر بأنه يقع في الدولة المتعاقدة التي يكون مشغل السفينة مقيماً فيها اذا لم يكن هناك ميناء موطن كهذا.
3. ان احكام الفقرة (1) تسري ايضا على الارباح الناجمة عن المشاركة في تجمع، او عمل مشترك، او وكالة تشغيل دولية.

المادة "9"

المؤسسة المشتركة

1. حيث:

- أ. تشارك مؤسسة في دولة متعاقدة، بصورة مباشرة او غير مباشرة، في اعمال الادارة او الاشراف او في رأس المال الخاص بمؤسسة في الدولة المتعاقدة الاخرى، او

ب. يشارك الأشخاص انفسهم، بصورة مباشرة او غير مباشرة، في اعمال الادارة او الاشراف او في رأس المال الخاص بمؤسسة في الدولة المتعاقدة ومؤسسة في الدولة المتعاقدة الاخرى،

وحيث، في اي من الحالين، توضع الشروط بين المؤسستين في علاقتها التجارية او المالية تختلف عن تلك التي تتم بين مؤسسات مستقلة، فإن اية ارباح كانت ستعود لاحدى المؤسستين، لولا تلك الشروط، يمكن ان تضم لارباح تلك المؤسسة واخضاعها للضريبة تبعاً لذلك.

2. حيث تدخل دولة متعاقدة في ارباح مؤسسة في تلك الدولة -وتخضعه للضريبة تبعاً لذلك- ارباحاً جرى تكليف مؤسسة في الدولة المتعاقدة الاخرى دفع ضريبة عنها في تلك الدولة الاخرى واذا كانت الارباح التي تم ادخالها بهذا الشكل كانت تعود لمؤسسة في الدولة المذكورة اولاً، لو ان الشروط التي تمت بين المؤسستين هي تلك التي كانت ستتم بين مؤسسات مستقلة، فعندئذ يمكن على تلك الدولة الاخرى ان تجري تعديلاً ملائماً على مقدار الضريبة المفروضة على تلك الارباح. وعند تحديد مثل هذا التعديل، يجب ان تؤخذ بعين الاعتبار الاحكام الاخرى لهذه الاتفاقية، ويجب على السلطتين المختصتين في الدولتين المتعاقبتين عند الاقتضاء ان تتشاور احدهما مع الاخرى، حول هذا الموضوع.

المادة '10'

حصص الارباح

1. تخضع حصص الارباح التي تدفعها شركة مقيمة في دولة متعاقدة الى مقيم في الدولة المتعاقدة الاخرى للضريبة في تلك الدولة.

2. سيد ان حصص الارباح هذه يمكن ان تخضع ايضاً للضريبة في الدولة المتعاقدة التي تقيم فيها الشركة التي توزع الارباح وفقاً لقوانين تلك الدولة، ولكن اذا كان قابض الارباح هو المستفيد الفعلي، فان الضريبة المفروضة هكذا، ينبغي ان لا تتجاوز:

(أ) 5% من اجمالي حصص الارباح عندما يكون المستفيد الفعلي منها شركة تملك 10% على الاقل من رأسمال الشركة دافعت حصص الارباح،

(ب) و 10% في الحالات الاخرى.

على السلطات المختصة لدى الدولتين المتعاقبتين ان تسوي بالاتفاق المتبادل طريقة تطبيق ذلك.

ان هذه الفقرة يجب ان لا تؤثر على فرض الضريبة على الشركة في ما يتعلق بالارباح التي تدفع منها حصص الارباح.

3. تعني عبارة " حصص الارباح"، كما هي مستعملة في هذه المادة، الدخل من الاسهم، ومن اسهم التمتع، او حقوق التمتع، واسهم التعدين، وحصص المؤسسين، او حقوق اخرى للمستفيدين باستثناء الديون وكذا المداخل المتأتية من المساهمة في الارباح او حصص المشاركة الخاضعة لنفس النظام الضريبي المطبق على مداخل الاسهم بمقتضى تشريع الدولة التي تقيم فيها الشركة الموزعة لحصص الارباح.

4. لا تسري احكام الفقرتين (1) و(2) اذا كان المستفيد الفعلي لحصص الارباح، المقيم في دولة متعاقدة، يقوم بعمل في الدولة المتعاقدة الاخرى والذي تقيم فيه الشركة التي تدفع حصص الارباح، من خلال مؤسسة دائمة تقع فيها، او كان يؤدي في تلك الدولة الاخرى خدمات شخصية مستقلة من قاعدة ثابتة تقع فيها، وكان امتلاك الاسهم الذي تدفع بشأنه حصص الارباح مرتبطاً بصورة فعلية بمثل هذه المنشأة الدائمة او القاعدة الثابتة. ففي هذه الحالة، تطبق احكام المادة "7" او المادة "14"، حسب مقتضى الحال.

5. حيث تحصل شركة مقيمة في دولة متعاقدة على ارباح او دخل من الدولة المتعاقدة الاخرى، فلا يجوز لتلك الدولة الاخرى ان تفرض اية ضريبة على حصص الارباح التي تدفعها الشركة، الا الى الحد الذي تدفع فيه حصص الارباح الى مقيم في تلك الدولة الاخرى، او الى الحد الذي يكون فيه امتلاك الاسهم الذي تدفع بشأنه حصص الارباح متصلاً بصورة فعلية بمنشأة دائمة او قاعدة ثابتة تقع في تلك الدولة الاخرى، ولا يجوز اخضاع ارباح الشركة غير الموزعة لضريبة على ارباح الشركة غير الموزعة، حتى ولو تكونت حصص الارباح المدفوعة او الارباح غير الموزعة كلياً او جزئياً من ارباح مداخل متأتية من تلك الدولة الاخرى.

6. عندما تملك شركة مقيمة في دولة متعاقدة منشأة مستقرة في الدولة المتعاقدة الاخرى، يمكن اخضاعها للضريبة عند المنبع طبقاً للتشريع الضريبي لهذه الدولة الاخرى. الا ان هذه الضريبة لا يمكنها ان تتجاوز 10% من مبلغ ارباح المنشأة المستقرة بعد اداء الضريبة على الشركات المتعلقة بارباح المنشأة المستقرة.

المادة "11"

الفوائد

1. ان الفوائد التي تنشأ في دولة متعاقدة وتدفع الى مقيم في دولة متعاقدة اخرى تخضع للضريبة في الدولة المتعاقدة الاخرى.

2. بيد ان مثل هذه الفوائد يمكن ان تخضع للضريبة في الدولة المتعاقدة التي تنشأ فيها وطبقاً لقوانين تلك الدولة، ولكن إذا كان قابض الفوائد هو المستفيد الفعلي منها، فان الضريبة المفروضة هكذا، يجب ان لا تتجاوز 10% بالمائة من المبلغ الاجمالي للفوائد. امبا الفوائد الناتجة عن قروض طويلة الاجل لا نقل مدتها عن عشر سنوات فتعفى من الضريبة في الدولة المتعاقدة التي نشأت فيها الفوائد.

3. على الرغم من احكام الفقرة (2) من هذه المادة، فان الفوائد الناشئة في دولة متعاقدة تُعفى من الضريبة في تلك الدولة اذا كانت تعود فعلياً الى حكومة الدولة المتعاقدة الاخرى، او سلطة محلية، او وحدة ادارية اقليمية منبثقة منها، او اي وكالة او وحدة مصرفية او مؤسسة تابعة لتلك الحكومة، او لسلطة محلية او لوحدة ادارية اقليمية، او اذا كانت حقوق الدين العائدة لمقيم في الدولة المتعاقدة الاخرى مضمونة او مؤمناً عليها، او ممولّة بصورة مباشرة من جانب مؤسسة مالية تملكها كلياً حكومة الدولة المتعاقدة الاخرى.

4. تعني كلمة "الفائدة" كما هي مستعملة في هذه المادة، الدخل من حقوق الديون من كل نوع، سواء كانت مضمونة او غير مضمونة بتأمين، وسواء كانت تحمل او لا تحمل حقاً في المشاركة في ارباح المدين، وتعني على وجه التخصيص الدخل من السندات والاوراق المالية الحكومية والدخل من السندات، بما في ذلك العلاوات والمكافآت المرتبطة بتلك السندات والاوراق المالية. ان الغرامات المفروضة بسبب التأخر في الدفع لا تعتبر بمثابة فائدة لغرض هذه المادة.

5. لا تسري احكام الفقرتين (1) و(2) اذا كان المستفيد الفعلي للفوائد، المقيم في دولة متعاقدة، يقوم بعمل في الدولة المتعاقدة الاخرى التي تنشأ فيها تلك الفوائد، من خلال منشأة دائمة تقع فيها، او كان يؤدي في تلك الدولة الاخرى خدمات شخصية مستقلة من قاعدة ثابتة تقع فيها، وكان الدين الذي تدفع بشأنه الفوائد مرتبطاً بصورة فعلية بمثل هذه المنشأة الدائمة او القاعدة الثابتة. ففي مثل هذه الحالة، تسري احكام المادة 7* او المادة "14"، حسب مقتضى الحال.

6. تُعتبر الفوائد ناشئة في دولة متعاقدة عندما يكون دافعها هو تلك الدولة المتعاقدة، او سلطة محلية، او وحدة ادارية اقليمية، او مقيماً في تلك الدولة. الا انه حيث يكون الشخص الدافع للفوائد، سواء كان مقيماً في دولة متعاقدة او لم يكن، يملك في دولة متعاقدة منشأة دائمة او قاعدة ثابتة يرتبط بها الدين الذي دفعت عليه الفوائد، وجرى تحمل تلك الفوائد من جانب المنشأة الدائمة تلك او القاعدة الثابتة، فعندئذ تعتبر هذه الفوائد بانها ناشئة في الدولة المتعاقدة التي تقع فيها المنشأة الدائمة او القاعدة الثابتة.

7. حيث انه بسبب وجود علاقة خاصة بين دافع الفوائد والمالك الفعلي لها، او بين كليهما وشخص آخر، يتجاوز مبلغ الفوائد المبلغ الذي كان يمكن الاتفاق عليه بين دافع الفوائد والمستفيد الفعلي لها في غياب مثل هذه العلاقة، فان احكام هذه المادة لا تسري الا على المبلغ المذكور اخيراً. وفي هذه الحالة، فإن القسم الزائد من المدفوعات يبقى خاضعاً للضريبة وفقاً لقوانين كل دولة متعاقدة، مع أخذ الاحكام الاخرى لهذه الاتفاقية بعين الاعتبار.
8. لا تسري احكام هذه المادة اذا كان الغرض الرئيسي، او احد الاغراض الرئيسية لاي شخص له علاقة بانشاء او تحويل الدين الذي يُدفع بشأنه للفوائد، هو استغلال هذه المادة لمنفعته بصورة غير قانونية خلال ذلك الانشاء او التحويل.

المادة "12"

العائدات

1. تخضع العائدات الناشئة في دولة متعاقدة والمدفوعة الى مقيم في الدولة المتعاقدة الاخرى للضريبة في تلك الدولة الاخرى.
2. بيد ان هذه العائدات يمكن ان تخضع ايضاً للضريبة في الدولة المتعاقدة التي تنشأ فيها وطبقاً لقوانين تلك الدولة، ولكن اذا كان قابض العائدات هو المستفيد الفعلي منها، فان الضريبة المفروضة يجب ان لا تتجاوز:
- (أ) 5% بالمئة من المبلغ الاجمالي للعائدات المدفوعة كتعويض لقاء استعمال او الحق في استعمال اية حقوق طبع ونشر لاعمال ادبية او فنية او علمية، بما في ذلك الافلام السينمائية، والافلام او الاشرطة للبيث الاذاعي او التلفزيوني، والارسال عبر الاقمار الصناعية او الكابلات او الاليف البصرية والبرامج المعلوماتية او الوسائل التقنية المماثلة للبيث الى عامة الجمهور؛
- (ب) 10% لباقي الحالات
3. ان كلمة "عائدات" كما هي مستعملة في هذه المادة تعني المدفوعات من اي نوع يتم قبضها كتعويض لقاء استعمال، او الحق في استعمال اية حقوق لقاء استعمال او الحق في استعمال اية حقوق طبع ونشر لاعمال ادبية او فنية او علمية، بما في ذلك الافلام السينمائية، والافلام او الاشرطة للبيث الاذاعي او التلفزيوني، والارسال عبر الاقمار الصناعية او الكابلات او الاليف البصرية والبرامج المعلوماتية او الوسائل التقنية المماثلة للبيث الى عامة الجمهور، ولقاء اي براءة اختراع، او علامة تجارية، او

تصميم، او نموذج، او مخطط، او معادلة او طريقة انتاج سرية، او لقاء استعمال، او الحق في استعمال اي من المعدات الصناعية او التجارية او العلمية، او لقاء معلومات تتعلق بالخبرة الصناعية، او التجارية او العلمية وتعتبر كذلك اتاوات الاداءات عن المساعدة والدراسات التقنية.

4. لا تسري احكام الفقرتين (1) و(2) اذا كان المستفيد الفعلي للعائدات، المقيم في دولة متعاقدة، يقوم بعمل في الدولة المتعاقدة الاخرى الذي تنشأ فيها العائدات، من خلال منشأة دائمة تقع فيها، او كان يؤدي في تلك الدولة الاخرى خدمات شخصية مستقلة من قاعدة ثابتة تقع فيها، وعن طريق الحق او الملك الذي تدفع بشأنه العائدات ويكون مرتبطاً بصورة فعلية يمثل هذه المنشأة الدائمة او القاعدة الثابتة. ففي هذه الحالة، تسري احكام المادة "7" او المادة "14"، حسب مقتضى الحال.

5. تعتبر العائدات بانها ناشئة في دولة متعاقدة عندما يكون دافعها هو تلك الدولة المتعاقدة نفسها، او سلطة محلية، او وحدة ادارية اقليمية، او مقيماً في تلك الدولة. الا انه حيث يكون الشخص الدافع للعائدات، سواء كان مقيماً في دولة متعاقدة او لم يكن، يملك في دولة متعاقدة منشأة دائمة او قاعدة ثابتة جرى تحمل مسؤولية دفع العائدات بشأنها، وجرى تحمل تلك العائدات من جانب المنشأة الدائمة تلك او القاعدة الثابتة، فعندئذ يجب ان تعتبر تلك العائدات بانها ناشئة في الدولة المتعاقدة التي تقع فيها المؤسسة الدائمة او القاعدة الثابتة.

6. حيث انه بسبب وجود علاقة خاصة بين دافع العائدات والمستفيد الفعلي، او بين كليهما وشخص آخر، يتجاوز مبلغ العائدات الذي له علاقة باستعمال او الحق في استعمال المعلومات التي تدفع عليها العائدات، المبلغ الذي كان يمكن الاتفاق عليه بين دافع العائدات والمستفيد الفعلي في غياب مثل هذه العلاقة، فان احكام هذه المادة لا تسري الا على المبلغ المذكور اخيراً. وفي هذه الحالة، فإن القسم الزائد من المدفوعات يبقى خاضعاً للضريبة وفقاً لقوانين كل دولة متعاقدة، مع أخذ الاحكام الاخرى لهذه الاتفاقية بعين الاعتبار.

المادة "13"

ارباح راس المال

1. تخضع الارباح التي يحصل عليها مقيم في دولة متعاقدة من التصرف في املاك غير منقولة، كما تم تعريفها في المادة "6" وتقع في الدولة المتعاقدة الاخرى، للضريبة في الدولة المتعاقدة التي تقع فيها تلك الاملاك.

2. ان الارباح الناجمة عن التصرف باموال منقولة تشكل جزءاً من الاموال التجارية لمنشأة دائمة تملكها مؤسسة تابعة لدولة متعاقدة في الدولة المتعاقدة الاخرى، او من التصرف باموال منقولة عائدة لقاعدة ثابتة في متناول مقيم في دولة متعاقدة وتوجد في الدولة المتعاقدة الاخرى لغرض القيام بخدمات شخصية مستقلة، بما في ذلك تلك الارباح الناجمة عن التصرف بهذه المنشأة الدائمة (وحدها او مع المؤسسة بكاملها) او مثل هذه القاعدة الثابتة، تخضع للضريبة في تلك الدولة.
3. ان الارباح الناجمة عن التصرف بسفن، أو طائرات، أو قطارات، أو حافلات نقل بري تُشغل في النقل الدولي، او من التصرف باموال منقولة تتعلق بتشغيل وسائل النقل السالفة الذكر، لا تخضع للضريبة الا في الدولة المتعاقدة التي يقع فيها مكان الادارة الفعلية للمؤسسة.
4. ان الارباح الناجمة عن التصرف باموال غير تلك المشار اليه في الفقرات (1) و(2) و (3) من هذه المادة، لا تخضع للضريبة الا في الدولة المتعاقدة التي يقيم فيها المتصرف بالاموال.

المادة "14"

الخدمات الشخصية المستقلة

1. لا يخضع الدخل الذي يحصل عليه مقيم في دولة متعاقدة فيما يتعلق بالخدمات المهنية او اية نشاطات اخرى ذات صفة شخصية مستقلة للضريبة الا في تلك الدولة. يستثنى من ذلك الحاليتين التاليتين حيث يمكن ان يخضع مثل هذا الدخل للضريبة ايضاً في الدولة المتعاقدة الاخرى:
 - أ. اذا كانت لديه قاعدة ثابتة متوفرة له بصورة منتظمة في الدولة المتعاقدة الاخرى لأغراض القيام باعماله؛ او
 - ب. اذا كان موجوداً في الدولة المتعاقدة الاخرى لمدة او لمدد تبلغ او تتجاوز في مجموعها 183 يوماً في خلال أي مدة اثني عشر شهراً
 في الحاليتين المشار اليهما في الفقرتين الفرعيتين (أ) و(ب)، يخضع هذا الدخل للضريبة في الدولة المتعاقدة الاخرى ولكن فقط بنقل القدر الذي يُنسب منه الى القاعدة الثابتة او ينجم عن الاعمال في المدة التي كان المقيم موجوداً خلالها في تلك الدولة الاخرى.
2. تشمل عبارة "الخدمات المهنية" على وجه التخصيص النشاطات العلمية والادبية والفنية والستروبية او التعليمية المستقلة، وكذلك النشاطات المستقلة للأطباء والمحامين والمهندسين ومهندسي البناء واطباء الاسنان والمحاسبين.

المادة 15'

الخدمات الشخصية غير المستقلة

1. مع مراعاة احكام المواد "16" و"18" و"19" و"20" و"21"، لا تخضع للضريبة الرواتب والتعويضات المماثلة الاخرى التي يحصل عليها مقيم في دولة متعاقدة فيما يتعلق بوظيفة ما، الا في تلك الدولة ما لم تكن الوظيفة تمارس في الدولة المتعاقدة الاخرى. واذا كانت تلك الوظيفة تمارس في الدولة المتعاقدة الاخرى، فان مثل هذا التعويض الذي ينجم عنها يخضع للضريبة في تلك الدولة الاخرى.

2. على الرغم من احكام الفقرة (1)، لا يخضع للضريبة التعويض الذي يحصل عليه مقيم في دولة متعاقدة فيما يتعلق بوظيفة تمارس في الدولة المتعاقدة الاخرى، الا في الدولة المذكورة اولاً، اذا:

أ. كان المستفيد موجوداً في الدولة الاخرى لمدة او مدد لا تتجاوز في مجموعها 183 يوماً خلال أي فترة اثني عشر شهراً ، و

ب. كان التعويض يدفع من جانب صاحب عمل، او نائب عنه، ليس مقيماً في الدولة الاخرى؛ و

ج. لا تتحمل التعويض منشأة دائمة او قاعدة ثابتة يملكها صاحب العمل في الدولة الاخرى.

3. على الرغم من الاحكام السابقة من هذه المادة، فان التعويض الذي يحصل عليه مقيم في دولة متعاقدة فيما يتعلق بوظيفة تمارس على متن سفينة، او طائرة، او قطار، او حافلة نقل بري تشغل في النقل الدولي، لا يخضع للضريبة الا في تلك الدولة المتعاقدة التي يقع فيها مكان الادارة الفعلية للمؤسسة.

المادة 16'

اتعاب المديرين

ان اتعاب المديرين والمدفوعات المماثلة الاخرى التي يحصل عليها مقيم لدى دولة متعاقدة بصفته عضواً في مجلس ادارة شركة مقيمة في الدولة المتعاقدة الاخرى، تخضع للضريبة في تلك الدولة الاخرى.

المادة "17"**الفنانون والرياضيون**

1. على الرغم من احكام المادتين "14" و"15"، فان الدخل الذي يحصل عليه مقيم في دولة متعاقد من نشاطاته الشخصية التي يمارسها في الدولة المتعاقدة الاخرى كفنان مسرحي، او سينمائي، او اذاعي، او تلفزيوني، او موسيقي او كرياضي، يخضع للضريبة في تلك الدولة الاخرى.
2. اذا كان الدخل المتعلق بالنشاطات الشخصية التي يمارسها فنان او رياضي بصفته هذه لا يعود للفنان او للرياضي نفسه، بل لشخص آخر، فان ذلك الدخل، على الرغم من احكام المواد "7" و"14" و"15"، يخضع للضريبة في الدولة المتعاقدة التي تمارس فيها نشاطات الفنان او الرياضي.
3. على الرغم من احكام الفقرتين (1) و(2)، فان الدخل الناجم عن النشاطات المشار اليها في الفقرة (1) ضمن اطار المبادلات الثقافية او الرياضية المتفق عليها من جانب حكومتَي الدولتين المتعاقبتين والتي تجري لغير توخي جني الربح، يعفى من الضريبة في الدولة المتعاقدة التي تمارس فيها هذه النشاطات.

المادة "18"**معاشات التقاعد**

1. مع مراعاة احكام الفقرة (2) من المادة "19" من هذه الاتفاقية، فان معاشات التقاعد والتعويضات المماثلة الاخرى التي تدفع الى مقيم في دولة متعاقدة مقابل استخدام سابق، لا تخضع للضريبة الا في تلك الدولة.
2. على الرغم من احكام الفقرة (1) من هذه المادة فان معاشات التقاعد والتعويضات المماثلة الاخرى التي تدفع بموجب تشريع الضمان الاجتماعي في دولة متعاقدة، لا تخضع للضريبة الا في تلك الدولة.

المادة "19"**الخدمات الحكومية**

1. أ. ان الرواتب و الاجور وغيرها من المرتبات المماثلة باستثناء معاش التقاعد، التي تدفعها دولة متعاقدة، او سلطة محلية تابعة لها، او وحدة ادارية اقليمية تابعة لها، الى شخص فيما يتعلق بخدمات تقدم الى تلك الدولة او تلك السلطة او الوحدة، لا يخضع للضريبة الا في تلك الدولة.

ب. بيد ان هذه الرواتب و الاجور وغيرها من المرتبات المماثلة لا تخضع للضريبة في الدولة المتعاقدة الاخرى، الا اذا قدمت الخدمات في تلك الدولة وكان الشخص مقيماً في تلك الدولة، هو:

(1) من مواطني تلك الدولة، او

(2) لم يصبح مقيماً في تلك الدولة فقط لغرض تقديم تلك الخدمات.

2. أ. ان اي معاش تقاعد يدفع مباشرة من صناديق انشأتها دولة متعاقدة، او سلطة محلية تابعة لها، او وحدة ادارية اقليمية تابعة لها، الى شخص فيما يتعلق بخدمات قدمت الى تلك الدولة او السلطة أو الوحدة، لا يخضع للضريبة الا في تلك الدولة.

ب. بيد ان معاش التقاعد هذا لا يخضع للضريبة في الدولة المتعاقدة الاخرى، الا اذا كان الشخص مقيماً في تلك الدولة ومن مواطنيها.

3. تطبق احكام المواد "15" و"16" و"18" على الرواتب و الاجور وغيرها من المرتبات المماثلة ومعاشات التقاعد المتعلقة بخدمات قدمت لاعمال تجارية قامت بها دولة متعاقدة، او سلطة محلية تابعة لها او وحدة ادارية اقليمية تابعة لها.

المادة "20"

الطلبة والمنتدبون

1. ان المقيم في دولة متعاقدة والموجود مؤقتاً في الدولة المتعاقدة الاخرى بصفة طالب او منتدب يستلقى تدريباً تقنياً او مهنياً او تجارياً، لا يخضع للضريبة في الدولة المتعاقدة الاخرى على السحويلاات المالية التي ترده من الخارج لغرض الانفاق على معيشته وتحصيله العلم او التدرّب، او ترده بصفة منحة دراسية لمتابعة تحصيله العلمي.

2. لا يخضع للضريبة التعويض الذي يدفع الى الطالب او المنتدب، لقاء خدمات تقدم في الدولة الاخرى، في تلك الدولة وذلك لمدة سنتين شريطة ان تكون تلك الخدمات ذات علاقة بتحصيله العلمي او التدرّب.

المادة "21"

المعلمون والاساتذة والباحثون

ان الشخص المقيم، او الذي كان مقيماً في دولة متعاقدة مباشرة قبل زيارته للدولة المتعاقدة الاخرى والذي، بناء على دعوة اي جامعة او كلية او مدرسة، او اي مؤسسة تعليمية مماثلة اخرى لا تتوخى الربح ومعترف بها من حكومة تلك الدولة المتعاقدة

الأخرى، يوجد في تلك الدولة المتعاقدة الأخرى لمدة لا تتجاوز السنتين من تاريخ وصوله الأول إليها، فقط لغرض التعليم أو القيام بأبحاث، أو كليهما في تلك المؤسسات التعليمية المشار إليها، يعفى من الضريبة في تلك الدولة المتعاقدة الأخرى على مداخيله الناجمة عن التعليم أو الأبحاث شريطة أن تكون هذه المرتبات واردة من مصدر موجود خارج هذه الدولة.

المادة "22"

المدخل الأخرى

1. لا تخضع للضريبة عناصر الدخل العائدة لمقيم في دولة متعاقدة، حيثما كان منشأها والتي لم تتأولها المواد السابقة من هذه الاتفاقية، إلا في تلك الدولة المتعاقدة.
2. لا تسري أحكام الفقرة (1) على الدخل، غير الدخل الناجم عن الاملاك الغير المنقولة كما هي معرفة في الفقرة (2) من المادة "6"، إذا كان المستفيد من هذا الدخل، المقيم في دولة متعاقدة، يقوم بعمل في الدولة المتعاقدة الأخرى، من خلال منشأة دائمة تقع فيها أو كان يؤدي في تلك الدولة الأخرى خدمات شخصية مستقلة من قاعدة ثابتة تقع فيها وحيث يرتبط الحق أو الملك الناجم عنه الدخل بصورة فعلية بهذه المنشأة الدائمة أو القاعدة الثابتة. وفي هذه الحال تطبق أحكام المادة "7" أو المادة "14" حسب مقتضى الحال.

المادة "23"

الضريبة على رأس المال

1. ان رأس المال الممثل بأموال غير منقولة، كما هي معرفة في الفقرة (2) من المادة "6" ويملكها مقيم في دولة متعاقدة وتقع في الدولة المتعاقدة الأخرى، يخضع للضريبة في الدولة المتعاقدة التي تقع فيها تلك الاموال.
2. ان رأس المال الممثل بأموال منقولة تشكل جزءاً من الاملاك التجارية لمنشأة دائمة تملكها مؤسسة في دولة متعاقدة وتقع في الدولة المتعاقدة الأخرى، أو الممثل بأموال منقولة تعود الى قاعدة ثابتة لمقيم في دولة متعاقدة ومتوافرة له في الدولة المتعاقدة الأخرى لغرض القيام بخدمات شخصية مستقلة، يمكن ان يخضع للضريبة في الدولة المتعاقدة التي تقع فيها المنشأة الدائمة أو القاعدة الثابتة.
3. ان رأس المال الممثل بسفن أو طائرات، أو قطارات، أو حافلات نقل بري والتي تنسجها في عمليات النقل الدولي مؤسسة من دولة متعاقدة، والاموال المنقولة المتعلقة بتشغيل وسائل النقل المشار إليها، لا يخضع للضريبة الا في الدولة المتعاقدة التي يقع فيها مكان الادارة الفعلية للمؤسسة.

4. ان جميع عناصر رأس المال الأخرى الخاصة بمقيم في دولة متعاقدة، لا تخضع للضريبة إلا في تلك الدولة.

المادة "24"

إلغاء الإردواج الضريبي

1. عندما يحصل مقيم في إحدى الدولتين المتعاقبتين على دخل أو عناصر دخل، أو يحصل على أرباح، أو أرباح رأس المال، أو يملك رأس مال يمكن أن يخضع بموجب قانون الدولة المتعاقدة الأخرى ووفقاً لهذه الاتفاقية للضريبة في هذه الدولة المتعاقدة، يسجل له اعتماد في حساب ضريبه على الدخل، أو عناصر الدخل، أو الأرباح، أو أرباح رأس المال، أو على رأس المال مبلغاً يعادل قيمة الضريبة التي تدفع في هذه الدولة المتعاقدة. بيد ان مبلغ ذلك الاعتماد ينبغي ان لا يتجاوز قيمة الضريبة في الدولة المتعاقدة المشار إليها أولاً على ذلك الدخل، أو عناصر الدخل، أو الأرباح، أو أرباح رأس المال أو على رأس المال المحتسبة طبقاً لقوانين وانظمة فرض الضرائب في هذه الدولة المتعاقدة.
2. ان المداخيل التي استغادت من الاعفاء الكلي أو الجزئي لمدة معينة طبقاً للتشريع الداخلي لأي من الدولتين المتعاقبتين تعتبر كأنها خضعت فعلاً للضريبة، والضريبة التي كانت ستؤدى في غياب الاعفاء تخضم من الضريبة الموضوعه على هذه المداخيل في الدولة المتعاقدة الأخرى.

المادة "25"

عدم التمييز

1. لا يخضع مواطنو دولة متعاقدة في الدولة المتعاقدة الأخرى لاية ضريبة أو اية متطلبات متعلقة بها، تختلف عن تلك الضرائب والمتطلبات المتعلقة بها أو تكون اشد عبثاً من التي يخضع لها، أو يجوز ان يخضع لها، مواطنو تلك الدولة الأخرى في الظروف نفسها. وهذا الحكم، على الرغم من احكام المادة "1"، يسري ايضاً على الاشخاص الذين هم ليسوا مقيمين لدى إحدى الدولتين المتعاقبتين أو كليهما.
2. ان الاشخاص الذين لا جنسية لهم والمقيمون في دولة متعاقدة يجب ان لا يخضعوا في اي من الدولتين المتعاقبتين لاية ضرائب أو متطلبات متعلقة بها، تختلف عن أو تكون اشد عبثاً من الضريبة المفروضة والمتطلبات المتعلقة بها التي يخضع لها أو يجوز ان يخضع لها مواطنو الدولة المعنية في الظروف نفسها.

3. ينبغي ان لا تفرض الضريبة على منشأة دائمة تملكها مؤسسة من دولة متعاقدة في دولة متعاقدة أخرى، في تلك الدولة الأخرى بصورة أقل ملاءمة من الضريبة المفروضة على مؤسسات تلك الدولة الأخرى تقوم بالاعمال نفسها. ان احكام هذه المادة يجب ان لا تفسر بانها تلزم دولة متعاقدة بمنح المقيمين في الدولة الأخرى أي تنزيلات او اعفاءات او تخفيضات شخصية لاغراض فرض الضريبة بسبب الوضع المدني او المسؤوليات العائلية التي تمنحها الى مقيمين لديها.
4. باستثناء ما تطبيق عليه احكام المادة "9"، او الفقرة (7) من المادة "11"، او الفقرة (6) من المادة "12"، فان الفوائد والعائدات والمصروفات الأخرى التي تدفعها مؤسسة من دولة متعاقدة الى مقيم في الدولة المتعاقدة الأخرى يجب، لغرض تحديد الارباح الخاضعة للضريبة والعائدة لهذه المؤسسة، ان تكون قابلة للخصم في ظل الظروف نفسها كانها كانت دفعت الى مقيم في الدولة الأولى وكذلك، فان اي ديون على مؤسسة من دولة متعاقدة لصالح مقيم في الدولة المتعاقدة الأخرى يجب، لغرض تحديد رأس المال الخاضع للضريبة لهذه المؤسسة، ان تكون قابلة للخصم في ظل الظروف نفسها وكانها قد اجريت لمقيم في الدولة المذكورة الأولى.
5. ان مؤسسات دولة متعاقدة، والتي يملك رأسمالها او يشرف عليه كلياً او جزئياً، بصورة مباشرة او غير مباشرة، واحد او اكثر من المقيمين في الدولة المتعاقدة الأخرى، لا تخضع في الدولة الأولى لاية ضرائب او متطلبات متعلقة بها تختلف عن او تكون اشد عبثاً من الضريبة المفروضة والمتطلبات المتعلقة بها التي تخضع لها، او يجوز ان تخضع لها مؤسسات مماثلة اخرى تابعة للدولة الأولى.

المادة "26"

اجراءات الاتفاق المتبادل

1. اذا اعتبر شخص في دولة متعاقدة ان اعمال احدي الدولتين المتعاقبتين او كليهما تؤدي او ستؤدي الى فرض ضرائب عليه لا تنطبق مع احكام هذه الاتفاقية، فانه يجوز له، بصرف النظر عن المراجعات التي يوفرها القانون المحلي في هاتين الدولتين، ان يرفع قضيته الى السلطة المختصة لدى الدولة المتعاقدة التي يقيم فيها، او ان يرفعها، اذا كانت قضيته ترد تحت الفقرة (1) من المادة "25" من هذه الاتفاقية، الى السلطة المختصة في الدولة المتعاقدة التي يكون مواطناً فيها. ويجب رفع القضية خلال سنتين من التبليغ الاول للاجراء الذي يؤدي الى فرض ضريبة لا تنطبق مع احكام هذه الاتفاقية.

2. تسعى السلطة المختصة اذا بدا لها الاعتراض مبررا واذا لم تستطع حله بصورة مرضية لحل القضية بالاتفاق المتبادل مع السلطة المختصة في الدولة المتعاقدة الاخرى وذلك من اجل تجنب الضريبة التي لا تأتلف مع احكام هذه الاتفاقية. وينفذ اي اتفاق يتم التوصل اليه بالرغم من اي احكام تتعلق بمرور الزمن في القانون المحلي للدولتين المتعاقبتين.
3. تسعى السلطات المختصة في الدولتين المتعاقبتين لان تحل بالاتفاق المتبادل اي مصاعب او شكوك ناشئة عن تفسير احكام هذه الاتفاقية او تطبيقها. ويجوز لها ايضا التشاور معاً لالغاء الازدواج الضريبي في الحالات الغير المنصوص عليها في هذه الاتفاقية.
4. يجوز للسلطات المختصة في الدولتين المتعاقبتين الاتصال مباشرة بعضها مع بعض لعرض التوصل الى اتفاق حول معنى الفقرات السابقة. وعندما يبدو انه من المستحسن، في سبيل التوصل الى اتفاق، اجراء تبادل شفهي للأراء، فانه يجوز ان يجري هذا التبادل عن طريق لجنة تتألف من ممثلين عن السلطات المختصة في الدولتين المتعاقبتين.

المادة 27'

تبادل المعلومات

1. تتبادل السلطات المختصة في الدولتين المتعاقبتين ما يلزم من المعلومات لتنفيذ احكام هذه الإتفاقية أو أحكام القوانين المحلية في الدولتين المتعاقبتين بخصوص الضرائب التي تشملها هذه الإتفاقية، و ذلك من أجل منع الاحتيال أو التهريب من دفع هذه الضرائب و لا تقيد المادة "1" تبادل المعلومات. و يجب معاملة أي معلومات تتلقاها دولة متعاقدة كمعلومات سرية بالطريقة نفسها كالمعلومات التي يتم الحصول عليها بموجب القوانين المحلية لتلك الدولة، و لا يجب البوح بها إلا للأشخاص أو السلطات (بما في ذلك المحاكم و الهيئات الإدارية) المناط بها أمر تقدير أو تحصيل الضرائب التي تشملها هذه الإتفاقية، أو في بت الاستثناءات المتعلقة بتلك الضرائب، أو ملاحظتها أو تنفيذها. و على اولئك الأشخاص أو تلك السلطات أن لا تستعمل تلك المعلومات إلا لهذه الأغراض. و يجوز لهم أن يفصوا بالمعلومات في المحاكمات العلنية، أو في القرارات القضائية.
2. لا يجب في أي حال من الأحوال تفسير أحكام الفقرة (1) بأنها تفرض على دولة متعاقدة الإلتزام:
 - أ. بتنفيذ إجراءات إدارية لا تنطبق مع القوانين و الإجراءات الإدارية لتلك الدولة أو الدولة المتعاقدة الأخرى.

ب. بتقديم معلومات لا يمكن الحصول عليها بموجب القوانين أو الإجراءات الإدارية لتلك الدولة أو الدولة المتعاقدة الأخرى.

ج. بتقديم معلومات تكشف عن أي سر تجاري، أو صناعي، أو مهني، أو طريقة إنتاج، أو معلومات يكون الكشف عنها مخالفاً للنظام العام.

المادة 28'

أعضاء البعثات الدبلوماسية والقنصلية

لا يمس أي نص في هذه الاتفاقية بالامتيازات الضريبية لأعضاء البعثات الدبلوماسية والقنصلية بمقتضى القواعد العامة في القانون الدولي أو بمقتضى أحكام الإتفاقات الخاصة.

المادة 29'

سريان المفعول

يتم إبرام هذه الاتفاقية ويسري مفعولها في اليوم الثلاثين من بعد تاريخ الإبلاغ الأخير الذي يشير إلى أن كلتا الدولتين قد اتخذتا الإجراءات القانونية المحلية اللازمة في كل منهما من أجل تطبيق الاتفاقية. وتسري أحكام هذه الاتفاقية:

(1) في ما يتعلق بالضرائب المقتطعة عند المصدر، على الدخل الحاصل في، أو بعد اليوم الأول من كانون الثاني (يناير) من السنة المدنية التي تلي السنة التي يبدأ فيها سريان مفعول الاتفاقية؛ و

(2) في ما يتعلق بالضرائب الأخرى، على الأرباح والدخل ورأس المال التي تم الحصول عليها في، أو بعد اليوم الأول من كانون الثاني (يناير) من السنة المدنية التي تلي السنة التي يبدأ فيها سريان مفعول الاتفاقية.

المادة 30'

إنهاء الاتفاقية

1. إن هذه الاتفاقية تبقى سارية المفعول إلى أجل غير محدد.
2. يجوز لأي من الدولتين المتعاقبتين أن تعطي الدولة المتعاقدة الأخرى، عن طريق القنوات الدبلوماسية، إبلاغاً خطياً بإنهاء الاتفاقية في، أو قبل الثلاثين من حزيران (يونيو) من أي سنة ابتداء من السنة الخامسة التي تلي السنة التي يبدأ فيها سريان مفعول الاتفاقية. و في هذه الحال، يتوقف مفعول هذه الاتفاقية:

(١) في ما يتعلق بالضرائب المقتطعة عند المصدر، على الدخل الحاصل في أو بعد اليوم الأول من كانون الثاني (يناير) من السنة التي تلي أعطي فيها الإبلاغ،

(٢) في ما يتعلق بالضرائب الأخرى، على الأرباح والدخل ورأس المال التي تم الحصول عليها في أو بعد اليوم الأول من كانون الثاني (يناير) من السنة التي تلي السنة التي أعطي فيها الإبلاغ بإنهاء الإتفاقية.

وإشهاداً بذلك فإن الموقعين أدناه، المفوضين بذلك حسب الأصول من جانب حكومتيهما، قد وقعا هذه الإتفاقية.

حررت على نسختين في بيروت بتاريخ ٣ شعبان ١٤٢٢ هجرية الموافق لـ ٢٠ أكتوبر / تشرين الأول من سنة ٢٠٠١ باللغة العربية.

عن حكومة المملكة المغربية	عن حكومة الجمهورية اللبنانية
وزير الصناعة والتجارة والطاقة والمعادن	وزير المالية
مصطفى المنصوري	فؤاد السنيورة

□ LIBYE

- **Dahir n° 1-93-504 du 21 kaada 1421 (15 février 2001) portant publication de la convention en vue d'éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu entre le Royaume du Maroc et la Grande Jamahiriya Arabe Libyenne Populaire et Socialiste, faite à Rabat le 26 janvier 1984 (1)**

[...]

Vu la convention (2) en vue d'éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu entre le Royaume du Maroc et la Grande Jamahiriya Arabe Libyenne Populaire et Socialiste, faite à Rabat le 26 janvier 1984;

Vu la loi n° 11-86 portant approbation, quant au principe, de la ratification de la convention précitée, promulguée par le dahir n° 1-86-254 du 6 hija 1413 (28 mai 1993);

Vu le procès-verbal d'échange des instruments de ratification de la convention précitée, fait à Tripoli le 1^{er} rabii II 1414 (18 septembre 1993),

A décidé ce qui suit :

Sera publiée au *Bulletin officiel*, à la suite du présent dahir, la convention en vue d'éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu entre le Royaume du Maroc et la Grande Jamahiriya Arabe Libyenne Populaire et Socialiste, faite à Rabat le 26 janvier 1984.

(1) *B.O.* du 21 juin 2001.

(2) Voir le texte de la convention dans l'édition générale du *Bulletin officiel* n° 4908 du 21 rabii I 1422 (14 juin 2001).

مادة 2

الضرائب المطبقة عليها هذه الاتفاقية

- 1 - أن هذه الاتفاقية تطبق على ضرائب الدخل المجباة بالنيابة عن أى من الطرفين المتعاقدين او سلطات محلية تتبع لهما بفض النظر عن الطريقة التي تجبى بها هذه الضرائب ؛
- 2 - سوف تعتبر كضرائب على الدخل جميع الضرائب المفروضة على مجموع الدخل او على عناصر الدخل ؛
- 3 - أن الضرائب الحالية التي تنطبق عليها هذه الاتفاقية هي :
 - أ) فيما يختص بالجمهورية العربية الليبية الشعبية الاشتراكية :
 - 1 - الضريبة على دخل العقارات ؛
 - 2 - الضريبة على دخل الزراعة ؛
 - 3 - الضريبة على الارباح التجارية والصناعية والحرفية وتشمل :
 - أ) الضريبة على دخل التجارة والصناعة والحرف ؛
 - ب) الضريبة على الشركات .
 - 4 - ضريبة دخل المهن الحرة ؛
 - 5 - ضريبة الاجور والمرتبات وما في حكمها ؛
 - 6 - الضريبة على فوائد الودائع وحسابات التوفير لدى المصارف ؛
 - 7 - الضريبة على الدخل المحقق في خارج البلاد ؛
 - 8 - الضريبة العامة على الدخل ؛
 - 9 - ضريبة الجهاد (ضريبة الدفاع) ، (وتدعى هذه الضرائب بالضريبة الليبية) .
 - ب) فيما يختص بالملكة المغربية :
 - 1 - ضريبة الارباح المهنية ومدخر الاستثمار ؛
 - 2 - الضريبة الفلاحية ؛
 - 3 - الاقتطاع من المرتبات العمومية والخصوصية ومن التعميمات والمستفادات والاجور والمعاشات والايادات العمرية ؛
 - 4 - ضريبة المباني والرسوم الملحقة بها ؛
 - 5 - الرسم المفروض على محصول الاسهم او حصص الشركات والمداخيل المماثلة ؛
 - 6 - المساهمة التكميلية على الدخل الاجمالي للأشخاص الطبيعيين ؛
 - 7 - واجب التضامن الوطني ؛
 - 8 - الضريبة على الارباح المقاربة ، (وتدعى هذه الضرائب بالضريبة المغربية) .
- 4 - وتطبق هذه الاتفاقية على الضرائب المماثلة او المتشابهة التي تفرض فيما بعد بالإضافة الى الضرائب الموجودة حاليا او بدلا منها وعند نهاية كل سنة لا بد وان تكون السلطات المختصة في الدولتين المتعاقدين قد قامت باعلام بعضهما البعض عن أية تغييرات تكون قد طرأت على قوانين الضرائب في دولة كل منهما .

ظهر شريف رقم 1.93.504 صادر في 21 من ذي القعدة 1421 (15 فبراير 2001) بنشر الاتفاقية المتصلة بتجنب ازدواج ضريبة الدخل المبرمة بين المملكة المغربية والجمهورية العربية الليبية الشعبية الاشتراكية العظمى بالرباط في 26 يناير 1984 .

الحمد لله وحده .

الطابع الشريف - بداخه :

(محمد بن الحسن بن محمد بن يوسف الله وليه)

يعلم من ظهورنا الشريف هذا، أسماء الله وأعز أمره أننا :

بعد الاطلاع على الاتفاقية المتصلة بتجنب ازدواج ضريبة الدخل المبرمة بين المملكة المغربية والجمهورية العربية الليبية الشعبية الاشتراكية العظمى بالرباط في 26 يناير 1984 :

وعلى القانون رقم 11.86 الصادر بتنفيذه الظهير الشريف رقم 1.86.254 بتاريخ 6 ذي الحجة 1413 (28 ماي 1993) والمتعلق بالموافقة من حيث المبدأ على تصديق الاتفاقية المذكورة ؛

وعلى محضر تبادل وثائق المصادقة على الاتفاقية المذكورة الموقع بطرابلس في فاتح ربيع الآخر 1414 (18 سبتمبر 1993) .

أصدرنا أمرنا الشريف بما يلي :

تنشر بالجريدة الرسمية ، عقب ظهورنا الشريف هذا ، الاتفاقية المتصلة بتجنب ازدواج ضريبة الدخل المبرمة بين المملكة المغربية والجمهورية العربية الليبية الشعبية الاشتراكية العظمى بالرباط في 26 يناير 1984 .

وحرر بطنجة في 21 من ذي القعدة 1421 (15 فبراير 2001)

وقم بالمطف :

الوزير الأول .

الإضاء : عبد الرحمن يوسف .

* *

اتفاقية تجنب ازدواج ضريبة الدخل بين المملكة المغربية والجمهورية العربية الليبية الشعبية الاشتراكية

رغبة منكما في وضع الاتفاقية لتجنب ازدواج ضريبة الدخل ووضع قواعد ادارية للتعاون المشترك في ميدان الضرائب بين بلديهما قد اتفقتا على ما يلي :

مادة I

الأشخاص المطبقة عليهم هذه الاتفاقية

تطبق هذه الاتفاقية على الأشخاص المقيمين باحدى الدولتين المتعاقدين او في كل منهما .

مادة 4

موطن القربية

ما لم ينص السياق على خلاف ذلك يعتبر الموطن الضريبي في تنفيذ احكام هذه الاتفاقية الدولة التي يتحقق فيها الدخل الخاضع للضريبة.

مادة 5

المنشآت الثابتة

1 - ان عبارة منشأة ثابتة تعنى في هذه الاتفاقية مكان العمل الثابت الذي تدير المنشأة عملياتها به كلها او بعضها.

2 - وتشمل عبارة منشأة ثابتة بالخصوص :

(أ) مكان ادارة العمل ؛

(ب) الفرع ؛

(ج) المكتب ؛

(د) المصنع ؛

(هـ) المتجر للبيع ؛

(و) الورشة ؛

(ز) المنجم ، المحجر او أى مكان تستخرج منه مواد الثروة الطبيعية ؛

(ح) عمارة او موقع عمارة او مصنع تجميع او تركيب يستغرق تنفيذه اكثر من شهرين .

3 - ان عبارة (منشأة ثابتة) لا تشمل :

(أ) استعمال المنشأة فقط لاغراض التخزين او عرض بضائع او السلع التابعة للمؤسسة ؛

(ب) ايداع كمية من البضائع او السلع للمؤسسة فقط لاغراض التخزين والعرض ؛

(ج) ابقاء كمية من البضائع او السلع التابعة للمؤسسة فقط بغية تصنيعها من قبل مؤسسة اخرى ؛

(د) ابقاء مكان تجارى ثابت فقط لغرض شراء بضائع او سلع او لغرض جمع المعلومات للمؤسسة ؛

(هـ) ابقاء مكان تجارى ثابت للمنشأة فقط لاغراض الاعلان وتقديم المعلومات لاغراض البحث العلمى او لاعمال ونشاطات مماثلة ذات صفات تحضيرية او صفات اضافية ؛

4 - الشخص الذى يعمل فى دولة متعاقدة لحساب مؤسسة الدولة المتعاقدة الاخرى وليس وكىلا مستقلا الذى تنطبق عليه الفقرة 5 من هذه المادة تعتبر كمنشأة ثابتة فى الدولة المذكورة

اولا اذا كانت له نشاطات مالوفة فى تلك الدولة وكانت له صلاحيات البث فى العقود باسم الشركة او المؤسسة ما لم تكن نشاطاته

محدودة بشراء البضائع والسلع التمويينية للشركة او المؤسسة .

5 - لا تعتبر مؤسسة تجارية لدولة متعاقدة منشأة ثابتة فى الدولة المتعاقدة الاخرى لانها فقط تقوم بأعمالها بواسطة سمسار

او بواسطة وكيل شركة عام او أى وكيل آخر له كيان مستقل اذا كان هؤلاء الاشخاص يمارسون مستقلين اعمالهم العادية .

6 - الشركة المقيمة فى احدى الدولتين المتعاقدين والتي تدير او تدار من قبل شركة مقيمة فى الدولة المتعاقدة الاخرى او التي تقوم بأعمال فى تلك الدولة الاخرى او بواسطة منشأة ثابتة او غيرها

فانها لا تعتبر بالنسبة لأى من الدولتين منشأة ثابتة .

مادة 3

تعريف عامة

1 - فى هذه الاتفاقية ما لم يدل السياق على خلاف ذلك :

(أ) ان عبارتي « الدولة المتعاقدة » و « الدولة المتعاقدة الاخرى » تعنى الجماهيرية العربية الليبية الشعبية الاشتراكية او المملكة المغربية حسبما يدل عليه السياق ؛

(ب) تدل كلمة (ليبيا) على الجماهيرية العربية الليبية الشعبية الاشتراكية وعندما تستعمل بالمعنى الجغرافى تعنى مجموع التراب الليبي وكذا المناطق المتاخمة لليامه الاقليمية الليبية التي تعتبر كذلك بقصد فرض الضريبة والتي تمارس ليبيا عليها حقوقها المتعلقة باستغلال الارض وقعر البحر وكذلك مواردها الطبيعية طبقا للقانون الدولى (النجد القارى) ؛

(ج) تدل كلمة (المغرب) على المملكة المغربية وعندما تستعمل بالمعنى الجغرافى تعنى مجموع التراب المغربى وكذا المناطق المتاخمة لليامه الاقليمية المغربية التي تعتبر كذلك بقصد فرض الضريبة والتي يمارس المغرب عليها حقوقه المتعلقة باستغلال الارض وقعر البحر وكذلك مواردها الطبيعية طبقا للقانون الدولى (النجد القارى) ؛

(د) ان عبارة (شخص) تعنى فردا طبيعيا او شركة او اى كيان آخر من الاشخاص ؛

(هـ) ان عبارة (شركة) تعنى كل شخص معنوى او كل كيان يعامل كجماعة متحدة او مشتركة لاغراض الضريبة ؛

(و) ان عبارتي (مؤسسة فى الدولة المتعاقدة) و(مؤسسة فى الدولة المتعاقدة الاخرى) تعنى بالنسبة الى كل منهما ، أى مؤسسة تدار من قبل شخص مقيم بالدولة المتعاقدة ومؤسسة تدار من قبل شخص مقيم بالدولة المتعاقدة الاخرى ؛

(ز) ان عبارة (السلطات المختصة) تعنى بالنسبة للجماهيرية العربية الليبية الشعبية الاشتراكية امانة اللجنة الشعبية العامة للخزانة « الادارة العامة للضرائب » وبالنسبة للمملكة المغربية وزير المالية او مثله المفوض او المنتدب له .

2 - ان عبارة « مقيم فى دولة متعاقدة » تعنى فى هذه الاتفاقية الشخص الذى يخضع للضريبة وفقا لقانون هذه الدولة وذلك بسبب سكنه او اقامته او مكان ادارة عمله او أية صفة أخرى مماثلة .

3 - ان كلمة « المواطن » تعنى جميع الاشخاص الطبيعيين الذين يتمتعون بجنسية احدى الدولتين المتعاقدين وجميع الاشخاص المعنويين والشركات التي تتركب من الاشخاص والجمعيات والمؤسسات طبقا للتشريع الجارى به العمل فى احدى الدولتين المتعاقدين .

4 - بخصوص تطبيق هذه الاتفاقية من قبل دولة متعاقدة كل

عبارة لم يرد لها تعريف يكون معناها بموجب قوانين الدولة المتعاقدة الخاصة بالضرائب التي هي موضوع الاتفاقية ما لم يدل سياق النص على خلاف ذلك .

مادة 9

المؤسسات المشتركة

- 1 - إذا اشتركت منشأة في بلد متعاقد بطريق مباشر أو غير مباشر في إدارة أو مراقبة أو رأسمال مؤسسة لدولة متعاقدة ومؤسسة في الدولة المتعاقدة الأخرى ، أو ؛
- 2 - إذا اشترك نفس الأشخاص مباشرة أو بطريق غير مباشر في إدارة أو مراقبة أو رأسمال مؤسسة لدولة متعاقدة ومؤسسة في دولة متعاقدة أخرى وفي كلتا الحالتين توضع أو تفرض شروط بين المؤسسات في علاقاتها التجارية أو المالية ، تختلف عما يعمل به بين مؤسسات مستقلة ، فان الأرباح التي لم تعد الا بسبب هذه الشروط لاي من المؤسسات يجب أن تدخل في أرباح تلك المؤسسة ويؤخذ عنها ضريبة تبعاً لذلك وتنبع نفس الاجراءات المنصوص عليها في قانون الضرائب المعمول به في الدولة التي يتحقق فيها الدخل .

مادة 10

أرباح الاسهم

- 1 - لا تخضع للضريبة ارباح الاسهم التي تدفعها الشركة المسجلة في احدى الدولتين المتعاقدين الا في الدولة محل التسجيل ؛
- 2 - كما لا تخضع للضريبة ارباح اسهم الشركات المشتركة والشركات المنبثقة عنها الا في الدولة محل التسجيل وبعد أقصى قدره 5 % من تلك الأرباح ؛
- 3 - يكون تعريف عبارة « أرباح الاسهم » طبقاً لقوانين الدولة المتعاقدة محل تسجيل الشركة .

مادة 11

الفوائد

- 1 - الفوائد التي تنشأ في دولة متعاقدة وتدفع الي مقيم في دولة متعاقدة أخرى لا تخضع للضريبة الا في الدولة التي تنشأ فيها الفائدة ؛
- 2 - سوف لا يطبق نص الفقرة (1) إذا كان مستلم الفوائد يقيم بالدولة المتعاقدة وله في الدولة المتعاقدة الأخرى التي نشأت فيها الفائدة منشأة ثابتة تكون لها صلة فعالة بمطالبة المديونية التي نتجت عنها الفائدة . وفي هذه الحالة تطبق نصوص المادة (7) ؛
- 3 - تعتبر الفائدة ناشئة في دولة متعاقدة عندما يكون دافعها الدولة نفسها أو فرع سياسي أو سلطة محلية أو مقيم في تلك الدولة .

مادة 12

- 1 - الاتوات التي تنشأ في احدى الدولتين المتعاقدين تخضع للضريبة في الدولة المذكورة فقط ؛
- 2 - يقصد بلفظ « الاتوات » الوارد في هذه المادة المبالغ المدفوعة مهما كان نوعها مقابل استعمال أو حق في استعمال حقوق النشر الخاصة بعمل أدبي أو فني أو علمي أو أية براءة اختراع أو علامة تجارية أو رسم أو نموذج أو خطة أو صيغة أو طريق سرية

مادة 6

دخل المقارنات

- 1 - الإيراد الناتج عن الاملاك العقارية يخضع للضريبة في الدولة المتعاقدة الموجود بها ذلك العقار ؛
- 2 - ان عبارة (عقار) تعرف حسب قانون الدولة الموجود فيها ذلك العقار .

مادة 7

الأرباح التجارية والصناعية والحرفية

- 1 - لا تفرض الضريبة على أرباح مؤسسة في دولة متعاقدة الا في تراب هذه الدولة ما لم تزاوّل المؤسسة نشاطها في تراب الدولة المتعاقدة الأخرى بواسطة منشأة ثابتة موجودة فيها فاذا كانت المؤسسة تزاوّل نشاطها على هذا النحو ، تفرض الضريبة على أرباح المؤسسة في الدولة الأخرى ، لكن فرض الضريبة بهذه الطريقة يقتصر فقط على الحالة التي تنسب فيها الأرباح الى المنشأة الثابتة المذكورة ؛
- 2 - إذا كانت منشأة من دولة متعاقدة تقوم بأعمال في الدولة المتعاقدة الأخرى بواسطة منشأة ثابتة موجودة في هذه الدولة فسوف تعود الى هذه المنشأة الثابتة في أي من الدولتين المتعاقدين الأرباح المتوقع تحقيقها فيما لو كانت منشأة منفصلة تقوم بنفس الاعمال أو ما يشابهها وفي نفس الظروف وما شابهها وتقوم بالعمل باستقلال كامل مع المنشأة الثابتة التي تتبعها ؛
- 3 - عند تحديد أو تقدير أرباح منشأة ثابتة يسمح بخضم المصاريف التي صرفت لغراض المنشأة الثابتة سواء أكانت في الدولة الموجودة بها المنشأة الثابتة أو أي مكان آخر وذلك وفقاً للقواعد المعمول بها في الدولة الخاضع فيها الدخل للضريبة ؛
- 4 - لا تعود أية أرباح الى منشأة ثابتة بسبب أو لمجرد شرائها لسلع وبضائع للمنشأة ؛
- 5 - لاجل اغراض الفقرات السابقة تحدد الأرباح التي تعود الى المنشأة الثابتة بنفس الطريقة سنة بعد سنة ما لم يكن هناك سبب أو مبرر كاف لعكس ذلك ؛
- 6 - إذا كانت الأرباح تشتمل على عناصر من الدخل عولمت منفصلة في مواد أخرى من هذه الاتفاقية فان مقتضيات تلك المواد سوف لا تتأثر بمقتضيات هذه المادة .

مادة 8

النقل البحري والجوي الدولي

- 1 - ان الأرباح الناتجة عن عمليات السفن أو الطائرات في النقل الدولي سوف تخضع للضريبة فقط في الدولة المتعاقدة التي يوجد بها مركز ادارتها الفعلي ؛
 - 2 - فاذا كان مركز الإدارة الفعلية لمؤسسة للملاحة البحرية يوجد على ظهر سفينة اعتبرت هذا المركز واقعا على تراب الدولة المتعاقدة المسلحة في مينائها هذه السفينة .
- وعند عدم وجود هذا الميناء، يعد مركز المؤسسة واقعا في الدولة التي يعتبر مستغل الباخرة مقيماً بها .

2 - لا تطبق مقتضيات الفقرة الاولى على مداخيل الانشطة الممارسة في احدى الدولتين المتعاقبتين من طرف منظمات تابعة للدولة الاخرى لا تقصد الربح او من طرف مستخدميها الا اذا كانوا يعملون لحسابهم الخاص.

مادة 17

المعاشات التقاعدية

المعاشات التقاعدية والدخول الاخرى المشابهة التي تدفع الى شخص مقيم في دولة متعاقدة عن خدمة سابقة تكون خاضعة للضريبة فقط في تلك الدولة.

مادة 18

وظائف الحكومة أو أجهزة الإدارة الشعبية

1 - ان الاعتاب التي تدفعها أجهزة الإدارة الشعبية أو الحكومة في دولة متعاقدة لاي شخص يقدم خدمات لتلك الحكومة أو أجهزة الإدارة الشعبية وذلك بأدائه أعمالا فيها سوف تكون مغفوة من الضريبة في الدولة الاخرى اذا كان هذا الشخص غير مقيم في تلك الدولة الاخرى أو أنه مقيم في الدولة الاخرى فقط لادائه تلك الخدمات بشرط أن يكون هذا الشخص حاملا لجنسية تلك الدولة ؛

2 - تشمل لفظة الأجهزة الادارية الشعبية « أو حكومة » في هذه المادة المؤسسات العامة وما شابهها من الهيئات الشعبية حكومية أو الشعبية.

مادة 19

الطلاب

1 - ان الدفوعات التي يستلمها التلميذ أو الطالب أو المتصرف أو المتدرب على شؤون الاعمال المقيم في دولة متعاقدة أو الذي كان مقيما فيها سابقا والذي يوجد بصفة مؤقتة في الدولة المتعاقدة الاخرى بغية تلقى العلم أو التمرين أو التدريب لا تخضع للضريبة اذا كان مصدرها خارج الدولة المتعاقدة الاخرى واذا كانت مخصصة لمعيشته أو تعليمه أو تمرينه أو تدريبه ؛

2 - تسري أحكام هذه المادة على الدخول الذي يمكن أن يحصل عليه التلميذ أو الطالب المتدرب على شؤون الاعمال من وظيفة في الدولة المتعاقدة الاخرى بشرط أن تكون الوظيفة التي يشغلها لها علاقة بدراسته أو تدريبه أو أن الدخول الذي يتقاضاه من الوظيفة يتطلبه التلميذ أو الطالب لتغطية مصاريف معيشته.

مادة 20

الاساتذة والمعلمون والباحثون

اذا تقاضى الاستاذ أو المعلم أو القائم ببحث علمي التابع لاحدى الدولتين المتعاقبتين أى أجره على قيامه بالتعليم أو البحث العلمي في الدولة المتعاقدة الاخرى خلال اقامة مؤقتة لا تتجاوز الثلاثة أشهر وجب إعفاء الاجرة المذكورة من الضريبة.

مادة 21

الإجراءات المتعلقة بمنع ازدواج الضرائب

1 - اذا عاد على الشخص المقيم في دولة متعاقدة أى دخل دفعت عليه الضريبة أيضا في الدولة المتعاقدة الاخرى وجب على الدولة الاولى أن تخصم من الضريبة التي تتقاضاها على دخل الشخص

ومقابل استعمال اية معدات اخرى صناعية او تجارية علمية او مقابل معلومات تتعلق بالخبرة الصناعية او التجارية او العلمية او الفلاحية ؛

3 - لا يشمل لفظ الاتارات في هذه المادة الاجارات والدخل العائد من اشربة دور عرض الخيالة وتعتبر الاجارات المذكورة والدخل ارباحا ناشئة عن عمل.

مادة 13

الخدمات الشخصية المستقلة

1 - اذا حصل مقيم في دولة متعاقدة على دخل من خدمة مهنية أو من أعمال أخرى شبيهة مستقلة فانها تخضع للضريبة في تلك الدولة فقط الا اذا كان له مكان ثابت في الدولة المتعاقدة الاخرى يستخدمه في انجاز أعماله . فاذا كان له مكان ثابت كهذا فالدخل يمكن أن تأخذ منه ضريبة في الدولة المتعاقدة الاخرى ولكن بحدود الارباح الناتجة من ذلك المكان الثابت ؛

2 - تشمل عبارة « خدمات مهنية » النشاطات المستقلة للاطباء والمحامين والمهندسين المعماريين واطباء الاسنان والمحاسبين وغيرهم وذلك طبقا لتعريف المهن الحرة في قوانين كلا البلدين .

مادة 14

الخدمات الشخصية الغير مستقلة

1 - لا تخضع للضريبة المرتبات والاجور وما في حكمها التي تنشأ في احدى الدولتين المتعاقبتين الا في الدولة التي تم فيها أداء الخدمات وتحقق الدخل ؛

2 - على الرغم من مقتضيات الفقرة الاولى اعلاه فان الاجور التي يتلقاها مقيم داخل دولة متعاقدة برسم عمل ماجور أنجز داخل الدولة المتعاقدة الاخرى لا تفرض عليه الضريبة الا في الدولة المتعاقدة الاولى اذا كان المستفيد يقيم داخل الدولة الاخرى خلال فترة أو فترات لا تتجاوز في مجموعها 30 يوما خلال السنة الضريبية ؛

3 - اذا نشأت هذه المرتبات والاجور وما شابهها عن أعمال أنجزت على ظهر سفينة أو طائرة تعمل في النقل الدولي وجب اخضاعها للضريبة الدولية في محل الادارة الفعلية للشركة.

مادة 15

أتعاب المدراء

ان أتعاب المدراء وما يتسببها من الدفوعات التي يحصل مقيم في دولة متعاقدة بصفته عضوا في مجلس ادارة أو لجنة مراقبة شركة مقيمة في الدولة المتعاقدة الاخرى لا تخضع للضريبة الا في الدولة الاخرى.

مادة 16

الفنانون والرياضيون

1 - يخضع الدخل الذي يحصل عليه الفانون بالحفلات العامة كفناني وموسيقى المسارح أو الصور المتحركة والاذاعتين المسموعة والمرئية وكذلك الدخل الذي يحصل عليه الرياضيون من عملهم الرياضي للضريبة في الدولة المتعاقدة التي أجزت فيها هذه الاعمال وذلك بالرغم مما نصت عليه المادتان 13 و 14 ؛

3 - تسعى الجهات المختصة في الدولتين المتعاقبتين عن طريق الاتفاق المتبادل الى حل كل الصعوبات أو الغموض الناتج عن تفسير أو تطبيق هذه الاتفاقية كما يمكن لها التشاور فيما بينها بغية ازالة ازدواجية الضريبة في الحالات التي لم ينص عليها في هذه الاتفاقية :

4 - ويمكن للجهات المختصة في الدولتين المتعاقبتين الاتصال ببعضها مباشرة بغية التوصل الى اتفاق بالمعنى الوارد في الفقرات السابقة ، وعندما يبدو مفيدا التوصل الى اتفاق اجراء تبادل الآراء شفويا فان ذلك يمكن ان يتم بواسطة لجنة تتكون من ممثلين عن الجهات المختصة في الدولتين المتعاقبتين .

مادة 24

تبادل المعلومات

1 - تقوم الجهات المختصة في الدولتين المتعاقبتين بتبادل المعلومات التي قد تلزم لتنفيذ هذه الاتفاقية والقوانين المحلية للدولتين الخاصة بالضرائب التي تشملها هذه الاتفاقية وتنمى مع نصوصها وأي معلومات تتبادل في هذا الشأن سوف تعتبر سرية ولا يجوز الإفشاء بها لاي شخص أو جهة غير المعنيين في تقييم أو جمع الضرائب التي هي موضوع الاتفاقية ؛

2 - ولا يجوز بأية حال تفسير نص الفقرة (1) على أنها تفرض على أي من الدولتين المتعاقبتين التزاما :

(أ) باقيايم باجراءات ادارية تخالف القوانين والاساليب الادارية لاي من الدولتين المتعاقبتين ؛

(ب) بتقديم بيانات لا يمكن الحصول عليها وفقا للقوانين أو أساليب الادارة العادية لاي من الدولتين المتعاقبتين ؛

(ج) بتقديم بيانات يمكن ان تفضي اسراراً تجارية أو صناعية أو مهنية أو اسراراً تتعلق بسير التجارة أو معلومات يعتبر الإفشاء بها ضد السياسة العامة .

مادة 25

مد المساعدة لتحصيل الضرائب

أولا : تعهد الدولتان المتعاقبتان بتقديم المساعدة والدعم بعضهما لبعض لاجل تحصيل الضرائب المشار اليها في هذه الاتفاقية وكذلك الزيادة في الحقوق - الحقوق الاضافية - والتعويضات المترتبة عن التأخير والفوائد والمصاريف المتعلقة بهذه الضرائب باستثناء التي لها صيغة العقوبة ، عندما تكون هذه المبالغ قد استحققت صفة نهائية تطبيقا لقوانين أو نظم الدولة الطالبة ، وعملا أيضا بهذه الاتفاقية وذلك في حالة نفاذ جميع طرق التحصيل الداخلية .

ثانيا : يجب ان يرقى الطلب الذي يحذر لهذه الغاية بالوائتق التي تتطلبها قوانين وانظمة الدولة المطالبة ، وذلك للتأكد من ان المبالغ المتعين تحصيلها قد استحققت نهائيا .

ثالثا : بناء على هذه الوائتق ، تبأشر الاعلانات والجراءات المتعلقة بالاستخلاص والتحصي في الدولة المطلوبة طبقا للقوانين والانظمة المطبقة في مجال استخلاص وتحصيل ضرائبها الخاصة بها .

المذكور مقدارا يساوي الضريبة المدفوعة منه في الدولة المتعاقدة الاخرى وذلك بشرط ان لا يتجاوز المخصوم مقدار الضريبة باعتبار حسابها قبل الخصم الساري على الدخل المستوفى الضريبة في الدولة المتعاقدة الاخرى ؛

2 - ليس في هذه المادة ما يمنع منح ما تجيزه قوانين الدولتين المتعاقبتين من معونة اضافية مناسبة تعالج مقدار زيادة الضريبة في احدى الدولتين على ما يخصص منها لمصلحة ذي شأن في الدولة الاخرى وفقا لاحكام هذه المادة ؛

3 - تعتبر الضريبة التي كانت موضوع اعفاء أو تخفيض في احدى الدولتين المتعاقبتين طبقا للتشريع الوطني للدولة المذكورة كأنها قد أدبت ويجب خصمها في الدولة المتعاقدة الاخرى من الضريبة التي قد تفرض على المداخيل المذكورة في حالة ما اذا لم يمنع الاعفاء أو التخفيض المذكورين .

مادة 22

عدم التمييز

1 - سوف لا يخضع مواطنو احدى الدولتين المتعاقبتين في الدولة المتعاقدة الاخرى لاية ضريبة أو اية متطلبات متعلقة بذلك تزيد عما يدفعه أو قد يدفعه مواطنو هذه الدولة في الحالات المشابهة ؛

2 - ان الضرائب على المنشأة الثابتة التي تملكها مؤسسة في الدولة المتعاقدة الاخرى لن تكون أكثر عبثا من الضرائب التي تجبى من مؤسسة اخرى في الدولة المتعاقدة الاخرى تقوم بنفس الاعمال ولا يفسر هذا النص بأنه يلزم الدولة المتعاقدة بأن تمنح سكان الدولة الاخرى اى علاوات شخصية أو اعانات أو تخفيضات لاغراض الضريبة بسبب مركز مدنى أو مسؤولية عائلية التي تمنحها للمقيمين بها ؛

3 - اذا كان رأسمال منشأة في دولة متعاقدة يملكه كله أو بعضه أو يراقبه بطريقة مباشرة أو غير مباشرة شخص أو أكثر مقيم في الدولة الاخرى المتعاقدة سوف لا يكون خاضعا في الدولة المتعاقدة الاولى لاية ضريبة أو اية متطلبات متعلقة بذلك تختلف أو تزيد عن الضريبة والمتطلبات الواقعة على عائق منشأة مشابهة في الدولة الاولى المذكورة .

مادة 23

اجراءات تنفيذ الاتفاقية

1 - اذا اعتبر مقيم بدولة متعاقدة بأن اجراءات ضريبة احدى الدولتين المتعاقبتين أو كلاهما يؤدي أو سيؤدي الى أن الضريبة ليست بموجب هذه الاتفاقية يمكنه وفقا لما هو منصوص عليه في قوانين كلا الدولتين ان يقدم تظلم أو طعن الى الجهات المختصة في الدولة المتعاقدة التي يقيم بها ؛

2 - وتقوم الجهات المختصة اذا ما اقتنعت بالاعتراضات المقدمة لديها واذا لم تستطع الوصول الى حل مناسب بالمعنى لحل الاشكال بصفة ودية باتفاق مع الجهة المختصة في الدولة المتعاقدة الاخرى بغية نقادى الضريبة غير المتمشية مع هذه الاتفاقية ؛

واشهادا على هذا فقد وقع المفوضان هذه الاتفاقية بحكم التفويض المخول لهما من حكومتهما من نسختين أصليتين باللغة العربية.

حررت في الرباط بتاريخ 26 يناير 1984.

ملحق

اتفق عند التوقيع على اتفاقية منع ازدواج ضريبة الدخل ووضع قواعد التمازج المشترك في مجال الضرائب ويعتبر النص التالي جزءا لا يتجزأ من الاتفاقية المشار إليها اعلاه.

تطبق نص المادة الثامنة من اتفاقية منع ازدواج ضريبة الدخل الخاصة بالنقل البحري والجوي الدولي على شركة الخطوط الجوية العربية الليبية والخطوط الملكية المغربية ابتداء من تاريخ مزاولة نشاطات الشركتين في كلا الدولتين المتعاقبتين.

حرر في الرباط بتاريخ 26 يناير 1984.

رابعا : وفيما يرجع الى الديون الجبائية التي لا يزال ينتظر تحصيلها يمكن للجهات الجبائية للدولة الدائنة ، وحفاظا على حقوقها ، أن تطلب من الجهات الجبائية المختصة من الدولة المتعاقدة الاخرى ان تتخذ الاجراءات التحفظية التي يسمح بها تشريع وانظمة هذه الدولة؛

مادة 26

الموظفون الدبلوماسيون والقنصليون

لا يوجد بهذه الاتفاقية ما يؤثر على المزايا المالية للموظفين الدبلوماسيين والقنصليين الممنوحة وفقا للقواعد العامة في القانون الدولي او المنصوص عنها في اتفاقية خاصة.

مادة 27

سريان الاتفاق

يبدأ سريان هذه الاتفاقية منذ تبادل وثائق المصادقة وتنفيذ نصوصها اعتبارا من اول يناير لتاريخ تبادل وثائق المصادقة.

مادة 28

انهاء الاتفاقية

تبقى هذه الاتفاقية سارية المفعول الا اذا رغب أحد الطرفين المتعاقدين الغاؤها ويجوز لاي من الطرفين المتعاقدين اثناء هذه الاتفاقية بالطرق الدبلوماسية على ان تبلغ رغبته بذلك قبل نهاية أي سنة ميلادية بسنة أشهر على الاقل وفي هذه الحالة سوف ينتهي مفعول هذه الاتفاقية بالنسبة لجميع فئات الدخل المتحصلة عليها بعد نهاية السنة الميلادية التي تم خلالها تبليغ رغبة أحد الطرفين للاخر بانهاء الاتفاقية.

❑ LUXEMBOURG

- **Dahir n° 1-84-39 du 11 rebia I 1407 (14 novembre 1986) portant publication de la convention entre le Royaume du Maroc et le Grand-Duché de Luxembourg en vue d'éviter les doubles impositions et de régler certaines autres questions en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, faite à Luxembourg le 19 décembre 1980 (1)**

[...]

Vu la convention entre le Royaume du Maroc et le Grand-Duché de Luxembourg en vue d'éviter les doubles impositions et de régler certaines autres questions en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, faite à Luxembourg le 19 décembre 1980 ;

Vu le procès-verbal d'échange des instruments de ratification de ladite convention, fait à Rabat le 16 février 1984,

Article premier

Sera publié au *Bulletin officiel*, telle qu'elle est annexée au présent dahir, la convention (2) entre le Royaume du Maroc et le Grand-Duché de Luxembourg en vue d'éviter les doubles impositions et de régler certaines autres questions en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, faite à Luxembourg le 19 décembre 1980.

Article 2

Le présent dahir sera publié au *Bulletin officiel*.

(1) *B.O.* du 16 septembre 1987.

(2) Voir texte de la Convention au *B.O.* du 16 septembre 1987.

ظهير شريف رقم 1.84.39 صادر في 14 من ربيع الأول 1407 (14 نوفمبر 1986) ينشر الاتفاقية بين المملكة المغربية ودوقية اللوكسمبورغ الكبرى قصد تجنب الضرائب المزدوجة وتسوية بعض المسائل الأخرى في مادة الضرائب على الدخل وعلى الثروة الموقعة في 19 ديسمبر 1980 باللوكسمبورغ.

الحمد لله وحده

الطابع الشريف - بداخله :

(الحسن بن محمد بن يوسف بن الحسن الله وليه)

يعلم من ظهيرنا الشريف هذا أسماء الله وأعز أمره أننا :

بعد الاطلاع على الاتفاقية بين المملكة المغربية ودوقية اللوكسمبورغ الكبرى قصد تجنب الضرائب المزدوجة وتسوية بعض المسائل الأخرى في مادة الضرائب على الدخل وعلى الثروة ، الموقعة في 19 ديسمبر 1980 باللوكسمبورغ :

وعلى محضر تبادل وثائق المصادقة على الاتفاقية المذكورة الموقع يوم 16 فبراير 1984 بالرباط .

أصدرنا أمرنا الشريف بما يلي :

المادة الأولى

تنشر بالجريدة الرسمية ، مضافة الى ظهيرنا الشريف هذا ، الاتفاقية بين المملكة المغربية ودوقية اللوكسمبورغ الكبرى قصد تجنب الضرائب المزدوجة وتسوية بعض المسائل الأخرى في مادة الضرائب على الدخل وعلى الثروة الموقعة في 19 ديسمبر 1980 باللوكسمبورغ.

المادة الثانية

ينشر ظهيرنا الشريف هذا بالجريدة الرسمية.

وحرر بالرباط في 11 من ربيع الأول 1407 (14 نوفمبر 1986).

وتمه بالمطبع :

الوزير الأول ،

الامضاء : الدكتور عز الدين العراقي .

**

اتفاقية بين المغرب واللوكسمبورغ

قصد تجنب الضرائب المزدوجة وتسوية بعض المسائل الأخرى في مادة الضرائب على الدخل وعلى الثروة.

أن حكومة المملكة المغربية ،

وحكومة دوقية اللوكسمبورغ الكبرى ،

رغبة منهما في إبرام اتفاقية قصد تجنب الضرائب المزدوجة وتسوية بعض المسائل الأخرى في مادة الضرائب على الدخل وعلى الثروة اتفقتا على مقتضيات التالية :

الباب الأول

ميدان تطبيق الاتفاقية

الفصل الأول

الأشخاص المطبق عليهم هذه الاتفاقية

تطبق هذه الاتفاقية على الأشخاص المقيمين بأحدى الدولتين لمتعاقدتين أو في كل منهما.

المتاخمة زهية الاقليمية المغربية التي تعتبر كذلك بقصد الضريبة والتي يمارس المغرب عليها حقوقه المتعلقة باستغلال الارض وقهر البحر وكذلك مرادها الطبيعية طبقا للقانون الدولي (النجد القارى).

(ب) بعبارة « دولة متعاقدة » و « الدولة الاخرى المتعاقدة » حسب سياق هذه الاتفاقية المغرب أو اللوكسمبورغ :

(ج) بعبارة « شخص » الاشخاص الذاتيين والشركات الاشخاص وكك المجموعات الاخرى المتألفة من الاشخاص :

(د) بعبارة « شركة » كل شخص معنوي أو كل كيان يعتبر كشخص معنوي لاجل فرض الضريبة :

(هـ) بعبارة « مقابلة دولة متعاقدة » و « مقابلة الدولة الاخرى المتعاقدة » على التوالي مقابلة مستقلة من طرف مقيم باحدى الدولتين المتعاقدين ومقابلة مستقلة من طرف مقيم بالدولة المتعاقدة الاخرى :

(و) بعبارة (ضريبة) حسب سياق النص الضريبة المغربية او الضريبة اللوكسمبورغية :

(ز) بعبارة « المواطنين » .

(أ) بعبارة الاشخاص الذاتيين الذين يتوفرون على جنسية احدى الدولتين المتعاقدين :

(ب) كل الاشخاص المعنويين وشركات الاشخاص والمجموعات المنشأة طبقا للتشريع الجارى به العمل فى احدى الدولتين المتعاقدين :

(ج) بعبارة (سلطة مختصة).

1 - فيما يخص اللوكسمبورغ ، وزير المالية او مثله المرخص له قانونا .

2 - فيما يخص المغرب ، الوزير المكلف بالمالية او مثله المرخص له او المفوض له قانونا .

ثانيا : كل عبارة لم يحدد مدلولها فى نص هذه الاتفاقية يكون لها نفس المعنى الذى تدل عليه فى القوانين المتعلقة بالضرائب التى تشملها هذه الاتفاقية فى احدى الدولتين ، ما لم يقتض نص الاتفاقية نفسه تاييلا مغايرا .

الفصل الرابع

الموطن الجائسى

أولا : يراد حسب مدلول هذه الاتفاقية بعبارة مقيم دولة متعاقدة كل شخص تفرض عليه بحكم تشريع الدولة المكونة الضريبة فى هذه الدولة اعتبارا لمحل سكناه او اقامته أو مقر ادارته أو لك مقياس آخر من المقاييس المماثلة.

ثانيا : اذا كان شخص ذاتي يعتبر حسب مقتضيات الفقرة الاولى مقيما فى كل دولة من الدولتين المتعاقدين وجبت تسوية حالته طبقا للقواعد الآتية :

(أ) يعتبر هذا الشخص مقيما فى الدولة المتعاقدة التى يتوفر فيها على مقر دائم للسكنى . وعندما يتوفر على مقر دائم للسكنى فى كل من الدولتين المتعاقدين يعتبر مقيما فى الدولة المتعاقدة التى تكون علاقته الشخصية والاقتصادية أكثر متانة بالنسبة لما يعبر عنه فيما بعد « بمركز المصالح الحيوية » :

(ب) اذا تعذر تعيين الدولة المتعاقدة التى يتوفر فيها الشخص على مركز مصالحه الحيوية أو كان هذا الشخص لا يتوفر على مقر دائم للسكنى فى أية دولة من الدولتين المتعاقدين فإنه يعتبر مقيما فى الدولة المتعاقدة التى يقيم بها بصفة اعتيادية :

الفصل الثانى

الضرائب المطبقة عليها هذه الاتفاقية

أولا : تطبق هذه الاتفاقية على الضرائب المفروضة على الدخل والثروة المستخلصة لحساب كل من الدولتين المتعاقدين ومقاطعاتهما السياسية وجماعاتهما المحلية كيفما كان نظام الاستخلاص.

ثانيا : تعتبر بمثابة ضرائب مفروضة على الدخل وعلى الثروة ، الضرائب المستخلصة عن مجموع الدخل وعن مجموع الثروة ، أو عن عناصر الدخل أو الثروة بما فى ذلك الضرائب المفروضة على الارباح المتأصلة من تقويت الاموال المنقولة أو غير المنقولة والضرائب المفروضة على مبلغ الاجور المؤداة من طرف المقاولات وكذا الضرائب المفروضة على زائد القيمة.

ثالثا : ان الضرائب الحالية التى تطبق عليها هذه الاتفاقية هى :

(أ) فيما يخص اللوكسمبورغ :

- 1 - الضريبة على دخل الاشخاص الذاتيين ؛
 - 2 - الضريبة على دخل انجاعات ؛
 - 3 - الضريبة على الثروة ؛
 - 4 - الضريبة الخاصة على حصص الارباح فى مجلس الادارة ؛
 - 5 - الضريبة التجارية الجماعية حسب الربح ورأس مالك الاستغلال ؛
 - 6 - الضريبة الجماعية على مجموع الاجور .
- (وتسمى هذه الضرائب فيما يلى : بالضريبة اللوكسمبورغية).

(ب) فيما يخص المغرب :

- 1 - الضريبة المفروضة على الارباح المهنية ومدخر الاستثمار ؛
 - 2 - الاقطاع من المرتبات العمومية والخصوصية ومن التعويضات والمستفادات والاجور والمعاشات والارادات العمرية ؛
 - 3 - ضريبة المبانى والاداعات المترتبة بها ؛
 - 4 - الضريبة الفلاحية ؛
 - 5 - المساهمة التكميلية المترتبة على الدخل الاجمالى للاشخاص الذاتيين ؛
 - 6 - الضريبة المفروضة على محصول الاسهم او المساهمات فى الشركات والمداخيل المماثلة لها ؛
 - 7 - ضريبة التجارة ؛
 - 8 - الضريبة على الارباح العقارية ؛
 - 9 - الضريبة على الاراضى غير المبنية .
- (وتسمى هذه الضرائب فيما يلى : بالضريبة المغربية).

رابعا : وتطبق الاتفاقية كذلك على الضرائب ذات الصفة المماثلة او المشابهة وعلى الضرائب على الثروة التى قد تدخل فى حيز التطبيق بعد تاريخ امضاء هذه الاتفاقية والتى قد تزداد على الضرائب الحالية او التى تعرضها . وتقوم الدولتين المتعاقدين باختيار احدهما الاخرى بالتغييرات المدخلة على تشريعهما الجائسى .

الباب الثانى

تعريف

الفصل الثالث

تعريف عامة

أولا : يراد حسب مدلول هذه الاتفاقية ما لم يقتض النص تاييلا مغايفا :

- 1 - بعبارة « لوكسمبورغ » فى مفهومها الجغرافى تراب دوقية اللوكسمبورغ ؛
- 2 - بعبارة « المغرب » المملكة المغربية ، وعندما تستعمل بالمعنى الجغرافى تعنى مجموع التراب المغربى وكذا المناطق

الباب الثالث

اختصاص المداخل للضريبة

الفصل السادس

ربح الاملاك العقارية

أولا : تفرض الضريبة على ربح الاملاك العقارية بما فيها ارباح مؤسسات الاستغلال الفلاحية أو الغابوية في الدولة المتعاقدة التي توجد بها هذه العقارات.

ثانيا : حسب مدلول هذه الاتفاقية يحدد مدلول عبارة « املاك عقارية » طبقا لقانون الدولة المتعاقدة حيث توجد فيها الاملاك المعنية بالامر. وتشتمل هذه العبارة في جميع الاحوال التوابيع وماشية الضيعات الفلاحية أو الغابوية حية كانت أو ميتة والحقوق التي تطبق عليها مقتضيات القانون الخاص المتعلقة بالملكية العقارية وحقوق الانتفاع من الاملاك العقارية والحقوق المتعلقة بالوجوبات المتغيرة أو الثابتة. قصد استغلال ، وحف استغلال الاعراف المنجمية والينابيع وغيرها من الثروات الارضية الاخرى ، ولا تعتبر السفن والطائرات بمقاييم املاك عقارية.

ثالثا : تطبق مقتضيات الفقرة الاولى على المداخل المتأصلة عن الاستغلال المباشر أو الكراء أو الاجارة الزراعية وكذا عن ام شك من اشكال استغلال الاملاك العقارية.

رابعا : تطبق مقتضيات الفقرتين الاولى والثالثة كذلك على المداخل المتأصلة عن الاملاك العقارية لاحدى المقاولات وكذا على مداخل الاملاك العقارية المستعملة لممارسة احدى المعن الحرة.

الفصل السابع

ارباح المقاولات

أولا : لا تفرض الضريبة على ارباح مقولة دولة متعاقدة الا في تراب هذه الدولة ما لم تزاو المقولة نشاطها في تراب الدولة المتعاقدة الاخرى بواسطة مؤسسة قارة موجودة بها. واذ زاولت المقولة نشاطها بهذه الكيفية وجب فرض الضريبة على ارباح المقولة في الدول الاخرى لكن فرض الضريبة بهذه الطريقة يقتصر فقط على الحالة التي تنسب فيها الارباح الى المؤسسة القارة المذكورة.

ثانيا : اذا كانت مقولة تابعة لاحدى الدولتين المتعاقبتين تمارس نشاطها في تراب الدولة المتعاقدة الاخرى بواسطة مؤسسة قارة موجودة فيها وجب ان تنسب الى هذه المؤسسة القارة الارباح التي كان بإمكانها تحقيقها لو انها انشأت مقولة مستقلة ومنفصلة تمارس نشاطات مماثلة أو مشابهة وتتعامل بكل استقلال مع المقولة التي تشكل مؤسسة قارة لها.

ثالثا : لتحديد مداخل مؤسسة قارة تتوفر عليها مقولة احدى الدولتين المتعاقبتين في الدولة المتعاقدة الاخرى فإنه يؤخذ بعين الاعتبار : - من جهة ، التكاليف والمصاريف الحقيقية التي تتحملها المقولة في الدولة حيث توجد المؤسسة القارة والتي تسم مباشرة وعلى الخصوص الحصول والابقاء على تلك المداخل.

- ومن جهة اخرى ، الاعياء الحقيقية التي يتحملها مقر الادارة الفعلية للمقولة والمبررة بالخدمات المسداة للمؤسسة القارة.

رابعا : اذا كان العمل جاريا في احدى الدولتين المتعاقبتين بتحديد الارباح المنسوبة لمؤسسة قارة على اساس توزيع الارباح الاجمالية للمقولة بين مختلف فروعها فان ام مقتضى من الفقرة التالية لا يمنع هذه الدولة المتعاقدة من تحديد الارباح الخاصة للضريبة حسب التوزيع الجاري به العمل ، ويجب ان تكون الطريقة المستعملة تمكن من الحصول على نتيجة مطابقة للمبادئ المنصوص عليها في هذا الفصل.

(ج) انا كان هذا الشخص يقيم بصفة اعتيادية في تراب كل من الدولتين المتعاقبتين او كان لا يقيم بصفة اعتيادية في تراب اى واحدة منهما اعتبر مقيما في تراب الدولة المتعاقدة التي يحمل جنسيتها ؛

(د) اذا كان هذا الشخص يحمل جنسية كل من الدولتين المتعاقبتين او كان لا يحمل جنسية اية واحدة منهما فان السلطات المختصة للدولتين المتعاقبتين تبت في الامر باتفاق مشترك فيما بينهما ؛

(هـ) انا كان شخص غير شخص ذاتي يعتبر مقيما في كل من الدولتين المتعاقبتين بمقتضى الفقرة الاولى فانه يعتبر مقيما في الدولة المتعاقدة حيث يوجد فيها مقر ادارته الفعلية.

الفصل الخامس

المؤسسة القارة

أولا : تدل عبارة مؤسسة قارة حسب مدلول هذه الاتفاقية على منشأة قارة لاملاك تمارس فيها المقولة نشاطها كلا أو بعضا.

ثانيا : تشتمل عبارة « مؤسسة قارة » على الخصوص :

(أ) مقر الادارة أو مقر الاستغلال ؛

(ب) فرم الادارة ؛

(ج) مكتب ؛

(د) مصنع ؛

(هـ) معمل ؛

(و) منجم قاطع الحجارة أو مكان لاستخراج الموارد الطبيعية ؛

(ز) ورش للبناء أو للتركيب تتجاوز مدته اكثر من ستة أشهر.

ثالثا : لا تعتبر ان هناك مؤسسة قارة :

(أ) اذا كانت المنشآت محدة فقط لخرن أو عرض أو تسليم البضائع تملكها المقولة ؛

(ب) انا كان الهدف من ايداع البضائع التي تملكها المقولة فقط الى الخزن أو العرض أو التسليم ؛

(ج) انا كانت الغاية من ايداع البضائع التي تملكها المقولة تهدف فقط الى تحويلها من طرف مقولة اخرى.

(د) انا كانت منشأة ثابتة للاعمال تستعمل فقط لغاية شراء البضائع أو لجمع المعلومات لفائدة المقولة.

(هـ) اذا كانت منشأة اعمال قارة مستعملة فقط للاشهار أو الارشاد أو للبحث العلمى أو لاعمال مماثلة تكتسى صيغة عمل تحضيرى أو تكميلى بشرط ان لا تتقبل اى طلب توصية.

رابعا : كل شخص غير الوكيل المتمتع بنظام مستقل المشار اليه في الفقرة الخامسة الموالية والذى يعمل في دولة متعاقدة لحساب مقولة تابعة للدولة المتعاقدة الاخرى يعتبر بمثابة مؤسسة قارة في الدولة الاولى اذا كان يتوفر في هذه الدولة على سلطات يمارسها فيها عادة وتوكله الحق في ابرام عقود باسم المقولة ، ما عدا اذا كان نشاط هذا الشخص مقتصرا على اقتناء البضائع للمقولة.

خامسا : ولا يعتبر ان مقولة تابعة لاحدى الدولتين المتعاقبتين تتوفر على مؤسسة قارة في الدولة المتعاقدة الاخرى بمجرد كونها تمارس فيها نشاطها عن طريق وسيط أو وكيل عام بالعمولة أو اى وسيط آخر متمتع بنظام مستقل شريطة ان يعمل هؤلاء الاشخاص في الاطار العادى لنشاطهم.

سادسا : ان التسليم بوجود شركة مقيمة في دولة متعاقدة تقوم باعمال المراقبة أو تجرى عليها مراقبة شركة تقيم في الدولة المتعاقدة الاخرى أو تزاو في هذه الدولة نشاطها (سواء كان ذلك بواسطة مؤسسة قارة ام لا) لا يكفي في حد ذاته لاعتبار احدى الشركتين بمثابة مؤسسة قارة للشركة الاخرى.

(ب) خمسة عشر في المائة من المبلغ الاجمالي لحصص الارباح في جميع الحالات الاخرى ؛
تقوم السلطات المختصة في الدولتين المتعاقبتين باتفاق مشترك بينها بوضع قواعد تطبيق هذا التحديد.
ولا تتعلق هذه الفقرة باخضاع الشركة للضريبة برسم الارباح التي استعملت لاداء حصص الارباح.

ثالثا : تدك عبارة « حصص الارباح » المستعملة في هذا الفصل على المداخيل المتأتية عن الاسم واسهم او سندات الانتفاع او حصص المناجم او حصص المؤسسين او حصص اخرى للمستفيدين باستثناء الدين وكذا المداخيل التي تعتبر مماثلة لمداخيل الاسم حسب التشريع الجائز للدولة التي تعتبر فيها الشركة الموزعة لحصص الارباح مقيمة بها.

رابعا : لا تطبق مقتضيات الفقرتين الاولى والثانية اذا كان المستفيد من حصص الارباح مقيما لاحدى الدولتين المتعاقبتين يملك في الدولة المتعاقدة الاخرى التي تعتبر الشركة المؤدية لحصص الارباح مقيمة بها ، مؤسسة قارة ترتبط بها فعليا المساهمة المترتبة عنها حصص الارباح. وفي هذه الحالة تطبق مقتضيات الفصل السابع.

خامسا : اذا كانت الشركة المقيمة في احدى الدولتين المتعاقبتين تستغل ارباحا او مداخيل من الدولة المتعاقدة الاخرى فان هذه الدولة لا يمكنها ان تقبض اية ضريبة على حصص الارباح المؤداة من طرف الشركة للاشخاص الذين ليسوا بمقيمين في هذه الدولة الاخرى ولا ان تقتطع اية ضريبة برسم فرض الضريبة على حصص الارباح غير الموزعة من ارباح الشركة حتى ولو كانت ارباح الاسم المؤداة او الارباح الغير المؤداة تتكون كلها او بعضها من ارباح او مداخيل متأتية من هذه الدولة الاخرى.

الفصل الحادي عشر

الفوائد

أولا : ان الفوائد الآتية من الدولة المتعاقدة والمؤداة الى مقيم بالدولة المتعاقدة الاخرى تفرض عليها الضريبة في هذه الدولة الاخرى.
ثانيا : غير ان هذه الفوائد يمكن ان تفرض عليها الضريبة في الدولة المتعاقدة التي صدرت عنها وطبقا لتشريعها ، الا ان هذه الضريبة الموضوعية بهذه الكيفية لا يمكن ان تتجاوز عشرة في المائة من مبلغها الاجمالي. وتقوم السلطات المختصة في الدولتين المتعاقبتين باتفاق مشترك بينها بوضع قواعد تطبيق هذا التحديد.

ثالثا : تعنى عبارة « فوائد » المستعملة في هذا الفصل مداخيل الاموال العمومية وسندات الاقتراض مشفوعة او غير مشفوعة بضمانات زهينة عقارية او مقرونة بشرط للمساهمات في الارباح والدين ايا كان نوعها وكذا جميع المداخيل الاخرى المماثلة لمداخيل المبالغ المفروضة بمقتضى تشريع الدولة الصادرة عنها هذه المداخيل.

رابعا : لا تطبق مقتضيات الفقرتين الاولى والثانية اذا كان المستفيد من الفوائد مقيما باحدى الدولتين المتعاقبتين يملك في الدولة المتعاقدة الاخرى الصادرة عنها الفوائد مؤسسة قارة ترتبط فعليا بالدين المترتبة عنها الفوائد. وفي هذه الحالة تطبق مقتضيات الفصل السابع.

خامسا : تعتبر الفوائد صادرة عن دولة متعاقدة عندما يكون المدين هو هذه الدولة نفسها او جماعة محلية او مقيم لهذه الدولة غير انه اذا كان المدين بالفوائد سواء كان مقيما او غير مقيم في احدى الدولتين المتعاقبتين يملك في الدولة المتعاقدة الاخرى مؤسسة قارة ابرم لفائدتها القرض المنتج للفوائد والتي تتحمل عبء هذه الفوائد فان الفوائد المذكورة تعتبر صادرة عن الدولة المتعاقدة التي توجد المؤسسة القارة داخل ترابها.

خامسا : وحسب مقاصد الفقرات السالفة فان الارباح التي تنسب للمؤسسة القارة تحسب كل سنة بنفس الطريقة اللهم الا اذا كانت هناك اسباب صالحة وكافية لنجم طريقة مخالفة.

سادسا : انا كانت الارباح مشتملة على عناصر الدخل المعالجة بكيفية منفصلة في ضلوك اخرى من هذه الاتفاقية فان مقتضيات هذه الفصول لا تتأثر بمقتضيات هذا الفصل.

الفصل الثامن

الملاحة البحرية والجوية

أولا : ان الارباح الناتجة عن استغلال السفن والطائرات في النقل الدولي لا تفرض عليها الضريبة الا في الدولة المتعاقدة حيث يوجد فيها مقر الادارة الفعلية للمقولة.

ثانيا : ان الارباح المتأتية من استغلال السفن والطائرات المستعملة بكيفية رئيسية لنقل الركاب او البضائع خصوصا بين نقط كائنة داخل احدى الدولتين المتعاقبتين تفرض عليها الضريبة في هذه الدولة بالرغم من مقتضيات الفقرة الاولى ومقتضيات الفصل السابع.

ثالثا : تطبق مقتضيات الفقرتين الاولى والثانية كذلك على الارباح المشار اليها في الفقرتين المذكورتين والتي تجنبها مقولة دولة متعاقدة من مساهمتها في اتحاد تجارى او في مؤسسة استغلالية مشتركة او في منظمة دولية لاستغلال.

رابعا : يقصد بعبارة « النقل الدولي » كل نقل انجز بواسطة باخرة او طائرة مستغلة من طرف مقولة يوجد مقر ادارتها الفعلى في احدى الدولتين المتعاقبتين ما عدا اذا كانت الباخرة او الطائرة لا تستغل الا بين مراكز تقع في الدولة الاخرى المتعاقدة.

الفصل التاسع

المقاولات المشتركة

انا كانت :

(أ) مقولة احدى الدولتين المتعاقبتين تساهم بكيفية مباشرة أو غير مباشرة في ادارة مقولة الدولة المتعاقدة الاخرى او مراقبتها او في رأس مالها ؛

(ب) اذا كان نفس الاشخاص يساهمون بكيفية مباشرة او غير مباشرة في ادارة او مراقبة او رأس مال مقولة احدى الدولتين المتعاقبتين ومقولة الدولة المتعاقدة الاخرى في آن واحد.

وانا كانت المقاولتان في الحالتين. الاولى والثانية مرتبطتين فسي علاقاتهما التجارية او المالية بشروط مقبولة او مفروضة تختلف عن الشروط التي قد تكون المقاولتان المستقلتان اتفقتا عليها فان الارباح التي تنسب كان من الممكن ان تحصل عليها احدى المقاولتين بدون هذه الشروط ولكنها لم تتحقق نظرا للشروط المذكورة يمكن ادماجها في ارباح هذه المقولة وتفرض عليها الضريبة نتيجة لذلك.

الفصل العاشر

حصص ارباح

أولا : ان حصص الارباح المدفوعة من طرف شركة مقيمة في دولة متعاقدة الى قيم في الدولة المتعاقدة الاخرى تفرض عليها الضريبة في هذه الدولة الاخرى.

ثانيا : غير ان هذه الحصص يمكن ان تفرض عليها الضريبة في الدولة المتعاقدة المقيمة فيها الشركة التي تسدد هذه الحصص حسب تشريع هذه الدولة لكن الضريبة المفروضة بهذه الكيفية لا يمكن ان تتجاوز :

(أ) عشرة في المائة من المبلغ الاجمالي لحصص الارباح اذا كان المستفيد من حصص الارباح شركة (باستثناء شركات الاشخاص) تتوفر مباشرة على ما لا يقل عن خمسة وعشرين في المائة من رأس مال الشركة التي تؤدى حصص الارباح ؛

المشار إليها في الفقرة الثالثة من الفصل الواحد والعشرين لا تفرض عليها الضريبة الا في الدولة المتعاقدة التي تخضع فيها الاموال المنقولة نفسها للضريبة بمقتضى الفصل المذكور.

ثالثا : ان الارباح المتأصلة من تفويت جميع الممتلكات غير التي اشير اليها في الفقرة الاولى والثانية لا تفرض عليها الضريبة الا في الدولة المتعاقدة التي يعتبر المقوت لها مقيما بهذه الدولة.

الفصل الرابع عشر المهن الحرة

أولا : ان الإمداء التي يحص عليها شخص مقيم باحدى الدولتين - المتعاقبتين من مزاولة مهنة حرة تفرض عليها الضريبة في هذه الدولة المتعاقدة. وتغطي هذه المداخيل من الضريبة في الدولة المتعاقدة الاخرى مع مراعاة مقتضيات الفقرة الثانية.

ثانيا : ان المداخيل التي يجنيها مقيم باحدى الدولتين من مزاولة مهنة حرة في الدولة المتعاقدة الاخرى تفرض عليها الضريبة في هذه الدولة المتعاقدة الاخرى.

(أ) انا كان هذا المقيم يملك في هذه الدولة المتعاقدة الاخرى خلال فترة او عدة فترات تلغ في مجموعها 183 يوما على الاقل خلال السنة التي تفرض فيها الضريبة او.

(ب) انا كان هذا المقيم يتوفر في الدولة المتعاقدة الاخرى على قاعدة ثابتة ولكن فقط بشرط ان تكون هذه المداخيل منصوصة للقاعدة الثابتة المذكورة.

ثالثا : تشمل عبارة مهنة حرة على الخصوص النشاطات المستقلة في الميادين العلمية والادبية والفنية والترفيهية او البيداغوجية وكذلك الانشطة المستقلة للاطباء والمحامين والمهندسين والمفتدسين المعاريين واطباء الاسنان والمحاسبين.

الفصل الخامس عشر المهن غير المستقلة

أولا : ان الاجور والمرتبات والرواتب المماثلة الاخرى التي يتقاضاها شخص مقيم في احدى الدولتين المتعاقبتين مقابل عمل تؤدي عنه اجرة لا تفرض عليها الضريبة الا في هذه الدولة ما لم يكن العمل المذكور ممارسا في الدولة الاخرى. واذ كان العمل ممارسا في هذه الدولة الاخرى يجب فرض الضريبة فيها على الاجور المقبوضة بغضه الصفة وذلك مع مراعاة مقتضيات الفصول السادس عشر والسابع عشر.

ثانيا : ان الاجور التي يتقاضاها شخص مقيم في احدى الدولتين المتعاقبتين مقابل عمل تؤدي عنه اجرة ويمارس في الدولة المتعاقدة الاخرى لا تفرض عليها الضريبة بالرغم عن مقتضيات الفقرة الاولى ، الا في الدولة الاولى انا :

(أ) كان المستفيد من الاجور مقيما في الدولة المتعاقدة الاخرى خلال فترة او فترات لا يتجاوز مجموعها 183 يوما من السنة المدنية المقصودة :

(ب) كانت الاجور مؤداة من طرف مشغل او باسم مشغل غير مقيم في الدولة الاخرى :

(ج) كان عبء الاجور غير ملقى على كاهل مؤسسة قارة ثابتة يتوفر عليها المشغل في الدولة الاخرى.

ثالثا : ان الاجور يرسم عمل يؤدي عنه اجر يمارس على ظهر سفينة او طائرة مستعملة في النقل الدولي تخضع للضريبة في الدولة المتعاقدة حيث يوجد مقر الادارة - الفعلية للمؤسسة وذلك بالرغم من مقتضيات السابقة.

سادسا : انا كان مبلغ الفوائد المؤداة باعتبار الدين المدفوعة من اجله يتجاوز بسبب علاقات خاصة تربط بين المدين والدائن او تربط بينهما وبين اشخاص آخرين المبلغ المتفق عليه بين المدين والدائن في حالة عدم وجود مثل هذه العلاقات فان مقتضيات هذا الفصل لا تطبق الا على المبلغ الاخير، وتفرض الضريبة في هذه الحالة على القسط الزائد من الاداءات طبقا لتشريع كل دولة من الدولتين المتعاقبتين ومراعاة للمقتضيات الاخرى من هذه الاتفاقية.

الفصل الثاني عشر الوجيبات

أولا : ان الوجيبات الآتية من دولة متعاقدة والمؤداة من طرف شخص مقيم في الدولة الاخرى المتعاقدة لا تفرض عليها الضريبة الا في هذه الدولة الاخرى.

ثانيا : غير ان هذه الوجيبات يمكن ان تخضع للضريبة في الدولة المتعاقدة المتأتية منها وذلك وفقا لتشريعات هذه الدولة لكن الضريبة المفروضة بهذه الكيفية لا يمكن ان تتعدى عشرة في المائة من المبلغ الاجمالي للوجيبات. وتقوم السلطات المختصة باتفاق مشترك بينهما بوضع قواعد تطبيق هذا التحديد.

ثالثا : يراد بالفصل (وجيبات) المستحقة في هذا الفصل جميع انواع الاجور المدفوعة في مقابل الاستعمال او الامتياز في استعمال حق من حقوق مؤلف عن إنتاج ادبي او فني او علمي بما في ذلك الافلام السينما جغرافية والمتلفزة وعن براءة الاختراع او شارة صناعية او تجارية وعن رسم او نموذج او تصميم او صيغة او اسلوب سريري وكذا عن الاستعمال او الامتياز في استعمال تجهيز صناعي او تجاري او علمي وتشمل كذلك الاجور المؤداة عن معلومات يكون لها ارتباط بتجربة مكتسبة في الميدان الصناعي او التجاري او العلمي وكذا الاجور المؤداة عن دراسات تقنية او اقتصادية.

رابعا : لا تطبق مقتضيات الفقرة الاولى انا كان المستفيد من الوجيبات مقيما باحدى الدولتين المتعاقبتين يملك في الدولة الاخرى المتعاقدة المتأصلة عنها هذه الوجيبات مؤسسة قارة يرتبط فعليا الحق او المال المنتج لهذه الوجيبات. وفي هذه الحالة فان مقتضيات الفصل السابع تبقى سارية المفعول.

خامسا : انا كان مبلغ الوجيبات المؤداة باعتبار العمل المدفوعة من اجله يتجاوز بسبب علاقات خاصة تربط بين المدين والدائن او تربط بينهما وبين اشخاص آخرين - المبلغ المتفق عليه بين المدين والدائن في حالة عدم وجود مثل هذه العلاقات فان مقتضيات هذا الفصل لا تطبق الا على هذا المبلغ الاخير. وتفرض الضريبة في هذه الحالة على القسم الزائد من الاداءات طبقا لتشريع كل دولة من الدولتين المتعاقبتين ومراعاة للمقتضيات الاخرى من هذه الاتفاقية.

الفصل الثالث عشر الارباح من رأس المال

أولا : ان الارباح المتأصلة عن تفويت الممتلكات العقارية تفرض عليها الضريبة في الدولة المتعاقدة التي توجد فيها هذه الممتلكات.

ثانيا : ان الارباح المتأصلة من تفويت الاموال المنقولة الداخلة في اصول مؤسسة قارة تتوفر عليها مقابلة لاحدى الدولتين المتعاقبتين في الدولة المتعاقدة الاخرى او من اموال منقولة تؤلف العناصر التأسيسية لقاعدة ثابتة يكون الشخص المقيم في احدى الدولتين متوفرا عليها في الدولة المتعاقدة الاخرى قصد مزاولة مهنة حرة بما في ذلك الارباح المتأصلة من التفويت الاجمالي لهذه المؤسسة القارة (العاملة وحدها او مع مجموع المقاول) او لهذه القاعدة الثابتة تفرض عليها الضريبة في هذه الدولة الاخرى. غير ان الارباح المتأصلة من تفويت الاموال المنقولة

العناصر المنكورة يمكن - إذا كانت متصلة من موارد كاهنة في الدولة المتعاقدة الأخرى - أن تفرض عليها الضريبة في هذه الدولة المتعاقدة الأخرى.

الباب الرابع

فرض الضريبة على الثروة

الفصل الواحد والعشرون

أولا : تخضع الثروة المكونة من املاك عقارية للضريبة في الدولة المتعاقدة التي توجد بها هذه الاملاك.

ثانيا : ان الثروة المكونة من المنقولات التي تؤلف من اصل مؤسسة قارة تملكها مقاولو او من املاك منقولة تعتبر اساسا ثابتا لممارسة مهنة حرة تخضع للضريبة في الدولة المتعاقدة التي توجد بها المؤسسة القارة او القاعدة الثابتة.

ثالثا : ان السفن والطائرات المستقلة في المذلق الدولي من طرف مقاول تابعة لاحدى الدولتين المتعاقدين وكذا الاموال المنقولة المرصودة لاستغلالها لا تفرض عليها الضريبة الا في الدولة المتعاقدة حيث يوجد مقر الادارة الفعلية للمقاول.

رابعا : لا تفرض الضريبة على جميع العناصر الاخرى لثروة مقيم في دولة متعاقدة الا في هذه الدولة.

الباب الخامس

الاجراءات المتعلقة بتفادي ازدواجية الضريبة

الفصل الثاني والعشرون

أولا : يتم فيما يخص المقيمين باللوكسمبورغ تجنب ازدواجية فرض الضريبة حسب الكيفية التالية :

(أ) ان المداخيل المتأتية من المغرب باستثناء المداخيل المشار اليها في المقطع (ب) المنكورة فيما بعد وكذا عناصر الثروة الموجودة في المغرب والتي تخضع للضريبة في هذه الدولة يقتضى الفصول السالفة تعفى من الضريبة اللوكسمبورغية وهذا الاعضاء لاحد من حق اللوكسمبورغ في الاخذ بعين الاعتبار المداخيل وعناصر الثروة المعفاة بهذه الكيفية وذلك وقت تحديد سعر الضريبة اللوكسمبورغية :

(ب) فيما يخص المداخيل المشار اليها في الفصول 10 ، 11 ، 12 ، او 20 اعلاه يمكن للوكسمبورغ طبقا لمقتضيات تشريعه الخاص بدخلها في اساس الضرائب المشار اليها في الفصل الثاني لكنه يمنح من مبلغ الضريبة على الدخل المتعلقة بهذه المداخيل وفي حدود هذا المبلغ تخفيضا يماثل مبلغ الضرائب المقطعة من طرف المغرب :

(ج) تجاوزا للمقطع (ب) تخضع للنظام المقرر في المقطع (أ) حصص الارباح الموزعة من طرف شركة ذات اسم مقيمة في المغرب وخاضعة في هذه الدولة للضريبة على دخل الشركات لشركة ذات اسم مقيمة في اللوكسمبورغ تتصرف مباشرة على الاقل على 25 في المائة من رأس مال الشركة الاصل. وتعفى الاسم او الاقسام المشار اليها اعلاه للشركة الناتجة للمغرب ، حسب نفس الشروط من الضريبة اللوكسمبورغية على الثروة :

(د) لاجل الخصم المشار اليه في المقطع (ب) اعلاه وما دامت حصص الارباح معفاة او خاضعة للضريبة بسعر يقل عن سعر 15 في المائة المشار اليه في الفقرة الثانية من المقطع (ب) من الفصل العاشر قصد تشجيع الانماء الاقتصادي للمغرب فان مبلغ الضريبة المغربية التي ينبغي خصمه يكون بمثابة 15 في المائة من المبلغ الاجمالي لحصص الارباح المنكورة :

الفصل السادس عشر

الحصص النسبية للارباح

ان الحصص النسبية للارباح والتعويضات عن الحضر وغيرها من الاجور التي يتقاضاها مقيم احدى الدولتين المتعاقدين يصفتة عضوا في مجلس الادارة او للحراسة لشركة مقيمة في الدولة المتعاقدة الاخرى تفرض عليها الضريبة في هذه الدولة الاخرى.

الفصل السابع عشر

الفنانين والرياضيين

أولا : بالرغم من مقتضيات الفصول 7 ، 14 ، 15 فان :

(أ) المداخيل التي يحصل عليها المحترفون بالقطاعات كرجال المسرح والميمنة والانامة او التفرقة والموسيقيين وكذا الرياضيين من نشاطاتهم الشخصية بهذه الصفة تفرض عليها الضريبة في الدولة المتعاقدة التي تزاول فيها هذه النشاطات.

(ب) تطبيق القاعدة المبينة في المقطع (أ) كذلك على الارباح التي يحصل عليها المستوطنون او المنظومون للقطاعات والمهرجانات المسلية ايا كان نوعها وكذا على مداخيل النشاطات التي يزاولها كل شخص يساهم في تنظيم او انجاز الخدمات المتعلقة بوجوه المسرح او الرياضيين المحترفين.

ثانيا : لتطبيق مقتضيات الفقرة الاولى على مداخيل النشاطات المزاوله داخل دولة متعاقدة من طرف منظمات لا تقصد الربح في الدولة الاخرى او من طرف بعض موظفيها اللهم الا اذا كانوا يعملون لحسابه الخاص.

الفصل الثامن عشر

الوظائف العمومية

أولا : ان المرتبات غير المعاشات التي تدفعها احدى الدولتين المتعاقدين او احد اقسامها الفرعية السياسية او الجماعات المحلية الى شخص ذاتى مقابل خدمات مسداة لهذه الدولة ولهذا القسم الفرعى او الجماعات لا تفرض عليها الضريبة الا في هذه الدولة.

(ب) غير ان هذه المرتبات لا تفرض عليها الضريبة الا في الدولة المتعاقدة التي يعتبر المستفيد مقيما فيها . انا كانت الخدمات مسداة في هذه الدولة ولم يعد المستفيد من هذا المرتب مقيما بالدولة المنكورة لمجرد القيام بهذه الخدمات.

ثانيا : لا تطبق مقتضيات الفقرة الاولى على المرتبات المدفوعة برسم خدمات مسداة في نطاق نشاط تجارى او صناعى مزاول من طرف احدى الدولتين المتعاقدين او من لدن احد اقسامها الفرعية السياسية او الجماعات المحلية.

الفصل التاسع عشر

الطلبة والمتعلمون والمتقنون

ان المبالغ التي يحصل عليها طالب او متقن او متعلم يعتبر او كان يعتبر قبل وصوله مباشرة الى احدى الدولتين المتعاقدين مقيما بالدولة المتعاقدة الاخرى تغطية المصاريف المتعلقة بتعهد شؤونه او دراسته او تكيفه . لا تفرض عليها الضريبة في الدولة الاولى شريطة ان تكون متصلة من موارد توجد خارج هذه الدولة.

الفصل العشرون

المداخيل غير المشار اليها بوضوح

ان عناصر الدخل الخاصة بشخص مقيم في احدى الدولتين المتعاقدين والتي لم ينص عليها بصراحة في الفصول السابقة من هذه الاتفاقية لا تفرض عليها الضريبة الا في هذه الدولة المتعاقدة ، ومن المعلوم ان

الفصل الرابع والعشرون الاجراءات الويدية

أولا : اذا ما اعتبر مقيم في دولة متعاقدة ان التدابير المتخذة من طرف احدى الدولتين المتعاقدتين او من كل واحدة منهما تؤدي او قد تؤدي استقبالا الى الزامه بضريبة غير مطابقة لهذه الاتفاقية جاز له - بصرف النظر عن طرق الطعن المنصوص عليها في التشريع الوطني لهاتين الدولتين - ان يوجه الى السلطة المختصة للدولة التي يقيم بها طلبا كتابيا ومدعما باسباب لاعادة النظر في هذا التدبير ، ولا يكون الطلب المذكور مقبولا الا اذا تم تقديمه في ظرف الستين الموليتين لتاريخ تبليغ التدبير الذي يترتب عنه فرض الضريبة بكيفية غير ملائمة لهذه الاتفاقية.

ثانيا : تقوم السلطة المختصة المشار اليها في الفقرة الاولى - اذا ما اتضحت لها الشكاية ولم يكن في استطاعتها العثور على حل مرض - ببذل كل ما في استطاعته لتسوية القضية عن طريق اتفاق ودي مع السلطة المختصة للدولة المتعاقدة الاخرى تلافيا لفرض كل ضريبة غير مطابقة للاتفاقية.

ثالثا : تسعى السلطات المختصة للدولتين المتعاقدتين عن طريق اتفاق ودي في تذكيل المصاحب او تجديد جميع الشكوك التي قد تترتب عن تاويل الاتفاقية او تطبيقها ويسوغ لهما التشاور كذلك لتقاضي ازدواجية فرض الضريبة في الحالات غير المنصوص عليها في الاتفاقية.

الفصل الخامس والعشرون تبادل المعلومات

أولا : تتبادل السلطات المختصة التابعة للدولتين المتعاقدتين المعلومات الضرورية لتطبيق مقتضيات هذه الاتفاقية وكذا مقتضيات القوانين الداخلية للدولتين المتعاقدتين المتعلقة بالضرائب المشار اليها في الاتفاقية انا كان فرض الضريبة التي تنص عليه مطابقا للاتفاقية وتكتسى المعلومات المتبادلة بهذه الكيفية صيغة سرية ولا يجوز تبليغها الا الى الاشخاص او السلطات المكلفة بوضع او تحصيل الضرائب المشار اليها في هذه الاتفاقية.

ثانيا : لا يمكن بأي حال من الاحوال تاويل مقتضيات الفقرة الاولى على انها تلزم احدى الدولتين المتعاقدتين :

(أ) باتخاذ مقتضيات ادارية تكون مخالفة للتشريع او المنهاج الاداري الخاصين بها او تكون مخالفة للتشريع او المنهاج الاداري المعمول بهما في الدولة المتعاقدة الاخرى ؛

(ب) بتبليغ معلومات يكون الحصول عليها منافيا للتشريع او المنهاج الاداري العادي الخاصين بها او يكون منافيا للتشريع او المنهاج الاداري المعمول بهما في الدولة المتعاقدة الاخرى ؛

(ج) بتبليغ معلومات تطوى على سر تجاري او صناعي او مهني او اسلوب تجاري او معلومات يكون افشاؤها مخالفا للنظام العمومي.

الفصل السادس والعشرون

المساعدة في مادة تحصيل الضرائب

أولا : تتعهد الدولتان المتعاقدتان ان تمد كل منهما الاخرى العون والمساعدة من أجل تحصيل الضرائب التي تشكل موضوع هذه الاتفاقية وكذا الفوائد والتكميلات الضريبية باستثناء الغرامات والعناقر التي يمكن ان تتحملها هذه الضرائب.

ثانيا : ان الطلب المقدم لهذه الغاية يجب ان يكون مصحوبا بالوثائق التي تتطلبها قوانين الدولة المطالبة (بالكسر) والتي تثبت ان المبالغ المطالب بتحصيلها أصبحت مستحقة بصفة نهائية.

هـ) لاجل الخصم المشار اليه في المقطع (ب) اعلاه وما دامت الفوائد معفاة او خاضعة للضريبة يسعر يقل عن السعر المشار اليه في الفقرة الثانية من الفصل الحادي عشر قصد تشجيع الاتماء الاقتصادي للمغرب فان مبلغ الضريبة المغربية الذي ينبغي خصمه يكون 10 في المائة من المبلغ الاجمالي للفوائد المذكورة. ثانيا : يتم فيما يخص المقيمين بالمغرب تجنب ازدواجية فرض الضريبة حسب الكيفية الآتية :

(أ) عندما يتوصل مقيم بالمغرب بمدخلك لم يشر اليها في المقطع (ب) الآتي والتي هي خاضعة للضريبة في اللوكسمبورغ طبقا لمقتضيات هذه الاتفاقية ، فان المغرب يعفى من الضريبة هذه المدخلك لكنه يمكنه عند حساب مبلغ ضرائبه على باقى دخل هذا المقيم ان يطبق نفس السعر كان المدخلك المعنية لم يقع اعاؤها ؛

(ب) فيما يخص المدخلك المشار اليها في الفصول 10 ، 11 ، 12 ، و 20 اعلاه فان المغرب يمكنه طبقا لمقتضيات تشريعه الخاص ان يدمجها في اسس الضرائب المشار اليها في الفصل الثاني لكنه يمنح من مبلغ الضرائب المنسوبة لهذه المدخلك ونفس حدود هذا المبلغ تخفيضا يماثل مبلغ الضرائب المقتطعة من طرف اللوكسمبورغ.

الباب السادس

مقتضيات خاصة

الفصل الثالث والعشرون

عدم الميز

أولا : لا تفرض على مواطني احدى الدولتين في الدولة المتعاقدة الاخرى اية ضريبة او ما يرتبط بها من التزام يختلف او يكون اكثر عيضا من الضريبة التي تطبق او يكون من الممكن تطبيقها على مواطني هذه الدولة الاخرى يوجدون في نفس الوضعية.

ثانيا : ان الغرباء المقيمين باحدى الدولتين المتعاقدتين لا تفرض عليهم في كلتا الدولتين المتعاقدتين اية ضريبة او ما يرتبط بها من التزام يختلف او يكون اكثر عيضا من الضريبة التي تطبق او يكون من الممكن تطبيقها على مواطني الدولة المعنية بالامر الموجودين في نفس الوضعية.

ثالثا : لم يتم فرض الضريبة على مؤسسة قارة تملكها مقاوله تابعة لدولة متعاقدة في تراب الدولة المتعاقدة الاخرى بصورة تكون اقل ملائمة عند فرض الضريبة على مقاولات هذه الدولة الاخرى التي تمارس نفس النشاط.

رابعا : ولا يمكن تاويل اى بند من هذا الفصل بمثابة شرط الزام دولة متعاقدة يمنح المقيمين من رعايا الدولة المتعاقدة الاخرى تخفيضات شخصية او خصم او انتقاص في الضريبة اعتبارا لوضعية او تكاليف عائلية ذات صيغة شخصية على غرار ما تمنحه للمقيمين من رعاياها الخاصين بها.

خامسا : ان مقاولات دولة متعاقدة يوجد رأس مالها كلا او بعضا بصفة مباشرة او غير مباشرة في صورة او تحت مراقبة مقيم او عدة مقيمين بالدولة المتعاقدة الاخرى لا تخضع في الدولة المتعاقدة الاولى لاية ضريبة او ما يتصل بها من التزام يختلف او يكون اكثر عيضا من الضريبة التي تخضع او يمكن ان تخضع لها المقاولات الاخرى من نفس النوع في هذه الدولة الاولى التي يوجد رأس مالها كلا او بعضا بصفة مباشرة او غير مباشرة في حوزة او تحت مراقبة مقيم او عدة مقيمين بدولة ثالثة.

سادسا : تدل عبارة « فرض الضريبة » حسب هذا الفصل الضرائب المشار اليها في هذه الاتفاقية.

الفصل الثلاثون فسم الاتفاقية

يبقى العمل جاريا بهذه الاتفاقية دون تحديد فى المدة يمكن لكل دولة من الدولتين المتعاقبتين ان تعلن للدولة المتعاقدة الاخرى بمن فسحها كتابة وعن الطریق الدبلوماسية الى غاية 30 يونيو من كل سنة مدينة ابتداء من السنة الخامسة التى تم خلالها تبادل وثائق المصادقة. وفى حالة الغاء الاتفاقية قبل فاتح يوليوز من تلك السنة تطبق الاتفاقية لآخر مرة :

(أ) على الضرائب المستوجبة عند المصدر على المبالغ الموزعة أو العامور يادأها على الأكثر فى 31 دجنبر من سنة الالغاء ؛
(ب) على الضرائب الاخرى المؤسسة على مداخيل الفترات الماضية للضريبة التى تنتهى على الأكثر فى 31 دجنبر من نفس السنة ؛

(ج) على الضرائب على الثروة المتعلقة بالثروة القائمة لغاية فاتح يناير من سنة الالغاء.

وثقة بذلك امضى الموقعون أسفله المانذون لهم بكيفية صحيحة لهذه الحاية على هذه الاتفاقية.

وحرز فى نظيرين باللوكسمبورغ يوم 19 دسمبر 1980 باللغتين العربية والفرنسية وكل من النصين يعمد عليه.

عن وفد حكومة المملكة المغربية : عن وفد حكومة دوقية اللوكسمبورغ
السيد زين العابدين السبتي ، السيد كولييت فليش ،
سفير صاحب الجلالة ملك المغرب لدى السيدة كوليت فليش ،
دوقية اللوكسمبورغ الكبرى وزير الشؤون الخارجية والتجارة
الخارجية والتعاون

ثالثا : بالنظر لهذه الوثائق تؤخذ التبليغات واجراءات التحصيل والاستخلاص فى الدولة المطالبة (بالتفح) طبقا للقوانين المتبعة لتحصيل واستخلاص ضرائبها نفسها وتصبح سندات الاستخلاص على الخصوص نافذة حسب الصيغة المقررة فى تشريع هذه الدولة.

رابعا : ان الديون الجبائية التى ينبغى تحصيلها لا تعتبر كديون فيها حق الاسبقية للدولة المطالبة.

خامسا : فيما يخص الديون الجبائية التى ما زالت قابلة للطعن فان الدولة اللاتمة - من اجل الحفاظ على حقوقها - يمكنها ان تطلب من الدولة الاخرى ان تبلغ الملزم بالضريبة الزاما او سند استخلاص ولا يمكن ان تطرح النزاعات التى تسمى جهر الشكايات التى يبرر التبليغ الا امام هيئة قضائية خاصة للدولة المطالبة.

الفصل السابع والعشرون

أعضاء الهيئات الدبلوماسية والمقتضية

أولا : لا تصمم مقتضيات هذه الاتفاقية بالامتيازات الجبائية التى يستفيد منها الموظفون الدبلوماسيون والقنصليون اما بناء على القواعد العامة للقانون الدولى العام واما بناء على مقتضيات اوقات خاصة.

ثانيا : وعلى الرض من مقتضيات الفصل الرابع من هذه الاتفاقية فان كل شخص ثانى عضو فى هيئة دبلوماسية او قنصلية او دائمة تتوفر عليها احدى الدولتين المتعاقبتين فى الدولة المتعاقدة الاخرى او فى دولة ثالثة يعتبر - طبقا لهذه الاتفاقية - مقيما بالدولة التى اوفدته شريطة ان يكون خاضعا لنفس الالتزامات المتعلقة بالضرائب المفروضة على مجموع الدخل على غرار ما هو مفروض على مقيم الدولة المذكورة.

ثالثا : لا تطبق هذه الاتفاقية على المنظمات الدولية وعلى هيئاتها او موظفيها ولا على الاشخاص الاعضاء فى هيئة دبلوماسية او قنصلية او دائمة لدولة ثالثة عندما يوجدون داخل تراب احدى الدولتين المتعاقبتين ، ولا يخضعون فيها لنفس الالتزامات المتعلقة بالضرائب على مجموع الدخل التى يخضع لها المقيمون بالدولة المذكورة.

الفصل الثامن والعشرون

مقتضيات مختلفة

أولا : تتخار السلطات المختصة التابعة للدولتين المتعاقبتين مباشرة فيما بينها لتطبيق هذه الاتفاقية.

ثانيا : لا تطبق هذه الاتفاقية على الشركات التى يتكون رأس مالها من المساهمات فى شركات اخرى حسب التشريع الخاص فى اللوكسمبورغ والمقنن حاليا فى القانون المؤرخ فى 31 يوليوز 1929 والقرار المعد بميثاق قانون المؤرخ فى 17 دجنبر 1938. ولا تطبق ايضا على المداخيل التى يحصل عليها مقيم فى المغرب من مثل هذه الشركات. وكذا على الاسم او سندات رأس المال الاخرى لملك هذه الشركات التى يملكها عليها هذا الشخص.

الفصل التاسع والعشرون

الدخول فى حيز التطبيق

أولا : يصادق على هذه الاتفاقية ويتم تبادل وثائق المصادقة عليها فى اقرب وقت ممكن ب

ثانيا : تدخل هذه الاتفاقية فى حيز التطبيق بمجرد تبادل وثائق المصادقة عليها وتطبيق :

(أ) على الضرائب المستوجبة عند المصدر على المبالغ الموزعة أو العامور يادأها ابتداء من فاتح يناير لسنة تبادل وثائق المصادقة ؛

(ب) على الضرائب الاخرى المؤسسة على مداخيل الفترات الجبائية التى تنتهى ابتداء من فاتح يناير لسنة هذا التبادل ؛

(ج) على الضرائب على الثروة المتعلقة بالثروة القائمة فى فاتح يناير من سنة تبادل وثائق المصادقة.

❑ MACÉDOINE

- **Dahir n° 1-11-48 du 25 moharrem 1434 (10 décembre 2012) portant publication de la Convention faite à Rabat le 11 mai 2010 entre le Royaume du Maroc et la République de Macédoine tendant à éviter la double imposition et à interdire l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu (1)**

[...]

Vu la Convention faite à Rabat le 11 mai 2010 entre le Royaume du Maroc et la République de Macédoine tendant à éviter la double imposition et à interdire l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu ;

Vu la loi n° 23-10 promulguée par le dahir n° 1-11-47 du 29 joumada II 1432 (2 juin 2011) et portant approbation, quant au principe, de la ratification du Royaume du Maroc de la Convention précitée ;

Considérant les notifications réciproques de l'accomplissement des formalités nécessaires à l'entrée en vigueur de ladite Convention.

Article unique

Sera publiée au *Bulletin officiel* à la suite du présent dahir, la Convention (2) faite à Rabat le 11 mai 2010 entre le Royaume du Maroc et la République de Macédoine tendant à éviter la double imposition et à interdire l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu.

(1) *B.O.* n° 6218 du 2 janvier 2014.

(2) Voir le texte de la Convention dans l'édition générale du *Bulletin officiel* n° 6216 du 22 safar 1435 (26 décembre 2013).

ظهير شريف رقم 1.11.48 صادر في 25 من محرم 1434 (10 ديسمبر 2012) بنشر الاتفاقية الموقعة بالرباط في 11 ماي 2010 بين المملكة المغربية وجمهورية مقدونيا لتجنب الازدواج الضريبي ومنع التهرب الضريبي في ميدان الضرائب على الدخل.

الحمد لله وحده،

الطابع الشريف - بداخله :

(محمد بن الحسن بن محمد بن يوسف الله وليه)

يعلم من ظهيرنا الشريف هذا، أسماه الله وأعز أمره أننا :

بناء على الاتفاقية الموقعة بالرباط في 11 ماي 2010 بين المملكة المغربية وجمهورية مقدونيا لتجنب الازدواج الضريبي ومنع التهرب الضريبي في ميدان الضرائب على الدخل ؛
وعلى القانون رقم 23.10 الصادر بتنفيذه الظهير الشريف رقم 1.11.47 بتاريخ 29 من جمادى الآخرة 1432 (2 يونيو 2011) والموافق بموجبه من حيث المبدأ على مصادقة المملكة المغربية على الاتفاقية المذكورة ؛

ونظرا لتبادل الإعلام باستيفاء الإجراءات اللازمة لدخول الاتفاقية المذكورة حيز التنفيذ،

أصدرنا أمرنا الشريف بما يلي :

تنشر بالجريدة الرسمية، عقب ظهيرنا الشريف هذا، الاتفاقية الموقعة بالرباط في 11 ماي 2010 بين المملكة المغربية وجمهورية مقدونيا لتجنب الازدواج الضريبي ومنع التهرب الضريبي في ميدان الضرائب على الدخل.

وحرر بالدار البيضاء في 25 من محرم 1434 (10 ديسمبر 2012).

وقعه بالعطف :

رئيس الحكومة،

الإمضاء : عبد الإله ابن كيران.

*

* *

اتفاقية بين المملكة المغربية و جمهورية مقدونيا لتجنب الازدواج الضريبي ومنع التهرب الضريبي في ميدان الضرائب على الدخل

إن المملكة المغربية و جمهورية مقدونيا رغبة منهما في تنمية وتعزيز علاقتهما الاقتصادية من خلال إبرام اتفاق لتجنب الازدواج الضريبي و منع التهرب الضريبي في ميدان الضرائب على الدخل،

اتفقتا على ما يلي:

المادة الأولى الأشخاص المعنيون

تطبق هذه الاتفاقية على الأشخاص المقيمين بدولة متعاقدة أو بكلتا الدولتين المتعاقدين.

المادة الثانية الضرائب المعنية

1- تطبق هذه الاتفاقية على الضرائب على الدخل المفروضة لحساب دولة متعاقدة أو فروعها السياسية أو جماعاتها المحلية بغض النظر عن الطريقة التي تفرض بها.

2- تعتبر ضرائب على الدخل جميع الضرائب المفروضة على الدخل الإجمالي أو على عناصر من الدخل، بما فيها الضرائب على الأرباح الناتجة عن نقل ملكية الأموال المنقولة أو غير المنقولة، و الضرائب على المبالغ الإجمالية للأجور أو الرواتب المؤداة من قبل مقاولات، و كذا الضرائب على زيادة قيمة رأس المال.

3- إن الضرائب الحالية التي تطبق عليها الاتفاقية هي بالخصوص :

- فيما يخص المملكة المغربية :

(I) الضريبة على الدخل؛

(II) والضريبة على الشركات؛

(والمشار إليها فيما بعد بالضريبة المغربية)؛

- وفيما يخص مقدونيا :

(I) الضريبة على الدخل الشخصي؛

(II) والضريبة على الربح؛

(والمشار إليها فيما بعد بالضريبة المقدونية).

4- تطبق هذه الاتفاقية كذلك على أي ضرائب مماثلة أو مشابهة في جوهرها تستحدث بعد تاريخ التوقيع على الاتفاقية و تضاف إلى الضرائب الحالية أو تحل محلها. و تطلع السلطات المختصة في الدولتين المتعاقدين بعضها البعض على التعديلات الهامة التي تدخلها على تشريعاتها الضريبية.

المادة الثالثة تعريف عامة

1- لأغراض هذه الاتفاقية، ما لم يقتض سياق النص خلاف ذلك:

(أ) تعني عبارتا "دولة متعاقدة" و "الدولة المتعاقدة الأخرى" حسب سياق النص، المغرب أو مقدونيا؛

(ب) يعني لفظ "المغرب" المملكة المغربية، و عندما يستعمل بالمعنى الجغرافي يشمل لفظ "المغرب":

(I) تراب المملكة المغربية، البحر الإقليمي؛

(II) و المنطقة البحرية ما وراء البحر الإقليمي و تشمل امتداد البحر و أعماقه الباطنية (الجرف القاري) و المنطقة الاقتصادية الخاصة التي يمارس المغرب عليها حقوقه السيادية طبقا لتشريعه الداخلي و للقانون الدولي، و ذلك بهدف استكشاف و استغلال موارده الطبيعية؛

(ج) يعني لفظ "مقدونيا" إقليم جمهورية مقدونيا، و بالمعنى الجغرافي يعني أراضيها، و بحيراتها الداخلية و أعماقها التي تمارس عليها جمهورية مقدونيا ولاية أو حقوقا سيادية لغرض استكشاف و استغلال و حفظ و إدارة مواردها الطبيعية، و وفقا لقانونها الداخلي و القانون الدولي؛

(د) يشمل لفظ "شخص" الشخص الطبيعي و الشركة و شركة الأشخاص و أي مجموعة أخرى من الأشخاص؛

(و) يعني لفظ "شركة" أي شخص معنوي أو أي كيان يعتبر شخصا معنويا لأغراض فرض الضريبة؛

(ز) تعني عبارتا "مقاول دولة متعاقدة" و "مقاول الدولة المتعاقدة الأخرى" على التوالي مقاوله يستغلها مقيم بدولة متعاقدة و مقاوله يستغلها مقيم بالدولة المتعاقدة الأخرى؛

(ح) تعني عبارة "النقل الدولي" أي نقل بواسطة سفينة أو طائرة تقوم باستغلالها مقاوله يوجد مقر إدارتها الفعلية في دولة متعاقدة، ما عدا الحالة التي يتم فيها استغلال السفينة أو الطائرة فقط بين أماكن توجد في الدولة المتعاقدة الأخرى؛

(ط) تعني عبارة "السلطة المختصة":

- فيما يخص المغرب، وزير المالية أو ممثله المرخص له بذلك؛

- فيما يخص مقدونيا، وزير المالية أو ممثله المرخص له بذلك ؛

(ي) يعني لفظ "مواطن":

(I) أي شخص طبيعي يحمل جنسية دولة متعاقدة؛

(II) أي شخص معنوي، شركة أشخاص أو جمعية تستمد وضعها القانوني من التشريع الجاري

به العمل في دولة متعاقدة؛

2- لتطبيق الاتفاقية في أي وقت من طرف دولة متعاقدة، يكون لكل لفظ لم يتم تعريفه في الاتفاقية المعنى الذي يمنحه إياه في ذلك الوقت تشريع تلك الدولة المتعلق بالضرائب التي تطبق عليها الاتفاقية، ما لم يقتض سياق النص خلاف ذلك، و يرجح المعنى الممنوح لهذا اللفظ من طرف التشريع الضريبي لهذه الدولة على المعنى الذي تمنحه إياه الفروع الأخرى من تشريع تلك الدولة.

المادة الرابعة

المقيم

1- لأغراض هذه الاتفاقية تعني عبارة "مقيم بدولة متعاقدة" أي شخص يخضع للضريبة في دولة وفقا لتشريع هذه الدولة، بموجب سكنه أو إقامته أو مكان تأسيسه أو مقر إدارته أو أي معيار آخر ذي طابع مشابه، و تطبق كذلك على تلك الدولة و كذا على جميع فروعها السياسية أو جماعاتها المحلية. غير أن هذه العبارة لا تشمل الأشخاص الذين لا يخضعون للضريبة في تلك الدولة إلا على الدخل المتأتي من مصادر موجودة في تلك الدولة .

2- عندما يكون شخص طبيعي، تبعا لمقتضيات الفقرة 1، مقيما بكلتا الدولتين المتعاقدين، تسوى وضعيته بالكيفية التالية:

(أ) يعتبر هذا الشخص مقيما فقط بالدولة التي يوجد له فيها سكن دائم؛ و إذا كان له سكن دائم في كلتا الدولتين، يعتبر مقيما فقط بالدولة التي تربطه بها علاقات شخصية واقتصادية أو ثق (مركز المصالح الحيوية)؛

(ب) إذا تعذر تحديد الدولة التي يوجد فيها مركز مصالح هذا الشخص الحيوية، أو لم يوجد له سكن دائم في أي من الدولتين، يعتبر مقيما فقط بالدولة المتعاقدة التي يقطن فيها بصفة اعتيادية؛
(ج) إذا كان هذا الشخص يقطن بصفة اعتيادية في كلتا الدولتين أو لا يقطن في أي منهما، يعتبر مقيما فقط بالدولة التي هو مواطنها؛

(د) إذا كان هذا الشخص مواطنا لكلتا الدولتين أو لم يكن مواطنا لأي منهما، تفصل السلطات المختصة في الدولتين المتعاقدين في القضية باتفاق مشترك.

3- إذا كان شخص غير الشخص الطبيعي مقيما بالدولتين المتعاقدين وفقا لمقتضيات الفقرة 1، فإنه يعتبر مقيما فقط بالدولة التي يوجد فيها مقر إدارته الفعلية.

المادة الخامسة

المؤسسة المستقرة

1- لأغراض هذه الاتفاقية، تعني عبارة "مؤسسة مستقرة" مكان عمل ثابت تمارس من خلاله مقولة نشاطها كليا أو جزئيا.

2- تشمل عبارة "مؤسسة مستقرة" بالخصوص:

(أ) مقر الإدارة؛

(ب) الفرع؛

ج) المكتب؛

د) المصنع؛

ه) المشغل؛

و) المنجم، بئر البترول أو الغاز، المقلع أو أي مكان آخر لاستكشاف و استخراج الموارد الطبيعية؛

ز) و المستودع الموضوع رهن إشارة شخص من أجل تخزين سلع لأخر.

3- تشمل عبارة "مؤسسة مستقرة" كذلك:

أ) ورشة بناء أو مشروع بناء أو تجميع أو تركيب أو أنشطة الإشراف المتعلقة بها، لكن فقط إذا استمرت الورشة أو المشروع أو الأنشطة لأكثر من ستة أشهر؛

ب) تقديم الخدمات، بما في ذلك الخدمات الاستشارية من طرف مقاوله بواسطة ماجورين أو مستخدمين آخرين تم توظيفهم من طرف المقاوله لهذا الغرض، لكن فقط إذا استمرت مثل هذه الأنشطة (لنفس المشروع أو لمشروع مرتبط به) في دولة متعاقدة لفترة أو فترات تتجاوز في مجموعها أكثر من شهرين في حدود مدة اثني عشر شهراً؛

ج) مقاوله تقدم في دولة متعاقدة خدمات أو مرافق أو تجهيزات و آلات للإيجار، تستعمل في التنقيب عن أو استخراج أو استغلال الزيوت المعدنية في تلك الدولة.

4- على الرغم من المقترضات السابقة من هذه المادة، لا يمكن اعتبار أن عبارة "مؤسسة مستقرة"

تشمل:

أ) استعمال المنشآت فقط لغرض تخزين أو عرض بضائع تملكها المقاوله؛

ب) الاحتفاظ ببضائع تملكها المقاوله فقط لغرض التخزين أو العرض؛

ج) الاحتفاظ بمخزون بضائع تملكها المقاوله فقط لغرض التحويل من قبل مقاوله أخرى؛

د) استعمال مكان عمل ثابت فقط لغرض شراء بضائع أو جمع معلومات للمقاوله؛

ه) استعمال مكان عمل ثابت فقط لغرض ممارسة أية أنشطة ذات طابع تحضيرية أو إضافي

للمقاوله؛

و) استعمال مكان عمل ثابت فقط لغرض الجمع بين ممارسة الأنشطة المشار إليها في المقاطع من

(أ) إلى (ه)، شريطة أن تحتفظ مجموع الأنشطة الممارسة من طرف مكان العمل الثابت و الناتجة عن هذا الجمع بطابع تحضيرية أو إضافي.

5- على الرغم من مقتضيات الفقرتين 1 و 2، عندما يعمل شخص - غير الوكيل ذي الوضع المستقل

الذي تطبق عليه الفقرة 7 - في دولة متعاقدة لحساب مقاوله تابعة للدولة المتعاقدة الأخرى، فإن تلك المقاوله ستعتبر بأن لها مؤسسة مستقرة في الدولة المتعاقدة المذكورة أولاً فيما يتعلق بالأنشطة التي يقوم بها ذلك الشخص لصالح المقاوله في حالة ما:

أ) إذا كانت له و يزاول بصفة اعتيادية في هذه الدولة سلطة لإبرام العقود باسم تلك المقاوله، إلا

إذا كانت أنشطة ذلك الشخص محدودة في تلك الأنشطة المشار إليها في الفقرة 4 و التي إذا تمت ممارستها من خلال مكان عمل ثابت لا تجعل من ذلك المكان الثابت مؤسسة مستقرة في مفهوم هذه الفقرة؛ أو

ب) لم تكن له مثل هذه السلطة، ولكنه يحتفظ بصفة اعتيادية في الدولة المذكورة أولاً بمخزون

من بضائع أو سلع و يقوم بتسليم بضائع أو سلع منها بصفة منتظمة نيابة عن المقاوله.

6- على الرغم من مقتضيات السابقة من هذه المادة، تعتبر مقاوله تأمين تابعة لدولة متعاقده، باستثناء إعادة التأمين، ذات مؤسسة مستقرة في الدولة المتعاقدة الأخرى، إذا كانت المقاوله تقيض أقمساط التأمين أو تقوم بتأمين مخاطر تقع فوق تراب تلك الدولة الأخرى بواسطة شخص آخر غير الوكيل ذي الوضع المستقل الذي تطبق عليه الفقرة 7.

7- لا يعتبر أنه لمقاوله دولة متعاقدة مؤسسة مستقرة في الدولة المتعاقدة الأخرى لمجرد أنها تمارس فيها نشاطها عن طريق وسيط أو وكيل عام بالعمولة أو أي وكيل آخر ذي وضع مستقل، شريطة أن يعمل هؤلاء الأشخاص في الإطار العادي لنشاطهم. غير أنه إذا كانت أنشطة هذا الوكيل مخصصة كلها أو في معظمها لحساب تلك المقاوله وكانت الشروط المتفق عليها أو المفروضة بين المقاوله و الوكيل في علاقاتها التجارية و المالية تختلف عن تلك التي قد تربط بين مقاولتين مستقلتين، فلا يمكن اعتباره كوكيل ذي وضع مستقل في مفهوم هذه الفقرة.

8- إن كون شركة مقيمة بدولة متعاقدة تراقب أو تخضع لمراقبة شركة مقيمة بالدولة المتعاقدة الأخرى، أو تزاول نشاطها في تلك الدولة المتعاقدة الأخرى (سواء بواسطة مؤسسة مستقرة أو بطريقة أخرى) لا يكفي في حد ذاته لجعل من إحدى الشركتين مؤسسة مستقرة للأخرى:

المادة السادسة

المداخل العقارية

1- إن الدخل الذي يحصل عليه مقيم بدولة متعاقدة من ممتلكات عقارية (بما فيه دخل استغلال الفلاحة أو الغابات) توجد في الدولة المتعاقدة الأخرى تفرض عليه الضريبة في تلك الدولة الأخرى.

2- لعبارة "ممتلكات عقارية" المدلول الذي يمنحه تشريع الدولة المتعاقدة التي توجد فيها هذه الممتلكات. وتشمل العبارة في جميع الحالات الماشية و التوابع و التجهيزات المستعملة في استغلال الفلاحة و الغابات، و الحقوق التي تنطبق عليها مقتضيات القانون الخاص المتعلقة بالملكية العقارية و حق الانتفاع بالممتلكات العقارية، و الحقوق الخاصة بالمدفوعات المتغيرة أو الثابتة لاستغلال أو امتياز استغلال المناجم المعدنية و المناجم و الموارد الطبيعية الأخرى؛ و لا تعتبر السفن و المراكب و الطائرات ممتلكات عقارية.

3- تطبق مقتضيات الفقرة 1 على المداخل الناتجة عن الاستغلال المباشر أو الإيجار أو تأجير الأراضي، و كذا عن أي شكل آخر من أشكال استغلال الممتلكات العقارية.

4- تطبق مقتضيات الفقرتين 1 و 3 كذلك على الدخل الناتج عن الممتلكات العقارية لمقاوله وكذا على دخل الممتلكات العقارية المستعملة في ممارسة مهنة مستقلة.

5- إذا كانت الأسهم أو الحصص أو أية حقوق أخرى في شركة أو شخص معنوي آخر مقيم بدولة متعاقدة تخول مالكها حق الانتفاع بممتلكات عقارية تملكها هذه الشركة أو الشخص المعنوي الآخر، فإن الدخل الذي يحصل عليه المالك من استغلال أو تأجير أو أي شكل آخر من أشكال استغلال حقه في الانتفاع يخضع للضريبة في الدولة المتعاقدة التي توجد فيها الممتلكات العقارية.

المادة السابعة أرباح المقاولات

1- تفرض الضريبة على أرباح مقاول دولة متعاقدة فقط في تلك الدولة، إلا إذا كانت المقاول تمارس نشاطها في الدولة المتعاقدة الأخرى بواسطة مؤسسة مستقرة توجد فيها. فإذا مارست المقاول نشاطها بهذه الكيفية، تفرض الضريبة على أرباحها في الدولة الأخرى، و لكن فقط بقدر ما ينسب منها إلى:
(أ) المؤسسة المستقرة؛

(ب) المبيعات في تلك الدولة الأخرى لبضائع أو لسلع ذات طابع مماثل أو مشابه لتلك التي تقوم ببيعها المؤسسة المستقرة؛ أو
(ج) أنشطة الأعمال الأخرى الممارسة في تلك الدولة الأخرى ذات الطابع المماثل أو المشابه لتلك التي تمارسها بواسطة المؤسسة المستقرة.

2- مع مراعاة مقتضيات الفقرة 3، عندما تمارس مقاول دولة متعاقدة نشاطا في الدولة المتعاقدة الأخرى بواسطة مؤسسة مستقرة توجد فيها تنسب، في كل دولة متعاقدة، إلى تلك المؤسسة المستقرة الأرباح التي يتوقع أن تجنيها لو كانت مقاول مميّزة و منفصلة تمارس نفس الأنشطة أو أنشطة مماثلة في نفس الشروط أو شروط مماثلة و تتعامل باستقلالية تامة مع المقاول التي هي مؤسسة مستقرة لها.

3- لتحديد أرباح مؤسسة مستقرة، يسمح بخصم النفقات التي بذلت لأغراض نشاط هذه المؤسسة المستقرة بما في ذلك نفقات الإدارة و المصاريف العامة للإدارة التي يتم بذلها على هذا الشكل سواء كان ذلك في الدولة المتعاقدة التي توجد فيها هذه المؤسسة المستقرة أو في جهة أخرى. غير أنه لن يسمح بأي خصم عن المبالغ المؤداة، عند الاقتضاء، (لأغراض أخرى غير استرداد المبالغ المصروفة) بواسطة المؤسسة المستقرة للمقر المركزي للمقاول أو لأي من مكاتبها الأخرى على شكل إتاوات، أتعاب أو أداءات مماثلة أخرى مقابل استخدام حقوق براءات الاختراع أو حقوق أخرى، أو على شكل صمولات نظير خدمات معينة أو نشاط إداري أو، فيما عدا المقاولات المصرفية، على شكل فوائد على الأموال المقرضة للمؤسسة المستقرة. و بالمثل، فإنه لا يدخل في احتساب أرباح المؤسسة المستقرة نفس المبالغ المدرجة من طرف المؤسسة المستقرة في الجانب المدين من حساب المقر المركزي للمقاول أو أي من مكاتبها الأخرى.

4- إذا كان من المعتاد في دولة متعاقدة تحديد الأرباح المنسوبة لمؤسسة مستقرة على أساس توزيع نسبي لمجموع أرباح المقاول على مختلف أجزائها، فلا يمنع أي مقتضى من الفقرة 2 هذه الدولة المتعاقدة من تحديد الأرباح الخاضعة للضريبة حسب التوزيع النسبي المعمول به؛ على أن تستعمل طريقة التوزيع المعتمدة بحيث تكون النتيجة المحصل عليها مطابقة للمبادئ الواردة في هذه المادة.

5- لا تنسب أية أرباح إلى مؤسسة مستقرة لمجرد قيام تلك المؤسسة المستقرة بشراء بضائع و سلع للمقاول.

6- لأغراض الفقرات السابقة، تحدد كل سنة و حسب نفس الطريقة الأرباح المنسوبة للمؤسسة المستقرة ما لم تكن هناك أسباب مقبولة و كافية للعمل بعكس ذلك.

7- عندما تشمل الأرباح عناصر من الدخل تتناولها بصفة منفصلة مواد أخرى من هذه الاتفاقية، فإن مقتضيات تلك المواد لن تتأثر بمقتضيات هذه المادة.

المادة الثامنة الملاحة البحرية والجوية

1- تفرض الضريبة على الأرباح الناتجة عن استغلال السفن أو الطائرات في النقل الدولي فقط في الدولة المتعاقدة التي يوجد بها مقر الإدارة الفعلية للمقولة.

2- إذا كان مقر الإدارة الفعلية لمقولة الملاحة البحرية يوجد على متن سفينة، فإن هذا المقر يعتبر موجودا في الدولة المتعاقدة التي تم في مينائها قيد هذه السفينة، أو، في حالة عدم وجود ميناء القيد، في الدولة المتعاقدة التي يقيم بها مستغل السفينة.

3- تطبق مقتضيات الفقرة 1 كذلك على الأرباح الناتجة عن المساهمة في مجموعة أو اتحاد أو في استغلال مشترك أو في وكالة دولية للاستغلال، لكن فقط على حصة الأرباح المحققة بهذه الكيفية التي تعود لكل مشارك حسب نسبته في الاستغلال المشترك.

4- لأغراض هذه المادة، فإن أرباح مقولة دولة متعاقدة الناتجة عن استغلال السفن أو الطائرات في النقل الدولي تشمل الأرباح الناتجة عن استغلال أو تأجير الحاويات إذا كانت هذه الأرباح تابعة للأرباح التي تطبق عليها مقتضيات الفقرة 1.

المادة التاسعة المقاولات الشريكة

1- عندما :

(أ) تساهم مقولة دولة متعاقدة بشكل مباشر أو غير مباشر في إدارة أو مراقبة أو رأسمال مقولة الدولة المتعاقدة الأخرى، أو

(ب) يساهم نفس الأشخاص بشكل مباشر أو غير مباشر في إدارة أو مراقبة أو رأسمال مقولة دولة متعاقدة و مقولة الدولة المتعاقدة الأخرى،

و في كلتا الحالتين، تكون المقاولتان مرتبطتان في علاقتهما التجارية أو المالية بشروط متفق عليها أو مفروضة بحيث تختلف عن تلك التي يمكن أن تنفق عليها المقاولات المستقلة، فإن الأرباح التي، لولا هذه الشروط، كانت ستحصل عليها إحدى المقاولتين، ولكنها لم تحصل عليها بسبب تلك الشروط يمكن أن تدرج ضمن أرباح تلك المقولة و تفرض عليها الضريبة تبعا لذلك.

2- عندما تدرج دولة متعاقدة ضمن أرباح مقولة تلك الدولة - و تفرض عليها الضريبة تبعا لذلك-

أرباحا تم بسببها فرض الضريبة على مقولة الدولة المتعاقدة الأخرى و كان من الممكن تحقيق الأرباح التي أدرجت على هذا النحو بواسطة مقولة الدولة المذكورة أولا لو كانت الشروط المتفق عليها بين المقاولتين هي

نفس الشروط التي قد تتفق عليها مقاولات مستقلة، فإن الدولة الأخرى تقوم بالتسوية المناسبة لمبلغ الضريبة المؤدى عن هذه الأرباح. ولتحديد هذه التسوية، تؤخذ مقتضيات الأخرى من هذه الاتفاقية بعين الاعتبار، وعند الضرورة، تقوم السلطات المختصة في الدولتين المتعاقبتين بالتشاور فيما بينها.

3- لا تطبق مقتضيات الفقرة 2 إذا أدت متابعات قضائية أو إدارية أو قانونية أخرى إلى حكم نهائي يقضي، إثر إجراءات نتجت عنها تسوية للأرباح بموجب الفقرة 1، بأن إحدى المقاولتين تخضع لغرامات جزائية فيما يتعلق بالغش أو الإهمال الجسيم أو التغاضي المتعمد.

المادة العاشرة

أرباح الأسهم

1- إن أرباح الأسهم المؤداة من قبل شركة مقيمة بدولة متعاقدة لمقيم بالدولة المتعاقدة الأخرى تفرض عليها الضريبة في تلك الدولة الأخرى.

2- غير أن أرباح الأسهم تلك تفرض عليها الضريبة كذلك في الدولة المتعاقدة حيث تقيم الشركة التي تؤدي أرباح الأسهم وذلك حسب التشريع الجاري به العمل في تلك الدولة، لكن إذا كان المستفيد الفعلي من أرباح الأسهم مقيماً بالدولة المتعاقدة الأخرى، فإن الضريبة المفروضة على هذا النحو لا يمكن أن تتجاوز عشرة بالمائة (10%) من المبلغ الإجمالي لأرباح الأسهم.

إن مقتضيات هذه الفقرة لا تؤثر على فرض الضريبة على الشركة فيما يتعلق بالأرباح التي تؤدي منها أرباح الأسهم.

3- تعني عبارة "أرباح الأسهم" المستعملة في هذه المادة الدخل الناتج عن الأسهم وأسهم أو سندات الانقاع و حصص المناجم أو حصص أخرى مساهمة في الأرباح باستثناء الديون والدخل الناتج عن حصص المشاركة الأخرى وكذا المداخل الأخرى الخاضعة لنفس النظام الضريبي المطبق على دخل الأسهم حسب تشريع الدولة التي تقيم بها الشركة الموزعة لأرباح الأسهم.

4- لا تطبق مقتضيات الفقرتين 1 و 2 إذا كان المستفيد الفعلي من أرباح الأسهم، مقيماً بدولة متعاقدة، ويمارس في الدولة المتعاقدة الأخرى حيث تقيم الشركة الموزعة لأرباح الأسهم أنشطة أعمال بواسطة مؤسسة مستقرة توجد فيها، أو مهنة مستقلة بواسطة قاعدة ثابتة توجد فيها، وكانت المساهمة التي تتولد عنها أرباح الأسهم مرتبطة بها فعلياً. وفي هذه الحالات، تطبق مقتضيات المادة 7 أو المادة 14 حسبما يقتضيه الحال.

5- عندما تستمد شركة مقيمة بدولة متعاقدة أرباحاً أو دخلاً من الدولة المتعاقدة الأخرى، فإن تلك الدولة الأخرى لا يجوز لها أن تفرض أية ضريبة على أرباح الأسهم المؤداة من قبل هذه الشركة، ما عدا الحالة التي يتم فيها دفع أرباح الأسهم تلك إلى مقيم بالدولة الأخرى أو بمدى ما تكون المساهمة التي تتولد عنها أرباح الأسهم مرتبطة فعلياً بمؤسسة مستقرة أو قاعدة ثابتة توجد في تلك الدولة الأخرى، كما لا يجوز لها أن تفرض أية ضريبة على أرباح الشركة غير الموزعة في إطار تضريب الأرباح غير الموزعة، حتى لو كانت أرباح الأسهم المؤداة أو الأرباح غير الموزعة تتكون كلياً أو جزئياً من أرباح أو دخل ناشئ في تلك الدولة الأخرى.

6- على الرغم من أي مقتضى آخر من هذه الاتفاقية، عندما تملك شركة مقيمة بدولة متعاقدة مؤسسة مستقرة في الدولة المتعاقدة الأخرى، فإن الأرباح المفروضة عليها الضريبة طبقاً للفقرة 1 من المادة 7 تخضع لضريبة محجوزة من المصدر في تلك الدولة الأخرى وفقاً لتشريعها الضريبي، غير أن الضريبة المحجوزة على هذا النحو لا يمكنها أن تتجاوز عشرة بالمائة (10%) من مبلغ الأرباح المذكورة بعد خصم الضريبة على الشركات المطبقة عليها في تلك الدولة الأخرى.

المادة الحادية عشرة

الفوائد

1- إن الفوائد الناشئة في دولة متعاقدة والموداة لمقيم بالدولة المتعاقدة الأخرى تفرض عليها الضريبة في تلك الدولة الأخرى.

2- غير أن هذه الفوائد تفرض عليها الضريبة كذلك في الدولة المتعاقدة التي تنشأ فيها و وفقاً لتشريع تلك الدولة، لكن إذا كان المستفيد الفعلي من الفوائد مقيماً بالدولة المتعاقدة الأخرى، فإن الضريبة المفروضة على هذا النحو لا يمكن أن تتجاوز عشرة بالمائة (10%) من المبلغ الإجمالي للفوائد.

3- على الرغم من مقتضيات الفقرة 2، فإن الفوائد الناشئة في دولة متعاقدة والتي تتحملها وتؤديها حكومتها أو بنكها المركزي للحكومة أو للبنك المركزي بالدولة المتعاقدة الأخرى تعفى من الضريبة في الدولة المتعاقدة المذكورة أولاً.

4 - يعني لفظ "الفوائد" المستعمل في هذه المادة الدخل الناتج عن سندات الديون بكل أنواعها سواء كانت مضمونة برهن أم لا و سواء كانت تحمل حق المشاركة في أرباح المدين أم لا، و على وجه التحديد الدخل الناتج عن الأموال العمومية و سندات الاقتراض، بما في ذلك العلاوات و الجوائز المتعلقة بهذه السندات. و لا تعتبر الغرامات المفروضة على التأخير في الدفع فوائد لأغراض هذه المادة.

5- لا تطبق مقتضيات الفقرتين 1 و 2 إذا كان المستفيد الفعلي من الفوائد، مقيماً بدولة متعاقدة، و يمارس في الدولة المتعاقدة الأخرى الناشئة فيها الفوائد أنشطة أعمال بواسطة مؤسسة مستقرة توجد فيها، أو مهنة مستقلة بواسطة قاعدة ثابتة توجد فيها، و كان الدين الذي تتولد عنه الفوائد مرتبطاً فعلياً:

(أ) بالمؤسسة المستقلة أو القاعدة الثابتة المذكورة؛

(ب) أو بأنشطة الأعمال المشار إليها في المقطع (ج) من الفقرة 1 من المادة 7.

و في هذه الحالات، تطبق مقتضيات المادة 7 أو المادة 14 حسبما يقتضيه الحال.

6- تعتبر الفوائد ناشئة في دولة متعاقدة إذا كان المدين مقيماً بتلك الدولة. غير أنه إذا كان للمدين بالفوائد في دولة متعاقدة، سواء كان مقيماً بدولة متعاقدة أو غير مقيم بها، مؤسسة مستقرة أو قاعدة ثابتة يرتبط بها الدين الذي تولد عنه الفوائد و تحملت من أجله تلك المؤسسة المستقرة أو القاعدة الثابتة تلك الفوائد، فإن تلك الفوائد تعتبر ناشئة في الدولة التي توجد فيها المؤسسة المستقرة أو القاعدة الثابتة.

7- إذا تجاوز مبلغ الفوائد بسبب علاقات خاصة تربط المدين بالمستفيد الفعلي من الفوائد أو تربط كليهما بأشخاص آخرين المبلغ المتفق عليه بين المدين والمستفيد الفعلي في غياب مثل هذه العلاقات، باعتبار الدين الذي تدفع من أجله، فإن مقتضيات هذه المادة لا تطبق إلا على هذا المبلغ الأخير. وفي هذه الحالة، يبقى الجزء الزائد من الأدعاء خاضعا للضريبة وفقا لتشريع كل دولة متعاقدة مع مراعاة المقتضيات الأخرى من هذه الاتفاقية.

المادة الثالثة عشرة

الإتاوات

1- إن الإتاوات الناشئة في دولة متعاقدة و المؤداة لمقيم بالدولة المتعاقدة الأخرى تفرض عليها الضريبة في تلك الدولة الأخرى .

2- غير أن هذه الإتاوات تفرض عليها الضريبة كذلك في الدولة المتعاقدة التي تنشأ فيها ووفقا لتشريع تلك الدولة، لكن إذا كان المستفيد الفعلي من الإتاوات مقيما بالدولة المتعاقدة الأخرى، فإن الضريبة المفروضة على هذا النحو لا يمكن أن تتجاوز عشرة بالمائة (10%) من المبلغ الإجمالي للإتاوات .

3- يقصد بلفظ "الإتاوات" المستعمل في هذه المادة الأدعاءات على اختلاف أنواعها مقابل استعمال أو الحق في استعمال حق المؤلف عن عمل أدبي أو فني أو علمي، بما في ذلك الأفلام السينمائية والأشرطة والتسجيلات الخاصة بالبيث الإذاعي أو التلفزيوني أو البيث عن طريق الأقمار الاصطناعية، أو الارتباط أو الألياف البصرية أو كل التقنيات المماثلة المستعملة في البيث الموجه للعموم، أو الأشرطة المغنطة، أو الأقراص وأقراص الليزر أو البرامج المعلوماتية، أو براءات الاختراع، أو علامات الصنع أو علامات تجارية، أو رسم أو نموذج، أو تصميم، أو صيغة أو طريقة سرية، أو استعمال أو الحق في استعمال تجهيز صناعي أو تجاري أو فلاحى أو علمي، أو مقابل معلومات لها صلة بتجربة مكتسبة في الميدان الصناعي أو التجاري أو الفلاحى أو العلمى (اكتساب المهارة)، وكذا مقابل المساعدة التقنية وتقديم الخدمات المستخدمين غير تلك المشار إليها في المادتين 14 و 15 من هذه الاتفاقية.

4- لا تطبق مقتضيات الفقرتين 1 و 2 إذا كان المستفيد من الإتاوات مقيما بدولة متعاقدة، و يمارس في الدولة المتعاقدة الأخرى الناشئة فيها الإتاوات أنشطة أعمال بواسطة مؤسسة مستقرة توجد فيها، أو مهنة مستقلة بواسطة قاعدة ثابتة توجد فيها، و كان الحق أو الملك الذي تتولد عنه الإتاوات مرتبطا فعليا:
أ) بالمؤسسة المستقرة أو القاعدة الثابتة المذكورة؛

ب) أو بأنشطة الأعمال المشار إليها في المقطع (ج) من الفقرة 1 من المادة 7.
و في هذه الحالات، تطبق مقتضيات المادة 7 أو المادة 14 حسبما يقتضيه الحال.

5- تعتبر الإتاوات ناشئة في دولة متعاقدة إذا كان المدين مقيما بتلك الدولة. غير أنه إذا كان للمدين بالإتاوات في دولة متعاقدة، سواء كان مقيما بدولة متعاقدة أو غير مقيم بها، مؤسسة مستقرة أو قاعدة ثابتة يرتبط بها العقد الذي تولد عنه أداء الإتاوات و تحملت من أجله تلك المؤسسة المستقرة أو القاعدة الثابتة تلك الإتاوات، فإن تلك الإتاوات تعتبر ناشئة في الدولة التي توجد فيها المؤسسة المستقرة أو القاعدة الثابتة.

6- إذا تجاوز مبلغ الإتاوات بسبب علاقات خاصة تربط المدين بالمستفيد الفعلي من الإتاوات أو تربط كليهما بأشخاص آخرين المبلغ المتفق عليه بين المدين والمستفيد الفعلي في غياب مثل هذه العلاقات، باعتبار الخدمات التي تدفع من أجلها، فإن مقتضيات هذه المادة لا تطبق إلا على هذا المبلغ الأخير. وفي هذه الحالة، يبقى الجزء الزائد من الأداءات خاضعا للضريبة وفقا لتشريع كل دولة متعاقدة مع مراعاة المقتضيات الأخرى من هذه الاتفاقية.

المادة الثالثة عشرة

أرباح رأس المال

1- إن الأرباح التي يحصل عليها مقيم بدولة متعاقدة عن نقل ملكية الممتلكات العقارية المشار إليها في المادة 6 والتي توجد في الدولة المتعاقدة الأخرى، تفرض عليها الضريبة في تلك الدولة المتعاقدة الأخرى.

2- إن الأرباح الناتجة عن نقل ملكية الأموال المنقولة التي تدخل في أصول مؤسسة مستقرة تملكها مقولة دولة متعاقدة في الدولة المتعاقدة الأخرى أو الأموال المنقولة التي تنتمي إلى قاعدة ثابتة يملكها مقيم بالدولة المتعاقدة الأخرى لغرض ممارسة مهنة مستقلة، بما في ذلك الأرباح الناتجة عن نقل ملكية هذه المؤسسة المستقرة (بمفردها أو مع مجموع المقاول) أو هذه القاعدة الثابتة، تفرض عليها الضريبة في تلك الدولة الأخرى.

3- إن الأرباح الناتجة عن نقل ملكية السفن أو الطائرات المستغلة في النقل الدولي أو الأرباح الناتجة عن الأموال المنقولة المخصصة لاستغلال هذه السفن أو الطائرات، تفرض عليها الضريبة فقط في الدولة المتعاقدة التي يوجد فيها مقر الإدارة الفعلية للمقولة.

4- إن الأرباح الناتجة عن نقل ملكية أسهم رأسمال شركة تتكون أموالها أساسا، بطريقة مباشرة أو غير مباشرة، من ممتلكات عقارية توجد في دولة متعاقدة تفرض عليها الضريبة في تلك الدولة.

5- إن الأرباح الناتجة عن نقل ملكية أية أموال أخرى غير تلك المشار إليها في الفقرات 1 و2 و3 و4 من هذه المادة تفرض عليها الضريبة فقط في الدولة المتعاقدة التي يقيم بها ناقل الملكية.

المادة الرابعة عشرة

المهنة المستقلة

1- إن الدخل الذي يحصل عليه مقيم بدولة متعاقدة من خلال ممارسته لمهنة حرة أو أنشطة أخرى ذات طابع مستقل تفرض عليه الضريبة فقط في تلك الدولة؛ غير أن هذا الدخل تفرض عليه الضريبة كذلك في الدولة المتعاقدة الأخرى في الحالات التالية:

أ) إذا كان هذا المقيم يتوفر بصفة اعتيادية في الدولة المتعاقدة الأخرى على قاعدة ثابتة لممارسة أنشطته؛ وفي هذه الحالة، تفرض الضريبة في الدولة المتعاقدة الأخرى على الجزء من الدخل المنسوب لهذه القاعدة الثابتة فقط؛ أو

ب) إذا كان يقطن بالدولة المتعاقدة الأخرى لفترة أو لفترات تساوي أو تتجاوز في مجموعها 183 يوما خلال أي فترة إثني عشر شهرا تبدأ أو تنتهي خلال السنة الضريبية المعنية؛ و في هذه الحالة، تفرض الضريبة في الدولة المتعاقدة الأخرى على الجزء من الدخل الناتج عن الأنشطة الممارسة في تلك الدولة الأخرى فقط .

2- تشمل عبارة "مهنة حرة" بالخصوص الأنشطة المستقلة ذات الطابع العلمي أو الأدبي أو الفني أو التربوي أو البيداغوجي، وكذا الأنشطة المستقلة للأطباء والمحامين والمهندسين والمهندسين المعماريين وأطباء الأسنان والمحاسبين .

المادة الخامسة عشرة

المهنة غير المستقلة

1- مع مراعاة مقتضيات المواد 16، 18، 19، 20 و 21، فإن الأجور والرواتب والمرتبات الأخرى المماثلة التي يحصل عليها مقيم بدولة متعاقدة برسم عمل مأجور تفرض عليها الضريبة فقط في تلك الدولة، ما عدا إذا كان العمل ممارسا في الدولة المتعاقدة الأخرى. فإذا كان هذا العمل ممارسا فيها، فإن المرتبات المحصل عليها بهذه الصفة تفرض عليها الضريبة في تلك الدولة الأخرى.

2- على الرغم من مقتضيات الفقرة 1، فإن المرتبات التي يحصل عليها مقيم بدولة متعاقدة برسم عمل مأجور يمارسه في الدولة المتعاقدة الأخرى تفرض عليها الضريبة فقط في الدولة المذكورة أولا إذا :

أ) كان المستفيد يقطن بالدولة الأخرى لفترة أو فترات لا تتجاوز في مجموعها 183 يوما خلال كل فترة إثني عشر شهرا تبدأ أو تنتهي خلال السنة الضريبية المعنية؛

ب) وكانت المرتبات مؤداة من طرف مشغل أو لحساب مشغل غير مقيم بالدولة الأخرى؛

ج) وكانت أعباء المرتبات لا تتحملها مؤسسة مستقرة أو قاعدة ثابتة يملكها المشغل في الدولة

الأخرى .

3- على الرغم من المقتضيات السابقة من هذه المادة، فإن المرتبات المحصل عليها برسم عمل مأجور على متن سفينة أو طائرة مستغلة في النقل الدولي تفرض عليها الضريبة في الدولة المتعاقدة التي يوجد فيها مقر الإدارة الفعلية للمقولة.

المادة السادسة عشرة

المكافآت ومرتبات الأطر العليا

إن المكافآت وأتعاب الحضور والتعويضات الأخرى المماثلة التي يحصل عليها مقيم بدولة متعاقدة بصفته عضوا في مجلس الإدارة أو مجلس المراقبة أو مجلس مماثل لشركة مقيمة بالدولة المتعاقدة الأخرى تفرض عليها الضريبة في تلك الدولة الأخرى.

المادة السابعة عشرة

الفنانون والرياضيون

1- على الرغم من مقتضيات المادتين 14 و 15، فإن الدخل الذي يحصل عليه مقيم بدولة متعاقدة يمارس في الدولة المتعاقدة الأخرى أنشطته الشخصية باعتباره فنانا استعراضيا كفنان المسرح أو السينما أو الإذاعة أو التلفزة، أو كوموسيقي أو كرياضي تفرض عليه الضريبة في تلك الدولة الأخرى.

2- عندما لا يعود دخل الأنشطة الممارسة شخصيا و بهذه الصفة من طرف فنان استعراضي أو رياضي للفنان أو الرياضي نفسه لكن لشخص آخر، فإن هذا الدخل، على الرغم من مقتضيات المواد 7، 14 و 15، تفرض عليه الضريبة في الدولة المتعاقدة التي تمارس فيها أنشطة الفنان الاستعراضي أو الرياضي.

3- على الرغم من مقتضيات الفقرتين 1 و 2 من هذه المادة، فإن الدخل الناتج عن الأنشطة المذكورة في الفقرة 1 في إطار برنامج للتبادل الثقافي أو الرياضي موافق عليه و ممول كلياً أو جزئياً من طرف حكومتى الدولتين المتعاقدتين و التي لا تمارس بهدف الربح، يعفى من الضريبة في الدولة المتعاقدة التي تمارس بها هذه الأنشطة.

المادة الثامنة عشرة

المعاشات و الإيرادات العمرية و منح الضمان الاجتماعي

1- مع مراعاة مقتضيات الفقرة 2 من المادة 19، فإن المعاشات و الإيرادات العمرية و غيرها من المرتبات المماثلة المؤداة لمقيم بدولة متعاقدة برسم عمل سابق، تفرض عليها الضريبة فقط في تلك الدولة.

2- إن المعاشات و الإيرادات العمرية و غيرها من المدفوعات الدورية أو الظرفية المؤداة من طرف دولة متعاقدة أو إحدى فروعها السياسية أو جماعاتها المحلية من أجل التأمين عن حوادث مستخدميها تفرض عليها الضريبة فقط في تلك الدولة.

3- على الرغم من مقتضيات الفقرة 1، فإن المعاشات و غيرها من المبالغ المؤداة طبقاً لتشريع الضمان الاجتماعي لدولة متعاقدة تفرض عليها الضريبة فقط في تلك الدولة.

المادة التاسعة عشرة

الوظائف العمومية

1- أ) إن الأجور و الرواتب و المرتبات المماثلة الأخرى، غير المعاشات، المؤداة من طرف دولة متعاقدة أو أحد فروعها السياسية أو جماعاتها المحلية لشخص طبيعي مقابل خدمات مقدمة لهذه الدولة أو لهذا الفرع أو لهذه الجماعة المحلية تفرض عليها الضريبة فقط في تلك الدولة؛

ب) غير أن هذه الأجور و الرواتب و المرتبات المماثلة الأخرى تفرض عليها الضريبة فقط في الدولة المتعاقدة الأخرى إذا كانت الخدمات مقدمة في تلك الدولة و كان الشخص الطبيعي مقيماً بتلك الدولة.

- و مواطناً لتلك الدولة؛ أو

- لم يصبح مقيماً بتلك الدولة فقط لغرض تقديم الخدمات.

2- أ) إن المعاشات المؤداة من طرف دولة متعاقدة أو أحد فروعها السياسية أو جماعاتها المحلية سواء كان ذلك مباشرة أو عن طريق الاقتطاع من ودائع تم إنشاؤها لشخص طبيعي برسم خدمات قدمها لتلك الدولة أو لذلك الفرع أو لتلك الجماعة المحلية تفرض عليها الضريبة فقط في تلك الدولة؛

ب) غير أن هذه المعاشات تفرض عليها الضريبة فقط في الدولة المتعاقدة الأخرى إذا كان الشخص الطبيعي مقيماً بتلك الدولة الأخرى و مواطناً لها.

3- تطبق مقتضيات المواد 15، 16، 17 و 18 على الأجور و الرواتب و غيرها من المرتبات المماثلة الأخرى و كذا على المعاشات المؤداة مقابل خدمات مقدمة في إطار أنشطة أعمال تمارسها دولة متعاقدة أو أحد فروعها السياسية أو جماعاتها المحلية.

المادة العشرون الطلبية و المتمرنون

إن المبالغ التي يحصل عليها طالب أو متمرن مقيم، أو كان قبل التحاقه مباشرة بدولة متعاقدة، مقيما بالدولة المتعاقدة الأخرى و يقطن بالدولة المذكورة أولا فقط لغرض متابعة دراسته أو تكوينه، و التي يتقاضاها لأجل تغطية مصاريف معيشته أو دراسته أو تكوينه لا تفرض عليها الضريبة في تلك الدولة شريطة أن تكون متأتية من مصادر خارج تلك الدولة.

المادة الواحدة و العشرون الأساتذة و الباحثون

1- إذا قام أي شخص طبيعى بزيارة دولة متعاقدة بدعوة من تلك الدولة أو من جامعة أو مؤسسة تعليمية أو أية مؤسسة ثقافية أخرى غير هادفة للحصول على ربح أو في إطار برنامج للتبادل الثقافي لفترة لا تتجاوز سنتين فقط لغرض التدريس أولقاء محاضرات أو إجراء بحوث في تلك المؤسسة، بصفته مقيما أو كان مباشرة قبل هذه الزيارة مقيما بالدولة المتعاقدة الأخرى، فإنه يعفى من الضريبة في الدولة المتعاقدة المذكورة أولا عن مرتبه الذي يحصل عليه برسم ذلك النشاط شريطة أن يكون متأتيا من مصادر خارج تلك الدولة.

2- لا تطبق مقتضيات الفقرة 1 على المرتبات المحصل عليها برسم بحوث يتم إنجازها لا للمصلحة العامة، لكن أساسا لغرض تحقيق منفعة خاصة لفائدة شخص أو أشخاص معينين.

المادة الثانية و العشرون مدا خيل أخرى

1- إن عناصر دخل مقيم بدولة متعاقدة، أيا كان مصدرها، و التي لم يتم تناولها في المواد السابقة من هذه الاتفاقية تفرض عليها الضريبة فقط في تلك الدولة.

2- لا تطبق مقتضيات الفقرة 1 على الدخل غير دخل الممتلكات العقارية كما تم تعريفها في الفقرة 2 من المادة 6 إذا كان المستفيد من ذلك الدخل مقيما بدولة متعاقدة و يمارس في الدولة المتعاقدة الأخرى أنشطة أعمال بواسطة مؤسسة مستقرة توجد فيها، أو مهنة مستقلة بواسطة قاعدة ثابتة توجد فيها، و كان الحق أو الملك الذي يتولد عنه الدخل مرتبط بها فعليا. و في هذه الحالات، تطبق مقتضيات المادة 7 أو المادة 14 حسبما يقتضيه الحال.

المادة الثالثة و العشرون تفادي الازدواج الضريبي

1- عندما يحصل مقيم بدولة متعاقدة على مداخيل تفرض عليها الضريبة في الدولة المتعاقدة الأخرى طبقا لمقتضيات هذه الاتفاقية، فإن الدولة المذكورة أولا، مع مراعاة مقتضيات الفقرة 2 تمنح على الضريبة التي تستخلصها عن مداخيل هذا المقيم خصما يساوي مبلغ الضريبة على الدخل المؤداة في تلك الدولة الأخرى. إلا أن هذا الخصم لا يمكنه أن يتجاوز الجزء من الضريبة على الدخل، المحسوبة قبل الخصم، و المطابقة للمداخيل المفروضة عليها الضريبة في تلك الدولة الأخرى.

2- لغرض منح الخصم في دولة متعاقدة، فإن الضريبة المؤداة في الدولة المتعاقدة الأخرى تعتبر كأنها تشمل الضريبة التي كان من المفترض أداؤها في تلك الدولة الأخرى و التي استفادت من تخفيض أو إعفاء في تلك الدولة طبقا لمقتضياتها القانونية المتعلقة بالحوافز الضريبية.

3 - عندما تكون المداخيل التي يحصل عليها مقيم بدولة متعاقدة معفاة من الضريبة في تلك الدولة وفقا لأي مقتضى من هذه الاتفاقية، فإن تلك الدولة، من أجل احتساب مبلغ الضريبة على باقي مداخيل المقيم، تأخذ بعين الاعتبار المداخيل المعفاة.

المادة الرابعة والعشرون عدم التمييز

1- لا يخضع مواطنو دولة متعاقدة في الدولة المتعاقدة الأخرى لأية ضريبة أو التزامات تتعلق بها، تختلف أو تكون أكثر عبئا من تلك التي يخضع لها أو يمكن أن يخضع لها مواطنو تلك الدولة الأخرى الذين يوجدون في نفس الوضعية خصوصا بالنظر إلى الإقامة. و يطبق هذا المقتضى كذلك، على الرغم من مقتضيات المادة 1، على الأشخاص غير المقيمين بدولة متعاقدة أو بالدولتين المتعاقبتين.

2- لا يخضع الأشخاص العديمو الجنسية المقيمون بدولة متعاقدة في أي من الدولتين المتعاقبتين لأية ضريبة أو التزامات تتعلق بها تختلف أو تكون أكثر عبئا من تلك التي يخضع أو يمكن أن يخضع لها مواطنو الدولة المعنية الذين يوجدون في نفس الوضعية خصوصا بالنظر إلى الإقامة.

3- إن فرض الضريبة على مؤسسة مستقرة تملكها مقولة دولة متعاقدة في الدولة المتعاقدة الأخرى لا يتم في تلك الدولة الأخرى بصفة تكون أقل أفضلية من فرض الضريبة على مقاولات تلك الدولة الأخرى التي تمارس نفس النشاط. و لا يمكن تأويل هذا المقتضى على أنه يلزم دولة متعاقدة بأن تمنح المقيمين بالدولة المتعاقدة الأخرى خصومات شخصية أو إسقاطات أو تخفيضات ضريبية بالقدر الذي تمنحه لمقيميها اعتبارا لوضعيتهم المدنية أو لأعبائهم العائلية.

4- باستثناء الحالات التي تطبق فيها مقتضيات الفقرة 1 من المادة 9 أو الفقرة 7 من المادة 11 أو الفقرة 6 من المادة 12، فإن الفوائد والإتاوات والمصاريف الأخرى المودعة من طرف مقولة دولة متعاقدة إلى مقيم بالدولة المتعاقدة الأخرى تخصم، عند تحديد أرباح تلك المقولة المفروضة عليها الضريبة، طبقا لنفس الشروط كما لو كانت مودعة إلى مقيم بالدولة المذكورة أولا.

5- إن مقاولات دولة متعاقدة يوجد رأسمالها كلها أو جزئيا، بصفة مباشرة أو غير مباشرة، في حوزة أو تحت مراقبة مقيم أو عدة مقيمين بالدولة المتعاقدة الأخرى لا تخضع في الدولة المذكورة أولا لأية ضريبة أو التزامات تتعلق بها تختلف أو تكون أكثر عبئا من تلك التي تخضع أو يمكن أن تخضع لها المقاولات المماثلة الأخرى في الدولة المذكورة أولا.

6- تطبق مقتضيات هذه المادة، على الرغم من مقتضيات المادة 2، على الضرائب بمختلف أنواعها وتسمياتها.

المادة الخامسة والعشرون المسطرة الودية

1- عندما يعتبر شخص أن التدابير المتخذة من طرف دولة متعاقدة أو من طرف الدولتين المتعاقبتين تؤدي أو ستؤدي بالنسبة له إلى فرض ضريبة غير مطابقة لمقتضيات هذه الاتفاقية، فيمكنه، و بصرف النظر عن وسائل الطعن المنصوص عليها في التشريع الداخلي لهاتين الدولتين، أن يعرض حالته على السلطة المختصة في الدولة المتعاقدة التي يقيم بها أو، إذا كانت حالته تدخل في إطار الفقرة 1 من المادة 24، على السلطة المختصة للدولة المتعاقدة التي هو مواطنها. و يجب أن تعرض هذه الحالة خلال الثلاث سنوات المالية لأول إخطار بالتدابير التي أدت إلى فرض ضريبة غير مطابقة لمقتضيات هذه الاتفاقية.

2- إذا تبين للسلطة المختصة أن الاعتراض له ما يبرره و لم تستطع بنفسها أن تصل إلى حل مرض، فإنها تحاول أن تسوي الحالة بالاتفاق الودي مع السلطة المختصة في الدولة المتعاقدة الأخرى قصد تجنب فرض ضريبة غير مطابقة لهذه الاتفاقية. و يطبق الاتفاق مهما كانت الأجال المنصوص عليها في التشريع الداخلي للدولتين المتعاقبتين.

3- تعمل السلطات المختصة في الدولتين المتعاقبتين باتفاق ودي على تسوية الصعوبات أو تبيد الشكوك التي قد تترتب عن تأويل أو تطبيق الاتفاقية. و يمكنها كذلك أن تتشاور فيما بينها قصد تجنب الازدواج الضريبي في الحالات غير المنصوص عليها في الاتفاقية.

4- يمكن للسلطات المختصة في الدولتين المتعاقبتين أن تتصل مباشرة فيما بينها، بما في ذلك بواسطة أي مجموعة تتكون من تلك السلطات أو من ممثلها، لغرض التوصل إلى اتفاق بالمفهوم الوارد في الفقرات السابقة.

المادة السادسة والعشرون تبادل المعلومات

1- تتبادل السلطات المختصة في الدولتين المتعاقبتين المعلومات المفروض أن لها صلة وثيقة فيما بينها لأجل العمل بمقتضيات هذه الاتفاقية أو لتدبير أو تطبيق التشريع الداخلي المتعلق بالضرائب، مهما كانت طبيعتها أو تسميتها والتي يتم تحصيلها لحساب الدولتين المتعاقبتين، ما دامت الضريبة المقرر فرضها لا تتعارض مع الاتفاقية. و لن تؤثر المادة 1 على تبادل المعلومات.

2- تظل المعلومات المحصل عليها عملاً بالفقرة 1 من طرف دولة متعاقدة سرية بنفس الصفة التي تطبع المعلومات المحصل عليها عملاً بالتشريع الداخلي لهذه الدولة. و لا يجوز الكشف عنها إلا للأشخاص أو للسلطات (بما فيها المحاكم والهيئات الإدارية) المكلفة بوضع أو تحصيل الضرائب المشار إليها في الفقرة 1، أو بالمساطر أو المتابعات أو القرارات الناتجة عن الطعون المتعلقة بهذه الضرائب، أو هيئات المراقبة المتعلقة بهؤلاء الأشخاص أو هذه السلطات. و لا يجوز للأشخاص أو السلطات المذكورة استعمال هذه المعلومات إلا لهذه الأغراض. و يمكنهم الكشف عنها أثناء الجلسات العمومية للمحاكم أو عند إصدار الأحكام.

3- لا يمكن بأي حال تأويل مقتضيات الفقرتين 1 و 2 على أنها تلزم دولة متعاقدة:
(أ) باتخاذ تدابير إدارية تتعارض مع التشريع و الممارسة الإدارية المعمول بهما فيها أو في الدولة المتعاقدة الأخرى؛

(ب) بتقديم معلومات لا يمكن الحصول عليها حسب التشريع أو في إطار الممارسة الإدارية العادية المعمول بها فيها أو في الدولة المتعاقدة الأخرى؛

(ج) بتقديم معلومات من شأنها كشف سر تجاري أو صناعي أو مهني أو أسلوب تجاري أو تقديم معلومات يعتبر الكشف عنها مخالفاً للنظام العام.

4- إذا طلبت المعلومات من طرف دولة متعاقدة عملاً بهذه المادة، وجب على الدولة المتعاقدة الأخرى استخدام التدابير التي تتوفر عليها للحصول على المعلومات المطلوبة حتى وإن كانت الدولة الأخرى لا تحتاج إلى تلك المعلومات لأغراض ضريبية خاصة بها. و يخضع الالتزام المشار إليه في الجملة السابقة للقيود المنصوص عليها في الفقرة 3 ما لم تكن هذه القيود تحظر على دولة متعاقدة تقديم المعلومات لمجرد أن هذه المعلومات لا تشكل مصلحة داخلية بالنسبة إليها.

5- لا يمكن بأي حال تأويل مقتضيات الفقرة 3 على أنها تسمح لدولة متعاقدة بالامتناع عن توفير معلومات لمجرد أنها توجد في حوزة مصرف أو مؤسسة مالية أخرى أو وكيل أو شخص يعمل بصفة وكيل أو بصفة مؤتمن أو لأن المعلومات المطلوبة ترتبط بحقوق ملكية أحد الأشخاص.

المادة السابعة والعشرون المساعدة لتحصيل الضرائب

1- تتفق الدولتان المتعاقدتان على تقديم المساعدة لبعضهما البعض، وفقاً لتشريعاتهما وأنظمتها، لغرض تحصيل الضرائب التي تشملها هذه الاتفاقية و كذا فوائد ومصاريف وغرامات التأخير في الأداء المرتبطة بهذه الضرائب، عندما تكون هذه المبالغ مستحقة نهائياً تطبيقاً لقوانين و أنظمة الدولة الطالبة.

2- يرفق الطلب المعد لهذا الغرض بالوثائق التي تقتضيها قوانين و أنظمة الدولة الطالبة لإثبات أن المبالغ المزمع تحصيلها مستحقة نهائياً.

3- بناء على هذه الوثائق، تتم الإعلانات والإجراءات المتعلقة بالتحصيل في الدولة المطالبة وفقاً للقوانين و الأنظمة المطبقة على تحصيل الضرائب الخاصة بها.

4- إن دين الضريبة المزمع تحصيلها لا يعتبر ديناً مميزاً في الدولة المطالبة.

المادة الثامنة والعشرون أعضاء البعثات الدبلوماسية و المراكز القنصلية

لا تمس مقتضيات هذه الاتفاقية بالامتيازات الجبائية التي يستفيد منها أعضاء البعثات الدبلوماسية أو المراكز القنصلية سواء بموجب القواعد العامة للقانون الدولي أو بموجب مقتضيات اتفاقات خاصة.

المادة التاسعة والعشرون الدخول حيز التنفيذ

تدخل هذه الاتفاقية حيز التنفيذ من تاريخ تبادل آخر الإخطارين الكتابي الذي تخطر به الدولتين المتعاقبتين إحداهما الأخرى، عبر القنوات الدبلوماسية، بإتمام الإجراءات القانونية اللازمة وفقاً لتشريعاتهما لدخول هذه الاتفاقية حيز التنفيذ. و تطبيق مقتضياتها:

(أ) بالنسبة للضرائب المستحقة من المصدر، عن المبالغ المؤداة أو المقرضة ابتداء من أو بعد فاتح يناير من السنة المدنية الموالية لسنة دخول هذه الاتفاقية حيز التنفيذ؛

(ب) و بالنسبة للضرائب الأخرى، عن كل سنة أو فترة ضريبية تبدأ في أو بعد فاتح يناير من السنة المدنية الموالية لسنة دخول هذه الاتفاقية حيز التنفيذ.

المادة الثلاثون إلغاء الاتفاقية

تظل هذه الاتفاقية سارية المفعول ما لم يتم إلغاء العمل بها من طرف دولة متعاقدة. و يمكن لكل دولة متعاقدة أن تلغي العمل بالاتفاقية عبر القنوات الدبلوماسية بواسطة إخطار في حدود ستة أشهر على الأقل قبل نهاية السنة المدنية الموالية لمدة خمس سنوات تبدأ من سنة دخول الاتفاقية حيز التنفيذ. و في هذه الحالة، ينتهي العمل بالاتفاقية:

(أ) بالنسبة للضرائب المستحقة من المصدر، عن المبالغ المؤداة أو المقرضة ابتداء من أو بعد فاتح يناير من السنة المدنية الموالية لسنة الإخطار بإلغاء الاتفاقية؛

(ب) بالنسبة للضرائب الأخرى، عن كل سنة أو فترة ضريبية تبدأ في أو بعد فاتح يناير من السنة المدنية الموالية لسنة الإخطار بإلغاء الاتفاقية.

و إثباتاً لما تقدم، قام الموقعان أدناه بموجب السلطة المخولة لهما في هذا الصدد من طرف حكومتهما بالتوقيع على هذه الاتفاقية.

حرر في نظيرين في الرباط بتاريخ 11 ماي 2010 باللغات العربية والمقدونية والإنجليزية، ولكافة النصوص نفس الحجية. و في حالة الاختلاف في التأويل، يرجح النص باللغة الإنجليزية.

عن

حكومة جمهورية مقدونيا

عن

حكومة المملكة المغربية

❑ MADAGASCAR

- **Dahir n° 1-17-34 du 8 hija 1438 (30 août 2017) portant promulgation de la loi n° 09-17 portant approbation de la Convention faite à Antananarivo le 21 novembre 2016 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la République de Madagascar tendant à éviter la double imposition et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu (1)**

LOUANGE A DIEU SEUL!

(Grand Sceau de Sa Majesté Mohammed VI)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur!

Que Notre Majesté Chérifienne,

Vu la Constitution, notamment ses articles 42, 50 et 55 (2^e alinéa),

A décidé ce qui suit :

Est promulguée et sera publiée au *Bulletin officiel*, à la suite du présent dahir, la loi n° 09-17 portant approbation de la Convention faite à Antananarivo le 21 novembre 2016 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la République de Madagascar tendant à éviter la double imposition et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu, telle qu'adoptée par la Chambre des représentants et la Chambre des conseillers.

Fait à Rabat, le 8 hija 1438 (30 août 2017).

Pour contresigner :

Le Chef du gouvernement,

Saad Dine El Otmani.

*

* *

(1) *B.O.* n° 6606 du 21 septembre 2017.

Le texte en langue arabe a été publié dans l'édition générale du *Bulletin officiel* n° 6605 du 27 hija 1438 (18 septembre 2017).

Loi n° 09-17 portant approbation de la Convention faite à Antananarivo le 21 novembre 2016 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la République de Madagascar tendant à éviter la double imposition et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu

Article unique

Est approuvée la Convention faite à Antananarivo le 21 novembre 2016 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la République de Madagascar tendant à éviter la double imposition et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu.

❑ MALAISIE

- **Dahir n° 1-02-222 du 8 safar 1428 (26 février 2007) portant publication de la Convention faite à Rabat le 2 juillet 2001 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la Malaisie tendant à éviter la double imposition et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu (1)**

[...]

Convention entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la Malaisie tendant à éviter la double imposition et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu

Le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la Malaisie, désireux de conclure une convention tendant à éviter la double imposition et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu, sont convenus des dispositions suivantes :

Article 1 : Personnes visées

La présente convention s'applique aux personnes qui sont des résidents d'un Etat contractant ou des deux Etats contractants.

Article 2 : Impôts visés

1. La présente convention s'applique aux impôts sur le revenu perçus pour le compte d'un Etat contractant, quel que soit le système de perception.
2. Les impôts actuels auxquels s'applique la convention sont notamment :
 - a) en ce qui concerne le Royaume du Maroc :
 - (i) l'impôt général sur le revenu ;
 - (ii) l'impôt sur les sociétés ;
 - (iii) la taxe sur le produit des actions, parts sociales et revenus assimilés ;
 - (iv) la taxe sur les profits immobiliers ;
 - (v) la participation à la solidarité nationale ; et
 - (vi) la taxe sur les produits de placements à revenu fixe ;
 (ci-après dénommés « impôt marocain ») et

(1) B.O. n° 5514 du 5 avril 2007.

Le texte en langue arabe a été publié dans l'édition générale du *Bulletin officiel* n° 5510 du 2 rabii I 1428 (22 mars 2007).

- b) en ce qui concerne la Malaisie :
 - (i) l'impôt sur le revenu ;
 - (ii) l'impôt sur le revenu pétrolier ;(ci-après dénommés « impôt malaisien »).
- 3. La convention s'applique aussi aux impôts de nature identique ou analogue qui seraient établis après la date de signature de la convention et qui s'ajouteraient aux impôts actuels ou qui les remplaceraient. Les autorités compétentes des Etats contractants se communiquent les modifications significatives apportées à leurs législations fiscales respectives.

Article 3 : Définitions générales

- 1. Au sens de la présente convention, à moins que le contexte n'exige une interprétation différente :
 - a) (i) le terme « Maroc » désigne le Royaume du Maroc et,
 - (ii) lorsqu'il est employé dans un sens géographique, le terme « Maroc » comprend :
 - (*) le territoire du Royaume du Maroc, sa mer territoriale, et
 - (**) le lit de mer et le sous-sol de la zone maritime adjacente aux côtes, mais au-delà de la mer territoriale et la zone économique exclusive sur laquelle le Maroc exerce ses droits souverains, conformément à sa législation et au droit international, aux fins de l'exploration et de l'exploitation des richesses naturelles de ces zones (plateau continental) ;
 - b) le terme « Malaisie » désigne les territoires de la Fédération de Malaisie, les mers territoriales de la Malaisie et le lit de mer et le sous-sol de la mer territoriale, y compris toute zone maritime au-delà des mers territoriales de la Malaisie, et le lit de mer et le sous-sol de ces zones, sur lesquels la Malaisie exerce ses droits souverains conformément au droit international, aux fins de l'exploration et de l'exploitation des ressources naturelles, qu'elles soient vivantes ou non vivantes ;
 - c) les expressions « un Etat contractant » et « l'autre Etat contractant » désignent, la Malaisie ou le Maroc, suivant le contexte ;
 - d) le terme « personne » comprend les personnes physiques, les sociétés et tous autres groupements de personnes qui sont considérés comme une personne morale aux fins d'imposition ;
 - e) le terme « société » désigne toute personne morale ou toute autre entité qui est considérée comme une personne morale aux fins d'imposition ;
 - f) les expressions « entreprise d'un Etat contractant » et « entreprise de l'autre Etat contractant » désignent respectivement une entreprise exploitée par un résident d'un Etat contractant et une entreprise exploitée par un résident de l'autre Etat contractant ;

- g) le terme « impôt » désigne l'impôt malaisien ou l'impôt marocain suivant le contexte ;
 - h) le terme « national » désigne :
 - (i) en Malaisie, toute personne physique qui possède la citoyenneté de la Malaisie et toute personne morale, société de personnes et toute autre entité constituée conformément à la législation en vigueur en Malaisie ;
 - (ii) au Maroc, toute personne physique qui possède la nationalité marocaine et toute personne morale, société de personnes, association et toute autre entité constituées conformément à la législation en vigueur au Maroc ;
 - i) l'expression « trafic international » désigne tout transport effectué par un navire ou un aéronef exploité par une entreprise d'un Etat contractant, sauf lorsque le navire ou l'aéronef n'est exploité qu'entre des points situés dans l'autre Etat contractant ;
 - j) l'expression « autorité compétente » désigne :
 - (i) dans le cas de la Malaisie, le Ministre des Finances ou son représentant dûment autorisé ;
 - (ii) dans le cas du Maroc, le Ministre des Finances ou son représentant dûment autorisé ;
 - k) le terme « entité statutaire » désigne toute entité instituée par ou en vertu d'une loi spécifique pour assurer une fonction gouvernementale.
2. Pour l'application de la convention par un Etat contractant, tout terme ou expression qui n'y est pas défini a, sauf si le contexte exige une interprétation différente, le sens que lui attribue le droit de cet Etat concernant les impôts auxquels s'applique la convention.

Article 4 : Résidence

1. Au sens de la présente convention, l'expression « résident d'un Etat contractant » désigne :
- a) dans le cas du Royaume du Maroc, une personne qui, en vertu de la législation interne, y est assujettie à l'impôt en raison de son domicile, de sa résidence, de son lieu de direction, siège ou autre critère de nature analogue, et
 - b) dans le cas de la Malaisie, une personne qui est un résident de la Malaisie aux fins de l'impôt malaisien
2. Lorsque, selon les dispositions du paragraphe 1, une personne physique est un résident des deux Etats contractants, sa situation est réglée conformément aux règles suivantes :
- a) cette personne est considérée comme un résident de l'Etat où elle dispose d'un foyer d'habitation permanent : si elle dispose d'un foyer d'habitation permanent

- dans les deux Etats, elle est considérée comme un résident de l'Etat avec lequel ses liens personnels et économiques sont les plus étroits (centre des intérêts vitaux) ;
- b) si l'Etat où cette personne a le centre de ses intérêts vitaux ne peut pas être déterminé, ou si elle ne dispose d'un foyer d'habitation permanent dans aucun des Etats, elle est considérée comme un résident de l'Etat où elle séjourne de façon habituelle ;
 - c) si cette personne séjourne de façon habituelle dans les deux Etats, ou si elle ne séjourne de façon habituelle dans aucun d'eux, elle est considérée comme un résident de l'Etat dont elle possède la nationalité ;
 - d) si cette personne possède la nationalité des deux Etats, ou si elle ne possède la nationalité d'aucun d'eux, les autorités compétentes des Etats contractants tranchent la question d'un commun accord
3. Lorsque, selon les dispositions du paragraphe 1, une personne autre qu'une personne physique est un résident des deux Etats contractants, elle est considérée comme un résident de l'Etat où son siège de direction effective est situé.

Article 5: Etablissement stable

1. Au sens de la présente convention, l'expression « établissement stable » désigne une installation fixe d'affaires par l'intermédiaire de laquelle une entreprise exerce tout ou partie de son activité.
2. L'expression « établissement stable » comprend notamment :
 - a) un siège de direction ;
 - b) une succursale ;
 - c) un bureau ;
 - d) une usine ;
 - e) un atelier ;
 - f) une mine, un puits de pétrole ou de gaz, une carrière ou tout autre lieu d'extraction de ressources naturelles y compris le bois et les autres produits forestiers ;
 - g) une ferme ou une plantation ;
 - h) un chantier de construction, de montage ou des activités de surveillance s'y exerçant mais seulement lorsque le chantier ou ces activités ont une durée supérieure à huit mois
3. On considère qu'il n'y a pas « établissement stable » si :
 - a) il est fait usage d'installations aux seules fins de stockage, d'exposition ou de livraison de biens ou de marchandises appartenant à l'entreprise ;

- b) des biens ou marchandises appartenant à l'entreprise sont entreposées aux seules fins de stockage, d'exposition ou de livraison ;
- c) des biens ou marchandises appartenant à l'entreprise sont entreposées aux seules fins de transformation par une autre entreprise ;
- d) une installation fixe d'affaires est utilisée aux seules fins d'acheter des biens ou marchandises ou de réunir des informations pour l'entreprise ;
- e) une installation fixe d'affaires est utilisée aux seules fins d'exercer, pour l'entreprise, toute autre activité de caractère préparatoire ou auxiliaire ;
- f) une installation fixe d'affaires est utilisée aux seules fins de l'exercice cumulé d'activités mentionnées aux alinéas a) à e), à condition que l'activité d'ensemble de l'installation fixe d'affaires résultant de ce cumul garde un caractère préparatoire ou auxiliaire.

4. Nonobstant les dispositions des paragraphes 1 et 2, lorsqu'une personne – autre qu'un agent jouissant d'un statut indépendant auquel s'applique le paragraphe 6 – agit dans un Etat contractant pour le compte d'une entreprise et dispose de pouvoirs, qu'elle y exerce habituellement lui permettant de conclure des contrats au nom de l'entreprise, cette entreprise est considérée comme ayant un établissement stable dans cet Etat pour toutes les activités que cette personne exerce pour l'entreprise, à moins que les activités de cette personne ne soient limitées à celles qui sont énumérées au paragraphe 3 et qui, exercées par l'intermédiaire d'une installation fixe d'affaires, ne feraient pas de cette installation fixe d'affaires un établissement stable au sens des dispositions de ce paragraphe.

5. Une entreprise n'est pas considérée comme ayant un établissement stable dans un Etat contractant du seul fait qu'elle y exerce son activité par l'entremise d'un courtier, d'un commissionnaire général ou de tout autre agent jouissant d'un statut indépendant, à condition que ces personnes agissent dans le cadre ordinaire de leur activité.

Toutefois, lorsque les activités d'un tel agent sont exercées exclusivement ou presque exclusivement pour le compte de cette entreprise, il n'est pas considéré comme un agent jouissant d'un statut indépendant si les relations entre l'agent et l'entreprise ne sont pas établies dans des conditions de pleine concurrence.

6. Le fait qu'une société qui est un résident d'un Etat contractant contrôle ou est contrôlée par une société qui est un résident de l'autre Etat contractant ou qui y exerce son activité (que ce soit par l'intermédiaire d'un établissement stable ou non) ne suffit pas, en lui-même, à faire de l'une quelconque de ces sociétés un établissement stable de l'autre.

Article 6: Revenus immobiliers

1. Les revenus qu'un résident d'un Etat contractant tire de biens immobiliers situés dans l'autre Etat contractant, sont imposables dans l'autre Etat, conformément à sa législation interne et sans préjudice des dispositions de l'article 7.
2. Au Sens de la présente convention, l'expression « biens immobiliers » a le sens que lui attribue le droit de l'Etat contractant où les biens considérés sont situés. L'expression comprend, en tous cas, les accessoires aux biens immobiliers, le cheptel mort ou vif des exploitations agricoles et forestières, les droits auxquels s'appliquent les dispositions du droit privé concernant la propriété foncière, l'usufruit des biens immobiliers et les droits à des paiements variables ou fixes pour l'exploitation ou la concession de l'exploitation de gisements minéraux, puits de pétrole ou de gaz, carrière ou tout autre lieu d'extraction de ressources naturelles y compris les bois et autres produits forestiers. Les navires, bateaux et aéronefs ne sont pas considérés comme des biens immobiliers.
3. Les dispositions du paragraphe 1 s'appliquent aux revenus provenant de l'exploitation directe, de la location ainsi que de toute autre forme d'exploitation des biens immobiliers.
4. Les dispositions des paragraphes 1 et 3 s'appliquent également aux revenus provenant des biens immobiliers d'une entreprise ainsi qu'aux revenus des biens immobiliers servant à l'exercice d'une profession indépendante.

Article 7: Bénéfices des entreprises

1. Les bénéfices d'une entreprise d'un Etat contractant ne sont imposables que dans cet Etat contractant, à moins que l'entreprise n'exerce son activité dans l'autre Etat contractant par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé. Si l'entreprise exerce son activité d'une telle façon, les bénéfices de l'entreprise sont imposables dans l'autre Etat mais uniquement dans la mesure où ils sont imputables à cet établissement stable.
2. Sous réserve des dispositions du paragraphe 3, lorsqu'une entreprise d'un Etat contractant exerce son activité dans l'autre Etat contractant par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé, il est imputé, dans chaque Etat contractant, à cet établissement stable les bénéfices qu'il aurait pu réaliser s'il avait constitué une entreprise distincte et séparée exerçant des activités identiques ou analogues dans des conditions identiques ou analogues et traitant en toute indépendance avec l'entreprise dont il constitue un établissement stable.
3. Pour déterminer les bénéfices d'un établissement stable, sont admises en déduction les dépenses, y compris les dépenses de direction et les frais généraux d'administration qui peuvent être déductibles si l'établissement stable était une entreprise indépendante, et si elles sont raisonnablement attribuées à

l'établissement stable, soit dans l'Etat où est situé cet établissement stable, soit ailleurs.

4. Si les informations obtenues par les autorités compétentes sont inadéquates pour déterminer les bénéfices imputables à un établissement stable d'une entreprise, aucune disposition de cet article n'empêche l'application de toute loi de cet Etat pour la détermination par l'autorité compétente de l'impôt exigible d'une personne, de manière discrétionnaire ou par estimation, à condition que la loi soit applicable et que l'information disponible aux autorités compétentes le leur permette, conformément aux principes énoncés dans cet article.
5. Aucun bénéfice n'est imputé à un établissement stable du fait qu'il a simplement acheté des biens et des marchandises pour l'entreprise.
6. Aux fins des paragraphes précédents, les bénéfices à imputer à l'établissement stable sont déterminés chaque année selon la même méthode, à moins qu'il n'existe des motifs valables et suffisants de procéder autrement.
7. Lorsque les bénéfices comprennent des éléments de revenus traités séparément dans d'autres articles de la présente convention, les dispositions desdits articles ne sont pas affectées par les dispositions du présent article.

Article 8 : Navigation maritime et aérienne

1. Les bénéfices provenant de l'exploitation, en trafic international, de navires ou d'aéronefs par une entreprise d'un Etat contractant ne sont imposables que dans cet Etat.
2. Le paragraphe 1 s'applique aussi à la fraction des bénéfices provenant de l'exploitation de navires ou d'aéronefs par une entreprise d'un Etat contractant de sa participation à un pool, une exploitation en commun ou un organisme international d'exploitation.

Article 9 : Entreprises associées

1. Lorsque :
 - a) une entreprise d'un Etat contractant participe directement ou indirectement à la direction, au contrôle ou au capital d'une entreprise de l'autre Etat contractant, ou que
 - b) les mêmes personnes participent directement ou indirectement à la direction, au contrôle ou au capital d'une entreprise d'un Etat contractant et d'une entreprise de l'autre Etat contractant,

et que, dans l'un et l'autre cas, les deux entreprises sont, dans leurs relations commerciales ou financières, liées par des conditions convenues ou imposées, qui diffèrent de celles qui seraient convenues entre des entreprises indépendantes, les

bénéfices qui, sans ces conditions, auraient été réalisés par l'une des entreprises mais n'ont pu l'être en fait à cause de ces conditions, peuvent être inclus dans les bénéfices de cette entreprise et imposés en conséquence.

Article 10: Dividendes

1. Les dividendes payés par une société qui est un résident d'un Etat contractant à un résident de l'autre Etat contractant sont imposables dans cet autre Etat.
2. Toutefois, ces dividendes sont aussi imposables dans l'Etat contractant dont la société qui paie les dividendes est un résident, et selon la législation de cet Etat, mais si la personne qui reçoit les dividendes en est le bénéficiaire effectif, l'impôt ainsi établi ne peut excéder 10 pour cent du montant brut des dividendes. Toutefois, si le bénéficiaire effectif est une société (autre qu'une société de personnes) qui détient directement au moins 10 pour cent du capital de la société qui paie les dividendes, l'impôt ainsi établi ne peut excéder 5 pour cent du montant brut des dividendes.

Ce paragraphe n'affecte pas l'imposition de la société au titre des bénéfices qui servent au paiement des dividendes.

3. Le terme « dividendes » employé dans le présent article désigne les revenus provenant d'actions, ou autres parts bénéficiaires à l'exception des créances, ainsi que les revenus d'autres parts sociales, soumis au même régime fiscal que les revenus d'actions par la législation de l'Etat dont la société distributrice est un résident.
4. Les dispositions des paragraphes 1 et 2 ne s'appliquent pas lorsque le bénéficiaire effectif des dividendes, résident d'un Etat contractant, exerce dans l'autre Etat contractant dont la société qui paie les dividendes est un résident, une activité industrielle ou commerciale par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé, et que la participation génératrice des dividendes s'y rattache effectivement. Dans ce cas, les dispositions de l'article 7 sont applicables.
5. Lorsqu'une société qui est un résident d'un Etat contractant tire des bénéfices ou des revenus de l'autre Etat contractant, cet autre Etat ne peut percevoir aucun impôt sur les dividendes payés par la société aux personnes qui ne sont pas des résidents de cet autre Etat, ni prélever aucun impôt, au titre de l'imposition des bénéfices non distribués, sur les bénéfices non distribués de la société, même si les dividendes payés ou les bénéfices non distribués consistent en tout ou en partie en bénéfices ou revenus provenant de cet autre Etat.

Article 11: Intérêts

1. Les intérêts provenant d'un Etat contractant et payés à un résident de l'autre Etat contractant sont imposables dans cet autre Etat.

2. Toutefois, ces intérêts sont aussi imposables dans l'Etat contractant d'où ils proviennent et selon la législation de cet Etat, mais si la personne qui reçoit les intérêts en est le bénéficiaire effectif, l'impôt ainsi établi ne peut excéder 10% pour cent du montant brut des intérêts.
3. Nonobstant les dispositions du paragraphe 2, le Gouvernement d'un Etat contractant est exonérés d'impôt dans l'autre Etat contractant au titre des intérêts provenant du Gouvernement de l'autre Etat contractant.
4. Pour les besoins du paragraphe 3, le terme « Gouvernement » :
 - a) dans le cas du Maroc, désigne le Gouvernement du Royaume du Maroc et comprend :
 - (i) les collectivités locales ;
 - (ii) les entités statutaires assumant des fonctions gouvernementales ;
 - (iii) Bank Al-Maghrib ; et
 - (iv) La Banque marocaine du commerce extérieur.
 - b) dans le cas de la Malaisie, désigne le Gouvernement de Malaisie et comprend :
 - (i) les gouvernements des Etats ;
 - (ii) les collectivités locales ;
 - (iii) les entités statutaires assumant des fonctions gouvernementales ;
 - (iv) La Banque Import-Export de Malaisie Berhad (EXIM BANK) ; et
 - (v) la Banque Negara de Malaisie.
5. Le terme « intérêts » employé dans le présent article désigne les revenus des créances de toute nature, assorties ou non de garanties hypothécaires ou d'une clause de participation aux bénéfices du débiteur, et notamment les revenus des fonds publics et des obligations d'emprunts. Les pénalisations pour paiement tardif ne sont pas considérées comme des intérêts au sens du présent article.
6. Les dispositions des paragraphes 1, 2 et 3 ne s'appliquent pas lorsque le bénéficiaire effectif des intérêts, résident d'un Etat contractant, exerce dans l'autre Etat contractant d'où proviennent les intérêts, une activité industrielle ou commerciale par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé, et que la créance génératrice des intérêts s'y rattache effectivement. Dans ce cas, les dispositions de l'article 7 sont applicables.
7. Les intérêts sont considérés comme provenant d'un Etat contractant lorsque le débiteur est cet Etat lui-même, une subdivision politique, une collectivité locale, une entité statutaire ou un résident de cet Etat. Toutefois, lorsque le débiteur des intérêts, qu'il soit ou non un résident d'un Etat contractant, a dans un Etat contractant un établissement stable, pour lequel la dette donnant lieu au paiement des intérêts a été contractée et qui supporte la charge de ces intérêts, ceux-ci sont considérés comme provenant de l'Etat où l'établissement stable est situé.

8. Lorsque, en raison de relations spéciales existant entre le débiteur et le bénéficiaire effectif ou que l'un et l'autre entretiennent avec de tierces personnes, le montant des intérêts, compte tenu de la créance pour laquelle ils sont payés, excède celui dont seraient convenus le débiteur et le bénéficiaire effectif en l'absence de pareilles relations, les dispositions du présent article ne s'appliquent qu'à ce dernier montant. Dans ce cas, la partie excédentaire des paiements reste imposable selon la législation de chaque Etat contractant et compte tenu des autres dispositions de la présente convention.

Article 12: Redevances

1. Les redevances provenant d'un Etat contractant et payées à un résident de l'autre Etat contractant sont imposables dans cet autre Etat.
2. Toutefois, ces redevances sont aussi imposables dans l'Etat contractant d'où elles proviennent et selon la législation de cet Etat, mais si la personne qui reçoit les redevances en est le bénéficiaire effectif, l'impôt ainsi établi ne peut excéder 10% pour cent du montant brut des redevances.
3. Le terme « redevances » employé dans le présent article désigne les rémunérations de toute nature payées pour l'usage ou la concession de l'usage d'un droit d'auteur sur une œuvre littéraire, artistique ou scientifique (y compris les films cinématographiques, et les films ou bandes utilisés pour les émissions radiophoniques ou télévisées), d'un brevet, d'une marque de fabrique ou de commerce, d'un dessin ou d'un modèle, d'un plan, d'une formule ou d'un procédé secrets, ou pour l'usage ou la concession de l'usage d'un équipement industriel, commercial ou scientifique ou pour des informations ayant trait à une expérience acquise dans le domaine industriel, commercial ou scientifique (savoir-faire).
4. Les dispositions des paragraphes 1 et 2 ne s'appliquent pas lorsque le bénéficiaire effectif des redevances, résident d'un Etat contractant, exerce dans l'autre Etat contractant d'où proviennent les redevances, une activité industrielle ou commerciale par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé, et que le droit ou le bien générateur des redevances s'y rattache effectivement. Dans ce cas, les dispositions de l'article 7 sont applicables.
5. Les redevances sont considérées comme provenant d'un Etat contractant lorsque le débiteur est cet Etat lui-même, une subdivision politique, une collectivité locale, une entité statutaire ou un résident de cet Etat. Toutefois, lorsque le débiteur des redevances, qu'il soit ou non un résident d'un Etat contractant, a dans un Etat contractant un établissement stable pour lequel l'engagement donnant lieu au paiement des redevances a été contracté et qui supporte la charge de ces redevances, celles-ci sont considérées comme provenant de l'Etat où l'établissement stable est situé.

6. Lorsque, en raison de relations spéciales existant entre le débiteur et le bénéficiaire effectif ou que l'un et l'autre entretiennent avec de tierces personnes, le montant des redevances payées, compte tenu de la prestation pour laquelle elles sont payées, excède celui dont seraient convenus le débiteur et le bénéficiaire effectif en l'absence de pareilles relations, les dispositions du présent article ne s'appliquent qu'à ce dernier montant. Dans ce cas, la partie excédentaire des paiements reste imposable selon la législation de chaque Etat contractant et compte tenu des autres dispositions de la présente convention.

Article 13 : Honoraires pour assistance technique

1. Les honoraires pour assistance technique provenant de l'un des Etats contractants et payés à un résident de l'autre Etat contractant qui en est le bénéficiaire effectif, et qui est soumis à l'impôt dans cet autre Etat, au titre de ces honoraires, sont imposables dans le premier Etat contractant à un taux qui ne peut excéder 10 pour cent du montant brut des honoraires pour assistance technique.
2. Le terme « honoraires pour assistance technique » employé dans le présent article désigne les rémunérations de toute nature, payées à toute personne, autre qu'un employé travaillant pour le compte de la personne qui verse ces rémunérations, en contrepartie de services rendus de nature technique, managériale ou de consultant.
3. Les dispositions du paragraphe 1 de cet article ne s'appliquent pas lorsque le bénéficiaire effectif des honoraires pour assistance technique, résident d'un Etat contractant, exerce dans l'autre Etat contractant d'où proviennent les honoraires pour assistance technique, soit une activité industrielle ou commerciale par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé, soit une profession indépendante, et que le droit ou le bien générateur des honoraires pour assistance technique, s'y rattache effectivement. Dans ce cas, les dispositions de l'article 7 ou de l'article 15, suivant le cas, sont applicables.
4. Les honoraires pour assistance technique sont considérés comme provenant d'un Etat contractant lorsque le débiteur est cet Etat lui-même, une subdivision politique, une collectivité locale, une entité statutaire ou un résident de cet Etat. Toutefois, lorsque le débiteur des honoraires pour assistance technique, qu'il soit ou non un résident d'un Etat contractant, a dans un Etat contractant un établissement stable pour lequel l'engagement donnant lieu au paiement des honoraires pour assistance technique a été contracté et qui supporte la charge de ces honoraires pour assistance technique, ceux-ci sont considérés comme provenant de l'Etat où l'établissement stable est situé.
5. Lorsque, en raison de relations spéciales existant entre le débiteur et le bénéficiaire effectif ou que l'un et l'autre entretiennent avec de tierces personnes,

le montant des honoraires pour assistance technique, compte tenu de la prestation pour laquelle ils sont payés, excède celui dont seraient convenus le débiteur et le bénéficiaire effectif en l'absence de pareilles relations, les dispositions du présent article ne s'appliquent qu'à ce dernier montant. Dans ce cas, la partie excédentaire des paiements reste imposable selon la législation de chaque Etat contractant et compte tenu des autres dispositions de la présente convention.

Article 14: Gains provenant de l'aliénation de biens

1. Les gains provenant de l'aliénation de biens immobiliers visés au paragraphe 2 de l'article 6 sont imposables dans l'Etat contractant où ces biens sont situés.
2. Les gains provenant de l'aliénation de biens mobiliers qui font partie de l'actif d'un établissement stable qu'une entreprise d'un Etat contractant a dans l'autre Etat contractant, où de biens mobiliers dont un résident d'un Etat contractant dispose dans l'autre Etat contractant pour l'exercice d'une profession indépendante, y compris de tels gains provenant de l'aliénation de cet établissement stable (seul ou avec l'ensemble de l'entreprise), sont imposables dans cet autre Etat. Toutefois, les gains provenant de l'aliénation de navires ou d'aéronefs exploités en trafic international par une entreprise d'un Etat contractant, ou de biens mobiliers affectés à l'exploitation de ces navires ou aéronefs, ne sont imposables que dans l'Etat contractant dont l'entreprise est un résident.
3. Les gains provenant de l'aliénation de tous biens autres que ceux visés aux paragraphes 1 et 2 du présent article ne sont imposables que dans l'Etat contractant dont le cédant est un résident.

Article 15: Professions indépendantes

1. Les revenus qu'un résident d'un Etat contractant tire d'une profession libérale ou d'autres activités de caractère indépendant de même nature ne sont imposables que dans cet Etat. Toutefois, ces revenus sont aussi imposables dans l'autre Etat contractant dans les cas suivants:
 - a) si son séjour dans l'autre Etat contractant s'étend sur une période ou des périodes d'une durée totale égale ou supérieure à 183 jours durant l'année civile considérée; ou
 - b) si la rémunération en contrepartie des services rendus dans l'autre Etat provient soit des résidents de cet Etat ou est supportée par un établissement stable qu'une personne non résidente de cet Etat a dans cet Etat et qui, dans les deux cas excède 5000 dollars US durant l'année civile concernée, nonobstant le fait que son séjour dans cet Etat s'étend sur une période ou des périodes ne dépassant pas 183 jours durant cette année civile.

2. L'expression « profession libérale » comprend notamment les activités indépendantes d'ordre scientifique, littéraire, artistique, éducatif ou pédagogique, ainsi que les activités indépendantes des médecins, avocats, ingénieurs, architectes, dentistes et comptables.

Article 16 : Professions dépendantes

1. Sous réserve des dispositions des articles 17, 19, 20, 21 et 22, les salaires, traitements et autres rémunérations similaires qu'un résident d'un Etat contractant reçoit au titre d'un emploi salarié ne sont imposables que dans cet Etat, à moins que l'emploi ne soit exercé dans l'autre Etat contractant. Si l'emploi y est exercé, les rémunérations reçues à ce titre sont imposables dans cet autre Etat.
2. Nonobstant les dispositions du paragraphe 1, les rémunérations qu'un résident d'un Etat contractant reçoit au titre d'un emploi salarié exercé dans l'autre Etat contractant ne sont imposables que dans le premier Etat si :
 - a) le bénéficiaire séjourne dans l'autre Etat contractant pendant une période ou des périodes n'excédant pas au total 183 jours durant l'année civile considérée, et
 - b) les rémunérations sont payées par un employeur ou pour le compte d'un employeur qui n'est pas un résident de l'autre Etat ; et
 - c) la charge des rémunérations n'est pas supportée par un résident de l'autre Etat contractant ou par un établissement stable que l'employeur a dans l'autre Etat.
3. Nonobstant les dispositions précédentes du présent article, les rémunérations reçues au titre d'un emploi salarié exercé à bord d'un navire ou d'un aéronef exploité en trafic international par une entreprise d'un Etat contractant sont imposables dans cet Etat.

Article 17 : Tantièmes

Les tantièmes, jetons de présence et autres rétributions similaires qu'un résident d'un Etat contractant reçoit en sa qualité de membre du conseil d'administration d'une société qui est un résident de l'autre Etat contractant sont imposables dans cet autre Etat.

Article 18 : Artistes et sportifs

1. Nonobstant les dispositions des articles 15 et 16, les revenus qu'un résident d'un Etat contractant tire de ses activités personnelles exercées dans l'autre Etat contractant en tant qu'artiste du spectacle, tel qu'un artiste de théâtre, de cinéma, de la radio ou de la télévision, ou qu'un musicien, ou en tant que sportif, sont imposables dans cet autre Etat.

2. Lorsque les revenus d'activités qu'un artiste du spectacle ou un sportif exerce personnellement et en cette qualité sont attribués non pas à l'artiste ou au sportif lui-même mais à une autre personne, ces revenus sont imposables, nonobstant les dispositions des articles 7, 15 et 16, dans l'Etat contractant où les activités de l'artiste ou du sportif sont exercées.
3. les dispositions des paragraphes 1 et 2 ne s'appliquent pas aux rémunérations ou bénéfices provenant d'activités exercées dans un Etat contractant si la visite dans cet Etat est directement ou indirectement financée entièrement ou partiellement par des fonds publics, une subdivision politique, une collectivité locale ou une entité statutaire de l'autre Etat contractant.

Article 19: Pensions

Sous réserve des dispositions du paragraphe 2 de l'article 20, les pensions et autres rémunérations similaires au titre d'un emploi antérieur, provenant d'un Etat contractant et payées à un résident de l'autre Etat contractant, ne sont imposables que dans cet autre Etat.

Article 20: Fonctions publiques

1. a) Les rémunérations, autres que les pensions, payées par un Etat contractant, l'une de ses subdivisions politiques, collectivités locales ou entités statutaires à une personne physique, au titre de services rendus à cet Etat ou à cette subdivision, collectivité ou entité statutaire, ne sont imposables que dans cet Etat.
- b) Toutefois, ces rémunérations ne sont imposables que dans l'autre Etat contractant si les services sont rendus dans cet autre Etat et si le bénéficiaire est un résident de cet autre Etat qui :
 - (i) possède la nationalité de cet autre Etat, ou
 - (ii) n'est pas devenu un résident de cet autre Etat à seule fin de rendre les services.
2. Les pensions payées par un Etat contractant, ou l'une de ses subdivisions politiques, collectivités locales ou entités statutaires, soit directement soit par prélèvement sur des fonds qu'ils ont constitués, à une personne physique au titre de services rendus à cet Etat, à cette subdivision, collectivité locale ou entité statutaire, ne sont imposables que dans cet Etat.
3. Les dispositions des articles 16, 17 et 19 s'appliquent aux rémunérations ainsi qu'aux pensions payées au titre de services rendus dans le cadre d'une activité industrielle ou commerciale exercée par un Etat contractant ou l'une de ses subdivisions politiques, collectivités locales ou entités statutaires.

Article 21 : Etudiants et stagiaires

Une personne physique qui est un résident d'un Etat contractant immédiatement avant de se rendre dans l'autre Etat contractant et est temporairement présent dans l'autre Etat seulement en tant :

- a) qu'un étudiant d'une université, d'un collège, d'une école ou de toute autre institution éducative similaire reconnues dans cet autre Etat ;
- b) qu'un stagiaire ou un apprenti ; ou
- c) qu'un bénéficiaire d'une bourse, d'une subvention ou d'une prime reçoit pour couvrir principalement ses frais d'études, de recherche ou de formation du gouvernement de l'un des Etats ou d'une organisation scientifique, éducative, religieuse ou charitable or dans le cadre d'un programme d'assistance technique approuvé par les gouvernements des deux Etats,

est exonéré d'impôt dans l'autre Etat contractant sur :

- (i) tout transfert provenant de sources situées à l'étranger pour couvrir ses frais d'entretien, d'étude, de recherche ou de formation ;
- (ii) le montant de cette bourse, subvention ou prime ; et
- (iii) toute rémunération n'excédant pas 2500 dollars \$ par an au titre de services rendus dans cet autre Etat, à condition que les services ainsi rendus soient en rapport avec ces études, recherches ou formation, ou qu'ils soient nécessaires pour couvrir ses frais d'entretien.

Article 22 : Professeurs et chercheurs

1. Toute personne physique, qui est un résident d'un Etat contractant immédiatement avant de se rendre dans l'autre Etat contractant et qui, sur invitation d'une université publique, d'un collège, une institution de recherche ou toute autre institution publique similaire, visite cet autre Etat pendant une période n'excédant pas une année à seule fin d'enseigner ou de mener des travaux de recherche ou les deux dans ces institutions publiques, est exonérée de l'impôt dans cet autre Etat sur la rémunération qu'elle reçoit pour cet enseignement ou recherche, à condition que cette rémunération lui provienne du premier Etat contractant.
2. Cet article ne s'applique pas aux revenus reçus au titre de travaux de recherche, si ces travaux de recherche sont principalement entrepris en vue de la réalisation d'un avantage particulier bénéficiant à une ou à des personnes déterminées.

Article 23 : Autres revenus

Les éléments du revenu d'un résident d'un Etat contractant, qui ne sont pas expressément traités dans les articles précédents de la présente convention, ne sont imposables que dans cet Etat, sauf s'ils proviennent de sources situées dans

l'autre Etat contractant, auquel cas ils sont aussi imposables dans cet autre Etat contractant.

Article 24: Elimination des doubles impositions

1. Sous réserve de la législation malaisienne relative à l'octroi d'une déduction au titre de l'imposition sur l'impôt malaisien de l'impôt payable dans d'autres pays que la Malaisie, l'impôt marocain payable en vertu de la législation marocaine et conformément aux dispositions de cette convention par un résident de la Malaisie au titre des revenus provenant du Maroc, est imputé sur l'impôt malaisien dû au titre des revenus. Lorsque ce revenu est un dividende payé par une société qui est un résident du Maroc à une société qui est un résident de la Malaisie et qui possède au moins 10% des actions avec droit de vote de la société qui paie les dividendes, le crédit d'impôt devrait prendre en considération l'impôt marocain payé par cette société en raison des revenus ayant servi au paiement des dividendes. Toutefois, cette déduction ne peut excéder la fraction de l'impôt malaisien, calculé avant déduction, correspondant aux éléments de ce revenu.
2. Aux fins de l'application des dispositions du paragraphe 1, l'expression « l'impôt marocain payable » devrait comprendre l'impôt marocain qui, au regard des lois marocaines et conformément aux dispositions de cette convention, aurait été payé sur les revenus provenant de sources situées au Maroc, si le revenu n'a pas été imposé à un taux réduit ou exempté de l'impôt marocain conformément aux dispositions de cette convention et des incitations spéciales prévues par les lois marocaines pour la promotion du développement économique du Maroc qui étaient en vigueur à la date de la signature de cette convention ou toutes autres dispositions qui pourraient être introduites ultérieurement par le Maroc en remplacement ou en ajout aux lois reconnues par les autorités compétentes des Etats contractants comme étant de caractère similaire.
3. Sous réserve de la législation marocaine relative à l'octroi d'une déduction au titre de l'imposition sur l'impôt marocain de l'impôt payable dans d'autres pays que le Maroc, l'impôt malaisien payable en vertu de la législation malaisienne et conformément aux dispositions de cette convention par un résident du Maroc au titre des revenus provenant de la Malaisie, est imputé sur l'impôt marocain dû au titre de ces revenus. Lorsque ce revenu est un dividende payé par une société qui est un résident de la Malaisie à une société qui est un résident du Maroc et qui possède au moins 10% des actions avec droit de vote de la société qui paie les dividendes, le crédit d'impôt devrait prendre en considération l'impôt malaisien payé par cette société en raison des revenus ayant servi au paiement des dividendes. Toutefois, cette déduction ne peut excéder la fraction de l'impôt marocain, calculé avant déduction, correspondant aux éléments de ce revenu.

4. Aux fins de l'application des dispositions du paragraphe 3, l'expression «l'impôt malaisien payable» devrait comprendre l'impôt malaisien qui, au regard des lois malaisiennes et conformément aux dispositions de cette convention, aurait été payé sur les revenus provenant de sources situées en Malaisie, si le revenu n'a pas été imposé à un taux réduit ou exempté de l'impôt malaisien conformément aux dispositions de cette convention et des incitations spéciales prévues par les lois malaisiennes pour la promotion du développement économique de la Malaisie qui étaient en vigueur à la date de la signature de cette convention ou toutes autres dispositions qui pourraient être introduites ultérieurement par la Malaisie en remplacement ou en ajout aux lois reconnues par les autorités compétentes des Etats contractants comme étant de caractère similaire.

Article 25 : Non-discrimination

1. Les nationaux d'un Etat contractant ne sont soumis dans l'autre Etat contractant à aucune imposition ou obligation y relative, qui est autre ou plus lourde que celles auxquelles sont ou pourront être assujettis les nationaux de cet autre Etat qui se trouvent dans la même situation.
2. L'imposition d'un établissement stable qu'une entreprise d'un Etat contractant a dans l'autre Etat contractant n'est pas établie dans cet autre Etat d'une façon moins favorable que l'imposition des entreprises de cet autre Etat qui exercent la même activité.
3. Les entreprises d'un Etat contractant, dont le capital est en totalité ou en partie, directement ou indirectement, détenu ou contrôlé par un ou plusieurs résidents de l'autre Etat contractant, ne sont soumises dans le premier Etat à aucune imposition ou obligation y relative, qui est autre ou plus lourde que celles auxquelles sont ou pourront être assujetties les autres entreprises similaires du premier Etat.
4. Aucune disposition dans cet article ne devrait être interprétée comme obligeant :
 - a) un Etat contractant à accorder aux personnes physiques qui sont des résidents de l'autre Etat contractant les déductions personnelles, abattements et réductions d'impôt en fonction de la situation ou des charges de famille qu'il accorde à ses propres résidents.
 - b) la Malaisie à accorder aux nationaux marocains non-résidents en Malaisie les déductions personnelles, abattements et réductions d'impôt qui ne sont prévues par la législation à la date de la signature de cette convention que pour les nationaux de la Malaisie qui ne sont pas résidents en Malaisie.
5. Aucune disposition dans cet article ne devrait être interprétée comme empêchant l'un des Etats contractants de limiter à ses nationaux le bénéfice des incitations fiscales destinées à promouvoir le développement économique dans cet Etat.

6. Dans cet article, le terme « imposition » désigne les impôts auxquels s'applique la présente convention.

Article 26: Procédure amiable

1. Lorsqu'un résident d'un Etat contractant estime que les mesures prises par un Etat contractant ou par les deux Etats contractants entraînent ou entraîneront pour lui une imposition non conforme à la présente convention, il peut, indépendamment des recours prévus par les lois fiscales de ces Etats, soumettre son cas à l'autorité compétente de l'Etat contractant dont il est un résident ou, si son cas relève du paragraphe 1 de l'article 25, à celle de l'Etat contractant dont il possède la nationalité. Le cas doit être soumis dans les trois ans qui suivent la première notification de la mesure qui entraîne une imposition non conforme aux dispositions de la convention.
2. L'autorité compétente s'efforce, si la réclamation lui paraît fondée et si elle n'est pas elle-même en mesure d'y apporter une solution appropriée, de résoudre le cas par voie d'accord amiable avec l'autorité compétente de l'autre Etat contractant, en vue d'éviter une imposition non conforme à la présente convention.
3. Les autorités compétentes des Etats contractants s'efforcent, par voie d'accord amiable, de résoudre les difficultés ou de dissiper les doutes auxquels peuvent donner lieu l'interprétation ou l'application de la convention. Elles peuvent aussi se concerter en vue d'éliminer la double imposition dans les cas non prévus par la convention.
4. Les autorités compétentes des Etats contractants peuvent communiquer directement entre elles, en vue de parvenir à un accord comme il est indiqué aux paragraphes précédents.

Article 27: Echange de renseignements

1. Les autorités compétentes des Etats contractants échangent les renseignements nécessaires pour appliquer les dispositions de la présente convention ou pour prévenir ou détecter la fraude ou l'évasion en ce qui concerne les impôts visés par la présente convention. Les renseignements reçus sont tenus secrets et ne sont communiqués qu'aux personnes ou autorités (y compris les tribunaux ou autorités de vérification) concernées par l'établissement, le recouvrement, l'exécution ou les poursuites relatives aux impôts visés par la Convention, ou par les décisions sur les recours relatifs à ces impôts.
2. Les dispositions du paragraphe 1 ne peuvent en aucun cas être interprétées comme imposant à un Etat contractant l'obligation :
 - a) de prendre des mesures administratives dérogeant à sa législation et à sa pratique administrative ou à celles de l'autre Etat contractant,

- b) de fournir des renseignements qui ne pourraient être obtenus sur la base de sa législation ou dans le cadre de sa pratique administrative normale ou de celles de l'autre Etat contractant,
- c) de fournir des renseignements qui révéleraient un secret commercial, industriel, professionnel ou un procédé commercial ou des renseignements dont la communication serait contraire à l'ordre public.

Article 28 : Agents diplomatiques et fonctionnaires consulaires

Les dispositions de la présente convention ne portent pas atteinte aux privilèges fiscaux dont bénéficient les agents diplomatiques et fonctionnaires consulaires en vertu soit des règles générales du droit international, soit des dispositions d'accords particuliers.

Article 29 : Entrée en vigueur

La présente convention entrera en vigueur à la date à laquelle les Etats contractants se notifient mutuellement la clôture des procédures nécessaires en Malaisie comme au Maroc, selon le cas, afin de donner force de loi à la présente convention qui prendra effet.

- a) au Maroc :
 - (i) au regard des impôts retenus à la source, au titre des revenus perçus le ou après le premier janvier de l'année civile qui suit celle de l'entrée en vigueur de la présente convention, et
 - (ii) au regard des autres impôts sur le revenu, au titre des impôts établis pour toute année d'imposition commençant le ou après le premier janvier de la deuxième année civile qui suit celle de l'entrée en vigueur de la présente convention et les années d'imposition suivantes.
- b) en Malaisie :
 - (i) au regard des impôts malaisiens autres que l'impôt sur le revenu pétrolier, au titre des impôts établis pour toute année d'imposition commençant le ou après le 1^{er} janvier de l'année civile qui suit celle de l'entrée en vigueur de cette convention ;
 - (ii) au regard de l'impôt sur le revenu pétrolier, au titre de l'impôt établi pour toute année d'imposition commençant le ou après le 1^{er} janvier de la deuxième année civile qui suit celle de l'entrée en vigueur de cette convention.

Article 30 : Dénonciation

La présente convention demeurera indéfiniment en vigueur, mais chaque Etat contractant peut dénoncer la convention par voie diplomatique, en donnant à l'autre Etat contractant un préavis de dénonciation le ou après le 30 juin de toute

année civile postérieure à la cinquième année qui suit la date de l'entrée en vigueur de la présente convention. Dans ce cas, la Convention cessera d'être applicable.

a) au Maroc :

(i) au regard des impôts retenus à la source, au titre des revenus perçus le ou après le premier janvier de l'année civile qui suit celle spécifiée dans le préavis de dénonciation ; et

(ii) au regard des autres impôts sur le revenu, au titre des impôts établis pour toute année d'imposition commençant le ou après le premier janvier de la deuxième année civile qui suit celle spécifiée dans le préavis de dénonciation.

b) en Malaisie :

(i) au regard des impôts malaisiens autres que l'impôt sur le revenu pétrolier, au titre des impôts établis pour toute année d'imposition commençant le ou après le 1^{er} janvier de l'année civile qui suit celles spécifiée dans le préavis de dénonciation ;

(ii) au regard de l'impôt sur le revenu pétrolier, au titre de l'impôt établi pour toute année d'imposition commençant le ou après le 1^{er} janvier de la deuxième année civile qui suit celle spécifiée dans le préavis de dénonciation.

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés à cet effet par leurs Gouvernements respectifs, ont signé la présente convention.

Fait en double exemplaires à Rabat, le 2 juillet 2001, en langues, arabe, malaisienne, française et anglaise, les quatre textes faisant également foi. En cas de divergence d'interprétation et d'application de cette convention, le texte en langue anglaise prévaudra.

□ MALTE

- **Dahir n° 1-04-146 du 21 ramadan 1425 (4 novembre 2004) portant promulgation de la loi n° 54-01 portant approbation, quant au principe, de la ratification de la Convention faite à Agadir le 26 octobre 2001 entre le Royaume du Maroc et Malte tendant à éviter la double imposition et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et du protocole y annexé (1)**

[...]

Vu la Constitution, notamment son article 26 et le 2^e alinéa de son article 31,

Est promulguée et sera publiée au *Bulletin officiel*, à la suite du présent dahir, la loi n° 54-01 telle qu'adoptée par la Chambre des conseillers et la Chambre des représentants et portant approbation, quant au principe, de la ratification de la Convention faite à Agadir le 26 octobre 2001 entre le Royaume du Maroc et Malte tendant à éviter la double imposition et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et du protocole y annexé.

*
* *

Loi n° 54-01 portant approbation, quant au principe, de la ratification de la Convention faite à Agadir le 26 octobre 2001 entre le Royaume du Maroc et Malte tendant à éviter la double imposition et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et du protocole y annexé

Article unique

Est approuvée, quant au principe, la ratification de la Convention faite à Agadir le 26 octobre 2001 entre le Royaume du Maroc et Malte tendant à éviter la double imposition et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et du protocole y annexé.

(1) *B.O.* n° 5266 du 18 novembre 2004.

□ NORVÈGE

- **Dahir n° 1-76-2 du 26 safar 1397 (16 février 1977) portant publication de la convention tendant à éviter les doubles impositions et à établir des règles d'assistance administrative réciproque en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune et du protocole y annexé, faits à Rabat le 21 rebia I 1392 (5 mai 1972), entre le Royaume du Maroc et le Royaume de la Norvège (1)**

[...]

Vu la convention tendant à éviter les doubles imposition, et à établir des règles d'assistance administrative réciproque en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune et le protocole y annexé, faits à Rabat le 21 rebia I 1392 (5 mai 1972) entre le Royaume du Maroc et le Royaume de la Norvège;

Vu le procès-verbal d'échange des instruments de ratification, fait à Rabat le 15 hija 1395 (18 décembre 1975),

Article premier

Seront publiés au *Bulletin officiel*, tels qu'ils sont annexés au présent dahir, la convention (2) tendant à éviter les doubles impositions et à établir des règles d'assistance administrative réciproque en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune et le protocole (2) y annexé, faits à Rabat le 21 rebia I 1392 (5 mai 1972), entre le Royaume du Maroc et le Royaume de la Norvège.

Article 2

Le présent dahir sera publié au *Bulletin officiel*.

(1) *B.O.* n° du 12 novembre 1980.

(2) Voir textes de la Convention et du Protocole au *B.O.* du 12 novembre 1980.

Dahir n° 1-76-2 du 26 safar 1397 (16 février 1977) portant publication de la convention tendant à éviter les doubles impositions et à établir des règles d'assistance administrative réciproque en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune et du protocole y annexé, faits à Rabat le 21 rebia I 1392 (5 mai 1972), entre le Royaume du Maroc et le Royaume de la Norvège.

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand Sceau de Sa Majesté Hassan II)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

Vu la convention tendant à éviter les doubles impositions et à établir des règles d'assistance administrative réciproque en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune et du protocole y annexé, faits à Rabat le 21 rebia I 1392 (5 mai 1972) entre le Royaume du Maroc et le Royaume de la Norvège ;

Vu le procès-verbal d'échange des instruments de ratification, fait à Rabat le 15 hija 1395 (18 décembre 1975),

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE PREMIER. — Seront publiés au *Bulletin officiel*, tels qu'ils sont annexés au présent dahir, la convention tendant à éviter les doubles impositions et à établir des règles d'assistance administrative réciproque en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune et du protocole y annexé, faits à Rabat le 21 rebia I 1392 (5 mai 1972), entre le Royaume du Maroc et le Royaume de la Norvège.

ART. 2. — Le présent dahir sera publié au *Bulletin officiel*.

Fait à Rabat, le 26 safar 1397 (16 février 1977).

Pour contresigner :

Le Premier ministre,

AHMED OSMAN.

* * *

Convention entre le Royaume du Maroc
et le Royaume de la Norvège
tendant à éviter les doubles impositions
et à établir des règles d'assistance administrative réciproque
en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune

LE ROYAUME DU MAROC

ET

LE ROYAUME DE LA NORVÈGE,

désireux d'éviter les doubles impositions et d'établir des règles d'assistance administrative réciproque en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, ont décidé de conclure une convention et désigné à cette fin, comme plénipotentiaires :

SA MAJESTÉ LE ROI DU MAROC :

S.E. Monsieur Mustapha Faris Ministre des finances du Gouvernement du Royaume du Maroc

SA MAJESTÉ LE ROI DE LA NORVÈGE :

S.E. Monsieur Olave Ivar Leif Paul Moltke-Hansen
Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire du
du Royaume de la Norvège, au Maroc

lesquels, après avoir vérifié leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Chapitre premier

CHAMP D'APPLICATION DE LA CONVENTION

Article premier

Personnes visées

La présente convention s'applique aux personnes qui sont des résidents d'un Etat contractant ou de chacun des deux Etats.

Article 2

Impôts visés

(1) La présente convention s'applique aux impôts sur le revenu et sur la fortune perçus pour le compte de chacun des Etats contractants, de ses subdivisions politiques et de ses collectivités locales, quel que soit le système de perception.

(2) Sont considérés comme impôts sur le revenu ou impôts sur la fortune, les impôts perçus sur le revenu global ou sur la fortune globale, ou sur des éléments du revenu ou de la fortune, y compris les impôts sur les gains provenant de l'aliénation de biens mobiliers ou immobiliers, les impôts sur le montant des salaires payés par les entreprises, ainsi que les impôts sur les plus-values.

(3) Les impôts actuels auxquels s'applique la présente convention sont, notamment :

1. En ce qui concerne le Maroc :

- l'impôt agricole ;
- la taxe urbaine et les taxes y rattachées ;
- l'impôt sur les bénéfices professionnels et la réserve d'investissements ;
- le prélèvement sur les traitements publics et privés, les indemnités et émoluments, les salaires, les pensions et les rentes viagères et l'emprunt obligatoire ;
(ci-après dénommés « l'impôt marocain »).

2. En ce qui concerne la Norvège :

- l'impôt d'Etat et l'impôt communal sur le revenu ou sur la fortune ;
- l'impôt spécial d'Etat au titre de l'aide aux pays en voie de développement ;
- l'impôt sur les rémunérations des artistes non-résidents ;
- l'impôt sur les salaires des gens de mer ;
(ci-après dénommés « l'impôt norvégien »).

(4) La présente convention s'appliquera aussi aux impôts futurs de nature identique ou analogue qui s'ajouteraient aux impôts actuels ou qui les remplaceraient.

(5) Les autorités compétentes des Etats contractants se communiqueront, à la fin de chaque année, les modifications apportées à leurs législations fiscales respectives.

Chapitre II

DÉFINITIONS

Article 3

Définitions générales

(1) Au sens de la présente convention, à moins que le contexte n'exige une interprétation différente :

1. Le terme « Maroc » désigne le Royaume du Maroc et, employé dans un sens géographique, le territoire du Maroc ainsi que le territoire adjacent aux eaux territoriales du Maroc et considéré comme territoire national aux fins d'imposition et où le Maroc, conformément au droit international, peut exercer ses droits relatifs au sol et au sous-sol marins ainsi qu'à leurs ressources naturelles (plateau continental) ;

2. Le terme « Norvège », employé dans un sens géographique, désigne le Royaume de Norvège, ainsi que le territoire adjacent aux eaux territoriales de la Norvège et où la Norvège, conformément à sa législation nationale et au droit international, peut exercer ses droits souverains relatifs au sol et au sous-sol marins ainsi qu'à leurs ressources naturelles ; ce terme ne désigne pas le Svalbard (Spitzberg), l'île Jan Mayen et les possessions norvégiennes situées hors d'Europe ;

3. Les expressions « un Etat contractant » et « l'autre Etat contractant » désignent, suivant le contexte, le Maroc ou la Norvège ;

4. Le terme « personne » comprend les personnes physiques, les sociétés et tous autres groupements de personnes ;

5. Le terme « société » désigne toute personne morale ou toute entité qui est considérée comme une personne aux fins d'imposition ;

6. Les expressions « entreprise d'un Etat contractant » et « entreprise de l'autre Etat contractant » désignent respectivement une entreprise exploitée par un résident d'un Etat contractant et une entreprise exploitée par un résident de l'autre Etat contractant ;

7. Le terme « nationaux » désigne toutes les personnes physiques qui possèdent la nationalité d'un Etat contractant et toutes les personnes morales, sociétés de personnes et associations constituées conformément à la législation en vigueur dans un Etat contractant ;

8. L'expression « autorités compétentes » désigne :

a) en ce qui concerne le Maroc, le ministre chargé des finances ou son délégué ;

b) en ce qui concerne la Norvège, le ministre des finances et des douanes ou son délégué.

(2) Pour l'application de la présente convention par un Etat contractant, toute expression qui n'est pas autrement définie a le sens qui lui est attribué par la législation dudit Etat régissant les impôts faisant l'objet de la convention, à moins que le contexte n'exige une interprétation différente.

Article 4

Domici'e fiscal

(1) Au sens de la présente convention, l'expression « résident d'un Etat contractant » désigne toute personne qui, en vertu de la législation dudit Etat, est assujettie à l'impôt dans cet Etat, en raison de son domicile, de sa résidence, de son siège de direction ou de tout autre critère de nature analogue.

(2) Lorsque, selon la disposition du paragraphe (1), une personne physique est considérée comme résident de chacun des Etats contractants, le cas est résolu d'après les règles suivantes :

1. Cette personne est considérée comme résident de l'Etat contractant où elle dispose d'un foyer d'habitation permanent. Lorsqu'elle dispose d'un foyer d'habitation permanent dans chacun des Etats contractants, elle est considérée comme résident de l'Etat contractant avec lequel ses liens personnels et économiques sont les plus étroits (centre des intérêts vitaux) ;

2. Si l'Etat contractant où cette personne a le centre de ses intérêts vitaux ne peut pas être déterminé, ou si elle ne dispose d'un foyer d'habitation permanent dans aucun des Etats contractants, elle est considérée comme résident de l'Etat contractant où elle séjourne de façon habituelle ;

3. Si cette personne séjourne de façon habituelle dans chacun des Etats contractants ou si elle ne séjourne de façon habituelle dans aucun d'eux, elle est considérée comme résident de l'Etat contractant dont elle possède la nationalité ;

4. Si cette personne possède la nationalité de chacun des Etats contractants ou si elle ne possède la nationalité d'aucun d'eux, les autorités compétentes des Etats contractants tranchent la question d'un commun accord.

(3) Lorsque, selon la disposition du paragraphe (1), une personne autre qu'une personne physique est considérée comme résident de chacun des Etats contractants, elle est réputée résident de l'Etat contractant où se trouve son siège de direction effective.

Article 5

Établissement stable

(1) Au sens de la présente convention, l'expression « établissement stable » désigne une installation fixe d'affaires où l'entreprise exerce tout ou partie de son activité.

(2) L'expression « établissement stable » comprend notamment :

1. Un siège de direction ;

2. Une succursale ;

3. Un bureau ;

4. Une usine ;

5. Un magasin de vente ;

6. Un atelier ;

7. Une mine, une carrière ou tout autre lieu d'extraction de ressources naturelles ;

8. Un chantier de construction ou de montage dont la durée dépasse six mois.

(3) On ne considère pas qu'il y a établissement stable si :

1. Il est fait usage d'installations aux seules fins de stockage, d'exposition ou de livraison de marchandises appartenant à l'entreprise ;

2. Des marchandises appartenant à l'entreprise sont entreposées aux seules fins de stockage, d'exposition ou de livraison ;

3. Des marchandises appartenant à l'entreprise sont entreposées aux seules fins de transformation par une autre entreprise ;

4. Une installation fixe d'affaires est utilisée aux seules fins d'acheter des marchandises ou de réunir des informations pour l'entreprise ;

5. Une installation fixe d'affaires est utilisée, pour l'entreprise, aux seules fins de publicité, de fourniture d'informations, de recherche scientifique ou d'activités analogues qui ont un caractère préparatoire ou auxiliaire.

(4) Une personne agissant dans un Etat contractant pour le compte d'une entreprise de l'autre Etat contractant — autre qu'un agent jouissant d'un statut indépendant, visé au paragraphe (5) — est considérée comme « établissement stable » dans le premier Etat si elle dispose dans cet Etat de pouvoirs qu'elle y exerce habituellement lui permettant de conclure des contrats au nom de l'entreprise, à moins que l'activité de cette personne soit limitée à l'achat de marchandises pour l'entreprise.

(5) On ne considère pas qu'une entreprise d'un Etat contractant a un établissement stable dans l'autre Etat contractant du seul fait qu'elle y exerce son activité par l'entremise d'un courtier, d'un commissionnaire général ou de tout autre intermédiaire jouissant d'un statut indépendant, à condition que ces personnes agissent dans le cadre ordinaire de leur activité.

(6) Le fait qu'une société qui est un résident d'un Etat contractant contrôle ou est contrôlée par une société qui est un résident de l'autre Etat contractant ou qui y exerce son activité (que ce soit par l'intermédiaire d'un établissement stable ou non) ne suffit pas, en lui-même, à faire de l'une quelconque de ces sociétés un établissement stable de l'autre.

Chapitre III

IMPOSITION DES REVENUS

Article 6

Revenus immobiliers

(1) Les revenus provenant de biens immobiliers sont imposables dans l'Etat contractant où ces biens sont situés.

(2) 1. Sous réserve des dispositions de l'alinéa 2 ci-après, l'expression « biens immobiliers » est définie conformément au droit de l'Etat contractant où les biens considérés sont situés.

2. L'expression « biens immobiliers » englobe en tout cas les accessoires, le cheptel mort ou vif des exploitations agricoles et forestières, les droits auxquels s'appliquent les dispositions du droit privé concernant la propriété foncière, l'usufruit des biens immobiliers et les droits à des redevances variables ou fixes pour l'exploitation ou la concession de l'exploitation de gisements minéraux, sources et autres richesses du sol ; les navires et aéronefs ne sont pas considérés comme biens immobiliers.

(3) Les dispositions du paragraphe (1) s'appliquent aux revenus provenant de l'exploitation directe, de la location ou de l'affermage, ainsi que de toute autre forme d'exploitation de biens immobiliers.

(4) Les dispositions des paragraphes (1) et (3) s'appliquent également aux revenus provenant des biens immobiliers d'une entreprise ainsi qu'aux revenus des biens immobiliers servant à l'exercice d'une profession libérale.

Article 7

Bénéfices des entreprises

(1) Les bénéfices d'une entreprise d'un Etat contractant ne sont imposables que dans cet Etat, à moins que l'entreprise n'exerce son activité dans l'autre Etat contractant par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé. Si l'entreprise exerce son activité d'une telle façon, les bénéfices de l'entreprise sont imposables dans l'autre Etat mais uniquement dans la mesure où ils sont imputables audit établissement stable.

(2) Lorsqu'une entreprise d'un Etat contractant exerce son activité dans l'autre Etat contractant par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé, il est imputé, dans chaque Etat contractant, à cet établissement stable les bénéfices qu'il aurait pu réaliser s'il avait constitué une entreprise distincte et séparée exerçant des activités identiques ou analogues dans des conditions identiques ou analogues et traitant en toute indépendance avec l'entreprise dont il constitue un établissement stable.

(3) Dans le calcul des bénéfices d'un établissement stable, sont admises en déduction les dépenses exposées aux fins poursuivies par cet établissement stable, y compris les dépenses et les frais généraux afférents aux services rendus au profit de cet établissement stable, soit dans l'Etat où est situé cet établissement stable, soit ailleurs.

(4) Lorsque les bénéfices comprennent des éléments de revenu traités séparément dans d'autres articles de la présente convention, les dispositions de ces articles ne sont pas affectées par les dispositions du présent article.

Cette disposition ne peut être interprétée comme empêchant un Etat contractant de compter dans le calcul des bénéfices imposables à un établissement stable qui y est situé, les bénéfices provenant des actions, des créances, des droits ou d'autres biens qui sont effectivement rattachés à cet établissement stable.

(5) Le terme « bénéfices » employé dans le présent article comprend les bénéfices revenant à un associé d'une société de personnes à raison de sa participation.

Article 8

Navigation maritime et aérienne

(1) Les bénéfices provenant de l'exploitation, en trafic international, de navires ou d'aéronefs ne sont imposables que dans l'Etat contractant où le siège de la direction effective de l'entreprise est situé.

(2) Si le siège de la direction effective d'une entreprise de navigation maritime est à bord d'un navire, ce siège est réputé situé dans l'Etat contractant où se trouve le port d'attache de ce navire.

(3) Les bénéfices provenant de l'exploitation, en trafic international, de navires ou d'aéronefs tirés par ces entreprises d'une participation à un pool, à une exploitation en commun ou à un organisme international d'exploitation ne sont imposables que dans l'Etat contractant où le siège de la direction effective de l'entreprise est situé.

(4) Les dispositions des paragraphes (1) et (3) ne s'appliquent aux bénéfices tirés par le groupement de navigation aérienne norvégien, danois et suédois, Scandinavian Airline System (SAS), que dans la mesure de la qualité de ceux-ci attribuée au participant norvégien audit groupement, Det Norske Luftfartsel:kap A/S.

Article 9

Entreprises associées

Lorsque

1. Une entreprise d'un Etat contractant participe directement ou indirectement à la direction, au contrôle ou au financement d'une entreprise de l'autre Etat contractant, ou que

2. Les mêmes personnes participent directement ou indirectement à la direction, au contrôle ou au financement d'une entreprise d'un Etat contractant et d'une entreprise de l'autre Etat contractant,

et que, dans l'un et l'autre cas, les deux entreprises sont, dans leurs relations commerciales ou financières, liées par des conditions acceptées ou imposées, qui diffèrent de celles qui seraient conclues entre des entreprises indépendantes, les bénéfices qui, sans ces conditions, auraient été obtenus par l'une des entreprises mais n'ont pu l'être en fait à cause de ces conditions, peuvent être inclus dans les bénéfices de cette entreprise et imposés en conséquence.

Article 10

Dividendes

(1) Les dividendes payés par une société qui est un résident d'un Etat contractant à un résident de l'autre Etat contractant sont imposables dans cet autre Etat.

(2) Toutefois, ces dividendes peuvent être imposés dans l'Etat contractant dont la société est un résident, et selon la législation de cet Etat, mais l'impôt ainsi établi ne peut excéder quinze pour cent du montant brut des dividendes.

Ce paragraphe ne concerne pas l'imposition de la société pour les bénéfices qui servent au paiement des dividendes.

(3) Le terme « dividendes » désigne les revenus provenant d'actions, actions ou bons de jouissance, parts de mine, parts de fondateur ou autres parts bénéficiaires à l'exception des créances, ainsi que les revenus d'autres parts sociales assimilés aux revenus d'actions par la législation fiscale de l'Etat contractant dont la société distributrice est un résident.

(4) Les dispositions des paragraphes (1) et (2) ne s'appliquent pas lorsque le bénéficiaire des dividendes, résident d'un Etat contractant, a, dans l'autre Etat contractant dont la société qui paie les dividendes est un résident, un établissement stable auquel se rattache effectivement la participation génératrice des dividendes. Dans ce cas, les dispositions de l'article 7 sont applicables.

(5) Lorsqu'une société qui est un résident d'un Etat contractant tire des bénéfices ou des revenus de l'autre Etat contractant, cet autre Etat ne peut percevoir aucun impôt sur les dividendes payés par la société aux personnes qui ne sont pas des résidents de cet autre Etat, ni prélever aucun impôt, au titre de l'imposition des bénéfices non distribués de la société, même si les dividendes payés ou les bénéfices non distribués consistent en tout ou en partie en bénéfices ou revenus provenant de cet autre Etat.

Article 11

Intérêts

(1) Les intérêts provenant d'un Etat contractant et payés à un résident de l'autre Etat contractant sont imposables dans cet autre Etat.

(2) Toutefois, ces intérêts peuvent être imposés dans l'Etat contractant d'où ils proviennent et selon la législation de cet Etat, mais l'impôt ainsi établi ne peut excéder dix pour cent de leur montant brut.

(3) Le terme « intérêts » désigne les revenus de fonds publics, des obligations d'emprunts, assorties ou non de garanties hypothécaires ou d'une clause de participation aux bénéfices, et des créances de toute nature, ainsi que tous autres produits assimilés aux revenus de sommes prêtées par la législation fiscale de l'Etat d'où proviennent les revenus.

(4) Les dispositions des paragraphes (1) et (2) ne s'appliquent pas lorsque le bénéficiaire des intérêts, résident d'un Etat contractant, a, dans l'autre Etat contractant d'où proviennent les intérêts, un établissement stable auquel se rattache effectivement la créance génératrice des intérêts. Dans ce cas, les dispositions de l'article 7 sont applicables.

(5) Les intérêts sont considérés comme provenant d'un Etat contractant lorsque le débiteur est cet Etat lui-même, une de ses subdivisions politiques, une de ses collectivités locales, ou un résident de cet Etat. Toutefois, lorsque le débiteur des intérêts, qu'il soit ou non résident d'un Etat contractant, a, dans l'un des Etats contractants, un établissement stable pour lequel l'emprunt générateur des intérêts a été contracté et qui supporte la charge de ces intérêts, lesdits intérêts sont réputés provenir de l'Etat contractant où l'établissement stable est situé.

(6) Si, par suite de relations spéciales existant entre le débiteur et le créancier ou que l'un et l'autre entretiennent avec de tierces personnes, le montant des intérêts payés, compte tenu de la créance pour laquelle ils sont versés, excède celui dont serait convenus le débiteur et le créancier en l'absence de pareilles relations, les dispositions du présent article ne s'appliquent qu'à ce dernier montant. En ce cas, la partie excédentaire des paiements reste imposable conformément à la législation de chaque Etat contractant et compte tenu des autres dispositions de la présente convention.

Article 12

Redevances

(1) Les redevances provenant d'un Etat contractant et payées à un résident de l'autre Etat contractant sont imposables dans cet autre Etat.

(2) Toutefois, ces redevances peuvent être imposées dans l'Etat d'où elles proviennent et selon la législation de cet Etat, mais l'impôt ainsi établi ne peut excéder dix pour cent de leur montant brut.

(3) Le terme « redevances » désigne les rémunérations de toute nature payées pour l'usage ou la concession de l'usage d'un droit d'auteur sur une œuvre littéraire, artistique ou scientifique, y compris les films cinématographiques et de télévision, d'un brevet, d'une marque de fabrique ou de commerce, d'un dessin ou d'un modèle, d'un plan, d'une formule ou d'un procédé secrets, les rémunérations pour l'usage ou la concession de l'usage d'un équipement agricole, industriel, commercial ou scientifique ne constituant pas un bien immobilier visé à l'article 6 et pour des informations ayant trait à une expérience acquise dans le domaine agricole, industriel, commercial ou scientifique, ainsi que les rémunérations pour des études économiques ou techniques.

(4) Les dispositions des paragraphes (1) et (2) ne s'appliquent pas lorsque le bénéficiaire des redevances, résident d'un Etat contractant, a, dans l'autre Etat contractant d'où proviennent les redevances, un établissement stable auquel se rattache effectivement le droit ou le bien générateur des redevances. Dans ce cas, les dispositions de l'article 7 sont applicables.

(5) Les redevances sont considérées comme provenant d'un Etat contractant lorsque le débiteur est cet Etat lui-même, une de ses subdivisions politiques, une de ses collectivités

locales ou un résident de cet Etat. Toutefois, lorsque le débiteur des redevances, qu'il soit ou non résident d'un Etat contractant, a, dans un Etat contractant, un établissement stable pour lequel le contrat donnant lieu au paiement des redevances a été conclu et qui supporte comme telle la charge de celles-ci, ces redevances sont réputées provenir de l'Etat contractant où est situé l'établissement stable.

(6) Si, par suite de relations spéciales existant entre le débiteur et le créancier ou que l'un et l'autre entretiennent avec des tierces personnes, le montant de redevances payées, compte tenu de la prestation pour laquelle elles sont versées excède celui dont serait convenus le débiteur et le créancier en l'absence de pareilles relations, les dispositions du présent article ne s'appliquent qu'à ce dernier montant. En ce cas, la partie excédentaire des paiements reste imposable conformément à la législation de chaque Etat contractant et compte tenu des autres dispositions de la présente convention.

Article 13

Gains en capital

(1) Les gains provenant de l'aliénation des biens immobiliers, tels qu'ils sont définis au paragraphe (2) de l'article 6, sont imposables dans l'Etat contractant où ses biens sont situés.

(2) Les gains provenant de l'aliénation de biens mobiliers faisant partie de l'actif d'un établissement stable qu'une entreprise d'un Etat contractant a dans l'autre Etat contractant, ou de biens mobiliers constitutifs d'une base fixe dont dispose un résident d'un Etat contractant dans l'autre Etat contractant pour l'exercice d'une profession libérale, y compris de tels gains provenant de l'aliénation globale de cet établissement stable (seul ou avec l'ensemble de l'entreprise) ou de cette base fixe, sont imposables dans cet autre Etat.

(3) Nonobstant les dispositions du paragraphe (2), les gains provenant de l'aliénation de navires ou d'aéronefs exploités en trafic international, ainsi que les biens mobiliers affectés à leur exploitation, ne sont imposables que dans l'Etat contractant où les bénéfices provenant de cette exploitation sont imposables en vertu des dispositions de l'article 8.

(4) Les gains provenant de l'aliénation de tous biens autres que ceux qui sont mentionnés aux paragraphes (1), (2) et (3) ne sont imposables que dans l'Etat contractant dont le cédant est un résident.

Article 14

Professions libérales

(1) Les revenus qu'un résident d'un Etat contractant tire d'une profession libérale ou d'autres activités indépendantes de caractère analogue ne sont imposables que dans cet Etat. Toutefois, ces revenus sont imposables dans l'autre Etat contractant dans les cas suivants :

1. Si l'intéressé dispose de façon habituelle, dans l'autre Etat contractant, d'une base fixe pour l'exercice de ses activités, mais uniquement dans la mesure où ils sont imputables à cette base fixe ; ou

2. Si l'intéressé exerce ses activités dans l'autre Etat contractant pendant une période ou des périodes - y compris la durée des interruptions normales de travail - excédant au total 183 jours au cours de l'année civile.

(2) L'expression « profession libérale » comprend en particulier les activités indépendantes d'ordre scientifique, littéraire, artistique, éducatif ou pédagogique, ainsi que les activités indépendantes des médecins, avocats, ingénieurs, architectes, dentistes et comptables.

Article 15

Emplois

(1) Sous réserve des dispositions des articles 16, 18 et 19, les salaires, traitements et autres rémunérations similaires qu'un résident d'un Etat contractant reçoit au titre d'un emploi salarié

ne sont imposables que dans cet Etat, à moins que l'emploi ne soit exercé dans l'autre Etat contractant. Si l'emploi y est exercé les rémunérations reçues à ce titre sont imposables dans cet autre Etat.

(2) Nonobstant les dispositions du paragraphe 1, les rémunérations qu'un résident d'un Etat contractant reçoit au titre d'un emploi salarié exercé dans l'autre Etat contractant ne sont imposables que dans le premier Etat si :

1. Le bénéficiaire séjourne dans l'autre Etat pendant une période ou des périodes y compris la durée des interruptions normales de travail n'excédant pas au total 183 jours au cours de l'année civile considérée ; et

2. Les rémunérations sont payées par un employeur ou au nom d'un employeur qui n'est pas résident de l'autre Etat ; et

3. La charge des rémunérations n'est pas supportée par un établissement stable ou une base fixe que l'employeur a dans l'autre Etat.

(3) Les dispositions des paragraphes (1) et (2) sont applicables aux rémunérations versées par l'un des Etats contractants ou par l'une de ses subdivisions politiques ou l'une de ses collectivités locales à une personne physique résidente de l'autre Etat contractant au titre de services rendus.

Toutefois, lorsque ces rémunérations ne sont pas soumises à l'impôt de l'Etat où réside le bénéficiaire, l'imposition est réservée à l'Etat du débiteur.

(4) Nonobstant les dispositions précédentes du présent article, les rémunérations au titre d'un emploi exercé à bord :

1. D'un navire en trafic international sont imposables dans l'Etat contractant où le siège de la direction effective de l'entreprise est situé ;

2. D'un aéronef en trafic international et d'un aéronef exploité par le groupement *Scandinavian Airlines System (SAS)* visé au paragraphe (4) de l'article 8, ne sont imposables que dans l'Etat contractant dont celui qui reçoit lesdites rémunérations est un résident.

Article 16

Tantièmes

Les tantièmes, jetons de présence et autres rétributions similaires qu'un résident d'un Etat contractant reçoit en sa qualité de membre du conseil d'administration ou de surveillance d'une société qui est un résident de l'autre Etat contractant sont imposables dans cet autre Etat.

Article 17

Artistes et sportifs

(1) Nonobstant les dispositions des articles 14 et 15, les revenus que les professionnels du spectacle, tels les artistes de théâtre, de cinéma, de la radio ou de la télévision et les musiciens, ainsi que les sportifs retirent de leurs activités personnelles en cette qualité, sont imposables dans l'Etat contractant où ces activités sont exercées.

(2) Nonobstant les dispositions des articles 7, 14 et 15, la règle énoncée au paragraphe (1) du présent article s'applique également aux revenus obtenus par les personnes exploitant ou organisant les activités y mentionnées.

(3) Les dispositions des paragraphes (1) et (2) ne s'appliquent pas aux revenus d'activités exercées dans un Etat contractant par des organismes sans but lucratif de l'autre Etat contractant ou par des membres de leur personnel, sauf si ces derniers agissent pour leur propre compte.

Article 18

Pensions

Les pensions et autres rémunérations similaires provenant d'un Etat contractant et payées à un résident de l'autre Etat contractant au titre d'un emploi antérieur, ne sont imposables que dans cet autre Etat.

Article 19

Chercheurs et étudiants

(1) Les rémunérations versées à une personne physique qui est, ou qui était auparavant, un résident d'un Etat contractant et qui séjourne temporairement dans l'autre Etat contractant à seule fin d'y poursuivre ses études au niveau élevé, ou s'y livrer à des recherches scientifiques, pendant une période n'excédant pas deux ans, dans une université ou dans une autre institution d'enseignement supérieur ou de recherche scientifique, ne sont imposables que dans le premier Etat.

(2) Les sommes qu'un étudiant, un apprenti ou un stagiaire qui est, ou qui était auparavant, un résident d'un Etat contractant et qui séjourne dans l'autre Etat contractant à seule fin d'y poursuivre ses études ou sa formation, reçoit pour couvrir ses frais d'entretien, d'études ou de formation ne sont pas imposables dans cet autre Etat.

(3) Les rémunérations versées à un étudiant ou à un apprenti commercial qui est, ou était auparavant, un résident d'un Etat contractant au titre d'un emploi salarié exercé dans l'autre Etat contractant, ne sont pas imposables dans cet autre Etat, à condition que ledit emploi se rattache directement à ses études ou à sa formation, ou que l'emploi soit exercé à la seule fin de son entretien.

Article 20

Revenus non expressément mentionnés

Les éléments du revenu d'un résident d'un Etat contractant qui ne sont pas expressément mentionnés dans les articles précédents de la présente convention ne sont imposables que dans cet Etat.

Chapitre IV

IMPOSITION DE LA FORTUNE

Article 21

Fortune

(1) La fortune constituée par des biens immobiliers, tels qu'ils sont définis au paragraphe 2 de l'article 6, est imposable dans l'Etat contractant où ces biens sont situés.

(2) La fortune constituée par des biens mobiliers faisant partie de l'actif d'un établissement stable d'une entreprise ou par des biens mobiliers constitutifs d'une base fixe servant à l'exercice d'une profession libérale est imposable dans l'Etat contractant où est situé l'établissement stable ou la base fixe.

(3) La fortune constituée par des navires et des aéronefs exploités en trafic international, ainsi que les biens mobiliers affectés à leur exploitation, ne sont imposables que dans l'Etat contractant où les bénéfices provenant de cette exploitation sont imposables en vertu des dispositions de l'article 8.

(4) Tous les autres éléments de la fortune d'un résident d'un Etat contractant ne sont imposables que dans cet Etat.

Chapitre V

DISPOSITIONS POUR ÉLIMINER LES DOUBLES IMPOSITIONS

Article 22

Méthodes d'exemption

(1) En ce qui concerne les résidents de la Norvège, la double imposition est évitée de la manière suivante :

1. Les revenus provenant du Maroc — à l'exclusion des revenus visés au 2. ci-après — et les éléments de la fortune situés au Maroc, qui sont imposables dans cet Etat en vertu des articles précédents, sont exonérés de l'impôt norvégien. Cette exonération ne limite pas le droit de la Norvège de tenir compte, lors de la détermination du taux de l'impôt et des cotisations sociales norvégiennes, des revenus et des éléments de fortune ainsi exonérés.

Dans le cas des dividendes définis au paragraphe 3 de l'article 10 la première phrase s'applique seulement, lorsque les dividendes sont payés par une société par actions résidente

du Maroc à une société de capitaux résidente de la Norvège, qui dispose directement d'au moins dix pour cent du capital assorti d'un droit de vote de la première société. Les actions ou parts susvisées de la société du Maroc sont, aux mêmes conditions, exonérées de l'impôt norvégien perçu sur la fortune.

2. L'impôt perçu au Maroc conformément aux dispositions de cette convention est imputé sur l'impôt que la Norvège perçoit sur les revenus suivants :

- a) les dividendes non visés à l'alinéa 1 ;
- b) les intérêts visés à l'article 11 ;
- c) les redevances visées à l'article 12.

3. Pour les besoins de l'imputation visée au paragraphe (1) alinéa 2 a) ci-dessus, aussi longtemps que les dividendes sont exonérés ou imposés à un taux inférieur au taux visé au paragraphe 2 alinéa 2 de l'article 10 en vue de promouvoir le développement économique du Maroc, le montant de l'impôt marocain imputable sera de quinze pour cent du montant brut desdits dividendes.

4. Pour les besoins de l'imputation visée au paragraphe (1) alinéa 2 b) ci-dessus, aussi longtemps que les intérêts sont exonérés ou imposés à un taux inférieur au taux visé au paragraphe 2 de l'article 11 en vue de promouvoir le développement économique du Maroc, le montant de l'impôt marocain imputable sera de dix pour cent du montant brut desdits intérêts ; toutefois lorsque lesdits intérêts sont versés par les institutions visées au protocole final, le montant de l'impôt marocain imputable sera de quinze pour cent.

(2) En ce qui concerne les résidents du Maroc, la double imposition est évitée de la manière suivante :

1. Lorsqu'un résident du Maroc reçoit des revenus non visés au 2. ci-dessus qui sont imposables en Norvège conformément aux dispositions de cette convention, le Maroc exempté de l'impôt ces revenus, mais il peut, pour calculer le montant de ses impôts sur le reste du revenu de ce résident, appliquer le même taux que si les revenus en question n'avaient pas été exemptés.

2. En ce qui concerne les revenus visés aux articles 10, 11 et 12 ci-dessus, le Maroc peut, conformément aux dispositions de sa législation interne, les comprendre dans les bases des impôts visés à l'article 2 ; mais il accorde sur le montant des impôts afférents à ces revenus et dans la limite de ce montant, une réduction correspondant au montant des impôts prélevés par la Norvège sur ces mêmes revenus.

Chapitre VI

DISPOSITIONS SPÉCIALES

Article 23

Non-discrimination

(1) Les nationaux d'un Etat contractant ne sont soumis dans l'autre Etat contractant à aucune imposition ou obligation y relative, qui est autre ou plus lourde que celle à laquelle sont ou pourront être assujettis les nationaux de cet autre Etat se trouvant dans la même situation.

(2) L'imposition des biens immobiliers, d'un établissement stable ou d'une base fixe qu'une entreprise ou un résident d'un Etat contractant a dans l'autre Etat contractant n'est pas établie dans cet autre Etat d'une façon moins favorable que l'imposition des entreprises ou des résidents de cet autre Etat qui exercent la même activité.

En particulier :

a) dans le calcul des revenus tirés de biens immobiliers qu'un résident d'un Etat contractant possède dans l'autre Etat contractant, sont admises en déduction les dépenses exposées pour l'entretien et la conservation de ces biens, dans les conditions qui s'appliquent aux résidents de cet autre Etat. Les intérêts de dettes contractées aux mêmes fins sont également admis en déduction dans les mêmes conditions ;

b) dans le calcul de la fortune visée aux paragraphes (1) et (2) de l'article 21, sont admises en déduction les dettes contractées pour les besoins de biens immobiliers, d'un établissement stable ou d'une base fixe.

La disposition de l'alinéa premier du présent paragraphe ne peut être interprétée comme obligeant un Etat contractant à accorder aux résidents de l'autre Etat contractant les déductions personnelles, abattements et réductions d'impôt en fonction de la situation ou des charges de famille qu'il accorde à ces propres résidents.

Cette disposition ne peut non plus être interprétée comme empêchant un Etat contractant d'imposer le total des bénéfices imputables à l'établissement stable dont dispose dans cet Etat une société de l'autre Etat, au taux fixé par sa législation nationale, à condition que celui-ci n'excède pas le taux maximum applicable à l'ensemble ou à une fraction des bénéfices non distribués des sociétés résidentes de ce premier Etat.

(3) Les entreprises d'un Etat contractant, dont le capital est en totalité ou en partie, directement ou indirectement, détenu ou contrôlé par un ou plusieurs résidents de l'autre Etat contractant, ne sont soumises dans le premier Etat contractant à aucune imposition ou obligation y relative, qui est autre ou plus lourde que celle à laquelle sont ou pourront être assujetties les autres entreprises de même nature de ce premier Etat.

(4) La disposition du paragraphe (1) ne peut être interprétée comme obligeant la Norvège à accorder aux nationaux du Maroc, qui ne sont pas nés en Norvège de parents norvégiens, la remise exceptionnelle d'impôt qu'elle accorde à ses propres nationaux et aux personnes nées en Norvège de parents norvégiens, en vertu de l'article 22 de la loi norvégienne de l'impôt pour les districts ruraux et de l'article 17 de la loi norvégienne de l'impôt pour les villes.

(5) Le terme « imposition » désigne dans le présent article les impôts de toute nature ou dénomination.

Article 24

Procédure amiable

(1) Lorsqu'un résident d'un Etat contractant estime que les mesures prises par un Etat contractant ou par chacun des deux Etats entraînent ou entraîneront pour lui une imposition non conforme à la présente convention, il peut, indépendamment des recours prévus par la législation nationale de ces Etats, soumettre son cas à l'autorité compétente de l'Etat contractant dont il est résident.

(2) Cette autorité compétente s'efforcera, si la réclamation lui paraît fondée et si elle n'est, pas elle-même en mesure d'apporter une solution satisfaisante, de régler la question par voie d'accord amiable avec l'autorité compétente de l'autre Etat contractant, en vue d'éviter une imposition non conforme à la convention.

(3) Les autorités compétentes des Etats contractants s'efforcent par voie d'accord amiable, de résoudre les difficultés ou de dissiper les doutes auxquels peuvent donner lieu l'interprétation ou l'application de la présente convention. Elles peuvent aussi se concerter en vue d'éviter la double imposition dans les cas non prévus par la présente convention.

(4) Les autorités compétentes des Etats contractants peuvent communiquer directement entre elles en vue de parvenir à un accord comme il est indiqué aux paragraphes précédents et à toute autre fin prévue par la présente convention.

Article 25

Échange de renseignements

(1) Les autorités compétentes des Etats contractants échangeront les renseignements nécessaires pour appliquer les dispositions de la présente convention. Tout renseignement ainsi échangé sera tenu secret et ne pourra être communiqué qu'aux personnes ou autorités chargées de l'établissement ou du recou-

vrement des impôts visés par la présente convention et des réclamations et recours y relatifs, ainsi qu'aux autorités judiciaires.

(2) Les dispositions du paragraphe (1) ne peuvent en aucun cas être interprétées comme imposant à l'un des Etats contractants l'obligation :

1. De prendre des dispositions administratives dérogeant à sa propre législation ou à sa pratique administrative ou à celles de l'autre Etat contractant ;

2. De fournir des renseignements qui ne pourraient être obtenus sur la base de sa propre législation ou dans le cadre de sa pratique administrative normale ou de celles de l'autre Etat contractant ;

3. De transmettre des renseignements qui révéleraient un secret commercial, industriel, professionnel ou un procédé commercial ou des renseignements dont la communication serait contraire à l'ordre public.

Article 26

Functionnaires diplomatiques et consulaires

(1) Les dispositions de la présente convention ne portent pas atteinte aux privilèges fiscaux dont bénéficient les fonctionnaires diplomatiques ou consulaires en vertu soit des règles générales du droit des gens, soit des dispositions d'accords particuliers.

(2) Dans la mesure où, en raison des privilèges fiscaux dont bénéficient les fonctionnaires diplomatiques ou consulaires, en vertu des règles générales du droit des gens ou aux termes des dispositions d'accords internationaux particuliers, le revenu ou la fortune ne sont pas imposables dans l'Etat accréditaire, le droit d'imposition est réservé à l'Etat accréditant.

(3) Aux fins de la présente convention, les membres d'une mission diplomatique ou consulaire d'un Etat contractant accréditée dans l'autre Etat contractant ou dans un Etat tiers qui sont ressortissants de l'Etat accréditant, sont réputés être résidents de l'Etat accréditant s'ils y sont soumis aux mêmes obligations, en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, que les résidents dudit Etat.

(4) La présente convention ne s'applique pas aux organisations internationales, à leurs organes ou à leurs fonctionnaires, ni aux personnes qui sont membres d'une mission diplomatique ou consulaire d'un Etat tiers, lorsqu'ils se trouvent sur le territoire d'un Etat contractant et ne sont pas traités comme des résidents dans l'un ou l'autre Etat contractant en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune.

Article 27

Extension territoriale

(1) La présente convention peut être étendue, telle quelle ou avec les modifications nécessaires à toute partie du territoire de la Norvège qui est spécifiquement exclue du champ d'application de la convention en vertu de la disposition du paragraphe (1), 2, de l'article 3, dans laquelle les impôts sont perçus qui sont de caractère analogue à ceux auxquels s'applique la convention. Une telle extension prend effet à partir de la date, avec les modifications et dans les conditions, y compris les conditions relatives à la cessation d'application, qui sont fixées d'un commun accord entre les Etats contractants par échange de notes diplomatiques ou selon toute autre procédure conforme à leurs dispositions constitutionnelles.

(2) A moins que les deux Etats contractants n'en soient convenus autrement, lorsque la convention sera dénoncée par l'un d'eux en vertu de l'article 29, elle cessera de s'appliquer, dans les conditions prévues à cet article à tout territoire auquel elle a été étendue conformément au présent article.

Chapitre VII

DISPOSITIONS FINALES

Article 28

Entrée en vigueur

(1) La présente convention sera ratifiée ; les instruments de ratification seront échangés aussitôt que possible à Rabat

(2) La présente convention entrera en vigueur dès l'échange des instruments de ratification et elle s'appliquera :

1. Aux impôts dus à la source sur les revenus attribués ou mis en paiement à partir du premier jour du mois suivant celui de l'échange des instruments de ratification ;

2. Aux autres impôts établis sur des revenus de périodes imposables prenant fin à partir du 1^{er} janvier de l'année de cet échange.

Article 29

Dénonciation

La présente convention restera indéfiniment en vigueur ; mais chaque Etat contractant pourra, jusqu'au 30 juin inclus de toute année civile à partir de la cinquième année à dater de celle de sa ratification, la dénoncer, par écrit et par la voie diplomatique, à l'autre Etat contractant. En cas de dénonciation avant le 1^{er} juillet d'une telle année, la convention s'appliquera pour la dernière fois :

1. Aux impôts dus à la source sur les revenus attribués ou mis en paiement au plus tard le 31 décembre de l'année de la dénonciation ;

2. Aux autres impôts établis sur des revenus de périodes imposables prenant fin au plus tard le 31 décembre de la même année.

Fait à Rabat, le 5 mai 1972 en double exemplaire en langue française.

Pour le Royaume du Maroc : Pour le Royaume de la Norvège :

S.E. Monsieur Mustapha Faris	S.E. Monsieur Olav Ivar Leif
Ministre des finances	Paul Moltke-Hansen
du Gouvernement	Ambassadeur extraordinaire
du Royaume du Maroc	et plénipotentiaire
	du Royaume de la Norvège
	au Maroc

PROTOCOLE FINAL

Au moment de procéder à la signature de la convention en vue d'éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune conclue ce jour entre le Royaume de la Norvège et le Royaume du Maroc, les plénipotentiaires soussignés sont convenus des dispositions suivantes qui forment partie intégrante de cette convention.

Les organismes spécialisés en vue de concourir au développement économique du Maroc, dont il est question à l'article 22, paragraphe (1), alinéa 4, sont les suivants :

- Caisse nationale de crédit agricole ;
- Fonds d'équipement communal ;
- Office chérifien des phosphates ;
- Office national de l'électricité ;
- Offices régionaux de mise en valeur agricole ;
- Bureau de recherches et de participations minières ;
- Bureau d'études et de participations industrielles ;
- Office national marocain du tourisme ;
- Office national des chemins de fer ;
- Office de commercialisation et d'exportation ;
- Régie d'aconage du port de Casablanca ;
- Caisse des prêts immobiliers du Maroc ;
- Banque nationale pour le développement économique ;
- Banque centrale populaire ;
- Maroc-Chimie ;
- SEPYK (Société d'exploitation de pyrotine de Ketara) ;
- S.E.F.E.R.I.F. (Société d'exploitation de fer du Rif) ;
- C.O.T.E.F. (Complexe textile de Fès) ;
- S.C.P. (Société chérifienne des pétroles) ;
- SAMIR (Société anonyme marocaine italienne de raffinage) ;
- COMANAV (Compagnie marocaine de navigation) ;
- RAM (Royal Air Maroc) ;
- LIMADET (Lignes maritimes du Détroit).

□ OMAN

- **Dahir n° 1-07-176 du 22 safar 1430 (18 février 2009) portant publication de la Convention faite à Rabat le 24 kaada 1427 (15 décembre 2006) entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement du Sultanat d'Oman tendant à éviter la double imposition et à interdire l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu (1)**

[...]

Vu la Convention (2) faite à Rabat le 24 kaada 1427 (15 décembre 2006) entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement du Sultanat d'Oman tendant à éviter la double imposition et à interdire l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu ;

Vu la loi n° 07-07 promulguée par le dahir n° 1-07-158 du 19 kaada 1428 (30 novembre 2007) et portant approbation, quant au principe, de la ratification du Royaume du Maroc de la convention précitée ;

Considérant les notifications réciproques de l'accomplissement des formalités nécessaires à l'entrée en vigueur de la convention précitée,

Article unique

Sera publiée au *Bulletin officiel*, à la suite du présent dahir, la Convention faite à Rabat le 24 kaada 1427 (15 décembre 2006) entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement du Sultanat d'Oman tendant à éviter la double imposition et à interdire l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu.

(1) *B.O.* n° 5732 du 7 mai 2009.

(2) Le texte de la Convention en langue arabe a été publié dans l'édition générale du *Bulletin officiel* n° 5731 du 8 jourmada I 1430 (4 mai 2009).

وعلى القانون رقم 07.07 الصادر بتنفيذه الظهير الشريف رقم 1.07.158 بتاريخ 19 من ذي القعدة 1428 (30 نوفمبر 2007) الموافق بموجبه من حيث المبدأ على تصديق الملكة المغربية على الاتفاقية المذكورة :

ونظرا لتبادل الإعلام باستيفاء الإجراءات اللازمة لدخول الاتفاقية المذكورة حيز التنفيذ،

أصدرنا أمرنا الشريف بما يلي :

تنشر بالجريدة الرسمية، عقب ظهيرنا الشريف هذا، الاتفاقية الموقعة بالرباط في 24 من ذي القعدة 1427 (15 ديسمبر 2006) بين حكومة المملكة المغربية وحكومة سلطنة عمان لتجنب الأزدواج الضريبي ومنع التهرب الضريبي فيما يتعلق بالضرائب على الدخل.

وحرر بقاس في 22 من صفر 1430 (18 فبراير 2009).

وقعه بالعطف :

الوزير الأول،

الإمضاء : عباس الفاسي.

ظهير شريف رقم 1.07.176 صادر في 22 من صفر 1430 (18 فبراير 2009) بنشر الاتفاقية الموقعة بالرباط في 24 من ذي القعدة 1427 (15 ديسمبر 2006) بين حكومة المملكة المغربية وحكومة سلطنة عمان لتجنب الأزدواج الضريبي ومنع التهرب الضريبي فيما يتعلق بالضرائب على الدخل.

الحمد لله وحده ،

الطابع الشريف - بداخله :

(محمد بن الحسن بن محمد بن يوسف الله وليه)

يعلم من ظهيرنا الشريف هذا، أسماء الله وأعز أمره أننا :

بناء على الاتفاقية الموقعة بالرباط في 24 من ذي القعدة 1427 (15 ديسمبر 2006) بين حكومة المملكة المغربية وحكومة سلطنة عمان لتجنب الأزدواج الضريبي ومنع التهرب الضريبي فيما يتعلق بالضرائب على الدخل ؛

*

**

اتفاقية

بين

حكومة المملكة المغربية

و حكومة سلطنة عمان

لتجنب الأزدواج الضريبي ومنع التهرب

الضريبي فيما يتعلق بالضرائب على الدخل.

إن حكومة المملكة المغربية وحكومة سلطنة عمان رغبة منهما في تنمية وتعزيز علاقتهما الاقتصادية من خلال إبرام اتفاقية لتجنب الأزدواج الضريبي ومنع التهرب الضريبي فيما يتعلق بالضرائب على الدخل قد اتفقتا على ما يلي :

المادة الأولى :

الأشخاص الخاضعون للاتفاقية

تطبق هذه الاتفاقية على الأشخاص المقيمين في إحدى الدولتين المتعاقبتين أو في كليتهما.

المادة الثانية

الضرائب التي تتناولها الاتفاقية

1 - تطبق هذه الاتفاقية على الضرائب على الدخل المفروضة في دولة متعاقدة أو تقسيماتها السياسية أو هيئاتها (جماعاتها) المحلية بغض النظر عن الطريقة التي تفرض بها الضريبة.

2 - تعتبر ضرائب على الدخل جميع الضرائب المفروضة على الدخل الإجمالي أو على عناصر الدخل، بما في ذلك الضرائب على الأرباح الناتجة عن نقل ملكية (التصرف في) الأموال المنقولة أو الأموال الثابتة، والضرائب على المبلغ الإجمالي للرواتب والأجور المؤداة من طرف المشروعات (المقاولات)، وكذلك الضرائب على الزيادة في قيمة رأس المال.

3 - إن الضرائب الحالية التي تطبق عليها الاتفاقية تشمل على وجه الخصوص :

(أ) فيما يخص المملكة المغربية :

(1) الضريبة العامة على الدخل ؛

(2) الضريبة على الشركات ؛

(والمشار إليهما فيما بعد بالضريبة المغربية) .

(ب) فيما يخص سلطنة عمان :

(1) ضريبة الدخل على الشركات (المفروضة بالمرسوم السلطاني رقم 81/ 47

و تعديلاته) ؛

(2) ضريبة الأرباح على المؤسسات (المفروضة بالمرسوم السلطاني رقم

89/77 وتعديلاته) ؛

(والمشار إليهما فيما بعد بالضريبة العمانيّة) .

4 - تطبق هذه الاتفاقية كذلك على أية ضرائب مماثلة أو مشابهة بصورة جوهرية قد تفرض بعد تاريخ التوقيع على هذه الاتفاقية وتضاف إلى الضرائب الحالية أو تحل محلها، وتقوم السلطة المختصة في كل دولة متعاقدة بإخطار السلطة المختصة في الدولة المتعاقدة الأخرى بأية تعديلات جوهرية تجريها في قوانين الضرائب الخاصة بها وذلك خلال فترة زمنية مناسبة.

المادة الثالثة

تعريف عامة

1 (لأغراض هذه الاتفاقية وما لم يقتض سياق النص تفسيراً مغايراً :

(أ) يقصد بعبارة " دولة متعاقدة " و " الدولة المتعاقدة الأخرى " حسبما يقتضيه سياق النص سلطنة عمان أو المغرب ؛

(ب) يقصد بكلمة "المغرب" المملكة المغربية، ويقصد بها بالمعنى الجغرافي :

(1) تراب المملكة المغربية، المياه الإقليمية؛

(2) المناطق المتاخمة للمياه الإقليمية وتشمل امتداد البحر و أعمقه الباطنية (الجرف

القاري) و المنطقة الاقتصادية الخاصة التي يمارس المغرب عليها حقوقه السيادية

وفقاً لتشريعه و للقانون الدولي، و ذلك لغرض استكشاف و استغلال الموارد

الطبيعية لهذه المناطق ؛

(ج) يقصد بعبارة " سلطنة عمان " إقليم سلطنة عمان و الجزر التابعة لها، و يشمل ذلك

المياه الإقليمية وأي منطقة خارج المياه الإقليمية يجوز لسلطنة عمان أن تمارس عليها،

وفقاً للقانون الدولي و قوانين سلطنة عمان، حقوق السيادة فيما يتعلق باستخراج و استغلال

الموارد الطبيعية في قاع البحر و على أرضه وفي مياهه ؛

د) يقصد بكلمة "ضريبة" حسبما يقتضيه سياق النص الضريبة المغربية أو الضريبة العمانية؛

هـ) يقصد بكلمة "شخص" أي شخص طبيعي أو شركة أو أي كيان يعتبر خاضعا للضريبة طبقا للقوانين المعمول بها في أي دولة متعاقدة ؛

و) يقصد بكلمة "شركة" أي شخص معنوي أو أي كيان يعامل كشركة لأغراض فرض الضريبة ؛

ز) يقصد بعبارة "مشروع (مقاولة) دولة متعاقدة" و "مشروع (مقاولة) الدولة المتعاقدة الأخرى" على التوالي مشروع (مقاولة) يستغله مقيم بدولة متعاقدة، ومشروع (مقاولة) يستغله مقيم بالدولة المتعاقدة الأخرى ؛

ح) يقصد بعبارة "النقل الدولي" أي نقل بواسطة سفينة أو طائرة يستغله مشروع (مقاولة) يوجد مقر إدارته الفعلية في دولة متعاقدة، ما لم تكن السفينة أو الطائرة تستغل فقط بين أماكن تقع في الدولة المتعاقدة الأخرى ؛

ط) يقصد بعبارة "السلطة المختصة" :

- (1) فيما يخص المغرب : وزير الاقتصاد و المالية أو من ينوب عنه قانونا ؛
- (2) فيما يخص سلطنة عمان : وزير الاقتصاد الوطني المشرف على وزارة المالية أو من ينوب عنه قانونا ؛

ي) يقصد بكلمة "مواطن" :

- (1) أي شخص طبيعي يحمل جنسية دولة متعاقدة ؛
- (2) أي شخص معنوي ، شركة أشخاص أو جمعية تؤسس وفقا للتشريع المعمول به في دولة متعاقدة.

2) عند تطبيق دولة متعاقدة لهذه الاتفاقية في أي وقت، فإن أية كلمة أو عبارة لم يرد تعريفها في الاتفاقية و ما لم يقتض سياق النص تفسيرا مغايرا، يجب أن تفسر طبقا لمضمونها في قوانين هذه الدولة الخاصة بالضرائب التي تتناولها الاتفاقية في ذلك الوقت، و المعنى الوارد في قوانين الضرائب المعمول بها في هذه الدولة يرجح على المعنى الوارد في القوانين الأخرى بها.

المادة الرابعة المقيم

1 - لأغراض هذه الاتفاقية يقصد بعبارة "مقيم بدولة متعاقدة" أي شخص بموجب تشريع هذه الدولة، يخضع للضريبة فيها و ذلك بسبب موطنه أو محل إقامته أو مقر إدارته أو أي معيار آخر ذي طبيعة مشابهة، وتشمل كذلك هذه الدولة وأي من تقسيماتها السياسية أو هيئاتها (جماعاتها) المحلية. غير أن هذه العبارة ، بالنسبة للمغرب ، لا تشمل أي شخص لا يخضع للضريبة في المغرب إلا فيما يتعلق بالدخل الناشئ من مصادر موجودة فيها.

2 - عندما يعتبر شخص طبيعي، تبعا لمقتضيات الفقرة (1)، مقيما بكلتا الدولتين المتعاقبتين، يحدد وضعه بالكيفية التالية :

(أ) يعتبر هذا الشخص مقيما فقط بالدولة المتعاقدة التي يوجد له بها مسكن دائم ؛ و في حالة ما إذا كان له مسكن دائم في كلتا الدولتين، يعتبر مقيما فقط بالدولة التي تربطه بها علاقات شخصية و اقتصادية أوثق (مركز المصالح الحيوية) ؛

(ب) إذا لم يمكن تحديد الدولة المتعاقدة التي يوجد بها مركز مصالح هذا الشخص الحيوية، أو لم يتوفر له مسكن دائم في أي من الدولتين، يعتبر مقيما فقط بالدولة التي له بها محل إقامة معتادة؛

(ج) إذا كان لهذا الشخص محل إقامة معتادة في كلتا الدولتين، أو لم يكن له مثل هذا المحل في أي منهما، يعتبر مقيما فقط بالدولة التي يحمل جنسيتها ؛

(د) إذا كان هذا الشخص يحمل جنسية كلتا الدولتين، أو لا يحمل جنسية أي منهما، تفصل السلطة المختصة في الدولتين المتعاقبتين في المسألة باتفاق مشترك .

3 - إذا كان شخص من غير الأشخاص الطبيعيين مقيما بكلتا الدولتين المتعاقبتين وفقا لمقتضيات الفقرة (1) ، فإنه يعتبر مقيما فقط بالدولة التي يوجد بها مقر (مركز) إدارته الفعلية.

المادة الخامسة المنشأة المستقرة

1 - لأغراض هذه الاتفاقية، يقصد بعبارة "منشأة مستقرة" المقر الثابت الذي يباشر فيه المشروع (المقولة) كل نشاطه أو جزءا منه .

2 - تشمل عبارة "منشأة مستقرة" على وجه الخصوص ما يأتي :

- (أ) مقر الإدارة .
- (ب) الفرع .
- (ج) المكتب .
- (د) المصنع .
- (هـ) الورشة .
- (و) المنجم أو بئر النفط أو الغاز أو المحجر أو أي مكان آخر لاستخراج الموارد الطبيعية.
- (ز) مكان البيع ؛
- (ح) مستودع موضوع تحت تصرف شخص ليخزن فيه سلعا لصالح شخص آخر ؛
- (ط) المزرعة أو الحقل.

3 - تشمل عبارة " منشأة مستقرة " كذلك :
(أ) موقع البناء أو التشييد أو مشروع (مقولة) للتجميع أو التركيب أو الأنشطة الإشرافية المرتبطة بها إذا استمر مثل الموقع أو تلك الأنشطة لمدة تزيد على ستة (6) أشهر .

(ب) تقديم الخدمات بما في ذلك الخدمات الاستشارية التي يؤديها مشروع (مقولة) دولة متعاقدة من خلال موظفين أو عاملين آخرين يعينهم المشروع (المقولة) لهذا الغرض إذا استمر مثل هذا النوع من الأنشطة للمشروع (المقولة) ذاته أو لمشروع (مقولة) مرتبط به لفترة أو لفترات تزيد في مجموعها على ستين (60) يوماً خلال فترة اثني عشر (12) شهراً .

(ج) يعتبر أنه لمشروع (مقولة) دولة متعاقدة منشأة مستقرة في الدولة المتعاقدة الأخرى إذا كان المشروع (المقولة) يمارس نشاطه التجاري في هذه الدولة المتعاقدة الأخرى بتقديم الخدمات أو تزويد التجهيزات أو تاجير الآلات مما يستخدم في التفقيب أو استخراج أو استغلال النفط أو الغاز أو غيرهما من مصادر الثروة الطبيعية.

4 - على الرغم من الأحكام السابقة من هذه المادة، لا تشمل عبارة "منشأة مستقرة" ما يأتي :

(أ) استخدام التجهيزات فقط لغرض تخزين البضائع أو السلع الخاصة بالمشروع (المقولة) أو عرضها ؛

(ب) الاحتفاظ بمخزون من البضائع أو السلع الخاصة بالمشروع (المقولة) فقط لغرض التخزين أو العرض ؛

(ج) الاحتفاظ بمخزون من البضائع أو السلع الخاصة بالمشروع (المقولة) لغرض تصنيعها بواسطة مشروع (مقولة) آخر؛

(د) الاحتفاظ بمقر ثابت للنشاط فقط لغرض شراء سلع أو بضائع أو جمع معلومات للمشروع (المقولة) ؛

(هـ) الاحتفاظ بمقر ثابت للنشاط فقط لغرض القيام للمشروع (المقولة) بأي نشاط آخر له طبيعة تحضيرية أو تكميلية ؛

(و) الاحتفاظ بمقر ثابت للنشاط فقط لغرض تجميع الأنشطة المشار إليها في البنود من (أ) إلى (هـ) السابقة من هذه الفقرة بشرط أن يكون للنشاط الكلي للمقر الثابت والنتائج من هذا التجميع طبيعة تحضيرية أو تكميلية .

5 - على الرغم من الأحكام الواردة بالفقرتين (1) و (2) ، إذا قام شخص - بخلاف الوكيل المستقل الذي يخضع لحكم الفقرة (7) - بالتصرف في دولة متعاقدة نيابة عن مشروع (مقولة) للدولة المتعاقدة الأخرى، يعتبر لهذا المشروع (المقولة) منشأة مستقرة في الدولة المتعاقدة المذكورة أولاً وذلك فيما يتعلق بأي أنشطة يتولاها هذا الشخص للمشروع (المقولة) إذا كان هذا الشخص:

(أ) يمارس بصفة معتادة في هذه الدولة سلطة إبرام العقود نيابة عن المشروع (المقولة) باستثناء الأنشطة المنصوص عليها في الفقرة (4) و التي إذا تمت ممارستها من خلال مقر ثابت للنشاط لا تؤدي إلى اعتبار هذا المقر الثابت بمثابة منشأة مستقرة في تطبيق أحكام هذه الفقرة ؛

(ب) لا يمارس هذه السلطة ولكنه يحتفظ بصفة معنادة في الدولة المتعاقدة المذكورة أولا بمخزون من البضائع أو السلع يسلم منه للبضائع أو السلع نيابة عن المشروع (المقولة) .

6 - على الرغم من الأحكام السابقة من هذه المادة، يعتبر أنه لمشروع (مقولة) تأمين في دولة متعاقدة منشأة مستقرة في الدولة المتعاقدة الأخرى - باستثناء مشروعات (مقولات) إعادة التأمين - إذا كان المشروع (المقولة) يقوم بتأمين مخاطر و تحصيل أقساط التأمين في هذه الدولة المتعاقدة الأخرى عن طريق شخص آخر غير الوكيل المستقل الذي يخضع لأحكام الفقرة (7) .

7 - لا يعتبر أنه لمشروع (مقولة) دولة متعاقدة منشأة مستقرة في دولة متعاقدة أخرى لمجرد أنها تمارس فيها نشاطها عن طريق وسيط أو وكيل عام بالعمولة أو أي وكيل آخر ذي وضع مستقل، شريطة أن يعمل هؤلاء الأشخاص في المجال المعتاد لنشاطهم. غير أنه إذا كانت أنشطة هذا الوكيل مخصصة كلها أو معظمها لحساب هذا المشروع (المقولة) وكانت الشروط المتفق عليها أو المفروضة بين المشروع (المقولة) والوكيل في علاقاتهما التجارية والمالية تختلف عن تلك التي قد تربط بين مشروعين (مقاولتين) مستقلتين، فلا يمكن اعتباره وكيلا ذي وضع مستقل بمفهوم هذه الفقرة .

8 - إذا كانت شركة مقيمة في دولة متعاقدة تسيطر على أو تسيطر عليها شركة مقيمة في الدولة المتعاقدة الأخرى، أو تمارس نشاطها في تلك الدولة الأخرى (سواء بواسطة منشأة مستقرة أو غير ذلك) فإن ذلك لا يؤدي في حد ذاته إلى اعتبار أي من الشركتين منشأة مستقرة للشركة الأخرى .

المادة السادسة

الدخل من الأموال الثابتة

1 - إن الدخل الذي يحصل عليه مقيم في دولة متعاقدة من أموال ثابتة (بما في ذلك الدخل الناتج من الزراعة أو الغابات) كائنة في الدولة المتعاقدة الأخرى يخضع للضريبة في هذه الدولة الأخرى .

2 - يقصد بعبارة "الأموال الثابتة" المعنى الوارد بقانون الدولة المتعاقدة الكائن فيها هذه الأموال، و تشمل هذه العبارة في كل الأحوال ملحقات الأموال الثابتة و الماشية و المعدات المستخدمة في الزراعة و الغابات و الحقوق التي تسري عليها أحكام القانون العام المتعلق بالملكية العقارية و الحق في الانتفاع بالأموال الثابتة و كذلك الحق في اقتضاء مبالغ ثابتة أو متغيرة مقابل استغلال أو الحق في استغلال مناطق التعدين و مصادره و الموارد الطبيعية الأخرى، و لا تعتبر السفن أو القوارب أو الطائرات أموالا ثابتة .

3 - تطبق أحكام الفقرة رقم (1) أيضا على الدخل الناشئ من الاستغلال المباشر أو تأجير أو استخدام الأموال الثابتة في أي شكل من أشكالها الأخرى .

4 - تطبيق أحكام الفقرتين (1) و (3) كذلك على الدخل الناشئ من الأموال الثابتة لأي مشروع (مقولة) وعلى الدخل الناشئ من الأموال الثابتة المستخدمة في أداء خدمات شخصية مستقلة .

5 - إذا كانت الأسهم أو الحصص أو أية حقوق أخرى في أية شركة أو شخصية معنوية أخرى تخول مالكيها حق الانتفاع بأموال ثابتة تملكها هذه الشركة أو الشخصية المعنوية الأخرى، فإن الدخل الذي يحصل عليه المالك من استغلال أو تأجير حقه في الانتفاع يخضع للضريبة في الدولة الكائنة فيها هذه الأموال الثابتة.

المادة السابعة

أرباح المشروعات (المقاولات)

1 - تخضع أرباح مشروع (مقولة) دولة متعاقدة للضريبة في هذه الدولة فقط ما لم يكن المشروع (المقولة) يباين النشاط في الدولة المتعاقدة الأخرى عن طريق منشأة مستقرة كائنة في هذه الدولة الأخرى، فإذا كان المشروع (المقولة) يباين نشاطه على النحو السابق ذكره ، يجوز فرض ضريبة على أرباح المشروع (المقولة) في الدولة المتعاقدة الأخرى ، ولكن فقط في حدود ما يحققه من أرباح عن طريق:

- (أ) هذه المنشأة المستقرة ؛
- (ب) المبيعات في هذه الدولة الأخرى لسلع يكون لها طابع مماثل أو مشابه لتلك التي تقوم ببيعها المنشأة المستقرة؛
- (ج) الأنشطة التجارية الأخرى التي تمارس في هذه الدولة الأخرى ويكون لها طابع مماثل أو مشابه لتلك التي تمارسها المنشأة المستقرة.

2 - بمراعاة ما ورد من أحكام بالفقرة (3) ففي حالة مباشرة مشروع (مقولة) دولة متعاقدة نشاطه في الدولة المتعاقدة الأخرى عن طريق منشأة مستقرة كائنة فيها، فإن ما ينسب إلى المنشأة المستقرة في كل دولة متعاقدة هو الأرباح التي يمكن تحقيقها بافتراض أنها مشروع (مقولة) مستقل ومنفصل يباين الأنشطة ذاتها أو أنشطة مماثلة لها في الظروف ذاتها أو في ظروف مماثلة لها ويتعامل باستقلال تام مع المشروع (المقولة) التابعة له المنشأة المستقرة .

3 - يتعين عند تحديد أرباح المنشأة المستقرة أن يستبعد من بين مصروفات المركز الرئيسي أو غيره من المنشآت المستقرة الأخرى، الإتاوات و الأتعاب و غير ذلك من المدفوعات المماثلة مقابل رخص الاستغلال أو البراءات أو غير ذلك من الحقوق كالأتعاب مقابل أداء الخدمات فيما عدا التكاليف مقابل المصروفات الفعلية أو الفوائد على القروض للمنشأة المستقرة أو لأي منشأة مستقرة أخرى تابعة للمشروع (المقولة) باستثناء المؤسسات المصرفية .

غير أنه و في جميع الأحوال لا يجوز خصم أية مصروفات تدفعها المنشأة المستقرة إلى المركز الرئيسي للمشروع (المقولة) أو إلى أي من مراكزه الأخرى سواء كفوائد قروض مقدمة للمركز الرئيسي - فيما عدا المؤسسات المصرفية - أو كإتاوات و أتعاب مقابل الخدمات التي يؤديها المركز الرئيسي للمنشأة المستقرة و ذلك كنه باستثناء التكاليف التي تتحملها المنشأة المستقرة كمقابل للمصروفات الفعلية .

- 4 - عند تحديد الأرباح التي تنسب إلى المنشأة المستقرة على أساس توزيع الأرباح الكلية للمشروع (المقولة) على أجزائه المختلفة بالقدر الذي جرت به العادة لدى دولة متعاقدة، لا تحول أحكام الفقرة رقم (2) دون تحديد هذه الدولة المتعاقدة للأرباح التي تخضع للضريبة على الأساس المعتاد للتوزيع، ومع ذلك يجب أن تكون النتيجة التي تسفر عنها طريقة التوزيع المتبعة متفقة مع المبادئ المنصوص عليها في هذه المادة .
- 5 - لن تنسب أي أرباح إلى منشأة مستقرة بمجرد شراء هذه المنشأة المستقرة لبضائع أو سلع للمشروع (المقولة) .
- 6 - لأغراض الفقرات السابقة تحدد الأرباح التي تنسب إلى المنشأة المستقرة بالطريقة ذاتها في كل سنة ما لم يوجد سبب كاف يبرر اتباع طريقة أخرى .
- 7 - إذا تضمنت الأرباح عناصر للدخل تم النص عليها بشكل منفصل في مواد أخرى من هذه الاتفاقية فإن أحكام المواد المشار إليها لا تتأثر بأحكام تلك المادة .

المادة الثامنة

النقل البحري و الجوي

- 1 - لا تفرض الضريبة على الأرباح الناشئة من استغلال السفن أو الطائرات في النقل الدولي إلا في الدولة المتعاقدة التي يوجد بها مقر الإدارة الفعلية للمشروع (المقولة).
- 2 - إذا كان مقر الإدارة الفعلية لمشروع (مقولة) نقل بحري يقع على ظهر سفينة فإن ذلك المشروع (المقولة) يعتبر كأننا في الدولة المتعاقدة التي يوجد بها الميناء التابع له هذه السفينة أو ميناء تسجيل هذه السفينة، وفي حالة عدم وجود مثل هذا الميناء يعتبر المشروع (المقولة) كأننا في الدولة المتعاقدة التي يقيم فيها من يتولى استغلال السفينة .
- 3 - تطبق أحكام الفقرة (1) كذلك على الأرباح الناشئة من المساهمة في مجموعة أو اتحاد أو في استغلال مشترك أو في هيئة دولية للاستغلال، لكن فقط على ذلك الجزء من الأرباح المحققة و العائد لكل مشارك حسب حصته في الاستغلال المشترك .
- 4 - تسري أحكام الفقرة (1) من هذه المادة على الأرباح التي تحصل عليها شركة طيران الخليج لكن فقط على ذلك الجزء من الأرباح المقابل لحصة حكومة سلطنة عمان في رأس مال الشركة بموجب عقد تأسيسها و نظامها الأساسي.
- 5 - لأغراض تطبيق هذه المادة، تشمل الأرباح الناتجة عن استغلال السفن أو الطائرات في النقل الدولي أرباح استخدام أو صيانة أو تأجير الحاويات (بما في ذلك المقطورات و المعدات المرتبطة بها لأغراض نقل الحاويات) والتي تستخدم في نقل البضائع و السلع إذا كان الاستخدام أو الصيانة أو التأجير يعتبر عرضيا بالنسبة لهذا الاستغلال للسفن أو الطائرات في النقل الدولي.

المادة التاسعة المشروعات (المقاولات) المشتركة

1 - حيثما :

- (أ) يساهم (مشروع) مقاوله لدولة متعاقدة بطريقة مباشرة أو غير مباشرة في إدارة أو مراقبة (رقابة) أو في رأس مال مشروع (مقاوله) للدولة المتعاقدة الأخرى؛
- (ب) أو يساهم نفس الأشخاص بطريقة مباشرة أو غير مباشرة في إدارة أو مراقبة (رقابة) أو في رأس مال مشروع (مقاوله) لدولة متعاقدة و مشروع (مقاوله) للدولة المتعاقدة الأخرى، وكان المشروعان (المقاولتان) - في كلتا الحالتين - مرتبطان في علاقاتهما التجارية أو المالية بشروط متفق عليها أو مفروضة بحيث تختلف عن تلك التي يمكن أن تتفق عليها المشروعات (المقاولات) المستقلة، فإن الأرباح التي، بدون هذه الشروط، كانت سيحصل عليها أحد المشروعين (المقاولتين)، ولكنها لم تتحقق بسبب تلك الشروط، يمكن أن تدرج ضمن أرباح هذا المشروع (المقاوله) و تفرض عليها الضريبة تبعاً لذلك.

2 - إذا أدرجت دولة متعاقدة، ضمن أرباح مشروع (مقاوله) لهذه الدولة، أرباحاً تم بسببها فرض الضريبة على مشروع (مقاوله) للدولة المتعاقدة الأخرى و كان من الممكن تحقيق الأرباح التي أدرجت على هذا النحو بواسطة مشروع (مقاوله) للدولة المذكورة أولاً لو كانت الشروط المتفق عليها بين المشروعين (المقاولتين) هي نفس الشروط التي قد تتفق عليها مشروعات (مقاولات) مستقلة، فإن الدولة الأخرى تقوم بالتسوية المناسبة لمبلغ الضريبة المؤدى عن هذه الأرباح . و لتحديد هذه التسوية، تؤخذ الأحكام الأخرى من هذه الاتفاقية بعين الاعتبار، و عند الضرورة، تقوم السلطانان المختصتان للدولتين المتعاقبتين بالتشاور فيما بينهما .

المادة العاشرة أرباح الأسهم

- 1- أرباح الأسهم التي تدفعها أية شركة مقيمة في دولة متعاقدة إلى مقيم في الدولة المتعاقدة الأخرى يجوز أن تفرض عليها الضريبة في هذه الدولة الأخرى .
- 2 - و مع ذلك يجوز فرض الضريبة كذلك على أرباح الأسهم المشار إليها في الدولة المتعاقدة التي تقيم فيها الشركة التي دفعت أرباح الأسهم و ذلك وفقاً لقوانين تلك الدولة، إلا أنه إذا كان المالك المستفيد من أرباح الأسهم مقيماً بالدولة المتعاقدة الأخرى فيجب أن لا تزيد الضريبة المفروضة على هذا النحو عن النسب التالية :
- (أ) خمسة بالمائة (5%) من إجمالي مبلغ أرباح الأسهم إذا كان المالك المستفيد شركة تملك نسبة عشرة بالمائة (10%) على الأقل من رأس مال الشركة التي تدفع أرباح الأسهم .
- (ب) عشرة بالمائة (10%) من إجمالي مبلغ أرباح الأسهم في جميع الحالات الأخرى .

3 - يقصد بعبارة "أرباح الأسهم" في هذه المادة الدخل الذي يتحقق من الأسهم أو حقوق الانتفاع أو أسهم التعدين أو حصص المؤسسين أو الحقوق الأخرى التي لا تعتبر من قبيل الديون والمشاركة في الأرباح، وكذلك الدخل من حقوق المشاركة الأخرى والتي تخضع للمعاملة الضريبية ذاتها باعتبارها دخلا من الأسهم وفقا لقوانين الدولة التي تقيم فيها الشركة التي توزع الأرباح، ويشمل أيضا أي عنصر آخر يعامل وفقا لقوانين الدولة التي تقيم فيها الشركة التي توزع الأرباح باعتباره من أرباح الأسهم أو توزيعا من الشركة.

4 - لا تسري أحكام الفقرتين (1) و (2) من هذه المادة إذا كان المالك المستفيد من أرباح الأسهم مقيما بدولة متعاقدة يمارس نشاطا في الدولة المتعاقدة الأخرى التي تقيم فيها الشركة التي توزع الأرباح بواسطة منشأة مستقرة كائنة فيها أو يؤدي في هذه الدولة المتعاقدة الأخرى خدمات شخصية مستقلة من مقر ثابت فيها وأن ملكية الأسهم التي تدفع عنها الأرباح ترتبط بصفة فعلية بتلك المنشأة المستقرة أو هذا المقر الثابت، و تطبق في هذه الحالة أحكام المادة (7) أو المادة (14) من هذه الاتفاقية بحسب الأحوال .

5 - إذا حققت شركة مقيمة بدولة متعاقدة أرباحا أو دخلا من الدولة المتعاقدة الأخرى، فلا يجوز أن تفرض هذه الدولة المتعاقدة الأخرى أية ضريبة على أرباح الأسهم التي توزعها الشركة إلا إذا دفعت هذه الأرباح لمقيم في هذه الدولة الأخرى أو كانت الأسهم المملوكة التي تدفع عنها الأرباح ترتبط بصفة فعلية بمنشأة مستقرة أو مقر ثابت كائن في تلك الدولة المتعاقدة الأخرى، ولا يجوز أن تخضع أرباح الشركة غير الموزعة لضريبة تفرض على أرباح الشركات غير الموزعة حتى لو كانت أرباح الأسهم الموزعة أو الأرباح غير الموزعة تتكون كليا أو جزئيا من أرباح أو دخل نشأ في هذه الدولة المتعاقدة الأخرى .

6 - بالرغم من الأحكام الأخرى من هذه الاتفاقية، حيثما تملك شركة مقيمة بدولة متعاقدة منشأة مستقرة في الدولة المتعاقدة الأخرى، فإن الأرباح المفروضة عليها الضريبة طبقا للفقرة (1) من المادة (7) تخضع لضريبة تجز من المنبع في هذه الدولة الأخرى وفقا لتشريعات الضريبي، غير أن سعر الضريبة المفروضة على هذا النحو فيجب أن لا يزيد عن سبعة بالمائة (7 %) من مبلغ الأرباح المذكورة بعد خصم الضريبة على الشركات المطبقة عليها في هذه الدولة الأخرى.

المادة الحادية عشرة

الفوائد

1 - الفوائد التي تنشأ في دولة متعاقدة و تدفع لمقيم في الدولة المتعاقدة الأخرى يجوز أن تفرض عليها الضريبة في هذه الدولة الأخرى .

2 - و مع ذلك فمثل هذه الفوائد يجوز أن تفرض عليها الضريبة كذلك في الدولة المتعاقدة التي نشأت فيها ووفقا لقانون هذه الدولة، ولكن إذا كان المالك المستفيد مقيما بالدولة الأخرى، فإن الضريبة المفروضة على هذا النحو لا يجوز أن تزيد على عشرة بالمائة (10 %) من المبلغ الإجمالي للفوائد .

3 - على الرغم من أحكام الفقرة (2) من هذه المادة، لا تخضع الفوائد التي تنشأ في دولة متعاقدة للضريبة في هذه الدولة بشرط أن يكون المستحق لها و المالك المستفيد منها هو: (أ) بالنسبة لسلطنة عمان:

- (1) حكومة سلطنة عمان أو إحدى تقسيماتها السياسية أو هيئاتها المحلية؛
- (2) البنك المركزي العماني؛
- (3) صندوق الإحتياطي العام للدولة؛
- (4) بنك التنمية العماني؛

(ب) بالنسبة للمملكة المغربية:

- (1) حكومة المملكة المغربية أو إحدى تقسيماتها السياسية أو جماعاتها المحلية؛
- (2) بنك المغرب؛
- (3) صندوق التجهيز الجماعي؛
- (4) وكالة تنمية الأقاليم الشمالية.

4 - يقصد بلفظ "الفوائد" الوارد في هذه المادة الدخل الناشئ من الديون بجميع أنواعها، سواء كانت مضمونة أو غير مضمونة برهن أو كانت تتضمن أو لا تتضمن حق للمشاركة في أرباح المدين، و تشمل على وجه الخصوص الدخل من السندات الحكومية و الدخل من السندات بما في ذلك المكافآت و الجوائز المتعلقة بهذه السندات. و لا تعتبر الغرامة المفروضة على التأخير في سداد الديون من قبيل الفوائد لأغراض هذه المادة .

5 - لا تسري أحكام الفقرتين (1) و (2) إذا كان المستفيد من الفوائد و المقيم بدولة متعاقدة يمارس في الدولة المتعاقدة الأخرى نشاطا تنشأ عنه الفوائد من خلال منشأة مستقرة كائنة فيها، أو يؤدي في هذه الدولة الأخرى خدمات شخصية مستقلة من مقر ثابت كائن فيها، و أن الدين الذي تدفع عنه الفوائد يرتبط بصفة فعلية:

أ) بالمنشأة المستقرة أو المقر الثابت؛

ب) بالأنشطة التجارية المشار إليها في البند (3) من الفقرة (1) من المادة (7).

و في هذه الحالات، تسري أحكام المادة (7) أو المادة (14) حسب الأحوال.

6 - تعتبر الفوائد قد نشأت في دولة متعاقدة إذا كانت من دفعتها هي الدولة ذاتها أو إحدى تقسيماتها السياسية أو هيئاتها (جماعاتها) المحلية أو مقيم في هذه الدولة، و مع ذلك إذا كان لمن دفع الفوائد - سواء كان مقيما في دولة متعاقدة أو غير مقيم فيها - منشأة مستقرة أو مقر ثابت في دولة متعاقدة يرتبط بالدين الذي نشأت عنه الفوائد المدفوعة و أن هذه الفوائد تحملتها تلك المنشأة المستقرة أو هذا المقر الثابت، فإن الفوائد تعتبر أنها نشأت في الدولة المتعاقدة الكائن فيها المنشأة المستقرة أو المقر الثابت .

7 - إذا أدى وجود علاقة خاصة بين من يدفع الفوائد و المالك المستفيد منها أو بينهما و بين أشخاص آخرين إلى زيادة مبلغ الفوائد المتعلق بالدين الذي دفعت عنه هذه الفوائد عن المبلغ الذي كان يمكن الاتفاق عليه بين من يدفع الفوائد و المالك المستفيد في حالة عدم وجود تلك العلاقة، فإن أحكام هذه المادة تطبق فقط على مبلغ الفوائد المذكور أخيرا، و في هذه الحالة يظل الجزء الزائد من المدفوعات خاضعا للضريبة وفقا لقانون كل دولة متعاقدة، و بمراعاة الأحكام الأخرى لهذه الاتفاقية .

المادة الثانية عشرة الإتاوات

1 - الإتاوات التي تنشأ في دولة متعاقدة و تدفع لمقيم في الدولة المتعاقدة الأخرى، يجوز أن تفرض عليها الضريبة: في هذه الدولة الأخرى .

2 - ومع ذلك فمثل هذه الإتاوات يجوز أن تفرض عليها الضريبة كذلك في الدولة المتعاقدة التي نشأت فيها و بمقتضى قوانين هذه الدولة، و لكن إذا كان المالك المستفيد من الإتاوات مقيماً بالدولة المتعاقدة الأخرى ، فإن الضريبة المفروضة على هذا النحو يجب أن لا تزيد عن عشرة بالمائة (10 %) من المبلغ الإجمالي للإتاوات .

3- يقصد بكلمة " الإتاوات " الواردة في هذه المادة:

- (أ) المدفوعات على اختلاف أنواعها المؤداة مقابل استعمال أو الحق في استعمال حقوق الملكية الأدبية أو الفنية أو العلمية ، بما في ذلك الأشرطة السينمائية أو الأشرطة التسجيلات الخاصة بالثبث الإذاعي أو التلفزيوني أو البث عن طريق الأقمار الاصطناعية بالارتباط بالألياف البصرية أو تقنيات مماثلة مستعملة في البث الموجه للعموم، الأشرطة و الأقراص الممغنطة، و برامج الحاسوب الآلي، براءة الاختراع، علامة الصنع أو علامة تجارية، رسم أو نموذج، تصميم ، صيغة أو طريقة سرية، أو استعمال أو الحق في استعمال معدات صناعية، تجارية، زراعية أو علمية، أو مقابل نقل الخبرة في المجال الصناعي، التجاري أو العلمي ؛
- (ب) المدفوعات مقابل المساعدة التقنية أو تقديم الخدمات و المستخدمين (العاملين) من غير المنصوص عليهم في المادتين (14) و (15) من هذه الاتفاقية؛
- (ج) الأرباح الناشئة عن نقل ملكية (التصرف في) تلك الحقوق أو الأموال إذا كانت هذه الأرباح مرتبطة بإنتاجية تلك الأموال أو باستعمالها .

4 - لا تسري أحكام الفقرتين (1) و (2) إذا كان المالك المستفيد من الإتاوات و المقيم في دولة متعاقدة يمارس في الدولة المتعاقدة الأخرى نشاطاً تنشأ عنه الإتاوات من خلال منشأة مستقرة كائنة فيها، أو يؤدي في هذه الدولة الأخرى خدمات شخصية مستقلة من مقر ثابت كائن فيها، و كان الحق أو الملكية التي تدفع عنها الإتاوات ترتبط بصفة فعلية:

(أ) بتلك المنشأة المستقرة أو ذلك المقر الثابت؛

(ب) بالأنشطة التجارية المشار إليها في البند (3) من الفقرة (1) من المادة (7).

و تطبق في هذه الحالة أحكام المادة 7 أو المادة 14 حسب الأحوال .

5 - تعتبر الإتاوات ناشئة في دولة متعاقدة إذا كان من دعت الإتاوات هي الدولة ذاتها أو إحدى تقسيماتها السياسية أو هيئاتها (جماعاتها) المحلية أو مقيم بهذه الدولة، و مع ذلك إذا كان لمن دفع الإتاوات - سواء كان مقيماً في دولة متعاقدة أو غير مقيم فيها - منشأة مستقرة أو مقر ثابت في دولة متعاقدة يرتبط بالحق الذي استحققت عنه الإتاوات، و أن هذه الإتاوات تحملتها المنشأة المستقرة أو المقر الثابت، فإن هذه الإتاوات تعتبر أنها نشأت في الدولة الكائن فيها المنشأة المستقرة أو المقر الثابت .

6 - إذا أدى وجود علاقة خاصة بين من يدفع الإتاوات و المالك المستفيد منها أو بينهما و بين شخص آخر إلى زيادة مبلغ الإتاوات المتعلق بالاستخدام أو الحق أو المعلومات التي دفعت الإتاوات مقابلها عن المبلغ الذي كان يمكن الاتفاق عليه بين من يدفع الإتاوات و المالك المستفيد في حالة عدم وجود تلك العلاقة، فإن أحكام هذه المادة تطبق فقط على المبلغ المذكور أخيراً، و في هذه الحالة يظل الجزء الزائد من المدفوعات خاضعاً للضريبة وفقاً لقانون كل دولة متعاقدة، و بمراعاة الأحكام الأخرى لهذه الاتفاقية .

المادة الثالثة عشرة الأرباح الرأسمالية

1 - إن الأرباح التي يحصل عليها مقيم بدولة متعاقدة من نقل ملكية (التصرف في) الأموال الثابتة المشار إليها في المادة (6) و الكائنة في الدولة المتعاقدة الأخرى يجوز أن تفرض عليها الضريبة في هذه الدولة المتعاقدة الأخرى .

2 - إن الأرباح الناتجة من نقل ملكية (التصرف في) الأموال المنقولة و التي تمثل جزءاً من أموال نشاط منشأة مستقرة لمشروع (مقاولة) دولة متعاقدة و كائنة في الدولة المتعاقدة الأخرى أو تمثل جزءاً من أموال منقولة تخص مقراً ثابتاً لمقيم بالدولة المتعاقدة كائناً في الدولة المتعاقدة الأخرى لغرض أداء خدمات شخصية مستقلة، بما في ذلك الأرباح الناتجة عن نقل ملكية (التصرف في) هذه المنشأة المستقرة (سواء كان نقل ملكيتها (التصرف فيها) وحدها أو مع المشروع (المقاولة) بأكمله)، أو في هذا المقر الثابت، يجوز أن تفرض عليها الضريبة في هذه الدولة المتعاقدة الأخرى .

3 - إن الأرباح الناتجة من نقل الملكية (التصرف في) السفن أو الطائرات التي تعمل في النقل الدولي أو في الأموال المنقولة المتعلقة بتشغيل هذه السفن أو الطائرات أو كليتهما، لا تفرض عليها الضريبة إلا في الدولة المتعاقدة التي يوجد بها مقر الإدارة الفعلية للمشروع (المقاولة) .

4 - تسري أحكام الفقرة (1) من هذه المادة على الأرباح الرأسمالية التي تحصل عليها شركة طيران الخليج لكن فقط على ذلك الجزء من الأرباح المقابل لحصة حكومة سلطنة عمان في رأس مال الشركة بموجب عقد تأسيسها و نظامها الأساسي.

5 - إن الأرباح الناشئة من نقل ملكية (التصرف في) أسهم رأسمال شركة، تتكون أموالها بصفة جوهرية، بطريقة مباشرة أو غير مباشرة، من أموال ثابتة موجودة بدولة متعاقدة يجوز أن تفرض عليها الضريبة في هذه الدولة .

6 - إن الأرباح الناشئة من نقل ملكية (التصرف في) أي أموال بخلاف تلك المذكورة في الفقرات السابقة تخضع للضريبة فقط في الدولة المتعاقدة التي يقيم بها ناقل ملكية (المتصرف في) هذه الأموال .

المادة الرابعة عشرة الخدمات الشخصية المستقلة

1 - إن الدخل الذي يحصل عليه مقيم بدولة متعاقدة فيما يتعلق بخدمات المهن الحرة أو الأنشطة المستقلة الأخرى؛ ذات الطبيعة المشابهة يخضع للضريبة في هذه الدولة المتعاقدة فقط فيما عدا الحالات التالية التي يجوز فيها فرض الضريبة على هذا الدخل في الدولة المتعاقدة الأخرى :

(أ) إذا كان لهذا المقيم مقر ثابت في الدولة المتعاقدة الأخرى بصفة منتظمة لغرض تأدية أنشطته، و في هذه الحالة يجوز فرض الضريبة في هذه الدولة المتعاقدة الأخرى على ذلك الجزء من الدخل الذي ينسب فقط إلى هذا المقر الثابت .
(ب) إذا كانت إقامته بالدولة المتعاقدة الأخرى لفترة أو لفترات زمنية تتعدى في مجموعها مائة وثلاثة وثمانون (183) يوما خلال فترة اثني عشر شهرا تبدأ أو تنتهي خلال السنة الضريبية المعنية، و في هذه الحالة يجوز أن تفرض الضريبة على ذلك الجزء من الدخل الذي يتحقق من تأدية هذه الأنشطة في هذه الدولة الأخرى.

2 - تشمل عبارة "خدمات المهن الحرة" على وجه الخصوص الأنشطة المستقلة ذات الطابع العلمي أو الأبدي أو الفني أو التعليمي أو المتعلقة بالتدريس و كذلك الأنشطة المستقلة للأطباء و الجراحين و المحامين و المهندسين و المعماريين و أطباء الأسنان و المحاسبين.

المادة الخامسة عشرة الخدمات الشخصية غير المستقلة

1 - مع عدم الإخلال بأحكام المواد (16) و (18) و (19) و (20) و (21)، فإن الأجور والمرتبات و ما في حكمها من مكافآت التي يحصل عليها مقيم بدولة متعاقدة مقابل أداء العمل، تخضع للضريبة في هذه الدولة المتعاقدة فقط، إلا إذا أدي العمل في الدولة المتعاقدة الأخرى، فعندئذ يجوز أن تفرض الضريبة في هذه الدولة المتعاقدة الأخرى على ما يحصل عليه من مرتبات فيها .

2 - على الرغم من الأحكام الواردة في الفقرة (1) فإن المرتبات التي يحصل عليها مقيم بدولة متعاقدة مقابل أداء العمل في الدولة المتعاقدة الأخرى تخضع فقط للضريبة في الدولة المتعاقدة المشار إليها أولا إذا توافرت الشروط الآتية :

(أ) تواجد المقيم في الدولة المتعاقدة الأخرى لفترة أو فترات لا تتجاوز في مجموعها مائة وثلاثة وثمانون (183) يوما خلال أي فترة اثني عشر شهرا تبدأ أو تنتهي خلال السنة الضريبية المعنية؛

(ب) أن تكون المرتبات قد دفعت بواسطة أو نيابة عن صاحب عمل غير مقيم بالدولة المتعاقدة الأخرى .

(ج) أن لا تكون المرتبات قد تحملتها منشأة مستقرة أو مقر ثابت لصاحب العمل في الدولة المتعاقدة الأخرى .

3 - على الرغم من الأحكام السابقة المنصوص عليها في هذه المادة فإن المرتبات التي يتم الحصول عليها مقابل عمل أدي على ظهر سفينة أو طائرة تعمل في النقل الدولي بواسطة مشروع (مقابلة) دولة متعاقدة تخضع للضريبة فقط في الدولة المتعاقدة التي يوجد بها مقر الإدارة الفعلية للمشروع (المقابلة) .

المادة السادسة عشرة مكافآت أعضاء مجلس الإدارة

1 - إن المكافآت و المبالغ المماثلة الأخرى التي يحصل عليها مقيم بدولة متعاقدة بصفته عضوا في مجلس إدارة أو مجلس مراقبة (رقابة) أو مجلس آخر مماثل لشركة مقيمة بالدولة المتعاقدة الأخرى يجوز أن تفرض عليها الضريبة في هذه الدولة الأخرى.

2 - إن الرواتب و المبالغ المماثلة الأخرى التي يحصل عليها مقيم بدولة متعاقدة بصفته مسؤولا يشغل منصبا من مستوى الإدارة العليا في شركة مقيمة بالدولة المتعاقدة الأخرى يجوز أن تفرض عليها الضريبة في هذه الدولة الأخرى .

المادة السابعة عشرة الفنانون و الرياضيون

1 - على الرغم من أحكام المادتين (14) و (15) فإن الدخل الذي يحصل عليه مقيم في دولة متعاقدة بصفته فنانا في مجالات مثل المسرح أو السينما أو الإذاعة أو التلفزيون أو الموسيقى أو بصفته من الرياضيين ، وذلك مقابل أنشطته الشخصية التي يمارسها بهذه الصفة في الدولة المتعاقدة الأخرى ، يجوز أن تفرض عليه الضريبة في هذه الدولة المتعاقدة الأخرى 0

2 - إذا كان الدخل الذي يحصل عليه فنان أو رياضي من أنشطته الشخصية التي يمارسها بهذه الصفة ، لا يستحق للفنان أو الرياضي نفسه أو لشخص آخر ، فإن هذا الدخل - على الرغم من أحكام المواد (7) و (14) و (15) - يجوز أن تفرض عليه الضريبة في الدولة المتعاقدة التي مارس فيها الفنان أو الرياضي أنشطته .

3 - على الرغم من أحكام الفقرتين (1) و (2) فإن الدخل المتعلق بالأنشطة المشار إليها في الفقرة (1) من هذه المادة والذي يتم الحصول عليه في إطار برنامج للتبادل النقاسفي أو الرياضي متفق عليه وممول كليا أو جزئيا من الدولتين المتعاقدين يعفى من الضرائب في الدولة المتعاقدة التي تؤدي فيها هذه الأنشطة بشرط ألا تهدف هذه الأنشطة إلى تحقيق الربح.

المادة الثامنة عشرة المعاشات ومدفوعات الضمان الاجتماعي

1- مع مراعاة أحكام الفقرة (2) من المادة (19) ، فإن المعاشات التقاعدية وغيرها من الأجور المماثلة المدفوعة لمقيم في دولة متعاقدة مقابل عمل (وظيفة) أدي في السابق يجوز أن تفرض عليها الضريبة في تلك الدولة .

- 2- غير انه يجوز أيضا ان تفرض الضريبة على هذه المعاشات التقاعدية وغيرها من الأجور المماثلة في الدولة المتعاقدة الأخرى إذا دفعها مقيم في تلك الدولة الأخرى أو منشأة مستقرة تقع فيها.
- 3- على الرغم من أحكام الفقرتين (1) و (2) ، فإن المعاشات أو غيرها من المبالغ المدفوعة لمقيم في إطار نظام عام يندرج في نظام الضمان الاجتماعي لدولة متعاقدة أو أي من تقسيماتها السياسية أو لأحدى هيئاتها (جماعاتها) المحلية لا تفرض عليها الضريبة إلا في تلك الدولة.

المادة التاسعة عشرة الوظائف الحكومية (العمومية)

- 1 - (أ) الرواتب والأجور والمكافآت الأخرى المماثلة بخلاف المعاشات ، التي تدفعها دولة متعاقدة أو سلطة (جماعة) محلية فيها إلى شخص طبيعي مقابل ما أداءه من خدمات لتلك الدولة أو للسلطة (الجماعة) المحلية فيها تفرض عليها الضريبة في هذه الدولة فقط 0
- (ب) ومع ذلك فإن هذه الرواتب والأجور والمكافآت الأخرى المماثلة تفرض عليها الضريبة في الدولة المتعاقدة الأخرى فقط إذا كانت الخدمات قد تمت تأديتها في هذه الدولة الأخرى، وكان الشخص الطبيعي مقيما في هذه الدولة الأخرى ويعتبر :
- (1) من مواطني هذه الدولة؛
- (2) أو لم يصبح مقيما في هذه الدولة لغرض أداء هذه الخدمات فقط .
- 2 - (أ) المعاشات التي تدفعها دولة متعاقدة أو سلطة (جماعة) محلية فيها أو تدفعها صناديق أنشأتها هذه الدولة أو السلطة (الجماعة) المحلية فيها إلى شخص طبيعي مقابل أداء خدمات لهذه الدولة أو لسلطتها (جماعاتها) المحلية تفرض عليها الضريبة في هذه الدولة فقط ؛
- (ب) ومع ذلك تفرض الضريبة على هذه المعاشات في الدولة المتعاقدة الأخرى فقط إذا كان ذلك الشخص مقيما في هذه الدولة الأخرى ويعتبر من مواطنيها.
- 3 - تطبق أحكام المواد (15) و (16) و (17) و (18) من هذه الاتفاقية على الرواتب والأجور والمكافآت الأخرى المماثلة وعلى المعاشات المدفوعة مقابل أداء الخدمات التي ترتبط بنشاط تباشره دولة متعاقدة أو سلطة (جماعة) محلية فيها .

المادة العشرون الطلبة والمتدربون

ان المبالغ التي يحصل عليها طالب أو متدرب على نشاط أو مهنة يقيم أو كان مقيما في دولة متعاقدة قبل زيارته مباشرة للدولة المتعاقدة الأخرى والتي حضر إليها فقط لغرض تعليمه أو تدريبه، لا تفرض عليها الضريبة في هذه الدولة المتعاقدة على المبالغ التي تدفع من مصادر خارج تلك الدولة المتعاقدة الأخرى لغرض تغطية مصاريف الإعاشة أو التعليم أو التدريب .

المادة الحادية والعشرون الأساتذة والباحثون

- 1 - إذا قام شخص طبيعى يقيم أو كان مقيما في دولة متعاقدة ، قبل زيارته مباشرة للدولة المتعاقدة الأخرى والتي حضر إليها لغرض رئيسي يتمثل في التدريس أو إلقاء المحاضرات أو إجراء البحوث العلمية في جامعة أو أي مؤسسة تعليمية أو ثقافية أخرى معترف بها من قبل حكومة هذه الدولة ولا تهدف إلى الربح ، وحصل على مكافآت مقابل القيام بهذا التدريس أو المحاضرات أو البحوث ، لا تفرض عليها الضريبة في هذه الدولة الأخرى لمدة سنتين إعتبارا من تاريخ وصوله لأول مرة إلى هذه الدولة ، شريطة ان يحصل على هذه المكافآت من مصادر موجودة خارج هذه الدولة .
- 2 - لا تسرى أحكام الفقرة (1) من هذه المادة على الدخل الناتج من إجراء البحوث إذا كانت لا تحقق المصلحة العامة وإنما يحقق بصفة أساسية المنفعة الخاصة لشخص أو لأشخاص معينين.

المادة الثانية والعشرون الأنواع الأخرى من الدخل

- 1 - عناصر الدخل لمقيم في دولة متعاقدة ، أيا ما كان مصدرها ، والتي لم يتم تناولها في المواد السابقة من هذه الاتفاقية ، لا تفرض عليها الضريبة إلا في هذه الدولة.
- 2 - لا تسرى أحكام الفقرة (1) سوى على الدخل من الأهمال الثابتة وفقا لتعريفها الوارد في الفقرة (2) من المادة رقم (6) إذا كان من تسلّم هذا الدخل مقيما في دولة متعاقدة وبمباشر في الدولة المتعاقدة الأخرى نشاطا عن طريق منشأة مستقرة كائنة فيها ، أو يؤدي في هذه الدولة الأخرى خدمات شخصية مستقلة من مقر ثابت كائن فيها ، وان الحق أو الملكية التي يدفع عنها الدخل ترتبط بصفة فعلية بتلك المنشأة المستقرة أو هذا المقر الثابت ، في هذه الحالة تطبق أحكام المادة (7) أو المادة (14) بحسب الأحوال .

المادة الثالثة والعشرون تجنب الازدواج الضريبي

- يتم تجنب الازدواج الضريبي على النحو الآتي :-
- 1- إذا حصل مقيم في دولة متعاقدة على دخل يجوز أن يخضع للضريبة في الدولة المتعاقدة الأخرى بالتطبيق لأحكام هذه الاتفاقية ، فإن الدولة المتعاقدة المشار إليها أو لا تسمح بخصم مبلغ من الضريبة المفروضة على دخل هذا المقيم يعادل ضريبة الدخل المدفوعة في الدولة المتعاقدة الأخرى ، إما مباشرة أو عن طريق الخصم ، إلا ان هذا الخصم لا يجوز - بسأي حال - أن يزيد على ذلك الجزء من ضريبة الدخل (كما هو محسوب قبل الخصم) الذي ينسب إلى الدخل الجائز فرض الضريبة عليه في الدولة المتعاقدة الأخرى .

- 2- لأغراض الفقرة (1) من هذه المادة ، إذا كان الدخل الناشئ في دولة متعاقدة معفى من الضريبة أو فرضت عليه الضريبة بنسبة مخفضة كالحوافز الضريبية الممنوحة بموجب القوانين واللوائح الصادرة لأغراض دعم التنمية الاقتصادية ، عندئذ تكون الضريبة على هذا الدخل والتي كانت ستستحق في هذه الدولة ولكنها لم تستحق بسبب الإعفاء أو التخفيض في

نسبة الضريبة ، يتم خصمها من ضريبة الدخل المستحقة في الدولة التي يقيم فيها المالك المستفيد من الدخل وتقوم السلطانان المختصتان في الدولتين المتعاقبتين بالتشاور فيما بينهما بشأن طريقة تطبيق أحكام هذه الفقرة .

3- إذا كان الدخل الذي يحصل عليه شخص مقيم في دولة متعاقدة يعفى من الضريبة فيها طبقاً لأحكام الاتفاقية ويخضع للضريبة في الدولة المتعاقدة الأخرى ، ففي هذه الحالة تراعى الدولة المتعاقدة عند حساب الضريبة وتحديد سعرها على باقي دخل الشخص المقيم فيها مبلغ الإعفاء بحيث تفرض الضريبة بالسعر الواجب تطبيقه بافتراض عدم تقرير الإعفاء .

المادة الرابعة والعشرون

إجراءات الاتفاق المتبادل

1 - إذا تبين لشخص ان الإجراءات التي اتخذتها إحدى الدولتين المتعاقبتين أو كلاهما قد أدت أو تؤدي إلى إخضاعه للضريبة على نحو مخالف لأحكام هذه الاتفاقية ، يجوز له بغض النظر عن الأحكام التي تنص عليها القوانين الداخلية لهاتين الدولتين ، أن يعرض منازعته على السلطة المختصة في الدولة المتعاقدة التي يقيم فيها ، ويجب عرض المنازعة خلال ثلاث سنوات من تاريخ الإخطار الأول بالإجراء الذي أدى إلى إخضاعه للضريبة على نحو مخالف لأحكام هذه الاتفاقية .

2 - إذا تبين للسلطة المختصة ان المعارضة لها ما يبررها وإذا لم تكن قادرة بذاتها على التوصل إلى حل مناسب لذلك ، فإنها تسعى إلى التوصل للفصل في المنازعة عن طريق الاتفاق المتبادل مع السلطة المختصة في الدولة المتعاقدة الأخرى ، وذلك بقصد تجنب فرض الضريبة المخالفة لأحكام الاتفاقية . ويتعين تنفيذ أي اتفاق يتم التوصل إليه بغض النظر عن المدد (الأجال) المنصوص عليها في القوانين الداخلية للدولتين المتعاقبتين .

3 - تسعى السلطانان المختصتان في الدولتين المتعاقبتين إلى التوصل عن طريق الاتفاق المتبادل إلى حل أي صعوبات أو شك ينشأ فيما يتعلق بتطبيق أو تفسير أحكام هذه الاتفاقية 0 كما يجوز للسلطنتين المختصتين التشاور فيما بينهما بغرض تجنب الازدواج الضريبي في الحالات غير المنصوص عليها في هذه الاتفاقية .

4 - يجوز للسلطنتين المختصتين في الدولتين المتعاقبتين الاتصال فيما بينهما مباشرة بغرض التوصل إلى اتفاق بالمعنى المحدد في الفقرات السابقة.

المادة الخامسة والعشرون

تبادل المعلومات

1 - تقوم السلطانان المختصتان في الدولتين المتعاقبتين بتبادل المعلومات بالقدر اللازم لتطبيق أحكام هذه الاتفاقية أو القوانين الداخلية للدولتين المتعاقبتين المتعلقة بالضرائب التي تتناولها هذه الاتفاقية وفي الحدود التي لا تخالف فيها هذه الضرائب أحكام الاتفاقية ، وبصفة خاصة لمنع التهرب من مثل هذه الضرائب . ويتم تبادل المعلومات دون التقييد بأحكام المادة (1) . وتعتبر أي معلومات تصل إلى علم دولة متعاقدة ذات طبيعة سرية

وتعامل أسوة بالمعلومات التي يتم الحصول عليها وفقا للقوانين الداخلية لهذه الدولة ويفضي بها فقط للأشخاص أو السلطات (بما فيها المحاكم والجهات الإدارية) المختصة بالربط (التقدير) والتحصيل أو التنفيذ أو الفصل في الاستئنافات المتعلقة بالضرائب التي تتناولها هذه الاتفاقية ، وعلى أن يستخدم هؤلاء الأشخاص أو تلك السلطات المعلومات في هذه الأغراض فقط ، ولكن يجوز لهم إنشاء سريتها أثناء الجلسات عند نظر الدعاوى أمام المحاكم أو عند إصدار الأحكام القضائية .

- 2 - لا يجوز بأي حال من الأحوال أن تفسر أحكام الفقرة (1) من هذه المادة ، على أنها تفرض التزاما على دولة متعاقدة سواء :
- (أ) لاتخاذ إجراءات إدارية تتعارض مع القوانين أو العرف الإداري السائد لدى هذه الدولة أو الدولة المتعاقدة الأخرى ؛
- (ب) لتقديم معلومات لا يمكن الحصول عليها طبقا للقوانين أو الإجراءات المعتادة للإدارة في هذه الدولة أو الدولة المتعاقدة الأخرى ؛
- (ج) لتقديم معلومات تؤدي إلى إفشاء أسرار أي حرفة أو نشاط أو صناعة أو تجارة أو مهنة سرية أو طريقة تجارية ما دام أن إفشاء سرية أي منها يتعارض مع النظام العام .

المادة السادسة والعشرون أعضاء البعثات الدبلوماسية والموظفون القنصليون

لا يترتب على هذه الاتفاقية الإخلال بالإمتيازات الضريبية المقررة لأعضاء البعثات الدبلوماسية أو الموظفين القنصليون بموجب القواعد العامة للقانون الدولي أو بمقتضى أحكام اتفاقيات خاصة.

المادة السابعة والعشرون سريان الاتفاقية

تخطر كل من الدولتين المتعاقبتين الدولة الأخرى باستكمال الإجراءات التي يتطلبها دستورهما ونظامها الأساسي أو قانونها لتنفيذ أحكام هذه الاتفاقية ، وتسرى هذه الاتفاقية اعتبارا من اليوم الثلاثين بعد تاريخ آخر هذين الإخطارين .

وحينئذ تكون الاتفاقية نافذة وفقا لما يأتي :

1 - فيما يتعلق بالضرائب التي تحجز من المنبع : تسري على المبالغ المدفوعة أو المستحقة الدفع اعتبارا من الأول من شهر يناير من السنة الميلادية التالية مباشرة لتاريخ سريان الاتفاقية.

2 - فيما يتعلق بالضرائب الأخرى :

- أ - بالنسبة لسلطنة عمان : تسري اعتبارا من السنة الضريبية التي تبدأ اعتبارا من الأول من شهر يناير من السنة الميلادية التالية مباشرة لتاريخ سريان الاتفاقية.
- ب - بالنسبة للمملكة المغربية : تسري عن كل سنة ضريبية أو فترة ضريبية تبدأ من الأول من شهر يناير من السنة الميلادية التالية مباشرة لتاريخ سريان الاتفاقية .

المادة الثامنة والعشرون إنهاء الاتفاقية

تظل هذه الاتفاقية سارية لحين إنهاؤها من قبل إحدى الدولتين المتعاقبتين ، ويجوز لأي من الدولتين المتعاقبتين إنهاء الاتفاقية من خلال القنوات الدبلوماسية بإخطار إنهاء يوجه للدولة الأخرى قبل ستة أشهر على الأقل من نهاية أي سنة ميلادية بعد انقضاء خمس سنوات من تاريخ نفاذ هذه الاتفاقية ، وفي هذه الحالة يوقف سريان هذه الاتفاقية على النحو الآتي :

1 - فيما يتعلق بالضرائب التي تحجز من المنبع : المبالغ المدفوعة أو المستحقة الدفع اعتبارا من الأول من شهر يناير من السنة الميلادية التالية للسنة التي تم فيها توجيه الإخطار بإنهاء الاتفاقية .

2 - فيما يتعلق بالضرائب الأخرى :

- أ - بالنسبة لسلطنة عمان : على الضرائب المفروضة عن أية سنة ضريبية تبدأ اعتبارا من الأول من شهر يناير من السنة الميلادية التالية مباشرة للسنة التي تم فيها توجيه الإخطار بإنهاء الاتفاقية .
- ب - بالنسبة للمملكة المغربية : على الضرائب المفروضة عن أية سنة ضريبية أو فترة ضريبية تبدأ من الأول من شهر يناير من السنة الميلادية التالية مباشرة للسنة التي تم فيها توجيه الإخطار بإنهاء الاتفاقية .

إثباتا لما تقدم قام الموقعان أدناه بموجب السلطة المخولة لهما من قبل حكومتيهما بالتوقيع على هذه الاتفاقية .

حررت هذه الاتفاقية في مدينة الرباط بتاريخ 24 ذو القعدة 1427 هـ الموافق 15 دجنبر 2006م، من نسختين أصليتين باللغة العربية .

عن
حكومة سلطنة عمان

جمعة بن علي بن جمعة
وزير القوى العاملة

عن
حكومة المملكة المغربية

مصطفى المنصوري
وزير التشغيل والتكوين المهني

□ PAKISTAN

- **Dahir n° 1-07-174 du 1^{er} ramadan 1432 (2 août 2011) portant publication de la Convention faite à Rabat le 18 mai 2006 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la République islamique du Pakistan tendant à éviter la double imposition et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu (1)**

[...]

Vu la Convention (2) faite à Rabat le 18 mai 2006 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la République islamique du Pakistan tendant à éviter la double imposition et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu ;

Vu la loi n° 37-06 promulguée par le dahir n° 1-07-156 du 19 kaada 1428 (30 novembre 2007) et portant approbation, quant au principe, de la ratification du Royaume du Maroc de la Convention précitée ;

Vu le procès-verbal d'échange des instruments de ratification de la Convention précitée, fait à Islamabad le 8 octobre 2009,

Article unique

Sera publiée au *Bulletin officiel* à la suite du présent dahir, la Convention faite à Rabat le 18 mai 2006 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la République islamique du Pakistan tendant à éviter la double imposition et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu.

(1) *B.O.* n° 5992 du 3 novembre 2011.

(2) Voir le texte de la Convention dans l'édition générale du *Bulletin officiel* n° 5990 du 29 kaada 1432 (27 octobre 2011).

اتفقتا على ما يلي :

المادة الأولى

تطبق هذه الاتفاقية على الأشخاص المقيمين بدولة متعاقدة أو بكلا الدولتين المتعاقبتين.

المادة الثانية

الضرائب المعنية

1 - تطبق هذه الاتفاقية على الضرائب على الدخل المفروضة لحساب دولة متعاقدة أو فروعها السياسية أو جماعاتها المحلية بغض النظر عن الطريقة التي تفرض بها.

2 - تعتبر ضرائب على الدخل جميع الضرائب المفروضة على الدخل الإجمالي أو على عناصر من الدخل، بما فيها الضرائب على الأرباح الناتجة عن نقل ملكية الأموال المنقولة أو غير المنقولة، والضرائب على المبالغ الإجمالية للأجور أو الرواتب المؤداة من قبل مقاولات، وكذا الضرائب على زيادة قيمة رأس المال.

3 - إن الضرائب الحالية التي تطبق عليها الاتفاقية هي :

(أ) فيما يخص المملكة المغربية :

(I) الضريبة العامة على الدخل ؛

(II) والضريبة على الشركات ؛

(والمشار إليها فيما بعد بالضريبة المغربية)، و

(ب) فيما يخص جمهورية باكستان الإسلامية :

(I) الضريبة على الدخل ؛

(II) الضريبة الممتازة ؛

(III) الضريبة الإضافية ؛

(والمشار إليها فيما بعد بالضريبة الباكستانية) ؛

4 - تطبق هذه الاتفاقية كذلك على أي ضرائب مماثلة أو مشابهة في جوهرها تستحدث بعد تاريخ التوقيع على الاتفاقية وتضاف إلى الضرائب الحالية أو تحل محلها. وتطلع السلطات المختصة في الدولتين المتعاقبتين بعضها البعض دوريا على التعديلات الهامة التي تدخلها على تشريعاتها الضريبية.

المادة الثالثة

تعريف عامة

1 - لأغراض هذه الاتفاقية، ما لم يقتض سياق النص خلاف ذلك :

(أ) تعني عبارتا «دولة متعاقدة» و «الدولة المتعاقدة الأخرى» حسب سياق النص المغرب أو باكستان ؛

ظهير شريف رقم 1.07.174.صاس في فاتح رمضان 1432
(2 أغسطس 2011) بنشر الاتفاقية بالرباط في 18 ماي 2006
بين حكومة المملكة المغربية وحكومة الجمهورية الإسلامية لباكستان
لتجنب الازدواج الضريبي ومنع التهرب الضريبي في ميدان
الضرائب على الدخل.

الحمد لله وحده،

الطابع الشريف - بداخله :

(محمد بن الحسن بن محمد بن يوسف الله وليه)

يعلم من ظهيرنا الشريف هذا، أسماء الله وأعز أمره أننا :

بناء على الاتفاقية الموقعة بالرباط في 18 ماي 2006 بين حكومة المملكة المغربية وحكومة الجمهورية الإسلامية لباكستان لتجنب الازدواج الضريبي ومنع التهرب الضريبي في ميدان الضرائب على الدخل ؛

وعلى القانون رقم 37.06 الصادر بتنفيذه الظهير الشريف رقم 1.07.156 بتاريخ 19 من ذي القعدة 1428 (30 نوفمبر 2007) والموافق بموجبه من حيث المبدأ على تصديق المملكة المغربية على الاتفاقية المذكورة ؛

وعلى محضر تبادل وثائق المصادقة على الاتفاقية المذكورة، الموقع بإسلام آباد في 8 أكتوبر 2009 ،

أصدرنا أمرنا الشريف بما يلي :

تنشر بالجريدة الرسمية، عقب ظهيرنا الشريف هذا، الاتفاقية الموقعة بالرباط في 18 ماي 2006 بين حكومة المملكة المغربية وحكومة الجمهورية الإسلامية لباكستان لتجنب الازدواج الضريبي ومنع التهرب الضريبي في ميدان الضرائب على الدخل.

وحر بالرباط في فاتح رمضان 1432 (2 أغسطس 2011).

وقعه بالملف :

رئيس الحكومة،

الإمضاء : عباس الفاسي.

*

* *

اتفاقية بين حكومة المملكة المغربية وحكومة الجمهورية الإسلامية
لباكستان لتجنب الازدواج الضريبي ومنع التهرب الضريبي

في ميدان الضرائب على الدخل

إن حكومة المملكة المغربية وحكومة الجمهورية الإسلامية لباكستان
رغبة منهما في إبرام اتفاقية لتجنب الازدواج الضريبي ومنع التهرب
الضريبي في ميدان الضرائب على الدخل،

(ك) تعني عبارة «السنة الضريبية» :

- (I) فيما يخص المغرب، «السنة الضريبية» كما تم تعريفها في القوانين المتعلقة بالضريبة العامة على الدخل والضريبة على الشركات ؛
(II) وفيما يخص باكستان، «سنة الدخل» كما تم تعريفها في قانون ضريبة الدخل 2001.

2- لتطبيق الاتفاقية في أي وقت من طرف دولة متعاقدة، يكون لكل لفظ أو عبارة لم يتم تعريفه في الاتفاقية المعنى الذي يمنحه إياه في ذلك الوقت تشريع تلك الدولة المتعلق بالضرائب التي تطبق عليها الاتفاقية، ما لم يقتض سياق النص خلاف ذلك، ويرجع المعنى الممنوح لهذا اللفظ أو العبارة من طرف التشريع الضريبي لهذه الدولة على المعنى الذي تمنحه إياه الفروع الأخرى من تشريع تلك الدولة.

المادة الرابعة

المقيم

1- لأغراض هذه الاتفاقية تعني عبارة «مقيم بدولة متعاقدة» أي شخص يخضع للضريبة في دولة وفقا لتشريع هذه الدولة، بموجب سكنه أو إقامته أو مقر إدارته أو أي معيار آخر ذي طابع مشابه، وتطبق كذلك على تلك الدولة و أي من فروعها السياسية أو جماعاتها المحلية. غير أن هذه العبارة لا تشمل الأشخاص الذين لا يخضعون للضريبة في تلك الدولة إلا على الدخل الناتج من مصادر موجودة في تلك الدولة.

2- عندما يكون شخص طبيعي، تبعا لمقتضيات الفقرة 1، مقيما بكلتا الدولتين المتعاقبتين، تسوى وضعيته بالكيفية التالية :

(أ) يعتبر هذا الشخص مقيما فقط بالدولة التي يوجد له فيها سكن دائم ؛ و إذا كان له سكن دائم في كلتا الدولتين، يعتبر مقيما فقط بالدولة التي تربطه بها علاقات شخصية واقتصادية أو ثق (مركز المصالح الحيوية) ؛

(ب) إذا تعذر تحديد الدولة التي يوجد فيها مركز مصالح هذا الشخص الحيوية، أو لم يوجد له سكن دائم في أي من الدولتين، يعتبر مقيما فقط بالدولة المتعاقدة التي يقطن فيها بصفة اعتيادية ؛

(ج) إذا كان هذا الشخص يقطن بصفة اعتيادية في كلتا الدولتين أو لا يقطن في أي منهما، يعتبر مقيما فقط بالدولة التي هو مواطنها ؛

(د) إذا كان هذا الشخص مواطنا لكلتا الدولتين أو لم يكن مواطنا لأي منهما، تفصل السلطات المختصة في الدولتين المتعاقبتين في القضية باتفاق مشترك.

(ب) يعني لفظ «المغرب» المملكة المغربية، وعندما يستعمل بالمعنى الجغرافي يشمل لفظ «المغرب» :

- (I) تراب المملكة المغربية، البحر الإقليمي ؛
(II) والمنطقة البحرية ما وراء البحر الإقليمي وتشمل امتداد البحر وأعماقه الباطنية (الجرف القاري) والمنطقة الاقتصادية الخاصة التي يمارس المغرب عليها حقوقه السيادية طبقا لتشريعه الداخلي والقانون الدولي، وذلك بهدف استكشاف واستغلال موارده الطبيعية ؛

(ج) يعني لفظ «باكستان» عندما يستعمل بالمعنى الجغرافي باكستان كما تم تعريفه في دستور جمهورية باكستان الإسلامية ويشمل أي منطقة ما وراء المياه الإقليمية للباكستان التي طبقا للتشريع الباكستاني وللقانون الدولي هي منطقة تمارس عليها باكستان حقوقها السيادية وقضاها فيما يخص الموارد البشرية لامتداد البحر وأعماقه الباطنية والمياه المتاخمة ؛

(د) يعني لفظ «ضريبة» حسب سياق النص الضريبة المغربية أو الضريبة الباكستانية ؛

(هـ) يشمل لفظ «شخص» الشخص الطبيعي والشركة وأي مجموعة أخرى من الأشخاص ؛

(و) يعني لفظ «شركة» أي شخص معنوي أو أي كيان يعتبر شخصا معنويا لأغراض فرض الضريبة ؛

(ز) تعني عبارتا «مقاولة دولة متعاقدة» و «مقاولة الدولة المتعاقدة الأخرى» على التوالي مقاولة يستغلها مقيم بدولة متعاقدة ومقاولة يستغلها مقيم بالدولة المتعاقدة الأخرى ؛

(ح) تعني عبارة «النقل الدولي» أي نقل بواسطة سفينة أو طائرة تقوم باستغلالها مقاولة يوجد مقر إدارتها الفعلية في دولة متعاقدة، ما عدا الحالة التي يتم فيها استغلال السفينة أو الطائرة فقط بين أماكن توجد في الدولة المتعاقدة الأخرى ؛

(ط) تعني عبارة «السلطة المختصة» :

- (I) فيما يخص المغرب ؛ وزير المالية أو ممثله المرخص له بذلك ؛
(II) فيما يخص باكستان ؛ الهيئة المركزية للدخل أو ممثلها المرخص له بذلك ؛

(ي) يعني لفظ «مواطن» :

- (I) أي شخص طبيعي يحمل جنسية/مواطنة دولة متعاقدة ؛
(II) أي شخص معنوي، شركة أشخاص أو جمعية تستمد وضعها القانوني من التشريع الجاري به العمل في دولة متعاقدة ؛

- (ب) الاحتفاظ ببضائع تملكها المقاوله فقط لغرض التخزين أو العرض ؛
 (ج) الاحتفاظ بمخزون بضائع تملكها المقاوله فقط لغرض التحويل من قبل مقاوله أخرى ؛
 (د) استعمال مكان عمل ثابت فقط لغرض شراء بضائع أو جمع معلومات للمقاوله؛
 (هـ) استعمال مكان عمل ثابت فقط لغرض ممارسة أية أنشطة ذات طابع تحضيرى أو إضافى للمقاوله ؛

(و) استعمال مكان عمل ثابت فقط لغرض الجمع بين ممارسة الأنشطة المشار إليها في المقاطع من (أ) إلى (هـ)، شريطة أن تحتفظ مجموع الأنشطة الممارسة من طرف مكان العمل الثابت والنتيجة عن هذا الجمع بطابع تحضيرى أو إضافى.

5- على الرغم من مقتضيات الفقرتين 1 و 2، عندما يعمل شخص - غير الوكيل ذي الوضع المستقل الذي تطبق عليه الفقرة 7 - في دولة متعاقدة لحساب مقاوله تابعة للدولة المتعاقدة الأخرى، فإن تلك المقاوله ستعتبر بأن لها مؤسسة مستقرة في الدولة المتعاقدة المذكورة أولا فيما يتعلق بالأنشطة التي يقوم بها ذلك الشخص لصالح المقاوله في حالة ما :

(أ) إذا كانت له ويزاول بصفة اعتيادية في هذه الدولة سلطة لإبرام العقود باسم تلك المقاوله، إلا إذا كانت أنشطة ذلك الشخص محدودة في تلك الأنشطة المشار إليها في الفقرة 4 والتي إذا تمت ممارستها من خلال مكان عمل ثابت لا تجعل من ذلك المكان الثابت مؤسسة مستقرة في مفهوم هذه الفقرة ؛ أو

(ب) لم تكن له مثل هذه السلطة، ولكنه يحتفظ بصفة اعتيادية في الدولة المذكورة أولا بمخزون من بضائع أو سلع ويقوم بتسليم بضائع أو سلع منها بصفة منتظمة نيابة عن المقاوله ؛

6- على الرغم من المقتضيات السابقة من هذه المادة، تعتبر مقاوله تأمين تابعة لدولة متعاقدة، باستثناء إعادة التأمين، ذات مؤسسة مستقرة في الدولة المتعاقدة الأخرى، إذا كانت المقاوله تقبض أقساط التأمين أو تقوم بتأمين مخاطر تقع فوق تراب تلك الدولة الأخرى بواسطة شخص آخر غير الوكيل ذي الوضع المستقل الذي تطبق عليه الفقرة 7.

7 - لا يعتبر أنه مقاوله دولة متعاقدة مؤسسة مستقرة لمجرد أنها تمارس فيها نشاطها عن طريق وسيط أو وكيل عام بالعمولة أو أي وكيل آخر ذي وضع مستقل، شريطة أن يعمل هؤلاء الأشخاص في الإطار العادى لنشاطهم، غير أنه إذا كانت أنشطة هذا الوكيل مخصصة كلها أو في معظمها لحساب تلك المقاوله وكانت الشروط المنقذ عليها أو المفروضة بين المقاوله والوكيل في علاقاتها التجارية والمالية تختلف عن تلك التي قد تربط بين مقاولتين مستقلتين، فلا يمكن اعتباره كوكيل ذي وضع مستقل في مفهوم هذه الفقرة.

3- (أ) إذا كان شخص غير الشخص الطبيعي مقيما بالدولتين المتعاقبتين وفقا لمقتضيات الفقرة 1، فإنه يعتبر مقيما فقط بالدولة التي يوجد فيها مقر إدارته الفعلية ؛

(ب) إذا تعذر تحديد مقر الإدارة الفعلية، تحل السلطات المختصة في الدولتين المتعاقبتين المسألة باتفاق مشترك،

المادة الخامسة

المؤسسة المستقرة

1- لأغراض هذه الاتفاقية، تعني عبارة «مؤسسة مستقرة» مكان عمل ثابت تمارس من خلاله مقاوله نشاطها كليا أو جزئيا.

2- تشمل عبارة «مؤسسة مستقرة» بالخصوص :

(أ) مقر الإدارة ؛

(ب) الفرع ؛

(ج) المكتب ؛

(د) المصنع ؛

(هـ) المشغل ؛

(و) النجم، بئر البترول أو الغاز، الملقح أو أي مكان آخر لاستكشاف واستخراج الموارد الطبيعية؛

(ز) المكان المستخدم كمنفذ للبيع ؛

(ح) المستودع الموضوع ورن إشارة شخص من أجل تخزين سلع لآخر؛

(ط) ومزرعة أو حقل.

3- تشمل عبارة «مؤسسة مستقرة» كذلك :

(أ) ورشة بناء أو مشروع بناء أو تجميع أو تركيب أو أنشطة الإشراف المتعلقة بها، لكن فقط إذا استمرت الورشة أو المشروع أو النشاط لأكثر من ستة أشهر ؛

(ب) تقديم الخدمات، بما في ذلك الخدمات الاستشارية من طرف مقاوله بواسطة مأجورين أو مستخدمين آخرين تم توظيفهم من طرف المقاوله لهذا الغرض، لكن فقط إذا استمرت مثل هذه الأنشطة (لنفس المشروع أو لمشروع مرتبط به) في دولة متعاقدة لفترة أو فترات تتجاوز في مجموعها أكثر من شهر واحد في حدود مدة اثني عشر شهرا ؛

4- على الرغم من المقتضيات السابقة من هذه المادة، لا يمكن اعتبار أن عبارة «مؤسسة مستقرة» تشمل :

(أ) استعمال المنشآت فقط لغرض تخزين أو عرض بضائع تملكها المقاوله ؛

أ) المؤسسة المستقرة : أو

ب) المبيعات في تلك الدولة الأخرى لبضائع أو لسلع ذات طابع مماثل أو مشابه لتلك التي تقوم ببيعها المؤسسة المستقرة : أو

ج) أنشطة الأعمال الأخرى الممارسة في تلك الدولة الأخرى ذات الطابع المماثل أو المشابه لتلك التي تمارسها بواسطة المؤسسة المستقرة.

2- مع مراعاة مقتضيات الفقرة 3، عندما تمارس مقابلة دولة متعاقدة نشاطا في الدولة المتعاقدة الأخرى بواسطة مؤسسة مستقرة توجد فيها تنسب، في كل دولة متعاقدة، إلى تلك المؤسسة المستقرة الأرباح التي يتوقع أن تجنيها لو كانت مقابلة مميزة ومنفصلة تمارس نفس الأنشطة أو أنشطة مماثلة في نفس الشروط أو شروط مماثلة وتتعامل باستقلالية تامة مع المقابلة التي هي مؤسسة مستقرة لها.

3- لتحديد أرباح مؤسسة مستقرة، يسمح بخصم النفقات التي بذلت لأغراض نشاط هذه المؤسسة المستقرة بما في ذلك نفقات الإدارة والمصاريف العامة للإدارة التي يتم بذلها على هذا الشكل سواء كان ذلك في الدولة المتعاقدة التي توجد فيها هذه المؤسسة المستقرة أو في جهة أخرى. غير أنه لن يسمح بأي خصم عن المبالغ المؤداة، عند الاقتضاء، (لأغراض أخرى غير استرداد المبالغ المصروفة) بواسطة المؤسسة المستقرة للمقر المركزي للمقابلة أو لأي من مكاتبها الأخرى على شكل إتاوات، أتعاب أو أداءات مماثلة أخرى مقابل استخدام حقوق براءات الاختراع أو حقوق أخرى، أو على شكل عمولات نظير خدمات معينة أو نشاط إداري أو، فيما عدا المقاولات المصرفية، على شكل فوائد على الأموال المقرضة للمؤسسة المستقرة، وبالمثل، فإنه لا يبذل في احتساب أرباح المؤسسة المستقرة المبالغ (غير استرداد المبالغ المصروفة) المدرجة من طرف المؤسسة المستقرة في الجانب المدين من حساب المقر المركزي للمقابلة أو لأي من مكاتبها الأخرى على شكل إتاوات، أتعاب أو أداءات مماثلة أخرى مقابل استخدام حقوق براءات الاختراع أو حقوق أخرى، أو على شكل عمولات نظير خدمات معينة أو نشاط إداري أو، فيما عدا المقاولات المصرفية، على شكل فوائد على الأموال المقرضة للمؤسسة المستقرة أو لأي من مكاتبها الأخرى.

4- إذا كان من المعتاد في دولة متعاقدة تحديد الأرباح المنسوبة لمؤسسة مستقرة على أساس توزيع نسبي لمجموع أرباح المقابلة على مختلف أجزائها، فلا يمنع أي مقتضى من الفقرة 2 هذه الدولة المتعاقدة من تحديد الأرباح الخاضعة للضريبة حسب التوزيع النسبي المعمول به؛ على أن تستعمل طريقة التوزيع المعتمدة بحيث تكون النتيجة المحصل عليها مطابقة للمبادئ الواردة في هذه المادة.

8- إن كون شركة مقيمة بدولة متعاقدة تراقب أو تخضع لمراقبة شركة مقيمة بالدولة المتعاقدة الأخرى، أو تزاوّل نشاطها في تلك الدولة المتعاقدة الأخرى (سواء بواسطة مؤسسة مستقرة أو بطريقة أخرى) لا يكفي في حد ذاته ليجعل من إحدى الشركتين مؤسسة مستقرة للأخرى.

المادة السادسة

المدخل العقارية

1- إن الدخل الذي يحصل عليه مقيم بدولة متعاقدة من ممتلكات عقارية (بما فيه دخل استغلال الفلاحة أو الغابات) توجد في الدولة المتعاقدة الأخرى تفرض عليه الضريبة في تلك الدولة الأخرى.

2- لعبارة «ممتلكات عقارية» المدلول الذي يمنحه تشريع الدولة المتعاقدة التي توجد فيها هذه الممتلكات، وتشمل العبارة في جميع الحالات الماضية والتوابع والتجهيزات المستعملة في استغلال الفلاحة والغابات، والحقوق التي تنطبق عليها مقتضيات القانون الخاص المتعلقة بالملكية العقارية وحق الانتفاع بالممتلكات العقارية، والحقوق الخاصة بالمدفوعات المتغيرة أو الثابتة لاستغلال أو امتياز استغلال المناجم المعدنية والمناجم والموارد الطبيعية الأخرى؛ ولا تعتبر السفن والمراكب والطائرات ممتلكات عقارية.

3- تطبق مقتضيات الفقرة 1 على المدخل الناتجة عن الاستغلال المباشر أو الإيجار أو تأجير الأراضي، وكذا عن أي شكل آخر من أشكال استغلال الممتلكات العقارية.

4- تطبق مقتضيات الفقرتين 1 و 3 كذلك على الدخل الناتج عن الممتلكات العقارية المقابلة وكذا على دخل الممتلكات العقارية المستعملة في ممارسة مهنة مستقلة.

5- إذا كانت الأسهم أو أية حقوق أخرى في شركة تخول مالكها حق الانتفاع بممتلكات عقارية تملكها هذه الشركة، فإن الدخل من استغلال أو تأجير أو أي شكل آخر من أشكال استغلال هذا الحق في الانتفاع تفرض عليه الضريبة في الدولة المتعاقدة التي توجد فيها الممتلكات العقارية.

المادة السابعة

أرباح المقاولات

1- تفرض الضريبة على أرباح مقابلة دولة متعاقدة فقط في تلك الدولة، إلا إذا كانت المقابلة تمارس نشاطها في الدولة المتعاقدة الأخرى بواسطة مؤسسة مستقرة توجد فيها، فإذا مارست المقابلة نشاطها بهذه الكيفية، تفرض الضريبة على أرباحها في الدولة الأخرى، ولكن فقط بقدر ما ينسب منها إلى :

2- عندما تدرج دولة متعاقدة ضمن أرباح مقابولة تلك الدولة - وتفرض عليها الضريبة تبعا لذلك - أرباحا تم بسببها فرض الضريبة على مقابولة الدولة المتعاقدة الأخرى وكان من الممكن تحقيق الأرباح التي أدرجت على هذا النحو بواسطة مقابولة الدولة المذكورة أولا لو كانت الشروط المتفق عليها بين المقاولتين في نفس الشروط التي قد تتفق عليها مقاولات مستقلة، فإن الدولة الأخرى تقوم بالتسوية المناسبة لمبلغ الضريبة المؤدى عن هذه الأرباح، ولتحديد هذه التسوية، تأخذ المقتضيات الأخرى من هذه الاتفاقية بعين الاعتبار، وعند الضرورة، تقوم السلطات المختصة في الدولتين المتعاقدين بالتشاور فيما بينها.

المادة العاشرة

أرباح الأسهم

1- إن أرباح الأسهم المؤداة من قبل شركة مقيمة بدولة متعاقدة لمقيم بالدولة المتعاقدة الأخرى تفرض عليها الضريبة في تلك الدولة الأخرى.

2- غير أن أرباح الأسهم تلك تفرض عليها الضريبة كذلك في الدولة المتعاقدة حيث تقيم الشركة التي تؤدي أرباح الأسهم وذلك حسب التشريع الجاري به العمل في تلك الدولة، لكن إذا كان المستفيد الفعلي من أرباح الأسهم مقيما بالدولة المتعاقدة الأخرى، فإن الضريبة المفروضة على هذا النحو لا يمكن أن تتجاوز 10 بالمائة من المبلغ الإجمالي لأرباح الأسهم.

إن مقتضيات هذه الفقرة لا تؤثر على فرض الضريبة على الشركة فيما يتعلق بالأرباح التي تؤدي منها أرباح الأسهم.

3- تعني عبارة «أرباح الأسهم» المستعملة في هذه المادة الدخل الناتج عن الأسهم وأسهم أو سندات الانتفاع وحصص المناجم وحصص المؤسسين أو حصص أخرى مساهمة في الأرباح باستثناء الديون، وكذا الدخل الناتج عن حصص المشاركة الأخرى الخاضع لنفس النظام الضريبي المطبق على دخل الأسهم حسب تشريع الدولة التي تقيم بها الشركة الموزعة لأرباح الأسهم.

4- لا تطبق مقتضيات الفقرتين 1 و 2 إذا كان المستفيد الفعلي من أرباح الأسهم، مقيما بدولة متعاقدة، ويمارس في الدولة المتعاقدة الأخرى حيث تقيم الشركة الموزعة لأرباح الأسهم أنشطة أعمال بواسطة مؤسسة مستقرة توجد فيها، أو مهنة مستقلة بواسطة قاعدة ثابتة توجد فيها، وكانت المساهمة التي تتولد عنها أرباح الأسهم مرتبطة بها فعليا. وفي هذه الحالات، تطبق مقتضيات المادة 7 أو المادة 14 حسبما يقتضيه الحال.

5- عندما تستمد شركة مقيمة بدولة متعاقدة أرباحا أو دخلا من الدولة المتعاقدة الأخرى، فإن تلك الدولة الأخرى لا يجوز لها أن تفرض أية ضريبة على أرباح الأسهم المؤداة من قبل هذه الشركة، ما عدا

5- لا تنسب أية أرباح إلى مؤسسة مستقرة لمجرد قيام تلك المؤسسة المستقرة بشراء بضائع وبيع للمقابلة.

6- لأغراض الفقرات السابقة، تحدد كل سنة وحسب نفس الطريقة الأرباح المنسوبة للمؤسسة المستقرة ما لم تكن هناك أسباب مقبولة وكافية للعمل بعكس ذلك.

7- عندما تشمل الأرباح عناصر من الدخل تتناولها بصفة منفصلة مواد أخرى من هذه الاتفاقية، فإن مقتضيات تلك المواد لن تتأثر بمقتضيات هذه المادة.

المادة الثامنة

الملاحة البحرية والجوية

1- تفرض الضريبة على الأرباح الناتجة عن استغلال السفن أو الطائرات في النقل الدولي فقط في الدولة المتعاقدة التي يوجد بها مقر الإدارة الفعلية للمقابلة.

2- إذا كان مقر الإدارة الفعلية لمقابلة الملاحة البحرية يوجد على متن سفينة، فإن هذا المقر يعتبر موجودا في الدولة المتعاقدة التي تم في مينائها قيد هذه السفينة، أو، في حالة عدم وجود ميناء القيد، في الدولة المتعاقدة التي يقيم بها مستغل السفينة.

3- تطبق مقتضيات الفقرة 1 كذلك على الأرباح الناتجة عن المساهمة في مجموعة أو اتحاد، أو في استغلال مشترك أو في وكالة دولية للاستغلال، لكن فقط على حصة الأرباح المحققة بهذه الكيفية التي تعود لكل مشارك حسب نسبته في الاستغلال المشترك.

4- لأغراض هذه المادة، فإن أرباح مقابولة دولة متعاقدة الناتجة عن استغلال السفن أو الطائرات في النقل الدولي تشمل الأرباح الناتجة عن استغلال أو تأجير الحاويات إذا كانت هذه الأرباح تابعة للأرباح التي تطبق عليها مقتضيات الفقرة 1.

المادة التاسعة

المقاولات الخيرية

1 - عندما :

(أ) تساهم مقابولة دولة متعاقدة بشكل مباشر أو غير مباشر في إدارة أو مراقبة أو رأسمال مقابولة الدولة المتعاقدة الأخرى، أو

(ب) يساهم نفس الأشخاص بشكل مباشر أو غير مباشر في إدارة أو مراقبة أو رأسمال مقابولة دولة متعاقدة ومقابولة الدولة المتعاقدة الأخرى،

وفي كلتا الحالتين، تكون المقاولتان مرتبطتان في علاقتهما التجارية أو المالية بشروط متفق عليها أو مفروضة بحيث تختلف عن تلك التي يمكن أن تتفق عليها المقاولات المستقلة، فإن الأرباح التي، لولا هذه الشروط، كانت ستحصل عليها إحدى المقاولتين، ولكنها لم تحصل عليها بسبب تلك الشروط، يمكن أن تدرج ضمن أرباح تلك المقابولة وتفرض عليها الضريبة تبعا لذلك.

(ب) بأنشطة الأعمال المشار إليها في المقطع (ج) من الفقرة 1 من المادة 7. وفي هذه الحالات، تطبق مقتضيات المادة 7 أو المادة 14 حسبما يقتضيه الحال.

6- تعتبر الفوائد ناشئة في دولة متعاقدة إذا كان المدين تلك الدولة نفسها، فرعا سياسيا، جماعة محلية أو مقيما بتلك الدولة. غير أنه إذا كان للمدين بالفوائد في دولة متعاقدة، سواء كان مقيما بدولة متعاقدة أو غير مقيم بها، مؤسسة مستقرة أو قاعدة ثابتة يرتبط بها الدين الذي تولده، أداء الفوائد وتحملت من أجله تلك المؤسسة المستقرة أو القاعدة الثابتة تلك الفوائد، فإن تلك الفوائد تعتبر ناشئة في الدولة التي توجد فيها المؤسسة المستقرة أو القاعدة الثابتة.

7- إذا تجاوز مبلغ الفوائد بسبب علاقات خاصة تربط المدين بالاستفيد الفعلي من الفوائد أو تربط كليهما بأشخاص آخرين المبلغ المتفق عليه بين المدين والمستفيد الفعلي في غياب مثل هذه العلاقات، باعتبار الدين الذي تدفع من أجله، فإن مقتضيات هذه المادة لا تطبق إلا على هذا المبلغ الأخير. وفي هذه الحالة، يبقى الجزء الزائد من الأداءات خاضعا للضريبة وفقا لتشريع كل دولة متعاقدة مع مراعاة المقتضيات الأخرى من هذه الاتفاقية.

المادة الثانية عشرة

الإتاوات أو مرتبات المساعدة التقنية

1- إن الإتاوات أو مرتبات المساعدة التقنية الناشئة في دولة متعاقدة و المؤداة لمقيم بالدولة المتعاقدة الأخرى تفرض عليها الضريبة في تلك الدولة الأخرى.

2- غير أن هذه الإتاوات أو مرتبات المساعدة التقنية تفرض عليها الضريبة كذلك في الدولة المتعاقدة التي تنشأ فيها و وفقا لتشريع تلك الدولة، لكن إذا كان المستفيد مقيما بالدولة المتعاقدة الأخرى، فإن الضريبة المفروضة على هذا النحو لا يمكن أن تتجاوز 10 بالمائة من المبلغ الإجمالي للإتاوات أو مرتبات المساعدة التقنية.

3- 1) يقصد بلفظ "الإتاوات" المستعمل في هذه المادة الأداءات على اختلاف أنواعها مقابل استعمال أو الحق في استعمال حق المؤلف عن عمل أدبي أو فني أو علمي، بما في ذلك الأفلام السينمائية والأشرطة والتسجيلات الخاصة بالبحث الإذاعي أو التلفزيوني خصوصا البحث عن طريق الأقمار الاصطناعية، أو الارتباط، أو الألياف البصرية أو كل التقنيات المماثلة المستعملة في البحث الموجه للعموم، أو الأشرطة المغنطة، أو الأقراص و أقراص الليزر (برامج المعلوماتية)، أو براءات الاختراع، أو علامات الصنع أو علامات تجارية، أو رسم أو نموذج، أو تصميم، أو صيغة أو طريقة سرية، أو استعمال أو الحق في استعمال تجهيز صناعي أو تجاري أو فلاحى أو علمي، أو مقابل معلومات لها صلة بتجربة مكتسبة في الميدان الصناعي أو التجاري أو الفلاحى أو العلمى (اكتساب المهارة).

الحالة التي يتم فيها دفع أرباح الأسهم تلك إلى مقيم بالدولة الأخرى أو بمدى ما تكون المساهمة التي تتولد عنها أرباح الأسهم مرتبطة فعليا بمؤسسة مستقرة أو قاعدة ثابتة توجد في تلك الدولة الأخرى، كما لا يجوز لها أن تفرض أية ضريبة على أرباح الشركة غير الموزعة في إطار تضريب الأرباح غير الموزعة، حتى لو كانت أرباح الأسهم المؤداة أو الأرباح غير الموزعة تتكون كليا أو جزئيا من أرباح أو دخل ناشئ في تلك الدولة الأخرى.

6- على الرغم من أي مقتضى آخر من هذه الاتفاقية، فإن أرباح شركة مقيمة بدولة متعاقدة وتمارس أعمالها في الدولة المتعاقدة الأخرى من خلال مؤسسة مستقرة توجد بها وبعد أن فرضت عليها الضريبة طبقا للمادة 7 يجوز فرض الضريبة على باقي المبلغ في الدولة المتعاقدة التي توجد بها المؤسسة المستقرة وفقا لتشريع هذه الدولة، غير أن سعر الضريبة المفروضة على هذا النحو لا يمكن أن يتجاوز 10 بالمائة.

المادة الحادية عشرة

الفوائد

1- إن الفوائد الناشئة في دولة متعاقدة والمؤداة لمقيم بالدولة المتعاقدة الأخرى تفرض عليها الضريبة في تلك الدولة الأخرى.

2- غير أن هذه الفوائد تفرض عليها الضريبة كذلك في الدولة المتعاقدة التي تنشأ فيها و وفقا لتشريع تلك الدولة، لكن إذا كان المستفيد الفعلي من الفوائد مقيما بالدولة المتعاقدة الأخرى، فإن الضريبة المفروضة على هذا النحو لا يمكن أن تتجاوز 10 بالمائة من المبلغ الإجمالي للفوائد.

3- على الرغم من مقتضيات الفقرة 2، فإن الفوائد الناشئة في دولة متعاقدة والمؤداة للحكومة أو للبنك المركزي بالدولة المتعاقدة الأخرى تعفى من الضريبة في الدولة المتعاقدة المذكورة أولا.

4- يعني لفظ "الفوائد" المستعمل في هذه المادة الدخل الناتج عن سندات الديون بكل أنواعها سواء كانت مضمونة برهن أم لا و سواء كانت تحمل حق المشاركة في أرباح المدين أم لا، وعلى وجه التحديد الدخل الناتج عن الأموال العمومية وسندات الاقتراض، بما في ذلك العلاوات والجوائز المتعلقة بهذه السندات، ولا تعتبر الغرامات المفروضة على التأخير في الدفع فوائد لأغراض هذه المادة.

5- لا تطبق مقتضيات الفقرتين 1 و 2 إذا كان المستفيد الفعلي من الفوائد، مقيما بدولة متعاقدة، ويمارس في الدولة المتعاقدة الأخرى الناشئة فيها الفوائد أنشطة أعمال بواسطة مؤسسة مستقرة توجد فيها، أو مهنة مستقلة بواسطة قاعدة ثابتة توجد فيها، وكان الدين الذي تتولد عنه الفوائد مرتبطا فعليا:

1) بالمؤسسة المستقلة أو القاعدة الثابتة المذكورة ؛ أو

2- إن الأرباح الناتجة عن نقل ملكية الأموال المنقولة التي تدخل في أصول مؤسسة مستقرة تملكها مقاول دولة متعاقدة في الدولة المتعاقدة الأخرى أو الأموال المنقولة التي تنتمي إلى قاعدة ثابتة يملكها مقيم بالدولة المتعاقدة الأخرى لغرض ممارسة مهنة مستقلة، بما في ذلك الأرباح الناتجة عن نقل ملكية هذه المؤسسة المستقرة (بمفردها أو مع مجموع المقاول) أو هذه القاعدة الثابتة، تفرض عليها الضريبة في تلك الدولة الأخرى.

3- إن الأرباح الناتجة عن نقل ملكية السفن أو الطائرات المستغلة في النقل الدولي أو الأرباح الناتجة عن الأموال المنقولة المخصصة لاستغلال هذه السفن أو الطائرات، تفرض عليها الضريبة فقط في الدولة المتعاقدة التي يوجد فيها مقر الإدارة الفعلية للمقاول.

4- إن الأرباح الناتجة عن نقل ملكية أسهم رأسمال شركة تتكون أموالها أساسا، بطريقة مباشرة أو غير مباشرة، من ممتلكات عقارية توجد في دولة متعاقدة تفرض عليها الضريبة في تلك الدولة المتعاقدة.

5- إن الأرباح الناتجة عن نقل ملكية أية أموال أخرى غير تلك المشار إليها في الفقرات من 1 إلى 4 من هذه المادة تفرض عليها الضريبة فقط في الدولة المتعاقدة التي يقيم بها ناقل الملكية.

المادة الرابعة عشرة

المهن المستقلة

1- إن الدخل الذي يحصل عليه مقيم بدولة متعاقدة من خلال ممارسته لمهنة حرة أو أنشطة أخرى ذات طابع مستقل تفرض عليه الضريبة فقط في تلك الدولة ؛ غير أن هذا الدخل تفرض عليه الضريبة كذلك في الدولة المتعاقدة الأخرى في الحالات التالية :

(أ) إذا كان هذا المقيم يتوفر بصفة اعتيادية في الدولة المتعاقدة الأخرى على قاعدة ثابتة لممارسة أنشطته؛ وفي هذه الحالة، تفرض الضريبة في الدولة المتعاقدة الأخرى على الجزء من الدخل المنسوب لهذه القاعدة الثابتة فقط ؛ أو

(ب) إذا كان يقطن بالدولة المتعاقدة الأخرى لفترة أو لفترات تساوي أو تتجاوز في مجموعها 183 يوما خلال أي فترة إثني عشر شهرا تبدأ أو تنتهي خلال السنة الضريبية المعنية ؛ وفي هذه الحالة، تفرض الضريبة في الدولة المتعاقدة الأخرى على الجزء من الدخل الناتج عن الأنشطة الممارسة في تلك الدولة الأخرى فقط .

2- على الرغم من مقتضيات الفقرة 1، إن الدخل الذي يحصل عليه مقيم بدولة متعاقدة من خلال ممارسته مهنة حرة أو أنشطة أخرى ذات طابع مستقل في الدولة المتعاقدة الأخرى تفرض عليه الضريبة في تلك الدولة الأخرى إذا كانت المرتبات عن الخدمات أو الأنشطة مؤداة من طرف مقيم بتلك الدولة الأخرى أو تحملها مؤسسة مستقرة أو قاعدة ثابتة توجد بتلك الدولة الأخرى.

(ب) يقصد بعبارة "مرتبات المساعدة التقنية" المستعملة في هذه المادة الأداءات على اختلاف أنواعها (بما في ذلك أي مبلغ جزافي) المحصل عليها مقابل المساعدة التقنية والخدمات ذات طبيعة إدارية، تقنية أو استشارية من طرف مقيم بدولة متعاقدة في الدولة المتعاقدة الأخرى، غير أنها لا تشمل المدفوعات عن أي أنشطة مشار إليها في الفقرة 3 من المادة 5 أو المادة 14 أو المادة 15.

4- لا تطبق مقتضيات الفقرتين 1 و 2 إذا كان المستفيد من الإتاوات أو مرتبات المساعدة التقنية مقيما بدولة متعاقدة، ويمارس في الدولة المتعاقدة الأخرى الناشئة فيها الإتاوات أو مرتبات المساعدة التقنية أنشطة أعمال بواسطة مؤسسة مستقرة توجد فيها، أو مهنة مستقلة بواسطة قاعدة ثابتة توجد فيها، وكان الحق أو الملك الذي تتولد عنه الإتاوات أو مرتبات المساعدة التقنية مرتبطا فعليا :

(أ) بالمؤسسة المستقرة أو القاعدة الثابتة المذكورة ؛ أو

(ب) بأنشطة الأعمال المشار إليها في المقطع (ج) من الفقرة 1 من المادة 7 وفي هذه الحالات، تطبق مقتضيات المادة 7 أو المادة 14 حسبما يقتضيه الحال.

5- تعتبر الإتاوات أو مرتبات المساعدة التقنية ناشئة في دولة متعاقدة إذا كان الدين مقيما بتلك الدولة. غير أنه إذا كان الدين بالإتاوات أو مرتبات المساعدة التقنية في دولة متعاقدة، سواء كان مقيما بدولة متعاقدة أو غير مقيم بها، مؤسسة مستقرة أو قاعدة ثابتة يرتبط بها العقد الذي تولد عنه أداء الإتاوات أو مرتبات المساعدة التقنية وتحملت من أجله تلك المؤسسة المستقرة أو القاعدة الثابتة تلك الإتاوات أو مرتبات المساعدة التقنية ، فإن تلك الإتاوات أو مرتبات المساعدة التقنية تعتبر ناشئة في الدولة التي توجد فيها المؤسسة المستقرة أو القاعدة الثابتة.

6- إذا تجاوز مبلغ الإتاوات أو مرتبات المساعدة التقنية بسبب علاقات خاصة تربط المدين بالمستفيد الفعلي من الإتاوات أو مرتبات المساعدة التقنية أو تربط كليهما بشخص آخرين المبلغ المتفق عليه بين المدين والمستفيد الفعلي في غياب مثل هذه العلاقات، باعتبار الخدمات التي تدفع من أجلها، فإن مقتضيات هذه المادة لا تطبق إلا على هذا المبلغ الأخير. وفي هذه الحالة، يبقى الجزء الزائد من الأداءات خاضعا للضريبة وفقا لتشريع كل دولة متعاقدة مع مراعاة المقتضيات الأخرى من هذه الاتفاقية.

المادة الثالثة عشرة

أرباح رأس المال

1- إن الأرباح التي يحصل عليها مقيم بدولة متعاقدة عن نقل ملكية الممتلكات العقارية المشار إليها في المادة 6 والتي توجد في الدولة المتعاقدة الأخرى، تفرض عليها الضريبة في تلك الدولة المتعاقدة الأخرى.

المادة السابعة عشرة

الفنانين والرياضيين

1- على الرغم من مقتضيات المادتين 14 و 15 فإن الدخل الذي يحصل عليه مقيم بدولة متعاقدة يمارس في الدولة المتعاقدة الأخرى أنشطته الشخصية باعتباره فنانا استعراضيا كفنان المسرح أو السينما أو الإذاعة أو التلفزة، أو كموسيقي أو كرياضي تفرض عليه الضريبة في تلك الدولة الأخرى.

2- عندما لا يعود دخل الأنشطة الممارسة شخصيا وبهذه الصفة من طرف فنان استعراضى أو رياضي للفنان أو الرياضي نفسه لكن لشخص آخر، فإن هذا الدخل، على الرغم من مقتضيات المواد 7، 14 و 15 تفرض عليه الضريبة في الدولة المتعاقدة التي تمارس فيها أنشطة الفنان الاستعراضى أو الرياضي.

3- على الرغم من مقتضيات الفقرتين 1 و 2 من هذه المادة، فإن الدخل الناتج عن الأنشطة المذكورة في الفقرة أفي إطار برنامج للتبادل الثقافي أو الرياضي موافق عليه وممول كليا أو جزئيا من طرف حكومتى الدولتين المتعاقدين والتي لا تمارس بهدف الربح، يعفى من الضريبة في الدولة المتعاقدة التي تمارس بها هذه الأنشطة.

المادة الثامنة عشرة

المعاشات والإيرادات العمرية ومنع الضمان الاجتماعي

1- مع مراعاة مقتضيات الفقرة 2 من المادة 19، فإن المعاشات والإيرادات العمرية وغيرها من المرتبات المماثلة المؤداة لمقيم بدولة متعاقدة يرسم عمل سابق، تفرض عليها الضريبة فقط في تلك الدولة. يطبق هذا المقتضى كذلك على الإيرادات العمرية المؤداة لمقيم بدولة متعاقدة.

2- إن المعاشات والإيرادات العمرية وغيرها من المدفوعات الدورية أو الظرفية المؤداة من طرف حكومة دولة متعاقدة أو إحدى فروعها السياسية أو جماعاتها المحلية من أجل التأمين عن حوادث مستخدميها تفرض عليها الضريبة فقط في تلك الدولة.

3- على الرغم من مقتضيات الفقرة 1، فإن المعاشات وغيرها من المبالغ المؤداة طبقا لتسريع الضمان الاجتماعي لدولة متعاقدة أو إحدى فروعها السياسية أو جماعاتها المحلية تفرض عليها الضريبة فقط في تلك الدولة.

4- يعني لفظ «الإيرادات العمرية» ما يدفع بشكل دوري في أجل ثابتة مدى الحياة أو خلال فترة محددة مقابل كل التزام بالدفع وفقا لقواعد مناسبة إما نقدا أو بقيمة مكافئة.

3- تشمل عبارة «مهنة حرة» بالخصوص الأنشطة المستقلة ذات الطابع العلمي أو الأدبي أو الفني أو التربوي أو البيداغوجي، وكذا الأنشطة المستقلة للأطباء والمحامين والمهندسين والمهندسين المعماريين وأطباء الأسنان والمحاسبين.

المادة الخامسة عشرة

المهن غير المستقلة

1- مع مراعاة مقتضيات المواد 16 و 18 و 19 و 20 و 21 فإن الأجور والرواتب والمرتبات الأخرى المماثلة التي يحصل عليها مقيم بدولة متعاقدة يرسم عمل مأجور تفرض عليها الضريبة فقط في تلك الدولة، ما عدا إذا كان العمل ممارسا في الدولة المتعاقدة الأخرى. فإذا كان هذا العمل ممارسا فيها، فإن المرتبات المحصل عليها بهذه الصفة تفرض عليها الضريبة في تلك الدولة الأخرى.

2- على الرغم من مقتضيات الفقرة 1، فإن المرتبات التي يحصل عليها مقيم بدولة متعاقدة يرسم عمل مأجور يمارس في الدولة المتعاقدة الأخرى تفرض عليها الضريبة فقط في الدولة المذكورة أولا إذا :

أ) كان المستفيد يقطن بالدولة الأخرى لفترة أو فترات لا تتجاوز في مجموعها 183 يوما خلال كل فترة إثني عشر شهرا تبدأ أو تنتهي خلال السنة الضريبية المعنية؛

ب) وكانت المرتبات مدفوعة من طرف مشغل أو لحساب مشغل غير مقيم بالدولة الأخرى؛

ج) وكانت أعباء المرتبات لا تتحملها مؤسسة مستقرة أو قاعدة ثابتة يملكها المشغل في الدولة الأخرى.

3- على الرغم من المقتضيات السابقة من هذه المادة، فإن المرتبات المحصل عليها يرسم عمل مأجور على متن سفينة أو طائرة مستغلة في النقل الدولي تفرض عليها الضريبة في الدولة المتعاقدة التي يوجد فيها مقر الإدارة الفعلية للمقاول.

المادة السادسة عشرة

المكافآت ومرتبات الأطر العليا

1- إن المكافآت وأتعاب الحضور والتعويضات الأخرى المماثلة التي يحصل عليها مقيم بدولة متعاقدة بصفته عضوا في مجلس الإدارة أو مجلس المراقبة أو مجلس مماثل لشركة مقيمة بالدولة المتعاقدة الأخرى تفرض عليها الضريبة في تلك الدولة الأخرى.

2- إن الأجور والرواتب والمرتبات المماثلة الأخرى التي يحصل عليها مقيم بدولة متعاقدة بصفته مسؤولا يشغل منصبا إداريا من مستوى عال في شركة مقيمة بالدولة المتعاقدة الأخرى تفرض عليها الضريبة في تلك الدولة الأخرى.

المادة الواحدة والعشرون

الأساتذة والباحثون

1 - إذا قام أي شخص طبيعي بزيارة دولة متعاقدة بدعوة من تلك الدولة أو من جامعة أو مؤسسة تعليمية أو أية مؤسسة ثقافية أخرى غير هادفة للحصول على ربح أو في إطار برنامج للتبادل الثقافي لفترة لا تتجاوز سنتين فقط لغرض التدريس أو إلقاء محاضرات أو إجراء بحوث في تلك المؤسسة، بصفته مقيما أو كان مباشرة قبل هذه الزيارة مقيما بالدولة المتعاقدة الأخرى، فإنه يعفى من الضريبة في الدولة المتعاقدة الأولى عن مرتبه الذي يحصل عليه برسم ذلك النشاط شريطة أن يكون متأتيا من مصادر خارج تلك الدولة.

2 - لا تطبق مقتضيات الفقرة 1 على المرتبات المحصل عليها برسم بحوث يتم إنجازها لا للمصلحة العامة، لكن أساسا لغرض تحقيق منفعة خاصة لفائدة شخص أو أشخاص معينين.

المادة الثانية والعشرون

مداخل أخرى

1 - إن عناصر دخل مقيم بدولة متعاقدة، أيا كان مصدرها، والتي لم يتم تناولها في المواد السابقة من هذه الاتفاقية تفرض عليها الضريبة فقط في تلك الدولة.

2 - لا تطبق مقتضيات الفقرة 1 على الدخل غير دخل الممتلكات العقارية كما تم تعريفها في الفقرة 2 من المادة 6 إذا كان السئفد من ذلك الدخل مقيما بدولة متعاقدة ويمارس في الدولة المتعاقدة الأخرى أنشطة أعمال بواسطة مؤسسة مستقرة توجد فيها، أو مهنة مستقلة بواسطة قاعدة ثابتة توجد فيها، وكان الحق أو الملك الذي يتولد عنه الدخل مرتبط بها فعليا. وفي هذه الحالات، تطبق مقتضيات المادة 7 أو المادة 14 حسبما يقتضيه الحال.

3 - على الرغم من مقتضيات الفقرتين 1 و 2، فإن عناصر دخل مقيم بدولة متعاقدة التي لم يتم تناولها في المواد السابقة من هذه الاتفاقية والناشئة في الدولة المتعاقدة الأخرى تفرض عليها الضريبة كذلك في تلك الدولة الأخرى.

المادة الثالثة والعشرون

تفادي الازدواج الضريبي

يتم تفادي الازدواج الضريبي كما يلي :

1 - عندما يحصل مقيم بدولة متعاقدة على مداخيل تفرض عليها الضريبة في الدولة المتعاقدة الأخرى طبقا لمقتضيات هذه الاتفاقية، فإن الدولة المذكورة أولا، مع مراعاة مقتضيات الفقرة 2 تمنع على الضريبة التي تستخلصها عن مداخيل هذا المقيم خصما يساوي مبلغ الضريبة على الدخل المؤداة في تلك الدولة الأخرى. إلا أن هذا الخصم لا يمكنه أن يتجاوز الجزء من الضريبة على الدخل، المحسوبة قبل الخصم، والمطابقة للمداخيل المفروضة عليها الضريبة في تلك الدولة الأخرى.

المادة التاسعة عشرة

الوظائف العمومية

1 - 1) إن الأجور والرواتب والمرتبات المماثلة الأخرى، غير المعاشات، المؤداة من طرف دولة متعاقدة أو إحدى فروعها السياسية أو جماعاتها المحلية لشخص طبيعي مقابل خدمات مقدمة لهذه الدولة أو لهذا الفرع أو لهذه الجماعة المحلية تفرض عليها الضريبة فقط في تلك الدولة؛

(ب) غير أن هذه الأجور و الرواتب و المرتبات المماثلة الأخرى تفرض عليها الضريبة فقط في الدولة المتعاقدة الأخرى إذا كانت الخدمات مقدمة في تلك الدولة وكان الشخص الطبيعي مقيما بتلك الدولة :

(I) ومواطن تلك الدولة ؛ أو

(II) لم يصبح مقيما بتلك الدولة فقط لغرض تقديم الخدمات.

2 - 1) إن المعاشات المؤداة من طرف دولة متعاقدة أو إحدى فروعها السياسية أو جماعاتها المحلية سواء كان ذلك مباشرة أو عن طريق الاقتطاع من ودائع تم إنشاؤها لشخص طبيعي برسم خدمات قدمها تلك الدولة أو لذلك الفرع أو لتلك الجماعة المحلية تفرض عليها الضريبة فقط في تلك الدولة ؛

(ب) غير أن هذه المعاشات تفرض عليها الضريبة فقط في الدولة المتعاقدة الأخرى إذا كان الشخص الطبيعي مقيما بتلك الدولة الأخرى ومواطنها لها.

3- تطبق مقتضيات المواد 15 و 16 و 17 و 18 على الأجور والرواتب وغيرها من المرتبات المماثلة الأخرى وكذا على المعاشات المؤداة مقابل خدمات مقدمة في إطار أنشطة أعمال تمارسها دولة متعاقدة أو إحدى فروعها السياسية أو جماعاتها المحلية.

المادة العشرون

الطلبة والمتدربون والمتقربون

إن المبالغ التي يحصل عليها طالب أو متدرب أو متقرب مقيم، أو كان قبل التحاقه مباشرة بدولة متعاقدة، مقيما بالدولة المتعاقدة الأخرى ويقطن بالدولة المذكورة أولا فقط لغرض متابعة دراسته أو تكوينه، والتي يتقاضاها لأجل تغطية مصاريف معيشته أو دراسته أو تكوينه لا تفرض عليها الضريبة في تلك الدولة شريطة أن تكون متأتية من مصادر خارج تلك الدولة.

6- لا يمكن تأويل أي مقتضى في الفقرات السابقة من هذه المادة على أنه يمس بمقتضيات تشريع دولة متعاقدة المتعلقة بفرض الضريبة على الأشخاص غير المقيمين.

7- تطبق مقتضيات هذه المادة، على الرغم من مقتضيات المادة 2، على الضرائب بمختلف أنواعها و تسمياتها.

المادة الخامسة والعشرون

المسطرة الودية

1- عندما يعتبر شخص أن التدابير المتخذة من طرف دولة متعاقدة أو من طرف الدولتين المتعاقبتين تؤدي أو ستؤدي بالنسبة له إلى فرض ضريبة غير مطابقة لمقتضيات هذه الاتفاقية، فبإمكانه، وبصرف النظر عن وسائل الطعن المنصوص عليها في التشريع الداخلي لهاتين الدولتين، أن يعرض حالته على السلطة المختصة في الدولة المتعاقدة التي يقيم بها أو، إذا كانت حالته تتحل في إطار الفقرة 1 من المادة 24، على السلطة المختصة للدولة المتعاقدة التي هو مواطنها. يجب أن تعرض هذه الحالة خلال الثلاث سنوات الموالية لأول إخطار بالتدابير التي أدت إلى فرض ضريبة غير مطابقة لمقتضيات هذه الاتفاقية.

2- إذا تبين للسلطة المختصة أن الاعتراض له ما يبرره ولم تستطع بنفسها أن تصل إلى حل مرض، فإنها تحاول أن تسوي الحالة بالاتفاق الودي مع السلطة المختصة في الدولة المتعاقدة الأخرى قصد تجنب فرض ضريبة غير مطابقة لهذه الاتفاقية. ويطلب الاتفاق فيما كانت الأجال المنصوص عليها في التشريع الداخلي للدولتين المتعاقبتين.

3- تعمل السلطات المختصة في الدولتين المتعاقبتين باتفاق ودي على تسوية الصعوبات أو تبديد الشكوك التي قد تترتب عن تأويل أو تطبيق الاتفاقية. ويمكنها كذلك أن تتشاور فيما بينها قصد تجنب النزواج الضريبي في الحالات غير المنصوص عليها في الاتفاقية.

4- يمكن للسلطات المختصة في الدولتين المتعاقبتين أن تتصل مباشرة فيما بينها، بما في ذلك بواسطة لجنة مشتركة تتكون من تلك السلطات أو من ممثليها، لغرض التوصل إلى اتفاق بالمفهوم الوارد في الفقرات السابقة، إضافة إلى ذلك، يجوز للسلطات المختصة من خلال التشاور أن تضع المساطر الثنائية والشروط والأساليب والتقنيات الملائمة لتطبيق المسطرة الودية المنصوص عليها في هذه المادة.

المادة السادسة والعشرون

تبادل المعلومات

1- تتبادل السلطات المختصة في الدولتين المتعاقبتين المعلومات الضرورية لتطبيق مقتضيات هذه الاتفاقية أو مقتضيات التشريع الداخلي للدولتين المتعاقبتين والمتعلقة بالضرائب التي تشملها الاتفاقية، ما دامت الضريبة المحتمل فرضها لا تتعارض مع الاتفاقية. وتظل المعلومات المحصل عليها من طرف دولة متعاقدة سرية بنفس الصفة

2- لغرض تطبيق مقتضيات الفقرة 1 من هذه المادة، فإن عبارة "الضريبة على الدخل المؤداة في الدولة المتعاقدة الأخرى" تعتبر أنها تشمل مبلغ الضريبة الذي كان من الواجب أدائه في تلك الدولة المتعاقدة الأخرى، لو لم تكن الاستفادة من الإعفاء أو التخفيض طبقا للقوانين المتعلقة بتشجيع النمو الاقتصادي في تلك الدولة المتعاقدة الأخرى.

3- عندما تكون المداخل التي يحصل عليها مقيم بدولة متعاقدة معفاة من الضريبة في تلك الدولة وفقا لأي مقتضى من هذه الاتفاقية، فإن تلك الدولة، من أجل احتساب مبلغ الضريبة على باقي مداخل المقيم، تأخذ بعين الاعتبار المداخل المعفاة.

المادة الرابعة والعشرون

عدم التمييز

1- لا يخضع مواطنو دولة متعاقدة في الدولة المتعاقدة الأخرى لأية ضريبة أو التزامات تتعلق بها، تختلف أو تكون أكثر عبئا من تلك التي يخضع لها أو يمكن أن يخضع لها مواطنو تلك الدولة الأخرى الذين يوجدون في نفس الوضعية خصوصا بالنظر إلى الإقامة. و يطبق هذا المقتضى كذلك، على الرغم من مقتضيات المادة 1، على الأشخاص غير المقيمين بدولة متعاقدة أو بالدولتين المتعاقبتين.

2- لا يخضع الأشخاص الديمو الجنسية المقيمون بدولة متعاقدة في أي من الدولتين المتعاقبتين لأية ضريبة أو التزامات تتعلق بها تختلف أو تكون أكثر عبئا من تلك التي يخضع أو يمكن أن يخضع لها مواطنو الدولة المعنية الذين يوجدون في نفس الوضعية خصوصا بالنظر إلى الإقامة.

3- إن فرض الضريبة على مؤسسة مستقرة تملكها مقاول دولة متعاقدة في الدولة المتعاقدة الأخرى لا يتم في تلك الدولة الأخرى بصفة تكون أقل أفضلية من فرض الضريبة على مقاولات تلك الدولة الأخرى التي تمارس نفس النشاط. ولا يمكن تأويل هذا المقتضى على أنه يلزم دولة متعاقدة بأن تمنح المقيمين بالدولة المتعاقدة الأخرى خصومات شخصية أو إسقاطات أو تخفيضات ضريبية بالقدر الذي تمنحه لمقيميها اعتبارا لوضعيتهم المدنية أو لأعبائهم العائلية.

4- باستثناء الحالات التي تطبق فيها مقتضيات الفقرة 1 من المادة 9 أو الفقرة 7 من المادة 11 أو الفقرة 6 من المادة 12، فإن الفوائد والإتاوات أو مرتبات المساعدة التقنية والمصاريف الأخرى المؤداة من طرف مقاول دولة متعاقدة إلى مقيم بالدولة المتعاقدة الأخرى تخصم، عند تحديد أرباح تلك المقاول المفروضة عليها الضريبة، طبقا لنفس الشروط كما لو كانت مؤداة إلى مقيم بالدولة المذكورة أولا.

5- إن مقاولات دولة متعاقدة يوجد رؤسألمها كليا أو جزئيا، بصفة مباشرة أو غير مباشرة، في حوزة أو تحت مراقبة مقيم أو عدة مقيمين بالدولة المتعاقدة الأخرى لا تخضع في الدولة المذكورة أولا لأية ضريبة أو التزامات تتعلق بها تختلف أو تكون أكثر عبئا من تلك التي تخضع أو يمكن أن تخضع لها المقاولات المماثلة الأخرى في الدولة المذكورة أولا.

(ب) فيما يخص باكستان :

(I) بالنسبة للضرائب المستحقة من المصدر، عن المبالغ المؤداة أو المقرضة ابتداءً من أو بعد اليوم الأول من يوليو من الموالي مباشرة لتاريخ دخول هذه الاتفاقية حيز التنفيذ :

(II) وبالنسبة للضرائب الأخرى، عن كل سنة ضريبية تبدأ من أو بعد اليوم الأول من يوليو من الموالي مباشرة لتاريخ دخول هذه الاتفاقية حيز التنفيذ.

المادة التاسعة والعشرون

إلغاء الاتفاقية

تظل هذه الاتفاقية سارية المفعول ما لم يتم إلغاء العمل بها من طرف دولة متعاقدة، ويمكن لكل دولة متعاقدة أن تلغي العمل بالاتفاقية بالطرق الدبلوماسية بواسطة إخطار كتابي في حدود ستة أشهر على الأقل قبل نهاية السنة المدنية الموالية لمدة خمس سنوات تبدأ من سنة دخول الاتفاقية حيز التنفيذ. وفي هذه الحالة، ينتهي العمل بالاتفاقية:

(أ) فيما يخص المغرب :

(I) بالنسبة للضرائب المستحقة من المصدر، عن المبالغ المؤداة أو المقرضة ابتداءً من أو بعد اليوم الأول من يناير من السنة المدنية الأولى الموالية لسنة الإخطار بإلغاء الاتفاقية :

(II) وبالنسبة للضرائب الأخرى، عن كل سنة أو فترة ضريبية تبدأ من أو بعد اليوم الأول من يناير من السنة المدنية الأولى الموالية لسنة الإخطار بإلغاء الاتفاقية.

(ب) فيما يخص باكستان :

(I) بالنسبة للضرائب المستحقة من المصدر، عن المبالغ المؤداة أو المقرضة بعد نهاية السنة المدنية التي تم فيها الإخطار بإلغاء الاتفاقية :

(II) وبالنسبة للضرائب الأخرى، عن كل سنة ضريبية تبدأ بعد نهاية السنة المدنية التي تم فيها الإخطار بإلغاء الاتفاقية :

وإثباتاً لما تقدم، قام الموقعان أثناءه بموجب السلطة المخولة لهما في هذا الصدد من طرف حكومتهما بالتوقيع على هذه الاتفاقية.

حرر بالرباط بتاريخ 18 مايو 2006 في نظيرين أصليين باللغات العربية والإنجليزية والفرنسية، ولكافة النصوص نفس الحجية. في حالة وجود خلاف في تأويل مقتضيات هذه الاتفاقية، يرجح النص باللغة الإنجليزية.

عن حكومة الجمهورية الإسلامية لباكستان :
وزير الدولة في الخارجية،
حميد يار حجاج.

عن حكومة المملكة المغربية :
الوزير المنتدب في الشؤون
الخارجية والتعاون،
الطيب الفاسي الفهري.

التي تطبع المعلومات المحصل عليها حسب التشريع الداخلي لهذه الدولة ولا يجوز الكشف عنها إلا للأشخاص أو السلطات (بما فيها المحاكم والهيئات الإدارية) المكلفة بوضع وتحصيل الضرائب التي تشملها الاتفاقية، أو بالمساطر أو المتابعات أو القرارات الناتجة عن الطعون المتعلقة بها. ويجوز لهؤلاء الأشخاص أو السلطات استعمال هذه المعلومات فقط لهذه الأغراض، ويمكن لهم الكشف عنها أثناء الجلسات العمومية للمحاكم أو عند إصدار الأحكام.

2. لا يمكن بأي حال تأويل مقتضيات الفقرة 1 على أنها تلزم دولة متعاقدة :

(أ) باتخاذ تدابير إدارية تتعارض مع التشريع والممارسة الإدارية المعمول بها فيها أو في الدولة المتعاقدة الأخرى :

(ب) بتقديم معلومات لا يمكن الحصول عليها حسب التشريع أو في إطار الممارسة الإدارية العادية المعمول بها فيها أو في الدولة المتعاقدة الأخرى :

(ج) بتقديم معلومات من شأنها كشف سر تجاري أو صناعي أو مهني أو أسلوب تجاري أو معلومات يعتبر الكشف عنها مخالفاً للنظام العام.

المادة السابعة والعشرون

أعضاء البعثات الدبلوماسية والمناصب القنصلية

لا تمس مقتضيات هذه الاتفاقية بالامتيازات الجبائية التي يستفيد منها أعضاء البعثات الدبلوماسية أو المناصب القنصلية سواء بموجب القواعد العامة للقانون الدولي أو بموجب مقتضيات اتفاقات خاصة.

المادة الثامنة والعشرون

الدخول في حيز التنفيذ

1- تقع المصادقة على هذه الاتفاقية ويتم تبادل وثائق التصديق ب..... في أقرب الأجل.

2- تدخل الاتفاقية حيز التنفيذ ابتداءً من تاريخ تبادل وثائق التصديق عليها وتطبق مقتضياتها :

(أ) فيما يخص المغرب :

(I) بالنسبة للضرائب المستحقة من المصدر، عن المبالغ المؤداة أو المقرضة ابتداءً من أو بعد اليوم الأول من يناير من السنة المدنية الأولى الموالية لسنة دخول هذه الاتفاقية حيز التنفيذ:

(II) وبالنسبة للضرائب الأخرى، عن كل سنة أو فترة ضريبية تبدأ من أو بعد اليوم الأول من يناير من السنة المدنية الأولى الموالية لسنة دخول هذه الاتفاقية حيز التنفيذ.

❑ PAYS-BAS

- **Dahir n° 1-88-145 du 21 kaada 1421 (15 février 2001) portant publication de la convention et du protocole y annexé faits à Rabat le 26 chaabane 1397 (12 août 1977) entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement du Royaume des Pays-Bas tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune (1)**

LOUANGE A DIEU SEUL!

(Grand Sceau de Sa Majesté Mohammed VI)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur!

Que Notre Majesté Chérifienne,

Vu la convention et le protocole y annexé faits à Rabat le 26 chaabane 1397 (12 août 1977) entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement du Royaume des Pays-Bas tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune;

Vu la loi n° 16-82 portant approbation quant au principe de la ratification de la convention et du protocole précités, promulguée par le dahir n° 1-82-187 du 6 chaoual 1407 (3 juin 1987);

Considérant les notifications réciproques de l'accomplissement des procédures nécessaires à la mise en vigueur de la convention et du protocole précités,

A décidé ce qui suit :

Seront publiés au *Bulletin officiel*, à la suite du présent dahir, la convention et le protocole y annexé faits à Rabat le 26 chaabane 1397 (12 août 1977) entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement du Royaume des Pays-Bas tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune.

Fait à Tanger, le 21 kaada 1421 (15 février 2001).

Pour contreseing :

Le Premier ministre,
Abderrahman Youssoufi

(1) *B.O.* n° 4948 du 1^{er} novembre 2001.

*
* *

Convention entre le Royaume du Maroc et le Royaume du Pays-Bas tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune

Le Gouvernement du Royaume du Maroc

Et

Le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas,

Désireux de conclure une convention tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune.

Sont convenus de ce qui suit :

Chapitre premier : Champ d'application de la convention

Article premier : Personnes visées

La présente convention s'applique aux personnes qui sont des résidents de l'un ou de chacun des deux Etats.

Article 2 : Impôts visés

1. La présente convention s'applique aux impôts sur le revenu et sur la fortune perçus pour le compte de chacun des Etats, de ses subdivisions politiques et de ses collectivités locales, quel que soit le système de perception.
2. Sont considérés comme impôts sur le revenu et sur la fortune les impôts perçus sur le revenu total, sur la fortune totale, ou sur des éléments du revenu ou de la fortune, y compris les impôts sur les gains provenant de l'aliénation de biens mobiliers ou immobiliers, les impôts sur le montant des salaires payés par les entreprises, ainsi que les impôts sur les plus-values.
3. Les impôts actuels auxquels s'applique la convention sont notamment :
 - a) en ce qui concerne les Pays-Bas :
 - de inkomstenbelasting (l'impôt sur le revenu) ;
 - de loonbelasting (l'impôt sur les traitements, salaires, pensions) ;
 - de vennootschapsbelasting (l'impôt des sociétés) ;
 - de dividendbelasting (l'impôt sur les dividendes) ;
 - de vermogensbelasting (l'impôt sur la fortune) ;(ci-après dénommés : "l'impôt néerlandais")

- b) en ce qui concerne le Maroc :
- l'impôt agricole ;
 - la taxe urbains et les taxes y rattachés ;
 - l'impôt sur les bénéfices professionnels et la réserve d'investissement ;
 - le prélèvement sur les traitements publics et privés, les indemnités et émoluments, les salaires, les pensions et les rentes viagères ;
 - la contribution complémentaire sur le revenu global des personnes Physiques ;
 - la taxe sur les produits des actions ou parts sociales et revenus assimilés ;
 - la taxe sur les produits de placement à revenu fixe ;
- (ci-après dénommés : "l'impôt marocain".
4. La convention s'appliquera aussi aux impôts futurs de nature identique ou analogue qui s'ajouteraient aux impôts actuels ou qui les remplaceraient. Les autorités compétentes des Etats se communiqueront les modifications apportées à leurs législations fiscales respectives.

Chapitre II : Définition

Article 3 : Définitions générales

1. Au sens de la présente convention, à moins que le contexte n'exige une interprétation différente :
- a) le terme "Etat" désigne, suivant le contexte, le Maroc ou les Pays-Bas ;
Le terme "Etats" désigne le Maroc et les Pays-Bas ;
 - b) le terme "Pays-Bas" comprend la partie du Royaume des Pays-Bas qui est située en Europe et la Partie du lit de la mer et de son sous-sol située au-dessous de la mer du Nord, sur laquelle le Royaume des Pays-Bas, conformément au droit international, a des droits souverains (plateau continental) ;
 - c) le terme "Maroc" désigne le Royaume du Maroc et, employé dans un sens géographique, le territoire du Maroc ainsi que, le territoire adjacent aux eaux territoriales du Maroc et considéré comme territoire national aux fins d'imposition et où le Maroc, conformément au droit International, peut exercer ses droits relatifs au sol et au sous-sol marins ainsi qu'à leurs ressources naturelles (plateau continental) ;
 - d) le terme "Personne" comprend les personnes physiques et les sociétés ;
 - e) le terme "Société" désigne toute personne morale ou toute entité qui est considérée comme une personne morale aux fins d'imposition ;
 - f) les expressions "entreprise de l'un des Etats" et "entreprise de l'autre Etat" désignent respectivement une entreprise exploitée par un résident de l'un des Etats et une entreprise exploitée par un résident de l'autre Etat ;

- g) le terme “nationaux” désigne :
- (i) toutes les personnes physiques qui possèdent la nationalité de l’un des deux Etats ;
 - (ii) toutes les personnes morales, sociétés de personnes et associations constituées conformément à la législation en vigueur dans l’un des deux Etats ;
- h) l’expression “autorité compétente” désigne :
- (1) aux Pays-Bas ; le ministre des Finances ou son représentant dûment autorisé ;
 - (2) au Maroc : le ministre chargé des Finances ou son délégué ;
 - (3) Pour l’application de la convention par chacun des Etats, toute expression qui n’est pas autrement définie a le sens qui lui est attribué par la législation de cet Etat régissant les impôts faisant l’objet de la convention, à moins que le contexte n’exige une interprétation différente.

Article 4 : Domicile fiscal

1. Au sens de la présente convention, l’expression “résident de l’un des Etats” désigne toute personne qui, en vertu de la législation dudit Etat, est assujettie à l’impôt dans cet Etat, en raison de son domicile, de sa résidence, de son siège de direction au de tout autre critère de nature analogue.
2. Lorsque, selon la disposition du Paragraphe 1, une personne Physique est considérée comme résident de chacun des Etats, le cas est résolu d’après les règles suivantes :
 - a) cette personne est considérée comme résident de l’Etat où elle dispose d’un foyer d’habitation permanent. Lorsqu’elle dispose d’un foyer d’habitation permanent dans chacun des Etats, elle est considérée comme résident de l’Etat avec lequel ses liens personnels et économiques sont les plus étroits (centre des Intérêts vitaux) ;
 - b) si l’Etat où cette personne a le centre de ses intérêts vitaux ne peut pas être déterminé, ou qu’elle ne dispose d’un foyer d’habitation permanent dans aucun des Etats, elle est considérée comme résident de l’Etat où elle séjourne de façon habituelle ;
 - c) si cette personne séjourne de façon habituelle dans chacun des Etats ou qu’elle ne séjourne de façon habituelle dans aucun d’eux, elle est considérée comme résident de l’Etat dont elle possède la nationalité ;
 - d) si cette personne possède la nationalité de chacun des Etats ou qu’elle ne possède la nationalité d’aucun d’eux, les autorités compétentes des Etats tranchent la question d’un commun accord.
3. Lorsque, selon la disposition du paragraphe 1, une personne autre qu’une personne physique est considérée comme résident de chacun des Etats, elle est réputée résident de l’Etat où se trouve son siège de direction effective.

Article 5: Etablissement stable

1. Au sens de la présente convention, l'expression "établissement stable" désigne une installation fixe d'affaires où l'entreprise exerce tout ou partie de son activité.
2. l'expression "établissement stable" comprend notamment :
 - a) un siège de direction ;
 - b) une succursale ;
 - c) un bureau ;
 - d) un usine ;
 - e) un magasin de vente ;
 - f) un atelier ;
 - g) une mine, une carrière ou tout autre lieu d'extraction de ressources naturelles ;
 - h) un chantier de construction ou de montage dont la durée dépasse six mois.
3. On ne considère pas qu'il y a établissement stable si :
 - a) il est fait usage d'installations aux seules fins de stockage, d'exposition ou de livraison de marchandises appartenant à l'entreprise ;
 - b) des marchandises appartenant à l'entreprise sont entreposés aux seules fins de stockage, d'exposition ou de livraison ;
 - c) des marchandises appartenant à l'entreprise sont entreposées aux seules fins de transformation par une autre entreprise ;
 - d) une installation fixe d'affaires est utilisée aux seules fins d'acheter des marchandises ou de réunir des informations pour l'entreprise ;
 - e) une installation fixe d'affaires est utilisée, pour l'entreprise, aux seules fins de publicité de fournitures d'informations, de recherches scientifiques ou d'activités analogues qui ont un caractère préparatoire ou auxiliaire.
4. Une personne agissant dans l'un des Etats pour le compte d'une entreprise de l'autre Etat – autre qu'un agent jouissant d'un statut indépendant, visé au paragraphe 5 – est considérée comme "établissement stable" dans le premier Etat si elle dispose de pouvoirs qu'elle exerce habituellement dans cet Etat et qui lui permettent de conclure des contrats au nom de l'entreprise à moins que l'activité de cette personne ne soit limitée à l'achat de marchandises pour l'entreprise.
5. On ne considère pas qu'une entreprise de l'un des Etats a un établissement stable dans l'autre Etat du seul fait qu'elle y exerce son activité par l'entremise d'un courtier, d'un commissionnaire général ou de tout autre Intermédiaire jouissant d'un statut indépendant, à condition que ces personnes agissent dans le cadre ordinaire de leur activité.

6. Le fait qu'une société qui est un résident de l'un des Etats contrôle ou est contrôlée par une société qui est un résident de l'autre Etat ou qui y exerce son activité – que ce soit par l'intermédiaire d'un établissement stable ou non – ne suffit pas, en lui-même, à faire de l'une quelconque de ces sociétés un établissement stable de l'autre.

Chapitre III : Imposition des revenus

Article 6 : Revenus immobiliers

1. Les revenus provenant de biens immobiliers sont imposables dans l'Etat où ces biens sont situés.
2. L'expression "biens immobiliers" est définie conformément au droit de l'Etat où les biens considérés sont situés. L'expression englobe en tout cas les accessoires, le cheptel mort ou vif des exploitations agricoles et forestières, les droits auxquels s'appliquent les dispositions du droit privé concernant la propriété foncière, l'usufruit des biens immobiliers et les droits à des redevances variables ou fixes pour l'exploitation ou la concession de l'exploitation de gisements minéraux, sources et autres richesses du sol; les navires, bateaux et aéronefs ne sont pas considérés comme biens immobiliers.
3. Les dispositions du paragraphe 1 s'appliquent aux revenus provenant de l'exploitation directe, de la location ou de l'affermage, ainsi que de toute autre forme d'exploitation de biens immobiliers.
4. Les dispositions des paragraphes 1 et 3 s'appliquent également aux revenus provenant des biens immobiliers d'une entreprise ainsi qu'aux revenus des biens immobiliers servant à l'exercice d'une profession libérale.

Article 7 : Bénéfices des entreprises

1. Les bénéfices d'une entreprise de l'un des Etats ne sont imposables que dans cet Etat, à moins que l'entreprise n'exerce son activité dans l'autre Etat par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé. Si l'entreprise exerce son activité de telle façon, les bénéfices de l'entreprise sont imposables dans l'autre Etat mais uniquement dans la mesure où ils sont imputables audit établissement stable.
2. Lorsqu'une entreprise de l'un des Etats exerce son activité dans l'autre Etat par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé, il est imputé, dans chaque Etat, à cet établissement stable les bénéfices qu'il aurait pu réaliser s'il avait constitué une entreprise distincte et séparée exerçant des activités

identiques ou analogues dans des conditions identiques ou analogues et traitant en toute indépendance avec l'entreprise dont il constitue un établissement stable.

3. Dans le calcul des bénéfices d'un établissement stable, sont admises en déduction les dépenses exposées aux fins poursuivies par cet établissement stable, y compris les dépenses et les frais généraux exposés au profit de cet établissement stable, soit dans l'Etat où est situé cet établissement stable, soit ailleurs.
4. Lorsque les bénéfices comprennent des éléments de revenus traités séparément dans d'autres articles de la présente convention, les dispositions de ces articles ne sont pas affectées par les dispositions du présent article.

Article 8 : Navigation maritime et aérienne

1. Les bénéfices provenant de l'exploitation, en trafic international, de navires ou d'aéronefs ne sont imposables que dans l'Etat où le siège de la direction effective de l'entreprise est situé.
2. Si le siège de la direction effective d'une entreprise de navigation maritime est à bord d'un navire, ce siège est réputé situé dans l'Etat où se trouve le port d'attache de ce navire, ou à défaut de port d'attache, dans l'Etat dont l'exploitant du navire est un résident.

Article 9 : Entreprises associées

Lorsque :

- a) une entreprise de l'un des Etats participe directement ou indirectement à la direction, au contrôle ou au capital d'une entreprise de l'autre Etat ou que
- b) les mêmes personnes participent directement ou indirectement à la direction, au contrôle ou au capital d'une entreprise de l'un des Etats et d'une entreprise de l'autre Etat, et que, dans l'un et l'autre cas, les deux entreprises sont, dans leurs relations commerciales ou financières, liées par des conditions acceptées ou imposées, qui diffèrent de celles qui seraient conclues entre des entreprises indépendantes, les bénéfices qui, sans ces conditions, auraient été obtenus par l'une des entreprises mais n'ont pu l'être en fait à cause de ces conditions, peuvent être inclus dans les bénéfices de cette entreprise et imposés en conséquence.

Article 10 : Dividendes

1. Les dividendes payés par une société qui est un résident de l'un des Etats à un résident de l'autre Etat, sont imposables dans cet autre Etat.
2. Toutefois, ces dividendes peuvent être imposés dans l'Etat dont la société qui paie les dividendes est un résident, et selon la législation de cet Etat, mais l'impôt ainsi établi ne peut excéder :

- a) 10 pour cent du montant brut des dividendes si le bénéficiaire est une société dont le capital, en tout ou en partie, est divisé en actions et qui dispose directement d'au moins 25 pour cent du capital de la société qui paie les dividendes, à condition que la relation entre les deux sociétés n'ait pas été établie ou ne soit pas maintenue principalement afin de bénéficier de ce taux réduit.
- b) 25 pour cent du montant brut des dividendes, dans tous les autres cas.
3. Les autorités compétentes des Etats règlent d'un commun accord les modalités d'application du paragraphe 2.
4. Les dispositions des paragraphes 1 et 2 ne concernent pas l'imposition de la société pour les bénéfices qui servent au paiement des dividendes.
5. Le terme "dividendes" employé dans le présent article désigne les revenus provenant d'actions, actions ou bons de jouissance, parts de mine, parts de fondateur ou autres parts bénéficiaires à l'exception des créances, ainsi que les revenus d'autres parts sociales assimilés aux revenus d'actions par la législation fiscale de l'Etat dont la société distributrice est un résident.
6. Les dispositions des paragraphes 1 et 2 ne s'appliquent pas lorsque le bénéficiaire des dividendes, résident de l'un des Etats, a dans l'autre Etat dont la société qui paie les dividendes est un résident, un établissement stable auquel se rattache effectivement la participation génératrice des dividendes. Dans ce cas, les dispositions de l'article 7 sont applicables.
7. Lorsqu'une société qui est un résident de l'un des Etats tire des bénéfices ou des revenus de l'autre Etat, cet autre Etat ne peut percevoir aucun impôt sur les dividendes payés par la société aux personnes qui ne sont pas des résidents de cet autre Etat, ni prélever aucun impôt, au titre de l'imposition des bénéfices non distribués, sur les bénéfices non distribués de la société, même si les dividendes payés ou les bénéfices non distribués consistent en tout ou en partie en bénéfices ou revenus provenant de cet autre Etat.

Article 11 : Intérêts

1. Les intérêts provenant de l'un des Etats et payés à un résident de l'autre Etat sont imposables dans cet autre Etat.
2. Toutefois, ces intérêts peuvent être imposés dans l'Etat d'où ils proviennent et selon la législation de cet Etat, mais l'impôt ainsi établi ne peut excéder:
 - a) 10 pour cent de leur montant brut pour les intérêts versés par un résident de l'un des Etats à une entreprise de l'autre Etat ;
 - b) 25 pour cent de leur montant brut dans tous les autres cas.
3. Les autorités compétentes des Etats règlent d'un commun accord les modalités d'application du paragraphe 2.

4. Le terme "intérêts" employé dans le présent article désigne les revenus des fonds publics, des obligations d'emprunts, assorties ou non de garanties hypothécaires ou d'une clause de participation aux bénéfices et des créances de toute nature, ainsi que tous autres produits assimilés aux revenus de sommes prêtées par la législation fiscale de l'Etat d'où proviennent les revenus.
5. Les dispositions des paragraphes 1 et 2 ne s'appliquent pas lorsque le bénéficiaire des intérêts, résident de l'un des Etats, a, dans l'autre Etat d'où proviennent les intérêts, un établissement stable auquel se rattache effectivement la créance génératrice des intérêts. Dans ce cas, les dispositions de l'article 7 sont applicables.
6. Les intérêts sont considérés comme provenant de l'un des Etats lorsque le débiteur est cet Etat lui-même, une subdivision politique, une collectivité locale ou un résident de cet Etat. Toutefois, lorsque le débiteur des intérêts, qu'il soit ou non résident de l'un des Etats, a dans l'un des Etats un établissement stable pour lequel l'emprunt générateur des intérêts a été contracté et qui supporte la charge de ces intérêts, lesdits intérêts sont réputés provenir de l'Etat où l'établissement stable est situé.
7. Si, par suite de relations spéciales existant entre le débiteur et le créancier ou que l'un et l'autre entretiennent avec de tierces personnes, le montant des intérêts payés, compte tenu de la créance pour laquelle ils sont versés, excède celui dont seraient convenus le débiteur et le créancier en l'absence de pareilles relations, les dispositions du présent article ne s'appliquent qu'à ce dernier montant. En ce cas, la partie excédentaire des paiements reste imposable conformément à la législation de chaque Etat et compte tenu des autres dispositions de la présente convention.

Article 12: Redevances

1. Les redevances provenant de l'un des Etats et payées à un résident de l'autre Etat sont imposables dans cet autre Etat.
2. Toutefois, ces redevances peuvent être imposées dans l'Etat d'où elles proviennent et selon la législation de cet Etat, mais l'impôt ainsi établi ne peut excéder 10 pour cent de leur montant brut.
3. Les autorités compétentes des Etats règlent d'un commun accord les modalités d'application du paragraphe 2.
4. Le terme "redevances" employé dans le présent article désigne les rémunérations de toute nature payées pour l'usage ou la concession de l'usage d'un droit d'auteur sur une oeuvre littéraire, artistique ou scientifique, y compris les films cinématographiques et de télévision, d'un brevet, d'une marque de fabrique ou de commerce, d'un dessin ou d'un modèle, d'un plan, d'une formule ou d'un procédé secret, ainsi que pour l'usage ou la concession de l'usage d'un

équipement agricole, industriel, commercial ou scientifique et pour des informations ayant trait à une expérience acquise dans le domaine agricole, industriel, commercial ou scientifique, et des rémunérations pour les études économiques ou techniques.

5. Les dispositions des paragraphes 1 et 2 ne s'appliquent pas lorsque le bénéficiaire des redevances, résident de l'un des Etats, a, dans l'autre Etat d'où proviennent les redevances, un établissement stable auquel se rattache effectivement le droit ou le bien générateur des redevances. Dans ce cas, les dispositions de l'article 7 sont applicables.
6. Les redevances sont considérées comme provenant de l'un des Etats lorsque le débiteur est cet Etat lui-même, une subdivision politique, une collectivité locale ou un résident de cet Etat. Toutefois, lorsque le débiteur des redevances, qu'il soit ou non résident de l'un des Etats, a dans l'un des Etats un établissement stable pour lequel le contrat donnant lieu au paiement des redevances a été conclu et qui supporte comme telle la charge de celles-ci, ces redevances sont réputées provenir de l'Etat où l'établissement stable est situé.
7. Si, par suite de relations spéciales existant entre le débiteur et le créancier ou que l'un et l'autre entretiennent avec des tierces personnes, le montant des redevances payées, compte tenu de la prestation pour laquelle elles sont versées, excède celui dont seraient convenus le débiteur et le créancier en l'absence de pareilles relations, les dispositions du présent article ne s'appliquent qu'à ce dernier montant. En ce cas, la partie excédentaire des paiements reste imposable conformément à la législation de chaque Etat et compte tenu des autres dispositions de la présente convention.

Article 13: Limitation des articles 10, 11 et 12

Les organisations internationales, leurs organes et leurs fonctionnaires ainsi que les membres d'une représentation diplomatique ou consulaire d'un Etat tiers, qui se trouvent sur le territoire de l'un des Etats, n'ont pas droit, dans l'autre Etat, aux réductions ou exemptions d'impôt, prévues aux articles 10, 11 et 12, en ce qui concerne les dividendes, intérêts et redevances provenant de cet autre Etat, si ces revenus ne sont pas soumis à l'impôt sur le revenu dans le premier Etat.

Article 14: Gains en capital

1. Les gains provenant de l'aliénation des biens immobiliers, tels qu'ils sont définis au paragraphe 2 de l'article 6, sont imposables dans l'Etat où ces biens sont situés.
2. Les gains provenant de l'aliénation de biens mobiliers faisant partie de l'actif d'un établissement stable qu'une entreprise de l'un des Etats a dans l'autre

Etat, ou de biens mobiliers constitutifs d'une base fixe dont dispose un résident de l'un des Etats dans l'autre Etat pour l'exercice d'une profession libérale, y compris de tels gains provenant de l'aliénation globale de cet établissement stable (seul ou avec l'ensemble de l'entreprise) ou de cette base fixe, sont imposables dans cet autre Etat.

3. Nonobstant les dispositions du paragraphe 2, les gains provenant de l'aliénation de navires et aéronefs exploités en trafic international ainsi que de biens mobiliers affectés à l'exploitation de ces navires et aéronefs, ne sont imposables que dans l'Etat où le siège de la direction effective de l'entreprise est situé, compte tenu des dispositions du paragraphe 2 de l'article 8.
4. Les gains provenant de l'aliénation de tous biens autres que ceux qui sont mentionnés aux paragraphes précédents ne sont imposables que dans l'Etat dont le cédant est un résident.
5. Les dispositions du paragraphe 4 ne portent pas atteinte au droit de chacun des Etats de percevoir, conformément à sa propre législation, un impôt sur les gains provenant de l'aliénation d'actions ou de bons de jouissance d'une société qui est un résident de cet Etat et dont le capital, en tout ou en partie, est divisé en actions, lorsque ces gains sont réalisés par une personne physique qui est un résident de l'autre Etat et qui a été un résident du premier Etat au courant des cinq dernières années antérieures à l'aliénation.

Article 15 : Professions indépendantes

1. Les revenus qu'un résident de l'un des Etats tire d'une profession libérale ou d'autres activités indépendantes de caractère analogue ne sont imposables que dans cet Etat. Toutefois, ces revenus sont imposables dans l'autre Etat dans les cas suivants :
 - a) si l'intéressé dispose de façon habituelle, dans l'autre Etat, d'une base fixe pour l'exercice de ses activités, mais uniquement dans la mesure où ils sont imposables à cette base fixe ; ou
 - b) s'il exerce ses activités dans l'autre Etat pendant une période ou des périodes – y compris la durée des interruptions normales de travail – excédant au total 183 jours au cours de l'année civile.
2. L'expression "profession libérale" comprend en particulier les activités indépendantes d'ordre scientifique, littéraire, artistique, éducatif ou pédagogique, ainsi que les activités indépendantes des médecins, avocats, ingénieurs, architectes, dentistes et comptables.

Article 16: Professions dépendantes

1. Sous réserve des dispositions des articles 17, 19 et 20, les salaires, traitements et autres rémunérations similaires qu'un résident de l'un des Etats reçoit au titre d'un emploi salarié ne sont imposables que dans cet Etat, à moins que l'emploi ne soit exercé dans l'autre Etat. Si l'emploi y est exercé, les rémunérations reçues à ce titre sont imposables dans cet autre Etat.
2. Nonobstant les dispositions du paragraphe 1, les rémunérations qu'un résident de l'un des Etats reçoit au titre d'un emploi salarié exercé dans l'autre Etat ne sont imposables que dans le premier Etat si:
 - a) le bénéficiaire séjourne dans l'autre Etat pendant une période ou des périodes n'excédant pas au total 183 jours au cours de l'année fiscale considérée; et
 - b) les rémunérations sont payées par un employeur ou au nom d'un employeur qui n'est pas résident de l'autre Etat; et
 - c) la charge des rémunérations n'est pas supportée par un établissement stable ou une base fixe que l'employeur a dans l'autre Etat.
3. Nonobstant les dispositions précédentes du présent article, les rémunérations au titre d'un emploi salarié exercé à bord d'un navire ou d'un aéronef en trafic international sont imposables dans l'Etat où le siège de la direction effective de l'entreprise est situé.

Article 17: Administrateurs, directeurs (Bestuurders) et commissaires (Commissarissen) de sociétés

1. Les tantièmes, jetons de présence et autres rémunérations reçus par un résident des Pays-Bas en sa qualité de membre du conseil d'administration ou de surveillance d'une société par actions ou d'une société à responsabilité limitée, résidente du Maroc, sont imposables au Maroc.
2. Les tantièmes, jetons de présence et autres rémunérations reçus par un résident du Maroc en sa qualité de commissaire (commissaris) ou directeur (bestuurder) d'une société anonyme ou d'une société à responsabilité limitée, résidente des Pays-Bas, sont imposables aux Pays-Bas.
3. Nonobstant les dispositions des paragraphes 1 et 2, les rémunérations susvisées qui sont reçues par des personnes exerçant des fonctions réelles et permanentes dans un établissement stable situé dans l'Etat autre que celui dont la société est résidente et qui sont supportées comme telles par cet établissement stable, sont imposables dans l'Etat de l'établissement stable.

Article 18 : Artistes et sportifs

1. Nonobstant les dispositions des articles 15 et 16, les revenus que les professionnels du spectacle, tel les artistes de théâtre, de cinéma, de la radio ou de la télévision et les musiciens, ainsi que les sportifs retirent de leurs activités personnelles en cette qualité, sont imposables dans l'Etat où ces activités sont exercées.

La règle énoncée ci-dessus s'applique également aux revenus obtenus par les personnes exploitant ou organisant les activités sus-visées.

2. Les dispositions du paragraphe 1 ne s'appliquent pas aux revenus d'activités exercées dans l'un des Etats par des organismes sans but lucratif de l'autre Etat ou par des membres de leur personnel, sauf si ces derniers agissent pour leur propre compte.

Article 19 : Pensions

1. Les pensions privées et autres rémunérations similaires, versées à un résident de l'un des Etats au titre d'un emploi salarié antérieur, ne sont imposables que dans cet Etat.
2. Les pensions publiques et autres rémunérations similaires, versées à un résident de l'un des Etats au titre d'un emploi salarié antérieur, sont imposables dans les deux Etats.

Article 20 : Fonctions publiques

1. Sous réserve des dispositions du paragraphe 2 de l'article 19, les rémunérations versées par l'un des Etats ou par une de ses subdivisions politiques, collectivités locales ou personnes morales de droit public, à une personne physique résidente de l'autre Etat au titre de services rendus, sont imposables dans le premier Etat. Toutefois, cette disposition ne s'applique pas lorsqu'une telle rémunération est payée aux nationaux de l'autre Etat. Dans ce cas, la rémunération reçue n'est imposable que dans l'Etat dont le bénéficiaire est un résident.
2. Les dispositions des articles 16 et 17 s'appliquent aux rémunérations versées au titre de services rendus dans le cadre d'une activité commerciale ou industrielle exercée par l'un des Etats, par une subdivision politique, une collectivité locale ou une personne morale de droit public de cet Etat

Article 21 : Etudiants

Une personne qui était résident de l'un des Etats directement avant son arrivée dans l'autre Etat et qui y séjourne à titre temporaire simplement en tant qu'étudiant dans une université ou une autre institution d'enseignement ou en tant qu'apprenti, est

exempte, à partir de la date de sa première arrivée dans cet autre Etat dans le cadre de ce séjour, de tout impôt frappant, dans ledit Etat :

- a) les virements de l'étranger destinés à sa subsistance, son éducation ou sa formation ; et
- b) pour une période ne dépassant pas cinq ans, toute rémunération n'excédant pas, par année civile, 4.000 florins ou l'équivalent en dirhams, qui serait attribuée pour des prestations fournies à titre personnel dans cet autre Etat, en vue de compléter les ressources dont elle dispose aux fins visés ci-dessus.

Article 22 : Autres revenus

Les éléments du revenu d'un résident de l'un des Etats, auxquels les articles précédents de la présente convention ne s'appliquent pas, ne sont imposables que dans cet Etat.

Chapitre IV : Imposition de la Fortune

Article 23

1. La fortune constituée par des biens immobiliers, tels qu'ils sont définis au paragraphe 2 de l'article 6, est imposable dans l'Etat où ces biens sont situés.
2. La fortune constituée par des biens mobiliers faisant partie de l'actif d'un établissement stable d'une entreprise ou par des biens mobiliers constitutifs d'une base fixe servant à l'exercice d'une profession libérale est imposable dans l'Etat où est situé l'établissement stable ou la base fixe.
3. Les navires et les aéronefs exploités en trafic international ainsi que les biens mobiliers affectés à leur exploitation ne sont imposables que dans l'Etat où le siège de la direction effective de l'entreprise est situé, compte tenu des dispositions du paragraphe 2 de l'article 8.
4. Tous les autres éléments de la fortune d'un résident de l'un des Etats ne sont imposables que dans cet Etat.

Chapitre V : Dispositions pour éliminer les doubles impositions

Article 24

- A. 1. Les Pays-Bas, en prélevant des impôts de leurs résidents, pourront inclure dans la base selon laquelle l'impôt est prélevé, les éléments du revenu ou de la fortune qui, conformément aux dispositions de la présente convention, sont imposables au Maroc.

2. Sous réserve de l'application des dispositions concernant la compensation des pertes dans les règlements internes tendant à éviter les doubles impositions, les Pays-Bas permettent de déduire du montant de l'impôt calculé selon le paragraphe 1, un montant égal à la fraction de cet impôt qui correspond au rapport qui existe entre le montant du revenu ou de la fortune compris dans la base visée au paragraphe 1 et imposable au Maroc selon les articles 6, 7, 10, paragraphe 6, 11, paragraphe 5, 12, paragraphe 5, 14, paragraphes 1 et 2, 15, 16, paragraphe 1, 17, paragraphe 1, 18, 20 et 23, paragraphes 1 et 2, de la présente convention et le montant du revenu ou de la fortune qui constitue la base visée au paragraphe 1.
 3. Pour les éléments du revenu qui en vertu des articles 10, paragraphe 2, 11, paragraphe 2, 12, paragraphe 2 et 16, paragraphe 3, sont imposables au Maroc et qui sont compris dans la base visée au paragraphe 1, les Pays-Bas permettent de déduire de l'impôt ainsi calculé le moins élevé des montants suivants:
 - a) un montant égal à l'impôt prélevé au Maroc ;
 - b) un montant égal à la fraction de l'impôt des Pays-Bas, calculé selon le paragraphe 1, qui correspond au rapport qui existe entre le montant desdits éléments du revenu et le montant du revenu qui constitue la base visée au paragraphe 1.
- B. 1. Le Maroc, en prélevant des impôts de ses résidents, pourra inclure dans la base selon laquelle l'impôt est prélevé, les éléments du revenu ou de la fortune qui, conformément aux dispositions de la présente convention, sont imposables aux Pays-Bas.
2. Sous réserve de l'application des dispositions concernant la compensation des pertes dans les règlements internes tendant à éviter les doubles impositions, le Maroc permet de déduire du montant de l'impôt calculé selon le paragraphe 1, un montant égal à la fraction de cet impôt qui correspond au rapport qui existe entre le montant du revenu ou de la fortune compris dans la base visée au paragraphe 1 et imposable aux Pays-Bas selon les articles 6, 7, 10, paragraphe 6, 11, paragraphe 5, 12, paragraphe 5, 14, paragraphes 1 et 2, 15, 16, paragraphe 1, 17, paragraphe 2, 18, 20 et 23, paragraphes 1 et 2, de la présente convention et le montant du revenu ou de la fortune qui constitue la base visée au paragraphe 1.
 3. Pour les éléments du revenu qui en vertu des articles 10, paragraphe 2, 11, paragraphe 2, 12, paragraphe 2 et 16, paragraphe 3, sont imposables aux Pays-Bas et qui sont compris dans la base visée au paragraphe 1, le Maroc permet de déduire de l'impôt ainsi calculé le moins élevé des montants suivants:
 - a) un montant égal à l'impôt prélevé aux Pays-Bas ;
 - b) un montant égal à la fraction de l'impôt du Maroc, calculé selon le paragraphe 1, qui correspond au rapport qui existe entre le montant desdits éléments du revenu et le montant du revenu qui constitue la base visée au paragraphe 1.

- C. Si des gains, qui sont imposables dans l'un des Etats selon l'article 14, paragraphe 5, reviennent à un résident de l'autre Etat, le premier Etat permet de déduire de son impôt sur ces gains un montant égal à l'impôt perçu par l'autre Etat sur ces gains.

Chapitre VI: Dispositions spéciales

Article 25: Non-discrimination

1. Les nationaux de l'un des Etats, ne sont soumis dans l'autre Etat à aucune imposition ou obligation y relative, qui est autre ou plus lourde que celle à laquelle sont ou pourront être assujettis les nationaux de cet autre Etat se trouvant dans la même situation.
2. L'imposition d'un établissement stable qu'une entreprise de l'un des Etats a dans l'autre Etat n'est pas établie dans cet autre Etat d'une façon moins favorable que l'imposition des entreprises de cet autre Etat qui exercent la même activité.

Cette disposition ne peut être interprétée comme obligeant l'un des Etats à accorder aux résidents de l'autre Etat les déductions personnelles, abattements et réductions d'impôt en fonction de la situation ou des charges de famille qu'il accorde à ses propres résidents.

3. Les entreprises de l'un des Etats, dont le capital est en tout ou en partie, directement ou indirectement, détenu ou contrôlé par un ou plusieurs résidents de l'autre Etat, ne sont soumises dans le premier Etat à aucune imposition ou obligation y relative, qui est autre ou plus lourde que celle à laquelle sont ou pourront être assujetties les autres entreprises de même nature de ce premier Etat.
4. Le terme "imposition" désigne dans le présent article les impôts de toute nature ou dénomination.

Article 26: Procédure amiable

1. Lorsqu'un résident de l'un des Etats estime que les mesures prises par l'un des Etats ou par chacun des deux Etats entraînent ou entraîneront pour lui une imposition non conforme à la présente convention, il peut, indépendamment des recours prévus par la législation nationale de ces Etats, soumettre son cas à l'autorité compétente de l'Etat dont il est résident.
2. Cette autorité compétente s'efforcera, si la réclamation lui paraît fondée et si elle n'est pas elle-même en mesure d'apporter une solution satisfaisante, de régler la question par voie d'accord amiable avec l'autorité compétente de l'autre Etat, en vue d'éviter une imposition non conforme à la convention.

3. Les autorités compétentes des Etats s'efforcent, par voie d'accord amiable, de résoudre les difficultés ou de dissiper les doutes auxquels peuvent donner lieu l'interprétation ou l'application de la convention. Elles peuvent aussi se concerter en vue d'éviter la double imposition dans les cas non prévus par la convention.
4. Les autorités compétentes des Etats peuvent communiquer directement entre elles en vue de parvenir à un accord comme il est indiqué aux paragraphes précédents.

Article 27 : Echange de renseignements

1. Les autorités compétentes des deux Etats échangeront les renseignements nécessaires pour appliquer la présente convention, en particulier pour prévenir la fraude. Tout renseignement ainsi échangé sera tenu secret et ne pourra être communiqué qu'aux personnes ou autorités chargées de l'établissement ou du recouvrement des impôts visés par la présente convention, et des réclamations et recours y relatifs.
2. Les dispositions du paragraphe 1 ne peuvent en aucun cas être interprétées comme imposant à l'un des Etats l'obligation :
 - a) de prendre des dispositions administratives dérogeant à sa propre législation ou à sa pratique administrative ou à celles de l'autre Etat ;
 - b) de fournir des renseignements qui ne pourraient être obtenus sur la base de sa propre législation ou dans le cadre de sa pratique administrative normale ou de celles de l'autre Etat ;
 - c) de transmettre des renseignements qui révéleraient un secret commercial, industriel, professionnel, ou un procédé commercial ou des renseignements dont la communication serait contraire à l'ordre public.
3. L'échange des renseignements a lieu soit d'office, soit sur demande visant des cas concrets. Les autorités compétentes s'entendent pour déterminer la liste des informations qui sont fournies d'office.

Article 28 : Fonctionnaires diplomatiques et consulaires

1. Les dispositions de la présente convention ne portent pas atteinte aux privilèges fiscaux dont bénéficient les fonctionnaires diplomatiques ou consulaires en vertu soit des règles générales du droit des gens, soit des dispositions d'accords particuliers.
2. Aux fins de la présente convention, une personne physique qui est un membre d'une représentation diplomatique ou consulaire de l'un des Etats dans l'autre Etat ou dans un Etat tiers et qui possède la nationalité de l'Etat qui l'envoie, est considérée comme résident de l'Etat qui l'envoie si elle est soumise dans cet

Etat aux mêmes obligations concernant les impôts sur le revenu et sur la fortune que les résidents dudit Etat.

Article 29 : Extension territoriale

1. La présente convention peut être étendue, telle quelle ou avec les modifications nécessaires, aux antilles Néerlandaises, si ce pays prélève des impôts analogues en substance aux impôts auxquels s'applique la convention. Une telle extension prend effet à partir de sa date, avec les modifications et dans les conditions, y compris les conditions relatives à la cessation d'application, qui sont fixées d'un commun accord par échange de notes diplomatiques.
2. A moins qu'il ne soit convenu autrement, lorsque la convention sera terminée, elle ne cessera pas de s'appliquer au pays auquel elle a été étendue conformément au présent article.

Chapitre VII : Dispositions finales

Article 30 : Entrée en vigueur

La présente convention entrera en vigueur à la date à laquelle les deux gouvernements se communiqueront que les formalités constitutionnellement requises dans leurs pays respectifs ont été accomplies et ses dispositions seront applicables :

- 1° en ce qui concerne les impôts dûs à la source : aux revenus attribués ou mis en paiement à partir du premier jour du mois suivant celui de l'entrée en vigueur ;
- 2° en ce qui concerne les autres impôts : pour les années et périodes fiscales commençant à partir du premier janvier de l'année de l'entrée en vigueur.

Article 31 : Dénonciation

La présente convention restera indéfiniment en vigueur ; mais chaque Etat pourra, jusqu'au 30 juin inclus de toute année civile à partir de la cinquième année à dater de celle de son entrée en vigueur, la dénoncer, par écrit et par la voie diplomatique, à l'autre Etat. En cas de dénonciation avant le 1^{er} juillet d'une telle année, la convention s'appliquera pour la dernière fois ;

- 1° en ce qui concerne les impôts dûs à la source ; aux revenus attribués ou mis en paiement au plus tard le 31 décembre de l'année de la dénonciation ;
- 2° en ce qui concerne les autres impôts : pour les années et périodes fiscales prenant fin au plus tard le 31 décembre de l'année de la dénonciation.

En foi de quoi les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé la présente convention.

Fait à Rabat, le 12 août 1977, en double exemplaire, en langues néerlandaise, arabe et française, les trois textes faisant également foi. En cas de divergence d'interprétation entre les textes néerlandais et arabe, le texte français sera décisif.

Pour le gouvernement
du Royaume du Maroc

Abdelkader Benslimane

Ministre des finances

Pour le gouvernement
du Royaume des Pays-Bas

Jan Strengers

Ambassadeur du Royaume des Pays-Bas

*
* *

Protocole

Au moment de procéder à la signature de la convention tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôt sur le revenu et sur la fortune, conclue aujourd'hui entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement du Royaume des Pays-Bas, les soussignés sont convenus que les dispositions suivantes formeront partie intégrante de la convention.

I. Ad. article 4

Une personne physique qui demeure à bord d'un navire, sans avoir de domicile réel dans l'un des Etats, sera considérée comme résident de l'Etat où se trouve le port d'attache de ce navire.

II. Ad. article 7

Les intérêts, les redevances et autres dépenses dus par une entreprise de l'un des Etats à une entreprise de l'autre Etat sont admis en déduction dans le calcul des bénéfices de la première entreprise. Toutefois, si par suite de relations spéciales existant entre les deux entreprises ou entre les deux entreprises et une tierce personne, le montant des intérêts, redevances et autres dépenses dus excède le montant dont elles seraient convenues en l'absence de pareilles relations, la phrase précédente ne s'applique pas au montant excédentaire.

III. Ad. articles 10, 11 et 12

Les demandes de remboursement d'impôt perçu contrairement aux dispositions des articles 10, 11 et 12 doivent être faites à l'autorité compétente de l'Etat qui a perçu l'impôt, dans le délai de trois ans après l'expiration de l'année civile dans laquelle l'impôt a été perçu.

IV. Ad. article 24

Il est entendu que pour autant qu'il s'agit de l'impôt néerlandais sur le revenu ou de l'impôt néerlandais des sociétés, la base visée à l'article 24, paragraphe 1, est le "onzulvere inkomen" (le total des revenus nets) ou "winst" (le bénéfice) au sens de la législation néerlandaise concernant l'impôt sur le revenu ou l'impôt des sociétés, respectivement.

V. Ad. article 27

L'obligation d'échanger des renseignements ne concerne pas les renseignements provenant des banques ou institutions y assimilées en tant que telles. L'expression "institutions y assimilées" comprend entre autres les compagnies d'assurance.

En foi de quoi, les soussignés ont signé le présent protocole.

Fait à Rabat, le 12 août 1977, en double exemplaire, en langues néerlandaise, arabe et française, les trois textes faisant également foi. En cas de divergence d'interprétation entre les textes néerlandais et arabe, le texte français sera décisif.

Pour le gouvernement
du Royaume du Maroc

Abdelkader Benslimane
Ministre des finances

Pour le gouvernement
du Royaume des Pays-Bas

Jan Strengers
Ambassadeur du Royaume des Pays-Bas

❑ POLOGNE

- **Dahir n° 1-96-147 du 26 moharrem 1420 (13 mai 1999) portant publication de la convention, faite à Rabat le 24 octobre 1994 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la République de Pologne tendant à éviter la double imposition et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune (1)**

LOUANGE A DIEU SEUL!

(Grand Sceau de Sa Majesté Hassan II)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur!

Que Notre Majesté Chérifienne,

Vu la convention faite à Rabat le 24 octobre 1994 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la République de Pologne tendant à éviter la double imposition et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune,

Vu la loi n° 02-95 promulguée par le dahir n° 1-95-234 du 13 chaabane 1416 (4 janvier 1996) portant approbation, quant au principe, de la ratification de la convention précitée;

Vu le procès-verbal d'échange des instruments de ratification de ladite convention, fait à Varsovie le 23 juillet 1996,

A décidé ce qui suit :

Sera publiée au *Bulletin officiel*, à la suite du présent dahir, la convention faite à Rabat le 24 octobre 1994 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la République de Pologne tendant à éviter la double imposition et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune.

Fait à Marrakech, le 26 moharrem 1420 (13 mai 1999).

Pour contreseing :

Le Premier ministre,

Abderrahman Youssoufi.

(1) *B.O.* n° 4696 du 3 juin 1999.

*
* *

Convention entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la République de Pologne tendant à éviter la double imposition et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune

Préambule

Le Gouvernement du Royaume du Maroc
Et

Le Gouvernement de la République de Pologne,

Désireux de conclure une convention en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune,

Sont convenus de ce qui suit :

Article premier : Personnes visées

La présente convention s'applique aux personnes qui sont des résidents d'un Etat contractant ou des deux Etats contractants.

Article 2 : Impôts visés

1. La présente convention s'applique aux impôts sur le revenu et sur la fortune perçus pour le compte d'un Etat contractant, de ses subdivisions politiques ou de ses collectivités locales, quel que soit le système de perception.
2. Sont considérés comme impôts sur le revenu et sur la fortune les impôts perçus sur le revenu total, sur la fortune totale ou sur des éléments du revenu ou de la fortune, y compris les impôts sur les gains provenant de l'aliénation de biens mobiliers ou immobiliers ainsi que les impôts sur les plus-values.
3. Les impôts actuels auxquels s'applique la convention sont notamment :
 - a) en ce qui concerne le Royaume du Maroc :
 - 1) l'impôt sur les sociétés ;
 - 2) l'impôt général sur le revenu y compris la contribution sur les revenus professionnels ou fonciers exonérés de l'impôt général sur le revenu ;
 - 3) la taxe sur les produits des actions ou parts sociales et revenus assimilés ;
 - 4) la taxe sur les profits immobiliers ;
 - 5) la participation à la solidarité nationale ;

- 6) la taxe sur les produits de placements à revenu fixe ;
 - 7) la taxe urbaine et la taxe d'édilité ;
 - 8) l'impôt des patentes et la taxe de licence sur les débits de boisson ;
(ci-après désignés par "impôt marocain").
- b) en ce qui concerne la République de Pologne :
- 1) l'impôt sur le revenu des personnes physiques ;
 - 2) l'impôt sur le revenu des personnes morales ;
(ci-après désignés par "impôt polonais").
4. La convention s'applique aussi aux impôts de nature identique ou analogue existants ou qui seraient établis après la date de signature de la présente convention et qui s'ajouteraient aux impôts actuels ou qui les remplaceraient. Les autorités compétentes des Etats contractants se communiqueront les modifications apportées à leurs législations fiscales respectives.

Article 3 : Définitions générales

1. Au sens de la présente convention, à moins que le contexte n'exige une interprétation différente :
 - a) le terme "Maroc" désigne le Royaume du Maroc et, employé dans un sens géographique, le territoire du Maroc ainsi que le territoire adjacent aux eaux territoriales du Maroc et considéré comme territoire national aux fins d'imposition et où le Maroc, conformément au droit international, peut exercer ses droits relatifs au sol et au sous-sol marins ainsi qu'à leurs ressources naturelles (plateau continental) ;
 - b) le terme "Pologne" désigne la République de Pologne, y compris toute zone située hors des eaux territoriales de la Pologne qui, conformément au droit international a été ou pourra être désignée en vertu de la législation polonaise comme zone sur laquelle la Pologne peut exercer ses droits de souveraineté relatifs à l'exploration et à l'exploitation des ressources naturelles du lit de mer ou du sous-sol marin ;
 - c) les expressions "un Etat contractant" et "l'autre Etat contractant" désignent, suivant le contexte le Maroc ou la Pologne ;
 - d) le terme "nationaux" désigne toutes les personnes physiques qui possèdent la nationalité d'un Etat contractant et toutes les personnes morales, sociétés de personnes et associations constituées conformément à la législation en vigueur dans un Etat contractant ;
 - e) le terme "personne" comprend les personnes physiques, les sociétés et tous autres groupements de personnes ;
 - f) les expressions "entreprise d'un Etat contractant" et "entreprise de l'autre Etat contractant" désignent respectivement une entreprise exploitée par un résident

- d'un Etat contractant et une entreprise exploitée par un résident de l'autre Etat contractant ;
- g) le terme "société" désigne toute personne morale ou toute autre entité qui est considérée comme une personne morale aux fins d'imposition ;
 - h) l'expression "trafic international" désigne tout transport effectué par un navire ou un aéronef exploité par une entreprise dont le siège de la direction effective est situé dans un Etat contractant, sauf lorsque le navire ou l'aéronef n'est exploité qu'entre des points situés dans l'autre Etat contractant ;
 - i) l'expression "autorité compétente" désigne :
 - dans le cas du Royaume du Maroc, le ministre chargé des Finances ou son représentant dûment autorisé ou délégué ;
 - dans le cas de la République de Pologne, le ministre des Finances ou son représentant dûment autorisé.
2. Pour l'application de la convention par un Etat contractant, toute expression qui n'est pas définie a le sens qui lui attribue le droit de cet Etat concernant les impôts auxquels s'applique la convention, à moins que le contexte n'exige une interprétation différente.

Article 4 : Résident

1. Au sens de la présente convention, l'expression "résident d'un Etat contractant" désigne toute personne qui, en vertu de la législation de cet Etat, est assujettie à l'impôt dans cet Etat, en raison de son domicile, de sa résidence, de son siège de direction ou de tout autre critère de nature analogue. Toutefois, cette expression ne comprend pas les personnes qui ne sont assujetties à l'impôt dans cet Etat que pour les revenus de sources situées dans cet Etat ou pour la fortune qui y est située.
2. Lorsque, selon les dispositions du paragraphe 1, une personne physique est un résident des deux Etats contractants, sa situation est réglée de la manière suivante :
 - a) cette personne est considérée comme un résident de l'Etat où elle dispose d'un foyer d'habitation permanent ; si elle dispose d'un foyer d'habitation permanent dans les deux Etats, elle est considérée comme un résident de l'Etat avec lequel ses liens personnels et économiques sont les plus étroits (centre des intérêts vitaux) ;
 - b) si l'Etat où cette personne a le centre de ses intérêts vitaux ne peut pas être déterminé, ou si elle ne dispose d'un foyer d'habitation permanent dans aucun des Etats, elle est considérée comme un résident de l'Etat contractant où elle séjourne de façon habituelle ;

- c) si cette personne séjourne de façon habituelle dans les deux Etats ou si elle ne séjourne de façon habituelle dans aucun d'eux, elle est considérée comme un résident de l'Etat contractant dont elle possède la nationalité ;
 - d) si cette personne possède la nationalité des deux Etats ou si elle ne possède la nationalité d'aucun d'eux, les autorités compétentes des Etats contractants tranchent la question d'un commun accord.
3. Lorsque, selon les dispositions du paragraphe 1, une personne autre qu'une personne physique est un résident des deux Etats contractants, elle est considérée comme un résident de l'Etat où son siège de direction effective est situé.

Article 5 : Etablissement stable

1. Au sens de la présente convention, l'expression "établissement stable" désigne une installation fixe d'affaires par l'intermédiaire de laquelle une entreprise exerce tout ou partie de son activité.
2. L'expression "établissement stable" comprend notamment :
 - a) un siège de direction ;
 - b) une succursale
 - c) un bureau
 - d) une usine
 - e) un atelier
 - j) une mine, un puits de pétrole ou de gaz, une carrière ou tout autre lieu d'extraction de ressources naturelles.
3. Un chantier de construction ou de montage ne constitue un établissement stable que si sa durée dépasse six mois.
4. Nonobstant les dispositions précédentes du présent article, on considère qu'il n'y a pas "établissement stable" si :
 - a) il est fait usage d'installations aux seules fins de stockage, d'exposition ou de livraison de marchandises appartenant à l'entreprise ;
 - b) des marchandises appartenant à l'entreprise sont entreposées aux seules fins de stockage, d'exposition ou de livraison ;
 - c) des marchandises appartenant à l'entreprise sont entreposées aux seules fins de traitement ou de transformation par une autre entreprise ;
 - d) une installation fixe d'affaires est utilisée aux seules fins d'acheter des marchandises ou de réunir des informations pour l'entreprise ;
 - e) une installation fixe d'affaires est utilisée, pour l'entreprise, aux seules fins d'exercer pour l'entreprise toute autre activité de caractère préparatoire ou auxiliaire ;

- f) une installation fixe d'affaires est utilisée aux seules fins de l'exercice cumulé d'activités mentionnées aux alinéas a) à e), à condition que l'activité d'ensemble de l'installation fixe d'affaires résultant de ce cumul garde un caractère préparatoire ou auxiliaire.
5. Nonobstant les dispositions des paragraphes 1 et 2, lorsqu'une personne – autre qu'un agent jouissant d'un statut indépendant auquel s'applique le paragraphe 6 – agit pour le compte d'une entreprise et dispose dans un Etat contractant de pouvoirs qu'elle y exerce habituellement lui permettant de conclure des contrats au nom de l'entreprise, cette entreprise, est considérée comme ayant un établissement stable dans cet Etat pour toutes les activités de cette personne exerce pour l'entreprise, à moins que les activités de cette personne ne soient limitées à celles qui sont mentionnées au paragraphe 4 et qui, si elles étaient exercées par l'intermédiaire d'une installation fixe d'affaires, ne permettraient pas de considérer cette installation comme un établissement stable selon les dispositions de ce paragraphe.
6. Une entreprise n'est pas considérée comme ayant un établissement stable dans un Etat contractant du seul fait qu'elle y exerce son activité par l'entremise d'un courtier, d'un commissionnaire général ou de tout autre agent jouissant d'un statut indépendant, à condition que ces personnes agissent dans le cadre ordinaire de leur activité.
7. Le fait qu'une société qui est un résident d'un Etat contractant contrôle ou est contrôlée par une société qui est un résident de l'autre Etat contractant ou qui y exerce son activité (que ce soit par l'intermédiaire d'un établissement stable ou non) ne suffit pas, en lui-même, à faire de l'une quelconque de ces sociétés un établissement stable de l'autre.

Article 6: Revenus immobiliers

1. Les revenus qu'un résident d'un Etat contractant tire de biens immobiliers (y compris les revenus des exploitations agricoles ou forestières) situés dans l'autre Etat contractant, sont imposables dans cet autre Etat.
2. L'expression "biens immobiliers" a le sens que lui attribue le droit de l'Etat contractant où les biens considérés sont situés. L'expression comprend en tous cas les accessoires, le cheptel mort ou vif des exploitations agricoles et forestières, les droits auxquels s'appliquent les dispositions du droit privé concernant la propriété foncière, l'usufruit des biens immobiliers et les droits à des paiements variables ou fixes pour l'exploitation ou la concession de l'exploitation de gisements minéraux, sources et autres ressources naturelles; les navires, bateaux et aéronefs ne sont pas considérés comme des biens immobiliers.

3. Les dispositions du paragraphe 1 s'appliquent aux revenus provenant de l'exploitation directe, de la location ou de l'affermage, ainsi que de toute autre forme d'exploitation de biens immobiliers.
4. Les dispositions des paragraphes 1 et 3 s'appliquent également aux revenus provenant des biens immobiliers d'une entreprise ainsi qu'aux revenus des biens immobiliers servant à l'exercice d'une profession indépendante.

Article 7 : Bénéfices des entreprises

1. Les bénéfices d'une entreprise d'un Etat contractant, ne sont imposables que dans cet Etat à moins que l'entreprise n'exerce son activité dans l'autre Etat contractant par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé. Si l'entreprise exerce son activité d'une telle façon, les bénéfices de l'entreprise sont imposables dans l'autre Etat mais uniquement dans la mesure où ils sont imputables audit établissement stable.
2. Sous réserve des dispositions du paragraphe 3, lorsqu'une entreprise d'un Etat contractant exerce son activité dans l'autre Etat contractant par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé, il est imputé, dans chaque Etat contractant, à cet établissement stable les bénéfices qu'il aurait pu réaliser s'il avait constitué une entreprise distincte et séparée exerçant des activités identiques ou analogues dans des conditions identiques ou analogues et traitant en toute indépendance avec l'entreprise dont il constitue un établissement stable.
3. Pour déterminer les bénéfices d'un établissement stable, sont admises en déduction les dépenses exposées aux fins poursuivies par cet établissement stable, y compris les dépenses de direction et les frais généraux d'administration ainsi exposés, soit dans l'Etat où est situé cet établissement stable, soit ailleurs.
4. S'il est d'usage, dans un Etat contractant, de déterminer les bénéfices imputables à un établissement stable sur la base d'une répartition des bénéfices totaux de l'entreprise entre ses diverses parties, aucune disposition du paragraphe 2 n'empêche cet Etat contractant de déterminer les bénéfices imposables selon la répartition contractant de déterminer les bénéfices imposables selon la répartition en usage; la méthode de répartition adoptée doit cependant être telle que le résultat obtenu soit conforme aux principes contenus dans le présent article.
5. Aucun bénéfice n'est imputé à un établissement stable du fait qu'il a simplement acheté des marchandises pour l'entreprise.
6. Aux fins des paragraphes précédents, les bénéfices à imputer à l'établissement stable sont calculés chaque année selon la même méthode, à moins qu'il n'existe des motifs valables et suffisants de procéder autrement.

7. Lorsque les bénéfices comprennent des éléments de revenu traités séparément dans d'autres articles de la présente convention, les dispositions de ces articles ne sont pas affectées par les dispositions du présent article.

Article 8 : Navigation maritime et aérienne

1. Les bénéfices provenant de l'exploitation, en trafic international, de navires ou d'aéronefs ne sont imposables que dans l'Etat contractant où le siège de la direction effective l'entreprise est situé.
2. Les bénéfices provenant de l'exploitation de bateaux servant à la navigation intérieure ne sont imposables que dans l'Etat contractant où le siège de la direction effective de l'entreprise est situé.
3. Si le siège de la direction effective d'une entreprise de navigation maritime ou intérieure est à bord d'un navire ou d'un bateau, ce siège est réputé situé dans l'Etat contractant où se trouve le port d'attache de ce navire ou de ce bateau, ou à défaut de port d'attache, dans l'Etat contractant dont l'exploitant du navire ou du bateau est un résident.
4. Les dispositions du paragraphe 1 s'appliquent au bénéfices provenant de la participation à un pool, une exploitation en commun ou un organisme international d'exploitation.

Article 9 : Entreprises associées

1. Lorsque:
 - a) une entreprise d'un Etat contractant participe directement ou indirectement à la direction, au contrôle ou au capital d'une entreprise de l'autre Etat contractant, ou que
 - b) les mêmes personnes participent directement ou indirectement à la direction, au contrôle ou au capital d'une entreprise d'un Etat contractant et d'une entreprise de l'autre Etat contractant,

et que, dans l'un et l'autre cas les deux entreprises sont, dans leurs relations commerciales ou financières, liées par des conditions convenues ou imposées qui diffèrent de celles qui seraient convenues entre des entreprises indépendantes, les bénéfices qui, sans ces conditions, auraient été réalisés par l'une des entreprises mais n'ont pu l'être en fait à cause de ces conditions, peuvent être inclus dans les bénéfices de cette entreprise et imposés en conséquence.

2. Lorsqu'un Etat contractant inclut dans les bénéfices d'une entreprise de cet Etat – et impose en conséquence – des bénéfices sur lesquels une entreprise de l'autre Etat contractant a été imposée dans cet autre Etat, et que les bénéfices ainsi inclus sont des bénéfices qui auraient été réalisés par l'entreprise du

premier Etat si les conditions convenues entre les deux entreprises avaient été celles qui auraient été convenues entre des entreprises indépendantes, l'autre Etat procède à un ajustement approprié du montant de l'impôt qui y a été perçu sur ces bénéficiaires. Pour déterminer cet ajustement, il est tenu compte des autres dispositions de la présente convention et, si c'est nécessaire, les autorités compétentes des Etats contractants se consultent.

Article 10: Dividendes

1. Les dividendes payés par une société qui est un résident d'un Etat contractant à un résident de l'autre Etat contractant sont imposables dans cet autre Etat.
2. Toutefois, ces dividendes sont aussi imposables dans l'Etat contractant dont la société qui paie les dividendes est un résident, et selon la législation de cet Etat, mais l'impôt ainsi établi ne peut excéder:
 - a) sept pour cent du montant brut des dividendes si le bénéficiaire effectif est une société (autre qu'une société de personnes) qui détient directement au moins vingt-cinq pour cent du capital de la société qui paie les dividendes;
 - b) quinze pour cent du montant brut des dividendes, dans tous les autres cas.

Les autorités compétentes des Etats contractants règlent d'un commun accord les modalités d'application de ces limitations.

Le présent paragraphe n'affecte pas l'imposition de la société au titre des bénéfices qui servent au paiement des dividendes.

3. Le terme "dividendes" employé dans le présent article désigne les revenus provenant d'actions, actions ou bons de jouissance, parts de mine, parts de fondateur ou autres parts bénéficiaires à l'exception des créances, ainsi que les revenus d'autres parts sociales et autres revenus soumis au même régime fiscal que les revenus d'actions par la législation de l'Etat dont la société distributrice est un résident.
4. Les dispositions des paragraphes 1 et 2 ne s'appliquent pas lorsque le bénéficiaire des dividendes, résident d'un Etat contractant, exerce dans l'autre Etat contractant dont la société qui paie les dividendes est un résident, soit une activité industrielle ou commerciale par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé, soit une profession indépendante au moyen d'une base fixe qui y est situé et lorsque la participation génératrice des dividendes s'y rattache effectivement. Dans ce cas, les dispositions de l'article 7 ou de l'article 14, suivant les cas, sont applicables.
5. Lorsqu'une société qui est un résident d'un Etat contractant tire des bénéfices ou des revenus de l'autre Etat contractant, cet autre Etat ne peut percevoir aucun impôt sur les dividendes payés par la société à des résidents du premier Etat, sauf dans la mesure où la participation génératrice des dividendes se rattache effectivement à un établissement stable ou à une base fixe située dans cet autre Etat.

Article 11 : Intérêts

1. Les intérêts provenant d'un Etat contractant et payés à un résident de l'autre Etat contractant sont imposables dans cet autre Etat.
2. Toutefois, ces intérêts sont imposables dans l'Etat contractant d'où ils proviennent et selon la législation de cet Etat, mais l'impôt ainsi établi ne peut excéder dix pour cent du montant brut des intérêts. Les autorités compétentes des Etats contractants règlent d'un commun accord les modalités d'application de cette limitation.
3. Le terme "intérêts" employé dans le présent article désigne les revenus des créances de toute nature, assorties ou non de garanties hypothécaires ou une clause de participation aux bénéfices du débiteur, et notamment les revenus des fonds publics et des obligations d'emprunts, y compris les primes et lots attachés à ces titres. Les pénalisations pour paiement tardif ne sont pas considérées comme des intérêts au sens du présent article.
4. Les dispositions des paragraphes 1 et 2 ne s'appliquent pas lorsque le bénéficiaire des intérêts, résident d'un Etat contractant, exerce dans l'autre Etat contractant d'où proviennent les intérêts, soit une activité industrielle ou commerciale par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé, soit une profession indépendante au moyen d'une base fixe qui y est située, et que la créance génératrice des intérêts s'y rattache effectivement. Dans ce cas, les dispositions de l'article 7 ou de l'article 14, suivant les cas, sont applicables.
5. Les intérêts sont considérés comme provenant d'un Etat contractant lorsque le débiteur est cet Etat lui-même, une subdivision politique, une collectivité locale ou un résident de cet Etat. Toutefois, lorsque le débiteur des intérêts, qu'il soit ou non un résident d'un Etat contractant a un établissement stable ou une base fixe, pour lequel la dette donnant lieu au paiement des intérêts a été contractée et qui supporte la charge de ces intérêts, ceux-ci sont considérés comme provenant de l'Etat où, l'établissement stable ou la base fixe, est situé.
6. Lorsque, en raison de relations spéciales existant entre le débiteur et le bénéficiaire, ou que l'un et l'autre entretiennent avec les tierces personnes le montant des intérêts, compte tenu de la créance pour laquelle ils sont payés, excède celui dont seraient convenus le débiteur et le bénéficiaire en l'absence de pareilles relations, les dispositions du présent article ne s'appliquent qu'à ce dernier montant. Dans ce cas, la partie excédentaire des paiements reste imposable selon la législation de chaque Etat contractant et compte tenu des autres dispositions de la présente convention.

Article 12 : Redevances

1. Les redevances provenant d'un Etat contractant et payées à un résident de l'autre Etat contractant sont imposables dans cet autre Etat.

2. Toutefois, ces redevances sont aussi imposables dans l'Etat contractant d'où elles proviennent et selon la législation de cet Etat, mais l'impôt ainsi établi ne peut excéder dix pour cent du montant brut des redevances.
3. Le terme "redevances" employé dans le présent article désigne les rémunérations de toute nature payées pour l'usage ou la concession de l'usage d'un droit d'auteur sur une oeuvre littéraire, artistique ou scientifique, y compris les films cinématographiques, d'un brevet, d'une marque de fabrique ou de commerce, d'un dessin ou d'un modèle, d'un plan, d'une formule ou d'un procédé secrets, ainsi que pour l'usage ou la concession de l'usage d'un équipement industriel, commercial ou scientifique et pour des informations ayant trait à une expérience acquise dans le domaine industriel, commercial ou scientifique.

Sont également considérées comme redevances les commissions et les honoraires, les rémunérations versées pour l'assistance technique, pour la prestation de personnel, ainsi que les rémunérations pour les travaux d'études.

4. Les dispositions des paragraphes 1 et 2 ne s'appliquent pas lorsque le bénéficiaire des redevances, résident d'un Etat contractant, exerce dans l'autre Etat contractant d'où proviennent les redevances, soit une activité industrielle ou commerciale par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé, soit une profession indépendante au moyen d'une base fixe qui y, est située et que le droit ou le bien générateur des redevances s'y rattache effectivement. Dans ce cas, les dispositions de l'article 7 ou de l'article 14, suivant les cas sont applicables.
5. Les redevances sont considérées comme provenant d'un Etat contractant lorsque le débiteur est cet Etat lui-même, une subdivision politique, une collectivité locale ou un résident de cet Etat. Toutefois, lorsque le débiteur des redevances, qu'il soit ou non résident d'un Etat contractant, a dans un Etat contractant un établissement stable ou une base fixe pour lequel le contrat donnant lieu au paiement des redevances a été conclu et qui supporte la charge de celles-ci, ces redevances sont considérées comme provenant de l'Etat contractant où l'établissement stable, ou la base fixe, est situé.
6. Lorsque, en raison de relations spéciales existant entre le débiteur et le bénéficiaire ou que l'un et l'autre entretiennent avec de tierces personnes, le montant des redevances, compte tenu de la prestation pour laquelle elles sont payées, excède celui dont seraient convenus le débiteur et le bénéficiaire en l'absence de pareilles relations, les dispositions du présent article ne s'appliquent qu'à ce dernier montant. Dans ce cas, la partie excédentaire des paiements reste imposable selon la législation de chaque Etat contractant et compte tenu des autres dispositions de la présente convention.

Article 13: Gains en capital

1. Les gains qu'un résident d'un Etat contractant tire de l'aliénation de biens immobiliers visés à l'article 6 et situés dans l'autre Etat contractant, sont imposables dans cet autre Etat.
2. Les gains provenant de l'aliénation de biens mobiliers faisant partie de l'actif d'un établissement stable qu'une entreprise d'un Etat contractant a dans l'autre Etat contractant, ou de biens mobiliers qui appartiennent à une base fixe dont un résident d'un Etat contractant dispose dans l'autre Etat contractant pour l'exercice d'une profession indépendante, y compris de tels gains provenant de l'aliénation de cet établissement stable (seul ou avec l'ensemble de l'entreprise) ou de cette base fixe, sont imposables dans cet autre Etat.
3. Les gains provenant de l'aliénation de navires ou aéronefs exploités en trafic international, ou de biens mobiliers affectés à l'exploitation de ces navires ou aéronefs ne sont imposables que dans l'Etat contractant où le siège de direction effective de l'entreprise est situé.
4. Les gains provenant de l'aliénation d'actions d'une société dont les biens sont constitués principalement de biens immobiliers situés dans un Etat contractant sont imposables dans cet Etat.
5. Les gains provenant de l'aliénation de tous biens autres que ceux visés aux paragraphes 1, 2 et 3 ne sont imposables que dans l'Etat contractant dont le cédant est un résident.

Article 14: Professions indépendantes

1. Les revenus qu'un résident d'un Etat contractant tire d'une profession libérale ou d'autres activités indépendante de caractère analogue ne sont imposables que dans cet Etat. Toutefois, ces revenus sont imposables dans l'autre contractant dans les cas suivants:
 - a) si l'intéressé dispose de façon habituelle, dans l'autre Etat contractant, d'une base fixe pour l'exercice de ses activités, mais uniquement dans la mesure où ils sont imposables à cette base fixe; ou
 - b) s'il exerce ses activités dans l'autre Etat contractant pendant une période ou des périodes – y compris la durée des interruptions normales de travail – excédant au 183 jours pour une période de 365 jours à compter de la date de sa première arrivée dans cet autre Etat.
2. L'expression "profession libérale" comprend notamment les activités indépendantes d'ordre scientifique, littéraire, artistique, éducatif ou pédagogique, ainsi que les activités indépendantes des médecins, avocats, ingénieurs, architectes, dentistes et comptables.

Article 15 : Professions dépendantes

1. Sous réserve des dispositions des articles 16, 18, 19 et 20, les salaires, traitements et autres rémunérations similaires qu'un résident d'un Etat contractant reçoit au titre d'un emploi salarié ne sont imposables que dans cet Etat, à moins que l'emploi ne soit exercé dans l'autre Etat contractant. Si l'emploi y est exercé, les rémunérations reçues à ce titre sont imposables dans cet autre Etat.
2. Nonobstant les dispositions du paragraphe 1, les rémunérations qu'un résident d'un Etat contractant reçoit au titre d'un emploi salarié exercé dans l'autre Etat contractant ne sont imposables que dans le premier Etat si :
 - a) le bénéficiaire séjourne dans l'autre Etat pendant une période ou des périodes n'excédant pas au total 183 jours pour une période de 365 jours à compter de la date de sa première arrivée dans cet autre Etat, et
 - b) les rémunérations sont payées par un employeur, ou pour le compte d'un employeur qui n'est pas un résident de l'autre Etat, et
 - c) la charge des rémunérations n'est pas supportée par un établissement stable ou une base fixe que l'employeur a dans l'autre Etat.
3. Nonobstant les dispositions précédentes du présent article, les rémunérations reçues au titre d'un emploi salarié exercé à bord d'un navire ou d'un aéronef exploité en trafic international ou à bord d'un bateau servant à la navigation intérieure, sont imposables dans l'Etat contractant où le siège de direction effective de l'entreprise est situé.

Article 16 : Tantièmes

Les tantièmes, jetons de présence et autres rétributions similaires qu'un résident d'un Etat contractant reçoit en sa qualité de membre du conseil d'administration ou de surveillance ou d'un organe analogue d'une société qui est un résident de l'autre Etat contractant, sont imposables dans cet autre Etat.

Article 17 : Artistes et sportifs

1. Nonobstant les dispositions des articles 14 et 15, les revenus qu'un résident d'un Etat contractant tire de ses activités personnelles exercées dans l'autre Etat contractant en tant qu'artiste du spectacle, tel qu'un artiste de théâtre, de cinéma, de la radio de la télévision ou qu'un musicien, ou en tant que sportif, sont imposables dans cet autre Etat.
2. Lorsque les revenus d'activités exercées personnellement, et en cette qualité, par un artiste du spectacle ou un sportif sont attribués non pas à l'artiste ou au sportif lui-même, mais à une autre personne, ces revenus sont imposables

nonobstant les dispositions des articles 7, 14 et 15, dans l'Etat contractant où les activités de l'artiste ou du sportif sont exercées.

3. Nonobstant les dispositions des paragraphes 1 et 2, les revenus d'activités définies dans le paragraphe 1 et exercées dans le cadre de programmes d'échanges culturels entre les deux Etats contractants ne sont imposables que dans l'Etat dont les artistes ou les sportifs sont des résidents.

Article 18: Pensions

Sous réserve des dispositions de l'article 19, paragraphe 2, les pensions et autres rémunérations similaires, payées à un résident d'un Etat contractant au titre d'un emploi antérieur, ne sont imposables que dans cet Etat.

Article 19: Fonctions publiques

1. a) Les rémunérations, autres que les pensions, payées par un Etat contractant ou l'une de ses subdivisions politiques ou collectivités locales à une personne physique, au titre de services rendus à cet Etat ou à cette subdivision ou collectivité ne sont imposables que dans cet Etat.
b) Toutefois, ces rémunérations ne sont imposables que dans l'autre Etat contractant si les services sont rendus dans cet Etat et si le bénéficiaire de la rémunération est un résident de cet Etat qui :
 - (i) possède la nationalité de cet Etat, ou
 - (ii) n'est pas devenu un résident de cet Etat à seule fin de rendre les services.
2. a) Les pensions payées par un Etat contractant ou l'une de ses subdivisions politiques ou de ses collectivités locales, soit directement soit par prélèvement sur des fonds qu'ils ont constitués, à une personne physique, au titre de services rendus à cet Etat ou à cette subdivision ou collectivité, ne sont imposables que dans cet Etat.
b) Toutefois, ces pensions ne sont imposables que dans l'autre Etat contractant si la personne physique est un résident de cet Etat et en possède la nationalité.
3. Les dispositions des articles 15, 16 et 18 s'appliquent aux rémunérations ou pensions payées au titre des services rendus dans le cadre d'une activité industrielle ou commerciale exercée par un Etat contractant ou l'une de ses subdivisions politiques ou collectivités locales.

Article 20: Etudiants, stagiaires et personnes en cours de formation professionnelles

1. Les sommes qu'un étudiant, un stagiaire ou toute personne en cours de formation ou de perfectionnement professionnel qui est, ou qui était immédiatement avant de se rendre dans un Etat contractant, un résident de

l'autre Etat contractant et qui séjourne temporairement dans le premier Etat à seule fin d'y poursuivre ses études ou sa formation, reçoit pour couvrir ses frais d'entretien, d'études ou de formation ne sont pas imposables dans cet Etat, à condition qu'elles proviennent de sources situées en dehors de cet Etat.

2. Sans préjudice des dispositions du paragraphe 1, les rémunérations que les personnes visées ci-dessus reçoivent au titre de services rendus dans ce premier Etat ne sont pas imposables dans ledit premier Etat, à condition que ces services soient en rapport avec leurs études, formation ou perfectionnement professionnel et que la rémunération de ces services soit nécessaire pour compléter les ressources dont elles disposent pour leur entretien.
3. Les dispositions du paragraphe 2 cessent de s'appliquer lorsque le séjour dans le premier Etat contractant excède soit la durée normale des études entreprises dans cet Etat, ou une période de trois ans pour les autres personnes, à compter de la date de leur première arrivée dans cet Etat.

Article 21 : Enseignants et chercheurs

Les rémunérations reçues à titre d'enseignement ou de recherche par une personne physique qui est, ou qui était immédiatement avant de se rendre dans un Etat contractant, un résident de l'autre Etat contractant et qui séjourne temporairement pour une période qui ne dépasse pas "vingt quatre" mois dans le premier Etat à seule fin d'y enseigner ou de s'y livrer à de travaux de recherche, dans une université, une école supérieure ou une autre institution d'enseignement officiellement reconnue, ne sont imposables que dans le premier Etat, à condition que les rémunérations proviennent de source située en dehors de cet Etat.

Article 22 : Autres revenus

1. Les éléments du revenu d'un résident d'un Etat contractant, d'où qu'ils proviennent, qui ne sont pas traités dans les articles précédents de la présente convention ne sont imposables que dans cet Etat.
2. Les dispositions du paragraphe 1 ne s'appliquent pas aux revenus autres que les revenus provenant de biens immobiliers tels qu'ils sont définis au paragraphe 2 de l'article 6, lorsque le bénéficiaire de tels revenus, résident d'un Etat contractant, exerce dans l'autre Etat contractant, soit une activité industrielle ou commerciale par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé, soit une profession indépendante au moyen d'une base fixe qui y est située, et que le droit ou le bien générateur des revenus s'y rattache effectivement. Dans ce cas, les dispositions de l'article 7 ou de l'article 14, suivant les cas, sont applicables.

Article 23 : Fortune

1. La fortune constituée par des biens immobiliers visés à l'article 6, que possède un résident d'un Etat contractant et qui sont situés dans l'autre Etat contractant, est imposable dans cet autre Etat.
2. La fortune constituée par des biens mobiliers qui font partie de l'actif d'un établissement stable qu'une entreprise d'un Etat contractant a dans l'autre Etat contractant, ou par des biens mobiliers qui appartiennent à une base fixe dont un résident d'un Etat contractant dispose dans l'autre Etat contractant pour l'exercice d'une profession indépendante, est imposable dans cet autre Etat.
3. La fortune constituée par des navires et des aéronefs exploités en trafic international, ainsi que par des biens mobiliers affectés à l'exploitation de ces navires ou aéronefs n'est imposable que dans l'Etat contractant où le siège de direction effective de l'entreprise est situé.
4. Tous les autres éléments de la fortune d'un résident d'un Etat contractant ne sont imposables que dans cet Etat.

Article 24 : Méthodes pour éliminer les doubles impositions

1. Lorsqu'un résident d'un Etat contractant reçoit des revenus ou possède de la fortune qui, conformément aux dispositions de la présente convention, sont imposables dans l'autre Etat contractant, le premier Etat exempt de l'impôt ces revenus ou cette fortune, sous réserve des dispositions des paragraphes 2 et 3.
2. Lorsqu'un résident d'un Etat contractant reçoit des éléments de revenus qui, conformément aux dispositions des articles 10, 11 et 12, sont imposables dans l'autre Etat contractant, le premier Etat accorde, sur l'impôt qu'il perçoit sur les revenus de ce résident, une déduction d'un montant égal à l'impôt payé dans cet autre Etat. Cette déduction ne peut toutefois excéder la fraction de l'impôt calculé avant déduction, correspondant à ces éléments de revenus reçus de cet autre Etat.
3. Lorsque, conformément à une disposition quelconque de la Convention les revenus qu'un résident d'un Etat contractant reçoit ou la fortune qu'il possède sont exempts d'impôt dans cet Etat, celui-ci peut néanmoins, pour calculer le montant de l'impôt sur le reste des revenus ou de la fortune de ce résident tenir compte des revenus ou de la fortune exemptés.
4. Lorsque les revenus qu'un résident d'un Etat contractant reçoit de l'autre Etat contractant sont exempts d'impôt dans cet autre Etat contractant conformément à une mesure d'encouragement des investissements par la législation interne de cet autre Etat, le premier Etat contractant accordera une déduction correspondante à l'impôt qui aurait dû être acquitté dans l'autre Etat contractant en l'absence de la ladite mesure.

Article 25 : Non-discrimination

1. Les nationaux d'un Etat contractant ne sont soumis dans l'autre Etat contractant à aucune imposition ou obligation y relative, qui est autre ou plus lourde que celles auxquelles sont ou pourront être assujettis les nationaux de cet autre Etat qui se trouvent dans la même situation. La présente disposition s'applique aussi, nonobstant les dispositions de l'article premier, aux personnes qui ne sont pas des résidents d'un Etat contractant ou des deux Etats contractants.
2. L'imposition d'un établissement stable qu'une entreprise d'un Etat contractant a dans l'autre Etat contractant n'est pas établie dans cet autre Etat d'une façon moins favorable que l'imposition des entreprises de cet autre Etat qui exercent la même activité. La présente disposition ne peut être interprétée comme obligeant un Etat contractant à accorder aux résidents de l'autre Etat contractant les déductions personnelles, abattements et réductions d'impôt en fonction de la situation ou des charges de famille qu'il accorde à ses propres résidents.
3. A moins que les dispositions du paragraphe 1 de l'article 9, du paragraphe 6 de l'article 11 ou du paragraphe 6 de l'article 12 ne soient applicables, les intérêts, redevances et autres dépenses payés par une entreprise d'un Etat contractant à un résident de l'autre Etat contractant sont déductibles, pour la détermination des bénéfices imposables de cette entreprise, dans les mêmes conditions que s'ils avaient été payés à un résident du premier Etat. De même, les dettes d'une entreprise d'un Etat contractant envers un résident de l'autre Etat contractant déductibles, pour la détermination de la fortune imposable de cette entreprise, dans les mêmes conditions que si elles avaient été contractées envers un résident du premier Etat.
4. Les entreprises d'un Etat contractant, dont le capital est en totalité ou en partie, directement ou indirectement, détenu ou contrôlé par un ou plusieurs résidents de l'autre Etat contractant, ne sont soumises dans les premier Etat à aucune imposition ou obligation y relative, qui est autre ou plus lourde que celles auxquelles sont ou pourront être assujetties les autres entreprises similaires du premier Etat.
5. Le terme "imposition" désigne dans le présent article les impôts dénommés dans l'article 2 de la présente convention.

Article 26 : Procédure amiable

1. Lorsqu'une personne estime que les mesures prises par un Etat contractant ou par les deux Etats contractants entraînent ou entraîneront pour elle une imposition non conforme dispositions de la présente convention, elle peut, indépendamment des recours prévus par le droit interne de ces Etats, soumettre son cas à l'autorité compétente de l'Etat contractant dont elle est un résident

ou, si son cas relève du paragraphe 1 de l'article 25, à celle de l'Etat contractant dont elle possède la nationalité. Le cas doit être soumis dans les trois ans qui suivent la première notification de la mesure qui entraîne une imposition non conforme aux dispositions de la convention.

2. Cette autorité compétente s'efforce, si la réclamation lui paraît fondée et si elle n'est pas elle-même en mesure d'y apporter une solution satisfaisante, de résoudre le cas par voie d'accord amiable avec l'autorité compétente de l'autre Etat contractant, en vue d'éviter une imposition non conforme à la convention. L'accord est appliqué quels que soient les délais prévus par le droit interne des Etats contractants.
3. Les autorités compétentes des Etats contractants s'efforcent, par voie d'accord amiable, de résoudre les difficultés ou de dissiper les doutes auxquels peuvent donner lieu l'interprétation ou l'application de la convention. Elles peuvent aussi se concerter en vue d'éliminer la double imposition dans les cas non prévus par la convention.
4. Les autorités compétentes des Etats contractants peuvent communiquer directement entre elles en vue de parvenir à un accord comme il est indiqué aux paragraphes précédents. Si des échanges de vues oraux semblent devoir faciliter cet accord, ces échanges de vues peuvent avoir lieu au sein d'une commission composée de représentants des autorités compétentes des Etats contractants.

Article 27 : Echange de renseignements

1. Les autorités compétentes des Etats contractants échangent les renseignements nécessaires pour appliquer les dispositions de la présente convention ou celles de la législation interne des Etats contractants relative aux impôts visés par la convention dans la mesure où l'imposition qu'elle prévoit n'est pas contraire à la convention.

Les renseignements reçus par un Etat contractant sont tenus secrets de la même manière que les renseignements obtenus en application de la législation interne de cet Etat et ne sont communiqués qu'aux personnes ou autorités (y compris les tribunaux et organes administratifs) concernées par l'établissement ou le recouvrement des impôts visés par la convention, par les procédures ou poursuites concernant ces impôts, ou par les décisions sur les recours relatifs à ces impôts. Ces personnes ou autorités n'utilisent ces renseignements qu'à ces fins. Elles peuvent faire état de ces renseignements au cours d'audiences publiques de tribunaux ou dans des jugements.

2. Les dispositions du paragraphe 1 ne peuvent en aucun cas être interprétées comme imposant à un Etat contractant l'obligation :

- a) de prendre des dispositions administratives dérogeant à sa propre législation ou à sa pratique administrative ou à celles de l'autre Etat contractant ;
- b) de fournir des renseignements qui ne pourraient être obtenus sur la base de sa propre législation ou dans le cadre de sa pratique administrative normale ou de celles de l'autre Etat contractant ;
- c) de fournir des renseignements qui révéleraient un secret commercial, industriel, professionnel ou un procédé commercial ou des renseignements dont la communication serait contraire à l'ordre public.

Article 28 : Agents diplomatiques et fonctionnaires consulaires

Les dispositions de la présente convention ne portent pas atteinte aux privilèges fiscaux dont bénéficient les agents diplomatiques ou les fonctionnaires consulaires en vertu soit des règles générales du droit des gens, soit des dispositions d'accords particuliers.

Article 29 : Entrée en vigueur

1. La présente convention sera ratifiée et les instruments de ratification seront échangés à Varsovie aussitôt que possible.
2. La présente convention entrera en vigueur trente jours après l'échange des instruments de ratification et ses dispositions seront applicables aux impôts dus à partir du 1^{er} janvier de l'année suivant celle au cours de laquelle les instruments de ratification auront été échangés.

Article 30 : Dénonciation

1. La présente convention demeurera en vigueur sans limitation de durée. Toutefois, à partir de la cinquième année suivant celle au cours de laquelle elle est entrée en vigueur, chacun des Etats contractants pourra, moyennant un préavis minimum, de six mois notifié par la voie diplomatique, la dénoncer pour la fin d'une année civile.
2. Dans ce cas, ses dispositions s'appliqueront pour la dernière fois aux impôts dus au plus tard le 31 décembre de l'année de la dénonciation.

En foi de quoi, les soussignés dûment autorisés à cet effet par leurs gouvernements respectifs ont signé la présente convention.

Fait à Rabat, le 24 octobre 1994 en double exemplaire, en langues arabe, polonaise et française, les trois textes faisant également foi. En cas de divergence dans l'interprétation des dispositions de cette convention, le texte en langue française prévaudra.

□ PORTUGAL

- **Dahir n° 1-99-321 du 29 rabii II 1421 (1^{er} août 2000) portant publication de la convention faite à Rabat le 29 septembre 1997 entre le Royaume du Maroc et la République du Portugal tendant à éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu (1)**

LOUANGE A DIEU SEUL!

(Grand Sceau de Sa Majesté Mohammed VI)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur!

Que Notre Majesté Chérifienne,

Vu la convention faite à Rabat le 29 septembre 1997 entre le Royaume du Maroc et la République du Portugal tendant à éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu ;

Vu la loi n° 18-99 promulguée par le dahir n° 1-99-320 du 21 ramadan 1420 (30 décembre 1999) ;

Vu le procès-verbal d'échange des instruments de ratification de la convention précitée fait à Lisbonne le 27 juin 2000,

A décidé ce qui suit :

Sera publiée au *Bulletin officiel*, à la suite du présent dahir, la convention faite à Rabat le 29 septembre 1997 entre le Royaume du Maroc et la République du Portugal tendant à éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu.

Fait à Rabat, le 29 rabii II 1421 (1^{er} août 2000).

Pour contreseing :

Le Premier ministre,

Abderrahman Youssoufi.

*

* *

(1) B.O. n° 4836 du 5 octobre 2000.

Le texte en langue arabe a été publié dans l'édition générale du *Bulletin officiel* n° 4834 du 29 jourmada II 1421 (28 septembre 2000).

Convention entre le Royaume du Maroc et la République portugaise en vue d'éviter la double imposition en matière d'impôts sur le revenu

Le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la République Portugaise, désireux de conclure une Convention, en vue d'éviter la double imposition en matière d'impôts sur le revenu,

Sont convenus des dispositions suivantes :

Chapitre premier : Champ d'application de la Convention

Article premier : Personnes visées

La présente Convention s'applique aux personnes qui sont des résidents d'un Etat contractant ou des deux Etats contractants.

Article 2 : Impôts visés

1. La présente Convention s'applique aux impôts sur le revenu perçus pour le compte d'un Etat contractant, de ses subdivisions politiques ou administratives ou de ses collectivités locales, quel que soit le système de perception.
2. Sont considérés comme impôts sur le revenu les impôts perçus sur le revenu total ou sur des éléments du revenu, y compris les impôts sur les gains provenant de l'aliénation de biens mobiliers ou immobiliers, les impôts sur le montant global des salaires payés par les entreprises, ainsi que les impôts sur les plus-values.
3. Les impôts actuels auxquels s'applique la Convention sont, notamment :
 - a) en ce qui concerne le Portugal :
 - 1) l'impôt sur le revenu des personnes physiques (Imposto sobre o Rendimento das Pessoas Singulares – IRS) ;
 - 2) l'impôt sur le revenu des personnes morales (Imposto sobre o Rendimento das Pessoas Colectivas – IRC) ;
 - 3) l'impôt local sur l'impôt sur le revenu des personnes morales (Derrama) ;
(ci-après dénommés "impôt portugais" ;
 - b) en ce qui concerne le Royaume du Maroc ;
 - 1) l'impôt général sur le revenu des personnes physiques ;
 - 2) l'impôt sur les sociétés ;
 - 3) la taxe sur les produits des actions ou parts sociales et revenus assimilés ;
 - 4) la taxe sur les profits immobiliers ;
 - 5) la participation à la solidarité nationale ;

- 6) la taxe sur les produits de placements à revenu fixe ;
 - 7) la taxe sur les profits de cession d'actions et parts sociales ;
(ci-après dénommés "impôt marocain").
4. La Convention s'applique aussi aux impôts de nature identique ou analogue qui seraient établis après la date de signature de la Convention et qui s'ajouteraient aux impôts actuels ou qui les remplaceraient. Les autorités compétentes des Etats contractants se communiquent périodiquement les modifications importantes apportées à leurs législations fiscales respectives.

Chapitre II: Définitions

Article 3: Définitions générales

1. Au sens de la présente Convention, à moins que le contexte n'exige une interprétation différente :
 - a) les expressions "un Etat contractant" et "l'autre Etat contractant" désignent, suivant le contexte, le Portugal ou le Maroc ;
 - b) le terme "Portugal" désigne le territoire de la République Portugaise situé sur le continent européen et les archipels des Azores et Madère, la mer territoriale, ainsi que les autres zones sur lesquelles, en conformité avec la législation portugaise et le droit international, la République Portugaise a de la juridiction et des droits de souveraineté relatifs à l'exploration et à l'exploitation des ressources naturelles du lit de la mer, du sous-sol marin et des eaux surjacentes ;
 - c) le terme "Maroc" désigne le Royaume du Maroc et, employé dans un sens géographique, il désigne le territoire du Royaume du Maroc et les zones adjacentes aux eaux territoriales du Maroc, y compris la mer territoriale et au-delà de celle-ci, la zone économique exclusive et les zones sur lesquelles, en conformité avec la législation nationale et le droit international, le Royaume du Maroc exerce sa juridiction ou ses droits souverains aux fins de l'exploration et de l'exploitation des ressources naturelles des fonds marins, de leur sous-sol et des eaux surjacentes (plateau continental) ;
 - d) le terme "personne" comprend les personnes physiques, les sociétés et tous autres groupements de personnes ;
 - e) le terme "société" désigne toute personne morale ou toute entité qui est considérée comme une personne morale aux fins d'imposition ;
 - f) les expressions "entreprise d'un Etat contractant" et "entreprise de l'autre Etat contractant" désignent respectivement une entreprise exploitée par un résident d'un Etat contractant et une entreprise exploitée par un résident de l'autre Etat contractant ;

- g) l'expression "trafic international" désigne tout transport effectué par un navire ou un aéronef exploité par une entreprise dont le siège de direction effective est situé dans un Etat contractant, sauf lorsque le navire ou l'aéronef n'est exploité qu'entre des points situés dans l'autre Etat contractant ;
 - h) l'expression "autorité compétente" désigne :
 - (i) en ce qui concerne le Portugal, le ministre des Finances, le directeur général des impôts ou leurs représentants autorisés ;
 - (ii) en ce qui concerne le Maroc, le ministre chargé des Finances ou son représentant dûment autorisé ou délégué.
 - i) l'expression "national" désigne :
 - (i) toute personne physique qui possède la nationalité d'un Etat contractant ;
 - (ii) toute personne morale, société de personnes ou association constituée conformément à la législation en vigueur dans un Etat contractant.
2. En ce qui concerne l'application de la Convention à un moment donné par un Etat contractant, toute expression qui n'y est pas définie devra, à moins que le contexte n'exige une interprétation différente, avoir le sens qui lui est attribué à ce moment par la législation de cet Etat régissant les impôts auxquels s'applique la Convention.

Article 4: Résident

1. Au sens de la présente Convention, l'expression "résident d'un Etat contractant" désigne toute personne qui, en vertu de la législation de cet Etat, est assujettie à l'impôt dans cet Etat, en raison de son domicile, de sa résidence, de son siège de direction ou de tout autre critère de nature analogue, et s'applique aussi à cet Etat ainsi qu'à toutes ses subdivisions politiques ou administratives ou à ses collectivités locales.

Toutefois, cette expression ne comprend pas les personnes qui ne sont assujetties à l'impôt dans cet Etat que pour les revenus de sources situées dans cet Etat.

2. Lorsque, selon les dispositions du paragraphe 1, une personne physique est un résident des deux Etats contractants, sa situation est réglée de la manière suivante :
- a) cette personne est considérée comme un résident seulement de l'Etat où elle dispose d'un foyer d'habitation permanent ; si elle dispose d'un foyer d'habitation permanent dans les deux Etats, elle est considérée comme un résident de l'Etat avec lequel ses liens personnels et économiques sont les plus étroits (centre des intérêts vitaux) ;
 - b) si l'Etat où cette personne a le centre de ses intérêts vitaux ne peut pas être déterminé, ou si elle ne dispose d'un foyer d'habitation permanent dans aucun des Etats, elle est considérée comme un résident seulement de l'Etat où elle séjourne de façon habituelle ;

- c) si cette personne séjourne de façon habituelle dans les deux Etats ou si elle ne séjourne de façon habituelle dans aucun d'eux, elle est considérée comme un résident de l'Etat dont elle possède la nationalité;
 - d) si cette personne possède la nationalité des deux Etats ou si elle ne possède la nationalité d'aucun d'eux, les autorités compétentes des Etats contractants tranchent la question d'un commun accord.
3. Lorsque, selon les dispositions du paragraphe 1, une personne autre qu'une personne physique est un résident des deux Etats contractants, elle est considérée comme un résident de l'Etat où son siège de direction effective est situé.

Article 5 : Etablissement stable

1. Au sens de la présente Convention, l'expression "établissement stable" désigne une installation fixe d'affaires par l'intermédiaire de laquelle une entreprise exerce tout ou partie de son activité.
2. L'expression "établissement stable" comprend notamment :
 - a) un siège de direction ;
 - b) une succursale ;
 - c) un bureau ;
 - d) une usine ;
 - e) un atelier ; et
 - f) une mine, un puits de pétrole ou de gaz, une carrière ou tout autre lieu d'extraction de ressources naturelles.
3. Un chantier de construction ou de montage ne constitue un établissement stable que si sa durée dépasse huit mois.
4. Nonobstant les dispositions précédentes du présent article, on considère qu'il n'y a pas "établissement stable" si :
 - a) il est fait usage d'installations aux seules fins de stockage, d'exposition ou de livraison de marchandises appartenant à l'entreprise ;
 - b) des marchandises appartenant à l'entreprise sont entreposées aux seules fins de stockage, d'exposition ou de livraison ;
 - c) des marchandises appartenant à l'entreprise sont entreposées aux seules fins de transformation par une autre entreprise ;
 - d) une installation fixe d'affaires est utilisée aux seules fins d'acheter des marchandises ou de réunir des informations, pour l'entreprise ;
 - e) une installation fixe d'affaires est utilisée aux seules fins d'exercer, pour l'entreprise, toute autre activité de caractère préparatoire ou auxiliaire ;

- f) une installation fixe d'affaires est utilisée aux seules fins de l'exercice cumulé d'activités mentionnées aux alinéas a) à e), à condition que l'activité d'ensemble de l'installation fixe d'affaires résultant de ce cumul garde un caractère préparatoire ou auxiliaire.
5. Nonobstant les dispositions des paragraphes 1 et 2, lorsqu'une personne – autre qu'un agent jouissant d'un statut indépendant auquel s'applique le paragraphe 6 – agit pour le compte d'une entreprise et dispose dans un Etat contractant de pouvoirs qu'elle y exerce habituellement lui permettant de conclure des contrats au nom de l'entreprise, cette entreprise est considérée comme ayant un établissement stable dans cet Etat pour toutes les activités que cette personne exerce pour l'entreprise, à moins que les activités de cette personne ne soient limitées à celles qui sont mentionnées au paragraphe 4 et qui, si elles étaient exercées par l'intermédiaire d'une installation fixe d'affaires, ne permettraient pas de considérer cette installation comme un établissement stable selon les dispositions de ce paragraphe.
6. Une entreprise n'est pas considérée comme ayant un établissement stable dans un Etat contractant du seul fait qu'elle y exerce son activité par l'entremise d'un courtier, d'un commissionnaire général ou de tout autre agent jouissant d'un statut indépendant, à condition que ces personnes agissent dans le cadre ordinaire de leur activité.
7. Le fait qu'une société qui est un résident d'un Etat contractant contrôle ou est contrôlée par une société qui est un résident de l'autre Etat contractant ou qui y exerce son activité (que se soit par l'intermédiaire d'un établissement stable ou non) ne suffit pas, en lui même, à faire de l'une quelconque de ces sociétés un établissement stable de l'autre.

Chapitre III: Imposition des revenus

Article 6: Revenus immobiliers

1. Les revenus qu'un résident d'un Etat contractant tire de biens immobiliers (y compris les revenus des exploitations agricoles ou forestières) situés dans l'autre Etat contractant, sont imposables dans cet autre Etat.
2. L'expression "biens immobiliers" a le sens que lui attribue le droit de l'Etat contractant où les biens considérés sont situés. L'expression comprend en tous cas les accessoires, le cheptel mort ou vif des exploitations agricoles et forestières, les droits auxquels s'appliquent les dispositions du droit privé concernant la propriété foncière, l'usufruit des biens immobiliers et les droits à des paiements variables ou fixes pour l'exploitation ou la concession de l'exploitation de

gisements minéraux, sources et autres ressources naturelles ; les navires, bateaux et aéronefs ne sont pas considérés comme des biens immobiliers.

3. Les dispositions du paragraphe 1 s'appliquent aux revenus provenant de l'exploitation directe, de la location ou de l'affermage, ainsi que de toute autre forme d'exploitation de biens immobiliers.
4. Les dispositions des paragraphes 1 et 3 s'appliquent également aux revenus provenant des biens immobiliers d'une entreprise ainsi qu'aux revenus des biens immobiliers servant à l'exercice d'une profession indépendante.
5. Les dispositions précédentes s'appliquent également aux revenus provenant des biens mobiliers ou aux revenus provenant des services liés à l'usage ou au droit d'usage de biens immobiliers qui, conformément à la législation fiscale de l'Etat contractant dans lequel les biens en question sont situés, sont assimilés aux revenus des biens immobiliers.

Article 7 : Bénéfices des entreprises

1. Les bénéfices d'une entreprise d'un Etat contractant ne sont imposables que dans cet Etat, à moins que l'entreprise n'exerce son activité dans l'autre Etat contractant par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé. Si l'entreprise exerce son activité d'une telle façon, les bénéfices de l'entreprise sont imposables dans l'autre Etat mais uniquement dans la mesure où ils sont imputables à cet établissement stable.
2. Sous réserve des dispositions du paragraphe 3, lorsqu'une entreprise d'un Etat contractant exerce son activité dans l'autre Etat contractant par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé, il est imputé, dans chaque Etat contractant, à cet établissement stable les bénéfices qu'il aurait pu réaliser s'il avait constitué une entreprise distincte exerçant des activités identiques ou analogues dans des conditions identiques ou analogues et traitant en toute indépendance avec l'entreprise dont il constitue un établissement stable.
3. Pour déterminer les bénéfices d'un établissement stable, sont admises en déduction les dépenses exposées aux fins poursuivies par cet établissement stable, y compris les dépenses de direction et les frais généraux d'administration ainsi exposés, soit dans l'Etat où est situé cet établissement stable, soit ailleurs.
4. S'il est d'usage, dans un Etat contractant, de déterminer les bénéfices imputables à un établissement stable sur la base d'une répartition des bénéfices totaux de l'entreprise entre ses diverses parties, aucune disposition du paragraphe 2 n'empêche cet Etat contractant de déterminer les bénéfices imposables selon la répartition en usage ; la méthode de répartition adoptée doit cependant être telle que le résultat obtenu soit conforme aux principes contenus dans le présent article.

5. Aucun bénéfice n'est imputé à un établissement stable du fait qu'il a simplement acheté des marchandises pour l'entreprise.
6. Aux fins des paragraphes précédents, les bénéfices à imputer à l'établissement stable sont déterminés chaque année selon la même méthode, à moins qu'il n'existe des motifs valables et suffisants de procéder autrement.
7. Lorsque les bénéfices comprennent des éléments de revenu traités séparément dans d'autres articles de la présente Convention, les dispositions de ces articles ne sont pas affectées par les dispositions du présent article.

Article 8 : Navigation maritime et aérienne

1. Les bénéfices provenant de l'exploitation, en trafic international, de navires ou d'aéronefs ne sont imposables que dans l'Etat contractant où le siège de direction effective de l'entreprise est situé.
2. Si le siège de direction effective d'une entreprise de navigation maritime est à bord d'un navire, ce siège est considéré comme situé dans l'Etat contractant où se trouve le port d'attache de ce navire ou, à défaut de port d'attache, dans l'Etat contractant dont l'exploitant du navire est un résident.
3. Les dispositions du paragraphe 1 s'appliquent aussi aux bénéfices provenant de la participation à un pool, une exploitation en commun ou un organisme international d'exploitation.
4. Lorsque des sociétés de pays différents se mettent d'accord en vue de l'exercice d'une activité de transport aérien sous la forme d'un consortium, la disposition du paragraphe 1 sera applicable à la fraction des bénéfices dudit consortium qui correspond à la participation qui y est détenue par une société résidente d'un Etat contractant.

Article 9 : Entreprises associées

1. Lorsque :
 - a) une entreprise d'un Etat contractant participe directement ou indirectement à la direction, au contrôle ou au capital d'une entreprise de l'autre Etat contractant, ou que ;
 - b) les mêmes personnes participent, directement ou indirectement, à la direction, au contrôle ou au capital d'une entreprise d'un Etat contractant et d'une entreprise de l'autre Etat contractant ;

et que, dans l'un et l'autre cas, les deux entreprises sont, dans leurs relations commerciales ou financières, liées par des conditions convenues ou imposées, qui diffèrent de celles qui seraient convenues entre des entreprises indépendantes, les bénéfices qui, sans ces conditions, auraient été réalisés par l'une des entreprises

mais n'ont pu l'être en fait à cause de ces conditions, peuvent être inclus dans les bénéfices de cette entreprise et imposés en conséquence.

2. Lorsqu'un Etat contractant inclut dans les bénéfices d'une entreprise de cet Etat – et impose en conséquence – des bénéfices sur lesquels une entreprise de l'autre Etat contractant a été imposée dans cet autre Etat, et que les bénéfices ainsi inclus sont des bénéfices qui auraient été réalisés par l'entreprise du premier Etat si les conditions convenues entre les deux entreprises avaient été celles qui auraient été convenues entre des entreprises indépendantes, l'autre Etat procède à un ajustement approprié du montant de l'impôt qui y a été perçu sur ces bénéfices. Pour déterminer cet ajustement, il est tenu compte des autres dispositions de la présente Convention et, si c'est nécessaire, les autorités compétentes des Etats contractants se consultent.

Article 10: Dividendes

1. Les dividendes payés par une société qui est un résident d'un Etat contractant à un résident de l'autre Etat contractant sont imposables dans l'autre Etat.
2. Toutefois, ces dividendes sont aussi imposables dans l'Etat contractant dont la société qui paie les dividendes est un résident, et selon la législation de cet Etat, mais si le bénéficiaire effectif des dividendes est un résident de l'autre Etat contractant, l'impôt ainsi établi ne peut excéder:
 - a) 10 pour cent du montant brut des dividendes versés après le 31 décembre 1996, si le bénéficiaire effectif est une société qui, pour une période consécutive de deux années antérieures au paiement des dividendes, détient directement 25 pour cent au moins du capital social de la société qui paie les dividendes;
 - b) 15 pour cent du montant brut des dividendes, dans tous les autres cas.

Le présent paragraphe n'affecte pas l'imposition de la société au titre des bénéfices qui servent au paiement des dividendes.

3. Le terme "dividendes" employé dans le présent article désigne les revenus provenant d'actions, actions ou bons de jouissance, parts de mine, parts de fondateur ou autres paris bénéficiaires à l'exception des créances, ainsi que les revenus soumis au même régime fiscal que les revenus d'actions par la législation de l'Etat dont la société distributrice est un résident.

Le terme "dividendes" désigne également les bénéfices payés en vertu d'un contrat de participation aux bénéfices.

4. Les dispositions des paragraphes 1 et 2 ne s'appliquent pas lorsque le bénéficiaire effectif des dividendes, résident d'un Etat contractant, exerce dans l'autre Etat contractant dont la société qui paie les dividendes est un résident, soit une activité industrielle ou commerciale par l'intermédiaire d'un établissement

stable qui y est situé, soit une profession indépendante au moyen d'une base fixe qui y est située, et que la participation génératrice des dividendes s'y rattache effectivement. Dans ce cas, les dispositions de l'article 7 ou de l'article 14, suivant les cas, sont applicables.

5. Lorsqu'une société qui est un résident d'un Etat contractant tire des bénéfices ou des revenus de l'autre Etat contractant, cet autre Etat ne peut percevoir aucun impôt sur les dividendes payés par la société, sauf dans la mesure où ces dividendes sont payés à un résident de cet autre Etat ou dans la mesure où la participation génératrice des dividendes se rattache effectivement à un établissement stable ou à une base fixe situés dans cet autre Etat, ni prélever aucun impôt, au titre de l'imposition des bénéfices non distribués, sur les bénéfices non distribués de la société, même si les dividendes payés ou les bénéfices non distribués consistent en tout ou en partie en bénéfices ou revenus provenant de cet autre Etat.

Article 11 : Intérêts

1. Les intérêts provenant d'un Etat contractant et payés à un résident de l'autre Etat contractant sont imposables dans cet autre Etat.
2. Toutefois, ces intérêts sont aussi imposables dans l'Etat contractant d'où ils proviennent et selon la législation de cet Etat, mais si le bénéficiaire effectif des intérêts est résident de l'autre Etat contractant, l'impôt ainsi établi ne peut excéder 12 pour cent du montant brut des intérêts.
3. Le terme "intérêts" employé dans le présent article désigne les revenus des créances de toute nature, assorties ou non de garanties hypothécaires ou d'une clause de participation aux bénéfices du débiteur, et notamment les revenus des fonds publics et des obligations d'emprunts, y compris les primes et lots attachés à ces titres. Les pénalisations pour paiement tardif ne sont pas considérées comme des intérêts au sens du présent article.
4. Les dispositions des paragraphes 1 et 2 ne s'appliquent pas lorsque le bénéficiaire effectif des intérêts, résident d'un Etat contractant, exerce dans un autre Etat contractant d'où proviennent les intérêts, soit une activité industrielle ou commerciale par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé, soit une profession indépendante au moyen d'une base fixe qui y est située, et que la créance génératrice des intérêts s'y rattache effectivement. Dans ce cas, les dispositions de l'article 7 ou de l'article 14, suivant les cas, sont applicables.
5. Les intérêts sont considérés comme provenant d'un Etat contractant lorsque le débiteur est un résident de cet Etat. Toutefois, lorsque le débiteur des intérêts, qu'il soit ou non un résident d'un Etat contractant, a dans un Etat contractant un établissement stable, ou une base fixe, pour lequel la dette donnant lieu au

paiement des intérêts a été contractée et qui supporte la charge de ces intérêts, ceux-ci sont considérés comme provenant de l'Etat où l'établissement stable, ou la base fixe, est situé.

6. Lorsque, en raison de relations spéciales existant entre le débiteur et le bénéficiaire effectif ou que l'un et l'autre entretiennent avec de tierces personnes, le montant des intérêts, compte tenu de la créance pour laquelle ils sont payés, excède celui dont seraient convenus le débiteur et le bénéficiaire effectif en l'absence de pareilles relations, les dispositions du présent article ne s'appliquent qu'à ce dernier montant. Dans ce cas, la partie excédentaire des paiements reste imposable selon la législation de chaque Etat contractant et compte tenu des autres dispositions de la présente Convention.

Article 12: Redevances

1. Les redevances provenant d'un Etat contractant et payées à un résident de l'autre Etat contractant sont imposables dans cet autre Etat.
2. Toutefois, ces redevances sont aussi imposables dans l'Etat contractant d'où elles proviennent et selon la législation de cet Etat, mais si le bénéficiaire effectif des redevances est un résident de l'autre Etat contractant, l'impôt ainsi établi ne peut excéder 10 pour cent du montant brut des redevances. Les autorités compétentes des Etats contractants règlent d'un commun accord les modalités d'application de cette limitation.
3. Le terme "redevances" employé dans le présent article désigne les rémunérations de toute nature payées pour l'usage ou la concession de l'usage d'un droit d'auteur sur une oeuvre littéraire, artistique ou scientifique, y compris les films cinématographiques ainsi que les films et enregistrements pour transmissions radiophoniques et télévisées, d'un brevet, d'une marque de fabrique ou de commerce, d'un dessin ou d'un modèle, d'un plan, d'une formule ou d'un procédé secrets, ainsi que pour l'usage d'un équipement industriel, commercial, agricole ou scientifique et pour des informations ayant trait à une expérience acquise dans le domaine industriel, commercial ou scientifique.
4. Les dispositions du paragraphe 1 ne s'appliquent pas, lorsque le bénéficiaire effectif des redevances, résident d'un Etat contractant, exerce dans l'autre Etat contractant d'où proviennent les redevances, soit une activité industrielle ou commerciale par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé, soit une profession indépendante au moyen d'une base fixe qui y est située, et que le droit ou le bien générateur des redevances s'y rattache effectivement. Dans ce cas, les dispositions de l'article 7 ou de l'article 14, suivant les cas, sont applicables.

5. Les redevances sont considérées comme provenant d'un Etat contractant lorsque le débiteur est un résident de cet Etat. Toutefois, lorsque le débiteur des redevances, qu'il soit ou non un résident d'un Etat contractant, a dans un Etat contractant un établissement stable, ou une base fixe, pour lequel le contrat donnant lieu au paiement des redevances a été conclu et qui supporte la charge de ces redevances, celles-ci sont réputées provenir de l'Etat contractant où l'établissement stable, ou la base fixe, est situé.
6. Lorsque, en raison de relations spéciales existant entre le débiteur et le bénéficiaire effectif ou que l'un et l'autre entretiennent avec des tierces personnes, le montant des redevances, compte tenu de la prestation pour laquelle elles sont payées, excède celui dont seraient convenus le débiteur et le bénéficiaire effectif en l'absence de pareilles relations, les dispositions du présent article ne s'appliquent qu'à ce dernier montant. Dans ce cas, la partie excédentaire des paiements reste imposable selon la législation de chaque Etat contractant et compte tenu des autres dispositions de la présente Convention.

Article 13: Gains en capital

1. Les gains qu'un résident d'un Etat contractant tire de l'aliénation de biens immobiliers visés à l'article 6, et situés dans l'autre Etat contractant, sont imposables dans cet autre Etat.
2. Les gains provenant de l'aliénation de biens mobiliers qui font partie de l'actif d'un établissement stable qu'une entreprise d'un Etat contractant a dans l'autre Etat contractant, ou de biens mobiliers qui appartiennent à une base fixe dont un résident d'un Etat contractant dispose dans l'autre Etat contractant pour l'exercice d'une profession indépendante, y compris de tels gains provenant de l'aliénation de cet établissement stable (seul ou avec l'ensemble de l'entreprise) ou de cette base fixe, sont imposables dans cet autre Etat.
3. Les gains provenant de l'aliénation de navires ou aéronefs exploités en trafic international, ou de biens mobiliers affectés à l'exploitation de ces navires ou aéronefs, ne sont imposables que dans l'Etat contractant où le siège de direction effective de l'entreprise est situé.
4. Les gains provenant de l'aliénation de tous biens autres que ceux visés aux paragraphes 1, 2 et 3 ne sont imposables que dans l'Etat contractant dont le cédant est un résident.

Article 14: Professions indépendantes

1. Les revenus qu'un résident d'un Etat contractant tire d'une profession libérale ou d'autres activités de caractère indépendant ne sont imposables que dans cet Etat, à moins que ce résident ne dispose de façon habituelle dans l'autre Etat

contractant d'une base fixe pour l'exercice de ses activités. S'il dispose d'une telle base fixe, les revenus sont imposables dans l'autre Etat mais uniquement dans la mesure où ils sont imputables à cette base fixe.

2. L'expression "profession libérale" comprend notamment les activités indépendantes d'ordre scientifique, littéraire, artistique, éducatif ou pédagogique, ainsi que les activités indépendantes des médecins, avocats, ingénieurs, architectes, dentistes et comptables.

Article 15 : Professions dépendantes

1. Sous réserve des dispositions des articles 16, 18, 19 et 20, les salaires, traitements et autres rémunérations similaires qu'un résident d'un Etat contractant reçoit au titre d'un emploi salarié ne sont imposables que dans cet Etat, à moins que l'emploi ne soit exercé dans l'autre Etat contractant. Si l'emploi y est exercé, les rémunérations reçues à ce titre sont imposables dans cet autre Etat.
2. Nonobstant les dispositions du paragraphe 1, les rémunérations qu'un résident d'un Etat contractant reçoit au titre d'un emploi salarié exercé dans l'autre Etat contractant ne sont imposables que dans le premier Etat si :
 - a) le bénéficiaire séjourne dans l'autre Etat pendant une période ou des périodes n'excédant pas au total 183 jours durant toute période de douze mois commençant ou se terminant durant l'année fiscale considérée ; et
 - b) les rémunérations sont payées par un employeur ou pour le compte d'un employeur qui n'est pas un résident de l'autre Etat ; et
 - c) la charge des rémunérations n'est pas supportée par un établissement stable ou une base fixe que l'employeur a dans l'autre Etat.
3. Nonobstant les dispositions précédentes du présent article, les rémunérations reçues au titre d'un emploi salarié exercé à bord d'un navire ou d'un aéronef exploité en trafic international sont imposables dans l'Etat contractant où le siège de direction effective de l'entreprise est situé.

Article 16 : Tantièmes

Les tantièmes, jetons de présence et autres rétributions similaires qu'un résident d'un Etat contractant reçoit en sa qualité de membre du conseil d'administration ou de surveillance d'une société qui est un résident de l'autre Etat contractant sont imposables dans cet autre Etat.

Article 17 : Artistes et sportifs

1. Nonobstant les dispositions des articles 14 et 15, les revenus qu'un résident d'un Etat contractant tire de ses activités personnelles exercées dans l'autre

Etat contractant en tant qu'artiste de spectacle, tel qu'un artiste de théâtre, de cinéma, de la radio ou de la télévision, ou tel qu'un musicien, ou en tant que sportif, sont imposables dans cet autre Etat.

2. Lorsque les revenus d'activités qu'un artiste de spectacle ou un sportif exerce personnellement et en cette qualité sont attribués non pas à l'artiste ou au sportif lui-même mais à une autre personne, ces revenus sont imposables, nonobstant les dispositions des articles 7, 14 et 15, dans l'Etat contractant où les activités de l'artiste ou du sportif sont exercées.
3. Nonobstant les dispositions des paragraphes 1 et 2, les revenus d'activités d'un artiste de spectacle ou d'un sportif qui est un résident de l'Etat contractant ne sont imposables que dans cet Etat, lorsque ces activités sont réalisées dans l'autre Etat contractant dans le cadre des échanges culturels ou sportifs approuvés par les deux Etats contractants.

Article 18: Pensions

Sous réserve des dispositions du paragraphe 2 de l'article 19, les pensions et autres rémunérations similaires, payées à un résident d'un Etat contractant au titre d'un emploi antérieur, ne sont imposables que dans cet Etat.

Article 19: Fonctions publiques

1. a) Les salaires, traitements et autres rémunérations similaires, autres que les pensions, payées par un Etat contractant ou l'une de ses subdivisions politiques, ou administratives ou collectivités locales à une personne physique, au titre de services rendus à cet Etat ou à cette subdivision ou collectivité, ne sont imposables que dans cet Etat.
b) Toutefois, ces salaires, traitements et autres rémunérations similaires ne sont imposables que dans l'autre Etat contractant si les services sont rendus dans cet Etat et si la personne physique est un résident de cet Etat qui :
 - (i) possède la nationalité de cet Etat, ou ;
 - (ii) n'est pas devenu un résident de cet Etat à seule fin de rendre les services.
2. a) Les pensions payées par un Etat contractant ou l'une de ses subdivisions politiques ou administratives ou collectivités locales, soit directement soit par prélèvement sur des fonds qu'ils ont constitués, à une personne physique, au titre de services rendus à cet Etat ou à cette subdivision ou collectivité, ne sont imposables que dans cet Etat.
b) Toutefois, ces pensions ne sont imposables que dans l'autre Etat contractant si la personne physique est un résident de cet Etat et en possède la nationalité.

3. Les dispositions des articles 15, 16, 17 et 18 s'appliquent aux salaires, traitements et autres rémunérations similaires ainsi qu'aux pensions payées au titre de services rendus dans le cadre d'une activité industrielle ou commerciale exercée par un Etat contractant ou l'une de ses subdivisions politiques ou administratives ou collectivités locales.

Article 20 : Professeurs et chercheurs

1. Une personne qui visite un Etat contractant sur invitation de cet Etat, d'une université ou d'une institution d'éducation ou culturelle sans but lucratif de cet Etat ou dans le cadre d'un programme d'échange culturel pour une période n'excédant pas 12 mois dans le but d'enseigner, de donner des conférences ou de mener des travaux de recherches pour cette institution et qui est, ou qui était, immédiatement avant cette visite, résident de l'autre Etat contractant sera exempté de l'impôt dans ledit premier Etat contractant sur sa rémunération pour telle activité à condition que cette rémunération lui provienne en dehors de cet Etat.
2. Les dispositions du paragraphe 1 ne s'appliquent pas aux rémunérations reçues au titre de travaux de recherche entrepris non pas dans l'intérêt public mais principalement en vue de la réalisation d'un avantage particulier bénéficiant à une ou à des personnes déterminées.

Article 21 : Etudiants

Les sommes qu'un étudiant ou un stagiaire qui est, ou qui était immédiatement avant de se rendre dans un Etat contractant, un résident de l'autre Etat contractant et qui séjourne dans le premier Etat à seule fin d'y poursuivre ses études ou sa formation, reçoit pour couvrir ses frais d'entretien, d'études ou de formation ne sont pas imposables dans cet Etat, à condition qu'elles proviennent de sources situées en dehors de cet Etat.

Article 22 : Autres revenus

1. Les éléments du revenu d'un résident d'un Etat contractant, d'où qu'ils proviennent, qui ne sont pas traités dans les articles précédents de la présente Convention ne sont imposables que dans cet Etat.
2. Les dispositions du paragraphe 1 ne s'appliquent pas aux revenus autres que les revenus provenant de biens immobiliers tels qu'ils sont définis au paragraphe 2 de l'article 6, lorsque le bénéficiaire de tels revenus, résident d'un Etat contractant, exerce dans l'autre Etat contractant, soit une activité industrielle ou commerciale par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé, soit une profession indépendante au moyen d'une base fixe

qui y est située, et que le droit ou le bien générateur des revenus s'y rattache effectivement. Dans ce cas, les dispositions de l'article 7 ou de l'article 14, suivant les cas, sont applicables.

Chapitre IV: Elimination de la double imposition

Article 23: Méthode

1. Lorsqu'un résident d'un Etat contractant reçoit des revenus qui, conformément aux dispositions de la présente Convention, sont imposables dans l'autre Etat contractant, le premier Etat accorde sur l'impôt qu'il perçoit sur les revenus de ce résident, une déduction d'un montant égal à l'impôt sur le revenu payé dans cet autre Etat. Cette déduction ne peut toutefois excéder la fraction de l'impôt sur le revenu, calculé avant déduction, correspondant aux revenus imposables dans cet autre Etat.
2. Lorsque, conformément à une disposition quelconque de la Convention, les revenus qu'un résident d'un Etat contractant reçoit sont exempts d'impôt dans cet Etat, celui-ci peut néanmoins, pour calculer le montant de l'impôt sur le reste des revenus de ce résident, tenir compte des revenus exemptés.

Chapitre V: Dispositions spéciales

Article 24: Non-discrimination

1. Les nationaux d'un Etat contractant ne sont soumis dans l'autre Etat contractant à aucune imposition ou obligation y relative, qui est autre ou plus lourde que celles auxquelles sont ou pourront être assujettis les nationaux de cet autre Etat qui se trouvent dans la même situation, notamment au regard de la résidence. La présente disposition s'applique aussi, nonobstant les dispositions de l'article premier, aux personnes qui ne sont pas des résidents d'un Etat contractant ou des deux Etats contractants.
2. L'imposition d'un établissement stable qu'une entreprise d'un Etat contractant a dans l'autre Etat contractant n'est pas établie dans cet autre Etat d'une façon moins favorable que l'imposition des entreprises de cet autre Etat qui exercent la même activité. La présente disposition ne peut être interprétée comme obligeant un Etat contractant à accorder aux résidents de l'autre Etat contractant les déductions personnelles, abattements et réductions d'impôt en fonction de la situation ou des charges de famille qu'il accorde à ses propres résidents.
3. A moins que les dispositions du paragraphe 1 de l'article 9, du paragraphe 6 de l'article 11 ou du paragraphe 6 de l'article 12 ne soient applicables, les intérêts, redevances et autres dépenses payés par une entreprise d'un Etat contractant à

un résident de l'autre Etat contractant sont déductibles, pour la détermination des bénéfices imposables de cette entreprise, dans les mêmes conditions que s'ils avaient été payés à un résident du premier Etat.

4. Les entreprises d'un Etat contractant, dont le capital est en totalité ou en partie, directement ou indirectement, détenu ou contrôlé par un ou plusieurs résidents de l'autre Etat contractant, ne sont soumises dans le premier Etat à aucune imposition ou obligation y relative, qui est autre ou plus lourde que celles auxquelles sont ou pourront être assujetties les autres entreprises similaires du premier Etat.
5. Les dispositions du présent article :
 - ne portent pas atteinte à l'application d'une quelconque disposition de la législation fiscale d'un Etat contractant en ce qui concerne les questions de sous-capitalisation ;
 - ne font pas obstacle à l'application de la procédure respective dans chacun des Etats contractants à l'égard de la charge de la preuve en ce qui concerne la déductibilité des charges.
6. Les dispositions du présent article s'appliquent, nonobstant les dispositions de l'article 2, aux impôts de toute nature ou dénomination.

Article 25 : Procédure amiable

1. Lorsqu'une personne estime que les mesures prises par un Etat contractant ou par les deux Etats contractants entraînent ou entraîneront pour elle une imposition non conforme aux dispositions de la présente Convention, elle peut, indépendamment des recours prévus par le droit interne de ces Etats, soumettre son cas à l'autorité compétente de l'Etat contractant dont elle est un résident ou, si son cas relève du paragraphe 1 de l'article 24, à celle de l'Etat contractant dont elle possède la nationalité. Le cas doit être soumis dans les trois ans qui suivent la première notification de la mesure qui entraîne une imposition non conforme aux dispositions de la Convention.
2. L'autorité compétente s'efforce, si la réclamation lui paraît fondée et si elle n'est pas elle-même en mesure d'y apporter une solution satisfaisante, de résoudre le cas par voie d'accord amiable avec l'autorité compétente de l'autre Etat contractant, en vue d'éviter une imposition non conforme à la Convention. L'accord est appliqué quels que soient les délais prévus par le droit interne des Etats contractants.
3. Les autorités compétentes des Etats contractants s'efforcent, par voie d'accord amiable, de résoudre les difficultés ou de dissiper les doutes auxquels peuvent donner lieu l'interprétation ou l'application de la Convention. Elles peuvent aussi se concerter en vue d'éliminer la double imposition dans les cas non prévus par la Convention.

4. Les autorités compétentes des Etats contractants peuvent communiquer directement entre elles, y compris au sein d'une commission mixte composé de ces autorités ou de leurs représentants, en vue de parvenir à un accord comme il est indiqué aux paragraphes précédents.

Article 26: Echange de renseignements

1. Les autorités compétentes des Etats contractants échangent les renseignements nécessaires pour appliquer les dispositions de la présente Convention ou celles de la législation interne des Etats contractants relative aux impôts visés par la Convention dans la mesure où l'imposition qu'elle prévoit n'est pas contraire à la Convention. L'échange de renseignements n'est pas restreint par l'article premier. Les renseignements reçus par un Etat contractant sont tenus secrets de la même manière que les renseignements obtenus en application de la législation interne de cet Etat et ne sont communiqués qu'aux personnes ou autorités (y compris les tribunaux et organes administratifs) concernées par l'établissement ou le recouvrement des impôts visés par la Convention, par les procédures ou poursuites concernant ces impôts, ou par les décisions sur les recours relatifs à ces impôts. Ces personnes ou autorités n'utilisent ces renseignements qu'à ces fins. Elles peuvent révéler ces renseignements au cours d'audiences publiques de tribunaux ou dans les jugements.
2. Les dispositions du paragraphe 1 ne peuvent en aucun cas être interprétées comme imposant à un Etat contractant l'obligation :
 - a) de prendre des mesures administratives dérogeant à sa législation et à sa pratique administrative ou à celles de l'autre Etat contractant ;
 - b) de fournir des renseignements qui ne pourraient être obtenus sur la base de sa législation ou dans le cadre de sa pratique administrative normale ou de celles de l'autre Etat contractant ;
 - c) de fournir des renseignements qui révéleraient un secret commercial, industriel, professionnel ou un procédé commercial ou des renseignements dont la communication serait contraire à l'Ordre public.

Article 27: Membres des missions diplomatiques et postes consulaires

Les dispositions de la présente Convention ne portent pas atteinte aux privilèges fiscaux dont bénéficient les membres des missions diplomatiques ou postes consulaires en vertu soit des règles générales du droit des gens, soit des dispositions d'accords particuliers.

Chapitre VI : Dispositions finales

Article 28 : Entrée en vigueur

1. La présente Convention sera ratifiée et les instruments de ratification seront échangés à aussitôt que possible.
2. La Convention entrera en vigueur après l'échange des instruments de ratification et ses dispositions seront applicables pour la première fois :
 - a) aux impôts dûs à la source dont le fait générateur se produira après le 31 décembre de l'année de l'échange des instruments de ratification ;
 - b) aux autres impôts afférents aux périodes imposables commençant après le 31 décembre de l'année de l'échange des instruments de ratification.

Article 29 : Dénonciation

La présente Convention demeurera en vigueur tant qu'elle n'aura pas été dénoncée par un Etat contractant. Chaque Etat contractant peut dénoncer la Convention par voie diplomatique, moyennant un avis spécifiant l'année de cessation, le plus tard le 30 juin de l'année spécifiée dans ledit avis. Cet avis n'aura lieu qu'après l'expiration d'une période de 5 ans à compter de la date de l'entrée en vigueur de la Convention. Dans ce cas, la Convention cessera d'être applicable :

- a) aux impôts dûs à la source dont le fait générateur se produira à partir du 1^{er} janvier de l'année qui suit celle spécifiée dans l'avis de dénonciation ;
- b) aux autres impôts afférents au revenu de l'année fiscale commençant à partir du 1^{er} janvier de l'année qui suit celle spécifiée dans l'avis de dénonciation.

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, par leurs gouvernements respectifs, ont signé la présente Convention.

Fait en double exemplaire originaux, à Rabat, le 29 septembre 1997, en langues arabe, portugaise et française, les trois textes faisant également foi. En cas de divergence dans l'interprétation des dispositions de cette Convention, le texte en langue française prévaudra.

❑ QATAR

- **Dahir n° 1-07-35 du 22 safar 1430 (18 février 2009) portant publication de la Convention faite à Agadir le 16 safar 1427 (17 mars 2006) entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de l'Etat de Qatar tendant à éviter la double imposition et à interdire l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu (1)**

[...]

Vu la Convention (2) faite à Agadir le 16 safar 1427 (17 mars 2006) entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de l'Etat de Qatar tendant à éviter la double imposition et à interdire l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu ;

Vu la loi n° 18-06 promulguée par le dahir n° 1-07-34 du 28 rabii I 1428 (17 avril 2007) et portant approbation, quant au principe, de la ratification du Royaume du Maroc de la Convention précitée ;

Considérant les notifications réciproques de l'accomplissement des formalités nécessaires à la mise en vigueur de la Convention précitée,

Article unique

Sera publiée au *Bulletin officiel*, à la suite du présent dahir, la Convention faite à Agadir le 16 safar 1427 (17 mars 2006) entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de l'Etat de Qatar tendant à éviter la double imposition et à interdire l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu.

(1) *B.O.* n° 5736 du 21 mai 2009.

(2) Voir le texte de la convention dans l'édition générale du *Bulletin officiel* n° 5735 du 22 joumada I 1430 (18 mai 2009).

وعلى القانون رقم 18.06 الصادر بتنفيذه الظهير الشريف رقم 1.07.34 بتاريخ 28 من ربيع الأول 1428 (17 أبريل 2007) الموافق بموجبه من حيث المبدأ على تصديق المملكة المغربية على الاتفاقية المذكورة ؛
ونظرا لتبادل الإعلام باستيفاء الإجراءات اللازمة لدخول الاتفاقية المذكورة حيز التنفيذ .

أصدرنا أمرنا الشريف بما يلي :

تنشر بالجريدة الرسمية، عقب ظهيرنا الشريف هذا، الاتفاقية الموقعة بأكادير في 16 من صفر 1427 (17 مارس 2006) بين حكومة المملكة المغربية وحكومة دولة قطر بشأن تجنب الأزواج الضريبي ومنع التهرب الضريبي فيما يتعلق بالضرائب على الدخل.

وحرر بفاس في 22 من صفر 1430 (18 فبراير 2009).

وقعه بالمف :

الوزير الأول

الإمضاء : عباس الفاسي.

ظهير الشريف رقم 1.07.35 صادر في 22 من صفر 1430 (18 فبراير 2009) بنشر الاتفاقية الموقعة بأكادير في 16 من صفر 1427 (17 مارس 2006) بين حكومة المملكة المغربية وحكومة دولة قطر بشأن تجنب الأزواج الضريبي ومنع التهرب الضريبي فيما يتعلق بالضرائب على الدخل.

الحمد لله وحده .

الطابع الشريف - بداخله :

(محمد بن الحسن بن محمد بن يوسف الله وليه)

يعلم من ظهيرنا الشريف هذا، أسماء الله وأعرز أمره أننا :

بناء على الاتفاقية الموقعة بأكادير في 16 من صفر 1427 (17 مارس 2006) بين حكومة المملكة المغربية وحكومة دولة قطر بشأن تجنب الأزواج الضريبي ومنع التهرب الضريبي فيما يتعلق بالضرائب على الدخل :

*

* *

اتفاقية

بشأن

تجنب الأزواج الضريبي ومنع التهرب الضريبي

فيما يتعلق بالضرائب على الدخل

بين حكومة المملكة المغربية وحكومة دولة قطر

إن حكومة المملكة المغربية وحكومة دولة قطر ،

رغبة منهما في إبرام اتفاقية لتجنب الأزواج الضريبي ومنع التهرب الضريبي فيما يتعلق بالضرائب على الدخل،

قد اتفقتا على ما يلي:

المادة (1)

الأشخاص الذين تنطبق عليهم الاتفاقية

تطبق هذه الاتفاقية على الأشخاص المقيمين في إحدى الدولتين المتعاقبتين أو في كليهما.

المادة (2)

الضرائب التي تشملها الاتفاقية

1- تطبق هذه الاتفاقية على الضرائب على الدخل المفروضة لحساب دولة متعاقدة أو أقسامها السياسية أو لسلطاتها/جماعاتها المحلية، بغض النظر عن الطريقة التي تفرض بها.

2- تعتبر ضرائب على الدخل جميع الضرائب المفروضة على الدخل الإجمالي أو عناصر من الدخل، بما فيها الضرائب على الأرباح الناتجة عن نقل ملكية الأموال المنقولة أو غير المنقولة، و الضرائب على المبالغ الإجمالية للأجور أو الرواتب المؤداة من قبل مشاريع/مقاولات ، بالإضافة إلى الضرائب على أرباح رأس المال.

3- الضرائب الحالية التي تطبق عليها هذه الاتفاقية هي:

(1) في حالة المملكة المغربية :

(أ) الضريبة على الدخل ؛

(ب) الضريبة على الشركات ؛

(والمشار إليها فيما بعد "بالضريبة المغربية").

(2) في حالة دولة قطر :

ضريبة الدخل ؛

(والمشار إليها فيما بعد "بالضريبة القطرية")؛

4- وتطبق هذه الاتفاقية أيضاً على أية ضرائب مماثلة أو مشابهة في جوهرها للضرائب الحالية، والتي قد تفرض بعد تاريخ توقيع هذه الاتفاقية، بالإضافة إلى الضرائب القائمة أو بدلاً عنها. ويتعين على السلطات المختصة في الدولتين المتعاقدين أن تخطر كل منهما الأخرى بأية تغييرات جوهرية قد يتم إدخالها على القوانين الضريبية لكل منهما.

المادة (3)

تعريف عامة

1- لغرض هذه الاتفاقية، وما لم يقتض سياق النص خلاف ذلك:

(أ) تعني عبارتاً "الدولة المتعاقدة " و"الدولة المتعاقدة الأخرى" قطر أو المغرب

حسبما يقتض سياق النص؛

(ب) يعني مصطلح "إقليم قطر" الأراضي والمياه الداخلية والإقليمية لدولة قطر وقاعها وباطنها، والفضاء الجوي الذي يعلوها والمنطقة الاقتصادية الخالصة والجرف القاري، والتي تمارس عليها دولة قطر حقوقها السيادية واختصاصها القضائي- وفقاً لأحكام القانون الدولي وقوانينها وأنظمتها الداخلية؛

(ج) يعني مصطلح "المغرب" المملكة المغربية، وعندما يستعمل بالمعنى الجغرافي يشمل مصطلح "المغرب":

(1) تراب المملكة المغربية، المياه الإقليمية، و

(2) المنطقة البحرية ما وراء البحر الإقليمي وتشمل امتداد البحر و أعماقه الباطنية (الجرف القاري) والمنطقة الاقتصادية الخالصة التي يمارس المغرب عليها حقوقه السيادية طبقاً لتشريع وللقانون الدولي، وذلك بهدف استكشاف واستغلال موارده الطبيعية؛

(د) يعني مصطلح "ضريبة" الضريبة القطرية أو الضريبة المغربية حسبما يقتض سياق النص؛

(هـ) يشمل مصطلح "شخص" أي شخص طبيعي أو شركة أو أي مجموعة أخرى من الأشخاص؛

(و) يعني مصطلح "شركة" أي شخص معنوي أو أي كيان يعتبر شخصاً معنوياً لأغراض فرض الضريبة؛

(ز) تعني عبارتا "مشروع/مقاولة دولة متعاقدة" و"مشروع/مقاولة الدولة المتعاقدة الأخرى" على التوالي مشروع/مقاولة يديره مقيم في دولة متعاقدة ومشروع/مقاولة يديره مقيم في الدولة المتعاقدة الأخرى؛

(ح) تعني عبارة "النقل الدولي" أية عملية نقل بواسطة سفينة أو طائرة يقوم باستغلاله مشروع/مقاولة يوجد مركز إدارته الفعلية في دولة متعاقدة، باستثناء الحالة التي يتم فيها استغلال السفينة أو الطائرة فقط بين أماكن في الدولة المتعاقدة الأخرى؛

(ط) تعني عبارة "السلطة المختصة":

(1) في حالة دولة قطر، وزير المالية، أو من يمثله قانوناً؛

(2) في حالة المملكة المغربية، وزير المالية والخصوصة أو من يمثله قانوناً؛

(ي) يعني لفظ "مواطن":

- (1) أي شخص طبيعي يحمل جنسية دولة متعاقدة؛
 (2) أي شخص معنوي أو شركة أشخاص أو جمعية منشأة طبقاً للتشريع الجاري به العمل في دولة متعاقدة.

2- عند تطبيق أحكام هذه الاتفاقية من قبل دولة متعاقدة، فإن أي عبارة أو مصطلح لم يرد لهما تعريفاً فيها، وما لم يقتض سياق النص خلاف ذلك، يكون لهذه العبارة أو المصطلح نفس المعنى بمقتضى قانون تلك الدولة فيما يتعلق بالضرائب التي تطبق عليها هذه الاتفاقية، ويرجح المعنى الممنوح لهذه العبارة أو المصطلح في القانون الضريبي لهذه الدولة على المعنى الوارد في القوانين الأخرى لهذه الدولة.

المادة (4)

المقيم

1- لأغراض هذه الاتفاقية تعني عبارة "مقيم في دولة متعاقدة" أي شخص يكون بمقتضى قوانين هذه الدولة خاضعاً للضريبة فيها بسبب سكنه أو إقامته أو مركز إدارة أعماله أو أي معيار آخر ذي طبيعة مشابهة، ويشمل أيضاً تلك الدولة وأي من أقسامها السياسية أو سلطاتها/جماعاتها المحلية. ولكن هذه العبارة لا تشمل أي شخص يخضع للضريبة في تلك الدولة فقط فيما يخص الدخل المتحقق من مصادر موجودة في تلك الدولة.

2- في حالة أن يكون شخص طبيعي مقيم، وفق أحكام البند (1) من هذه المادة، في كلتا الدولتين المتعاقدين، يسوى وضعه على النحو التالي:

(أ) يعتبر مقيماً في الدولة المتعاقدة التي يملك فيها سكن دائم، وإذا كان له سكن دائم في كلتا الدولتين المتعاقدين، يعتبر مقيماً في الدولة المتعاقدة التي تكون له فيها علاقات شخصية وروابط اقتصادية أوثق (مركز المصالح الحيوية)؛

(ب) إذا تعذر تحديد الدولة المتعاقدة التي يوجد فيها مركز مصالحه الحيوية، أو إذا لم يكن له سكن دائم في أي من الدولتين المتعاقدين، يعتبر مقيماً في الدولة المتعاقدة التي يملك فيها إقامة معتادة؛

(ج) إذا كان له إقامة معتادة في كلتا الدولتين المتعاقدين أو لم يكن له إقامة معتادة في أي

منهما، يعتبر مقيماً في الدولة التي يحمل جنسيتها؛

(د) إذا كان هذا الشخص يحمل جنسية كلتا الدولتين أو لا يحمل جنسية أي منهما، تسوي السلطات المختصة في الدولتين المتعاقبتين الأمر باتفاق مشترك.

3- إذا كان شخص من غير الأشخاص الطبيعيين مقيماً في كلتا الدولتين المتعاقبتين بمقتضى أحكام البند (1) من هذه المادة، يعتبر مقيماً فقط في الدولة التي يوجد بها مركز إدارته الفعلية.

المادة (5)

المنشأة الدائمة

1- لأغراض هذه الاتفاقية، تعني عبارة "المنشأة الدائمة" المكان الثابت للعمل الذي يمارس من خلاله المشروع/المقولة عمله كلياً أو جزئياً.

2- تشمل عبارة "المنشأة الدائمة" بوجه خاص:

(أ) مقر الإدارة؛

(ب) فرعاً؛

(ج) مكتباً؛

(د) مصنعا؛

(هـ) ورشة؛

(و) منجماً، بئراً للنفط أو للغاز، محجراً/مقلعاً أو أي مكان آخر للتقيب عن أو لاستخراج أو استغلال موارد طبيعية؛

(ز) موقعا يستخدم للبيع؛

(ح) مستودعا موضوعا تحت تصرف شخص من أجل تخزين سلع لشخص آخر؛ و

(ط) مزرعة أو حقلاً.

3- وتشمل عبارة "منشأة دائمة" كذلك :

(أ) موقع بناء أو تركيب أو نشاطات الإشراف المتعلقة بها، إذا استمرت لفترة تزيد

عن ستة (6) أشهر؛

(ب) تقديم الخدمات، بما في ذلك الخدمات الاستشارية من طرف مشروع/مقولة

بواسطة مأجورين أو مستخدمين آخرين تم توظيفهم لهذا الغرض، لكن فقط إذا تواصلت

مثل هذه النشاطات (لنفس المشروع أو لمشروع مرتبط به) فوق إقليم دولة متعاقدة لمدة أو لمدد تشكل في مجموعها أكثر من ستين (60) يوما في حدود مدة اثني عشر (12) شهرا؛
(ج) مشروع/مقاول في دولة متعاقدة من أجل ممارسة نشاطها التجاري إذا كانت تقدم خدمات أو تزود بتجهيزات و آلات للإيجار تستعمل في التنقيب عن، استخراج أو استغلال الموارد الطبيعية في هذه الدولة.

4- على الرغم من الأحكام السابقة من هذه المادة، تعتبر عبارة "المنشأة الدائمة" غير شاملة لما يلي:

(أ) استخدام التسهيلات فقط لأغراض تخزين أو عرض سلع أو بضائع مملوكة للمشروع/للمقاول؛

(ب) الاحتفاظ بمخزون من سلع أو بضائع مملوكة للمشروع/للمقاول فقط لغرض التخزين أو العرض؛

(ج) الاحتفاظ بمخزون من سلع أو بضائع مملوكة للمشروع/للمقاول فقط لغرض تصنيعها بواسطة مشروع آخر؛

(د) الاحتفاظ بمكان ثابت للعمل فقط لغرض شراء بضائع أو سلع أو جمع معلومات للمشروع/للمقاول؛

(هـ) الاحتفاظ بمكان ثابت للعمل فقط لغرض القيام بأية نشاطات ذات طابع تحضيرية أو مساند للمشروع/للمقاول؛

(و) الاحتفاظ بمكان ثابت للعمل فقط للجمع بين أي من النشاطات المذكورة في الفقرات الفرعية من (أ) إلى (هـ) من هذا البند، شريطة أن يكون مجمل نشاط المكان الثابت للعمل الناتج عن هذا الجمع ذو طابع تحضيرية أو مساند.

5- على الرغم من أحكام البندين (1) و (2) من هذه المادة، إذا عمل شخص — غير الوكيل ذو الوضع المستقل الذي يطبق عليه البند (7) من هذه المادة — في دولة متعاقدة لحساب مشروع/مقاول تابع للدولة المتعاقدة الأخرى، فإن ذلك المشروع/المقاول سيعتبر بأن له منشأة دائمة في الدولة المتعاقدة المذكورة أولا فيما يتعلق بالنشاطات التي يقوم بها ذلك الشخص لصالح المشروع/المقاول في حالة ما:

(أ) إذا كانت لديه و يزاول، بشكل معتاد في هذه الدولة، سلطة إبرام العقود باسم ذلك المشروع/المقاول، إلا إذا كانت نشاطات ذلك الشخص محدودة في تلك النشاطات المشار

إليها في البند (4) من هذه المادة ، والتي إذا تمت ممارستها من خلال مكان ثابت للعمل لا تجعل من هذا المكان الثابت للعمل منشأة دائمة طبقاً لأحكام هذا البند؛ أو
 (ب) لم تكن له مثل هذه السلطة، ولكنه يحتفظ عادة في الدولة المذكورة أولاً بمخزون من بضائع أو سلع مملوكة لمثل هذا المشروع/المقاوله و يقوم بتسليم بضائع أو سلع منها بصفة منتظمة نيابة عن هذا المشروع/المقاوله.

6- على الرغم من الأحكام السابقة من هذه المادة، يعتبر مشروع/مقاوله للتأمين بدولية متعاقدة، باستثناء إعادة التأمين، ذا منشأة دائمة في الدولة المتعاقدة الأخرى، إذا كان المشروع/المقاوله يحصل أقساط تأمين أو يقوم بتأمين مخاطر في إقليم الدولة الأخرى بواسطة شخص آخر غير الوكيل ذو الوضع المستقل الذي يطبق عليه البند (7) من هذه المادة .

7- لا يعتبر أن لمشروع/مقاوله في دولة متعاقدة منشأة دائمة في الدولة المتعاقدة الأخرى لمجرد أنه يمارس فيها نشاطه عن طريق وسيط أو وكيل عام بالعمولة أو أي وكيل آخر ذو وضع مستقل، شريطة أن يعمل هؤلاء الأشخاص في النطاق المعتاد لنشاطاتهم. غير أنه إذا كانت نشاطات هذا الوكيل مخصصة كلها أو معظمها لحساب هذا المشروع/المقاوله وكانت الشروط المتفق عليها أو المفروضة بين المشروع/المقاوله والوكيل في علاقتهما التجارية و المالية تختلف عن تلك التي قد تربط بين مشروعين/مقاولتين مستقلين، فلا يمكن اعتباره كوكيل ذي وضع مستقل بمفهوم هذا البند.

8- إن كون شركة مقيمة في دولة متعاقدة تتحكم في شركة أو تتحكم بها شركة مقيمة في الدولة المتعاقدة الأخرى، أو أنها تزاول نشاطاً في تلك الدولة المتعاقدة (سواء كان من خلال منشأة دائمة أو خلافه)، فإن ذلك لا يجعل في حد ذاته أيأ من الشركتين منشأة دائمة للشركة الأخرى.

المادة (6)

الدخل من الأموال غير المنقولة

1- الدخل الذي يحصل عليه مقيم في الدولة المتعاقدة من الأموال غير المنقولة (بما في ذلك الدخل من الزراعة أو الغابات) الكائنة في الدولة المتعاقدة الأخرى، يجوز أيضاً إخضاعه للضريبة في هذه الدولة المتعاقدة الأخرى.

2- يكون لعبارة "الأموال غير المنقولة" دلالة المعنى المقصود بها بمقتضى قانون الدولة المتعاقدة الكائنة فيها الأموال المعنية. في جميع الأحوال، تشمل هذه العبارة الملكية الملحقة بالأموال غير المنقولة، والمواشي والآلات المستخدمة في الزراعة والغابات والحقوق التي تطبق بشأنها الأحكام العامة للقانون المتعلقة بملكية العقار، وحق الانتفاع بالأموال غير المنقولة والحقوق في المدفوعات المتغيرة والثابتة كمقابل الاستغلال أو الحق في استغلال المناجم المعدنية وغيرها من الموارد الطبيعية. لا تعتبر السفن والطائرات كأموال غير منقولة.

3- تطبق أحكام البند(1) من هذه المادة، على الدخل الناتج من الاستغلال المباشر للأموال غير المنقولة أو من تأجيرها أو استغلالها بأي شكل آخر.

4- تطبق أحكام البندين (1) و (3) من هذه المادة، على الدخل من الأموال غير المنقولة لمشروع/مقولة وعلى الدخل من الأموال غير المنقولة المستخدمة لأداء مهنة مستقلة.

5- إذا كانت ملكية أسهم أو حقوق أخرى في شركة مقيمة بدولة متعاقدة تخول لمالكها حق التمتع بأموال غير منقولة تملكها هذه الشركة، فإن الدخل من الاستخدام المباشر أو التأجير أو الاستخدام بأي شكل آخر لحق التمتع هذا يجوز أن يخضع للضريبة في الدولة المتعاقدة التي توجد فيها الأموال غير المنقولة.

المادة (7)

أرباح الأعمال

1- تخضع أرباح مشروع/مقولة تابع لدولة متعاقدة للضريبة فقط في هذه الدولة المتعاقدة إلا إذا كان المشروع/المقولة يزاول نشاطاً في الدولة المتعاقدة الأخرى من خلال منشأة دائمة توجد بها. فإذا زاول المشروع/المقولة مثل هذا النشاط فإنه يجوز أيضاً أن تفرض الضريبة على أرباحه في الدولة المتعاقدة الأخرى، ولكن بالنسبة للجزء الذي يمكن أن ينسب منها إلى تلك المنشأة الدائمة، و لكن فقط بمقدار ما يعود منها إلى:

(أ) المنشأة الدائمة؛ أو

(ب) المبيعات في هذه الدولة المتعاقدة الأخرى لبضائع أو لسلع ذات طابع مماثل أو

مشابه لتلك التي تقوم ببيعها المنشأة الدائمة؛ أو

(ج) الأنشطة التجارية الأخرى الممارسة في هذه الدولة المتعاقدة الأخرى ذات الطابع المماثل أو المشابه لتلك التي تمارسها المنشأة الدائمة.

2- مع مراعاة أحكام البند (3) من هذه المادة وحيثما يزاول مشروع/مقاولة تابع لدولة متعاقدة نشاطاً في الدولة المتعاقدة الأخرى من خلال منشأة دائمة كائنة فيها، تنسب في كل دولة متعاقدة إلى تلك المنشأة الدائمة، الأرباح التي من المتوقع تحقيقها فيما لو كان مشروعاً/مقاولة مميّزاً أو مستقلاً يباشر نفس النشاطات أو نشاطات مشابهة في نفس الظروف أو في ظروف مشابهة ويتعامل بصورة مستقلة تماماً مع المشروع/المقاولة الذي يعتبر منشأة دائمة له.

3- عند تحديد أرباح منشأة دائمة، يسمح بخصم المصاريف التي تم تحملها لأغراض المنشأة الدائمة بما في ذلك المصاريف التنفيذية والإدارية العامة التي تم تحملها على هذا النحو سواء في الدولة المتعاقدة التي توجد فيها المنشأة الدائمة أو في أي مكان آخر والمسموح بها بموجب القانون المحلي للدولة المتعاقدة التي توجد فيها المنشأة الدائمة، كما لن يسمح بأي خصم عن المبالغ المؤداة، عند الاقتضاء، (لأغراض أخرى غير استرداد المبالغ المصروفة) بواسطة المنشأة الدائمة للمقر المركزي للمشروع/المقاولة أو لأي من مكاتبها على شكل إتاوات أو أتعاب أو أداءات مماثلة أخرى مقابل استخدام حقوق براءات الاختراع أو حقوق أخرى، أو على شكل عمولات نظير خدمات معينة أو نشاط إداري أو، فيما عدا المشروعات/المقاولات المصرفية، على شكل فوائد على الأموال المقرضة للمنشأة الدائمة.

و بالمثل، فإنه لا يدخل في احتساب أرباح المنشأة الدائمة نفس المبالغ المدرجة من طرف المنشأة الدائمة في الجانب المدين من حساب المقر المركزي للمشروع/المقاولة أو لأي من مكاتبها.

4- إذا جرى العرف في دولة متعاقدة على تحديد الأرباح التي تنسب إلى منشأة دائمة على أساس تقسيم نسبي لأرباح المشروع/المقاولة الكلية على مختلف أقسامه، فإن أحكام البند (2) من هذه المادة، لا تمنع تلك الدولة المتعاقدة من تحديد الأرباح التي ستخضع للضريبة على أساس مثل هذا التقسيم النسبي الذي جرى عليه العرف، غير أن طريقة التقسيم النسبي يجب أن تؤدي إلى نتيجة تتفق مع المبادئ التي تتضمنها هذه المادة.

- 5- لا تنسب أية أرباح إلى المنشأة الدائمة استناداً فقط إلى قيام هذه المنشأة الدائمة بشراء سلع أو بضائع المشروع/المقاولة.
- 6- لأغراض البنود السابقة من هذه المادة، يتم تحديد الأرباح التي تنسب إلى المنشأة الدائمة بنفس الطريقة سنة بعد أخرى ما لم يكن هناك سبب قوي وكاف لخالف ذلك.
- 7- حيثما تشتمل الأرباح على عناصر للدخل تمت معالجتها بشكل منفصل في مواد أخرى من هذه الاتفاقية، فإن أحكام تلك المواد لا تتأثر بأحكام هذه المادة.

المادة (8)

النقل البحري والجوي

- 1- تخضع الأرباح التي يحققها مشروع/مقاولة دولة متعاقدة من تشغيل سفن أو طائرات في النقل الجوي للضريبة في تلك الدولة المتعاقدة التي يوجد فيها مركز الإدارة الفعلية للمشروع/للمقاولة.
- 2- إذا كان مركز الإدارة الفعلية لمشروع/مقاولة الملاحة البحرية يوجد على متن سفينة، فإن هذا المركز يعتبر موجوداً في الدولة المتعاقدة التي تم في مينائها قيد هذه السفينة، أو، في حالة عدم وجود ميناء القيد، في الدولة المتعاقدة التي يقيم بها مشغل السفينة.
- 3- تطبق أحكام البند (1) من هذه المادة، كذلك على الأرباح الناتجة عن المساهمة في مجموعة أو اتحاد أو في استغلال مشترك أو في وكالة دولية للاستغلال، لكن فقط على حصة الأرباح المحققة بهذه الكيفية و العائدة لكل مشارك حسب نسبته في الاستغلال المشترك.
- 3- لأغراض هذه المادة، فإن أرباح مشروع/مقاولة تابعة لدولة متعاقدة و المتأنية من استغلال السفن أو الطائرات في النقل الدولي تشمل الأرباح الناتجة عن استغلال أو تأجير الحاويات إذا كانت هذه الأرباح تابعة للدخل الذي تطبق عليه أحكام البند (1) من هذه المادة.

المادة (9)

المشروعات/المقاولات المشتركة

1- حيثما:

(أ) يساهم مشروع/مقاوله تابع لدولة متعاقدة بشكل مباشر أو غير مباشر في إدارة أو رقابة أو في رأسمال مشروع/مقاوله تابع لدولة متعاقدة أخرى؛ أو

(ب) يساهم نفس الأشخاص بشكل مباشر أو غير مباشر في إدارته أو رقابة أو في رأس مال مشروع/مقاوله تابع لدولة متعاقدة، ومشروع/مقاوله تابع للدولة المتعاقدة الأخرى، وفي أي من الحالتين، إذا وضعت أو فرضت شروط فيما بين المشروعين/المقاولتين فيما يتعلق بعلاقتهم التجارية أو المالية تختلف عن تلك التي يمكن وضعها بين مشروعين/مقاولتين مستقلين، فإن أية أرباح يمكن أن يحققها أي من المشروعين/المقاولتين ولكنه لم يحققها بسبب وجود هذه الشروط، يجوز ضمها لأرباح هذا المشروع/المقاوله وإخضاعها للضريبة وفقاً لذلك.

2- إذا أدرجت دولة متعاقدة أرباح مشروع/مقاوله تابع لها وأخضعت، للضريبة وفقاً لذلك، أرباح مشروع/مقاوله تابع لدولة متعاقدة أخرى خاضعة للضريبة في هذه الدولة المتعاقدة الأخرى، وكانت الأرباح التي تم إدراجها على هذا النحو، أرباحاً كان من الممكن أن تتحقق لمشروع/مقاوله تابع للدولة المتعاقدة المذكورة أولاً لو كانت الشروط الموضوعية بين المشروعين/المقاولتين هي نفسها التي يمكن أن تكون قائمة بين مشروعين/مقاولتين مستقلين، عندئذٍ يجوز للدولة المتعاقدة الأخرى إجراء التعديل المناسب على مبلغ الضريبة المفروضة على تلك الأرباح. وعند إجراء هذا التعديل، يجب أن تراعى الأحكام الأخرى في هذه الاتفاقية، وعلى السلطات المختصة في الدولتين المتعاقدين التشاور فيما بينهما إذا اقتضت الضرورة ذلك.

3- لا تطبق أحكام البند (2) من هذه المادة، إذا أدت متابعات قضائية أو إدارية أو قانونية أخرى إلى حكم نهائي يقضي إثر إجراءات نتجت عنها تسوية للأرباح بموجب البند (1) من هذه المادة، بأن أحد المشروعين/المقاولتين يخضع لغرامات جزائية فيما يتعلق بالغش أو الإهمال الشديد أو التغاضي المتعمد.

المادة (10)

أرباح الأسهم

- 1 - تخضع أرباح الأسهم التي تدفعها شركة مقيمة في دولة متعاقدة إلى مقيم في الدولة المتعاقدة الأخرى للضريبة في تلك الدولة الأخرى.
- 2- ومع ذلك ، فإن أرباح الأسهم هذه يجوز أن تخضع للضريبة كذلك في الدولة المتعاقدة حيث تقيم الشركة التي تدفع أرباح الأسهم وفقاً لقوانين تلك الدولة، ولكن إذا كان المستفيد الفعلي من أرباح الأسهم مقيماً في الدولة المتعاقدة الأخرى، فإن الضريبة المفروضة على هذا النحو لن تتجاوز:
- (أ) 5% (خمسة بالمائة) من إجمالي قيمة أرباح الأسهم ، إذا كان المستفيد الفعلي في حوزته مباشرة ما لا يقل عن 10% (عشرة بالمائة) من رأس مال الشركة التي تؤدي أرباح الأسهم؛
- (ب) 10% (عشرة بالمائة) من إجمالي قيمة أرباح الأسهم في جميع الحالات الأخرى.
- 3- تعني عبارة "أرباح الأسهم" المستعملة في هذه المادة الدخل الناشئ من الأسهم، أسهم أو سندات الانقاع، حصص المناجم، حصص المؤسسين أو حصص أخرى مساهمة في الأرباح باستثناء الديون، وكذا الدخل الناشئ من حصص المشاركة الأخرى الخاضعة لنفس النظام الضريبي المطبق على دخل الأسهم حسب تشريع الدولة التي تقيم بها الشركة الموزعة لأرباح الأسهم.
- 4- لا تطبق أحكام البندين (1) و(2) من هذه المادة، إذا كان المستفيد الفعلي من أرباح الأسهم، مقيماً في دولة متعاقدة، و يمارس في الدولة المتعاقدة الأخرى حيث تقيم الشركة الموزعة لأرباح الأسهم نشاطاً صناعياً أو تجارياً بواسطة منشأة دائمة توجد بها، أو مهنة مستقلة بواسطة مقر ثابت يوجد بها، وكانت المساهمة الموجبة لأرباح الأسهم مرتبطة بها فعلياً. و في هذه الحالة، تطبق أحكام المادة (7) أو المادة (14) من هذه الاتفاقية، حسبما يقتضيه الحال.

5- عندما تحصل شركة مقيمة في دولة متعاقدة أرباحاً أو دخلاً من الدولة المتعاقدة الأخرى، فإن تلك الدولة الأخرى لا يجوز لها أن تفرض أية ضريبة على أرباح الأسهم المؤداة من قبل هذه الشركة، ما عدا الحالة التي يتم فيها دفع أرباح الأسهم تلك إلى مقيم بالدولة الأخرى أو بمدى ما تكون المساهمة التي تدفع أرباح الأسهم بشأنها مرتبطة بصورة فعالة بمنشأة دائمة أو مقر ثابت توجد في تلك الدولة الأخرى، كما لا يجوز لها أن تخضع أرباح الشركة غير الموزعة إلى ضريبة الأرباح غير الموزعة، حتى لو كانت أرباح الأسهم المؤداة أو الأرباح غير الموزعة مكونة كلياً أو جزئياً من أرباح أو دخل ناشئ في تلك الدولة الأخرى.

6 - على الرغم من أي حكم آخر من هذه الاتفاقية، عندما تملك شركة مقيمة في دولة متعاقدة منشأة دائمة في الدولة المتعاقدة الأخرى، فإن الأرباح المفروضة عليها الضريبة طبقاً للبند (1) من المادة (7) من هذه الاتفاقية، تخضع لضريبة محجوزة من المصدر في هذه الدولة الأخرى إذا كانت هذه الأرباح موضوعة رهن إشارة المقر في الخارج، غير أن الضريبة المحجوزة على هذا النحو لن تتجاوز 10% (عشرة بالمائة) من مبلغ الأرباح المذكورة بعد خصم الضريبة على الشركات المطبقة عليها في هذه الدولة المتعاقدة الأخرى.

المادة (11)

الفوائد

1- تخضع الفوائد التي تنشأ في دولة متعاقدة والمؤداة لمقيم في الدولة المتعاقدة الأخرى للضريبة في هذه الدولة الأخرى.

2- غير أنه يجوز أن تخضع هذه الفوائد للضريبة في الدولة المتعاقدة التي تنشأ فيها وفقاً لتشريع هذه الدولة، لكن إذا كان المستفيد الفعلي من الفوائد مقيماً في الدولة المتعاقدة الأخرى، فإن الضريبة المفروضة على هذا النحو لن تتجاوز 10% (عشرة بالمائة) من المبلغ الإجمالي للفوائد.

3- على الرغم من أحكام البند (2) من هذه المادة، فإن الفوائد المتأتية من دولة متعاقدة و المؤداة للحكومة أو للبنك المركزي في الدولة المتعاقدة الأخرى تعفى من الضريبة في الدولة المتعاقدة الأولى.

4- يعني مصطلح "الفوائد" وفق استخدامه في هذه المادة الدخل الناشئ من مطالبات الديون بكافة أنواعها، سواء كانت مضمونة برهن أو غير مضمونة وسواء كانت تمنح أو لا تمنح حق المشاركة في أرباح الدائن، وعلى وجه التحديد، الدخل من الأوراق المالية الحكومية والدخل من السندات أو سندات الدين بما في ذلك علاوات الإصدار والجوائز المتعلقة بتلك الأوراق المالية أو بالسندات أو سندات الدين. يجب أن لا تعتبر غرامات تأخير السداد بمثابة فوائد لأغراض هذه المادة.

5- لا تطبق أحكام البندين (1) و (2) من هذه المادة، إذا كان المستفيد الفعلي من الفوائد، مقيما في دولة متعاقدة، و يمارس في الدولة المتعاقدة الأخرى التي تنشأ فيها الفوائد نشاطا صناعيا أو تجاريا بواسطة منشأة دائمة توجد بها، أو مهنة مستقلة بواسطة مقر ثابت يوجد بها، و كان الدين الذي تتولد عنه الفوائد مرتبطا فعليا :

(أ) بالمنشأة الدائمة أو المقر الثابت المذكور؛ أو

(ب) بالأنشطة التجارية المشار إليها في الفقرة/المقطع (ج) من البند (1) من المادة (7) من هذه الاتفاقية. و في هذه الحالات، تطبق أحكام المادة (7) أو المادة (14) من هذه الاتفاقية، حسبما يقتضيه الحال.

6- تعتبر الفوائد ناشئة في دولة متعاقدة إذا كان المدين هو تلك الدولة المتعاقدة أو قسما سياسيا، أو سلطة/جماعة محلية أو مقيما في هذه الدولة. غير أنه إذا كان للمدين بالفوائد في دولة متعاقدة - سواء كان مقيما في دولة متعاقدة أو غير مقيم فيها - منشأة دائمة أو مقر ثابت يرتبط بها الدين الذي ترتب عنه أداء الفوائد و تحملت من أجله تلك الفوائد، فعندئذ تعتبر هذه الفوائد ناشئة في الدولة المتعاقدة التي توجد فيها المنشأة الدائمة أو المقر الثابت.

7- إذا ترتب بسبب علاقات خاصة تربط المدين بالمستفيد الفعلي من الفوائد أو تربط كليهما بأشخاص آخرين، و تجاوز مبلغ الفوائد - باعتبار الدين الذي تدفع من أجله - المبلغ المتفق عليه بين المدين و المستفيد الفعلي في غياب مثل هذه العلاقات، فإن أحكام هذه المادة لا تطبق إلا على هذا المبلغ الأخير. و في هذه الحالة، يبقى الجزء الزائد من الأداءات خاضعا للضريبة طبقا لتشريع كل دولة متعاقدة مع مراعاة الأحكام الأخرى من هذه الاتفاقية.

المادة (12)

الإتاوات

1- تخضع الإتاوات التي تنشأ في دولة متعاقدة و المؤادة إلى مقيم في دولة متعاقدة أخرى للضريبة في هذه الدولة الأخرى.

2- غير أنه يجوز أن تخضع هذه الإتاوات للضريبة في الدولة المتعاقدة التي تنشأ فيها وحسب تشريع هذه الدولة، لكن إذا كان المستفيد الفعلي من الإتاوات مقيماً في الدولة المتعاقدة الأخرى، فإن الضريبة المفروضة على هذا النحو لن تتجاوز 10% (عشرة بالمائة) من المبلغ الإجمالي للإتاوات .

3- يعني مصطلح "الإتاوات" الوارد في هذه المادة الأداءات على اختلاف أنواعها مقابل استعمال أو الحق في استعمال حق المؤلف عن عمل أدبي، فني أو علمي، بما في ذلك الأفلام السينمائية و الأشرطة و التسجيلات الخاصة بالبحث الإذاعي أو التلفزيوني أو البث عن طريق الأقمار الاصطناعية، أو الارتباط، أو الألياف البصرية أو كل التقنيات المماثلة المستعملة في البث الموجه للعموم، و الأشرطة الممغنطة، و الأقراص و أقراص الليزر (برامج المعلوماتية)، و براءات الاختراع، و علامات الصنع أو علامات تجارية، و رسم أو نموذج، و تصميم، و صيغة أو طريقة سرية، و استعمال أو الحق في استعمال تجهيز صناعي، تجاري، فلاحى أو علمي و مقابل معلومات لها صلة بتجربة مكتسبة في الميدان الصناعي، التجاري أو العلمي (اكتساب المهارة)، و كذا مقابل المساعدة التقنية و تقديم الخدمات و المستخدمين غير تلك المشار إليها في المادتين (14) و (15) من هذه الاتفاقية.

4- لا تطبق أحكام البندين (1) و (2) من هذه المادة، إذا كان المستفيد من الإتاوات مقيماً في دولة متعاقدة، و يمارس في الدولة المتعاقدة الأخرى التي تنشأ فيها الإتاوات نشاطاً صناعياً أو تجارياً بواسطة منشأة دائمة توجد بها، أو مهنة مستقلة بواسطة مقر ثابت يوجد بها، و كان الحق أو الملكية الذي تتولد عنها الإتاوات مرتبطة فعلياً :

(أ) بالمنشأة الدائمة أو المقر الثابت المذكورة؛ أو

(ب) بالأنشطة التجارية المشار إليها في الفقرة/المقطع(ج) من البند(1) من المادة (7)

من هذه الاتفاقية. وفي هذه الحالات، تطبق أحكام المادة (7) أو المادة (14) من هذه الاتفاقية، حسبما يقتضيه الحال.

5- تعتبر الإتاوات نشأت في دولة متعاقدة إذا كان المدين هو تلك الدولة المتعاقدة، أو قسما سياسيا، أو سلطة/جماعة محلية أو مقيما في هذه الدولة. غير أنه إذا كان للمدين بالإتاوات في دولة متعاقدة - سواء كان مقيما في دولة متعاقدة أو غير مقيم فيها - منشأة دائمة أو مقر ثابت يرتبط بها العقد الذي ترتب عنه أداء الإتاوات و تحملت من أجله تلك الإتاوات، فعندئذ تعتبر هذه الإتاوات ناشئة في الدولة المتعاقدة التي توجد فيها المنشأة الدائمة أو المقر الثابت.

6- إذا ترتب بسبب علاقات خاصة تربط المدين بالمستفيد الفعلي من الإتاوات أو تربط كليهما بأشخاص آخرين و تجاوز مبلغ الإتاوات - باعتبار الخدمات التي تدفع من أجلها - المبلغ المتفق عليه بين المدين و المستفيد الفعلي في غياب مثل هذه العلاقات، فإن أحكام هذه المادة لا تطبق إلا على هذا المبلغ الأخير. و في هذه الحالة، يبقى الجزء الزائد من المدفوعات خاضعا للضريبة وفق تشريع كل دولة متعاقدة مع مراعاة الأحكام الأخرى من هذه الاتفاقية.

المادة (13)

أرباح رأس المال

1- يجوز أن تخضع الأرباح التي يحققها مقيم في دولة متعاقدة من نقل ملكية الأموال غير المنقولة المشار إليها في المادة (6) من هذه الاتفاقية، والموجودة في الدولة المتعاقدة الأخرى للضريبة في هذه الدولة الأخرى.

2- يجوز أن تخضع للضريبة في الدولة المتعاقدة الأخرى الأرباح الناتجة عن نقل ملكية الأموال المنقولة التي تدخل في أصول منشأة دائمة و التي يملكها مشروع/مقاولة دولة متعاقدة في الدولة المتعاقدة الأخرى أو الأموال المنقولة التي ترتبط بالمقر الثابت يملكها مقيم في الدولة المتعاقدة الأخرى من أجل ممارسة مهنة مستقلة، بما في ذلك الأرباح الناتجة عن نقل ملكية هذه المنشأة الدائمة (بمفردها أو مع مجموع المشروع/المقاولة) أو هذا المقر الثابت.

3- تخضع الأرباح الناتجة من نقل ملكية سفن أو طائرات تشغل في النقل الدولي أو الناتجة عن أموال منقولة ذات علاقة بتشغيل مثل تلك السفن أو الطائرات المضريبة فقط في الدولة المتعاقدة التي يوجد بها مركز الإدارة الفعلية للمشروع/المقاولة.

4- الأرباح الناتجة عن نقل ملكية أسهم رأسمال شركة تتكون أموالها أساساً، بطريقة مباشرة أو غير مباشرة، من أموال غير منقولة توجد في دولة متعاقدة تفرض عليها الضريبة في هذه الدولة .

5- تخضع الأرباح الناتجة عن نقل أي ملكية غير التي أشارت إليها البنود من (1) إلى (4) من هذه المادة، للضريبة فقط في الدولة المتعاقدة التي يقيم فيها ناقل الملكية.

المادة (14)

المهن المستقلة

1- يخضع الدخل الذي يحققه مقيم في دولة متعاقدة من خلال ممارسته لمهنة حرة أو أنشطة أخرى ذات طابع مستقل للضريبة فقط في هذه الدولة؛ غير أنه يجوز أن يخضع هذا الدخل للضريبة في الدولة الأخرى في الحالات التالية:

(أ) إذا كان للمقيم في الدولة المتعاقدة الأخرى مقر ثابت لممارسة نشاطاته بصفة اعتيادية، و في هذه الحالة، فإن الجزء من الدخل المنسوب لهذا المقر الثابت يخضع للضريبة في الدولة المتعاقدة الأخرى فقط ؛ أو

(ب) إذا كانت إقامته في الدولة المتعاقدة الأخرى لفترة أو لفترات زمنية تساوي أو تتعدى في مجموعها 183 يوماً خلال كل فترة إثني عشر شهراً تبدأ أو تنتهي خلال السنة الضريبية المعنية؛ و في هذه الحالة، فإن الجزء من الدخل الناتج عن النشاطات الممارسة في هذه الدولة الأخرى يخضع للضريبة فقط في هذه الدولة الأخرى .

2- تشمل عبارة "مهنة حرة" على وجه الخصوص النشاطات المستقلة ذات الطابع العلمي أو الأدبي أو الفني أو التربوي أو التعليمي، وكذا النشاطات المستقلة للأطباء والمحامين والمهندسين والمهندسين المعماريين وأطباء الأسنان والمحاسبين.

المادة (15)

المهن غير المستقلة

1- مع مراعاة أحكام المواد (16) و(18) و(19) و(20) و(21) من هذه الاتفاقية، تخضع الأجور والرواتب والمرتببات الأخرى المماثلة التي يتقاضاها مقيم في دولة متعاقدة

برسم عمل مأجور للضريبة فقط في هذه الدولة، ما عدا إذا كان العمل ممارسا في الدولة المتعاقدة الأخرى. فإذا كان هذا العمل ممارسا فيها، فإن المرتبات المحصل عليها بهذه الصفة تخضع للضريبة في تلك الدولة الأخرى.

2- على الرغم من أحكام البند (1) من هذه المادة، تخضع المرتبات التي يتقاضاها مقيم في دولة متعاقدة برسم عمل مأجور يمارسه في الدولة المتعاقدة الأخرى للضريبة فقط في الدولة الأولى شريطة :

(أ) أن يقيم المستفيد في الدولة الأخرى فترة أو فترات زمنية لا تتجاوز في مجموعها 183 يوما عن كل فترة زمنية قدرها إثني عشر شهرا تبتدئ أو تنتهي خلال السنة الضريبية المعنية؛ و

(ب) أن تكون المرتبات مدفوعة من صاحب عمل أو لحساب صاحب عمل غير مقيم في الدولة الأخرى؛ و

(ج) ألا تتحمل أعباء المرتبات منشأة دائمة أو مقر ثابت يملكها صاحب العمل في الدولة الأخرى .

3- على الرغم من الأحكام السابقة من هذه المادة، فإن المرتبات المحصل عليها برسم عمل مأجور على متن سفينة أو طائرة مستغلة في النقل الدولي تخضع للضريبة في الدولة المتعاقدة التي يوجد بها مركز الإدارة الفعلية للمشروع/للمقولة.

المادة (16)

مكافآت ومرتببات الكوادر/الأطر العليا

1- تخضع المكافآت و أتعاب الحضور و التعويضات الأخرى المماثلة التي يحصل عليها مقيم في دولة متعاقدة بصفته عضو مجلس الإدارة أو مجلس المراقبة أو مجلس مماثل لشركة مقيمة في الدولة المتعاقدة الأخرى للضريبة في هذه الدولة الأولى.

2- إن الأجور و الرواتب و المرتببات المماثلة الأخرى التي يحصل عليها مقيم في دولة متعاقدة بصفته مسؤولا يشغل منصبا إداريا من مستوى عال في شركة مقيمة في الدولة المتعاقدة الأخرى تفرض عليها الضريبة في هذه الدولة الأخرى.

المادة (17)

الفنانون والرياضيون

1- على الرغم من أحكام المادتين (14) و(15) من هذه الاتفاقية، فإن الدخل الذي يحققه مقيم في دولة متعاقدة بصفته فناناً (كممثل مسرحي أو سينمائي أو إذاعي أو تلفزيوني) أو موسيقياً أو رياضياً، من نشاطاته الشخصية التي يمارسها بهذه الصفة في الدولة المتعاقدة الأخرى، يجوز أن يخضع للضريبة في تلك الدولة الأخرى.

2- حيثما يتحقق دخل مقابل نشاطات شخصية يزاولها فنانون أو رياضيون بصفقتهم المذكورة، وإن ذلك الدخل ليس للفنانين أو الرياضيين أنفسهم بل لشخص آخر، فإن ذلك، وبالرغم من أحكام المواد (7) و(14) و(15) من هذه الاتفاقية، يجوز أن يخضع للضريبة في الدولة المتعاقدة التي يمارس فيها الفنانون أو الرياضيون نشاطاتهم.

3- على الرغم من أحكام البندين (1) و(2) من هذه المادة، فإن دخل الأنشطة المذكورة في البند (1) من هذه المادة، في إطار برنامج مبادلات ثقافية أو رياضية موافق عليه و ممول كلياً أو جزئياً من طرف حكومتي الدولتين المتعاقدين و التي لا تمارس بهدف الربح، تعفى من الضريبة في الدولة المتعاقدة التي تمارس بها هذه الأنشطة.

المادة (18)

المعاشات التقاعدية والمرتببات العمرية/مدى الحياة

1- مع مراعاة أحكام البند (2) من المادة (19) من هذه الاتفاقية، فإن المعاشات التقاعدية و غيرها من المرتببات المماثلة المؤداة لمقيم في دولة متعاقدة برسم عمل سابق، تخضع للضريبة فقط في هذه الدولة. و يطبق هذا الحكم كذلك على المرتببات العمرية/مدى الحياة المدفوعة لمقيم في دولة متعاقدة.

2- يعني مصطلح "مرتببات عمرية/مدى الحياة" مبلغاً محدداً يدفع دورياً في أوقات محددة خلال سنوات الحياة أو خلال فترة محددة أو يمكن تحديدها بموجب التزام بتسديد المبلغ مقابل تعويض كاف وواف من المال أو ما يعادله.

3- إن المعاشات و المرتبات العمرية/مدى الحياة وغيرها من المرتبات العمرية أو الظرفية المؤداة من طرف دولة متعاقدة أو إحدى أقسامها السياسية من أجل التأمين عن الحوادث الشخصية تخضع للضريبة فقط في هذه الدولة.

4- على الرغم من أحكام البند (1) من هذه المادة ، فإن المعاشات التقاعدية و غيرها من المبالغ المؤداة طبقا لتشريع الضمان الاجتماعي في دولة متعاقدة تخضع للضريبة فقط في هذه الدولة.

المادة (19)

الخدمات المؤداة للحكومة/الوظائف العمومية

1- (أ) إن الأجور و الرواتب و المرتبات المماثلة الأخرى، غير المعاشات التقاعدية ، المؤداة من طرف دولة متعاقدة أو إحدى أقسامها السياسية أو سلطاتها/جماعاتها المحلية لشخص طبيعي مقابل خدمات سابقة لهذه الدولة أو لهذا القسم أو لهذه السلطة/الجماعة المحلية تخضع للضريبة فقط في هذه الدولة؛

(ب) غير أن هذه الأجور و الرواتب و المرتبات المماثلة الأخرى لا تخضع للضريبة إلا في الدولة المتعاقدة الأخرى إذا كانت الخدمات مقدمة في هذه الدولة و كان الشخص الطبيعي مقيما فيها:

(1) يحمل جنسية هذه الدولة، أو

(2) لم يصبح مقيما في هذه الدولة لمجرد تقديم الخدمات فقط.

2- (أ) إن المعاشات التقاعدية المؤداة من طرف دولة متعاقدة أو إحدى أقسامها السياسية أو سلطاتها/جماعاتها المحلية سواء كان ذلك مباشرة أو عن طريق الاقتطاع من ودائع تم إنشاؤها لشخص طبيعي برسم خدمات مقدمة لهذه الدولة أو لهذا الفرع أو لهذه السلطة/الجماعة المحلية تخضع للضريبة فقط في هذه الدولة؛

(ب) و مع ذلك تخضع المعاشات التقاعدية للضريبة فقط في الدولة المتعاقدة الأخرى إذا كان الشخص الطبيعي مقيما في هذه الدولة الأخرى و يحمل جنسيتها.

3- تطبق أحكام المواد (15)، (16)، (17) و(18) من هذه الاتفاقية، على الأجور و الرواتب و غيرها من المرتبات المماثلة و كذا على المعاشات المؤداة مقابل خدمات مقدمة في إطار نشاط صناعي أو تجاري تمارسه دولة متعاقدة أو إحدى أقسامها السياسية أو سلطاتها/جماعاتها المحلية.

مادة (20)

الطلبة والمتدربون

1- إن المبالغ التي يحصل عليها طالب أو متدرب مقيم، أو كان قبل التحاقه مباشرة بدولة متعاقدة مقيما في الدولة المتعاقدة الأخرى و يقيم في الدولة الأولى لغرض وحيد هو متابعة دراسته أو تدريبه، و التي يتقاضاها لأجل تغطية المصاريف المتعلقة بتعهد شؤون دراسته أو تدريبه لا تخضع للضريبة في هذه الدولة شريطة أن يكون مصدرها خارج هذه الدولة.

2- فيما يخص المنح و المرتبات برسم عمل مأجور التي لا يطبق عليها البند(1) من هذه المادة ، فالطالب أو المتدرب المشار إليه في البند(1) من هذه المادة ، له الحق كذلك، خلال مدة دراسته أو تدريبه، في أن يستفيد من نفس الإعفاءات و الإسقاطات أو التخفيضات الممنوحة للمقيمين في الدولة التي يقيم فيها.

المادة (21)

المدرسون والباحثون

1- إذا قام أي شخص طبيعي بزيارة دولة متعاقدة بدعوة من هذه الدولة أو من جامعة أو مؤسسة تعليمية أو ثقافية غير هادفة للربح تابعة لهذه الدولة، أو في إطار برنامج للتبادل الثقافي لفترة زمنية لا تتجاوز سنتين بهدف التدريس، إلقاء محاضرات أو إجراء بحوث في هذه المؤسسة — بصفته مقيما أو كان مباشرة قبل هذه الزيارة مقيما في الدولة المتعاقدة الأخرى — فإنه يعفى من الضريبة في الدولة المتعاقدة المذكورة أولا عن مرتبه المتعلق بهذا النشاط شريطة أن يحصل على هذا المرتب من مصدر خارج هذه الدولة.

2- لا تطبق أحكام البند (1) من هذه المادة، على المرتبات التي يتم الحصول عليها برسم أعمال بحث لم يتم إنجازها للمصلحة العامة، بل أساسا بهدف تحقيق منفعة خاصة لفائدة شخص أو أشخاص معينين.

المادة (22)

الدخول الأخرى

1- تخضع عناصر دخل مقيم في دولة متعاقدة، أينما تنشأ، والتي لم تتناولها المواد السابقة من هذه الاتفاقية، للضريبة فقط في تلك الدولة.

2- لا تطبق أحكام البند (1) من هذه المادة، على الدخل غير الدخل الناشئ من الأموال غير المنقولة كما تم تعريفه في البند (2) من المادة (6) من هذه الاتفاقية، إذا كان المستفيد من ذلك الدخل مقيماً في دولة متعاقدة و يمارس في الدولة المتعاقدة الأخرى نشاطاً صناعياً أو تجارياً بواسطة منشأة دائمة توجد بها، أو مهنة مستقلة من خلال مقر ثابت يوجد بها، و كان الحق أو الملك المولد للدخل مرتبط بها فعلياً. و في هذه الحالة، تطبق أحكام المادتين (7) و(14) من هذه الاتفاقية، حسبما يقتضيه الحال.

3- على الرغم من أحكام البندين (1) و(2) من هذه المادة، فإن عناصر دخل شخص مقيم في دولة متعاقدة والتي لم يتم التطرق إليها في المواد السابقة من هذه الاتفاقية وتنشأ في الدولة المتعاقدة الأخرى يجوز أن تخضع أيضاً للضريبة في تلك الدولة الأخرى.

المادة (23)

طرق تجنب الازدواج الضريبي

يتم تجنب الازدواج الضريبي بالطرق الآتية :

1- عندما يحصل مقيم في دولة متعاقدة على دخل تفرض عليه الضريبة في الدولة المتعاقدة الأخرى طبقاً لأحكام هذه الاتفاقية، فإن الدولة المذكورة أولاً تمنح على الضريبة التي تستخلصها عن دخل هذا المقيم، مع مراعاة أحكام البند (2) من هذه المادة، خصماً يساوي مبلغ الضريبة على الدخل المؤداة في الدولة المتعاقدة الأخرى. إلا أن هذا الخصم لا يمكنه أن يتجاوز الجزء من الضريبة على الدخل في الدولة المذكورة أولاً، المحسوبة قبل الخصم، و المطابقة للدخل المفروضة عليه الضريبة في الدولة المتعاقدة الأخرى.

2- لهدف تطبيق أحكام البند (1) من هذه المادة، إن الإعفاءات و التخفيضات الضريبية التي يستفيد منها مقيم في دولة متعاقدة برسم الدخل الخاضع للضريبة في هذه الدولة لفترة محددة طبقاً للقانون الداخلي لهذه الدولة و المتعلق بالتشجيعات الجبائية تعتبر بمثابة أداء لهذه الضرائب و يجب خصمها من الضريبة المحتمل فرضها على الدخل المذكور في الدولة المتعاقدة الأخرى.

4- إذا كان الدخل الذي يحصل عليه مقيم في دولة متعاقدة معفى من الضريبة في هذه الدولة طبقاً لأي حكم من هذه الاتفاقية، فإن هذه الدولة، من أجل تحديد سعر الضريبة على باقي دخل هذا المقيم، تأخذ بعين الاعتبار الدخل المعفى.

المادة (24)

عدم التمييز

- 1- لا يخضع مواطنو دولة متعاقدة في الدولة المتعاقدة الأخرى لأية ضريبة أو التزام يتعلق بها، تختلف أو تكون أكثر عبثاً من تلك التي يخضع لها أو يمكن أن يخضع لها مواطنو هذه الدولة الذين يوجدون في نفس الوضعية خصوصاً بالنظر إلى الإقامة. ويطبق هذا الإجراء كذلك ، رغم أحكام المادة (1) من هذه الاتفاقية ، على الأشخاص غير المقيمين في دولة متعاقدة أو في أي من الدولتين المتعاقدتين.
- 2- يجب عدم فرض ضريبة على منشأة دائمة يملكها مشروع/مقاول دولة متعاقدة في الدولة المتعاقدة الأخرى بشكل تفضيلي أقل في تلك الدولة الأخرى على مشاريع/مقاولات تابعة لتلك الدولة الأخرى تباشر نفس النشاطات. لا يجوز تفسير هذا النص على أنه يلزم دولة متعاقدة بمنح مواطن من الدولة المتعاقدة الأخرى أي خصومات شخصية وإعفاءات وتخفيضات لأغراض ضريبية بسبب الحالة المدنية أو المسؤوليات العائلية التي تمنحها لمواطنيها.
- 3- باستثناء ما تطبق عليه أحكام البند (1) من المادة (9) والبند (7) من المادة (11) والبند (6) من المادة (12) من هذه الاتفاقية، تخصم الفائدة أو الإتاوة أو أي مدفوعات أخرى يدفعها مشروع/مقاول دولة متعاقدة إلى مقيم في الدولة المتعاقدة الأخرى، من أجل تحديد أرباح المشروع/المقاول التي ستخضع للضريبة كما لو أن تلك الفائدة أو الإتاوة أو المدفوعات الأخرى قد تم دفعها إلى مقيم في الدولة المذكورة أولاً.
- 4- يجب ألا تخضع مشاريع/مقاولات دولة متعاقدة يملك رأس مالها جزئياً أو كلياً أو يديرها بشكل مباشر أو غير مباشر مقيم أو أكثر من مقيم، للضريبة في الدولة المذكورة أولاً أو لأي متطلبات منها والتي قد تكون مغايرة أو أكثر عبثاً من الضريبة أو المتطلبات المتعلقة بها وتخضع لها مشاريع/مقاولات أخرى تابعة للدولة المتعاقدة المذكورة أولاً.
- 5- لا يمكن تأويل أحكام هذه المادة على أنها تمنع أي من الدولتين المتعاقدتين من:
- (أ) تحصيل الضريبة المشار إليها في البند (6) من المادة (10) من هذه الاتفاقية،
- (ب) تطبيق أحكام تشريعها الداخلي المتعلق بتخفيض رأس المال وتقدير أثمان التحويل التسعيري.

6- تطبيق أحكام هذه المادة، رغم أحكام المادة (2) من هذه الاتفاقية، على الضرائب بمختلف أنواعها و تسمياتها.

المادة (25)

إجراءات الاتفاق المشترك

1- حيثما يعتبر شخص أن إجراءات إحدى الدولتين المتعاقبتين أو كليهما تؤدي أو سوف تؤدي بالنسبة له إلى فرض ضريبة لا تتفق مع أحكام هذه الاتفاقية، فيمكنه، بصرف النظر عن وسائل المعالجة المنصوص عليها في القوانين المحلية لكلا الدولتين المتعاقبتين، أن يعرض قضيته أمام السلطة المختصة التابعة للدولة المتعاقدة التي يقيم فيها أو للسلطة المختصة في الدولة المتعاقدة التي هو من مواطنيها، إذا كانت قضيته تندرج ضمن البند (1) من المادة (24) من هذه الاتفاقية. ويجب عرض القضية خلال سنتين من تاريخ أول إخطار بفرض الضريبة التي لا تتفق مع أحكام هذه الاتفاقية.

2- يتعين على السلطة المختصة، إذا تبين لها أن الاعتراض مسوغاً، وإذا لم تكن هي قادرة على التوصل إلى حل مرضي، أن تسعى إلى تسوية القضية عن طريق الاتفاق المشترك مع السلطة المختصة بالدولة المتعاقدة الأخرى، وذلك من أجل تجنب فرض ضريبة لا تطبق مع أحكام هذه الاتفاقية.

3- يتعين على السلطات المختصة في الدولتين المتعاقبتين أن تسعى، عن طريق الاتصال المشترك فيما بينهما إلى التغلب على الصعوبات أو الغموض الذي قد ينشأ جراء تفسير أو تطبيق هذه الاتفاقية. كما يجوز لهما التشاور فيما بينهما لإزالة الازدواج الضريبي في الحالات التي لم ترد في هذه الاتفاقية.

4- يجوز أن تتصل السلطات المختصة في الدولتين المتعاقبتين مع بعضهما البعض بشكل مباشر من أجل التوصل إلى اتفاق في ضوء البنود السابقة من هذه المادة. وتسعى السلطات المختصة من خلال التشاور إلى وضع إجراءات وشروط وطرق وأساليب ثنائية مناسبة من أجل تنفيذ إجراءات الاتفاق المشترك الذي نصت عليه هذه المادة.

المادة (26)

تبادل المعلومات

1- يتعين على السلطات المختصة في الدولتين المتعاقبتين أن تتبادل المعلومات كلما كان ذلك ضرورياً لتنفيذ أحكام هذه الاتفاقية أو القوانين المحلية للدولتين المتعاقبتين الخاصة بالضرائب المنصوص عليها في هذه الاتفاقية طالما أن تلك الضرائب لا تتناقض مع أحكام هذه الاتفاقية. ولا يكون تبادل المعلومات مقيداً بالمادة (1) من هذه الاتفاقية. وتعامل أي معلومات تتلقاها دولة متعاقدة على أنها سرية وبنفس الطريقة التي تعامل بها المعلومات التي تم الحصول عليها وفقاً للقوانين المحلية لتلك الدولة، ولا يجوز الكشف عنها إلا للأشخاص أو السلطات (بما في ذلك المحاكم والهيئات الإدارية) التي تعمل في مجالي تقييم أو جمع أو تنفيذ أو إقامة الدعاوي بما في ذلك الطعون الاستئنافية المتعلقة بالضرائب المشمولة في هذه الاتفاقية. لا يستخدم مثل هؤلاء الأشخاص أو السلطات تلك المعلومات إلا لمثل هذه الأغراض، ويجوز لهم الكشف عن هذه المعلومات في الإجراءات العلنية للمحكمة أو في القرارات القضائية.

2- لا يجوز بأي حال من الأحوال تفسير أحكام البند (1) من هذه المادة بشكل يؤدي إلى إلزام دولة متعاقدة بما يلي:

(أ) تنفيذ إجراءات إدارية مخالفة للقوانين أو الممارسات الإدارية في تلك الدولة أو في الدولة المتعاقدة الأخرى؛

(ب) تقديم معلومات لا يمكن الحصول عليها بموجب القوانين أو النظم الإدارية المعتادة فيها أو في الدولة المتعاقدة الأخرى؛

(ج) تقديم معلومات من شأنها أن تكشف أسرار التجارة أو الأعمال أو الصناعة أو المعاملات التجارية أو المهنية، أو أي معلومات يكون الكشف عنها مخالفاً للسياسة العامة (النظام العام).

المادة (27)

المساعدة لتحصيل الضرائب

1- تسعى الدولتان المتعاقدتان إلى تقديم المساعدة لبعضهما البعض، طبقاً للقواعد الخاصة لتشريعاتهما و أنظمتها، لغرض تحصيل الضرائب المشار إليها في هذه الاتفاقية و كذا

الزيادات في الحقوق و الحقوق الإضافية و تعويضات التأخير و الفوائد و المصاريف المرتبطة بهذه الضرائب، عندما تكون هذه المبالغ مستحقة نهائياً تطبيقاً لقوانين و أنظمة الدولة المطالبة.

2- يرفق الطلب المعد لهذه الغاية بالوثائق التي تقتضيها قوانين و أنظمة الدولة المطالبة لإثبات أن المبالغ المزمع تحصيلها مستحقة نهائياً.

3- بناء على هذه الوثائق، تتم الإعلانات و الإجراءات المتعلقة بالاستخلاص و التحصيل في الدولة المطلوبة وفقاً للقوانين و الأنظمة المطبقة على استخلاص و تحصيل الضرائب الخاصة بها.

4- إن الدين المطابق للضريبة المزمع تحصيلها لا يعتبر ديناً مميزاً في الدولة المطلوبة.

المادة (28)

أعضاء البعثات الدبلوماسية و المناصب القنصلية

لا تؤثر أحكام هذه الاتفاقية على الامتيازات المالية الممنوحة لأعضاء البعثات الدبلوماسية أو المناصب القنصلية بموجب القواعد العامة للقانون الدولي أو بموجب أحكام اتفاقية خاصة.

المادة (29)

نفاذ الاتفاقية

تدخل هذه الاتفاقية حيز التنفيذ بعد ثلاثين يوماً من تاريخ استلام و تبادل آخر الإخطارات عبر القنوات الدبلوماسية التي تشير إلى اكتمال الإجراءات الدستورية اللازمة في كل دولة لدخول هذه الاتفاقية حيز التنفيذ و تطبيق أحكامها:

(أ) بالنسبة للضرائب المستحقة من المصدر، عن المبالغ المؤداة أو المقيدة في الحساب

ابتداءً من الأول من يناير من السنة التالية لسنة دخول الاتفاقية حيز التنفيذ؛

(ب) بالنسبة للضرائب الأخرى، عن كل سنة أو فترة ضريبية تبدأ من الأول من يناير

من السنة التالية لسنة دخول الاتفاقية حيز التنفيذ.

المادة (30)

إنهاء الاتفاقية

تبقى هذه الاتفاقية نافذة المفعول لفترة غير محددة، إلا أنه يجوز لأي من الدولتين المتعاقدين إنهاء هذه الاتفاقية عبر القنوات الدبلوماسية بإخطار إنهاء خطي للدولة المتعاقدة الأخرى في أو قبل اليوم الثلاثين من شهر يونيو في أي سنة ميلادية تلي انقضاء فترة خمسة سنوات من تاريخ دخول هذه الاتفاقية حيز التنفيذ. في هذه الحالة ينتهي العمل بالاتفاقية :

(أ) بالنسبة للضرائب المستحقة من المصدر، عن المبالغ المؤداة أو المقيدة في الحساب ابتداء من الأول من يناير من السنة التالية لتلك المبينة في الإخطار بإنهاء الاتفاقية؛
(ب) بالنسبة للضرائب الأخرى، عن كل سنة أو فترة ضريبية تبدأ من الأول من يناير من السنة التالية لتلك المبينة في الإخطار بإنهاء الاتفاقية.

و إثباتا لما تقدم، قام الموقعان أدناه بموجب السلطة المخولة لهما في هذا الصدد من طرف حكومتهما بالتوقيع على هذه الاتفاقية.

حررت هذه الاتفاقية و وقعت في مدينة أكادير بتاريخ 16 صفر 1427 هجرية الموافق 2006/03/17 ميلادية من نسختين أصليتين باللغة العربية.

عن
حكومة دولة قطر

الشيخ حمد بن جاسم آل ثاني
النائب الأول لرئيس الوزراء
وزير الخارجية

عن
حكومة المملكة المغربية

محمد بن عيسى
وزير الشؤون الخارجية والتعاون

❑ ROUMANIE

- **Dahir n° 1-05-19 du 20 chaoual 1426 (23 novembre 2005) portant promulgation de la loi n° 51-03 portant approbation, quant au principe, de la ratification de la Convention faite à Bucarest le 2 juillet 2003 entre le Royaume du Maroc et la Roumanie tendant à éviter la double imposition et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et la fortune (1)**

[...]

Vu la Constitution, notamment son article 26 et le 2^e alinéa de son article 31,

Est promulguée et sera publiée au *Bulletin officiel*, à la suite du présent dahir, la loi n° 51-03, telle qu'adoptée par la Chambre des conseillers et la Chambre des représentants et portant approbation, quant au principe, de la ratification de la Convention faite à Bucarest le 2 juillet 2003 entre le Royaume du Maroc et la Roumanie tendant à éviter la double imposition et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et la fortune.

*
* *

Loi n° 51-03 portant approbation, quant au principe, de la ratification de la Convention faite à Bucarest le 2 juillet 2003 entre le Royaume du Maroc et la Roumanie tendant à éviter la double imposition et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et la fortune

Article unique

Est approuvée, quant au principe, la ratification de la Convention faite à Bucarest le 2 juillet 2003 entre le Royaume du Maroc et la Roumanie tendant à éviter la double imposition et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et la fortune.

(1) *B.O.* n° 5378 du 15 décembre 2005.

- **Dahir n° 1-05-20 du 22 safar 1430 (18 février 2009) portant publication de la Convention faite à Bucarest le 2 juillet 2003 entre le Royaume du Maroc et la Roumanie tendant à éviter la double imposition et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et la fortune (1)**

[...]

Convention entre le Royaume du Maroc et la Roumanie tendant à éviter la double imposition et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et la fortune

Le Royaume du Maroc et la Roumanie,

Désireux de promouvoir et de renforcer les relations économiques par la conclusion d'une Convention tendant à éviter la double imposition et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, sont convenus des dispositions suivantes :

Article 1 : Personnes visées

La présente Convention s'applique aux personnes qui sont des résidents d'un Etat contractant ou des deux Etats contractants.

Article 2 : Impôts visés

1. La présente Convention s'applique aux impôts sur le revenu et sur la fortune perçus pour le compte de chacun des Etats contractants, de leurs collectivités locales ou de leurs unités administratives territoriales quel que soit le système de perception.
2. Sont considérés comme impôts sur le revenu et sur la fortune tous les impôts perçus sur le revenu total, sur la fortune totale ou sur des éléments du revenu ou de la fortune, y compris les impôts sur les gains provenant de l'aliénation de biens mobiliers ou immobiliers, ainsi que les impôts sur les plus-values réalisées sur ces biens.

(1) *B.O.* n° 5736 du 21 mai 2009.

Le texte en langue arabe a été publié dans l'édition générale du *Bulletin officiel* n° 5734 du 18 jourmada I 1430 (14 mai 2009).

3. Les impôts actuels auxquels s'applique la Convention sont :
- a) en ce qui concerne le Royaume du Maroc :
 - (i) l'impôt sur les sociétés ;
 - (ii) l'impôt général sur le revenu ;
 - (iii) la taxe sur les produits des actions, parts sociales et revenus assimilés ;
 - (iv) la taxe sur les profits immobiliers ;
 - (v) la taxe sur les produits de placements à revenu fixe ;
 - (vi) la taxe sur les profits de cession d'actions et parts sociales ;
 - (vii) la participation à la solidarité nationale ;(ci-après dénommés « l'impôt marocain »).
 - b) en ce qui concerne la Roumanie :
 - (i) l'impôt sur le revenu des personnes physiques ;
 - (ii) l'impôt sur le profit ;
 - (iii) l'impôt sur les salaires et autres rémunérations similaires ;
 - (iv) l'impôt sur le revenu agricole ;
 - (v) l'impôt sur les dividendes ;
 - (vi) l'impôt sur les revenus obtenus par les non-résidents et provenant de Roumanie ;(ci-après dénommés « l'impôt roumain ») .
4. La Convention s'appliquera aussi aux impôts de nature identique ou analogue qui seraient établis après la date de signature de la Convention et qui s'ajouteraient ou qui remplaceraient les impôts actuels auxquels se réfère le paragraphe 3. Les autorités compétentes des Etats contractants se communiqueront réciproquement les modifications importantes apportées à leurs législations fiscales respectives.

Article 3 : Définitions générales

1. Au sens de la présente Convention, à moins que le contexte n'exige une interprétation différente :
- a) les expressions « un Etat contractant » et « l'autre Etat contractant » désignent, suivant le contexte, le Royaume du Maroc ou la Roumanie ;
 - b) le terme « Maroc » désigne le Royaume du Maroc et, employé dans un sens géographique, il désigne le territoire du Royaume du Maroc et les zones adjacentes aux eaux territoriales du Maroc, y compris la mer territoriale et au-delà de celle-ci, la zone économique exclusive et les zones sur lesquelles, en conformité avec la législation nationale et le droit international, le Royaume du Maroc exerce sa juridiction ou ses droits souverains aux fins de l'exploration et de l'exploitation des ressources naturelles des fonds marins, de leur sous-sol et des eaux surjacentes (plateau continental) ;

- c) le terme « Roumanie » désigne le territoire de l'Etat de la Roumanie, y Compris sa mer territoriale et l'espace aérien au-dessus du territoire et de sa mer territoriale sur lesquels elle exerce sa souveraineté ainsi que la zone contiguë, le plateau continental et les zones économiques exclusives sur lesquels la Roumanie exerce ses droits souverains et sa juridiction conformément à sa propre législation et au droit international ;
 - d) le terme « impôt » désigne l'impôt marocain ou l'impôt roumain suivant le contexte ;
 - e) le terme « personne » comprend une personne physique, une société et tous autres groupements de personnes légalement constitués dans chacun des Etats contractants ;
 - f) le terme « société » désigne toute personne morale ou toute autre entité qui est considérée comme une personne morale aux fins d'imposition ;
 - g) les expressions « entreprise d'un Etat contractant » et « entreprise de l'autre Etat contractant » désignent respectivement une entreprise exploitée par un résident d'un Etat contractant et une entreprise exploitée par un résident de l'autre Etat contractant ;
 - h) le terme « national » désigne :
 - (i) toute personne physique qui possède la citoyenneté de la Roumanie ou la nationalité du Maroc ;
 - (ii) toute personne morale, association de personnes ou toute autre entité ayant le statut conformément à la législation en vigueur dans un Etat contractant ;
 - i) l'expression « trafic international » désigne tout transport effectué par un navire, un aéronef ou un véhicule routier exploité par une entreprise dont le siège de direction effective est situé dans un Etat contractant, sauf lorsqu'un tel transport est effectué entre des points situés dans l'autre Etat contractant ;
 - j) l'expression « autorité compétente » désigne :
 - (i) dans le cas du Royaume du Maroc, le Ministre des Finances ou son représentant autorisé ;
 - (ii) dans le cas de la Roumanie, le Ministre des Finances ou son représentant autorisé.
2. Pour l'application de la Convention à un moment donné par un Etat contractant, tout terme ou expression qui n'y est pas défini a, sauf si le contexte exige une interprétation différente, le sens que lui attribue à ce moment le droit de cet Etat concernant les impôts auxquels s'applique la Convention, le sens attribué à ce terme ou expression par le droit fiscal de cet Etat prévalant sur le sens que lui attribuent les autres branches du droit de cet Etat.

Article 4: Résident

1. Au sens de la présente Convention, l'expression « résident d'un Etat contractant » désigne toute personne qui, en vertu de la législation de cet Etat, est assujettie à l'impôt dans cet Etat, en raison de son domicile, de sa résidence, de son siège de direction ou de tout autre critère de nature analogue, et s'applique aussi à cet Etat ainsi qu'à toutes ses collectivités locales ou à ses unités administratives territoriales. Toutefois, cette expression ne comprend pas une personne qui n'est assujettie à l'impôt dans cet Etat que pour les revenus de sources situées dans cet Etat ou pour la fortune qui y est située.
2. Lorsque, selon les dispositions du paragraphe 1, une personne physique est un résident des deux Etats contractants, sa situation est réglée de la manière suivante:
 - a) cette personne est considérée comme un résident seulement de l'Etat où elle dispose d'un foyer d'habitation permanent; si elle dispose d'un foyer d'habitation permanent dans les deux Etats, elle est considérée comme un résident de l'Etat avec lequel ses liens personnels et économiques sont les plus étroits (centre des intérêts vitaux);
 - b) si l'Etat où cette personne a le centre de ses intérêts vitaux ne peut pas être déterminé, ou si elle ne dispose d'un foyer d'habitation permanent dans aucun des Etats, elle est considérée comme un résident de l'Etat où elle séjourne de façon habituelle;
 - c) si cette personne séjourne de façon habituelle dans les deux Etats, ou si elle ne séjourne de façon habituelle dans aucun d'eux, elle est considérée comme un résident de l'Etat dont elle possède la nationalité;
 - d) si cette personne possède la nationalité des deux Etats, ou si elle ne possède la nationalité d'aucun d'eux, les autorités compétentes des Etats contractants tranchent la question d'un commun accord.
3. Lorsque, selon les dispositions du paragraphe 1, une personne autre qu'une personne physique est un résident des deux Etats contractants, elle est considérée comme un résident de l'Etat où son siège de direction effective est situé.

Article 5: Etablissement stable

1. Au sens de la présente Convention, l'expression « établissement stable » désigne une installation fixe d'affaires par l'intermédiaire de laquelle une entreprise exerce tout ou partie de son activité.
2. L'expression « établissement stable » comprend notamment:
 - a) un siège de direction
 - b) une succursale;

- c) un bureau ;
 - d) une usine ;
 - e) un magasin ;
 - f) un atelier ; et
 - g) une mine, un puits de pétrole ou de gaz, une carrière ou tout autre lieu d'extraction de ressources naturelles.
3. un chantier de construction ou de montage ne constitue un établissement stable que si sa durée dépasse six mois.
4. Nonobstant les dispositions précédentes de cet article, on considère qu'il n'y a pas « établissement stable » si :
- a) Il est fait usage d'installations aux seules fins de stockage, d'exposition ou de livraison de produits ou de marchandises appartenant à l'entreprise ;
 - b) des produits ou des marchandises appartenant à l'entreprise sont entreposés aux seules fins de stockage, d'exposition ou de livraison ;
 - c) des produits ou des marchandises appartenant à l'entreprise sont entreposés aux seules fins de transformation par une autre entreprise ;
 - d) les échantillons de marchandises appartenant à une entreprise à la seule fin d'exposition à une foire commerciale ou une exposition temporaire ou occasionnelle, sont vendues par cette entreprise au cours ou à l'issue de cette foire ou exposition ;
 - e) une installation fixe d'affaires est utilisée aux seules fins d'acheter des produits ou des marchandises ou de réunir des informations pour l'entreprise ;
 - f) une installation fixe d'affaires est utilisée aux seules fins d'exercer, pour l'entreprise, toute autre activité de caractère préparatoire ou auxiliaire ;
 - g) une installation fixe d'affaires est utilisée aux seules fins de l'exercice cumulé d'activités mentionnées aux alinéas a) à f), à condition que l'activité d'ensemble de l'installation fixe d'affaires résultant de ce cumul garde un caractère préparatoire ou auxiliaire.
5. Nonobstant les dispositions des paragraphes 1 et 2, lorsqu'une personne – autre qu'un agent jouissant d'un statut indépendant auquel s'applique le paragraphe 7 – agit pour le compte d'une entreprise et dispose dans un Etat contractant de pouvoirs qu'elle y exerce habituellement lui permettant de conclure des contrats, au nom de l'entreprise, cette entreprise est considérée comme ayant un établissement stable dans cet Etat pour toutes les activités que cette personne exerce pour l'entreprise, à moins que les activités de cette personne ne soient limitées à celles qui sont mentionnées au paragraphe 4 et qui, si elles étaient exercées par l'intermédiaire d'une installation fixe d'affaires,

ne permettraient pas de considérer cette installation comme un établissement stable selon les dispositions de ce paragraphe.

6. Nonobstant les dispositions précédentes de cet article, une entreprise d'assurance d'un Etat contractant est considérée comme ayant un établissement stable dans l'autre Etat contractant, à l'exception des réassurances, si l'entreprise collecte des primes d'assurance sur le territoire de l'autre Etat ou assure des risques qui y sont situés par l'intermédiaire d'une personne autre qu'un agent ayant un statut indépendant auquel s'appliquent les dispositions du paragraphe 7.
7. Une entreprise n'est pas considérée comme ayant un établissement stable dans un Etat contractant du seul fait qu'elle y exerce son activité par l'entremise d'un courtier, d'un commissionnaire général ou de tout autre agent jouissant d'un statut indépendant, à condition que ces personnes agissent dans le cadre ordinaire de leur activité.
8. Le fait qu'une société qui est un résident d'un Etat contractant contrôle ou est contrôlée par une société qui est un résident de l'autre Etat contractant ou qui y exerce son activité d'affaires (que ce soit par l'intermédiaire d'un établissement stable ou non) ne suffit pas, en lui-même, à faire de l'une quelconque de ces sociétés un établissement stable de l'autre.

Article 6: Revenus immobiliers

1. Les revenus qu'un résident d'un Etat contractant tire de biens immobiliers (y compris les revenus des exploitations agricoles ou forestières) situés dans l'autre Etat contractant, sont imposables dans cet autre Etat.
2. L'expression « biens immobiliers » a le sens que lui attribue le droit de l'Etat contractant où les biens considérés sont situés. L'expression comprend, en tous cas, les accessoires, le cheptel mort ou vif des exploitations agricoles et forestières, les droits auxquels s'appliquent les dispositions du droit privé concernant la propriété foncière, l'usufruit des biens immobiliers et les droits à des paiements variables ou fixes pour l'exploitation ou la concession de l'exploitation de gisements minéraux, sources et autres ressources naturelles; les navires, aéronefs et véhicules routiers ne sont pas considérés comme des biens immobiliers.
3. Les dispositions du paragraphe 1 s'appliquent aux revenus provenant de l'exploitation directe, de la location ou de l'affermage, ainsi que de toute autre forme d'exploitation des biens immobiliers.
4. Les dispositions des paragraphes 1 et 3 s'appliquent également aux revenus provenant des biens immobiliers d'une entreprise ainsi qu'aux revenus des biens immobiliers servant à l'exercice d'une profession indépendante.

5. Les dispositions de cet article s'appliquent également aux actions et parts sociales dans le cas de sociétés de personnes représentant des biens immeubles ou revenus provenant de l'usage ou au droit d'usage de biens immobiliers qui, conformément à la législation fiscale de l'Etat contractant dans lequel les biens en question sont situés, sont assimilés aux revenus des biens immobiliers.

Article 7 : Bénéfices des entreprises

1. Les bénéfices d'une entreprise d'un Etat contractant ne sont imposables que dans cet Etat, à moins que l'entreprise n'exerce son activité dans l'autre Etat contractant par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé. Si l'entreprise exerce son activité d'une telle façon, les bénéfices de l'entreprise sont imposables dans l'autre Etat mais uniquement dans la mesure où ils sont imputables à cet établissement stable.
2. Sous réserve des dispositions du paragraphe 3, lorsqu'une entreprise d'un Etat contractant exerce son activité dans l'autre Etat contractant par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé, il est imputé, dans chaque Etat contractant, à cet établissement stable les bénéfices qu'il aurait pu réaliser s'il avait constitué une entreprise distincte exerçant des activités identique ou analogues dans des conditions identiques ou analogues et traitant en toute indépendance avec l'entreprise dont il constitue un établissement stable.
3. Pour déterminer les bénéfices d'un établissement stable, sont admises en déduction les dépenses effectuées aux fins poursuivies par cet établissement stable, y compris les dépenses de direction et les frais généraux d'administration ainsi effectués, soit dans l'Etat où est situé cet établissement stable, soit ailleurs. Toutefois, aucune déduction ne sera accordée sur des paiements qui auraient dû être versés par l'établissement stable au siège de l'entreprise ou à une quelconque de ses succursales notamment en tant qu'honoraires, commissions, redevances ou intérêts sur des sommes avancées ou prêtées à l'établissement stable. Dans le cas des établissements bancaires, les dispositions visées ci-dessus concernant les intérêts ne s'appliquent pas.
4. Aucun bénéfice n'est imputé à un établissement stable du fait qu'il a simplement acheté des produits ou des marchandises pour l'entreprise.
5. Lorsque les bénéfices comprennent des éléments de revenus traités séparément dans d'autres articles de la présente Convention, les dispositions de ces articles ne sont pas affectées par les dispositions de cet article.
6. Lorsqu'une société qui est un résident du Maroc possède un établissement stable en Roumanie, le profit de cet établissement stable peut être imposé en Roumanie conformément à sa législation interne, à un taux qui ne peut excéder 6,2 pour cent du profit de l'établissement stable, avant l'application de l'impôt sur le profit, pour le profit réalisé par cet établissement stable.

Article 8 : Transport international

1. Les bénéfices provenant de l'exploitation, en trafic international, de navires, d'aéronefs ou de véhicules routiers ne sont imposables que dans l'Etat contractant où le siège de direction effective de l'entreprise est situé.
2. Les bénéfices auxquels se réfère le paragraphe 1 de cet article, n'incluent pas les bénéfices provenant de l'exploitation hôtelière ou d'une activité de transport distincte de l'exploitation en trafic international des navires, aéronefs et véhicules routiers.
3. Si le siège de direction effective d'une entreprise de navigation maritime est à bord d'un navire, ce siège est considéré comme situé dans l'Etat contractant où se trouve le port d'attache de ce navire ou, à défaut de port d'attache, dans l'Etat contractant dont l'exploitant du navire est un résident.
4. Les dispositions du paragraphe 1 s'appliquent aussi aux bénéfices provenant de la participation à un pool, une exploitation en commun ou un organisme international d'exploitation.

Article 9 : Entreprises associées

1. Lorsque :
 - a) une entreprise d'un Etat contractant participe directement ou indirectement à la direction, au contrôle ou au capital d'une entreprise de l'autre Etat contractant, ou que ;
 - b) les mêmes personnes participent directement ou indirectement à la direction, au contrôle ou au capital d'une entreprise d'un Etat contractant et d'une entreprise de l'autre Etat contractant, et que, dans l'un et l'autre cas, les deux entreprises sont, dans leurs relations financières ou commerciales, liées par des conditions convenues ou imposées, qui diffèrent de celles qui seraient convenues entre des entreprises indépendantes, les bénéfices qui, sans ces conditions, auraient été réalisés par l'une des entreprises mais n'ont pu l'être en fait à cause de ces conditions, peuvent être inclus dans les bénéfices de cette entreprise et imposés en conséquence.
2. Lorsqu'un Etat contractant inclut dans les bénéfices d'une entreprise de cet Etat et impose en conséquence, des bénéfices sur lesquels une entreprise de l'autre Etat contractant a été imposée dans cet autre Etat, et que les bénéfices ainsi inclus sont des bénéfices qui auraient été réalisés par l'entreprise du premier Etat si les conditions convenues entre les deux entreprises avaient été celles qui auraient été convenues entre des entreprises indépendantes, l'autre Etat procède à l'ajustement qu'il estime approprié du montant de l'impôt qu'il a perçu sur ces bénéfices. Pour déterminer cet ajustement, il est tenu compte des autres dispositions de la présente Convention et, si c'est nécessaire, les autorités compétentes des Etats contractants se consultent réciproquement.

Article 10: Dividendes

1. Les dividendes payés par une société qui est un résident d'un Etat contractant à un résident de l'autre Etat contractant sont imposables dans cet autre Etat.
2. Toutefois, ces dividendes sont aussi imposables dans l'Etat contractant dont la société qui paie les dividendes est un résident et selon la législation de cet Etat, mais si la personne qui reçoit les dividendes en est le bénéficiaire effectif, l'impôt ainsi établi ne peut excéder 10 pour cent du montant brut des dividendes.

Le présent paragraphe n'affecte pas l'imposition de la société au titre des bénéfices qui servent au paiement des dividendes.

3. Le terme « dividendes » employé dans cet article désigne les revenus provenant d'actions ou autres parts bénéficiaires à l'exception des créances. Il désigne également les revenus provenant de la participation aux bénéfices ainsi que les revenus provenant d'autres parts sociales, soumis au même régime fiscal que les revenus d'actions par la législation fiscale de l'Etat dont la société distributrice est un résident.
4. Les dispositions des paragraphes 1 et 2 ne s'appliquent pas lorsque le bénéficiaire effectif des dividendes, résident d'un Etat contractant, exerce dans l'autre Etat contractant dont la société qui paie les dividendes est un résident, soit une activité industrielle ou commerciale par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé, soit une profession indépendante au moyen d'une base fixe qui y est située, et que la participation génératrice des dividendes, s'y rattache effectivement. Dans ce cas, les dispositions de l'article 7 ou de l'article 15, suivant les cas, sont applicables.
5. Lorsqu'une société qui est un résident d'un Etat contractant tire des bénéfices ou des revenus de l'autre Etat contractant, cet autre Etat ne peut percevoir aucun impôt sur les dividendes payés par la société, sauf dans la mesure où ces dividendes sont payés à un résident de cet autre Etat ou dans la mesure où la participation génératrice des dividendes se rattache effectivement à un établissement stable ou à une base fixe situés dans cet autre Etat, ni prélever aucun impôt, au titre de l'imposition des bénéfices non distribués, sur les bénéfices non distribués de la société, même si les dividendes payés ou les bénéfices non distribués consistent en tout ou en partie en bénéfices ou revenus provenant de cet autre Etat.
6. Lorsqu'une société qui est un résident de Roumanie possède un établissement stable au Maroc, il peut y être assujettie à un impôt retenu à la source conformément à la législation fiscale marocaine, mais cet impôt ne peut excéder 10 pour cent du montant des bénéfices de l'établissement stable après application de l'impôt sur les sociétés afférent aux bénéfices de l'établissement stable.

Article 11 : Intérêts

1. Les intérêts provenant d'un Etat contractant et payés à un résident de l'autre Etat Contractant sont imposables dans cet autre Etat.
2. Toutefois, ces intérêts sont aussi imposables dans l'Etat contractant d'où ils proviennent et selon la législation de cet Etat, mais si la personne qui reçoit les intérêts en est le bénéficiaire effectif, l'impôt ainsi établi ne peut excéder 10 pour cent du montant brut des intérêts.
3. Nonobstant les dispositions du paragraphe 2, les intérêts sont exemptés d'impôt dans l'Etat contractant d'où ils proviennent dans le cas où ils sont perçus effectivement par le Gouvernement de l'autre Etat contractant, l'une de ses collectivités locales ou l'une de ses unités administratives territoriales dans le cas où les créances d'un résident de l'autre Etat contractant sont garanties, ou financées directement par une institution financière appartenant entièrement au Gouvernement de l'autre Etat contractant.
4. Le terme « intérêts » employé dans cet article désigne les revenus des créances de toute nature, assorties ou non de garanties hypothécaires ou d'une clause de participation aux bénéfices du débiteur, et notamment les revenus des fonds publics, titres de créances ou obligations, y compris les primes et lots attachés à ces fonds publics, titres de créance ou obligations. Les pénalisations pour paiement tardif ne sont pas considérées comme des intérêts au sens de cet article.
5. Les dispositions des paragraphes 1 et 2 ne s'appliquent pas lorsque le bénéficiaire effectif des intérêts, résident d'un Etat contractant, exerce dans l'autre Etat contractant d'où proviennent les intérêts, soit une activité industrielle ou commerciale par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé, soit une profession indépendante au moyen d'une base fixe qui y est située, et que la créance génératrice des intérêts s'y rattache effectivement. Dans ce cas, les dispositions de l'article 7 ou de l'article 15, suivant les cas, sont applicables.
6. Les intérêts sont considérés comme provenant d'un Etat contractant lorsque le débiteur est cet Etat lui-même, une de ses collectivités locales, une de ses unités administratives territoriales ou un résident de cet Etat. Toutefois, lorsque le débiteur des intérêts, qu'il soit ou non un résident d'un Etat contractant, a dans un Etat contractant un établissement stable ou une base fixe, pour lequel la dette donnant lieu au paiement des intérêts a été contractée et qui supportent la charge de ces intérêts, ceux-ci sont considérés comme provenant de l'Etat où l'établissement stable ou la base fixe est situé.
7. Lorsque, en raison de relations spéciales existant entre le débiteur et le bénéficiaire effectif ou que l'un et l'autre entretiennent avec de tierces personnes, le montant des intérêts, compte tenu de la créance pour laquelle ils sont payés, excède celui dont seraient convenus le débiteur et le bénéficiaire effectif en

l'absence de pareilles relations, les dispositions de cet article ne s'appliquent qu'à ce dernier montant. Dans ce cas, la partie excédentaire des paiements reste imposable selon la législation de chaque Etat contractant et compte tenu des autres dispositions de la présente Convention.

Article 12: Commissions

1. Les commissions provenant d'un Etat contractant et payées à un résident de l'autre Etat contractant sont imposables dans cet autre Etat.
2. Toutefois, ces commissions sont aussi imposables dans l'Etat contractant d'où elles proviennent et selon la législation de cet Etat. Mais l'impôt ainsi établi ne peut excéder 10 pour cent du montant brut des commissions.
3. Le terme « commissions » employé dans cet article désigne les rémunérations payées à un courtier ou à un agent intermédiaire ou à toute autre personne considérée comme telle par la législation fiscale de l'Etat contractant d'où proviennent les paiements.
4. Les dispositions des paragraphes 1 et 2 ne s'appliquent pas lorsque le bénéficiaire effectif des commissions, résident d'un Etat contractant, exerce dans l'autre Etat contractant d'où proviennent les commissions, soit une activité industrielle ou commerciale par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé, soit une profession indépendante au moyen d'une base fixe qui y est située, et que l'activité pour laquelle les commissions sont payées s'y rattache effectivement. Dans ce cas, les dispositions de l'article 7 ou de l'article 15, suivant les cas, sont applicables.
5. Les commissions sont considérées comme provenant d'un Etat contractant lorsque le débiteur est cet Etat lui-même, une de ses collectivités locales, une de ses unités administratives territoriales ou un résident de cet Etat. Toutefois, lorsque le débiteur des commissions, qu'il soit ou non un résident d'un Etat contractant, a dans un Etat contractant un établissement stable ou une base fixe pour lequel l'obligation de payer les commissions a été contractée et qui supporte la charge de ces commissions, celles-ci sont considérées comme provenant de l'Etat où l'établissement stable ou la base fixe est situé.
6. Lorsque, en raison de relations spéciales existant entre le débiteur et le bénéficiaire effectif ou que l'un et l'autre entretiennent avec de tierces personnes, le montant des commissions, compte tenu des services pour lesquels elles sont payées, excède celui dont seraient convenus le débiteur et le bénéficiaire effectif en l'absence de pareilles relations, les dispositions de cet article ne s'appliquent qu'à ce dernier montant. Dans ce cas, la partie excédentaire des commissions reste imposable selon la législation de chaque Etat contractant et compte tenu des autres dispositions de la présente convention.

Article 13 : Redevances

1. Les redevances provenant d'un Etat contractant et payées à un résident de l'autre Etat contractant sont imposables dans cet autre Etat.
2. Toutefois, ces redevances sont aussi imposables dans l'Etat contractant d'où elles proviennent et selon la législation de cet Etat, mais si la personne qui reçoit les redevances en est le bénéficiaire effectif, l'impôt ainsi établi ne peut excéder 10 pour cent du montant brut des redevances.
3. Le terme « redevances » employé dans cet article désigne les rémunérations de toute nature payées pour l'usage ou la concession de l'usage d'un droit d'auteur sur une œuvre littéraire, artistique ou scientifique, y compris les films cinématographiques ainsi que les films et enregistrements pour transmissions radiophoniques et télévisées ou sur les transmissions par satellite, câble, fibres optiques ou technologies similaires utilisées pour les transmissions destinées au public, d'un brevet, d'une marque de fabrique ou de commerce, d'un dessin ou d'un modèle, d'un plan, d'une formule ou d'un procédé secrets, ainsi que pour l'usage ou la concession de l'usage d'un équipement industriel, commercial ou scientifique et pour des informations ayant trait à une expérience acquise dans le domaine industriel, commercial ou scientifique. Sont également considérées comme redevances les paiements effectués pour l'assistance technique, pour l'activité d'intermédiaire dans le but de mettre du personnel à la disposition d'une entreprise résidente de l'autre Etat contractant, ainsi que les paiements effectués pour l'élaboration des études ;

Le terme « redevances » comprend aussi les gains provenant de l'aliénation de ces biens ou droits dans la mesure où ils sont rattachés à la production, à la productivité, à l'usage ou à la disposition de ces biens.

4. Les dispositions des paragraphes 1 et 2 ne s'appliquent pas lorsque le bénéficiaire effectif des redevances, résident d'un Etat contractant, exerce dans l'autre Etat contractant d'où proviennent les redevances, soit une activité industrielle ou commerciale par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé, soit une profession indépendante au moyen d'une base fixe qui y est située, et que le droit ou le bien générateur des redevances s'y rattache effectivement. Dans ce cas, les dispositions de l'article 7 ou de l'article 15, suivant les cas, sont applicables.
5. Les redevances sont considérées comme provenant d'un Etat contractant lorsque le débiteur est cet Etat lui-même, une de ses collectivités locales, une de ses unités administratives territoriales ou un résident de cet Etat. Toutefois, lorsque le débiteur des redevances, qu'il soit ou non un résident d'un Etat contractant a, dans un Etat contractant, un établissement stable ou une base fixe pour lequel le contrat donnant lieu au paiement des redevances a été conclu et qui supporte la

charge de ces redevances, celles-ci sont considérées comme provenant de l'Etat contractant où l'établissement stable ou la base fixe est situé.

6. Lorsque, en raison de relations spéciales existant entre le débiteur et le bénéficiaire effectif ou que l'un et l'autre entretiennent avec de tierces personnes, le montant des redevances payées, compte tenu de la prestation pour laquelle elles sont payées, excède celui dont seraient convenus le débiteur et le bénéficiaire effectif en l'absence de pareilles relations, les dispositions de cet article ne s'appliquent qu'à ce dernier montant. Dans ce cas, la partie excédentaire des paiements reste imposable selon la législation de chaque Etat contractant et compte tenu des autres dispositions de la présente Convention.

Article 14: Gains en capital

1. Les gains qu'un résident d'un Etat contractant tire de l'aliénation de biens immobiliers visés à l'article 6 et situés dans l'autre Etat contractant, sont imposables dans l'Etat contractant où sont situés ces biens immobiliers.
2. Les gains obtenus par un résident d'un Etat contractant provenant de l'aliénation des actions ou d'autres participations dans le capital d'une société dont les actifs sont constitués entièrement ou principalement de propriétés immobilières situées dans l'autre Etat contractant, sont imposables dans cet autre Etat.
3. Les gains provenant de l'aliénation de biens mobiliers qui font partie de l'actif d'un établissement stable qu'une entreprise d'un Etat contractant a dans l'autre Etat contractant, ou de biens mobiliers qui appartiennent à une base fixe dont un résident d'un Etat contractant dispose dans l'autre Etat contractant pour l'exercice d'une profession indépendante, y compris de tels gains provenant de l'aliénation de cet établissement stable (seul ou avec l'ensemble de l'entreprise) ou de cette base fixe, sont imposables dans cet autre Etat.
4. Les gains provenant de l'aliénation de navires, d'aéronefs ou de véhicules routiers exploités en trafic international, ainsi que de biens mobiliers affectés à l'exploitation de ces moyens de transport, ne sont imposables que dans l'Etat contractant où le siège de direction effective de l'entreprise est situé.
5. Les gains provenant de l'aliénation de tous biens autres que ceux visés aux paragraphes 1 à 4 ne sont imposables que dans l'Etat contractant dont le cédant est un résident.

Article 15: Professions indépendantes

1. Les revenus qu'un résident d'un Etat contractant tire d'une profession libérale ou d'autres activités de caractère indépendant ne sont imposables que dans cet Etat, à moins que ce résident ne dispose de façon habituelle dans l'autre Etat contractant d'une base fixe pour l'exercice de ses activités. S'il dispose d'une telle

base fixe, les revenus sont imposables dans l'autre Etat mais uniquement dans la mesure où ils sont imputables à cette base fixe.

2. L'expression « profession libérale » comprend notamment les activités indépendantes d'ordre scientifique, littéraire, artistique, éducatif ou pédagogique, ainsi que les activités indépendantes des médecins, avocats, ingénieurs, architectes, dentistes et comptables.

Article 16 : Professions dépendantes

1. Sous réserve des dispositions des articles 17, 19, 20, 21 et 22, les salaires et autres rémunérations similaires qu'un résident d'un Etat contractant reçoit au titre d'un emploi salarié ne sont imposables que dans cet Etat, à moins que l'emploi ne soit exercé dans l'autre Etat contractant. Si l'emploi y est exercé, les rémunérations reçues à ce titre sont imposables dans cet autre Etat.
2. Nonobstant les dispositions du paragraphe 1, les rémunérations qu'un résident d'un Etat contractant reçoit au titre d'un emploi salarié exercé dans l'autre Etat contractant ne sont imposables que dans le premier Etat si :
 - a) le bénéficiaire séjourne dans l'autre Etat pendant une période ou des périodes n'excédant pas au total 183 jours durant toute période de 12 mois commençant ou se terminant durant l'année fiscale considérée ; et
 - b) les rémunérations sont payées par un employeur ou pour le compte d'un employeur qui n'est pas un résident de l'autre Etat ; et
 - c) la charge des rémunérations n'est pas supportée par un établissement stable ou une base fixe que l'employeur a dans l'autre Etat.
3. Nonobstant les dispositions précédentes de cet article, les rémunérations reçues par un résident d'un Etat contractant au titre d'un emploi salarié exercé à bord d'un navire, d'un aéronef, ou d'un véhicule routier exploité en trafic international, sont imposables seulement dans l'Etat contractant où le siège de direction effective de l'entreprise est situé.

Article 17 : Tantièmes

Les tantièmes, jetons de présence et autres rétributions similaires qu'un résident d'un Etat contractant reçoit en sa qualité de membre du conseil d'administration ou de surveillance d'une société qui est un résident de l'autre Etat contractant, sont imposables dans cet autre Etat.

Article 18 : Artistes et sportifs

1. Nonobstant les dispositions des articles 15 et 16, les revenus qu'un résident d'un Etat contractant tire de ses activités personnelles exercées dans l'autre

Etat contractant en tant qu'artiste du spectacle, tel qu'un artiste de théâtre, de cinéma, de la radio ou de la télévision ou tel qu'un musicien, ou en tant que sportif, sont imposables dans l'Etat contractant où ces activités sont exercées.

2. Lorsque les revenus d'activités qu'un artiste du spectacle ou un sportif exerce personnellement et en cette qualité sont attribués non pas à l'artiste ou au sportif lui-même mais à une autre personne, ces revenus sont imposables, nonobstant les dispositions des articles 7, 15 et 16, dans l'Etat contractant où les activités de l'artiste du spectacle ou du sportif sont exercées.
3. Nonobstant les dispositions des paragraphes 1 et 2, les revenus d'activités mentionnées au paragraphe 1 dans le cadre d'un programme d'échanges culturels ou sportifs approuvé par les Gouvernements des deux Etats contractants et qui ne sont pas exercées dans un but lucratif, sont exonérés d'impôts dans l'Etat contractant où les activités sont exercées.

Article 19: Pensions, rentes viagères et paiements similaires

1. Sous réserve des dispositions du paragraphe 2 de l'article 20, les pensions, rentes viagères et autres rémunérations similaires, payées à un résident d'un Etat contractant au titre d'un emploi antérieur, ne sont imposables que dans cet Etat.
2. Nonobstant les dispositions du paragraphe 1 de cet article, les pensions et autres paiements similaires, payés conformément à la législation interne d'un Etat contractant sur des fonds publics, ne sont imposables que dans cet Etat.
3. Le terme «rente viagère» désigne une rémunération payable périodiquement avec des délais fixes durant la vie ou pendant une période déterminée en vertu des dispositions contractuelles.

Article 20: Fonctions publiques

1. a) Les salaires, traitements et autres rémunérations similaires, autres que les pensions, payés par un Etat contractant, une de ses collectivités locales ou une de ses unités administratives territoriales à une personne physique, au titre de services rendus à cet Etat, à cette collectivité locale ou à cette unité administrative territoriale, ne sont imposables que dans cet Etat.
b) Toutefois, ces salaires, traitements et autres rémunérations similaires ne sont imposables que dans l'autre Etat contractant si les services sont rendus dans cet Etat et si la personne physique est un résident de cet Etat qui:
(i) possède la nationalité de cet Etat; ou
(ii) n'est pas devenu un résident de cet Etat à seule fin de rendre les services.
2. a) Les pensions payées par un Etat contractant, une de ses collectivités locales ou une de ses unités administratives territoriales, soit directement soit par

prélèvement sur des fonds qu'ils ont constitués, à une personne physique, au titre de services rendus à cet Etat, à cette collectivité locale ou à cette unité administrative territoriale, ne sont imposables que dans cet Etat.

- b) Toutefois, ces pensions ne sont imposables que dans l'autre Etat contractant si la personne physique est un résident de cet Etat et en possède la nationalité.
3. Les dispositions des articles 16, 17, 18 et 19 s'appliquent aux salaires, traitements et autres rémunérations similaires ainsi qu'aux pensions payés au titre de services rendus dans le cadre d'une activité industrielle ou commerciale exercée par un Etat contractant, une de ses collectivités locales ou une de ses unités administratives territoriales.

Article 21 : Etudiants et stagiaires

1. Un résident d'un Etat contractant qui séjourne temporairement dans l'autre Etat contractant en tant qu'étudiant ou stagiaire obtenant une qualification technique ou professionnelle, n'est pas imposable dans l'autre Etat contractant pour les montants reçus de l'étranger, pour couvrir ses frais d'entretien, ses études ou sa formation, ou sous forme de bourse pour continuer les études pour une période de sept années.
2. Les rémunérations payées à l'étudiant ou stagiaire, le cas échéant, pour les services rendus dans cet autre Etat, ne sont imposables dans cet autre Etat pour une période de trois années, à condition qu'un tel service soit lié aux études, aux frais d'entretien ou à la formation pratique de celui-ci.

Article 22 : Enseignants et chercheurs

1. Les rémunérations reçues à titre d'enseignement ou de recherche par une personne physique qui est, ou qui était immédiatement avant de se rendre dans un Etat contractant, un résident de l'autre Etat contractant et qui séjourne temporairement pour une période qui ne dépasse pas deux années dans le premier Etat à seule fin d'y enseigner ou d'y mener des travaux de recherche, dans une université, une école supérieure ou une autre institution d'enseignement officiellement reconnue, ne sont pas imposables dans le premier Etat, à condition que les rémunérations proviennent de sources situées en dehors de cet Etat.
2. Les dispositions du paragraphe 1 de cet article ne s'appliquent pas au revenu provenant de la recherche dans le cas où cette recherche n'est pas effectuée dans un intérêt public mais dans l'intérêt particulier d'une personne ou groupement de personnes.

Article 23 : Autres revenus

1. Les éléments du revenu d'un résident d'un Etat contractant qui ne sont pas traités dans les articles précédents de la présente Convention ne sont imposables que dans cet Etat.
2. Les dispositions du paragraphe 1 ne s'appliquent pas aux revenus autres que les revenus provenant de biens immobiliers, tels qu'ils sont définis au paragraphe 2 de l'article 6, lorsque le bénéficiaire de tels revenus, résident d'un Etat contractant, exerce dans l'autre Etat contractant, soit une activité industrielle ou commerciale par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé, soit une profession indépendante au moyen d'une base fixe qui y est située, et que le droit ou le bien générateur des revenus s'y rattache effectivement. Dans ce cas, les dispositions de l'article 7 ou de l'article 15, suivant les cas, sont applicables.

Article 24 : La fortune

1. La fortune constituée par des biens immobiliers, visés à l'article 6 que possède un résident d'un Etat contractant et qui sont situés dans l'autre Etat contractant, est imposable dans cet autre Etat.
2. La fortune constituée par des biens mobiliers qui font partie de l'actif d'un établissement stable qu'une entreprise d'un Etat contractant a dans l'autre Etat contractant, ou par des biens mobiliers qui appartiennent à une base fixe dont un résident d'un Etat contractant dispose dans l'autre Etat contractant pour l'exercice d'une profession indépendante, est imposable dans l'Etat contractant où est situé l'établissement stable ou la base fixe.
3. La fortune constituée par des navires, des aéronefs ou véhicules routiers exploités en trafic international, ainsi que par des biens mobiliers affectés à l'exploitation de ces moyens de transport, n'est imposable que dans l'Etat contractant où le siège de direction effective de l'entreprise est situé.
4. Tous les autres éléments de la fortune d'un résident d'un Etat contractant ne sont imposables que dans cet Etat.

Article 25 : Méthodes pour éliminer les doubles impositions

Lorsqu'un résident d'un Etat contractant reçoit des revenus ou possède de la fortune qui, conformément aux dispositions de la présente Convention, sont imposables dans l'autre Etat contractant, le premier Etat accorde :

- a) sur l'impôt qu'il perçoit sur les revenus de ce résident, une déduction d'un montant égal à l'impôt sur le revenu payé dans cet autre Etat ;
- b) sur l'impôt qu'il perçoit sur la fortune de ce résident, une déduction d'un montant égal à l'impôt sur la fortune payée dans cet autre Etat.

Dans l'un ou l'autre cas, cette déduction ne peut toutefois excéder la fraction de l'impôt sur le revenu ou de l'impôt sur la fortune, calculé avant déduction, correspondant selon les cas aux revenus ou à la fortune imposables dans cet autre Etat.

Article 26: Non-discrimination

1. Les nationaux d'un Etat contractant ne sont soumis dans l'autre Etat contractant à aucune imposition ou obligation y relative, qui est autre ou plus lourde que celles auxquelles sont ou pourront être assujettis les nationaux de cet autre Etat qui se trouvent dans la même situation, notamment au regard de la résidence. La présente disposition s'applique aussi, nonobstant les dispositions de l'article 1, aux personnes qui ne sont pas des résidents d'un Etat contractant ou des deux Etats contractants.
2. L'imposition d'un établissement stable qu'une entreprise d'un Etat contractant a dans l'autre Etat contractant n'est pas établie dans cet autre Etat d'une façon moins favorable que l'imposition des entreprises de cet autre Etat qui exercent la même activité. Cette disposition ne peut être interprétée comme obligeant un Etat contractant à accorder aux résidents de l'autre Etat contractant les déductions personnelles, abattements et réductions d'impôt en fonction de la situation ou des charges de famille qu'il accorde à ses propres résidents.
3. A moins que les dispositions du paragraphe 1 de l'article 9, du paragraphe 7 de l'article 11 ou du paragraphe 6 des articles 12 et 13 ne soient applicables, les intérêts, commissions, redevances et autres dépenses payés par une entreprise d'un Etat contractant à un résident de l'autre Etat contractant sont déductibles, pour la détermination des bénéfices imposables de cette entreprise, dans les mêmes conditions que s'ils avaient été payés à un résident du premier Etat.

De même, les dettes d'une entreprise d'un Etat contractant envers un résident de l'autre Etat contractant, sont déductibles pour la détermination de la fortune imposable de cette entreprise, dans les mêmes conditions que si elles avaient été contractées envers un résident du premier Etat.

4. Les entreprises d'un Etat contractant, dont le capital est en totalité ou en partie, directement ou indirectement, détenu ou contrôlé par un ou plusieurs résidents de l'autre Etat contractant, ne sont soumises dans le premier Etat contractant à aucune imposition ou obligation y relative, qui est autre ou plus lourde que celles auxquelles sont ou pourront être assujetties les autres entreprises similaires du premier Etat.
5. Aucune disposition de cet article ne peut être interprétée comme obligeant un Etat contractant d'octroyer aux personnes physiques qui ne sont pas des

résidents de cet Etat, toutes déductions personnelles, facilités ou réductions qui sont octroyées aux personnes physiques résidentes.

6. Les dispositions de cet article s'appliquent, nonobstant les dispositions de l'article 2, aux impôts de toute nature ou dénomination.

Article 27: Procédure amiable

1. Lorsqu'une personne qui est un résident d'un Etat contractant estime que les mesures prises par les autorités compétentes d'un Etat contractant ou des deux Etats contractants entraînent ou entraîneront pour elle une imposition non conforme aux dispositions de la présente Convention, elle peut, indépendamment des recours prévus par le droit interne de ces Etats, soumettre son cas à l'autorité compétente de l'Etat contractant dont elle est un résident ou, si son cas relève du paragraphe 1 de l'article 26, à celle de l'Etat contractant dont elle est un national. Le cas doit être soumis dans les quatre ans qui suivent la première notification de la mesure qui entraîne une imposition non conforme aux dispositions de la Convention.
2. L'autorité compétente s'efforce, si la réclamation lui paraît fondée et si elle n'est pas elle-même en mesure d'y apporter une solution satisfaisante, de résoudre le cas par voie d'accord amiable avec l'autorité compétente de l'autre Etat contractant, en vue d'éviter une imposition non conforme à la Convention. L'accord réalisé s'applique indépendamment de la période de prescription prévue dans la législation interne des Etats contractants.
3. Les autorités compétentes des Etats contractants s'efforcent, par voie d'accord amiable, de résoudre les difficultés ou de dissiper les doutes auxquels peuvent donner lieu l'interprétation ou l'application de la Convention. De même, elles peuvent se consulter réciproquement en vue d'éviter les doubles impositions dans les cas non prévus par la Convention.
4. Les autorités compétentes des Etats contractants peuvent communiquer directement entre elles, y compris au sein d'une commission mixte composée de ces autorités ou de leurs représentants, en vue de parvenir à un accord comme il est indiqué aux paragraphes précédents.

Article 28: Echange de renseignements

1. Les autorités compétentes des Etats contractants échangent les renseignements nécessaires pour appliquer les dispositions de la présente Convention et celles de la législation interne des Etats contractants relative aux impôts visés par la Convention, dans la mesure où l'imposition qu'elles prévoient vise à prévenir la fraude et l'évasion fiscale de ces impôts.

L'échange de renseignements n'est pas restreint par les dispositions de l'article 1, Tout renseignement reçu par un Etat contractant est tenu secret de la même manière que les renseignements obtenus en application de la législation interne de cet Etat et n'est communiqué qu'aux personnes ou autorités (y compris les instances judiciaires et organes administratifs) concernées par l'établissement, le recouvrement, l'application, la poursuite des impositions ou pour solutionner les contestations concernant les Impôts visés dans la Convention. Ces personnes ou autorités utilisent ces renseignements seulement à ces fins, Elles peuvent faire état de ces renseignements au cours d'audiences publiques de tribunaux ou dans des jugements.

2. Les dispositions du paragraphe 1 ne peuvent en aucun cas être interprétées comme imposant à un Etat contractant l'obligation :
 - a) de prendre des mesures administratives dérogeant à sa propre législation et à sa pratique administrative ou à celles de l'autre Etat contractant ;
 - b) de fournir des renseignements qui ne pourraient être obtenus sur la base de sa propre législation ou dans le cadre de sa pratique administrative normale ou de celles de l'autre Etat contractant ;
 - c) de fournir des renseignements qui révéleraient un secret commercial, industriel, professionnel ou un procédé commercial ou des renseignements dont la communication serait contraire à l'ordre public.

Article 29 : Membres des missions diplomatiques et des postes consulaires

Les dispositions de la présente Convention ne portent pas atteinte aux privilèges fiscaux dont bénéficient les membres des missions diplomatiques ou postes consulaires en vertu soit des règles générales du droit international, soit des dispositions d'accords particuliers.

Article 30 : Entrée en vigueur

1. La présente Convention sera ratifiée et entrera en vigueur le 30ème jour suivant la date de la dernière notification par laquelle les Parties se communiqueront l'accomplissement des procédures légales internes nécessaires dans chacun des pays pour l'entrée en vigueur de celle-ci. La Convention s'applique :
 - a) en ce qui concerne les impôts retenus à la source sur les revenus réalisés le ou à partir du premier jour du mois de janvier de l'année civile qui suit immédiatement l'année de l'entrée en vigueur de la Convention ; et
 - b) en ce qui concerne les autres impôts sur les bénéfices, les revenus ou sur la fortune réalisés le ou à partir du premier jour du mois de janvier de l'année civile qui suit immédiatement l'année de l'entrée en vigueur de la Convention.

2. A partir du premier janvier de l'année civile qui suit immédiatement l'année de l'entrée en vigueur de la présente Convention, les dispositions de la Convention entre le Gouvernement du Royaume du Maroc et le Gouvernement de la République Socialiste de Roumanie tendant à éviter la double imposition en matière d'impôts sur le revenu, signée à Bucarest le 11 septembre 1981, cesseront d'être applicables.

Article 31 : Dénonciation

1. La présente Convention restera indéfiniment en vigueur.
2. Chacun des Etats contractants pourra remettre à l'autre Etat contractant, par voie diplomatique, une note de dénonciation écrite, le ou avant le 30^e Jour du mois de juin de chaque année civile, à partir de la cinquième (5^e) année suivant celle de l'entrée en vigueur de la Convention. En cas de pareille dénonciation, la Convention cessera d'être applicable :
 - a) en ce qui concerne l'impôt retenu à la source sur les revenus réalisés le ou à partir du premier jour du mois de janvier de l'année civile qui suit immédiatement l'année au cours de laquelle la dénonciation a été notifiée ;
 - b) en ce qui concerne les autres impôts sur les bénéfices, revenu ou fortune réalisés le premier jour du mois de janvier de l'année civile qui suit immédiatement l'année au cours de laquelle la dénonciation a été notifiée.

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés à cet effet par leurs Gouvernements respectifs, ont signé la présente Convention.

Fait à Bucarest, le 2 juillet 2003, en deux exemplaires originaux en langues arabe, roumaine et française, les trois textes faisant également foi. En cas de divergences dans l'interprétation des dispositions de la présente Convention, le texte en langue française prévaudra.

❑ RUSSIE

- **Dahir n° 1-99-177 du 15 safar 1421 (19 mai 2000) portant publication de la convention faite à Moscou le 4 septembre 1997 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la Fédération de Russie en vue d'éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune (1)**

LOUANGE A DIEU SEUL!

(Grand Sceau de Sa Majesté Mohammed VI)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur!

Que Notre Majesté Chérifienne,

Vu la convention faite à Moscou le 4 septembre 1997 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la Fédération de Russie en vue d'éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune;

Vu la loi n° 42-97 promulguée par le dahir n° 1-99-176 du 16 rabii I 1420 (30 juin 1999) portant approbation, quant au principe, de la ratification de la convention précitée;

Considérant les notifications réciproques de l'accomplissement des formalités nécessaires à la mise en vigueur de la convention précitée,

A Décidé ce qui suit :

Sera publiée au *Bulletin officiel*, à la suite du présent dahir, la convention faite à Moscou le 4 septembre 1997 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la Fédération de Russie en vue d'éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune.

Fait à Rabat, le 15 safar 1421 (19 mai 2000).

Pour contreseing:

Le Premier ministre,

Abderrahman Youssoufi.

*

* *

(1) *B.O.* n° 4804 du 15 juin 2000.

Convention entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la Fédération de Russie en vue d'éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune

Le Gouvernement du Royaume du Maroc

et

Le Gouvernement de la Fédération de Russie,

Désireux de conclure une convention en vue d'éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune,

Sont convenus de ce qui suit :

Article premier : Personnes visées

La présente convention s'applique aux personnes qui sont des résidents d'un Etat contractant ou des deux Etats contractants.

Article 2 : Impôts visés

1. La présente convention s'applique aux impôts sur le revenu et sur la fortune perçus pour le compte d'un Etat contractant, quel que soit le système de perception.
2. Sont considérés comme impôts sur le revenu et sur la fortune, les impôts perçus sur le revenu total, sur la fortune totale, ou sur des éléments du revenu ou de la fortune, y compris les impôts sur les gains provenant de l'aliénation de biens mobiliers ou immobiliers, ainsi que les impôts sur les plus-values.
3. Les impôts actuels auxquels s'applique la Convention sont notamment :
 - a) en ce qui concerne le Maroc :
 - (i) l'impôt sur les sociétés ;
 - (ii) l'impôt général sur le revenu y compris la contribution sur les revenus professionnels ou fonciers exonérés de l'impôt général sur le revenu ;
 - (iii) la taxe sur les produits des actions ou parts sociales et revenus assimilés ;
 - (iv) la taxe sur les profits immobiliers ;
 - (v) la participation à la solidarité nationale ;
 - (vi) la taxe sur les produits de placements à revenu fixe et
 - (vii) la taxe sur les profits de cession d'actions et parts sociales ;(ci-après dénommés « L'impôt marocain ») ;
 - b) en ce qui concerne la Russie – les impôts perçus conformément aux lois :
 - (i) « Sur l'impôt sur les bénéficiaires des entreprises et organisations » ;
 - (ii) « Sur l'impôt sur le revenu des personnes physiques » ;

- (iii) « Sur l'impôt sur le patrimoine des entreprises » ; et
 - (iv) « Sur l'impôt sur le patrimoine des personnes physiques » ;
 - (ci-après dénommés « L'impôt russe »)
4. La convention s'applique aussi aux impôts de nature identique ou analogue qui seraient établis après la date de signature de la convention et qui s'ajouteraient aux impôts actuels ou qui les remplaceraient. Les autorités compétentes des Etats contractants se communiquent les modifications importantes apportées à leurs législations fiscales respectives.

Article 3: Définitions générales

1. Au sens de la présente Convention, à moins que le contexte n'exige une interprétation différente :
 - a) les expressions "un Etat contractant" et "l'autre Etat contractant" désignent, suivant le contexte, la Russie ou le Maroc ;
 - b) le terme "Maroc" désigne le territoire du Royaume du Maroc, ainsi que sa zone économique exclusive et son plateau continental définis conformément à la Convention des Nations unies sur le Droit de la Mer.
 - c) le terme "Russie" désigne le territoire de la Fédération de Russie, ainsi que sa zone économique exclusive et son plateau continental définis conformément à la Convention des Nations unies sur le Droit de la Mer.
 - d) le terme "personne" comprend les personnes physiques, les entreprises, les sociétés et tous autres groupements de personnes ;
 - e) le terme "société" désigne toute personne morale ou toute entité qui est considérée comme une personne morale aux fins d'impositions ;
 - f) le terme "nationaux" désigne toutes les personnes physiques qui possèdent la nationalité d'un Etat contractant conformément à la législation en vigueur dans un Etat contractant ;
 - g) l'expression "autorité compétente" désigne :
 - (i) en ce qui concerne le Maroc, le ministre chargé des Finances ou son représentant autorisé ;
 - (ii) en ce qui concerne la Russie, le ministre chargé des Finances de la Fédération de Russie ou son représentant autorisé ;
 - h) l'expression "trafic international" désigne tout transport effectué par un navire ou un aéronef exploité par une entreprise dont le siège social et le siège de direction effective sont situés dans un Etat contractant, sauf lorsque le navire ou l'aéronef n'est exploité qu'entre des points situés dans l'autre Etat contractant ;
 - i) le terme "impôt" désigne suivant le contexte l'impôt marocain ou l'impôt russe.

2. Pour l'application de la présente convention par un Etat contractant, tout terme ou expression qui n'y est pas défini a le sens que lui attribue le droit de cet Etat à moins que le contexte n'exige une interprétation différente. En cas de divergence entre le droit de cet Etat relatif aux impôts auxquels s'applique la Convention et les autres branches du droit de cet Etat, le droit relatif aux impôts auxquels s'applique la Convention prévaudra.

Article 4: Résident

1. Au sens de la présente convention, l'expression "résident d'un Etat contractant" désigne toute personne qui, en vertu de la législation de cet Etat, est assujettie à l'impôt dans cet Etat, en raison de son domicile, de sa résidence, de son siège social, de son siège de direction ou de tout autre critère de nature analogue. Toutefois, cette expression ne comprend pas les personnes qui ne sont assujetties à l'impôt dans cet Etat que pour les revenus de sources situées dans cet Etat ou de la fortune qui y est située.
2. Lorsque, selon les dispositions du paragraphe 1, une personne physique est un résident des deux Etats contractants, sa situation est réglée de la manière suivante:
 - a) Cette personne est considérée comme un résident de l'Etat contractant où elle dispose d'un foyer d'habitation permanent; si elle dispose d'un foyer d'habitation permanent dans les deux Etats contractants, elle est considérée comme un résident de l'Etat contractant avec lequel ses liens personnels et économiques sont les plus étroits (centre des intérêts vitaux);
 - b) Si l'Etat contractant où cette personne a le centre de ses intérêts vitaux ne peut être déterminé, ou si elle ne dispose d'un foyer d'habitation permanent dans aucun des Etats contractants, elle est considérée comme un résident de l'Etat où elle séjourne de façon habituelle;
 - c) Si cette personne séjourne de façon habituelle dans les deux Etats contractants ou si elle ne séjourne de façon habituelle dans aucun d'eux, elle est considérée comme un résident de l'Etat dont elle possède la nationalité;
 - d) Si chacun des deux Etats considère cette personne comme possédant sa nationalité ou cette personne ne possède la nationalité d'aucun d'eux, les autorités compétentes des Etats contractants tranchent la question d'un commun accord.
3. Lorsque, selon les dispositions du paragraphe 1, une personne autre qu'une personne physique est un résident des deux Etats contractants, elle est considérée comme un résident de l'Etat où son siège de direction effective est situé.

Article 5 : Etablissement stable

1. Au sens de la présente convention, l'expression "établissement stable" désigne une installation fixe d'affaires par l'intermédiaire de laquelle une entreprise d'un Etat contractant exerce tout ou partie de son activité dans l'autre Etat contractant.
2. L'expression "établissement stable" comprend notamment :
 - a) un siège de direction ;
 - b) une succursale ;
 - c) un bureau ;
 - d) une usine ;
 - e) un atelier ; et
 - f) une mine, un puits de pétrole ou de gaz, une carrière ou tout autre lieu d'extraction de ressources naturelles.
3. Un chantier de construction ou de montage ne constitue un établissement stable que si sa durée est égale ou supérieure à 8 mois.
4. Nonobstant les dispositions précédentes du présent article, on considère qu'il n'y a pas "établissement stable" si :
 - a) il est fait usage d'installations aux seules fins de stockage ou d'exposition de marchandises appartenant à l'entreprise ;
 - b) des marchandises appartenant à l'entreprise sont entreposées aux seules fins de stockage, ou d'exposition ;
 - c) des marchandises appartenant à l'entreprise sont entreposées aux seules fins de transformation par une autre entreprise ;
 - d) une installation fixe d'affaires est utilisée aux seules fins d'acheter des marchandises ou de collecter des informations pour l'entreprise ;
 - e) une installation fixe d'affaires est utilisée aux seules fins d'exercer, pour l'entreprise, une activité de caractère préparatoire ou auxiliaire ;
 - f) une installation fixe d'affaires est utilisée aux seules fins de l'exercice cumulé d'activités mentionnées aux alinéas a) à e).
5. Une personne agissant dans un Etat contractant pour le compte d'une entreprise de l'autre Etat contractant (autre qu'un agent jouissant d'un statut indépendant visé au paragraphe 6 ci-après) est considérée comme "établissement stable" dans le premier Etat :
 - a) si elle dispose dans cet Etat de pouvoirs généraux qu'elle y exerce habituellement lui permettant de négocier et de conclure des contrats pour l'entreprise ou pour le compte de l'entreprise ; ou

- b) si elle conserve habituellement dans le premier Etat un stock de marchandises sur lequel elle prélève régulièrement des marchandises aux fins de livraison pour le compte de l'entreprise.
6. Une entreprise n'est pas considérée comme ayant un établissement stable dans un Etat contractant du seul fait qu'elle y exerce son activité par l'entremise d'un courtier, d'un commissionnaire général ou de tout autre agent jouissant d'un statut indépendant, à condition que ces personnes agissent dans le cadre ordinaire de leur activité.
7. Le fait qu'une société qui est un résident d'un Etat contractant contrôle ou est contrôlée par une société qui est un résident de l'autre Etat contractant ou qui y exerce son activité (que ce soit par l'intermédiaire d'un établissement stable ou non) ne suffit pas, en lui-même, à faire de l'une quelconque de ces sociétés un établissement stable de l'autre.

Article 6: Revenus immobiliers

1. Les revenus qu'un résident d'un Etat contractant tire de biens immobiliers, (y compris les revenus des exploitations agricoles ou forestières) situés dans l'autre Etat contractant, sont imposables dans cet autre Etat.
2. L'expression "biens immobiliers" a le sens que lui attribue le droit de l'Etat contractant où les biens considérés sont situés. L'expression comprend en tous cas les accessoires, le cheptel mort ou vif des exploitations agricoles et forestières, les droits auxquels s'appliquent les dispositions du droit privé concernant la propriété foncière, les droits qui peuvent être considérés comme l'usufruit des biens immobiliers et les droits à des paiements variables ou fixes pour l'exploitation ou la concession de l'exploitation de gisements minéraux, sources et autres ressources naturelles; les navires, bateaux et aéronefs ne sont pas considérés comme des biens immobiliers.
3. Les dispositions du paragraphe 1 s'appliquent aux revenus provenant de l'exploitation directe, de la location ou de l'affermage, ainsi que de toute autre forme d'exploitation de biens immobiliers.
4. Les dispositions des paragraphes 1 et 3 s'appliquent également aux revenus provenant des biens immobiliers d'une entreprise ainsi qu'aux revenus des biens immobiliers servant à l'exercice d'une profession indépendante.

Article 7: Bénéfices des entreprises

1. Les bénéfices d'une entreprise d'un Etat contractant ne sont imposables que dans cet Etat, à moins que l'entreprise n'exerce son activité dans l'autre Etat contractant par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé. Si l'entreprise exerce son activité d'une telle façon, les bénéfices de l'entreprise

sont imposables dans l'autre Etat mais uniquement dans la mesure où ils sont imputables à cet établissement stable.

2. Sous réserve des dispositions du paragraphe 3, lorsqu'une entreprise d'un Etat contractant exerce son activité dans l'autre Etat contractant par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé, il est imputé, dans chaque Etat contractant, à cet établissement stable les bénéfices qu'il aurait pu réaliser s'il avait constitué une entreprise distincte exerçant des activités identiques ou analogues dans des conditions identiques ou analogues et traitant en toute indépendance avec l'entreprise dont il constitue un établissement stable.
3. Pour déterminer les bénéfices d'un établissement stable, sont admises en déduction les dépenses exposées aux fins poursuivies, par cet établissement stable, y compris les dépenses de direction et les frais généraux d'administration ainsi exposés, (qui seraient déductibles si l'établissement stable était une entreprise indépendante dans la mesure où elles sont raisonnablement imputables à l'établissement stable, encourues soit) dans l'Etat contractant où est situé cet établissement stable, soit ailleurs.
4. S'il est d'usage, dans un Etat contractant, de déterminer les bénéfices imputables à un établissement stable sur la base d'une répartition des bénéfices totaux de l'entreprise entre ses diverses parties, aucune disposition du paragraphe 2 du présent article n'empêche cet Etat contractant de déterminer les bénéfices imposables selon la répartition en usage; la méthode de répartition adoptée doit cependant être telle que le résultat obtenu soit conforme au but général poursuivi par la présente Convention.
5. Aux fins des paragraphes précédents, les bénéfices à imputer à l'établissement stable sont déterminés chaque année selon la même méthode, à moins qu'il n'existe des motifs valables et suffisants de procéder autrement.
6. Lorsque les bénéfices comprennent des éléments de revenus traités séparément dans d'autres articles de la présente Convention, les dispositions de ces articles ne sont pas affectées par les dispositions du présent article.

Article 8 : Bénéfices du trafic international

1. Les bénéfices provenant de l'exploitation, en trafic international, de navires ou d'aéronefs ne sont imposables que dans l'Etat contractant où le siège social et le siège de direction effective de l'entreprise sont situés.
2. Si le siège de direction effective d'une entreprise de navigation maritime est à bord d'un navire, ce siège est considéré comme situé dans l'Etat contractant où se trouve le port d'attache de ce navire, ou à défaut de port d'attache, dans l'Etat contractant dont l'exploitant du navire est un résident.

3. Les dispositions du paragraphe 1 s'appliquent aussi aux bénéfices provenant de la participation à un pool, une exploitation en commun ou un organisme international d'exploitation.

Article 9: Redressement des bénéfices des entreprises dépendantes

Lorsque :

- a) une entreprise d'un Etat contractant participe directement ou indirectement à la direction, au contrôle ou au capital d'une entreprise de l'autre Etat contractant ; ou que
- b) Les mêmes personnes participent directement ou indirectement à la direction, au contrôle ou au capital d'une entreprise d'un Etat contractant et d'une entreprise de l'autre Etat contractant ;

et que, dans l'un et l'autre cas, les deux entreprises sont, dans leurs relations commerciales ou financières, liées par des conditions convenues ou imposées qui diffèrent de celles qui seraient convenues entre des entreprises indépendantes, les bénéfices qui, sans ces conditions, auraient été réalisés par l'une des entreprises mais n'ont pu l'être en fait à cause de ces conditions, peuvent être inclus dans les bénéfices de cette entreprise et imposés en conséquences.

Article 10: Dividendes

1. Les dividendes payés par une société qui est un résident d'un Etat contractant à un résident de l'autre Etat contractant sont imposables dans cet autre Etat.
2. Toutefois, ces dividendes sont aussi imposables dans l'Etat contractant dont la société qui paie les dividendes est un résident, et selon la législation de cet Etat. Toutefois si la personne qui reçoit les dividendes en est le bénéficiaire effectif, l'impôt ainsi établi ne peut excéder :
 - a) 5 pour cent du montant brut des dividendes si la participation du résident de l'autre Etat contractant, dans le capital de cette société excède 500.000 dollars américains ;
 - b) 10 pour cent du montant brut des dividendes dans tous les autres cas.
3. Le terme "dividendes" employé dans le présent article désigne les revenus provenant d'actions, de parts de fondateur ou autres parts bénéficiaires analogues, à l'exception des créances, ainsi que les revenus – mêmes attribués sous la forme d'intérêts – soumis au même régime fiscal que les revenus d'actions par la législation de l'Etat dont la société distributrice est un résident.
4. Les dispositions des paragraphes 1 et 2 ne s'appliquent pas lorsque le bénéficiaire effectif des dividendes, résident d'un Etat contractant, exerce dans l'autre Etat contractant dont la société qui paie les dividendes est un résident, soit une

activité industrielle ou commerciale par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé, soit une profession indépendante au moyen d'une base fixe qui y est située, et que la participation génératrice des dividendes s'y rattache effectivement. Dans ce cas, les dispositions de l'article 7 ou de l'article 14, suivant les cas, sont applicables.

5. Lorsqu'une société qui est un résident d'un Etat contractant tire des bénéfices ou des revenus de l'autre Etat contractant, cet autre Etat ne peut percevoir aucun impôt sur les dividendes payés par la société, sauf dans la mesure où ces dividendes sont payés à un résident de cet autre Etat ou dans la mesure où la participation génératrice des dividendes se rattache effectivement à un établissement stable ou à une base fixe situés dans cet autre Etat, ni prélever aucun impôt, au titre de l'imposition des bénéfices non distribués, sur les bénéfices non distribués de la société, même si les dividendes payés ou les bénéfices non distribués consistent en tout ou en partie en bénéfices ou revenus provenant de cet autre Etat.

Article 11 : Intérêts

1. Les intérêts provenant d'un Etat contractant et payés à un résident de l'autre Etat contractant sont imposables dans cet autre Etat.
2. Toutefois, ces intérêts – à l'exclusion des intérêts des prêts consentis à l'un des Etats contractants ou garantis par lui et de ceux afférents aux dépôts en devises – sont aussi imposables dans l'Etat contractant d'où ils proviennent et selon la législation de cet Etat; mais si la personne qui reçoit ces intérêts en est le bénéficiaire effectif, l'impôt ainsi établi ne peut excéder 10 pour cent du montant brut des intérêts.
3. Le terme "intérêts" employé dans le présent article désigne les revenus des créances de toute nature, assorties ou non de garanties hypothécaires ou d'une clause de participation aux bénéfices du débiteur, et notamment les revenus des fonds publics et des obligations d'emprunts, y compris les primes et lots attachés à ces titres. Cependant, ce terme ne comprend pas, au sens du présent article, les pénalisations pour paiement tardif, ni les intérêts traités comme des dividendes, en vertu de la première phrase de l'article 10, paragraphe 3.
4. Les dispositions des paragraphes 1 et 2 ne s'appliquent pas, lorsque le bénéficiaire effectif des intérêts, résident d'un Etat contractant, exerce dans l'autre Etat contractant d'où proviennent les intérêts, soit une activité industrielle ou commerciale par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé, soit une profession indépendante au moyen d'une base fixe qui y est située, et que la créance génératrice des intérêts s'y rattache effectivement. Dans ce cas, les dispositions de l'article 7 ou de l'article 14, suivant les cas, sont applicables.

5. Les intérêts sont considérés comme provenant d'un Etat contractant lorsque le débiteur est une autorité publique créée dans cet Etat ou un résident de cet Etat. Toutefois, lorsque le débiteur des intérêts, qu'il soit ou non un résident d'un Etat contractant, a dans l'autre Etat contractant un établissement stable, ou une base fixe, pour lequel la dette donnant lieu au paiement des intérêts a été contractée et qui supporte la charge de ces intérêts, ceux-ci sont considérés comme provenant de l'Etat où l'établissement stable, ou la base fixe, est situé.
6. Lorsque, en raison de relations spéciales existant entre le débiteur et le bénéficiaire effectif ou que l'un et l'autre entretiennent avec de tierces personnes, le montant des intérêts, compte tenu de la créance pour laquelle ils sont versés, excède celui dont seraient convenus le débiteur et le bénéficiaire effectif en l'absence de pareilles relations, les dispositions du présent article ne s'appliquent qu'à ce dernier montant. Dans ce cas, la partie excédentaire des paiements reste imposable conformément à la législation dans l'Etat contractant d'où proviennent les intérêts.

Article 12: Redevances

1. Les redevances provenant d'un Etat contractant et payées à un résident de l'autre Etat contractant sont imposables dans cet autre Etat.
2. Toutefois, ces redevances sont aussi imposables dans l'Etat contractant d'où elles proviennent et selon la législation de cet Etat, mais si la personne qui reçoit les redevances en est le bénéficiaire effectif, l'impôt ainsi établi ne peut excéder 10 pour cent du montant brut des redevances.
3. Le terme "redevances" employé dans le présent article désigne les rémunérations de toute nature payées pour l'usage ou la concession de l'usage d'un droit d'auteur sur une oeuvre littéraire, artistique ou scientifique, y compris les films cinématographiques et les films ou bandes enregistrées pour la radio ou la télévision, d'un programme d'ordinateur, d'un brevet, d'une marque de fabrique ou de commerce, d'un dessin ou d'un modèle, d'un plan, d'une formule ou d'un procédé secrets, ainsi que pour l'usage ou la concession de l'usage d'un équipement industriel, commercial ou scientifique et pour des rémunérations pour l'assistance technique.
4. Les dispositions des paragraphes 1 et 2 ne s'appliquent pas lorsque le bénéficiaire effectif des redevances, résident d'un Etat contractant, exerce dans l'autre Etat contractant d'où proviennent les redevances, soit une activité industrielle ou commerciale par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé, soit une profession indépendante au moyen d'une base fixe qui y est située, et que le droit ou le bien générateur des redevances s'y rattache effectivement. Dans ce cas, les dispositions de l'article 7 ou de l'article 14, suivant les cas, sont applicables.

5. Les redevances sont considérées comme provenant d'un Etat contractant lorsque le débiteur est une autorité publique créée dans cet Etat ou un résident de cet Etat. Toutefois, lorsque le débiteur des redevances, qu'il soit ou non un résident d'un Etat contractant a, dans cet Etat contractant un établissement stable, ou une base fixe, pour lequel l'obligation donnant lieu au paiement des redevances, celles-ci sont considérées comme provenant de l'Etat où l'établissement stable, ou une base fixe, est situé.
6. Lorsque, en raison de relations spéciales existant entre le débiteur et le bénéficiaire effectif ou que l'un et l'autre entretiennent avec de tierces personnes, le montant des redevances, compte tenu de la prestation pour laquelle elles sont payées, excède celui dont seraient convenus le débiteur et le bénéficiaire effectif en l'absence de pareilles relations, les dispositions du présent article ne s'appliquent qu'à ce dernier montant. Dans ce cas, la partie excédentaire des paiements reste imposable conformément à la législation dans l'Etat contractant d'où proviennent les redevances.

Article 13 : Gains en capital

1. Les gains qu'un résident d'un Etat contractant tire de l'aliénation de biens immobiliers visés à l'article 6, et situés dans l'autre Etat contractant, sont imposables dans cet autre Etat.
2. Les gains provenant de l'aliénation de biens mobiliers qui font partie de l'actif d'un établissement stable qu'une entreprise d'un Etat contractant a dans l'autre Etat contractant, ou de biens mobiliers qui appartiennent à une base fixe dont un résident d'un Etat contractant dispose dans l'autre Etat contractant pour l'exercice d'une profession indépendante, y compris de tels gains provenant de l'aliénation de cet établissement stable (seul ou avec l'ensemble de l'entreprise) ou de cette base fixe, sont imposables dans cet autre Etat.
3. Les gains provenant de l'aliénation de navires ou aéronefs exploités en trafic international ou de biens mobiliers affectés à l'exploitation de ces navires ou aéronefs, ne sont imposables que dans l'Etat contractant où le siège social et le siège de direction effective de l'entreprise sont situés.
4. Les gains provenant de l'aliénation d'actions d'une société dont le ou les biens sont constitués de biens immobiliers situés dans un Etat contractant sont imposables dans cet Etat.
5. Les gains provenant de l'aliénation de tous biens autres que ceux visés aux paragraphes 1, 2 et 3 ne sont imposables que dans l'Etat contractant dont le cédant est un résident.

Article 14: Revenus des professions indépendantes

1. Les revenus qu'un résident d'un Etat contractant tire d'une profession libérale ou d'autres activités de caractère indépendant, ne sont imposables que dans cet Etat, à moins que ce résident ne dispose dans l'autre Etat contractant d'une base fixe pour l'exercice de ces activités.

S'il dispose d'une telle base fixe, les revenus sont imposables dans l'autre Etat contractant, mais uniquement dans la mesure où ils sont imposables à cette base fixe.

2. L'expression "profession libérale" comprend notamment les activités indépendantes d'ordre scientifique, littéraire, artistique, éducatif ou pédagogique, ainsi que les activités indépendantes des médecins, avocats, ingénieurs, architectes, dentistes et comptables.

Article 15: Rémunérations d'un emploi salarié

1. Sous réserve des dispositions des articles 16, 18 et 19, les salaires, traitements et autres rémunérations similaires qu'un résident d'un Etat contractant reçoit au titre d'un emploi salarié ne sont imposables que dans cet Etat, à moins que l'emploi ne soit exercé dans l'autre Etat contractant. Si l'emploi y est exercé, les rémunérations reçues à ce titre sont imposables dans cet autre Etat.
2. Nonobstant les dispositions du paragraphe 1, les rémunérations qu'un résident d'un Etat contractant reçoit au titre d'un emploi salarié exercé dans l'autre Etat contractant ne sont imposables que dans le premier Etat si:
 - a) Le bénéficiaire séjourne dans l'autre Etat pendant une période ou des périodes n'excédant pas au total 183 jours au cours de l'année civile considérée; et
 - b) Les rémunérations sont payées par un employeur ou pour le compte d'un employeur qui n'est pas un résident de l'autre Etat; et
 - c) La charge des rémunérations n'est pas supportée par un établissement stable ou une base fixe que l'employeur a dans l'autre Etat.
3. Nonobstant les dispositions précédentes du présent article, les rémunérations reçues au titre d'un emploi salarié exercé à bord d'un navire ou d'un aéronef exploité par une entreprise en trafic international, sont imposables dans l'Etat contractant où le siège social et le siège de direction effective de l'entreprise sont situés.

Article 16: Rétributions spéciales

Les rétributions autres que celles visées à l'article 15 de la présente Convention qu'un résident d'un Etat contractant reçoit en sa qualité de membre du conseil d'administration ou de surveillance d'une société qui est un résident de l'autre Etat contractant, sont imposables dans cet autre Etat.

Article 17 : Revenus des artistes et sportifs

1. Nonobstant les dispositions des articles 14 et 15, les revenus qu'un résident d'un Etat contractant tire de ses activités personnelles exercées dans l'autre Etat contractant en tant qu'artiste du spectacle, tel qu'un artiste de théâtre, de cinéma, de la radio ou de la télévision, ou qu'un musicien, ou en tant que sportif, sont imposables dans cet autre Etat.
2. Lorsque les revenus d'activités qu'un artiste du spectacle ou un sportif exerce personnellement et en cette qualité sont attribuées non pas à l'artiste ou au sportif lui-même, mais à une personne, ces revenus sont imposables, nonobstant les dispositions des articles 7, 14 et 15, dans l'Etat contractant où les activités de l'artiste ou du sportif sont exercées.

Article 18 : Pensions

1. a) Les pensions et autres rémunérations similaires, payées sur des fonds publics constitués dans un Etat contractant ne sont imposables que dans cet Etat.
b) Toutefois les pensions reçues par la personne physique au titre de services rendus à un Etat contractant ne sont imposables que dans l'autre Etat contractant si cette personne est un résident de cet autre Etat et en possède la nationalité.
2. Les pensions et autres rémunérations similaires, payées à un résident d'un Etat contractant au titre d'un emploi antérieur sur des fonds autres que ceux visés dans le paragraphe 1, ne sont imposables que dans cet Etat.

Article 19 : Rémunérations publiques

1. a) Les rémunérations, autres que les pensions, payées par un Etat contractant à une personne physique, au titre de services rendus à cet Etat ne sont imposables que dans cet Etat.
b) Toutefois, ces rémunérations ne sont imposables que dans l'autre Etat contractant si les services sont rendus dans cet Etat et si la personne physique est un résident de cet Etat et :
 - (i) en possède la nationalité ; ou
 - (ii) n'est pas devenu un résident de cet Etat à seule fin de rendre les services.
2. Les dispositions des articles 15 et 16 s'appliquent aux rémunérations payées au titre de services rendus dans le cadre d'une activité industrielle ou commerciale exercée par une autorité publique créée dans un Etat contractant.

Article 20 : Sommes payées aux étudiants et stagiaires

1. Les sommes qu'un étudiant ou un stagiaire qui est, ou qui était immédiatement avant de se rendre dans un Etat contractant, un résident de l'autre Etat contractant

et qui séjourne dans le premier Etat à seule fin d'y poursuivre ses études ou sa formation, reçoit pour couvrir ses frais d'entretien, d'études ou de formation ne sont pas imposables dans ce premier Etat à condition qu'elles proviennent de sources situées en dehors de cet Etat.

2. En ce qui concerne les bourses et les rémunérations d'un emploi salarié auxquelles ne s'applique pas le paragraphe 1, un étudiant ou un stagiaire au sens du paragraphe 1 aura en outre, pendant la durée de ses études ou de sa formation, le droit de bénéficier des mêmes exonérations, dégrèvements ou réductions d'impôts que les résidents de l'Etat dans lequel il séjourne.

Article 21 : Autres revenus

1. Les éléments du revenu d'un résident d'un Etat contractant, d'où qu'ils proviennent, qui ne sont pas traités dans les articles précédents de la présente Convention ne sont imposables que dans cet Etat.
2. Les dispositions du paragraphe 1 ne s'appliquent pas aux revenus autres que les revenus provenant de biens immobiliers tels qu'ils sont définis au paragraphe 2 de l'article 6, lorsque le bénéficiaire de tels revenus, résident d'un Etat contractant, exerce dans l'autre Etat contractant, soit une activité industrielle ou commerciale par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé, soit une profession indépendante au moyen d'une base fixe qui y est située, et que le droit ou le bien générateur des revenus s'y rattache effectivement. Dans ces cas, les dispositions de l'article 7 ou de l'article 14, suivant les cas, sont applicables.
3. Nonobstant les dispositions des paragraphes 1 et 2, les éléments du revenu d'un résident d'un Etat contractant qui ne sont pas traités dans les articles précédents de la présente Convention et qui proviennent de l'autre Etat contractant sont aussi imposables dans cet autre Etat.

Article 22 : Fortune

1. La fortune constituée par des biens immobiliers visés à l'article 6, que possède un résident d'un Etat contractant et qui sont situés dans l'autre Etat contractant, est imposable dans cet autre Etat.
2. La fortune constituée par des biens mobiliers qui font partie de l'actif d'un établissement stable qu'une entreprise d'un Etat contractant a dans l'autre Etat contractant, ou par des biens mobiliers qui appartiennent à une base fixe dont un résident d'un Etat contractant dispose dans l'autre Etat contractant pour l'exercice d'une profession indépendante, est imposable dans cet autre Etat.
3. La fortune constituée par des navires et des aéronefs exploités en trafic international, par des bateaux servant à la navigation intérieure ainsi que par des biens mobiliers affectés à l'exploitation de ces navires, aéronefs ou bateaux, n'est

imposable que dans l'Etat contractant où le siège social et le siège de direction effective de l'entreprise sont situés.

4. Tous les autres éléments de la fortune d'un résident d'un Etat contractant ne sont imposables que dans cet Etat.

Article 23 : Méthodes pour éliminer les doubles impositions

1. Lorsqu'un résident d'un Etat contractant reçoit des revenus autres que ceux visés au paragraphe 2 qui, conformément aux dispositions de la présente Convention, sont imposables dans l'autre Etat contractant, le premier Etat exempté de l'impôt ces revenus, mais il peut, pour calculer le montant de ses impôts sur le reste des revenus de ce résident, appliquer le même taux que si les revenus en question n'avaient pas été exemptés.
2. Lorsqu'un résident d'un Etat contractant reçoit des revenus visés aux articles 10, 11 et 12, ou possède de la fortune qui, conformément aux dispositions de la présente Convention, sont imposables dans l'autre Etat contractant, le premier Etat accorde, sur l'impôt qu'il perçoit sur les revenus ou la fortune de ce résident une déduction d'un montant égal à l'impôt sur les revenus et/ou à l'impôt sur la fortune, payés dans l'autre Etat contractant. Cette déduction ne peut toutefois excéder la fraction de l'impôt sur les revenus ou de l'impôt sur la fortune, dus conformément à la législation du premier Etat.

Article 24 : Non-discrimination

1. Les nationaux d'un Etat contractant ne sont soumis dans l'autre Etat contractant à aucune imposition ou obligation y relative, qui est autre ou plus lourde que celles auxquelles sont ou pourront être assujettis les nationaux de cet autre Etat qui se trouvent dans la même situation, notamment au regard de la résidence. La présente disposition s'applique aussi, nonobstant les dispositions de l'article 1, aux personnes qui ne sont pas des résidents d'un Etat contractant ou des deux Etats contractants.
2. Les dispositions du paragraphe 1 ne peuvent être interprétées comme obligeant un Etat contractant à accorder aux résidents de l'autre Etat contractant les déductions personnelles, abattements et réductions d'impôt en fonction de la situation ou des charges de familles qu'il accorde à ses propres résidents.
3. L'imposition d'une entreprise d'un Etat contractant dans l'autre Etat contractant, qu'elle y possède un établissement stable ou non, n'est pas établie dans cet autre Etat d'une façon moins favorable que l'imposition des entreprises de cet autre Etat qui exercent la même activité.
4. A moins que les dispositions de l'article 9, de l'article 11, paragraphe 5 ou de l'article 12, paragraphe 5, ne soient applicables, les intérêts, redevances et

autres dépenses payés par une entreprise d'un Etat contractant à un résident de l'autre Etat contractant sont déductibles, pour la détermination des bénéfices imposables de cette entreprise, dans les mêmes conditions que s'ils avaient été payés à un résident du premier Etat. De même, les dettes d'une entreprise d'un Etat contractant envers un résident de l'autre Etat contractant sont déductibles, pour la détermination de la fortune imposable de cette entreprise, dans les mêmes conditions que si elles avaient été contractées envers un résident du premier Etat.

5. Les entreprises d'un Etat contractant, dont le capital est en totalité ou en partie, directement ou indirectement, détenu ou contrôlé par un ou plusieurs résidents de l'autre Etat contractant, ne sont soumises dans le premier Etat à aucune imposition ou obligation y relative, qui est autre ou plus lourde que celles auxquelles sont ou pourront être assujetties les autres entreprises similaires du premier Etat.
6. Les dispositions de la présente Convention ne doivent pas faire obstacle à l'application de dispositions fiscales prévues par la législation de l'un des Etats contractants en faveur des investissements.

Article 25: Procédure amiable

1. Lorsqu'une personne estime que les mesures prises par un Etat contractant ou par les deux Etats contractants entraînent ou entraîneront pour elle une imposition non conforme aux dispositions de la présente Convention, elle peut, indépendamment des recours prévus par le droit interne de ces Etats, soumettre son cas à l'autorité compétente de l'Etat contractant dont elle est un résident ou, si son cas relève du paragraphe 1 de l'article 24, à celle de l'Etat contractant dont elle possède la nationalité. Le cas doit être soumis dans un délai de trois ans à partir de la première notification de la mesure qui entraîne une imposition non conforme aux dispositions de la Convention.
2. L'autorité compétente s'efforce, si la requête lui paraît fondée et si elle n'est pas elle-même en mesure d'y apporter une solution satisfaisante, de résoudre le cas par voie d'accord amiable avec l'autorité compétente de l'autre Etat contractant, en vue d'éviter une imposition non conforme à la Convention.
3. Les autorités compétentes des Etats contractants s'efforcent, par voie d'accord amiable, de résoudre les difficultés ou de dissiper les doutes auxquels peuvent donner lieu l'interprétation ou l'application de la Convention.
4. Les autorités compétentes des Etats contractants se concertent au sujet des mesures administratives nécessaires à l'exécution des dispositions de la Convention et notamment au sujet des justifications à fournir par les résidents

de chaque Etat contractant pour bénéficier dans l'autre Etat des exemptions ou réductions d'impôts prévues à cette Convention.

5. Les autorités compétentes des Etats contractants peuvent communiquer directement entre elles en vue de parvenir à un accord comme il est indiqué aux paragraphes précédents. Si des échanges de vues oraux semblent devoir faciliter cet accord, ces échanges de vues peuvent avoir lieu au sein d'une commission composée de représentants des autorités compétentes des Etats contractants.

Article 26 : Échange de renseignements

1. Les autorités compétentes des Etats contractants échangent les renseignements nécessaires pour appliquer les dispositions de la présente Convention ou celles de la législation interne des Etats contractants relatives aux impôts visés par la Convention dans la mesure où l'imposition qu'elle prévoit n'est pas contraire à la Convention. L'échange de renseignements n'est pas restreint par l'article 1. Les renseignements reçus par un Etat contractant sont tenus confidentiels de la même manière que les renseignements obtenus en application de la législation interne de cet Etat et ne sont communiqués qu'aux personnes ou autorités (y compris les tribunaux et organes administratifs) concernées par l'établissement ou le recouvrement des impôts visés par la Convention, par les procédures ou poursuites concernant ces impôts, ou par les décisions sur les recours relatifs à ces impôts. Ces personnes ou autorités n'utilisent ces renseignements qu'à ces fins. Elles peuvent faire état de ces renseignements au cours d'audiences publiques de tribunaux ou dans des jugements.
2. Les dispositions du paragraphe 1 ne peuvent en aucun cas être interprétées comme imposant à un Etat contractant l'obligation :
 - a) de prendre des mesures administratives dérogeant à sa législation et à sa pratique administrative ou à celles de l'autre Etat contractant ;
 - b) de fournir des renseignements qui ne pourraient être obtenus sur la base de sa législation ou dans le cadre de sa pratique administrative normale ou de celles de l'autre Etat contractant ;
 - c) de fournir des renseignements tenus confidentiels en matière commerciale, industrielle, professionnelle ou un procédé commercial ou des renseignements dont la communication serait contraire à ses intérêts.

Article 27 : Membres des missions diplomatiques et des postes consulaires

Les dispositions de la présente Convention ne portent pas atteinte aux privilèges fiscaux des membres des missions diplomatiques et des postes consulaires en vertu soit des règles générales du droit international, soit des dispositions d'accords particuliers.

Article 28: Divers

Les dispositions de la présente Convention ne peuvent être interprétées comme pouvant déroger aux dispositions d'ordre fiscal contenues dans tous accords, sous réserve de leur ratification.

Article 29: Entrée en vigueur

1. Les Etats contractants se notifieront, par écrit et par la voie diplomatique, l'accomplissement des procédures nécessaires pour l'entrée en vigueur de la présente Convention.
2. La Convention entrera en vigueur dès la date de réception de la dernière notification prévue au paragraphe 1 du présent article et ses dispositions seront applicables :
 - a) aux impôts dus à la source sur les revenus attribués ou mis en paiement à partir du premier janvier de l'année suivant celle de son entrée en vigueur ;
 - b) aux autres impôts établis sur les revenus de périodes imposables commençant à partir du premier janvier de l'année suivant celle de son entrée en vigueur ;
 - c) aux impôts établis sur des éléments de la fortune existant au premier janvier de toute année suivant celle de son entrée en vigueur.

Article 30: Dénonciation

La présente Convention demeurera en vigueur tant qu'elle n'aura pas été dénoncée par un Etat contractant. Chaque Etat contractant peut dénoncer la Convention par écrit et par la voie diplomatique avec un préavis minimum de six mois avant la fin de toute année civile et à partir de la cinquième année suivant celle de l'entrée en vigueur de la Convention.

Dans ce cas, la Convention cessera d'être applicable :

- a) aux impôts dus à la source sur les revenus attribués ou mis en paiement à partir du premier janvier de l'année suivant celle de la dénonciation ;
- b) aux autres impôts établis sur des revenus de périodes imposables commençant à partir du premier janvier de l'année suivant celle de la dénonciation ;
- c) aux impôts établis sur des éléments de la fortune existant au premier janvier de l'année suivant celle de la dénonciation.

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés, ont signé la présente Convention.

Fait en deux exemplaires à Moscou, le 4 septembre 1997, en langues arabe, russe et française, chaque texte faisant également foi. En cas de divergence d'interprétation entre les textes arabe et russe, le texte français sera, dans ce cas, pris en considération.

❑ RWANDA

- **Dahir n° 1-17-31 du 8 hijra 1438 (30 août 2017) portant promulgation de la loi n° 06-17 portant approbation de la Convention faite à Kigali le 19 octobre 2016 entre le Royaume du Maroc et la République du Rwanda tendant à éviter la double imposition et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu (1)**

LOUANGE A DIEU SEUL!

(Grand Sceau de Sa Majesté Mohammed VI)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur!

Que Notre Majesté Chérifienne,

Vu la Constitution, notamment ses articles 42 et 50 et 55 (2^e alinéa),

A décidé ce qui suit :

Est promulguée et sera publiée au Bulletin officiel, à la suite du présent dahir, la loi n° 06-17 portant approbation de la Convention faite à Kigali le 19 octobre 2016 entre le Royaume du Maroc et la République du Rwanda tendant à éviter la double imposition et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu, telle qu'adoptée par la Chambre des représentants et la Chambre des conseillers.

Fait à Rabat, le 8 hijra 1438 (30 août 2017).

Pour contreseing :

Le Chef du gouvernement,

Saad Dine El Otmani.

*
* * *

(1) *B.O.* n° 6606 du 21 septembre 2017.

Le texte en langue arabe a été publié dans l'édition générale du *Bulletin officiel* n° 6605 du 27 hijra 1438 (18 septembre 2017).

Loi n° 06-17 portant approbation de la Convention faite à Kigali le 19 octobre 2016 entre le Royaume du Maroc et la République du Rwanda tendant à éviter la double imposition et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu

Article unique

Est approuvée la Convention faite à Kigali le 19 octobre 2016 entre le Royaume du Maroc et la République du Rwanda tendant à éviter la double imposition et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu.

❑ SÉNÉGAL

- **Dahir n° 1-03-198 du 1^{er} rabii I 1425 (21 avril 2004) portant promulgation de la loi n° 55-02 portant approbation, quant au principe, de la ratification de la Convention faite à Dakar le 1^{er} mars 2002 entre le Royaume du Maroc et la République du Sénégal tendant à éviter la double imposition et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu (1)**

[...]

Vu la Constitution, notamment son article 26 et le 2^e alinéa de son article 31,

Est promulguée et sera publiée au *Bulletin officiel*, à la suite du présent dahir, la loi n° 55-02 telle qu'adoptée par la Chambre des représentants et la Chambre des conseillers et portant approbation, quant au principe, de la ratification de la Convention faite à Dakar le 1^{er} mars 2002 entre le Royaume du Maroc et la République du Sénégal tendant à éviter la double imposition et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu.

*
* * *

Loi n° 55-02 portant approbation, quant au principe, de la ratification de la Convention faite à Dakar le 1^{er} mars 2002 entre le Royaume du Maroc et la République du Sénégal tendant à éviter la double imposition et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu

Article unique

Est approuvée, quant au principe, la ratification de la Convention faite à Dakar le 1^{er} mars 2002 entre le Royaume du Maroc et la République du Sénégal tendant à éviter la double imposition et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu.

(1) *B.O.* n° 5214 du 20 mai 2004.

Le texte en langue arabe a été publié dans l'édition générale du *Bulletin officiel* n° 5211 du 20 rabii I 1425 (10 mai 2004).

- **Dahir n° 1-03-199 du 22 safar 1430 (18 février 2009) portant publication de la Convention faite à Dakar le 1^{er} mars 2002 entre le Royaume du Maroc et la République du Sénégal tendant à éviter la double imposition et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu (1)**

LOUANGE A DIEU SEUL!

(Grand Sceau de Sa Majesté Mohammed VI)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur!

Que Notre Majesté Chérifienne,

Vu la Convention faite à Dakar le 1^{er} mars 2002 entre le Royaume du Maroc et la République du Sénégal tendant à éviter la double imposition et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu;

Vu la loi n° 55-02 promulguée par le dahir n° 1-03-198 du 7 moharrem 1426 (16 février 2005) et portant approbation, quant au principe, de la ratification de la Convention précitée;

Vu le procès-verbal d'échange des instruments de ratification de la convention précitée fait à Rabat le 19 avril 2006,

A décidé ce qui suit :

Sera publiée au *Bulletin officiel*, à la suite du présent dahir, la Convention faite à Dakar le 1^{er} mars 2002 entre le Royaume du Maroc et la République du Sénégal tendant à éviter la double imposition et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu.

Fait à Fès, le 22 safar 1430 (18 février 2009).

Pour contreseing:

Le Premier ministre,

Abbas El Fassi.

*
* *

(1) *B.O.* n° 5736 du 21 mai 2009.

Le texte en langue arabe a été publié dans l'édition générale du *Bulletin officiel* n° 5735 du 22 jourmada I 1430 (18 mai 2009).

Convention entre le Royaume du Maroc et la République du Sénégal tendant à éviter la double imposition et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu

Le Gouvernement du Royaume du Maroc et le Gouvernement de la République du Sénégal, désireux de promouvoir et de renforcer les relations économiques par la conclusion d'une Convention tendant à éviter la double imposition et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu, sont convenus des dispositions suivantes :

Article 1 : Personnes visées

La présente Convention s'applique aux personnes qui sont des résidents d'un Etat Contractant ou des deux Etats Contractants.

Article 2 : Impôts visés

1. La présente Convention s'applique aux impôts sur le revenu perçus pour le compte d'un Etat Contractant, de ses subdivisions politiques ou administratives ou de ses collectivités locales, quel que soit le système de perception.
2. Sont considérés comme impôts sur le revenu, les impôts perçus sur le revenu total, ou sur des éléments du revenu, y compris les impôts sur les gains provenant de l'aliénation de biens mobiliers ou immobiliers, les impôts sur le montant global des salaires payés par les entreprises, ainsi que les impôts sur les plus-values.
3. Les impôts actuels auxquels s'applique la Convention sont notamment :
 - a) en ce qui concerne le Royaume du Maroc :
 - (i) l'impôt général sur le revenu ;
 - (ii) l'impôt sur les sociétés ;(ci-après dénommés « impôt marocain »).
 - b) en ce qui concerne la République du Sénégal :
 - (i) l'impôt sur les sociétés ;
 - (ii) l'impôt minimum forfaitaire sur les sociétés ;
 - (iii) l'impôt sur le revenu des personnes physiques ;
 - (iv) la contribution forfaitaire à la charge des employeurs ;
 - (v) la taxe de plus-value sur les terrains bâtis ou non-bâtis ;(ci-après dénommés « impôt sénégalais »).
4. La Convention s'applique aussi aux impôts de nature identique ou analogue qui seraient établis après la date de signature de la Convention et qui s'ajouteraient aux impôts actuels ou qui les remplaceraient. Les autorités compétentes des Etats

Contractants se communiquent périodiquement les modifications importantes apportées à leurs législations fiscales respectives.

Article 3 : Définitions générales

1. Au sens de la présente Convention, à moins que le contexte n'exige une interprétation différente :
 - a) les expressions « un Etat Contractant » et « l'autre Etat Contractant » désignent, suivant le contexte, le Royaume du Maroc ou la République du Sénégal ;
 - b) le terme « Maroc » désigne le Royaume du Maroc et, lorsqu'il est employé dans le sens géographique, le terme Maroc comprend :
 - (i) le territoire du Royaume du Maroc, sa mer territoriale, et
 - (ii) la zone maritime au-delà de la mer territoriale, comportant le lit de mer et son sous-sol (plateau continental) et la zone économique exclusive sur laquelle le Maroc exerce ses droits souverains conformément à sa législation et au droit international, aux fins d'exploration et d'exploitation de leurs richesses naturelles.
 - c) le terme « Sénégal » désigne la République du Sénégal ; employé dans un sens géographique, il désigne le territoire national, les eaux territoriales ainsi que les zones maritimes sur lesquelles, conformément au droit international, le Sénégal exerce des droits de souveraineté ou de juridiction ;
 - d) le terme « impôt » désigne l'impôt marocain ou l'impôt sénégalais suivant le contexte ;
 - e) le terme « personne » comprend les personnes physiques, les sociétés et tous autres groupements de personnes ;
 - f) le terme « société » désigne toute personne morale ou toute autre entité qui est considérée comme une personne morale aux fins d'imposition ;
 - g) les expressions « entreprise d'un Etat Contractant » et « entreprise de l'autre Etat Contractant » désignent respectivement une entreprise exploitée par un résident d'un Etat Contractant et une entreprise exploitée par un résident de l'autre Etat Contractant ;
 - h) le terme « nationaux » désigne :
 - (i) toutes les personnes physiques qui possèdent la nationalité d'un Etat Contractant ;
 - (ii) toutes les personnes morales, sociétés de personnes et associations constituées conformément à la législation en vigueur dans un Etat Contractant ;
 - i) l'expression « trafic international » désigne tout transport effectué par un navire ou un aéronef exploité par une entreprise dont le siège de direction effective est

situé dans un Etat Contractant, sauf lorsque le navire ou l'aéronef n'est exploité qu'entre des points situés dans l'autre Etat Contractant ;

- j) l'expression « autorité compétente » désigne :
- (i) dans le cas du Royaume du Maroc, le ministre de l'Economie et des Finances ou son représentant dûment autorisé.
 - (ii) dans le cas de la République du Sénégal, le ministre chargé des Finances ou son représentant autorisé ;
2. Pour l'application de la Convention à un moment donné par un Etat Contractant, tout terme ou expression qui n'y est pas défini a, sauf si le contexte exige une interprétation différente, le sens que lui attribue à ce moment le droit de cet Etat concernant les impôts auxquels s'applique la Convention, le sens attribué à ce terme ou expression par le droit fiscal de cet Etat prévalant sur le sens que lui attribuent les autres branches du droit de cet Etat.

Article 4 : Résident

1. Au sens de la présente Convention, l'expression « résident d'un Etat Contractant » désigne toute personne qui, en vertu de la législation de cet Etat, est assujettie à l'impôt dans cet Etat, en raison de son domicile, de sa résidence, de son siège de direction ou de tout autre critère de nature analogue, et s'applique aussi à cet Etat ainsi qu'à toutes ses subdivisions politiques ou administratives ou à ses collectivités locales. Toutefois, cette expression ne comprend pas les personnes qui ne sont assujetties à l'impôt dans cet Etat que pour les revenus de sources situées dans cet Etat.
2. Lorsque, selon les dispositions du paragraphe 1, une personne physique est un résident des deux Etats Contractants, sa situation est réglée de la manière suivante :
- a) cette personne est considérée comme un résident seulement de l'Etat Contractant où elle dispose d'un foyer d'habitation permanent ; si elle dispose d'un foyer d'habitation permanent dans les deux Etats, elle est considérée comme un résident de l'Etat Contractant avec lequel ses liens personnels et économiques sont les plus étroits (centre des intérêts vitaux) ;
 - b) si l'Etat Contractant où cette personne a le centre de ses intérêts vitaux ne peut pas être déterminé, ou si elle ne dispose d'un foyer d'habitation permanent dans aucun des Etats, elle est considérée comme un résident seulement de l'Etat Contractant où elle séjourne de façon habituelle ;
 - c) si cette personne séjourne de façon habituelle dans les deux Etats Contractants, ou si elle ne séjourne de façon habituelle dans aucun d'eux, elle est considérée comme un résident seulement de l'Etat Contractant dont elle possède la nationalité ;

- d) si cette personne possède la nationalité des deux Etats Contractants, ou si elle ne possède la nationalité d'aucun d'eux, les autorités compétentes des Etats Contractants tranchent la question d'un commun accord.
3. Lorsque, selon les dispositions du paragraphe 1, une personne autre qu'une personne physique est un résident des deux Etats Contractants, elle est considérée comme un résident seulement de l'Etat Contractant où son siège de direction effective est situé.

Article 5 : Etablissement stable

1. Au sens de la présente Convention, l'expression « établissement stable » désigne une installation fixe d'affaires par l'intermédiaire de laquelle une entreprise exerce tout ou partie de son activité.
2. L'expression « établissement stable » comprend notamment :
- a) un siège de direction ;
 - b) une succursale ;
 - c) un bureau ;
 - d) une usine ;
 - e) un atelier ;
 - f) une mine, un puits de pétrole ou de gaz, une carrière ou tout autre lieu d'extraction de ressources naturelles ;
 - g) un point de vente ;
 - h) un entrepôt mis à la disposition d'une personne pour stocker les marchandises d'autrui ; et
 - i) une ferme ou une plantation.
3. L'expression « établissement stable » englobe également :
- a) un chantier de construction, de montage ou de surveillance mais seulement si sa durée dépasse 6 mois.
 - b) la fourniture de services, y compris les services de consultants, par une entreprise agissant par l'intermédiaire de salariés ou d'autre personnel engagé par l'entreprise à cette fin, mais seulement lorsque les activités de cette nature se poursuivent (pour le même projet ou un projet connexe) sur le territoire de l'Etat Contractant pendant une ou des périodes représentant un total de plus de 2 mois dans les limites d'une période quelconque de douze mois ;
 - c) une entreprise est considérée comme ayant un établissement stable dans un Etat Contractant pour y exercer son activité commerciale si elle procure des services ou fournit des équipements et engins de location utilisés dans la prospection, l'extraction ou l'exploitation d'huiles minérales dans cet Etat.

4. Nonobstant les dispositions précédentes du présent article, on considère qu'il n'y a pas «établissement stable» si :
 - a) il est fait usage d'installations aux seules fins de stockage ou d'exposition de marchandises appartenant à l'entreprise ;
 - b) des marchandises appartenant à l'entreprise sont entreposées aux seules fins de stockage ou d'exposition ;
 - c) des marchandises appartenant à l'entreprise sont entreposées aux seules fins de transformation par une autre entreprise ;
 - d) une installation fixe d'affaires est utilisée aux seules fins d'acheter des marchandises ou de réunir des informations pour l'entreprise ;
 - e) une installation fixe d'affaires est utilisée aux seules fins d'exercer, pour l'entreprise, toute autre activité de caractère préparatoire ou auxiliaire ;
 - f) une installation fixe d'affaires est utilisée aux seules fins de l'exercice cumulé d'activités mentionnées aux alinéas a) à e), à condition que l'activité d'ensemble de l'installation fixe d'affaires résultant de ce cumul garde un caractère préparatoire ou auxiliaire.
5. Nonobstant les dispositions des paragraphes 1 et 2, lorsqu'une personne – autre qu'un agent jouissant d'un statut indépendant auquel s'applique le paragraphe 7 – agit dans un Etat Contractant pour une entreprise d'un autre Etat Contractant, cette entreprise est considérée comme ayant un établissement stable dans le premier Etat Contractant pour toutes activités que cette personne exerce pour elle si ladite personne :
 - a) dispose dans cet Etat du pouvoir, qu'elle y exerce habituellement, de conclure des contrats au nom de l'entreprise, à moins que les activités de cette personne ne soient limitées à celles qui sont énumérées au paragraphe 4 et qui, exercées dans une installation fixe d'affaires, ne feraient pas de cette installation fixe d'affaires un établissement stable au sens dudit paragraphe ; ou
 - b) ne disposant pas de ce pouvoir, elle conserve habituellement dans le premier Etat un stock de marchandises sur lequel elle prélève régulièrement des marchandises aux fins de livraison pour le compte de l'entreprise.
6. Nonobstant les dispositions précédentes du présent article, une entreprise d'assurance d'un Etat Contractant est considérée, sauf en matière de réassurance, comme ayant un établissement stable dans l'autre Etat Contractant, si elle collecte des primes sur le territoire de cet autre Etat, ou assure les risques qui y sont situés par l'intermédiaire d'une personne autre qu'un agent jouissant d'un statut indépendant auquel s'applique le paragraphe 7.
7. Une entreprise n'est pas considérée comme ayant un établissement stable dans un Etat Contractant du seul fait qu'elle y exerce son activité par l'entremise d'un courtier, d'un commissionnaire général ou de tout autre agent jouissant

d'un statut indépendant, à condition que ces personnes agissent dans le cadre ordinaire de leur activité. Toutefois, lorsque les activités d'un tel agent sont consacrées entièrement ou presque pour le compte de cette entreprise, et que des conditions sont convenues ou imposées entre cette entreprise et l'agent dans leur relation commerciale et financière qui diffèrent de celles qui auraient pu être établies entre deux entreprises indépendantes, il n'est pas considéré comme un agent jouissant d'un statut indépendant au sens de ce paragraphe.

8. Le fait qu'une société qui est un résident d'un Etat Contractant contrôle ou est contrôlée par une société qui est un résident de l'autre Etat Contractant ou qui y exerce son activité (que ce soit par l'intermédiaire d'un établissement stable ou non) ne suffit pas, en lui-même, à faire de l'une quelconque de ces sociétés un établissement stable de l'autre.

Article 6: Revenus immobiliers

1. Les revenus qu'un résident d'un Etat Contractant tire de biens immobiliers (y compris les revenus des exploitations agricoles ou forestières) situés dans l'autre Etat Contractant, sont imposables dans cet autre Etat.
2. L'expression « biens immobiliers » a le sens que lui attribue le droit de l'Etat Contractant où les biens considérés sont situés. L'expression comprend, en tous cas, les accessoires, le cheptel mort ou vif des exploitations agricoles et forestières, les droits auxquels s'appliquent les dispositions du droit privé concernant la propriété foncière, l'usufruit des biens immobiliers et les droits à des paiements variables ou fixes pour l'exploitation ou la concession de l'exploitation de gisements minéraux, sources et autres ressources naturelles; les navires, bateaux et aéronefs ne sont pas considérés comme des biens immobiliers.
3. Les dispositions du paragraphe 1 s'appliquent aux revenus provenant de l'exploitation directe, de la location ou de l'affermage, ainsi que de toute autre forme d'exploitation des biens immobiliers.
4. Les dispositions des paragraphes 1 et 3 s'appliquent également aux revenus provenant des biens immobiliers d'une entreprise ainsi qu'aux revenus des biens immobiliers servant à l'exercice d'une profession indépendante.
5. Les dispositions précédentes s'appliquent également aux revenus provenant des biens mobiliers ou aux revenus provenant des services liés à l'usage ou au droit d'usage de biens immobiliers qui, conformément à la législation fiscale de l'Etat Contractant dans lequel les biens en question sont situés, sont assimilés aux revenus des biens immobiliers.

Article 7 : Bénéfices des entreprises

1. Les bénéfices d'une entreprise d'un Etat Contractant ne sont imposables que dans cet Etat, à moins que l'entreprise n'exerce son activité dans l'autre Etat Contractant par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé. Si l'entreprise exerce son activité d'une telle façon, les bénéfices de l'entreprise sont imposables dans l'autre Etat mais uniquement dans la mesure où ils sont imputables :
 - a) audit établissement stable ; ou
 - b) aux ventes, dans cet autre Etat, de marchandises de même nature que celles qui sont vendues par l'établissement stable, ou de nature analogue ; ou
 - c) à d'autres activités commerciales exercées dans cet autre Etat et de même nature que celles qui sont exercées par l'établissement stable, ou de nature analogue.
2. Sous réserve des dispositions du paragraphe 3, lorsqu'une entreprise d'un Etat Contractant exerce son activité dans l'autre Etat Contractant par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé, il est imputé, dans chaque Etat Contractant, à cet établissement stable les bénéfices qu'il aurait pu réaliser s'il avait constitué une entreprise distincte exerçant des activités identiques ou analogues dans des conditions identiques ou analogues et traitant en toute indépendance avec l'entreprise dont il constitue un établissement stable.
3. Pour déterminer les bénéfices d'un établissement stable, sont admises en déduction les dépenses exposées aux fins poursuivies par cet établissement stable, y compris les dépenses de direction et les frais généraux d'administration ainsi exposés, soit dans l'Etat Contractant où est situé cet établissement stable, soit ailleurs. Toutefois, aucune déduction ne sera admise pour les sommes qui seraient, le cas échéant, versées (à d'autres titres que le remboursement de frais encourus) par l'établissement stable au siège central de l'entreprise ou à l'un quelconque de ses bureaux, comme redevances, honoraires, ou autres paiements similaires pour l'usage de brevets ou d'autres droits, ou comme commissions, pour des services précis rendus ou pour une activité de direction ou, sauf dans le cas d'une entreprise bancaire, comme intérêts sur des sommes prêtées à l'établissement stable. De même, il n'est pas tenu compte, dans le calcul des bénéfices de l'établissement stable des mêmes sommes portées par l'établissement stable au débit du compte du siège central de l'entreprise ou de l'un quelconque de ses bureaux.
4. S'il est d'usage, dans un Etat Contractant, de déterminer les bénéfices imputables à un établissement stable sur la base d'une répartition des bénéfices totaux de l'entreprise entre ses diverses parties, aucune disposition du paragraphe 2 n'empêche cet Etat Contractant de déterminer les bénéfices imposables selon la répartition en usage ; la méthode de répartition adoptée doit, cependant, être telle que le résultat obtenu soit conforme aux principes contenus dans le présent article.

5. Aucun bénéfice n'est imputé à un établissement stable du fait qu'il a simplement acheté des marchandises pour l'entreprise.
6. Aux fins des paragraphes précédents, les bénéfices à imputer à l'établissement stable sont déterminés chaque année selon la même méthode, à moins qu'il n'existe des motifs valables et suffisants de procéder autrement.
7. Lorsque les bénéfices comprennent des éléments de revenus traités séparément dans d'autres articles de la présente Convention, les dispositions desdits articles ne sont pas affectées par les dispositions du présent article.

Article 8 : Navigation maritime et aérienne

1. Les bénéfices provenant de l'exploitation, en trafic international, de navires ou d'aéronefs ne sont imposables que dans l'Etat Contractant où le siège de direction effective de l'entreprise est situé.
2. Si le siège de direction effective d'une entreprise de navigation maritime est à bord d'un navire, ce siège est considéré comme situé dans l'Etat Contractant où se trouve le port d'attache de ce navire ou, à défaut de port d'attache, dans l'Etat Contractant dont l'exploitant du navire est un résident.
3. Les dispositions du paragraphe 1 s'appliquent aussi aux bénéfices provenant de la participation à un pool, un consortium, une exploitation en commun ou un organisme international d'exploitation, mais uniquement à la fraction des bénéfices ainsi réalisés qui revient à chaque participant au prorata de sa part dans l'entreprise commune.
4. Au sens du présent Article, les bénéfices de l'entreprise d'un Etat Contractant provenant de l'exploitation de navires ou aéronefs en trafic international, doivent comprendre les bénéfices inter alia provenant de l'usage ou de la location de containers, si de tels bénéfices sont accessoires par rapport aux bénéfices auxquels les dispositions du paragraphe 1 s'appliquent.

Article 9 : Entreprises associées

1. Lorsque :
 - a) une entreprise d'un Etat Contractant participe directement ou indirectement à la direction, au contrôle ou au capital d'une entreprise de l'autre Etat Contractant ; ou que
 - b) les mêmes personnes participent directement ou indirectement à la direction, au contrôle ou au capital d'une entreprise d'un Etat Contractant et d'une entreprise de l'autre Etat Contractant ;

et que, dans l'un et l'autre cas, les deux entreprises sont, dans leurs relations financières ou commerciales, liées par des conditions convenues ou imposées, qui

diffèrent de celles qui seraient convenues entre des entreprises indépendantes, les bénéfices qui, sans ces conditions, auraient été réalisés par l'une des entreprises mais n'ont pu l'être en fait à cause de ces conditions, peuvent être inclus dans les bénéfices de cette entreprise et imposés en conséquence.

2. Lorsqu'un Etat Contractant inclut dans les bénéfices d'une entreprise de cet Etat – et impose en conséquence – des bénéfices sur lesquels une entreprise de l'autre Etat Contractant a été imposée dans cet autre Etat, et que les bénéfices ainsi inclus sont des bénéfices qui auraient été réalisés par l'entreprise du premier Etat si les conditions convenues entre les deux entreprises avaient été celles qui auraient été convenues entre des entreprises indépendantes, l'autre Etat procède à un ajustement approprié du montant de l'impôt qui y a été perçu sur ces bénéfices. Pour déterminer cet ajustement, il est tenu compte des autres dispositions de la présente Convention et, si c'est nécessaire, les autorités compétentes des Etats Contractants se consultent.

Article 10: Dividendes

1. Les dividendes payés par une société qui est un résident d'un Etat Contractant à un résident de l'autre Etat Contractant sont imposables dans cet autre Etat.
2. Toutefois, ces dividendes sont aussi imposables dans l'Etat Contractant dont la société qui paie les dividendes est un résident, et selon la législation de cet Etat, mais si le bénéficiaire effectif des dividendes est un résident de l'autre Etat contractant, l'impôt ainsi établi ne peut excéder 10 pour cent du montant brut des dividendes.

Les dispositions du présent paragraphe n'affectent pas l'imposition de la société au titre des bénéfices qui servent au paiement des dividendes.

3. Le terme « dividendes » employé dans le présent article désigne les revenus provenant d'actions, actions ou bons de jouissance, parts de mine, parts de fondateur ou autres parts bénéficiaires à l'exception des créances, ainsi que les revenus d'autres parts sociales, soumis au même régime fiscal que les revenus d'actions par la législation de l'Etat Contractant dont la société distributrice est un résident.
4. Les dispositions des paragraphes 1 et 2 ne s'appliquent pas lorsque le bénéficiaire effectif des dividendes, résident d'un Etat Contractant, exerce dans l'autre Etat Contractant dont la société qui paie les dividendes est un résident, soit une activité industrielle ou commerciale par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé, soit une profession indépendante au moyen d'une base fixe qui y est située, et que la participation génératrice des dividendes, s'y rattache effectivement. Dans ce cas, les dispositions de l'article 7 ou de l'article 14, suivant les cas, sont applicables.

5. Lorsqu'une société qui est un résident d'un Etat Contractant tire des bénéfices ou des revenus de l'autre Etat Contractant, cet autre Etat ne peut percevoir aucun impôt sur les dividendes payés par la société, sauf dans la mesure où ces dividendes sont payés à un résident de cet autre Etat ou dans la mesure où la participation génératrice des dividendes se rattache effectivement à un établissement stable ou à une base fixe situés dans cet autre Etat, ni prélever aucun impôt, au titre de l'imposition des bénéfices non distribués, sur les bénéfices non distribués de la société, même si les dividendes payés ou les bénéfices non distribués consistent en tout ou en partie en bénéfices ou revenus provenant de cet autre Etat.
6. Nonobstant toute autre disposition de la présente Convention, lorsqu'une société qui est un résident d'un Etat Contractant possède un établissement stable dans l'autre Etat Contractant, les bénéfices imposables en vertu du paragraphe 1 de l'article 7, sont soumis à une taxe retenue à la source dans cet autre Etat, en conformité avec sa législation fiscale, mais la taxe ainsi retenue ne peut excéder 10 pour cent du montant desdits bénéfices après en avoir déduit l'impôt sur les sociétés y appliqué dans cet autre Etat.

Article 11 : Intérêts

1. Les intérêts provenant d'un Etat Contractant et payés à un résident de l'autre Etat Contractant sont imposables dans cet autre Etat.
2. Toutefois, ces intérêts sont aussi imposables dans l'Etat Contractant d'où ils proviennent et selon la législation de cet Etat, mais si le bénéficiaire effectif des intérêts est un résident de l'autre Etat contractant, l'impôt ainsi établi ne peut excéder 10 pour cent du montant brut des intérêts.
3. Nonobstant les dispositions du paragraphe 2, les intérêts provenant d'un Etat Contractant et payés au gouvernement de l'autre Etat Contractant, sont exempts d'impôt dans le premier Etat Contractant.
4. Le terme «intérêts» employé dans le présent article désigne les revenus des créances de toute nature, assorties ou non de garanties hypothécaires ou d'une clause de participation aux bénéfices du débiteur, et notamment les revenus des fonds publics et des obligations d'emprunts, y compris les primes et lots attachés à ces titres. Les pénalisations pour paiement tardif ne sont pas considérées comme des intérêts au sens du présent article.
5. Les dispositions des paragraphes 1 et 2 ne s'appliquent pas lorsque le bénéficiaire effectif des intérêts, résident d'un Etat Contractant, exerce dans l'autre Etat Contractant d'où proviennent les intérêts, soit une activité industrielle ou commerciale par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé, soit

une profession indépendante au moyen d'une base fixe qui y est située, et que la créance génératrice des intérêts se rattache effectivement :

- a) à l'établissement stable ou à la base fixe en question ; ou
- b) aux activités d'affaires visées à l'alinéa c) du paragraphe 1 de l'article 7.

Dans ces cas, les dispositions de l'article 7 ou de l'article 14, suivant le cas, sont applicables.

6. Les intérêts sont considérés comme provenant d'un Etat Contractant lorsque le débiteur est cet Etat lui-même, une subdivision politique ou administrative, une collectivité locale ou un résident de cet Etat. Toutefois, lorsque le débiteur des intérêts, qu'il soit ou non un résident d'un Etat Contractant, a dans un Etat Contractant un établissement stable, ou une base fixe, pour lequel la dette donnant lieu au paiement des intérêts a été contractée et qui supporte la charge de ces intérêts, ceux-ci sont considérés comme provenant de l'Etat où l'établissement stable ou la base fixe est situé.
7. Lorsque, en raison de relations spéciales existant entre le débiteur et le bénéficiaire effectif des intérêts ou que l'un et l'autre entretiennent avec de tierces personnes, le montant des intérêts, compte tenu de la créance pour laquelle ils sont payés, excède celui dont seraient convenus le débiteur et le bénéficiaire effectif en l'absence de pareilles relations, les dispositions du présent article ne s'appliquent qu'à ce dernier montant. Dans ce cas, la partie excédentaire des paiements reste imposable selon la législation de chaque Etat Contractant et compte tenu des autres dispositions de la présente Convention.

Article 12: Redevances

1. Les redevances provenant d'un Etat Contractant et payées à un résident de l'autre Etat Contractant sont imposables dans cet autre Etat.
2. Toutefois, ces redevances sont aussi imposables dans l'Etat Contractant d'où elles proviennent et selon la législation de cet Etat, mais si le bénéficiaire effectif des redevances est un résident de l'autre Etat contractant, l'impôt ainsi établi ne peut excéder 10 pour cent du montant brut des redevances.
3. Le terme « redevances » employé dans le présent article désigne les rémunérations de toute nature payées pour l'usage ou la concession de l'usage d'un droit d'auteur sur une œuvre littéraire, artistique ou scientifique, y compris les films cinématographiques ou les films et enregistrements pour les émissions radiophoniques ou télévisées ou les transmissions par satellite, câble, fibres optiques ou technologies similaires utilisées pour les transmissions destinées au public, les bandes magnétiques, les disquettes ou disques laser (logiciels), d'un brevet, d'une marque de fabrique ou de commerce, d'un dessin ou d'un modèle, d'un plan, d'une formule ou d'un procédé secrets, pour l'usage ou la concession

de l'usage d'un équipement industriel, commercial, agricole ou scientifique ou pour des informations ayant trait à une expérience acquise dans le domaine industriel, commercial, agricole, ou scientifique (savoir-faire), ainsi que pour l'assistance technique et les prestations de services et de personnel autres que celles visées aux articles 14 et 15 de la présente Convention.

Le terme « redevances » comprend aussi les gains provenant de l'aliénation de ces biens ou droits dans la mesure où il sont rattachés production, à la productivité, à l'usage ou à la disposition de ces biens.

4. Les dispositions des paragraphes 1 et 2 ne s'appliquent pas lorsque le bénéficiaire effectif des redevances, résident d'un Etat contractant, exerce dans l'autre Etat contractant d'où proviennent les redevances, soit une activité industrielle ou commerciale par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé, soit une profession indépendante au moyen d'une base fixe qui y est située, et que le droit ou le bien générateur des redevances se rattache effectivement.
 - a) à l'établissement stable ou à la base fixe en question, ou
 - b) aux activités d'affaires visées à l'alinéa c) du paragraphe 1 de l'article 7.

Dans ce cas, les dispositions de l'article 7 ou de l'article 14, suivant le cas, sont applicables.

5. Les redevances sont considérées comme provenant d'un Etat contractant lorsque le débiteur est cet Etat lui-même, une subdivision politique ou administrative, une collectivité locale ou un résident de cet Etat. Toutefois, lorsque le débiteur des redevances, qu'il soit ou non un résident d'un Etat Contractant, a dans un Etat Contractant un établissement stable ou une base fixe, pour lequel l'engagement donnant lieu au paiement des redevances a été contacté et qui supporte la charge de ces redevances, celles-ci sont considérées comme provenant de l'Etat Contractant où l'établissement stable, ou la base fixe, est situé.
6. Lorsque, en raison de relations spéciales existant entre le débiteur et le bénéficiaire effectif des redevances ou que l'un et l'autre entretiennent avec de tierces personnes, le montant des redevances, compte tenu de la prestation pour laquelle elles sont payées, excède celui dont seraient convenus le débiteur et le bénéficiaire effectif en l'absence de pareilles relations, les dispositions du présent article ne s'appliquent qu'à ce dernier montant. Dans ce cas, la partie excédentaire des paiements reste imposable selon la législation de chaque Etat Contractant et compte tenu des autres dispositions de la présente Convention.

Article 13: Gains en capital

1. Les gains qu'un résident d'un Etat Contractant tire de l'aliénation de biens immobiliers visés à l'article 6 et situés dans l'autre Etat Contractant, sont imposables dans cet autre Etat.

2. Les gains provenant de l'aliénation de biens mobiliers qui font partie de l'actif d'un établissement stable qu'une entreprise d'un Etat Contractant a dans l'autre Etat Contractant, ou de biens mobiliers qui appartiennent à une base fixe dont un résident d'un Etat Contractant dispose dans l'autre Etat Contractant pour l'exercice d'une profession indépendante, y compris de tels gains provenant de l'aliénation de cet établissement stable (seul ou avec l'ensemble de l'entreprise) ou de cette base fixe, sont imposables dans cet autre Etat.
3. Les gains provenant de l'aliénation de navires ou d'aéronefs exploités en trafic international, ou de biens mobiliers affectés à l'exploitation de ces navires ou aéronefs, ne sont imposables que dans l'Etat Contractant où le siège de direction effective de l'entreprise est situé.
4. Les gains provenant de l'aliénation des actions en capital d'une société, dont les biens consistent à titre principal directement ou indirectement, en biens immobiliers situés dans un Etat contractant peuvent être imposés par cet Etat.
5. Les gains provenant de l'aliénation de tous biens autres que ceux visés aux paragraphes 1 à 4 du présent article et au paragraphe 3 de l'article 12 ne sont imposables que dans l'Etat Contractant dont le cédant est un résident.

Article 14: Professions indépendantes

1. Les revenus qu'un résident d'un Etat Contractant tire d'une profession libérale ou d'autres activités de caractère indépendant ne sont imposables que dans cet Etat; toutefois, ces revenus sont aussi imposables dans l'autre Etat Contractant dans les cas suivants:
 - a) si ce résident dispose de façon habituelle, dans l'autre Etat Contractant, d'une base fixe pour l'exercice de ses activités; en ce cas, seule la fraction des revenus qui est imputable à ladite base fixe est imposable dans l'autre Etat Contractant; ou
 - b) si son séjour dans l'autre Etat Contractant s'étend sur une période ou des périodes d'une durée totale égale ou supérieure à 183 jours durant toute période de douze mois commençant ou se terminant au cours de l'année fiscale considérée; en ce cas, seule la fraction des revenus qui est tirée des activités exercées dans cet autre Etat est imposable dans cet autre Etat.
2. L'expression « profession libérale » comprend notamment les activités indépendantes d'ordre scientifique, littéraire, artistique, éducatif ou pédagogique, ainsi que les activités indépendantes des médecins, avocats, ingénieurs, architectes, dentistes et comptables.

Article 15: Professions dépendantes

1. Sous réserve des dispositions des articles 16, 18, 19, 20 et 21, les salaires, traitements et autres rémunérations similaires qu'un résident d'un Etat Contractant reçoit au titre d'un emploi salarié ne sont imposables que dans cet Etat, à moins que l'emploi ne soit exercé dans l'autre Etat Contractant. Si l'emploi y est exercé, les rémunérations reçues à ce titre sont imposables dans cet autre Etat.
2. Nonobstant les dispositions du paragraphe 1, les rémunérations qu'un résident d'un Etat Contractant reçoit au titre d'un emploi salarié exercé dans l'autre Etat Contractant ne sont imposables que dans le premier Etat si :
 - a) le bénéficiaire séjourne dans l'autre Etat pendant une période ou des périodes n'excédant pas au total 183 jours durant toute période de 12 mois commençant ou se terminant au cours de l'année fiscale considérée, et
 - b) les rémunérations sont payées par un employeur ou pour le compte d'un employeur qui n'est pas un résident de l'autre Etat; et
 - c) la charge des rémunérations n'est pas supportée par un établissement stable ou une base fixe que l'employeur a dans l'autre Etat.
3. Nonobstant les dispositions précédentes du présent article, les rémunérations reçues au titre d'un emploi salarié exercé à bord d'un navire ou d'un aéronef exploité en trafic international, sont imposables dans l'Etat Contractant où le siège de direction effective de l'entreprise est situé.

Article 16: Tantièmes, rémunérations du personnel de direction de haut niveau

1. Les tantièmes, jetons de présence et autres rétributions similaires qu'un résident d'un Etat Contractant reçoit en sa qualité de membre du Conseil d'Administration, de surveillance ou d'un organe analogue d'une société qui est un résident de l'autre Etat Contractant sont imposables dans cet autre Etat.
2. Les salaires, traitements et autres rémunérations similaires qu'un résident d'un Etat Contractant reçoit en sa qualité de dirigeant occupant un poste de direction de haut niveau dans une société qui est un résident de l'autre Etat Contractant sont imposables dans cet autre Etat.

Article 17: Artistes et sportifs

1. Nonobstant les dispositions des articles 14 et 15, les revenus qu'un résident d'un Etat Contractant tire de ses activités personnelles exercées dans l'autre Etat Contractant en tant qu'artiste du spectacle, tel qu'un artiste de théâtre, de cinéma, de la radio ou de la télévision ou tel qu'un musicien, ou en tant que sportif, sont imposables dans cet autre Etat.

2. Lorsque les revenus d'activités qu'un artiste du spectacle ou un sportif exerce personnellement et en cette qualité sont attribués non pas à l'artiste ou au sportif lui-même mais à une autre personne, ces revenus sont imposables, nonobstant les dispositions des articles 7, 14 et 15, dans l'Etat Contractant où les activités de l'artiste du spectacle ou du sportif sont exercées.
3. Nonobstant les dispositions des paragraphes 1 et 2 du présent article, les revenus d'activités mentionnées au paragraphe 1 dans le cadre d'un programme d'échanges culturels ou sportifs approuvé et financé en totalité ou en partie par les gouvernements des deux Etats Contractants et qui ne sont pas exercées dans un but lucratif, sont exonérées d'impôts dans l'Etat Contractant où ces activités sont exercées.

Article 18 : Pensions, rentes viagères et prestations de sécurité sociale

1. Sous réserve des dispositions du paragraphe 2 de l'article 19, les pensions et autres rémunérations similaires payées à un résident d'un Etat Contractant au titre d'un emploi antérieur, ne sont imposables que dans cet Etat. La présente disposition s'applique également aux rentes viagères versées à un résident d'un Etat Contractant.
- 2 Les pensions, rentes viagères et autres versements périodiques ou occasionnels effectués par un Etat Contractant ou l'une de ses subdivisions politiques ou administratives pour assurer les accidents personnels ne sont imposables que dans cet Etat.
3. Nonobstant les dispositions du paragraphe 1, les pensions et autres sommes payées en application de la législation sur la sécurité sociale d'un Etat Contractant ne sont imposables que dans cet Etat.

Article 19 : Fonctions publiques

1. a) Les salaires, traitements et autres rémunérations similaires, autres que les pensions, payées par un Etat Contractant, l'une de ses subdivisions politiques ou administratives ou collectivités locales à une personne physique, au titre de services rendus à cet Etat ou à cette subdivision ou collectivité, ne sont imposables que dans cet Etat.
- b) Toutefois, ces salaires, traitements et autres rémunérations similaires ne sont imposables que dans l'autre Etat Contractant si les services sont rendus dans cet Etat et si la personne physique est un résident de cet Etat qui :
 - (i) possède la nationalité de cet Etat, ou
 - (ii) n'est pas devenu un résident de cet Etat à seule fin de rendre les services.
2. a) Les pensions payées par un Etat Contractant ou l'une de ses subdivisions politiques ou administratives ou Collectivités locales, soit directement soit par

prélèvement sur des fonds qu'ils ont constitués, à une personne physique au titre de services rendus à cet Etat, à cette subdivision ou collectivité, ne sont imposables que dans cet Etat.

- b) Toutefois, ces pensions ne sont imposables que dans l'autre Etat Contractant si la personne physique est un résident de cet autre Etat et en possède la nationalité.
3. Les dispositions des articles 15, 16, 17 et 18 s'appliquent aux salaires, traitements et autres rémunérations similaires ainsi qu'aux pensions payées au titre de services rendus dans le cadre d'une activité industrielle ou commerciale exercée par un Etat Contractant ou l'une de ses subdivisions politiques ou administratives ou collectivités locales.

Article 20 : Etudiants et stagiaires

Les sommes qu'un étudiant ou un stagiaire qui est, ou qui était immédiatement avant de se rendre dans un Etat Contractant, un résident de l'autre Etat Contractant et qui séjourne dans le premier Etat à seule fin d'y poursuivre ses études ou sa formation, reçoit pour couvrir ses frais d'entretien, d'études ou de formation ne sont pas imposables dans cet Etat, à condition qu'elles proviennent de sources situées en dehors de cet Etat.

Article 21 : Professeurs et chercheurs

1. Toute personne physique qui se rend dans un Etat contractant à l'invitation de cet Etat, d'une université, d'un établissement d'enseignement ou de toute autre institution culturelle sans but lucratif, ou dans le cadre d'un programme d'échanges culturels pour une période n'excédant pas deux ans à seule fin d'enseigner, de donner des conférences ou de mener des travaux de recherche dans cette Institution et qui est ou qui était un résident de l'autre Etat Contractant juste avant ce séjour est exemptée de l'impôt dans ledit premier Etat Contractant sur la rémunération qu'elle reçoit pour cette activité, si cette rémunération provient de sources situées en dehors de cet Etat.
2. Les dispositions du paragraphe 1 ne s'appliquent pas aux rémunérations reçues au titre de travaux de recherche entrepris non pas dans l'intérêt public, mais principalement en vue de la réalisation d'un avantage particulier bénéficiant à une ou à des personnes déterminées.

Article 22 : Autres revenus

1. Les éléments du revenu d'un résident d'un Etat Contractant, d'où qu'ils proviennent, qui ne sont pas traités dans les articles précédents de la présente Convention ne sont imposables que dans cet Etat.

2. Les dispositions du paragraphe 1 ne s'appliquent pas aux revenus autres que les revenus provenant de biens immobiliers, tels qu'ils sont définis au paragraphe 2 de l'article 6, lorsque le bénéficiaire de tels revenus, résident d'un Etat Contractant, exerce dans l'autre Etat Contractant, soit une activité industrielle ou commerciale par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé, soit une profession indépendante au moyen d'une base fixe qui y est située, et que le droit ou le bien générateur des revenus s'y rattache effectivement. Dans ce cas, les dispositions de l'article 7 ou de l'article 14, suivant le cas, sont applicables.

Article 23 : Méthodes pour éliminer les doubles impositions

1. Lorsqu'un résident d'un Etat Contractant reçoit des revenus qui, conformément aux dispositions de la présente Convention, sont imposables dans l'autre Etat Contractant, le premier Etat Contractant devrait accorder sur l'impôt qu'il perçoit sur les revenus de ce résident sous réserve des dispositions du sous-paragraphe b), une déduction d'un montant égal à l'impôt sur le revenu payé dans l'autre Etat Contractant. Toutefois, cette déduction ne peut excéder la fraction de l'impôt sur le revenu du premier Etat contractant, calculé avant déduction, correspondant aux revenus imposables dans l'autre Etat Contractant.
2. Aux fins de l'application des dispositions du sous-paragraphe a), les exonérations et réductions d'impôts dont bénéficie un résident d'un Etat contractant au titre des revenus imposables dans cet Etat, pour une période déterminée, en vertu de la législation interne de cet Etat relative aux incitations fiscales, sont réputées valoir paiement desdits impôts, et doivent être déduites de l'impôt éventuellement établi sur les mêmes revenus dans l'autre Etat contractant.
3. Lorsque, conformément à une disposition quelconque de la présente convention, les revenus qu'un résident d'un Etat contractant reçoit sont exonérés d'impôt dans cet Etat, celui-ci peut néanmoins, pour calculer l'impôt sur le reste des revenus de ce résident, tenir compte des revenus exonérés.

Article 24 : Non-discrimination

1. Les nationaux d'un Etat Contractant ne sont soumis dans l'autre Etat Contractant à aucune imposition ou obligation y relative, qui est autre ou plus lourde que celles auxquelles sont ou pourront être assujettis les nationaux de cet autre Etat qui se trouvent dans la même situation notamment au regard de la résidence. La présente disposition s'applique aussi, nonobstant les dispositions de l'article 1, aux personnes qui ne sont pas des résidents d'un Etat Contractant ou des deux Etats Contractants.
2. Les apatrides qui sont des résidents d'un Etat contractant ne sont soumis dans l'un ou l'autre Etat contractant à aucune imposition ou obligation y relative, qui est autre ou plus lourde que celles auxquelles sont ou pourront être assujetties les

nationaux de l'Etat concerné qui se trouvent dans la même situation notamment au regard de la résidence.

3. L'imposition d'un établissement stable qu'une entreprise d'un Etat Contractant a dans l'autre Etat Contractant n'est pas établie dans cet autre Etat d'une façon moins favorable que l'imposition des entreprises de cet autre Etat qui exercent la même activité. La présente disposition ne peut être interprétée comme obligeant un Etat Contractant à accorder aux résidents de l'autre Etat Contractant les déductions personnelles, abattements et réductions d'impôt en fonction de la situation ou des charges de famille qu'il accorde à ses propres résidents.
4. A moins que les dispositions du paragraphe 1 de l'article 9, du paragraphe 7 de l'article 11 ou du paragraphe 6 de l'article 12, ne soient applicables, les intérêts, redevances et autres dépenses payés par une entreprise d'un Etat Contractant à un résident de l'autre Etat Contractant sont déductibles, pour la détermination des bénéficiaires imposables de cette entreprise, dans les mêmes conditions que s'ils avaient été payés à un résident du premier Etat.
5. Les entreprises d'un Etat Contractant, dont le capital est en totalité ou en partie, directement ou indirectement, détenu ou contrôlé par un ou plusieurs résidents de l'autre Etat Contractant, ne sont soumises dans le premier Etat à aucune imposition ou obligation y relative, qui est autre ou plus lourde que celles auxquelles sont ou pourront être assujetties les autres entreprises similaires du premier Etat.
6. Les dispositions du présent article ne peuvent en aucun cas être interprétées comme empêchant l'un ou l'autre Etat contractant de :
 - percevoir la taxe visée au paragraphe 6 de l'article 10 ;
 - appliquer les dispositions de sa législation interne relatives à la sous-capitalisation et à l'égard de la charge de la preuve en ce qui concerne la déductibilité des charges.
7. Les dispositions de cet article s'appliquent, nonobstant les dispositions de l'article 2, aux impôts de toute nature ou dénomination.

Article 25 : Procédure amiable

1. Lorsqu'une personne estime que les mesures prises par un Etat Contractant ou par les deux Etats Contractants entraînent ou entraîneront pour elle une imposition non conforme aux dispositions de la présente Convention, elle peut, indépendamment des recours prévus par le droit interne de ces Etats, soumettre son cas à l'autorité compétente de l'Etat Contractant dont elle est un résident ou, si son cas relève du paragraphe 1 de l'article 24, à celle de l'Etat Contractant dont elle possède la nationalité. Le cas doit être soumis dans les trois ans qui

suivent la première notification des mesures qui entraînent une imposition non conforme aux dispositions de la Convention.

2. L'autorité compétente s'efforce, si la réclamation lui paraît fondée et si elle n'est pas elle-même en mesure d'y apporter une solution satisfaisante, de résoudre le cas par voie d'accord amiable avec l'autorité compétente de l'autre Etat Contractant, en vue d'éviter une imposition non conforme à la présente Convention. L'accord est appliqué quels que soient les délais prévus par le droit interne des Etats Contractants
3. Les autorités compétentes des Etats Contractants s'efforcent, par voie d'accord amiable, de résoudre les difficultés ou de dissiper les doutes auxquels peuvent donner lieu l'interprétation ou l'application de la Convention. Elles peuvent aussi se concerter en vue d'éliminer la double imposition dans les cas non prévus par la présente Convention.
4. Les autorités compétentes des Etats Contractants peuvent communiquer directement entre elles, y compris au sein d'une commission mixte composée de ces autorités ou de leurs représentants, en vue de parvenir à un accord comme il est indiqué aux paragraphes précédents.

Article 26 : échange de renseignements

1. Les autorités compétentes des Etats Contractants échangent les renseignements nécessaires pour appliquer les dispositions de la présente Convention ou celles de la législation interne des Etats Contractants relative aux impôts visés par la Convention, dans la mesure où l'imposition qu'elle prévoit n'est pas contraire à la Convention.

L'échange de renseignements n'est pas restreint par l'article 1. Les renseignements reçus par un Etat Contractant sont tenus secrets de la même manière que les renseignements obtenus en application de la législation interne de cet Etat et ne sont communiqués qu'aux personnes ou autorités (y compris les tribunaux et organes administratifs) concernés par l'établissement ou le recouvrement des impôts visés par la Convention, par les procédures ou poursuites concernant ces impôts, ou par les décisions sur les recours relatifs à ces impôts. Ces personnes ou autorités n'utilisent ces renseignements qu'à ces fins, mais peuvent faire état de ces renseignements au cours d'audiences publiques de tribunaux ou dans des jugements.

2. Les dispositions du paragraphe 1 ne peuvent en aucun cas être interprétées comme imposant à un Etat Contractant l'obligation :
 - a) de prendre des mesures administratives dérogeant à sa propre législation et à sa pratique administrative ou à celles de l'autre Etat Contractant ;

- b) de fournir des renseignements qui ne pourraient être obtenus sur la base de sa propre législation ou dans le cadre de sa pratique administrative normale ou de celles de l'autre Etat Contractant ;
- c) de fournir des renseignements qui révéleraient un secret commercial, industriel, professionnel ou un procédé commercial ou des renseignements dont la communication serait contraire à l'ordre public.

Article 27 : Membres des missions diplomatiques et des postes consulaires

Les dispositions de la présente Convention ne portent pas atteinte aux privilèges fiscaux dont bénéficient les membres des missions diplomatiques ou postes consulaires en vertu soit des règles générales du droit international, soit des dispositions d'accords particuliers.

Article 28 : Assistance au recouvrement

1. Les Etats contractants conviennent de se prêter mutuellement assistance et appui en vue de recouvrer, suivant les règles propres à leur législation ou réglementation respectives, les impôts visés par la présente convention ainsi que les majorations de droits, droits en sus, indemnités de retard, intérêts et frais afférents à ces impôts lorsque ces sommes sont définitivement dues en application des lois ou règlements de l'Etat requérant.
2. La demande formulée à cette fin doit être accompagnée des documents exigés par les lois ou règlements de l'Etat requérant pour établir que les sommes à recouvrer sont définitivement dues.
3. Au vu de ces documents, les significations et mesures de recouvrement et de perception ont lieu dans l'Etat requis conformément aux lois ou règlements applicables pour le recouvrement et la perception de ses propres impôts.
4. La créance correspondant à l'impôt à recouvrer n'est pas considérée comme une créance privilégiée dans l'Etat requis.

Article 29 : Entrée en vigueur

1. La présente Convention sera ratifiée et les instruments de ratification seront échangés à Rabat aussitôt que possible.
2. La Convention entrera en vigueur trente (30) jours après la date de l'échange des instruments de ratification et ses dispositions prendront effet :
 - (i) au regard des impôts retenus à la source, pour les montants payés ou crédités à compter du premier janvier de l'année qui suit celle de l'entrée en vigueur de la présente convention ; et

(ii) au regard des autres impôts, pour tout exercice fiscal ou période d'imposition commençant à compter du premier janvier de l'année qui suit celle de l'entrée en vigueur de la présente convention.

Article 30 : Dénonciation

La présente Convention demeurera en vigueur tant qu'elle n'aura pas été dénoncée par un Etat Contractant. Chaque Etat Contractant peut dénoncer la Convention par voie diplomatique avec un préavis à compter au plus tard du trente juin de l'année civile suivant une période de cinq ans à compter de l'année de l'entrée en vigueur de la Convention. Dans ce cas, la Convention cessera d'être applicable :

- (i) au regard des impôts retenus à la source, pour les montants payés ou crédités à compter du premier janvier de l'année qui suit celle spécifiée dans le préavis de dénonciation ; et
- (ii) au regard des autres impôts, pour tout exercice fiscal ou période d'imposition commençant à compter du premier janvier de l'année qui suit celle spécifiée dans le préavis de dénonciation.

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés à cet effet par leurs Gouvernements respectifs, ont signé la présente Convention.

Fait en double exemplaire à Dakar, le 1^{er} mars 2002 en langues arabe et française, chaque texte faisant également foi.

▣ SERBIE

- **Dahir n° 1-14-159 du 25 chaoual 1435 (22 août 2014) portant promulgation de la loi n° 99-13 portant approbation de la Convention faite à Belgrade le 6 juin 2013 entre le Royaume du Maroc et la République de Serbie tendant à éviter la double imposition en matière d'impôts sur le revenu (1)**

LOUANGE A DIEU SEUL!

(Grand Sceau de Sa Majesté Mohammed VI)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur!

Que Notre Majesté Chérifienne,

Vu la Constitution, notamment ses articles 42, 50 et 55 (2^e alinéa),

A décidé ce qui suit :

Est promulguée et sera publiée au *Bulletin officiel*, à la suite du présent dahir, la loi n° 99-13 portant approbation de la Convention faite à Belgrade le 6 juin 2013 entre le Royaume du Maroc et la République de Serbie tendant à éviter la double imposition en matière d'impôts sur le revenu, telle qu'adoptée par la Chambre des représentants et la Chambre des conseillers.

Fait à Al Hoceima, le 25 chaoual 1435 (22 août 2014).

Pour contreseing :

Le Chef du gouvernement,

Abdel-Ilah Benkiran.

*

* *

(1) *B.O.* n° 6292 du 18 septembre 2014.

Loi n° 99-13 portant approbation de la Convention faite à Belgrade le 6 juin 2013 entre le Royaume du Maroc et la République de Serbie tendant à éviter la double imposition en matière d'impôts sur le revenu

Article unique

Est approuvée la Convention faite à Belgrade le 6 juin 2013 entre le Royaume du Maroc et la République de Serbie tendant à éviter la double imposition en matière d'impôts sur le revenu.

□ SINGAPOUR

- **Dahir n° 1-07-159 du 19 kaada 1428 (30 novembre 2007) portant promulgation de la loi n° 09-07 portant approbation, quant au principe, de la ratification de la Convention, faite à Rabat le 9 janvier 2007, entre le Royaume du Maroc et la République de Singapour tendant à éviter la double imposition et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu (1)**

[...]

Vu la Constitution, notamment son article 26 et le 2^e alinéa de son article 31,

Est promulguée et sera publiée au *Bulletin officiel*, à la suite du présent dahir, la loi n° 09-07, telle qu'adoptée par la Chambre des conseillers et la Chambre des représentants, et portant approbation, quant au principe, de la ratification de la Convention, faite à Rabat le 9 janvier 2007, entre le Royaume du Maroc et la République de Singapour tendant à éviter la double imposition et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu.

*
* *

Loi n° 09-07 portant approbation, quant au principe, de la ratification de la Convention faite à Rabat le 9 janvier 2007, entre le Royaume du Maroc et la République de Singapour tendant à éviter la double imposition et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu

Article unique

Est approuvée, quant au principe, la ratification de la Convention, faite à Rabat le 9 janvier 2007 entre le Royaume du Maroc et la République de Singapour tendant à éviter la double imposition et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu.

(1) *B.O.* n° 5588 du 20 décembre 2007.

Le texte en langue arabe a été publié dans l'édition générale du *Bulletin officiel* n° 5586 du 2 hijra 1428 (13 décembre 2007).

- **Dahir n° 1-14-15 du 4 jourmada I 1435 (6 mars 2014) portant publication de la Convention faite à Rabat le 9 janvier 2007 entre le Royaume du Maroc et la République de Singapour tendant à éviter la double imposition et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu (1)**

LOUANGE A DIEU SEUL!

(Grand Sceau de Sa Majesté Mohammed VI)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur!

Que Notre Majesté Chérifienne,

Vu la Convention faite à Rabat le 9 janvier 2007 entre le Royaume du Maroc et la République de Singapour tendant à éviter la double imposition et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu ;

Vu la loi n° 09-07 portant approbation, quant au principe, de la ratification du Royaume du Maroc de la Convention précitée et promulguée par le dahir n° 1-07-159 du 19 kaada 1428 (30 novembre 2007) ;

Vu le procès-verbal d'échange des instruments de ratification de la Convention précitée, fait à Singapour le 15 janvier 2014,

A décidé ce qui suit :

Sera publiée au *Bulletin officiel*, à la suite du présent dahir, la Convention faite à Rabat le 9 janvier 2007 entre le Royaume du Maroc et la République de Singapour tendant à éviter la double imposition et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu.

Fait à Rabat, le 4 jourmada I 1435 (6 mars 2014).

Pour contreseing :

Le Chef du gouvernement,

Abdel-Ilah Benkiran.

*

* *

(1) *B.O.* n° 6322 du 5 février 2015.

Le texte en langue arabe a été publié dans l'édition générale du *Bulletin officiel* n° 6329 du 5 rabii II 1436 (26 janvier 2015).

Convention entre le Royaume du Maroc et la République de Singapour tendant à éviter la double imposition et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu

Le Gouvernement du Royaume du Maroc et le Gouvernement de la République de Singapour,

Désireux de conclure d'une convention tendant à éviter la double imposition et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu.

Sont convenus des dispositions suivantes :

Article 1 : Personnes visées

La présente convention s'applique aux personnes qui sont des résidents d'un Etat contractant ou des deux Etats contractants.

Article 2 : Impôts visés

1. La présente convention s'applique aux impôts sur le revenu perçus pour le compte d'un Etat contractant, de ses subdivisions politiques ou de ses collectivités locales, quel que soit le système de perception.
2. Sont considérés comme impôts sur le revenu, les impôts perçus sur le revenu total, ou sur des éléments du revenu, y compris les impôts sur les gains provenant de l'aliénation de biens mobiliers ou immobiliers.
3. Les impôts actuels auxquels s'applique la convention sont :
 - a) en ce qui concerne Singapour :
 - l'impôt sur le revenu.(ci-après dénommé « impôt de Singapour ») ; et
 - b) en ce qui concerne le Maroc :
 - (i) l'impôt sur le revenu ;
 - (ii) l'impôt sur les sociétés ;(ci-après dénommés « impôt marocain »).
4. La convention s'applique aussi aux impôts de nature identique ou analogue qui seraient établis après la date de signature de la convention et qui s'ajouteraient aux impôts actuels ou qui les remplaceraient. Les autorités compétentes des Etats contractants se communiquent les modifications significatives apportées à leurs législations fiscales respectives.

Article 3 : Définitions générales

1. Au sens de la présente convention, à moins que le contexte n'exige une interprétation différente :
 - a) les expressions « un Etat contractant » et « l'autre Etat contractant » désignent Singapour ou le Maroc, suivant le contexte ;
 - b) le terme « Maroc » désigne le Royaume du Maroc et, lorsqu'il est employé dans un sens géographique, le terme « Maroc » comprend :
 - (i) le territoire du Royaume du Maroc, sa mer territoriale ; et
 - (ii) la zone maritime au-delà de la mer territoriale, comportant le lit de la mer et son sous-sol (plateau continental) et la zone économique exclusive sur lesquelles le Maroc exerce ses droits souverains conformément à sa législation interne et au droit international, aux fins de l'exploration et de l'exploitation de leurs ressources naturelles ;
 - c) le terme « Singapour » désigne la République de Singapour et lorsqu'il est employé dans un sens géographique, le terme « Singapour » comprend les eaux territoriales de Singapour et les zones au-delà des limites des eaux territoriales de Singapour, le lit de la mer et le sous-sol de telles zones, qui ont été ou peuvent être ci-après désignées, en vertu de la législation de Singapour et en conformité avec le droit international, comme des zones sur lesquelles Singapour possède des droits souverains, aux fins de l'exploration et l'exploitation des ressources naturelles, vivantes ou non vivantes ;
 - d) le terme « impôt » désigne l'impôt de Singapour ou l'impôt marocain, suivant le contexte ;
 - e) le terme « personne » comprend les personnes physiques, les sociétés et tous autres groupements de personnes et dans le cas du Maroc, il comprend les sociétés de personnes ;
 - f) le terme « société » désigne toute personne morale ou toute autre entité qui est considérée comme une personne morale aux fins d'imposition ;
 - g) les expressions « entreprise d'un Etat contractant » et « entreprise de l'autre Etat contractant » désignent respectivement une entreprise exploitée par un résident d'un Etat contractant et une entreprise exploitée par un résident de l'autre Etat contractant ;
 - h) l'expression « trafic international » désigne tout transport effectué par un navire ou un aéronef exploité par une entreprise dont le siège de direction effective est situé dans un Etat contractant, sauf lorsque le navire ou l'aéronef n'est exploité qu'entre des points situés dans l'autre Etat contractant ;
 - i) l'expression « autorité compétente » désigne :
 - (i) dans le cas de Singapour le ministre des Finances ou son représentant autorisé ;
 - (ii) dans le cas du Royaume du Maroc, le ministre des Finances ou son représentant autorisé ;

- j) le terme « national » désigne :
 - (i) toute personne physique qui possède la nationalité d'un Etat contractant ;
 - (ii) toute personne morale, société de personnes et association constituées conformément à la législation en vigueur dans un Etat contractant.
 - k) l'expression « organisme statutaire » désigne un organisme organisé selon tout statut d'un Etat contractant et exerçant des fonctions qui auraient été, autrement exercées par le Gouvernement d'un Etat contractant.
2. Pour l'application de la convention à un moment donné par un Etat contractant, tout terme ou expression qui n'y est pas défini a, sauf si le contexte exige une interprétation différente, le sens que lui attribue, à ce moment, le droit de cet Etat concernant les impôts auxquels s'applique la convention, le sens attribué à ce terme ou expression par le droit fiscal de cet Etat prévalant sur le sens que lui attribuent les autres branches du droit de cet Etat.

Article 4 : Résident

1. Au sens de la présente convention, l'expression « résident d'un Etat contractant » désigne toute personne qui, en vertu de la législation de cet Etat, est assujettie à l'impôt dans cet Etat, en raison de son domicile, de sa résidence, de son siège de direction ou de tout autre critère de nature analogue, et s'applique aussi à cet Etat ainsi qu'à toutes ses subdivisions politiques ou à ses collectivités locales.
2. Lorsque, selon les dispositions du paragraphe 1, une personne physique est un résident des deux Etats contractants, sa situation est réglée de la manière suivante :
 - a) cette personne est considérée comme un résident seulement de l'Etat où elle dispose d'un foyer d'habitation permanent ; si elle dispose d'un foyer d'habitation permanent dans les deux Etats, elle est considérée comme un résident seulement de l'Etat avec lequel ses liens personnels et économiques sont les plus étroits (centre des intérêts vitaux) ;
 - b) si l'Etat ou cette personne a le centre de ses intérêts vitaux ne peut pas être déterminé, ou si elle ne dispose d'un foyer d'habitation permanent dans aucun des Etats, elle est considérée comme un résident seulement de l'Etat où elle séjourne de façon habituelle ;
 - c) si cette personne séjourne de façon habituelle dans les deux Etats, ou si elle ne séjourne de façon habituelle dans aucun d'eux, elle est considérée comme un résident seulement de l'Etat dont elle possède la nationalité ;
 - d) dans tous les autres cas, les autorités compétentes des Etats contractants tranchent la question d'un commun accord.
3. Lorsque, selon les dispositions du paragraphe 1. une personne autre qu'une personne physique est un résident des deux Etats contractants, elle est considérée comme un résident seulement de l'Etat où son siège de direction effective est situé.

Articles 5 : Etablissement stable

1. Au sens de la présente convention, l'expression « établissement stable » désigne une installation fixe d'affaires par l'intermédiaire de laquelle une entreprise exerce tout ou partie de son activité.
2. L'expression « établissement stable » comprend notamment :
 - a) un siège de direction ;
 - b) une succursale ;
 - c) un bureau ;
 - d) une usine ;
 - e) un atelier ;
 - f) une mine, un puits de pétrole ou de gaz, une carrière ou tout autre lieu d'extraction de ressources naturelles ;
3. L'expression « établissement stable » englobe également :
 - a) un chantier de construction, de montage ou des activités de surveillance s'y exerçant mais seulement lorsque le chantier ou ces activités ont une durée supérieure à six mois ; et
 - b) la fourniture de services, y compris les services de consultants, par une entreprise agissant par l'intermédiaire de salariés ou d'autre personnel engagé par l'entreprise à cette fin, mais seulement lorsque les activités de cette nature se poursuivent (pour le même projet ou un projet connexe) sur le territoire de l'Etat contractant pendant une période ou des périodes représentant un total de plus de 135 jours dans une période quelconque de douze mois commençant ou se terminant au cours de l'année d'imposition ou fiscale considérée ;
4. Nonobstant les dispositions précédentes du présent article, on considère qu'il n'y a pas « établissement stable » si :
 - a) il est fait usage d'installations aux seules fins de stockage, d'exposition ou de livraison de marchandises appartenant à l'entreprise ;
 - b) des marchandises appartenant à l'entreprise sont entreposées aux seules fins de stockage, d'exposition ou de livraison ;
 - c) des marchandises appartenant à l'entreprise sont entreposées aux seules fins de transformation par une autre entreprise ;
 - d) une installation fixe d'affaires est utilisée aux seules fins d'acheter des marchandises ou de réunir des informations pour l'entreprise ;
 - e) une installation fixe d'affaires est utilisée aux seules fins d'exercer, pour l'entreprise, toute autre activité de caractère préparatoire ou auxiliaire ;
 - f) une installation fixe d'affaires est utilisée aux seules fins de l'exercice cumulé d'activités mentionnées aux alinéas a) à e), à condition que l'activité d'ensemble

de l'installation fixe d'affaires résultant de ce cumul garde un caractère préparatoire ou auxiliaire.

5. Nonobstant les dispositions des paragraphes 1 et 2, lorsqu'une personne – autre qu'un agent jouissant d'un statut indépendant auquel s'applique le paragraphe 7 – agit dans un Etat contractant pour le compte d'une entreprise d'un autre Etat contractant, cette entreprise est considérée comme ayant un établissement stable dans le premier Etat contractant pour toutes activités que cette personne exerce pour l'entreprise si ladite personne dispose dans cet Etat de pouvoirs, qu'elle y exerce habituellement lui permettant de conclure des contrats au nom de l'entreprise, à moins que les activités de cette personne ne soient limitées à celles qui sont énumérées au paragraphe 4 et qui, exercées par l'intermédiaire d'une installation fixe d'affaires, ne feraient pas de cette installation fixe d'affaires un établissement stable au sens dudit paragraphe.
6. Nonobstant les dispositions précédentes du présent article, une entreprise d'assurance d'un Etat contractant est considérée, sauf en matière de réassurance, comme ayant un établissement stable dans l'autre Etat contractant, si elle collecte des primes sur le territoire de cet autre Etat, ou assure des risques qui y sont encourus par l'intermédiaire d'une personne autre qu'un agent jouissant d'un statut indépendant auquel s'applique le paragraphe 7.
7. Une entreprise d'un Etat contractant n'est pas considérée comme ayant un établissement stable dans l'autre Etat contractant du seul fait qu'elle exerce son activité dans cet autre Etat par l'entremise d'un courtier, d'un commissionnaire général ou de tout autre agent jouissant d'un statut indépendant, à condition que ces personnes agissent dans le cadre ordinaire de leur activité. Toutefois, lorsque les activités d'un tel agent sont exercées exclusivement ou presque exclusivement pour le compte de cette entreprise, et que des conditions sont convenues ou imposées entre cette entreprise et l'agent dans leurs relations commerciales et financières qui diffèrent de celles qui auraient pu être établies entre deux entreprises indépendantes, il n'est pas considéré comme un agent jouissant d'un statut indépendant au sens de ce paragraphe.
8. Le fait qu'une société qui est un résident d'un Etat contractant contrôle ou est contrôlée par une société qui est un résident de l'autre Etat contractant ou qui y exerce son activité (que ce soit par l'intermédiaire d'un établissement stable ou non) ne suffit pas, en lui-même, à faire de l'une quelconque de ces sociétés un établissement stable de l'autre.

Article 6: Revenus immobiliers

1. Les revenus qu'un résident d'un Etat contractant tire de biens immobiliers (y compris les revenus des exploitations agricoles ou forestières) situés dans l'autre Etat contractant, sont imposables dans cet autre Etat.

2. L'expression « biens immobiliers » a le sens que lui attribue le droit de l'Etat contractant où les biens considérés sont situés. L'expression comprend en tous cas les accessoires, le cheptel mort ou vif des exploitations agricoles et forestières, les droits auxquels s'appliquent les dispositions du droit privé concernant la propriété foncière, l'usufruit des biens immobiliers et les droits à des paiements variables ou fixes pour l'exploitation ou la concession de l'exploitation de gisements minéraux, sources et autres ressources naturelles; les navires et aéronefs ne sont pas considérés comme des biens immobiliers.
3. Les dispositions du paragraphe 1 s'appliquent aux revenus provenant de l'exploitation directe, de la location ou de l'affermage, ainsi que de toute autre forme d'exploitation des biens immobiliers.
4. Les dispositions des paragraphes 1 et 3 s'appliquent également aux revenus provenant des biens immobiliers, d'une entreprise ainsi qu'aux revenus des biens immobiliers servant à l'exercice d'une profession indépendante.
5. Lorsque la propriété d'actions, parts sociales ou autres droits dans une société ou une autre personne morale résident d'un Etat contractant donne au propriétaire de ces actions, parts ou autres droits la jouissance de biens immobiliers détenus par cette société ou cette autre personne morale, les revenus que le propriétaire tire de l'utilisation, de la location ou de l'usage sous toute autre forme de son droit de jouissance, sont imposables dans l'Etat contractant où les biens immobiliers sont situés.

Article 7: Bénéfices des entreprises

1. Les bénéfices d'une entreprise d'un Etat contractant ne sont imposables que dans cet Etat, à moins que l'entreprise n'exerce son activité dans l'autre Etat contractant par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé. Si l'entreprise exerce son activité d'une telle façon, les bénéfices de l'entreprise sont imposables dans l'autre Etat mais uniquement dans la mesure où ils sont imputables à cet établissement stable.
2. Sous réserve des dispositions du paragraphe 3, lorsqu'une entreprise d'un Etat contractant exerce son activité dans l'autre Etat contractant par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé, il est imputé, dans chaque Etat contractant, à cet établissement stable les bénéfices qu'il aurait pu réaliser s'il avait constitué une entreprise distincte exerçant des activités identiques ou analogues dans des conditions identiques ou analogues et traitant en toute indépendance avec l'entreprise dont il constitue un établissement stable.
3. Pour déterminer les bénéfices d'un établissement stable, sont admises en déduction les dépenses exposées aux fins poursuivies par cet établissement stable, y compris les dépenses de direction et les frais généraux d'administration

ainsi exposés, soit dans l'Etat où est situé cet établissement stable, soit ailleurs. Toutefois, aucune déduction n'est admise pour les sommes qui seraient, le cas échéant versées (à d'autres titres que le remboursement de frais encourus) par l'établissement stable au siège central de l'entreprise ou à l'un quelconque de ses autres bureaux, comme redevances, honoraires, ou autres paiements similaires, pour l'usage de brevets ou d'autres droits, ou comme commissions, pour des services précis rendus ou pour une activité de direction ou, sauf dans le cas d'une entreprise bancaire, comme intérêts sur des sommes prêtées à l'établissement stable. De même, il n'est pas tenu compte, dans le calcul des bénéfices de l'établissement stable, des mêmes sommes portées par l'établissement stable au débit du siège central de l'entreprise ou de l'un quelconque de ses autres bureaux.

4. S'il est d'usage, dans un Etat contractant, de déterminer les bénéfices imputables à un établissement stable sur la base d'une répartition des bénéfices totaux de l'entreprise entre ses diverses parties, aucune disposition du paragraphe 2 n'empêche cet Etat contractant de déterminer les bénéfices imposables selon la répartition en usage; la méthode de répartition adoptée doit cependant être telle que le résultat obtenu soit conforme aux principes contenus dans le présent article.
5. Aucun bénéfice n'est imputé à un établissement stable du fait qu'il a simplement acheté des marchandises pour l'entreprise.
6. Aux fins des paragraphes précédents, les bénéfices à imputer à l'établissement stable sont déterminés chaque année selon la même méthode, à moins qu'il n'existe des motifs valables et suffisants de procéder autrement.
7. Lorsque les bénéfices comprennent des éléments de revenus traités séparément dans d'autres articles de la présente convention, les dispositions desdits articles ne sont pas affectées par les dispositions du présent article.

Article 8 : Navigation maritime et aérienne

1. Les bénéfices provenant de l'exploitation, en trafic international, de navires ou d'aéronefs ne sont imposables que dans l'Etat contractant où le siège de direction effective de l'entreprise est situé.
2. Si le siège de direction effective d'une entreprise de navigation maritime est à bord d'un navire, ce siège est considéré comme situé dans l'Etat contractant où se trouve le port d'attache de ce navire ou, à défaut de port d'attache, dans l'Etat contractant dont l'exploitant du navire est un résident.
3. Les dispositions du paragraphe 1 s'appliquent aussi aux bénéfices provenant de la participation à un pool, une exploitation en commun ou un organisme international d'exploitation, mais uniquement à la fraction des bénéfices ainsi réalisés qui revient à chaque participant au prorata de sa part dans l'entreprise commune.

4. Au sens du présent article, les bénéfices de l'entreprise d'un Etat contractant provenant de l'exploitation de navires ou aéronefs en trafic international comprennent :

- a) les bénéfices provenant de la location de navires ou d'aéronefs coque nue ;
- b) les bénéfices provenant de l'usage, de la maintenance ou de la location de conteneurs (y compris les remorques et les équipements liés au transport des conteneurs), utilisés pour le transport de biens et marchandises ;

si un tel usage ou une telle maintenance ou location sont accessoires par rapport à l'exploitation de navires ou aéronefs en trafic international.

Article 9 : Entreprises associées

1. Lorsque :

- a) une entreprise d'un Etat contractant participe directement ou indirectement à la direction, au contrôle ou au capital d'une entreprise de l'autre Etat contractant ; ou que
- b) les mêmes personnes participent directement ou indirectement à la direction, au contrôle ou au capital d'une entreprise d'un Etat contractant et d'une entreprise de l'autre Etat contractant ;

et que, dans l'un et l'autre cas, les deux entreprises sont, dans leurs relations commerciales ou financières, liées par des conditions convenues ou imposées, qui diffèrent de celles qui seraient convenues entre des entreprises indépendantes, les bénéfices qui, sans ces conditions, auraient été réalisés par l'une des entreprises mais n'ont pu l'être en fait à cause de ces conditions, peuvent être inclus dans les bénéfices de cette entreprise et imposés en conséquence.

2. Lorsqu'un Etat contractant inclut dans les bénéfices d'une entreprise de cet Etat – et impose en conséquence – des bénéfices sur lesquels une entreprise de l'autre Etat contractant a été imposée dans cet autre Etat, et que les bénéfices ainsi inclus sont des bénéfices qui auraient été réalisés par l'entreprise du premier Etat si les conditions convenues entre les deux entreprises avaient été celles qui auraient été convenues entre des entreprises indépendantes, l'autre Etat procède à un ajustement approprié du montant de l'impôt qui y a été perçu sur ces bénéfices. Pour déterminer cet ajustement, il est tenu compte des autres dispositions de la présente convention et, si c'est nécessaire, les autorités compétentes des Etats contractants se consultent.

Article 10 : Dividendes

1. Les dividendes payés par une société qui est un résident d'un Etat contractant à un résident de l'autre Etat contractant sont imposables dans cet autre Etat.

2. Toutefois, ces dividendes sont aussi imposables dans l'Etat contractant dont la société qui paie les dividendes est un résident, et selon la législation de cet Etat, mais si le bénéficiaire effectif des dividendes est un résident de l'autre Etat contractant, l'impôt ainsi établi ne peut excéder:
 - a) 8 pour cent du montant brut des dividendes si le bénéficiaire effectif est une société qui détient directement au moins 10 pour cent du capital de la société qui paie les dividendes;
 - b) 10 pour cent du montant brut des dividendes dans tous les autres cas.

Le présent paragraphe n'affecte pas l'imposition de la société au titre des bénéfices qui servent au paiement des dividendes.

3. Le terme « dividendes » employé dans le présent article désigne les revenus provenant d'actions, actions ou bons de jouissance, parts de mine, parts de fondateur ou autres parts bénéficiaires à l'exception des créances, ainsi que les revenus d'autres parts sociales assimilés aux revenus d'actions par la législation fiscale de l'Etat dont la société distributrice est un résident et comprend également tout autre élément de revenu qui est traité, par la législation de l'Etat dont la société distributrice est un résident, comme un dividende ou une distribution d'une société.
4. Les dispositions des paragraphes 1 et 2 ne s'appliquent pas lorsque le bénéficiaire effectif des dividendes, résident d'un Etat contractant, exerce dans l'autre Etat contractant dont la société qui paie les dividendes est un résident, soit une activité industrielle ou commerciale par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé, soit une profession indépendante au moyen d'une base fixe qui y est située, et que la participation génératrice des dividendes, s'y rattache effectivement. Dans ces cas, les dispositions de l'article 7 ou de l'article 14, suivant le cas, sont applicables.
5. Lorsqu'une société qui est un résident d'un Etat contractant tire des bénéfices ou des revenus de l'autre Etat contractant, cet autre Etat ne peut percevoir aucun impôt sur les dividendes payés par la société, sauf dans la mesure où ces dividendes sont payés à un résident de cet autre Etat ou dans la mesure où la participation génératrice des dividendes se rattache effectivement à un établissement stable ou à une base fixe situés dans cet autre Etat, ni prélever aucun impôt, au titre de l'imposition des bénéfices non distribués, sur les bénéfices non distribués de la société, même si les dividendes payés ou les bénéfices non distribués consistent en tout ou en partie en bénéfices ou revenus provenant de cet autre Etat.
6. Nonobstant toute autre disposition de la présente convention, lorsqu'une société qui est un résident d'un Etat contractant possède un établissement stable dans l'autre Etat contractant, les bénéfices imposables en vertu du paragraphe 1 de l'article 7, sont soumis à une retenue à la source dans cet autre Etat, et selon sa législation fiscale, lorsque ces bénéfices sont mis à la disposition du siège, mais

ladite retenue ne peut excéder dix (10) pour cent du montant desdits bénéfices après en avoir déduit l'impôt sur les sociétés y appliqué dans cet autre Etat.

7. En vertu de la législation actuelle de Singapour, lorsque des dividendes sont payés par une société qui est un résident de Singapour à un résident du Royaume du Maroc qui est le bénéficiaire effectif de tels dividendes, il n'est perçu aucun impôt à Singapour en plus de l'impôt prélevé sur les bénéfices ou les revenus de la société. Au sens du présent article, l'impôt à déduire des dividendes n'est pas un impôt sur les dividendes, mais un impôt sur les bénéfices ou sur les revenus de la société.

Article 11 : Intérêts

1. Les intérêts provenant d'un Etat contractant et payés à un résident de l'autre Etat contractant sont imposables dans cet autre Etat.
2. Toutefois, ces intérêts sont aussi imposables dans l'Etat contractant d'où ils proviennent et selon la législation de cet Etat, mais si le bénéficiaire effectif des intérêts est un résident de l'autre Etat contractant, l'impôt ainsi établi ne peut excéder 8 pour cent du montant brut des intérêts.
3. Nonobstant les dispositions du paragraphe 2, les intérêts provenant d'un Etat contractant et payés au gouvernement de l'autre Etat contractant, sont exempts d'impôt dans le premier Etat contractant.
4. Au sens du paragraphe 3, le terme « gouvernement » désigne :
 - a) dans le cas de Singapour, le gouvernement de Singapour et comprend :
 - (i) l'Autorité monétaire de Singapour ;
 - (ii) la Société d'investissement du Gouvernement de Singapour ;
 - (iii) un organisme statutaire tel que défini au paragraphe 1 (k) de l'article 3 de la présente convention ;
 - b) dans le cas du Royaume du Maroc, le gouvernement du Royaume du Maroc et comprend la Banque centrale du Royaume du Maroc.
5. Le terme « intérêts » employé dans le présent article désigne les revenus des créances de toute nature, assorties ou non de garanties hypothécaires ou d'une clause de participation aux bénéfices du débiteur, et notamment les revenus des fonds publics et des obligations d'emprunts, y compris les primes et lots attachés à ces titres. Les pénalisations pour paiement tardif ne sont pas considérées comme des intérêts au sens du présent article.
6. Les dispositions des paragraphes 1 et 2 ne s'appliquent pas lorsque le bénéficiaire effectif des intérêts, résident d'un Etat contractant, exerce dans l'autre Etat contractant d'où proviennent les intérêts, soit une activité industrielle ou commerciale par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé, soit

une profession indépendante au moyen d'une base fixe qui y est située, et que la créance génératrice des intérêts se rattache effectivement à l'établissement stable ou à la base fixe en question. Dans ce cas, les dispositions de l'article 7 ou de l'article 14, suivant le cas, sont applicables.

7. Les intérêts sont considérés comme provenant d'un Etat contractant lorsque le débiteur est un résident de cet Etat. Toutefois, lorsque le débiteur des intérêts, qu'il soit ou non un résident d'un Etat contractant, a dans un Etat contractant un établissement stable, ou une base fixe, pour lequel la dette donnant lieu au paiement des intérêts a été contractée et qui supporte la charge de ces intérêts, ceux-ci sont considérés comme provenant de l'Etat où l'établissement stable ou la base fixe est situé.
8. Lorsque, en raison de relations spéciales existant entre le débiteur et le bénéficiaire effectif ou que l'un et l'autre entretiennent avec de tierces personnes, le montant des intérêts, compte tenu de la créance pour laquelle ils sont payés, excède celui dont seraient convenus le débiteur et le bénéficiaire effectif en l'absence de pareilles relations, les dispositions du présent article ne s'appliquent qu'à ce dernier montant. Dans ce cas, la partie excédentaire des paiements reste imposable selon la législation de chaque Etat contractant et compte tenu des autres dispositions de la présente convention.

Article 12: Redevances

1. Les redevances provenant d'un Etat contractant et payées à un résident de l'autre Etat contractant sont imposables dans cet autre Etat.
2. Toutefois, ces redevances sont aussi imposables dans l'Etat contractant, d'où elles proviennent et selon la législation de cet Etat, mais si le bénéficiaire effectif des redevances est un résident de l'autre Etat contractant, l'impôt ainsi établi ne peut excéder 10 pour cent du montant brut des redevances.
3. Le terme « redevances » employé dans le présent article désigne les rémunérations de toute nature payées pour l'usage ou la concession de l'usage d'un droit d'auteur sur une œuvre littéraire, artistique ou scientifique, y compris les films cinématographiques ou les films et enregistrements utilisés pour les émissions radiophoniques ou télévisées ou les transmissions par satellite, câble, fibres optiques ou technologies similaires utilisées pour les transmissions destinées au public, les bandes magnétiques, les disquettes ou disques laser (logiciels), d'un brevet, d'une marque de fabrique ou de commerce, d'un dessin ou d'un modèle, d'un plan, d'une formule ou d'un procédé secrets, pour l'usage ou la concession de l'usage d'un équipement industriel, commercial, agricole ou scientifique ou pour des informations ayant trait à une expérience acquise dans le domaine industriel, commercial, agricole, ou scientifique (savoir-faire).

4. Les dispositions des paragraphes 1 et 2 ne s'appliquent pas lorsque le bénéficiaire effectif des redevances, résident d'un Etat contractant, exerce dans l'autre Etat contractant d'où proviennent les redevances, soit une activité industrielle ou commerciale par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé, soit une profession indépendante au moyen d'une base fixe qui y est située, et que le droit ou le bien générateur des redevances se rattache effectivement à l'établissement stable ou à la base fixe en question. Dans ce cas, les dispositions de l'article 7 ou de l'article 14, suivant le cas, sont applicables.
5. Les redevances sont considérées comme provenant d'un Etat contractant lorsque le débiteur est un résident de cet Etat. Toutefois, lorsque le débiteur des redevances, qu'il soit ou non un résident d'un Etat contractant a dans un Etat contractant un établissement stable ou une base fixe, pour lesquels l'engagement donnant lieu au paiement des redevances a été contracté et qui supporte la charge de ces redevances, celles-ci sont considérées comme provenant de l'Etat où l'établissement stable ou la base fixe est situé.
6. Lorsque, en raison de relations spéciales existant entre le débiteur et le bénéficiaire effectif ou que l'un et l'autre entretiennent avec de tierces personnes, le montant des redevances, compte tenu de la prestation pour laquelle elles sont payées, excède celui dont seraient convenus le débiteur et le bénéficiaire effectif en l'absence de pareilles relations, les dispositions du présent article ne s'appliquent qu'à ce dernier montant. Dans ce cas, la partie excédentaire des paiements reste imposable selon la législation de chaque Etat contractant et compte tenu des autres dispositions de la présente convention.

Article 13: Gains en capital

1. Les gains qu'un résident d'un Etat contractant tire de l'aliénation de biens immobiliers visés à l'article 6 et situés dans l'autre Etat contractant, sont imposables dans cet autre Etat.
2. Les gains provenant de l'aliénation de biens mobiliers qui font partie de l'actif d'un établissement stable qu'une entreprise d'un Etat contractant a dans l'autre Etat contractant, ou de biens mobiliers qui appartiennent à une base fixe dont un résident d'un Etat contractant dispose dans l'autre Etat contractant pour l'exercice d'une profession indépendante, y compris de tels gains provenant de l'aliénation de cet établissement stable (seul ou avec l'ensemble de l'entreprise) ou de cette base fixe, sont imposables dans cet autre Etat.
3. Les gains provenant de l'aliénation de navires ou d'aéronefs exploités en trafic international, ou de biens mobiliers affectés à l'exploitation de ces navires ou aéronefs, ne sont imposables que dans l'Etat contractant où le siège de direction effective de l'entreprise est situé.

4. Les gains provenant de l'aliénation d'actions en capital, autres que des actions cotées à une bourse de valeurs agréée, d'une société, dont les biens consistent, directement ou indirectement, en 75 pour cent au moins de biens immobiliers situés dans un Etat contractant, sont imposables dans cet Etat.
5. Les gains provenant de l'aliénation de tous biens, autres que ceux visés aux paragraphes 1 à 4 du présent article, ne sont imposables que dans l'Etat contractant dont le cédant est un résident.

Article 14 : Professions indépendantes

1. Les revenus qu'un résident d'un Etat contractant tire d'une profession libérale ou d'autres activités de caractère indépendant ne sont imposables que dans cet Etat, sauf dans les circonstances suivantes où ces revenus sont aussi imposables dans l'autre Etat contractant :
 - (a) si ce résident dispose de façon habituelle, dans l'autre Etat contractant, d'une base fixe pour l'exercice de ses activités ; en ce cas, seule la fraction des revenus qui est imputable à ladite base fixe est imposable dans l'autre Etat contractant ; ou
 - (b) si son séjour dans l'autre Etat contractant s'étend sur une période ou des périodes d'une durée totale égale ou supérieure à 135 jours durant toute période de douze mois commençant ou se terminant au cours de l'année d'imposition ou fiscale considérée ; en ce cas, seule la fraction des revenus qui est tirée des activités exercées dans cet autre Etat est imposable dans cet autre Etat.
2. L'expression « profession libérale » comprend notamment les activités indépendantes d'ordre scientifique, littéraire, artistique, éducatif ou pédagogique, ainsi que les activités indépendantes des médecins, avocats, ingénieurs, architectes, dentistes et comptables.

Article 15 : Professions dépendantes

1. Sous réserve des dispositions des articles 16, 18, 19 et 21, les salaires, traitements et autres rémunérations similaires qu'un résident d'un Etat contractant reçoit au titre d'un emploi salarié ne sont imposables que dans cet Etat, à moins que l'emploi ne soit exercé dans l'autre Etat contractant. Si l'emploi y est exercé, les rémunérations reçues à ce titre sont imposables dans cet autre Etat.
2. Nonobstant les dispositions du paragraphe 1, les rémunérations qu'un résident d'un Etat contractant reçoit au titre d'un emploi salarié exercé dans l'autre Etat contractant ne sont imposables que dans le premier Etat si :
 - a) le bénéficiaire séjourne dans l'autre Etat pendant une période ou des périodes n'excédant pas au total 183 jours durant toute période de douze mois commençant ou se terminant au cours de l'année fiscale considérée ; et

- b) les rémunérations sont payées par un employeur ou pour le compte d'un employeur qui n'est pas un résident de l'autre Etat; et
 - c) la charge des rémunérations n'est pas supportée par un établissement stable ou une base fixe que l'employeur a dans l'autre Etat.
3. Nonobstant les dispositions précédentes du présent article, les rémunérations reçues au titre d'un emploi salarié exercé à bord d'un navire ou d'un aéronef exploité en trafic international, sont imposables dans l'Etat contractant où le siège de direction effective de l'entreprise est situé.

Article 16: Tantièmes

Les tantièmes, jetons de présence et autres rétributions similaires qu'un résident d'un Etat contractant reçoit en sa qualité de membre du conseil d'administration, de surveillance ou d'un organe analogue d'une société qui est un résident de l'autre Etat contractant sont imposables dans cet autre Etat.

Article 17: Artistes et sportifs

1. Nonobstant les dispositions des articles 14 et 15, les revenus qu'un résident d'un Etat contractant tire de ses activités personnelles exercées dans l'autre Etat contractant en tant qu'artiste du spectacle, tel qu'un artiste de théâtre, de cinéma, de la radio ou de la télévision ou qu'un musicien, ou en tant que sportif, sont imposables dans cet autre Etat.
2. Lorsque les revenus d'activités qu'un artiste du spectacle ou un sportif exerce personnellement et en cette qualité sont attribués non pas à l'artiste ou au sportif lui-même mais à une autre personne, ces revenus sont imposables, nonobstant les dispositions des articles 7, 14 et 15, dans l'Etat contractant où les activités de l'artiste du spectacle ou du sportif sont exercées.
3. Nonobstant les dispositions des paragraphes 1 et 2 du présent article, les revenus tirés par des artistes ou sportifs, qui sont des résidents d'un Etat contractant, d'activités exercées dans l'autre Etat contractant sont exonérés d'impôts dans cet autre Etat contractant, si ces activités sont financées en totalité ou en majeure sur des fonds publics du gouvernement de l'un ou l'autre des deux Etats contractants ou qui sont exercées dans le cadre d'un programme d'échanges culturels entre les gouvernements des deux Etats contractants.

Article 18: Pensions et prestations de sécurité sociale

1. Sous réserve des dispositions du paragraphe 2 de l'article 19, les pensions et autres rémunérations similaires payées à un résident d'un Etat contractant au titre d'un emploi antérieur, ne sont imposables que dans cet Etat.

2. Nonobstant les dispositions du paragraphe 1, les pensions et autres sommes payées en application de la législation sur la sécurité sociale d'un Etat contractant ne sont imposables que dans cet Etat.

Article 19 : Fonctions publiques

1. a) Les salaires, traitements et autres rémunérations similaires, autres que les pensions, payés par un Etat contractant, l'un de ses subdivisions politiques, collectivités locales ou organismes statutaires à une personne physique, au titre de services rendus à cet Etat ou à cette subdivision, collectivité ou organisme, ne sont imposables que dans cet Etat.
b) Toutefois, ces salaires, traitements et autres rémunérations similaires ne sont imposables que dans l'autre Etat contractant si les services sont rendus dans cet Etat et si la personne physique est un résident de cet Etat qui :
 - (i) possède la nationalité de cet Etat ; ou
 - (ii) n'est pas devenu un résident de cet Etat à seule fin de rendre les services.
2. a) Les pensions payées par un Etat contractant ou l'un de ses subdivisions politiques, collectivités locales ou organismes statutaires, soit directement soit par prélèvement sur des fonds qu'ils ont constitués, à une personne physique au titre de services rendus à cet Etat, à cette subdivision, collectivité ou organisme, ne sont imposables que dans cet Etat.
b) Toutefois, ces pensions ne sont imposables que dans l'autre Etat contractant si la personne physique est un résident de cet autre Etat et en possède la nationalité.
3. Les dispositions des articles 15, 16, 17 et 18 s'appliquent aux salaires, traitements et autres rémunérations similaires ainsi qu'aux pensions payées au titre de services rendus dans le cadre d'une activité d'affaires exercée par un Etat contractant ou l'un de ses subdivisions politiques, collectivités locales ou organismes statutaires.

Article 20 : Etudiants et stagiaires

Les sommes qu'un étudiant ou un stagiaire qui est, ou qui était immédiatement avant de se rendre dans un Etat contractant, un résident de l'autre Etat contractant et qui séjourne dans le premier Etat à seule fin d'y poursuivre ses études ou sa formation, reçoit pour couvrir ses frais d'entretien, d'études ou de formation ne sont pas imposables dans cet Etat, à condition qu'elles proviennent de sources situées en dehors de cet Etat.

Article 21 : Professeurs et chercheurs

1. Toute personne physique qui se rend dans un Etat contractant à l'invitation de cet Etat, d'une université, d'un établissement d'enseignement ou de toute

autre institution culturelle sans but lucratif, ou dans le cadre d'un programme d'échanges éducatifs ou culturels, pour une période n'excédant pas deux ans, à seule fin d'enseigner, de donner des conférences ou de mener des travaux de recherche dans cette institution et qui est ou qui était un résident de l'autre Etat contractant juste avant ce séjour, est exemptée de l'impôt dans ledit premier Etat contractant sur la rémunération qu'elle reçoit pour cette activité, à condition que cette rémunération provienne de sources situées en dehors de cet Etat.

2. Les dispositions du paragraphe 1 ne s'appliquent pas aux rémunérations reçues au titre de travaux de recherche entrepris non pas dans l'intérêt public, mais principalement en vue de la réalisation d'un avantage particulier bénéficiant à une ou à des personnes déterminées.

Article 22 : Autres revenus

1. Les éléments du revenu d'un résident d'un Etat contractant, d'où qu'ils proviennent, qui ne sont pas traités dans les articles précédents de la présente convention, ne sont imposables que dans cet Etat.
2. Les dispositions du paragraphe 1 ne s'appliquent pas aux revenus autres que les revenus provenant de biens immobiliers, tels qu'ils sont définis au paragraphe 2 de l'article 6, lorsque le bénéficiaire de tels revenus, résident d'un Etat contractant, exerce dans l'autre Etat contractant, soit une activité industrielle ou commerciale par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé, soit une profession indépendante au moyen d'une base fixe qui y est située, et que le droit ou le bien générateur des revenus s'y rattache effectivement. Dans ce cas, les dispositions de l'article 7 ou de l'article 14, suivant le cas, sont applicables.
3. Nonobstant les dispositions des paragraphes 1 et 2, les éléments du revenu d'un résident d'un Etat contractant qui ne sont pas traités dans les articles précédents de la présente convention et qui proviennent de l'autre Etat contractant sont aussi imposables dans cet autre Etat.

Article 23 : Elimination des doubles impositions

1. Dans le cas de Singapour, la double imposition est éliminée comme suit :
 - a) Lorsqu'un résident de Singapour tire des revenus en provenance du Royaume du Maroc qui, conformément aux dispositions de la présente convention, sont imposables dans le Royaume du Maroc, Singapour, sous réserve de sa législation relative à la possibilité d'imputation sur l'impôt de Singapour de l'impôt dû dans tout autre pays que Singapour, imputera l'impôt marocain payé, soit directement soit par déduction, de l'impôt de Singapour dû sur les revenus de ce résident.
 - b) Lorsque ces revenus consistent en des dividendes payés par une société résident du Royaume du Maroc à un résident de Singapour qui est une société détenant

directement ou indirectement pas moins de 10 pour cent du capital de la première société, le montant de l'imputation devra prendre en compte l'impôt marocain payé par cette société sur la quote-part des bénéfices ayant servi au paiement des dividendes.

2. Dans le cas du Royaume du Maroc, la double imposition est éliminée comme suit:
 - a) Lorsqu'un résident du Maroc reçoit des revenus qui, conformément aux dispositions de la présente convention, sont imposables dans Singapour, le Maroc, sous réserve des dispositions du paragraphe 3, accorde sur l'impôt qu'il perçoit sur les revenus de ce résident, une déduction d'un montant égal à l'impôt sur le revenu payé dans Singapour. Toutefois, cette déduction ne peut excéder la fraction de l'impôt marocain sur le revenu, calculé avant déduction, correspondant aux revenus imposables dans Singapour.
 - b) Lorsque, conformément à une disposition quelconque de la présente convention, les revenus qu'un résident d'un Etat contractant reçoit sont exonérés d'impôt dans cet Etat, celui-ci peut néanmoins, pour calculer le montant de l'impôt sur le reste des revenus de ce résident, tenir compte des revenus exonérés.
3. Aux fins de l'application du présent article, l'impôt dû dans un Etat contractant comprend les montants qui auraient dû être payés, si ce n'étaient les exonérations et réductions d'impôts en vertu de la législation de cet Etat contractant relative aux incitations fiscales pour la promotion du développement économique. Les dispositions du présent paragraphe ne s'appliquent que pour les cinq premières années de la prise d'effet de la présente convention.

Article 24: Non-discrimination

1. Les nationaux d'un Etat contractant ne sont soumis dans l'autre Etat contractant à aucune imposition ou obligation y relative, qui est autre ou plus lourde que celles auxquelles sont ou pourront être assujettis les nationaux de cet autre Etat qui se trouvent dans la même situation, notamment au regard de la résidence. La présente disposition s'applique aussi, nonobstant les dispositions de l'article 1, aux personnes qui ne sont pas des résidents d'un Etat contractant ou des deux Etats contractants.
2. L'imposition d'un établissement stable qu'une entreprise d'un Etat contractant a dans l'autre Etat contractant n'est pas établie dans cet autre Etat d'une façon moins favorable que l'imposition des entreprises de cet autre Etat qui exercent la même activité.
3. Le présent article ne peut être interprété comme obligeant un Etat contractant à accorder aux résidents de l'autre Etat contractant les déductions personnelles,

abattements et réductions d'impôts en fonction de la situation ou des charges de famille qu'il accorde à ses propres résidents.

4. A moins que les dispositions du paragraphe 1 de l'article 9, du paragraphe 7 de l'article 11 ou du paragraphe 6 de l'article 12 ne soient applicables, les intérêts, redevances et autres dépenses payés par une entreprise d'un Etat contractant à un résident de l'autre Etat contractant sont déductibles, pour la détermination des bénéfiques imposables de cette entreprise, dans les mêmes conditions que s'ils avaient été payés à un résident du premier Etat.
5. Les entreprises d'un Etat contractant, dont le capital est en totalité ou en partie, directement ou indirectement, détenu ou contrôlé par un ou plusieurs résidents de l'autre Etat contractant, ne sont soumises dans le premier Etat à aucune imposition ou obligation y relative, qui est autre ou plus lourde que celles auxquelles sont ou pourront être assujetties les autres entreprises similaires du premier Etat.
6. Le fait qu'un Etat contractant accorde à ses nationaux des incitations fiscales dans le but de promouvoir le développement économique et social, en conformité avec sa politique et ses critères nationaux, ne peut être interprété comme une discrimination en vertu du présent article.
7. Les dispositions du présent article ne peuvent en aucun cas être interprétées comme empêchant l'un ou l'autre Etat contractant de percevoir la retenue à la source visée au paragraphe 6 de l'article 10.
8. Les dispositions du présent article s'appliquent aux impôts objet de la présente convention.
9. Afin de permettre la déductibilité d'intérêts payés à des non-résidents, le paragraphe 4 ne peut être interprété comme empêchant un Etat contractant d'exiger l'obligation de retenir un impôt à la source sur ces paiements.

Article 25 : Procédure amiable

1. Lorsqu'une personne estime que les mesures prises par un Etat contractant ou par les deux Etats contractants entraînent ou entraîneront pour elle une imposition non conforme aux dispositions de la présente convention, elle peut, indépendamment des recours prévus par le droit interne de ces Etats, soumettre son cas à l'autorité compétente de l'Etat contractant dont elle est un résident ou, si son cas relève du paragraphe 1 de l'article 24, à celle de l'Etat contractant dont elle possède la nationalité. Le cas doit être soumis dans les trois ans qui suivent la première notification des mesures qui entraînent une imposition non conforme aux dispositions de la convention.

2. L'autorité compétente s'efforce, si la réclamation lui paraît fondée et si elle n'est pas elle-même en mesure d'y apporter une solution satisfaisante, de résoudre le cas par voie d'accord amiable avec l'autorité compétente de l'autre Etat contractant, en vue d'éviter une imposition non conforme à la présente convention. L'accord est appliqué quels que soient les délais prévus par le droit interne des Etats contractants.
3. Les autorités compétentes des Etats contractants s'efforcent, par voie d'accord amiable, de résoudre les difficultés ou de dissiper les doutes auxquels peuvent donner lieu l'interprétation ou l'application de la convention. Elles peuvent aussi se concerter en vue d'éliminer la double imposition dans les cas non prévus par la convention.
4. Les autorités compétentes des Etats contractants peuvent communiquer directement entre elles en vue de parvenir à un accord comme il est indiqué aux paragraphes précédents.

Article 26 : Echange de renseignements

1. Les autorités compétentes des Etats contractants échangent les renseignements nécessaires pour appliquer les dispositions de la présente convention ou celles de la législation interne des Etats contractants relative aux impôts visés par la convention, dans la mesure où l'imposition qu'elle prévoit n'est pas contraire à la convention. Les renseignements reçus par un Etat contractant sont tenus secrets de la même manière que les renseignements obtenus en application de la législation interne de cet Etat et ne sont communiqués qu'aux personnes ou autorités (y compris les tribunaux et organes administratifs) concernés par l'établissement ou le recouvrement des impôts visés par la convention, par les procédures ou poursuites concernant ces impôts, ou par les décisions sur les recours relatifs à ces impôts. Ces personnes ou autorités n'utilisent ces renseignements qu'à ces fins, mais peuvent faire état de ces renseignements au cours d'audiences publiques de tribunaux ou dans des jugements.
2. Les dispositions du paragraphe 1 ne peuvent en aucun cas être interprétées comme imposant à un Etat contractant l'obligation :
 - a) de prendre des mesures administratives dérogeant à sa propre législation et à sa pratique administrative ou à celles de l'autre Etat contractant ;
 - b) de fournir des renseignements qui ne pourraient être obtenus sur la base de sa propre législation ou dans le cadre de sa pratique administrative normale ou de celles de l'autre Etat contractant ;
 - c) de fournir des renseignements qui révéleraient un secret commercial, industriel, professionnel ou un procédé commercial ou des renseignements dont la communication serait contraire à l'ordre public.

Article 27: Membres des missions diplomatiques et des postes consulaires

Les dispositions de la présente convention ne portent pas atteinte aux privilèges fiscaux dont bénéficient les membres des missions diplomatiques ou postes consulaires en vertu soit des règles générales du droit international, soit des dispositions d'accords particuliers.

Article 28: Entrée en vigueur

1. La présente convention sera ratifiée et les instruments de ratification seront échangés aussitôt que possible.
2. La convention entrera en vigueur dès l'échange des instruments de ratification et ses dispositions prendront effet :
 - a) En ce qui concerne Singapour :

Au regard des impôts dus au titre des années d'imposition commençant à compter du 1^{er} janvier de la deuxième année civile suivant celle de l'entrée en vigueur de la convention ;
 - b) En ce qui concerne le Maroc :
 - (i) au regard des impôts retenus à la source, pour les montants payés ou crédités à compter du premier janvier de l'année civile qui suit celle de l'entrée en vigueur de la présente convention ; et
 - (ii) au regard des autres impôts, pour tout exercice fiscal ou période d'imposition commençant à compter du premier janvier de l'année civile qui suit celle de l'entrée en vigueur de la présente convention.

Article 29: Dénonciation

La présente convention demeurera en vigueur tant qu'elle n'aura pas été dénoncée par un Etat contractant. Chaque Etat contractant peut dénoncer la convention par voie diplomatique avec un préavis minimal de six mois avant la fin de chaque année civile postérieure à la cinquième année qui suit celle de l'entrée en vigueur de la présente convention. Dans ce cas, la convention cessera d'être applicable :

- a) En ce qui concerne le Maroc :
 - (i) au regard des impôts retenus à la source, pour les montants payés ou crédités à compter du premier janvier de l'année civile qui suit celle du préavis de dénonciation ; et
 - (ii) au regard des autres impôts, pour tout exercice fiscal ou période d'imposition commençant à compter du premier janvier de l'année civile qui suit celle du préavis de dénonciation.
- b) En ce qui concerne Singapour :

Au regard des impôts dus au titre des années d'imposition commençant à compter du 1^{er} janvier de la deuxième année civile suivant celle du préavis de dénonciation.

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés à cet effet par leurs Gouvernements respectifs, ont signé la présente convention.

Fait en deux exemplaires à Rabat, le 9 janvier 2007, en langues arabe, anglaise et française, chaque texte faisant également foi. En cas de divergence d'interprétation, le texte en langue anglaise prévaudra.

❑ SOUDAN DU SUD

- **Dahir n° 1-17-63 du 8 hijra 1438 (30 août 2017) portant promulgation de la loi n° 25-17 portant approbation de la Convention faite à Djouba le 1^{er} février 2017 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la République du Soudan du Sud tendant à éviter la double imposition et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu (1)**

LOUANGE A DIEU SEUL!

(Grand Sceau de Sa Majesté Mohammed VI)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur!

Que Notre Majesté Chérifienne,

Vu la Constitution, notamment ses articles 42, 50 et 55 (paragraphe 2),

A décidé ce qui suit :

Est promulguée et sera publiée au *Bulletin officiel*, à la suite du présent dahir, la loi n° 25-17 portant approbation de la Convention faite à Djouba le 1^{er} février 2017 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la République du Soudan du Sud tendant à éviter la double imposition et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu, telle qu'adoptée par la Chambre des représentants et la Chambre des conseillers.

Fait à Rabat, le 8 hijra 1438 (30 août 2017).

Pour contreseing :

Le Chef du gouvernement,

Saad Dine El Otmani.

*

* *

(1) *B.O.* n° 6606 du 21 septembre 2017.

Le texte en langue arabe a été publié dans l'édition générale du *Bulletin officiel* n° 6605 du 27 hijra 1438 (18 septembre 2017).

Loi n° 25-17 portant approbation de la Convention faite à Djouba le 1^{er} février 2017 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la République du Soudan du Sud tendant à éviter la double imposition et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu

Article unique

Est approuvée la Convention faite à Djouba le 1^{er} février 2017 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la République du Soudan du Sud tendant à éviter la double imposition et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu.

❑ SUISSE

- **Dahir n° 1-95-228 du 21 kaada 1421 (15 février 2001) portant publication de la convention faite à Rabat le 31 mars 1993 (15 février 2001) entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le Conseil fédéral Suisse en vue d'éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu (1)**

[...]

Vu la convention faite à Rabat le 31 mars 1993 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le Conseil fédéral Suisse en vue d'éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu ;

Vu la loi n° 40-93 promulguée par le dahir n° 1-94-404 du 4 rejeb 1415 (7 décembre 1994) portant approbation, quant au principe, de la ratification de la convention précitée ;

Vu le procès-verbal d'échange des instruments de ratification de la convention précitée, fait à Rabat le 27 juillet 1995,

A décidé ce qui suit :

Sera publiée au *Bulletin officiel*, à la suite du présent dahir, la convention faite à Rabat le 31 mars 1993 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le Conseil fédéral Suisse en vue d'éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu.

*
* *

(1) *B.O* du 1^{er} novembre 2001.

Le texte en langue arabe a été publié dans l'édition générale du *Bulletin officiel* n° 4945 du 5 chaabane 1422 (22 octobre 2001).

Convention entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le Conseil fédéral Suisse en vue d'éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu

Le Gouvernement du Royaume du Maroc
et
le Conseil Fédéral Suisse,

Désireux de conclure une convention en vue d'éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu,

Sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier : Personnes visées

La présente convention s'applique aux personnes qui sont des résidents d'un Etat contractant ou des deux Etats contractants.

Article 2 : Impôts visés

1. La présente convention s'applique aux impôts sur le revenu perçus pour le compte d'un Etat contractant, de ses subdivisions politiques ou de ses collectivités locales, quel que soit le système de perception.
2. Sont considérés comme impôts sur le revenu les impôts perçus sur le revenu total ou sur des éléments du revenu, y compris les impôts sur les gains provenant de l'aliénation de biens mobiliers ou immobiliers, ainsi que les impôts sur les plus-values.
3. Les impôts actuels auxquels s'applique la convention sont notamment :
 - a) en ce qui concerne le Maroc :
 - (i) l'impôt sur les sociétés ;
 - (ii) l'impôt général sur le revenu y compris la contribution sur les revenus professionnels ou fonciers exonérés de l'impôt général sur le revenu ;
 - (iii) la taxe sur les produits des actions ou parts sociales et revenus assimilés ;
 - (iv) la taxe sur les profits immobiliers ;
 - (v) la participation à la solidarité nationale ;
 - (vi) la taxe sur les produits de placements à revenu fixe ;
 - (vii) la taxe urbaine et la taxe d'édilité ;
 - (viii) l'impôt des patentes et la taxe de licence sur les débits de boisson ;
 - (ci-après désignés par « impôt marocain ») ;
 - b) en ce qui concerne la Suisse :

Les impôts fédéraux, cantonaux et communaux sur le revenu (revenu total, produit du travail, bénéfices industriels et commerciaux, rendement de la fortune, gains en capital et autres revenus) ;

(ci-après désignés par « impôt suisse »).

4. La convention s'applique aussi aux impôts de nature identique ou analogue qui seraient établis après la date de signature de la convention et qui s'ajouteraient aux impôts actuels ou qui les remplaceraient. Les autorités compétentes des Etats contractants se communiquent les modifications importantes apportées à leurs législations fiscales respectives.
5. La convention ne s'applique pas aux impôts à la source sur les gains faits dans les loteries ou autres jeux de hasard.

Article 3 : Définitions générales

1. Au sens de la présente convention, à moins que le contexte n'exige une interprétation différente :
 - a) le terme « Maroc » désigne le territoire du Royaume du Maroc et les zones adjacentes aux eaux territoriales du Maroc sur lesquelles, en conformité avec le droit international, le Maroc peut exercer ses droits relatifs au sol et au sous-sol marins, ainsi qu'à leurs ressources naturelles (plateau continental) ;
 - b) le terme « Suisse » désigne la confédération suisse ;
 - c) les expressions « un Etat contractant » et « l'autre Etat contractant » désignent suivant le contexte le Maroc ou la Suisse ;
 - d) le terme « personne » comprend les personnes physiques, les sociétés et tous autres groupements de personnes ;
 - e) le terme « société » désigne toute personne morale ou toute entité qui est considérée comme une personne morale aux fins d'imposition ;
 - f) les expressions « entreprise d'un Etat contractant » et « entreprise de l'autre Etat contractant » désignent respectivement une entreprise exploitée par un résident d'un Etat contractant et une entreprise exploitée par un résident de l'autre Etat contractant ;
 - g) le terme « nationaux » désigne toutes les personnes physiques qui possèdent la nationalité d'un Etat contractant et toutes les personnes morales, sociétés de personnes et associations constituées conformément à la législation en vigueur dans un Etat contractant ;
 - h) l'expression « autorité compétente » désigne :
 - (i) en ce qui concerne le Maroc, le ministre chargé des Finances ou son représentant dûment autorisé ou délégué ;

- (ii) en ce qui concerne la Suisse, le directeur de l'administration fédérale des contributions ou son représentant autorisé;
 - i) l'expression « trafic international » désigne tout transport effectué par un navire ou un aéronef exploité par une entreprise dont le siège de direction effective est situé dans un Etat contractant, sauf lorsque le navire ou l'aéronef n'est exploité qu'entre des points situés dans l'autre Etat contractant;
 - j) le terme « impôt » désigne suivant le contexte l'impôt marocain ou l'impôt suisse.
2. Pour l'application de la convention par un Etat contractant, toute expression qui n'y est pas définie a le sens que lui attribue le droit de cet Etat concernant les impôts auxquels s'applique la convention, à moins que le contexte n'exige une interprétation différente.

Article 4: Résident

1. Au sens de la présente convention, L'expression « résident d'un Etat contractant » désigne toute personne qui, en vertu de la législation de cet Etat, est assujettie à l'impôt dans cet Etat, en raison de son domicile, de sa résidence, de son siège de direction ou de tout autre critère de nature analogue. Toutefois, cette expression ne comprend pas les personnes qui ne sont assujetties à l'impôt dans cet Etat que pour les revenus de sources situées dans cet Etat.
2. Lorsque, selon les dispositions du paragraphe 1, une personne physique est un résident des deux Etats contractants, sa situation est réglée de la manière suivante:
 - a) cette personne est considérée comme un résident de L'Etat où elle dispose d'un foyer d'habitation permanent; si elle dispose d'un foyer d'habitation permanent dans les deux Etats, elle est considérée comme un résident de l'Etat avec lequel ses liens personnels et économiques sont les plus étroits (centre des intérêts vitaux);
 - b) si l'Etat où cette personne a le centre de ses intérêts vitaux ne peut pas être déterminé, ou si elle ne dispose d'un foyer d'habitation permanent dans aucun des Etats, elle est considérée comme un résident de l'Etat où elle séjourne de façon habituelle;
 - c) si cette personne séjourne de façon habituelle dans les deux Etats ou si elle ne séjourne de façon habituelle dans aucun d'eux, elle est considérée comme un résident de l'Etat dont elle possède la nationalité.
 - d) si cette personne possède la nationalité des deux Etats ou si elle ne possède la nationalité d'aucun d'eux, les autorités compétentes des Etats contractants tranchent la question d'un commun accord.
3. Lorsque, selon les dispositions du paragraphe 1, une personne autre qu'une personne physique est un résident des deux Etats contractants, elle est considérée comme un résident de L'Etat contractant où son siège de direction effective est situé.

Article 5 : Etablissement stable

1. Au sens de la présente convention, l'expression «établissement stable» désigne une installation fixe d'affaires par l'intermédiaire de laquelle une entreprise exerce tout ou partie de son activité.
2. L'expression «établissement stable» comprend notamment :
 - a) un siège de direction ;
 - b) une succursale ;
 - c) un bureau ;
 - d) une usine ;
 - e) un atelier et
 - f) une mine, un puits de pétrole ou de gaz, une carrière ou tout autre lieu d'extraction de ressources naturelles.
3. Un chantier de construction ou de montage ne constitue un établissement stable que si sa durée dépasse six mois.
4. Nonobstant les dispositions précédentes du présent article, on considère qu'il n'y a pas «établissement stable» si :
 - a) il est fait usage d'installations aux seules fins de stockage, d'exposition ou de livraison de marchandises appartenant à l'entreprise ;
 - b) des marchandises appartenant à l'entreprise sont entreposées aux seules fins de stockage, d'exposition ou de livraison ;
 - c) des marchandises appartenant à l'entreprise sont entreposées aux seules fins de transformation par une autre entreprise ;
 - d) une installation fixe d'affaires est utilisée aux seules fins d'acheter des marchandises ou de réunir des informations, pour l'entreprise ;
 - e) une installation fixe d'affaires est utilisée pour l'entreprise aux seules fins de publicité, de fourniture d'informations, de recherches scientifiques ou d'activités analogue qui ont un caractère préparatoire ou auxiliaire ;
 - f) une installation fixe d'affaires est utilisée aux seules fins de l'exercice cumulé d'activités mentionnées aux alinéas a) à e), à condition que l'activité d'ensemble de l'installation fixe d'affaires résultant de ce cumul garde un caractère préparatoire ou auxiliaire.
5. Une personne agissant dans un Etat contractant pour le compte d'une entreprise de l'autre Etat contractant (autre qu'un agent jouissant d'un statut indépendant visé au paragraphe 6 ci-après) est considérée comme «établissement stable» dans le premier Etat :

- a) si elle dispose dans cet Etat de pouvoirs généraux qu'elle y exerce habituellement lui permettant de négocier et de conclure des contrats pour l'entreprise ou pour le compte de l'entreprise; ou
 - b) si elle conserve habituellement dans le premier Etat un stock de marchandises sur lequel elle prélève régulièrement des marchandises aux fins de livraison pour le compte de l'entreprise.
6. Nonobstant les dispositions précédentes du présent article, une entreprise d'assurance d'un Etat contractant est considérée comme ayant un établissement stable dans l'autre Etat contractant, à l'exception de ses activités de réassurance, si elle encaisse des primes sur le territoire de cet autre Etat ou y assure des risques locaux par l'intermédiaire d'une personne autre qu'un agent jouissant d'un statut indépendant auquel s'applique le paragraphe 7.
7. Une entreprise n'est pas considérée comme ayant un établissement stable dans un Etat contractant du seul fait qu'elle y exerce son activité par l'entremise d'un courtier, d'un commissionnaire général ou de tout autre agent jouissant d'un statut indépendant, à condition que ces personnes agissent dans le cadre ordinaire de leur activité.
8. Le fait qu'une société qui est un résident d'un Etat contractant contrôle ou est contrôlée par une société qui est un résident de l'autre Etat contractant ou qui y exerce son activité (que ce soit par l'intermédiaire d'un établissement stable ou non) ne suffit pas, en lui-même, à faire de l'une quelconque de ces sociétés un établissement stable de l'autre.

Article 6: Revenus immobiliers

1. Les revenus qu'un résident d'un Etat contractant tire de biens immobiliers (y compris les revenus des exploitations agricoles ou forestières) situés dans l'autre Etat contractant, sont imposables dans cet autre Etat.
2. L'expression « biens immobiliers » a le sens que lui attribue le droit de l'Etat contractant où les biens considérés sont situés. L'expression comprend en tous cas les accessoires, le cheptel mort ou vif des exploitations agricoles et forestières, les droits auxquels s'appliquent les dispositions du droit privé concernant la propriété foncière, l'usufruit des biens immobiliers et les droits à des paiements variables ou fixes pour l'exploitation ou la concession de l'exploitation de gisements minéraux, sources et autres ressources naturelles; les navires et aéronefs ne sont pas considérés comme des biens immobiliers.
3. Les dispositions du paragraphe 1 s'appliquent aux revenus provenant de l'exploitation directe, de la location ou de l'affermage, ainsi que de toute autre forme d'exploitation de biens immobiliers.

4. Les dispositions des paragraphes 1 et 3 s'appliquent également aux revenus provenant des biens immobiliers d'une entreprise ainsi qu'aux revenus des biens immobiliers servant à l'exercice d'une profession indépendante.

Article 7 : Bénéfices des entreprises

1. Les bénéfices d'une entreprise d'un Etat contractant ne sont imposables que dans cet Etat, à moins que l'entreprise n'exerce son activité dans l'autre Etat contractant par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé. Si l'entreprise exerce son activité d'une telle façon, les bénéfices de l'entreprise sont imposables dans l'autre Etat mais uniquement dans la mesure où ils sont imputables à cet établissement stable.
2. Sous réserve des dispositions du paragraphe 3, lorsqu'une entreprise d'un Etat contractant exerce son activité dans l'autre Etat contractant par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé, il est imputé, dans chaque Etat contractant, à cet établissement stable les bénéfices qu'il aurait pu réaliser s'il avait constitué une entreprise distincte exerçant des activités identiques ou analogues dans des conditions identiques ou analogues et traitant en toute indépendance avec l'entreprise dont il constitue un établissement stable.
3. Pour déterminer les bénéfices d'un établissement stable, sont admises en déduction les dépenses exposées aux fins poursuivies par cet établissement stable, y compris les dépenses de direction et les frais généraux d'administration ainsi exposés, qui seraient déductibles si l'établissement stable était une entreprise indépendante dans la mesure où elles sont raisonnablement imputables à l'établissement stable, encourues soit dans l'Etat contractant où est situé cet établissement stable, soit ailleurs.
4. S'il est d'usage, dans un Etat contractant, de déterminer les bénéfices imputables à un établissement stable sur la base d'une répartition des bénéfices totaux de l'entreprise entre ses diverses parties, aucune disposition du paragraphe 2 n'empêche cet Etat contractant de déterminer les bénéfices imposables selon la répartition en usage; la méthode de répartition adoptée doit cependant être telle que le résultat obtenu soit conforme aux principes contenus dans le présent article.
5. Aucun bénéfice n'est imputé à un établissement stable du fait qu'il a simplement acheté des marchandises pour l'entreprise.
6. Aux fins des paragraphes précédents, les bénéfices à imputer à l'établissement stable sont déterminés chaque année selon la même méthode, à moins qu'il n'existe des motifs valables et suffisants de procéder autrement.

7. Lorsque les bénéfices comprennent des éléments de revenu traités séparément dans d'autres articles de la présente convention, les dispositions de ces articles ne sont pas affectées par les dispositions du présent article.

Article 8 : Navigation maritime et aérienne

1. Les bénéfices provenant de l'exploitation, en trafic international, de navires ou d'aéronefs ne sont imposables que dans l'Etat contractant où le siège de direction effective de l'entreprise est situé.
2. Si le siège de direction effective d'une entreprise de navigation maritime est à bord d'un navire, ce siège est considéré comme situé dans l'Etat contractant où se trouve le port d'attache de ce navire, ou à défaut de port d'attache, dans l'Etat contractant dont l'exploitant du navire est un résident.
3. Les dispositions du paragraphe 1 s'appliquent aussi aux bénéfices provenant de la participation à un pool, une exploitation en commun ou un organisme international d'exploitation.

Article 9 : Entreprises associées

Lorsque :

- a) une entreprise d'un Etat contractant participe directement ou indirectement à la direction, au contrôle ou au capital d'une entreprise de l'autre Etat contractant ; ou que
- b) les mêmes personnes participent directement ou indirectement à la direction, au contrôle ou au capital d'une entreprise d'un Etat contractant et d'une entreprise de l'autre Etat contractant ;

et que, dans l'un et l'autre cas, les deux entreprises sont, dans leurs relations commerciales ou financières, liées par des conditions convenues ou imposées, qui diffèrent de celles qui seraient convenues entre des entreprises indépendantes, les bénéfices qui, sans ces conditions, auraient été réalisés par l'une des entreprises mais n'ont pu l'être en fait à cause de ces conditions, peuvent être inclus dans les bénéfices de cette entreprise et imposés en conséquence.

Article 10 : Dividendes

1. Les dividendes payés par une société qui est un résident d'un Etat contractant à un résident de l'autre Etat contractant sont imposables dans cet autre Etat.
2. Toutefois, ces dividendes sont aussi imposables dans l'Etat contractant dont la société qui paie les dividendes est un résident, et selon la législation de cet Etat, mais si la personne qui reçoit les dividendes en est le bénéficiaire effectif, l'impôt ainsi établi ne peut excéder :

- a) 7% du montant brut des dividendes si le bénéficiaire effectif est une société (autre qu'une société de personnes) qui détient directement au moins 25% du capital de la société qui paie les dividendes ;
- b) 15% du montant brut des dividendes, dans tous les autres cas.

Le présent paragraphe n'affecte pas l'imposition de la société au titre des bénéfices qui servent au paiement des dividendes.

3. Le terme « dividendes » employé dans le présent article désigne les revenus provenant d'actions, actions ou bons de jouissance, parts de mine, parts de fondateur ou autres parts bénéficiaires à l'exception des créances, ainsi que les revenus d'autres parts sociales soumis au même régime fiscal que les revenus d'actions par la législation de l'Etat dont la société distributrice est un résident.
4. Les dispositions des paragraphes 1 et 2 ne s'appliquent pas lorsque le bénéficiaire effectif des dividendes, résident d'un Etat contractant, exerce dans l'autre Etat contractant dont la société qui paie les dividendes est un résident, soit une activité industrielle ou commerciale par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé, soit une profession indépendante au moyen d'une base fixe qui y est située, et que la participation génératrice des dividendes s'y rattache effectivement. Dans ce cas, les dispositions de l'article 7 ou de l'article 14, suivant les cas, sont applicables.
5. Lorsqu'une société qui est un résident d'un Etat contractant tire des bénéfices ou des revenus de l'autre Etat contractant, cet autre Etat ne peut percevoir aucun impôt sur les dividendes payés par la société, sauf dans la mesure où ces dividendes sont payés à un résident de cet autre Etat ou dans la mesure où la participation génératrice des dividendes se rattache effectivement à un établissement stable ou à une base fixe situés dans cet autre Etat, ni prélever aucun impôt, au titre de l'imposition des bénéfices non distribués, sur les bénéfices non distribués de la société, même si les dividendes payés ou les bénéfices non distribués consistent en tout ou en partie en bénéfices ou revenus provenant de cet autre Etat.

Article 11 : Intérêts

1. Les intérêts provenant d'un Etat contractant et payés à un résident de l'autre Etat contractant sont imposables dans cet autre Etat.
2. Toutefois, ces intérêts sont aussi imposables dans l'Etat contractant d'où ils proviennent et selon la législation de cet Etat, mais si la personne qui reçoit les intérêts en est le bénéficiaire effectif, l'impôt ainsi établi ne peut excéder 10% du montant brut des intérêts.
3. Le terme « intérêts » employé dans le présent article désigne les revenus de créances de toute nature, assorties ou non de garanties hypothécaires ou d'une

clause de participation aux bénéfices du débiteur, et notamment les revenus des fonds publics et des obligations d'emprunts, y compris les primes et loıs attachés à ces titres. Les pénalisations pour paiement tardif ne sont pas considérées comme des intérêts au sens du présent article.

4. Les dispositions des paragraphes 1 et 2 ne s'appliquent pas lorsque le bénéficiaire effectif des intérêts, résident d'un Etat contractant, exerce dans l'autre Etat contractant d'où proviennent les intérêts, soit une activité industrielle ou commerciale par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé, soit une profession indépendante au moyen d'une base fixe qui y est située, et que la créance génératrice des intérêts s'y rattache effectivement. Dans ce cas, les dispositions de l'article 7 ou de l'article 14, suivant les cas, sont applicables.
5. Les intérêts sont considérés comme provenant d'un Etat contractant lorsque le débiteur est cet Etat lui-même, une subdivision politique, une collectivité locale ou un résident de cet Etat. Toutefois, lorsque le débiteur des intérêts, qu'il soit ou non un résident d'un Etat contractant, a dans un Etat contractant un établissement stable, ou une base fixe, pour lequel la dette donnant lieu au paiement des intérêts a été contractée et qui supporte la charge de ces intérêts, ceux-ci sont considérés comme provenant de l'Etat où l'établissement stable, ou la base fixe, est situé.
6. Lorsque, en raison de relations spéciales existant entre le débiteur et le bénéficiaire effectif ou que l'un et l'autre entretiennent avec de tierces personnes, le montant des intérêts, compte tenu de la créance pour laquelle ils sont payés, excède celui dont seraient convenus le débiteur et le bénéficiaire effectif en l'absence de pareilles relations, les dispositions du présent article ne s'appliquent qu'à ce dernier montant. Dans ce cas, la partie excédentaire des paiements reste imposable selon la législation de chaque Etat contractant et compte tenu des autres dispositions de la présente convention.

Article 12: Redevances

1. Les redevances provenant d'un Etat contractant et payées à un résident de l'autre Etat contractant sont imposables dans cet autre Etat.
2. Toutefois, ces redevances sont aussi imposables dans l'Etat contractant d'où elles proviennent et selon la législation de cet Etat, mais si la personne qui reçoit les redevances en est le bénéficiaire effectif, l'impôt ainsi établi ne peut excéder 10% du montant brut des redevances.
3. Le terme « redevances » employé dans le présent article désigne les rémunérations de toute nature payées pour l'usage ou la concession de l'usage d'un droit d'auteur sur une œuvre littéraire, artistique ou scientifique, y compris les films cinématographiques, les bandes magnétoscopiques pour la télévision ou

la radiodiffusion, d'un brevet, d'une marque de fabrique ou de commerce, d'un dessin ou d'un modèle, d'un plan, d'une formule ou d'un procédé secret, ainsi que pour l'usage ou la concession de l'usage d'un équipement industriel, commercial ou scientifique et pour des informations ayant trait à une expérience acquise dans le domaine industriel, commercial ou scientifique (savoir-faire).

4. Les dispositions des paragraphes 1 et 2 ne s'appliquent pas lorsque le bénéficiaire effectif des redevances, résident d'un Etat contractant, exerce dans l'autre Etat contractant d'où proviennent les redevances, soit une activité industrielle ou commerciale par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé, soit une profession indépendante au moyen d'une base fixe qui y est située, et que le droit ou le bien générateur de redevances s'y rattache effectivement. Dans ce cas, les dispositions de l'article 7 ou de l'article 14, suivant les cas, sont applicables.
5. Les redevances sont considérées comme provenant d'un Etat contractant lorsque le débiteur est cet Etat lui-même, une subdivision politique, une collectivité locale ou un résident de cet Etat. Toutefois, lorsque le débiteur des redevances, qu'il soit ou non un résident d'un Etat contractant, a dans un Etat contractant un établissement stable, ou une base fixe, pour lequel l'obligation de payer les redevances a été contractée et qui supporte la charge de ces redevances. Celles-ci sont considérées comme provenant de l'Etat où l'établissement stable, ou la base fixe, est situé.
6. Lorsque, en raison de relations spéciales existant entre le débiteur et le bénéficiaire effectif ou que l'un et l'autre entretiennent avec de tierces personnes, le montant des redevances, compte tenu de la prestation pour laquelle elles sont payées, excède celui dont seraient convenus le débiteur et le bénéficiaire effectif en l'absence de pareilles relations, les dispositions du présent article ne s'appliquent qu'à ce dernier montant. Dans ce cas, la partie excédentaire des paiements reste imposable selon la législation de chaque Etat contractant et compte tenu des autres dispositions de la présente convention.

Article 13 : Gains en capital

1. Les gains qu'un résident d'un Etat contractant tire de l'aliénation de biens immobiliers visés à l'article 6 et situés dans l'autre Etat contractant, sont imposables dans cet autre Etat.
2. Les gains provenant de l'aliénation de biens mobiliers qui font partie de l'actif d'un établissement stable qu'une entreprise d'un Etat contractant a dans l'autre Etat contractant, ou de biens mobiliers qui appartiennent à une base fixe dont un résident d'un Etat contractant dispose dans l'autre Etat contractant pour l'exercice d'une profession indépendante, y compris de tels gains provenant de l'aliénation de cet établissement stable (seul ou avec l'ensemble de l'entreprise) ou de cette base fixe, sont imposables dans cet autre Etat.

3. Les gains provenant de l'aliénation de navires ou aéronefs exploités en trafic international ou de biens mobiliers affectés à l'exploitation de ces navires ou aéronefs, ne sont imposables que dans l'Etat contractant où le siège de direction effective de l'entreprise est situé.
4. Les gains provenant de l'aliénation d'actions d'une société dont les biens sont constitués principalement de biens immobiliers situés dans un Etat contractant sont imposables dans cet Etat.
5. Les gains provenant de l'aliénation de tous biens autres que ceux visés aux paragraphes 1, 2, 3 et 4 ne sont imposables que dans l'Etat contractant dont le cédant est un résident.

Article 14: Professions indépendantes

1. Les revenus qu'un résident d'un Etat contractant tire d'une profession libérale ou d'autres activités indépendantes de caractère analogue ne sont imposables que dans cet Etat. Toutefois, ces revenus sont imposables dans l'autre Etat contractant dans les cas suivants:
 - a) si l'intéressé dispose de façon habituelle, dans l'autre Etat contractant, d'une base fixe pour l'exercice de ses activités, mais uniquement dans la mesure où ils sont imposables à cette base fixe ; ou
 - b) s'il exerce ses activités dans l'autre Etat contractant pendant une période ou des périodes – y compris la durée des interruptions normales de travail – excédant au total 183 jours au cours de l'année civile.
2. L'expression « profession libérale » comprend en particulier les activités indépendantes d'ordre scientifique, littéraire, artistique, éducatif ou pédagogique, ainsi que les activités indépendantes des médecins, avocats, ingénieurs, architectes, dentistes et comptables.

Article 15: Professions dépendantes

1. Sous réserve des dispositions des articles 16, 18 et 19, les salaires, traitements et autres rémunérations similaires qu'un résident d'un Etat contractant reçoit au titre d'un emploi salarié ne sont imposables que dans cet Etat, à moins que l'emploi ne soit exercé dans l'autre Etat contractant. Si l'emploi y est exercé, les rémunérations reçues à ce titre sont imposables dans cet autre Etat.
2. Nonobstant les dispositions du paragraphe 1, les rémunérations qu'un résident d'un Etat contractant reçoit au titre d'un emploi salarié exercé dans l'autre Etat contractant ne sont imposables que dans le premier Etat si:
 - a) le bénéficiaire séjourne dans l'autre Etat pendant une période ou des périodes n'excédant pas au total 183 jours au cours de l'année, civile considérée, et

- b) les rémunérations sont payées par un employeur ou pour le compte d'un employeur qui n'est pas un résident de l'autre Etat, et
 - c) la charge des rémunérations n'est pas supportée par un établissement stable ou une base fixe que l'employeur a dans L'autre Etat.
3. Nonobstant les dispositions précédentes du présent article, les rémunérations reçues au titre d'un emploi salarié exercé à bord d'un navire ou d'un aéronef exploité en trafic international, sont imposables dans l'Etat contractant où le siège de direction effective de l'entreprise est situé.

Article 16: Tantièmes

Les tantièmes, jetons de présence et autres rétributions similaires qu'un résident d'un Etat contractant reçoit en sa qualité de membre du conseil d'administration ou de surveillance d'une société qui est un résident de l'autre Etat contractant sont imposables dans cet autre Etat.

Article 17: Artistes et sportifs

1. Nonobstant les dispositions des articles 14 et 15, les revenus qu'un résident d'un Etat contractant tire de ses activités personnelles exercées dans l'autre Etat contractant en tant qu'artiste du spectacle, tel qu'un artiste de théâtre, de cinéma, de la radio ou de la télévision, ou qu'un musicien, ou en tant que sportif, sont imposables dans cet autre Etat.
2. Les dispositions du paragraphe 1 ne s'appliquent pas aux rémunérations ou bénéfiques, salaires, traitements ou autres revenus similaires provenant d'activités exercées dans un Etat contractant par des artistes du spectacle lorsque la visite dans cet Etat contractant est soutenue dans une large mesure par des allocations provenant de fonds publics de l'autre Etat, y compris ses subdivisions politiques ou collectivités locales.

Article 18: Pensions

Sous réserve des dispositions du paragraphe 2 de l'article 19, les pensions et autres rémunérations similaires, payées à un résident d'un Etat contractant au titre d'un emploi antérieur, ne sont imposables que dans cet Etat.

Article 19: Fonctions publiques

1. a) Les rémunérations, autres que les pensions, payées par un Etat contractant ou l'une de ses subdivisions politiques ou collectivités locales à une personne physique, au titre de services rendus à cet Etat ou à cette subdivision ou collectivité, ne sont imposables que dans cet Etat.

- b) Toutefois, ces rémunérations ne sont imposables que dans l'autre Etat contractant si les services sont rendus dans cet Etat et si la personne physique est un résident de cet Etat qui :
 - (i) possède la nationalité de cet Etat, ou
 - (ii) n'est pas devenu un résident de cet Etat à seule fin de rendre les services.
2. a) Les pensions payées par un Etat contractant ou l'une de ses subdivisions politiques ou collectivités locales, soit directement soit par prélèvement sur des fonds qu'ils ont constitués, à une personne physique, au titre de services rendus à cet Etat ou à cette subdivision ou collectivité, ne sont imposables que dans cet Etat.
- b) Toutefois, ces pensions ne sont imposables que dans l'autre Etat contractant si la personne physique est un résident de cet Etat et en possède la nationalité.
3. Les dispositions des articles 15, 16 et 18 s'appliquent aux rémunérations et pensions payées au titre de services rendus dans le cadre d'une activité industrielle ou commerciale exercée par un Etat contractant ou l'une de ses subdivisions politiques ou collectivités locales.

Article 20 : Étudiants et stagiaires

1. Les sommes qu'un étudiant ou un stagiaire qui est, ou qui était immédiatement avant de se rendre dans un Etat contractant, un résident de l'autre Etat contractant et qui séjourne dans le premier Etat à seule fin d'y poursuivre ses études ou sa formation, reçoit pour couvrir ses frais d'entretien, d'études ou de formation ne sont pas imposables dans cet Etat, à condition qu'elles proviennent de sources situées en dehors de cet Etat.
2. En ce qui concerne les bourses et les rémunérations d'un emploi salarié auxquelles ne s'applique pas le paragraphe 1, un étudiant ou un stagiaire au sens du paragraphe 1 aura en outre, pendant la durée de ses études ou de sa formation, le droit de bénéficier des mêmes exonérations, dégrèvements ou réductions d'impôts que les résidents de l'Etat dans lequel il séjourne.

Article 21 : Autres revenus

1. Les éléments du revenu d'un résident d'un Etat contractant, d'où qu'ils proviennent, qui ne sont pas traités dans les articles précédents de la présente convention ne sont imposables que dans cet Etat.
2. Les dispositions du paragraphe 1 ne s'appliquent pas aux revenus autres que les revenus provenant de biens immobiliers tels qu'ils sont définis au paragraphe 2 de l'article 6, lorsque le bénéficiaire de tels revenus, résident d'un Etat contractant, exerce dans l'autre Etat contractant, soit une activité industrielle ou commerciale par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé, soit

une profession indépendante au moyen d'une base fixe qui y est située, et que le droit ou le bien générateur des revenus s'y rattache effectivement. Dans ce cas, les dispositions de l'article 7 ou de l'article 14, suivant les cas, sont applicables.

Article 22 : Élimination des doubles impositions

1. Lorsqu'un résident du Maroc reçoit des revenus non visés au paragraphe 2 ci-après qui sont imposables en Suisse conformément aux dispositions de la présente convention, le Maroc, sous réserve des dispositions du paragraphe 2, exempte de l'impôt ces revenus, mais il peut, pour calculer le montant de ses impôts sur le reste des revenus de ce résident, appliquer le même taux que si les revenus en question n'avaient pas été exemptés.
2. En ce qui concerne les revenus visés aux articles 10, 11 et 12. le Maroc peut, conformément aux dispositions de sa législation interne, les comprendre dans les bases des impôts visés à l'article 2; mais il accorde sur demande une imputation sur le montant des impôts marocains afférents à ces revenus, la somme ainsi imputée ne pouvant toutefois excéder la fraction de l'impôt marocain, calculé avant l'imputation, correspondant à ces revenus imposables en Suisse.
3. Lorsqu'un résident de Suisse reçoit des revenus qui, conformément aux dispositions de la présente convention, sont imposables au Maroc, la Suisse, sous réserve des dispositions du paragraphe 4, exempte ces revenus de l'impôt suisse, mais peut, pour calculer le montant de l'impôt sur le reste du revenu de ce résident, appliquer le même taux que si les revenus en question n'avaient pas été exemptés. Toutefois, cette exemption ne s'applique aux gains visés au paragraphe 4 de l'article 13 qu'après justification de la taxation effective au Maroc.
4. Lorsqu'un résident de Suisse reçoit des dividendes, intérêts ou redevances qui, conformément aux dispositions des articles 10, 11 ou 12 sont imposables au Maroc, la Suisse accorde un dégrèvement à ce résident à sa demande. Ce dégrèvement consiste :
 - a) en l'imputation de l'impôt payé au Maroc conformément aux dispositions des articles 10, 11 ou 12 sur l'impôt suisse qui frappe les revenus de cette personne, la somme ainsi imputée ne pouvant toutefois excéder la fraction de l'impôt suisse, calculé avant l'imputation, correspondant à ces revenus imposables au Maroc, ou
 - b) en une réduction forfaitaire de l'impôt suisse, calculé selon des normes préétablies, qui tient compte des principes généraux de dégrèvement énoncés à l'alinéa a) ci-dessus, ou
 - c) en une exemption partielle des dividendes, intérêts ou redevances de l'impôt suisse, équivalant au moins à une déduction de l'impôt payé au Maroc du montant brut de ces dividendes, intérêts ou redevances, lorsque le bénéficiaire résident de Suisse ne peut bénéficier de la limitation prévue aux articles 10 à 12 de l'impôt marocain frappant les dividendes, intérêts et redevances.

5. Pour l'application des dispositions du paragraphe 4, les intérêts qui bénéficient d'une réduction ou d'une exemption de l'impôt marocain en application de la législation interne marocaine tendant à favoriser les investissements destinés au développement de l'économie sont considérés comme ayant supporté l'impôt au taux prévu au paragraphe 2 de l'article 11.

Article 23: Non-discrimination

1. Les nationaux d'un Etat contractant ne sont soumis dans l'autre Etat contractant à aucune imposition ou obligation y relative, qui est autre ou plus lourde que celles auxquelles sont ou pourront être assujettis les nationaux de cet autre Etat qui se trouvent dans la même situation. La présente disposition s'applique aussi, nonobstant les dispositions de l'article 1, aux personnes qui ne sont pas des résidents d'un Etat contractant ou des deux Etats contractants.
2. L'imposition d'un établissement stable qu'une entreprise d'un Etat contractant a dans l'autre Etat contractant n'est pas établie dans cet autre Etat d'une façon moins favorable que l'imposition des entreprises de cet autre Etat qui exercent la même activité. La présente disposition ne peut être interprétée comme obligeant un Etat contractant à accorder aux résidents de l'autre Etat contractant les déductions personnelles, abattements et réductions d'impôt en fonction de la situation ou des charges de famille qu'il accorde à ses propres résidents.
3. A moins que les dispositions de l'article 9. du paragraphe 6 de l'article 11 ou du paragraphe 6 de l'article 12 ne soient applicables, les intérêts, redevances et autres dépenses payés par une entreprise d'un Etat contractant à un résident de l'autre Etat contractant sont déductibles, pour la détermination des bénéfices imposables de cette entreprise, dans les mêmes conditions que s'ils avaient été payés à un résident du premier Etat.
4. Les entreprises d'un Etat contractant, dont le capital est en totalité ou en partie, directement ou indirectement, détenu ou contrôlé par un ou plusieurs résidents de l'autre Etat contractant, ne sont soumises dans le premier Etat à aucune imposition ou obligation y relative, qui est autre ou plus lourde que celles auxquelles sont ou pourront être assujetties les autres entreprises similaires du premier Etat.
5. Les dispositions de la présente convention ne doivent pas faire obstacle à l'application de dispositions fiscales prévues par la législation de l'un des Etats contractants en faveur des investissements.
6. Les dispositions du présent article s'appliquent, nonobstant les dispositions de l'article 2, aux impôts de toute nature ou dénomination.

Article 24: Procédure amiable

1. Lorsqu'une personne estime que les mesures prises par un Etat contractant ou par les deux Etats contractants entraînent ou entraîneront pour elle une imposition non conforme aux dispositions de la présente convention, elle peut, indépendamment des recours prévus par le droit interne de ces Etats, soumettre son cas à l'autorité compétente de l'Etat contractant dont elle est un résident ou, si son cas relève du paragraphe 1 de l'article 23, à celle de l'Etat contractant dont elle possède la nationalité. Le cas doit être soumis dans les trois ans qui suivent la première notification de la mesure qui entraîne une imposition non conforme aux dispositions de la convention.
2. L'autorité compétente s'efforce, si la réclamation lui paraît fondée et si elle n'est pas elle-même en mesure d'y apporter une solution satisfaisante, de résoudre le cas par voie d'accord amiable avec l'autorité compétente de l'autre Etat contractant, en vue d'éviter une imposition non conforme à la convention.
3. Les autorités compétentes des Etats contractants s'efforcent, par voie d'accord amiable, de résoudre les difficultés ou de dissiper les doutes auxquels peuvent donner lieu l'interprétation ou l'application de la convention. Elles peuvent aussi se concerter en vue d'éliminer la double imposition dans les cas non prévus par la convention.
4. Les autorités compétentes des Etats contractants peuvent communiquer directement entre elles en vue de parvenir à un accord comme il est indiqué aux paragraphes précédents. Si des échanges de vues oraux semblent devoir faciliter cet accord, ces échanges de vues peuvent avoir lieu au sein d'une commission composée de représentants des autorités compétentes des Etats contractants.

Article 25: Agents diplomatiques et fonctionnaires consulaires

Les dispositions de la présente convention ne portent pas atteinte aux privilèges fiscaux dont bénéficient les agents diplomatiques ou les fonctionnaires consulaires en vertu soit des règles générales du droit des gens, soit des dispositions d'accords particuliers.

Article 26: Divers

1. Les dispositions de la présente convention ne peuvent être interprétées comme limitant d'une manière quelconque les exonérations, abattements, crédits, déductions ou autres allègements qui sont ou seront accordés:
 - a) par la législation d'un Etat contractant pour la détermination de l'impôt prélevé par cet Etat, ou
 - b) par tout autre accord intervenu entre les Etats contractants.

2. Les autorités compétentes règlent d'un commun accord les modalités d'application des limitations prévues aux articles 10, 11 et 12 de la présente convention.
3. Les autorités compétentes peuvent aussi se concerter pour envisager des mesures destinées à éviter tout usage abusif de la convention.

Article 27 : Entrée en vigueur

1. La présente convention sera ratifiée et les instruments de ratification seront échangés à Berne aussitôt que possible.
2. La convention entrera en vigueur dès l'échange des instruments de ratification et ses dispositions seront applicables :
 - a) aux impôts perçus à la source sur les revenus attribués ou mis en paiement à partir du 1^{er} janvier de l'année de l'échange des instruments de ratification ;
 - b) aux autres impôts payés pour des périodes fiscales commençant le 1^{er} janvier de l'année au cours de laquelle les instruments de ratification ont été échangés.
3. L'accord du 17 mars 1970 entre la Confédération suisse et le Royaume du Maroc concernant l'imposition des entreprises de navigation maritime et aérienne sera abrogé à la date d'entrée en vigueur de la présente convention.

Article 28 : Dénonciation

La présente convention demeurera en vigueur tant qu'elle n'aura pas été dénoncée par un Etat contractant. Chaque Etat contractant peut dénoncer la convention par voie diplomatique avec un préavis minimum de six mois avant la fin de chaque année civile. Dans ce cas, la convention cessera d'être applicable :

- a) aux impôts perçus à la source sur les revenus attribués ou mis en paiement au plus tard le 31 décembre de l'année de la dénonciation ;
- b) aux autres impôts payés pour des périodes imposables prenant fin au plus tard le 31 décembre de la même année.

En foi de quoi les soussignés, dûment autorisés, ont signé la présente convention.

Fait en deux exemplaires à Rabat, le 31 mars 1993, en langues arabe et française, chaque texte faisant également foi.

❑ SYRIE

- **Dahir n° 1-07-29 du 22 safar 1430 (18 février 2009) portant publication de la Convention faite à Rabat le 19 juin 2005 entre le Royaume du Maroc et la République de Syrie tendant à éviter la double imposition et à interdire l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu (1)**

[...]

Vu la Convention (2) faite à Rabat le 19 juin 2005 entre le Royaume du Maroc et la République de Syrie tendant à éviter la double imposition et à interdire l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu ;

Vu la loi n° 03-06 promulguée par le dahir n° 1-07-28 du 28 rabii I 1428 (17 avril 2007) et portant approbation, quant au principe, de la ratification du Royaume du Maroc de la convention précitée ;

Considérant les notifications réciproques de l'accomplissement des formalités nécessaires à la mise en vigueur de la convention précitée,

Article unique

Sera publiée au *Bulletin officiel*, à la suite du présent dahir, la Convention faite à Rabat le 19 juin 2005 entre le Royaume du Maroc et la République de Syrie tendant à éviter la double imposition et à interdire l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu.

(1) *B.O.* n° 5732 du 7 mai 2009.

(2) Le texte de la Convention en langue arabe a été publié dans l'édition générale du *Bulletin officiel* n° 5731 du 8 jourmada I 1430 (4 mai 2009).

الموافق بموجبه من حيث المبدأ على تصديق المملكة المغربية على الاتفاقية المذكورة ؛
ونظرا لتبادل الإعلام باستيفاء الاجراءات اللازمة لدخول الاتفاقية المذكورة حين التنفيذ،

أصدرنا أمرنا الشريف بما يلي :

تنشر بالجريدة الرسمية، عقب ظهورنا الشريف هذا، الاتفاقية الموقعة بالرباط في 19 يونيو 2005 بين حكومة المملكة المغربية وحكومة الجمهورية العربية السورية لتجنب الازدواج الضريبي ومنع التهرب الضريبي فيما يتعلق بالضرائب على الدخل.

وحرر بفاس في 22 من صفر 1430 (18 فبراير 2009).

وقع بالمطف :

الوزير الأول،

الإمضاء : عباس الفاسي.

ظهير شريف رقم 1.07.29 صادر في 22 من صفر 1430 (18 فبراير 2009)
بنسب الاتفاقية الموقعة بالرباط في 19 يونيو 2005 بين حكومة المملكة المغربية وحكومة الجمهورية العربية السورية لتجنب الازدواج الضريبي ومنع التهرب الضريبي فيما يتعلق بالضرائب على الدخل.

الحمد لله وحده ،

الطابع الشريف - بداخله :

(محمد بن الحسن بن محمد بن يوسف الله وليه)

يعلم من ظهورنا الشريف هذا، أسماء الله وأعز أمره أننا :

بناء على الاتفاقية الموقعة بالرباط في 19 يونيو 2005 بين حكومة المملكة المغربية وحكومة الجمهورية العربية السورية لتجنب الازدواج الضريبي ومنع التهرب الضريبي فيما يتعلق بالضرائب على الدخل ؛
وعلى القانون رقم 03.06 الصادر بتنفيذه الظهير الشريف رقم 1.07.28 بتاريخ 28 من ربيع الأول 1428 (17 أبريل 2007)

*

**

اتفاقية

بين

المملكة المغربية

و

الجمهورية العربية السورية

من أجل

تجنب الازدواج الضريبي و منع التهرب
الضريبي فيما يتعلق بالضرائب على الدخل

إن حكومة المملكة المغربية و حكومة الجمهورية العربية السورية؛

رغبة منهما في تنمية و تعزيز علاقاتهما الاقتصادية من خلال إبرام اتفاقية لتجنب الازدواج الضريبي و منع التهرب الضريبي فيما يتعلق بالضرائب على الدخل؛

اتفقتا على ما يلي:

المادة الأولى الأشخاص المعنيون

تطبق هذه الاتفاقية على الأشخاص المقيمين بدولة متعاقدة أو بكلتا الدولتين المتعاقدين.

المادة الثانية الضرائب المعنية

1- تطبق هذه الاتفاقية على الضرائب على الدخل المفروضة لحساب دولة متعاقدة، لفروعها السياسية أو لجماعاتها/سلطاتها المحلية بغض النظر عن الطريقة التي تفرض بها.

2- تعتبر ضرائب على الدخل جميع الضرائب المفروضة على الدخل الإجمالي أو عناصر من الدخل، بما فيها الضرائب على الأرباح الناتجة عن نقل ملكية الأموال المنقولة أو غير المنقولة، و الضرائب على المبالغ الإجمالية للأجور أو الرواتب المدفوعة من قبل المؤسسات/المقاولات، بالإضافة إلى الضرائب على زيادة قيمة رأس المال.

3- إن الضرائب الحالية التي تطبق عليها الاتفاقية هي بالخصوص:

(أ) فيما يخص المملكة المغربية :

(1) الضريبة العامة على الدخل؛

(2) الضريبة على الشركات؛

(والمشار إليها فيما يلي بـ"الضريبة المغربية")؛ و

(ب) فيما يخص الجمهورية العربية السورية:

(1) ضريبة الدخل على الأرباح التجارية والصناعية وغير

التجارية؛

(2) ضريبة الدخل على الأجور والرواتب؛

(3) ضريبة الدخل على غير المقيمين؛

(4) ضريبة الدخل على الإيرادات من رأس المال المنقول وغير

المنقول؛

(5) الإضافات على الضرائب المفروضة على الدخل بنسب مئوية

من قبل السلطات المحلية.

(والمشار إليها فيما يلي بـ"الضريبة السورية").

4- تطبق هذه الاتفاقية كذلك على الضرائب المماثلة أو المشابهة التي قد تستحدث بعد تاريخ التوقيع على هذه الاتفاقية و تضاف إلى الضرائب الحالية أو تحل محلها. وتطلع السلطات المختصة في الدولتين المتعاقبتين بعضها البعض دوريا على التعديلات الهامة التي تدخلها على تشريعاتها الضريبية

المادة الثالثة تعريف عامة

- 1- لأغراض هذه الاتفاقية، ما لم يقتض سياق النص خلاف ذلك:
- (أ) تعني عبارتا "دولة متعاقدة" و "الدولة المتعاقدة الأخرى" حسب سياق النص المغرب أو سورية؛
- (ب) يعني لفظ "المغرب" المملكة المغربية، و عندما يستعمل بالمعنى الجغرافي يشمل لفظ "المغرب":
- (i) تراب المملكة المغربية، المياه الإقليمية، و
- (ii) المنطقة البحرية ما وراء البحر الإقليمي و تشمل امتداد البحر وأعماقه الباطنية (الجرف القاري) والمنطقة الاقتصادية الخاصة التي يمارس المغرب عليها حقوقه السيادية طبقا لتشريعه و للقانون الدولي، وذلك بهدف استكشاف و استغلال موارده الطبيعية؛
- (ج) يعني لفظ " سورية " الجمهورية العربية السورية بمعناها الجغرافي و هي تعني أراضي الجمهورية العربية السورية ومياهها الداخلية وبحرها الإقليمي وباطن هذه الأراضي والفضاء الجوي الذي يعلوها والمناطق البحرية التي لسورية حقوق سيادية عليها؛
- (د) يعني لفظ "ضريبة" حسب سياق النص الضريبة المغربية أو الضريبة السورية؛
- (هـ) يشمل لفظ "شخص" الأشخاص الطبيعيين والشركات و كل مجموعات الأشخاص الأخرى؛
- (و) يعني لفظ "شركة" كل شخص معنوي، و كل كيان يعتبر شخصا معنويا لأغراض فرض الضريبة؛
- (ز) تعني عبارتا "مؤسسة/مقولة دولة متعاقدة" و "مؤسسة/مقولة الدولة المتعاقدة الأخرى" على التوالي مؤسسة/مقولة يستغلها مقيم بدولة متعاقدة و مؤسسة/مقولة يستغلها مقيم بالدولة المتعاقدة الأخرى؛
- (ح) يعني لفظ "مواطن":
- (i) كل الأشخاص الطبيعيين الذين يحملون جنسية الدولة المتعاقدة؛

(ii) كل الأشخاص المعنويين، شركات الأشخاص و الجمعيات المنشأة طبقاً للتشريع الجاري به العمل في دولة متعاقدة؛
 ط) تعني عبارة " النقل الدولي " أية عملية نقل بواسطة سفينة أو طائرة تقوم باستغلالها مؤسسة/مقاوله تابعة لدولة متعاقدة، باستثناء الحالة التي يتم فيها استغلال السفينة أو الطائرة فقط بين أماكن في الدولة المتعاقدة الأخرى؛
 ي) تعني عبارة "السلطة المختصة":
 (i) فيما يخص المغرب: وزير المالية والخصوصية أو ممثله المرخص له بذلك؛
 (ii) فيما يخص سورية: وزير المالية أو ممثله المفوض.

2- لتطبيق الاتفاقية في وقت معين من طرف دولة متعاقدة، كل لفظ أو عبارة لم يتم تعريفه يكون له - ما لم يقتض سياق النص خلاف ذلك - المعنى الذي يمنحه إياه في ذلك الوقت قانون هذه الدولة المتعلق بالضرائب التي تطبق عليها الاتفاقية، و المعنى الممنوح لهذا اللفظ أو العبارة من طرف القانون الضريبي لهذه الدولة يرجح على المعنى الذي تمنحها إياه الفروع الأخرى من قانون هذه الدولة.

المادة الرابعة المقيم

1- لأغراض هذه الاتفاقية تعني عبارة "مقيم بدولة متعاقدة " كل شخص بموجب تشريع هذه الدولة، يخضع للضريبة فيها و ذلك بسبب موطنه أو مكان إقامته أو مقر إدارته أو أي معيار آخر ذي طابع مشابه، و يطبق كذلك على هذه الدولة و كذا على جميع فروعها السياسية أو جماعاتها/سلطاتها المحلية. لكن هذه العبارة لا تشمل الأشخاص الذين لا يخضعون للضريبة في هذه الدولة إلا على الدخل المتأتي من مصادر موجودة في هذه الدولة.

2- عندما يعتبر شخص طبيعي - تبعا لأحكام/مقتضيات الفقرة 1- مقيماً بكلتا الدولتين المتعاقدين، تسوى وضعيته بالكيفية التالية:
 أ) يعتبر هذا الشخص مقيماً فقط بالدولة التي يوجد له بها سكن دائم؛ و في حالة ما إذا كان له سكن دائم في كلتا الدولتين، يعتبر مقيماً بالدولة التي تربطه بها أوثق الروابط الشخصية و الاقتصادية (مركز المصالح الحيوية)؛
 ب) إذا لم يكن ممكناً تحديد الدولة التي يوجد بها مركز مصالح هذا الشخص الحيوية، أو لم يتوفر له سكن دائم في أي من الدولتين، يعتبر مقيماً فقط بالدولة التي يقطن فيها بصفة اعتيادية؛

- ج) إذا كان هذا الشخص يقطن بصفة اعتيادية في كلتا الدولتين أو لا يقطن في أي منهما، يعتبر مقيماً فقط بالدولة التي يحمل جنسيتها؛
- د) إذا كان هذا الشخص يحمل جنسية كلتا الدولتين أو لا يحمل جنسية أي منهما، تفصل السلطات المختصة في الدولتين المتعاقبتين في القضية باتفاق مشترك.
- 3- إذا كان شخص غير الشخص الطبيعي مقيماً بالدولتين المتعاقبتين وفقاً لأحكام/مقتضيات الفقرة 1، فإنه يعتبر مقيماً فقط بالدولة التي يوجد بها مقر إدارته الفعلية.

المادة الخامسة المنشأة الدائمة

- 1- لأغراض هذه الاتفاقية، تعني عبارة "منشأة دائمة" مكان عمل ثابت تمارس من خلاله مؤسسة/مقولة عملها بشكل كلي أو جزئي.
- 2- تشمل عبارة "منشأة دائمة" بالخصوص:
- مقر الإدارة؛
 - فرعاً؛
 - مكتباً؛
 - مصنعاً؛
 - مشغلاً؛
 - منجماً، بئراً للبتروول أو الغاز، مقلعاً أو أي مكان آخر لاستخراج الموارد الطبيعية بما في ذلك موقع حفر في البحر؛
 - مكاناً مستخدماً كمنفذ للبيع؛
 - مستودعاً موضوعاً رهن إشارة شخص من أجل تخزين سلع لأخر؛
- 3- تشمل عبارة "منشأة دائمة" كذلك:
- موقع البناء، أو مشروع التشييد أو التجميع أو التركيب أو أنشطة الإشراف المتعلقة بها، إذا استمر الموقع أو المشروع أو الأنشطة لفترة تزيد عن ستة (6) أشهر؛

ب) تقديم الخدمات، بما في ذلك الخدمات الاستشارية من طرف مؤسسة/مقولة بواسطة ماجورين أو مستخدمين آخرين تم توظيفهم لهذا الغرض، لكن فقط إذا تواصلت مثل هذه الأنشطة (لنفس المشروع أو لمشروع مرتبط به) فوق تراب دولة متعاقدة لمدة أو لمدد تمثل في مجموعها أكثر من تسعين (90) يوماً في حدود مدة اثني عشر (12) شهراً؛

(ج) مؤسسة/مقاوله في دولة متعاقدة من أجل ممارسة نشاطها التجاري إذا كانت تقدم خدمات أو تزود بتجهيزات و آلات للإيجار تستعمل في التنقيب، استخراج أو استغلال الزيوت المعدنية في هذه الدولة.

4- على الرغم من الأحكام/المقتضيات السابقة من هذه المادة، لا يعتبر أن هناك "منشأة دائمة" إذا:

- (أ) استعملت المنشآت لمجرد أغراض تخزين أو عرض بضائع أو سلع تملكها المؤسسة/المقاوله؛
- (ب) احتفظ ببضائع أو سلع عائدة إلى المؤسسة/المقاوله فقط بهدف التخزين أو العرض؛
- (ج) احتفظ بمخزون بضائع أو سلع عائدة إلى المؤسسة/المقاوله فقط بهدف التحويل من قبل مؤسسة/مقاوله أخرى؛
- (د) استعمل مكان عمل ثابت فقط لغرض شراء بضائع أو سلع أو جمع معلومات للمؤسسة/المقاوله؛
- (هـ) استعمل مكان عمل ثابت فقط لغرض ممارسة أية أنشطة ذات طابع تحضيرى أو إضافي للمؤسسة/المقاوله؛
- (و) استعمل مكان عمل ثابت فقط لمجرد أغراض الجمع بين ممارسة الأنشطة المشار إليها في المقاطع من (أ) إلى (هـ)، شريطة أن تحتفظ مجموع الأنشطة الممارسة من طرف مكان العمل الثابت - والناجمة عن هذا الجمع - بطابع تحضيرى أو إضافي.

5- على الرغم من أحكام/مقتضيات الفقرتين 1 و 2، إذا عمل شخص - غير الوكيل ذي الوضع المستقل الذي تطبق عليه الفقرة 7 - في دولة متعاقدة لحساب مؤسسة/مقاوله تابعة للدولة المتعاقدة الأخرى، فإن تلك المؤسسة/المقاوله ستعتبر بأن لها منشأة دائمة في الدولة المتعاقدة المذكورة أولا فيما يتعلق بالأنشطة التي يقوم بها ذلك الشخص لصالح المؤسسة/المقاوله في حالة ما:

- (أ) إذا كانت لديه و كان يزاول بشكل معتاد في هذه الدولة سلطة لإبرام العقود باسم تلك المؤسسة/المقاوله، إلا إذا كانت أنشطة ذلك الشخص محدودة في تلك الأنشطة المشار إليها في الفقرة 4 و التي إذا تمت ممارستها من خلال مكان عمل ثابت لا تجعل من هذا المكان الثابت منشأة دائمة طبقا لأحكام/مقتضيات هذه الفقرة؛ أو

ب) إذا لم تكن له مثل هذه السلطة، ولكنه يحتفظ عادة في الدولة المذكورة أو لا بمخزون من بضائع أو سلع مملوكة لمثل هذه المؤسسة/المقاول و يقوم بتسليم بضائع أو سلع منها بصفة منتظمة نيابة عن هذه المؤسسة/المقاول.

6- على الرغم من الأحكام/المقتضيات السابقة من هذه المادة، تعتبر مؤسسة/مقاول للتأمين بدولة متعاقدة، باستثناء إعادة التأمين، ذات منشأة دائمة في الدولة المتعاقدة الأخرى، إذا كانت المؤسسة/المقاول تقبض أقساط تأمين أو تقوم بتأمين مخاطر فوق تراب هذه الدولة الأخرى بواسطة شخص آخر غير الوكيل ذي الوضع المستقل الذي تطبق عليه الفقرة 7.

7- لا يعتبر أنه لمؤسسة/مقاول دولة متعاقدة منشأة دائمة بمجرد أنها تمارس فيها نشاطها عن طريق وسيط أو وكيل عام بالعمولة أو أي وكيل آخر ذي وضع مستقل، شريطة أن يعمل هؤلاء الأشخاص في النطاق العادي لنشاطهم. غير أنه إذا كانت أنشطة هذا الوكيل مخصصة كلها أو في معظمها لحساب هذه المؤسسة/المقاول و كانت الشروط المتفق عليها أو المفروضة بين المؤسسة/المقاول و الوكيل في علاقاتهما التجارية و المالية تختلف عن تلك التي قد تربط بين مؤسستين/مقاولتين مستقلتين، فلا يمكن اعتباره كوكيل ذي وضع مستقل بمفهوم هذه الفقرة.

8- إن كون شركة مقيمة بدولة متعاقدة تراقب شركة مقيمة بالدولة المتعاقدة الأخرى أو تراقب من طرفها أو تزاوّل نشاطها في هذه الدولة المتعاقدة الأخرى - سواء بواسطة منشأة دائمة أو بطريقة أخرى - لا يكفي في حد ذاته ليجعل من إحدى الشركتين منشأة دائمة للأخرى.

المادة السادسة

دخول الأموال غير المنقولة

1- إن الدخل الذي يحصل عليه مقيم بدولة متعاقدة من أموال غير منقولة (بما فيه دخل استغلال الفلاحة أو الغابات) موجودة بالدولة المتعاقدة الأخرى تفرض عليه الضريبة في هذه الدولة الأخرى.

2- تعني عبارة "أموال غير منقولة" المدلول الذي يمنحه قانون الدولة المتعاقدة التي توجد بها هذه الأموال. و تشمل العبارة في جميع الحالات الماشية و التوابع و التجهيزات المستعملة في استغلال الفلاحة و الغابات و الحقوق التي تنطبق عليها أحكام/مقتضيات القانون الخاص المتعلقة بالملكية العقارية و حق الانتفاع

بالأموال غير المنقولة، و الحقوق الخاصة بالمدفوعات المتغيرة أو الثابتة لاستغلال أو امتياز استغلال المناجم المعدنية و المنابع و الموارد الطبيعية الأخرى؛ و لا تعتبر السفن و الطائرات كأموال غير منقولة.

3- تطبق أحكام/مقتضيات الفقرة 1 على الدخل الناتج عن الاستغلال المباشر أو الإيجار أو تأجير الأراضي، و كذلك عن كل شكل آخر لاستغلال الأموال غير المنقولة.

4- تطبق أحكام/مقتضيات الفقرتين 1 و 3 كذلك على الدخل الناتج عن الأموال غير المنقولة لمؤسسة/مقاول و كذلك على دخل الأموال غير المنقولة المعدة لممارسة مهنة مستقلة.

5- عندما تخول ملكية أسهم أو حقوق أخرى في شركة ما أو شركة انتمان أو مؤسسة مشابهة لمالكها التمتع بالأموال غير المنقولة الواقعة في دولة متعاقدة و المملوكة من قبل تلك الشركة أو شركة الانتمان أو المؤسسة المشابهة، فإن الدخل من الاستخدام المباشر، أو التأجير أو الاستخدام بأي شكل آخر لحق التمتع هذا يمكن أن يخضع للضريبة في تلك الدولة، دون الإخلال بأحكام المادتين (7) و (14).

المادة السابعة

أرباح الأعمال

1- تفرض الضريبة على أرباح مؤسسة/مقاول تابعة لدولة متعاقدة فقط في هذه الدولة، إلا إذا كانت المؤسسة/المقاول تمارس نشاطها في الدولة المتعاقدة الأخرى بواسطة منشأة دائمة توجد بها. فإذا مارست المؤسسة/المقاول نشاطها بهذه الكيفية، تفرض الضريبة على أرباحها في الدولة الأخرى، و لكن فقط بمقدار ما يعود منها إلى:

(أ) المنشأة الدائمة؛ أو

(ب) المبيعات في هذه الدولة الأخرى لبضائع أو سلع ذات طابع مماثل

أو مشابه لتلك التي تقوم ببيعها المنشأة الدائمة؛ أو

(ج) الأنشطة التجارية الأخرى الممارسة في هذه الدولة الأخرى

ذات الطابع المماثل أو المشابه لتلك التي تمارسها المنشأة الدائمة.

2- مع مراعاة أحكام/مقتضيات الفقرة 3، عندما تمارس مؤسسة/مقاول تابعة لدولة متعاقدة نشاطا في الدولة المتعاقدة الأخرى من خلال منشأة دائمة توجد بها، ينسب - في كل دولة متعاقدة - إلى تلك المنشأة الدائمة الأرباح التي يتوقع أن تجنيها لو كانت مؤسسة/مقاول مميزة و منفصلة تمارس نفس الأنشطة أو أنشطة مماثلة في نفس الشروط أو شروط مماثلة و تتعامل بشكل مستقل تماما مع المؤسسة/المقاول التي هي منشأة دائمة لها.

3- لتحديد أرباح منشأة دائمة، يسمح بخصم النفقات التي بذلت لأغراض نشاط هذه المنشأة الدائمة بما في ذلك نفقات الإدارة و المصاريف العامة للإدارة الموضوعة على هذا الشكل سواء كان ذلك في الدولة المتعاقدة التي توجد بها هذه المنشأة الدائمة أو في جهة أخرى. غير أنه لن يسمح بأي خصم عن المبالغ المؤداة، عند الاقتضاء، (لأغراض أخرى غير استرداد المبالغ المصروفة) بواسطة المنشأة الدائمة للمقر المركزي للمؤسسة/المقاول أو لأي من مكاتبها على شكل إتاوات، أتعاب أو أداءات مماثلة أخرى مقابل استخدام حقوق براءات الاختراع أو حقوق أخرى، أو على شكل عمولات نظير خدمات معينة أو نشاط إداري أو، فيما عدا المؤسسات/المقاولات المصرفية، على شكل فوائد على الأموال المقرضة للمنشأة الدائمة. و بالمثل، فإنه لا يدخل في احتساب أرباح المنشأة الدائمة نفس المبالغ المدرجة من طرف المنشأة الدائمة في الجانب المدين من حساب المقر المركزي للمؤسسة/المقاول أو لأي من مكاتبها.

4- إذا كان من المعتاد في دولة متعاقدة تحديد الأرباح المنسوبة لمنشأة دائمة على أساس توزيع نسبي لمجموع أرباح المؤسسة/المقاول على مختلف أطرافها، لا يمنع أي حكم/مقتضى من الفقرة 2 هذه الدولة المتعاقدة من تحديد الأرباح الخاضعة للضريبة حسب التوزيع النسبي المعمول به، غير أن طريقة التوزيع المعتمدة يجب أن تكون مستعملة بحيث تكون النتيجة المحصل عليها مطابقة للمبادئ الواردة في هذه المادة.

5- لا تنسب أية أرباح إلى منشأة دائمة لمجرد شراء تلك المنشأة الدائمة بضائع أو سلعاً للمؤسسة/المقاول.

6- لأغراض الفقرات السابقة، تحدد كل سنة و حسب نفس الطريقة الأرباح المنسوبة للمنشأة الدائمة ما لم تكن هناك أسباب مقبولة و كافية للعمل بعكس ذلك.

7- إذا كانت الأرباح تشمل عناصر من الدخل تتناولها بصفة منفصلة مواد أخرى من هذه الاتفاقية، فإن أحكام/مقتضيات تلك المواد لن تتأثر بأحكام/مقتضيات هذه المادة.

المادة الثامنة

النقل الدولي

1- تفرض الضريبة على الأرباح الناتجة عن استغلال السفن أو الطائرات في النقل الدولي فقط في الدولة المتعاقدة التي يوجد بها مقر الإدارة الفعلية للمؤسسة/المقاول.

2- إذا كان مقر الإدارة الفعلية لمؤسسة/مقاولة الملاحة البحرية يوجد على متن سفينة، فإن هذا المقر يعتبر موجوداً في الدولة المتعاقدة التي تم في مينائها قيد هذه السفينة، أو، في حالة عدم وجود ميناء القيد، في الدولة المتعاقدة التي يقيم بها مستغل السفينة.

3- تطبق أحكام/مقتضيات الفقرة 1 كذلك على الأرباح الناتجة عن المساهمة في مجموعة أو اتحاد أو في استغلال مشترك أو في وكالة دولية للاستغلال، لكن فقط على حصة الأرباح المحققة بهذه الكيفية و العائدة لكل مشارك حسب نسبه في الاستغلال المشترك.

4 - لأغراض هذه المادة، فإن أرباح مؤسسة/مقاولة تابعة لدولة متعاقدة و المتأتية من استغلال السفن أو الطائرات في النقل الدولي تشمل الأرباح الناتجة عن استغلال أو تأجير الحاويات إذا كانت هذه الأرباح تابعة للدخل الذي تطبق عليه أحكام/مقتضيات الفقرة 1.

المادة التاسعة

المؤسسات/المقاولات المشتركة

1- في حالة:

(أ) كون مؤسسة/مقاولة من دولة متعاقدة تساهم بشكل مباشر أو غير مباشر في إدارة أو مراقبة أو في رأسمال مؤسسة/مقاولة من الدولة المتعاقدة الأخرى؛ أو

(ب) كون نفس الأشخاص يساهمون بشكل مباشر أو غير مباشر في إدارة أو مراقبة أو في رأسمال مؤسسة/مقاولة من دولة متعاقدة ومؤسسة/مقاولة من الدولة المتعاقدة الأخرى،

وأنه في أي من الحالتين توضع أو تفرض شروط بين المؤسستين/المقاولتين في علاقاتهما التجارية أو المالية تختلف عن تلك الشروط التي توضع بين مؤسستين/مقاولتين مستقلتين، عندئذ فإن أية أرباح كانت ستستحق لإحدى المؤسستين/المقاولتين لولا وجود هذه الشروط، يمكن أن تضاف إلى أرباح تلك المؤسسة/المقاولة وتخضع للضريبة بناءً على ذلك.

2- عندما تضم دولة متعاقدة لأرباح مؤسسة/مقاولة في تلك الدولة - و تفرض عليها الضرائب بناءً على ذلك- أرباحاً كلفت مؤسسة/مقاولة تابعة لدولة متعاقدة بالضريبة عليها في تلك الدولة الأخرى وعندما تكون الأرباح التي تم ضمها

هي أرباح كانت ستتحقق لمؤسسة/مقاولة الدولة المذكورة أولاً لو كانت الشروط التي تم وضعها بين المؤسستين/المقاولتين هي نفس الشروط التي كانت ستوضع بين مؤسستين/مقاولتين مستقلتين، فعندئذ سوف تجري تلك الدولة الأخرى تسوية مناسبة لمبلغ الضريبة المكلفة فيها على تلك الأرباح إذا كانت تلك الدولة الأخرى تعتبر التسوية مبررة. و عند تحديد مثل هذه التسوية، يجب أخذ الأحكام/المقتضيات الأخرى لهذه الاتفاقية بعين الاعتبار وسوف تقوم السلطات المختصة في الدولتين المتعاقدتين بالتشاور فيما بينها إذا دعت الضرورة.

3- لا تطبق أحكام/مقتضيات الفقرة 2 إذا أدت متابعات قضائية أو إدارية أو قانونية أخرى إلى حكم نهائي يقضي، إثر إجراءات نشأت عنها تسوية للأرباح بموجب الفقرة 1، بأن إحدى المؤسستين/المقاولتين تخضع لغرامات جزائية فيما يتعلق بالغش أو الإهمال الشديد أو التغاضي المتعمد.

المادة العاشرة

أرباح الأسهم

1- إن أرباح الأسهم المؤداة من قبل شركة مقيمة بدولة متعاقدة لمقيم بالدولة المتعاقدة الأخرى تفرض عليها الضريبة في هذه الدولة الأخرى.

2- غير أن أرباح الأسهم تلك تفرض عليها الضريبة أيضاً في الدولة المتعاقدة حيث تقيم الشركة التي تؤدي أرباح الأسهم وذلك حسب التشريع الجاري به العمل في هذه الدولة، لكن إذا كان المستفيد الفعلي من أرباح الأسهم مقيماً بالدولة المتعاقدة الأخرى، فإن الضريبة المفروضة على هذا النحو لا يمكن أن تتجاوز 10% (عشرة بالمائة) من المبلغ الإجمالي لأرباح الأسهم.

3- تعني عبارة "أرباح الأسهم" المستعملة في هذه المادة الدخل المتأتي من الأسهم، أسهم أو سندات الانتفاع، حصص المناجم، حصص المؤسسين أو حصص أخرى مساهمة في الأرباح باستثناء الديون، وكذلك الدخل المتأتي من حصص المشاركة الأخرى الخاضعة لنفس النظام الضريبي المطبق على دخل الأسهم حسب تشريع الدولة التي تقيم بها الشركة الموزعة لأرباح الأسهم.

4- لا تطبق أحكام/مقتضيات الفقرتين 1 و 2 إذا كان المستفيد الفعلي من أرباح الأسهم، مقيماً بدولة متعاقدة، ويمارس في الدولة المتعاقدة الأخرى حيث تقيم الشركة الموزعة لأرباح الأسهم نشاطاً صناعياً أو تجارياً بواسطة منشأة دائمة توجد بها، أو مهنة مستقلة بواسطة قاعدة ثابتة توجد بها، وكانت المساهمة الموجبة لأرباح الأسهم مرتبطة بها فعلياً. في هذه الحالة، تطبق أحكام/مقتضيات المادة 7 أو المادة 14 حسبما يقتضيه الحال.

5- عندما تستمد شركة مقيمة بدولة متعاقدة أرباحاً أو دخلاً من الدولة المتعاقدة الأخرى، فإن تلك الدولة الأخرى لا يجوز لها أن تفرض أية ضريبة على أرباح الأسهم المؤداة من قبل هذه الشركة، ما عدا الحالة التي يتم فيها دفع أرباح الأسهم تلك إلى مقيم بالدولة الأخرى أو بمدى ما تكون المساهمة التي تدفع أرباح الأسهم بشأنها مرتبطة بصورة فعالة بمنشأة دائمة أو قاعدة ثابتة توجد في تلك الدولة الأخرى، كما لا يجوز لها أن تخضع أرباح الشركة غير الموزعة إلى ضريبة الأرباح غير الموزعة، حتى لو كانت أرباح الأسهم المؤداة أو الأرباح غير الموزعة مكونة كلياً أو جزئياً من أرباح أو دخل ناشئ في تلك الدولة الأخرى.

6- بغض النظر عن أي حكم/ مقتضى آخر من هذه الاتفاقية، عندما تملك شركة مقيمة بدولة متعاقدة منشأة دائمة في الدولة المتعاقدة الأخرى، فإن الأرباح المفروضة عليها الضريبة طبقاً للفقرة 1 من المادة 7 يجوز أن تخضع لضريبة محجوزة من المصدر في هذه الدولة الأخرى وفقاً لتشريعها الضريبي، غير أن الضريبة المحجوزة على هذا النحو لا يمكنها أن تتجاوز 10% (عشرة بالمائة) من مبلغ الأرباح المذكورة بعد خصم الضريبة على الشركات المطبقة عليها في هذه الدولة الأخرى.

المادة الحادية عشرة

الفوائد

1- إن الفوائد المتأتية من دولة متعاقدة والمؤداة لمقيم بالدولة المتعاقدة الأخرى تفرض عليها الضريبة في هذه الدولة الأخرى.

2- غير أن هذه الفوائد تفرض عليها الضريبة أيضاً في الدولة المتعاقدة التي تنشأ فيها وفقاً لتشريع هذه الدولة، لكن إذا كان المستفيد الفعلي من الفوائد مقيماً بالدولة المتعاقدة الأخرى، فإن الضريبة المفروضة على هذا النحو لا يمكن أن تتجاوز 10% (عشرة بالمائة) من المبلغ الإجمالي للفوائد.

3- على الرغم من أحكام/ مقتضيات الفقرة 2، فإن الفوائد المتأتية من دولة متعاقدة و المؤداة للحكومة أو للبنك المركزي بالدولة المتعاقدة الأخرى تعفى من الضريبة في الدولة المتعاقدة الأولى.

4- يعني لفظ "فوائد" كما هو مستخدم في هذه الفقرة الدخل الناتج عن سندات الديون بكل أنواعها سواءً أكانت مضمونة برهن أم لا وسواءً أكانت تحمل حق المشاركة في أرباح المدين أم لا ، وعلى وجه التحديد الدخل الناتج عن سندات الخزينة العامة والدخل الناتج عن سندات الدين أو سندات القروض بما في ذلك العلاوات والجوائز المتعلقة بمثل سندات الخزينة العامة هذه أو بسندات الدين أو بسندات القروض. ولأغراض هذه المادة لا تعتبر فوائد الغرامات الجزائية على التأخير بالدفع.

5- لا تطبق أحكام/مقتضيات الفقرتين 1 و 2 إذا كان المستفيد الفعلي من الفوائد، مقيماً بدولة متعاقدة، ويمارس في الدولة المتعاقدة الأخرى المتأتية منها الفوائد نشاطاً صناعياً أو تجارياً بواسطة منشأة دائمة موجودة فيها، أو مهنة مستقلة بواسطة قاعدة ثابتة موجودة فيها، و كان الدين الذي تتولد عنه الفوائد مرتبطاً فعلياً:

(أ) بالمنشأة الدائمة أو القاعدة الثابتة المذكورة؛ أو
 (ب) بالأنشطة التجارية المشار إليها في المقطع (ج) من الفقرة 1 من المادة 7:

و في هذه الحالة، تطبق أحكام/مقتضيات المادة 7 أو المادة 14 حسبما يقتضيه الحال.

6- تعتبر الفوائد متأتية من دولة متعاقدة إذا كان المدين هو تلك الدولة المتعاقدة، أو فرعاً سياسياً، أو جماعة/سلطة محلية أو مقيماً بهذه الدولة. غير أنه إذا كان للمدين بالفوائد في دولة متعاقدة - سواء كان مقيماً بدولة متعاقدة أو غير مقيم بها - منشأة دائمة أو قاعدة ثابتة يرتبط بها الدين الذي ترتب عنه أداء الفوائد وتحملت من أجله تلك الفوائد، فعندئذ تعتبر هذه الفوائد متأتية من الدولة المتعاقدة التي توجد فيها المنشأة الدائمة أو القاعدة الثابتة.

7- إذا ترتب بسبب علاقات خاصة تربط المدين بالمستفيد الفعلي من الفوائد أو تربط كليهما بأشخاص آخرين، وتجاوز مبلغ الفوائد - باعتبار الدين الذي تدفع من أجله - المبلغ المتفق عليه بين المدين و المستفيد الفعلي في غياب مثل هذه العلاقات، فإن أحكام/مقتضيات هذه المادة لا تطبق إلا على هذا المبلغ الأخير. و في هذه الحالة، يبقى الجزء الزائد من الأداءات خاضعاً للضريبة طبقاً لتشريع كل دولة متعاقدة مع مراعاة الأحكام/المقتضيات الأخرى من هذه الاتفاقية.

المادة الثانية عشرة الإتاوات/العائدات

1- إن الإتاوات/العائدات المتأتية من دولة متعاقدة و المؤداة لمقيم بالدولة المتعاقدة الأخرى تفرض عليها الضريبة في هذه الدولة الأخرى.

2- غير أن هذه الإتاوات/العائدات تفرض عليها الضريبة أيضا في الدولة المتعاقدة المتأتية منها و حسب تشريع هذه الدولة، لكن إذا كان المستفيد الفعلي من الإتاوات/العائدات مقيما بالدولة المتعاقدة الأخرى، فإن الضريبة المفروضة على هذا النحو لا يمكن أن تتجاوز 14% (أربعة عشر بالمائة) من المبلغ الإجمالي للإتاوات/العائدات .

3- يقصد بلفظ "الإتاوات/العائدات" الوارد في هذه المادة الأداءات على اختلاف أنواعها مقابل استعمال أو الحق في استعمال حق المؤلف عن عمل أدبي، فني أو علمي، بما في ذلك الأفلام السينمائية و الأشرطة و التسجيلات الخاصة بالبث الإذاعي أو التلفزيوني أو البث عن طريق الأقمار الاصطناعية، أو الارتباط، أو الألياف البصرية أو كل التقنيات المماثلة المستعملة في البث الموجه للعموم، والأشرطة الممغنطة، والأقراص و أقراص الليزر (برامج المعلوماتية)، وبراءات الاختراع، وعلامات الصنع أو علامات تجارية، ورسم أو نموذج، وتصميم، وصيغة أو طريقة سرية، و استعمال أو الحق في استعمال تجهيز صناعي، تجاري، فلاحى أو علمي و مقابل معلومات لها صلة بتجربة مكتسبة في الميدان الصناعي، التجاري أو العلمي (اكتساب المهارة)، و كذلك مقابل المساعدة التقنية و تقديم الخدمات و المستخدمين غير تلك المشار إليها في المواد 14 و 15 من هذه الاتفاقية.

و يشمل لفظ " الإتاوات/العائدات" كذلك الأرباح الناتجة عن نقل هذه الحقوق أو الملكيات في حالة ما إذا كانت مرتبطة بالإنتاج، أو بالإنتاجية، أو باستعمال هذه الحقوق أو الملكيات.

4- لا تطبق أحكام/ مقتضيات الفقرتين 1 و 2 إذا كان المستفيد من الإتاوات/العائدات مقيما في دولة متعاقدة، و يمارس في الدولة المتعاقدة الأخرى المتأتية منها الإتاوات/العائدات إما نشاطا صناعيا أو تجاريا بواسطة منشأة دائمة موجودة فيها، أو مهنة مستقلة بواسطة قاعدة ثابتة موجودة فيها و كان الحق أو الملك الذي تتولد عنه الإتاوات/العائدات مرتبطا فعليا:

(أ) بالمنشأة الدائمة أو القاعدة الثابتة المذكورة؛ أو

(ب) بالأنشطة التجارية المشار إليها في المقطع (ج) من الفقرة 1 من

المادة 7.

و في هذه الحالة، تطبق أحكام/ مقتضيات المادة 7 أو المادة 14 حسبما يقتضيه الحال.

5- تعتبر الإتاوات/العائدات متأتية من دولة متعاقدة إذا كان المدين هو تلك الدولة المتعاقدة، أو فرعا سياسيا، أو جماعة/سلطة محلية أو مقيما بهذه الدولة. غير أنه إذا كان للمدين بالإتاوات/العائدات في دولة متعاقدة - سواء كان مقيما بدولة متعاقدة أو غير مقيم بها - منشأة دائمة أو قاعدة ثابتة يرتبط بها الالتزام الذي ترتب عنه أداء الإتاوات/العائدات وتحملت من أجله تلك الإتاوات/العائدات، فعندئذ تعتبر هذه الإتاوات/العائدات متأتية من الدولة المتعاقدة التي توجد فيها المنشأة الدائمة أو القاعدة الثابتة.

6- إذا ترتب بسبب علاقات خاصة تربط المدين بالمستفيد الفعلي من الإتاوات/العائدات أو تربط كليهما بأشخاص آخرين، وتجاوز مبلغ الإتاوات/العائدات - باعتبار الخدمات التي تدفع من أجله - المبلغ المتفق عليه بين المدين و المستفيد الفعلي في غياب مثل هذه العلاقات، فإن أحكام/مقتضيات هذه المادة لا تطبق إلا على هذا المبلغ الأخير. و في هذه الحالة، يبقى الجزء الزائد من الأداءات خاضعا للضريبة طبقا لتشريع كل دولة متعاقدة مع مراعاة الأحكام/المقتضيات الأخرى من هذه الاتفاقية.

المادة الثالثة عشرة أرباح رأس المال

1- إن الأرباح التي يحصل عليها مقيم في دولة متعاقدة من نقل ملكية الأموال غير المنقولة المشار إليها في المادة 6، تفرض عليها الضريبة في الدولة المتعاقدة التي توجد بها هذه الأموال.

2- إن الأرباح الناتجة عن نقل ملكية الأموال المنقولة التي تدخل في أصول منشأة دائمة و التي تملكها مؤسسة/مقاول دولة متعاقدة بالدولة المتعاقدة الأخرى أو الأموال المنقولة التي تنتمي إلى قاعدة ثابتة يملكها مقيم بالدولة المتعاقدة الأخرى من أجل ممارسة مهنة مستقلة، بما في ذلك الأرباح الناتجة عن نقل ملكية هذه المنشأة الدائمة (بمفردها أو مع مجموع المؤسسة/المقاول) أو هذه القاعدة الثابتة، تفرض عليها الضريبة في هذه الدولة الأخرى.

3- إن الأرباح الناتجة عن نقل ملكية السفن أو الطائرات المستغلة في حركة النقل الدولي أو الأرباح الناتجة عن الأموال المنقولة المخصصة لاستغلال هذه السفن أو الطائرات، لا تفرض عليها الضريبة إلا في الدولة المتعاقدة التي يوجد بها مقر الإدارة الفعلية للمؤسسة/المقاول.

4- إن الأرباح الناتجة عن نقل ملكية أسهم رأسمال شركة تتكون أموالها أساسا، بطريقة مباشرة أو غير مباشرة، من أموال غير منقولة موجودة في دولة متعاقدة تفرض عليها الضريبة في هذه الدولة.

5- إن الأرباح الناتجة عن نقل ملكية أية أموال أخرى، غير تلك المشار إليها في الفقرات من 1 إلى 4 من هذه المادة لا تفرض عليها الضريبة إلا في الدولة المتعاقدة التي يقيم بها ناقل الملكية.

المادة الرابعة عشرة المهن المستقلة

1- إن المداخيل التي يحققها مقيم في دولة متعاقدة من خلال ممارسته لمهنة مستقلة أو أنشطة أخرى ذات طابع مستقل لا تفرض عليها الضريبة إلا في هذه الدولة؛ غير أن هذه المداخيل تفرض عليها الضريبة في الدولة الأخرى في الحالات التالية:

(أ) إذا كان هذا المقيم يتوفر له بصفة اعتيادية في الدولة المتعاقدة الأخرى قاعدة ثابتة لممارسة أنشطته، و في هذه الحالة، فإن الجزء من المداخيل المنسوبة لهذه القاعدة الثابتة فقط تفرض عليها الضريبة في الدولة المتعاقدة الأخرى؛ أو

(ب) إذا كانت إقامته في الدولة المتعاقدة الأخرى لفترة أو لفترات زمنية تساوي أو تتعدى في مجموعها 183 يوما عن كل فترة إثني عشر شهرا تبتدئ أو تنتهي خلال السنة الضريبية المعنية، و في هذه الحالة، فإن الجزء من المداخيل الناتج عن الأنشطة الممارسة في هذه الدولة الأخرى تفرض عليه الضريبة في هذه الدولة الأخرى.

2- تشمل عبارة "مهنة مستقلة" على وجه الخصوص الأنشطة المستقلة ذات الطابع العلمي، الأدبي، الفني، التربوي أو التعليمي، وكذلك الأنشطة المستقلة للأطباء والمحامين والمهندسين والمهندسين المعماريين وأطباء الأسنان والمحاسبين.

المادة الخامسة عشرة المهن غير المستقلة

1- مع مراعاة أحكام/ مقتضيات المواد 16، 18، 19، 20 و 21، فإن الأجور والرواتب والتعويضات الأخرى المماثلة التي يتقاضاها مقيم في دولة

متعاقدة عن عمل مأجور لا تفرض عليها الضريبة إلا في هذه الدولة، ما عدا إذا كان العمل ممارسا بالدولة المتعاقدة الأخرى. فإذا كان هذا العمل ممارسا فيها، فإن التعويضات المقبوضة بهذه الصفة تفرض عليها الضريبة في هذه الدولة الأخرى.

2- على الرغم من أحكام/ مقتضيات الفقرة 1، فإن الأجور و الرواتب و التعويضات التي يتقاضاها مقيم بدولة متعاقدة عن عمل مأجور يمارسه في الدولة المتعاقدة الأخرى لا تفرض عليها الضريبة إلا في الدولة الأولى شريطة:

- (أ) أن يقطن المستفيد بالدولة المتعاقدة الأخرى فترة أو فترات زمنية لا تتجاوز في مجموعها 183 يوما عن كل فترة اثني عشر شهرا تبتدئ أو تنتهي خلال السنة الضريبية المعنية؛ و
- (ب) أن تكون الأجور و الرواتب و التعويضات مدفوعة من طرف مشغل أو لحساب مشغل غير مقيم بالدولة الأخرى؛ و
- (ج) ألا تتحمل أعباء الأجور و الرواتب و التعويضات منشأة دائمة أو قاعدة ثابتة يملكها المشغل في الدولة الأخرى.

3- على الرغم من الأحكام/ المقتضيات السابقة من هذه المادة، فإن الأجور و الرواتب و التعويضات المقبوضة عن عمل مأجور على متن سفينة أو طائرة مستغلة في حركة النقل الدولي لا تفرض عليها الضريبة إلا في الدولة المتعاقدة التي يوجد بها مقر الإدارة الفعلية للمؤسسة/ المقولة.

المادة السادسة عشرة

مكافآت المديرين و أجور كبار المسؤولين الإداريين

1- مكافآت المديرين و غيرها من المدفوعات المماثلة التي يحصل عليها مقيم في دولة متعاقدة بصفته عضوا من أعضاء مجلس إدارة شركة مقيمة في الدولة المتعاقدة الأخرى تفرض عليها الضريبة في تلك الدولة الأخرى.

2- الأجور و الرواتب و غيرها من المكافآت المماثلة التي يحصل عليها مقيم في دولة متعاقدة بصفته مسؤولا في منصب إداري عال بشركة مقيمة بالدولة المتعاقدة الأخرى تفرض عليها الضريبة في تلك الدولة الأخرى.

المادة السابعة عشرة

الفنانون و الرياضيون

1- على الرغم من أحكام/ مقتضيات المادتين 14 و 15، فإن المداخل التي يحصل عليها مقيم في دولة متعاقدة يمارس في الدولة المتعاقدة الأخرى أنشطته

الشخصية باعتباره فنانا استعراضيا كفنان المسرح، السينما، الإذاعة أو التلفزة أو كموسيقي أو كرياضي تفرض عليها الضريبة في هذه الدولة الأخرى.

2- إذا كانت مداخل الأنشطة الممارسة شخصيا و بهذه الصفة، من طرف فنان استعراضى أو رياضى لا تعود للفنان أو الرياضى نفسه و إنما لشخص آخر، فإن هذه المداخل - على الرغم من أحكام/ مقتضيات المواد 7، 14 و 15- تفرض عليها الضريبة في الدولة المتعاقدة التي تمارس فيها أنشطة الفنان الاستعراضى أو الرياضى.

3- على الرغم من أحكام/ مقتضيات الفقرتين 1 و 2 من هذه المادة، فإن مداخل الأنشطة المذكورة في الفقرة 1 في إطار برنامج مبادلات ثقافية أو رياضية موافق عليه و ممول كليا أو جزئيا من طرف حكومتى الدولتين المتعاقبتين أو الجماعات/ السلطات المحلية في الدولتين و التي لا تزاول بهدف الربح، تعفى من الضريبة في الدولة المتعاقدة التي تزاول بها هذه الأنشطة.

المادة الثامنة عشرة

المعاشات التقاعدية و منح الضمان الاجتماعى

1- مع مراعاة أحكام/ مقتضيات الفقرة 2 من المادة 19، فإن المعاشات التقاعدية و غيرها من المدفوعات المماثلة المؤداة لمقيم بدولة متعاقدة عن عمل سابق، لا تفرض عليها الضريبة إلا في هذه الدولة. و يطبق هذا الحكم/ المقتضى كذلك على المدفوعات المماثلة الأخرى مثل الإيرادات مدى الحياة المؤداة لمقيم بدولة متعاقدة.

2- إن المعاشات التقاعدية و المدفوعات المماثلة الأخرى مثل الإيرادات مدى الحياة و غيرها من المدفوعات الدورية أو الظرفية المؤداة من طرف دولة متعاقدة أو إحدى جماعاتها/ سلطاتها المحلية من أجل التأمين عن الحوادث الشخصية لا تفرض عليها الضريبة إلا في هذه الدولة.

3- على الرغم من أحكام/ مقتضيات الفقرة 1، فإن المعاشات التقاعدية و غيرها من المدفوعات المؤداة طبقا لتشريع الضمان الاجتماعى لدولة متعاقدة لا تفرض عليها الضريبة إلا في هذه الدولة.

4- لن يؤثر مضمون الفقرات السابقة على أحكام/ مقتضيات القانون الداخلى في دولة متعاقدة فيما يتعلق بإعفاء المعاشات التقاعدية من الضريبة.

المادة التاسعة عشرة الوظائف العمومية/ الحكومية

1- أ) إن الأجور و الرواتب و التعويضات المماثلة الأخرى، غير المعاشات التقاعدية، المؤداة من طرف دولة متعاقدة أو إحدى فروعها السياسية أو جماعاتها/ سلطاتها المحلية لشخص طبيعي مقابل خدمات سابقة لهذه الدولة أو لهذا الفرع أو لهذه الجماعة/السلطة المحلية لا تفرض عليها الضريبة إلا في هذه الدولة؛

ب) غير أن هذه الأجور و الرواتب و التعويضات المماثلة الأخرى لا تفرض عليها الضريبة إلا في الدولة المتعاقدة الأخرى إذا كانت الخدمات مقدمة في هذه الدولة و كان الشخص الطبيعي مقيماً بهذه الدولة و الذي:

- (أ) يحمل جنسية هذه الدولة، أو
- (ب) لم يصبح مقيماً بهذه الدولة لمجرد تقديم الخدمات فقط .

2- أ) إن المعاشات التقاعدية المؤداة من طرف دولة متعاقدة أو إحدى فروعها السياسية أو جماعاتها/ سلطاتها المحلية، سواء كان ذلك مباشرة أو عن طريق الاقتطاع من ودائع أنشئت لهذا الغرض، لشخص طبيعي عن خدمات مقدمة لهذه الدولة أو لهذا الفرع أو لهذه الجماعة/ السلطة المحلية لا تفرض عليها الضريبة إلا في هذه الدولة؛

ب) غير أن هذه المعاشات التقاعدية لا تفرض عليها الضريبة إلا في الدولة المتعاقدة الأخرى إذا كان الشخص الطبيعي مقيماً بهذه الدولة الأخرى و يحمل جنسيتها.

3- تطبق أحكام/ مقتضيات المواد 15، 16، 17 و 18 على الأجور و الرواتب و غيرها من التعويضات المماثلة و كذلك على المعاشات التقاعدية المؤداة مقابل خدمات مقدمة في إطار نشاط صناعي أو تجاري تمارسه دولة متعاقدة أو إحدى فروعها السياسية أو جماعاتها/ سلطاتها المحلية.

4- لن يؤثر مضمون الفقرة 2 على أحكام/ مقتضيات القانون الداخلي في دولة متعاقدة فيما يتعلق بإعفاء المعاشات التقاعدية من الضريبة.

المادة العشرون الطلبة و المتمرنون و المتدربون

إن المبالغ التي يحصل عليها طالب أو متمرن أو متدرب مقيم، أو كان قبل التحاقه مباشرة بدولة متعاقدة، مقيماً بالدولة المتعاقدة الأخرى و يقطن بالدولة الأولى

لغرض وحيد هو متابعة دراسته أو تكوينه و التي يتقاضاها لأجل تغطية المصاريف المتعلقة بتعهد شؤونه أو دراسته أو تكوينه لا تفرض عليها الضريبة في هذه الدولة شريطة أن تكون متأتية من مصادر موجودة خارج هذه الدولة.

المادة الواحدة و العشرون الأساتذة و الباحثون

1- إذا قام أي شخص طبيعي بزيارة دولة متعاقدة بدعوة من هذه الدولة، من جامعة أو مؤسسة تعليمية أو ثقافية غير هادفة للحصول على ربح أو في إطار برنامج للتبادل الثقافي لفترة زمنية لا تتجاوز سنتين بهدف التدريس، إلقاء محاضرات أو إجراء بحث في هذه المؤسسة - بصفته مقيما أو كان مباشرة قبل هذه الزيارة مقيما بالدولة المتعاقدة الأخرى - فإنه يعفى من الضريبة في الدولة المتعاقدة المذكورة أولا عن تعويضاته المتعلقة بهذا النشاط شريطة أن يحصل على هذه التعويضات من مصادر خارج هذه الدولة.

2- لا تطبق أحكام/ مقتضيات الفقرة 1 على التعويضات التي يتم التوصل بها عن أعمال بحث تم إنجازها بهدف تحقيق منفعة خاصة لفائدة شخص أو أشخاص معينين.

المادة الثانية و العشرون مداخيل أخرى

1- إن عناصر دخل مقيم بدولة متعاقدة، أيا كان مصدرها، و التي لم يتم التطرق لها في المواد السابقة من هذه الاتفاقية لا تفرض عليها الضريبة إلا في هذه الدولة.

2- لا تطبق أحكام/ مقتضيات الفقرة 1 على المدخيل غير تلك المتأتية من الأموال غير المنقولة كما تم تعريفها في الفقرة 2 من المادة 6 إذا كان المستفيد من تلك المدخيل، المقيم بدولة متعاقدة، يمارس في الدولة المتعاقدة الأخرى إما نشاطا صناعيا أو تجاريا بواسطة منشأة دائمة موجودة بها، أو مهنة مستقلة عن طريق قاعدة ثابتة موجودة بها، و كان الحق أو الملك المولد للمدخيل يرتبط بها فعليا. و في هذه الحالة، تطبق أحكام/ مقتضيات المادة 7 أو المادة 14 حسبما يقتضيه الحال.

المادة الثالثة و العشرون طرق تفادي الازدواج الضريبي

1- إذا حصل مقيم في إحدى الدولتين المتعاقبتين على مداخيل تكون طبقاً لأحكام/ مقتضيات هذه الاتفاقية خاضعة للضريبة في الدولة المتعاقدة الأخرى فإن الدولة المتعاقدة الأولى تقوم بحسم/خصم مبلغ مساو لضريبة الدخل المدفوعة في الدولة المتعاقدة الأخرى. غير أن هذا الحسم/الخصم لا يمكن أن يتجاوز الجزء من ضريبة الدخل المحتسب قبل إجراء الحسم/الخصم المتعلق بالمداخيل الخاضعة للضريبة في الدولة المتعاقدة الأخرى.

2- إذا كانت، وانسجاماً مع أي شرط من هذه الاتفاقية، المداخيل التي يحصل عليها مقيم في دولة متعاقدة من الدولة المتعاقدة الأخرى معفاة من الضريبة في هذه الدولة الأخرى، فإنه مع ذلك يمكن للدولة المذكورة أولاً عند احتساب مبلغ الضريبة على مبلغ المداخيل المتبقية لذلك المقيم أن تأخذ بعين الاعتبار المداخيل المعفاة .

3- إن الضريبة على الدخل موضوع إعفاء كلي أو جزئي في دولة متعاقدة بمقتضى التشريع الداخلي لتلك الدولة يجب حسمها/خصمها من الضريبة التي تفرضها الدولة المتعاقدة الأخرى و كأنها دفعت فعلاً فيما إذا تم إخضاع المداخيل المعفاة للضريبة لديها.

المادة الرابعة و العشرون عدم التمييز

1- لا يخضع مواطنو دولة متعاقدة في الدولة المتعاقدة الأخرى لأية ضريبة أو التزام يتعلق بها، تختلف أو تكون أكثر عبثاً من تلك التي يخضع لها أو يمكن أن يخضع لها مواطنو هذه الدولة الذين يوجدون في نفس الظروف خصوصاً فيما يتعلق بالإقامة. و يطبق هذا الإجراء كذلك - رغم أحكام/ مقتضيات المادة 1 - على مواطني الدولتين المتعاقبتين غير المقيمين بدولة متعاقدة أو بالدولتين المتعاقبتين معاً.

2- إن فرض الضريبة على منشأة دائمة تملكها مؤسسة/ مقابلة دولة متعاقدة في الدولة المتعاقدة الأخرى لا يجب أن يتم في هذه الدولة الأخرى بصفة تكون أقل أفضلية من فرض الضريبة على مؤسسات/ مقاولات هذه الدولة الأخرى التي تمارس نفس النشاط. و لا يمكن تأويل هذا الحكم/ المقتضى على أنه يلزم دولة

متعاقدة بأن تمنح المقيمين في الدولة المتعاقدة الأخرى خصومات شخصية أو إسقاطات أو تخفيضات من الضريبة بالقدر الذي تمنحه لمقيميها بسبب الوضع المدني أو المسؤوليات العائلية.

3- باستثناء الحالة التي تطبق فيها أحكام/ مقتضيات الفقرة 1 من المادة 9 و الفقرة 7 من المادة 11 أو الفقرة 6 من المادة 12، فإن الفوائد و الإتاوات/ العائدات و المصاريف الأخرى المؤداة من طرف مؤسسة/ مقالة تابعة لدولة متعاقدة إلى شخص مقيم في الدولة المتعاقدة الأخرى تخصم، عند تحديد أرباح هذه المؤسسة/ المقالة المفروضة عليها الضريبة، طبقاً لنفس الشروط كما لو كانت مؤداة إلى شخص مقيم بالدولة الأولى.

4- إن مؤسسات/ مقاولات دولة متعاقدة يكون رأسمالها كلياً أو جزئياً، بصفة مباشرة أو غير مباشرة، في حوزة أو تحت مراقبة مقيم أو عدة مقيمين بالدولة المتعاقدة الأخرى لا تخضع في الدولة الأولى لأية ضريبة أو ما يتصل بها من التزام مغاير أو تكون أكثر عبئاً من تلك التي تخضع أو يمكن أن تخضع لها المؤسسات/ المقاولات المماثلة الأخرى في الدولة المذكورة أولاً.

5- لا يمكن تأويل أحكام/ مقتضيات هذه المادة على أنها تمنع أي من الدولتين المتعاقدتين من تنفيذ تشريعاتها الداخلية التي تتعارض مع أحكام/ مقتضيات هذه الاتفاقية.

المادة الخامسة و العشرون إجراءات الاتفاق المتبادل

1- عندما يعتبر شخص أن التدابير المتخذة من طرف دولة متعاقدة أو من طرف الدولتين المتعاقدتين تؤدي أو ستؤدي بالنسبة له إلى فرض ضريبة لا تتسجم مع أحكام/ مقتضيات هذه الاتفاقية، فيمكنه، و بصرف النظر عن طرق الطعن المنصوص عليها في القانون الداخلي لهاتين الدولتين، أن يعرض حالته على السلطة المختصة في الدولة المتعاقدة التي يقيم بها أو، إذا كانت حالته تدخل في إطار الفقرة 1 من المادة 24، على السلطة المختصة للدولة المتعاقدة التي يكون مواطناً لها. و يجب أن تعرض هذه الحالة خلال الثلاث سنوات من تاريخ أول إخطار بالتدابير التي أدت إلى فرض ضريبة لا تتسجم مع أحكام/ مقتضيات هذه الاتفاقية.

2- إذا تبين للسلطة المختصة أن الاعتراض له ما يبرره و لم تستطع بنفسها أن تصل إلى حل مرض، فإنها تحاول أن تسوي الحالة بالاتفاق المتبادل مع السلطة المختصة في الدولة المتعاقدة الأخرى بهدف تجنب فرض ضريبة لا تنسجم مع أحكام/ مقتضيات هذه الاتفاقية. و يطبق هذا الاتفاق مهما كانت الأجال المنصوص عليها في التشريع الداخلي للدولتين المتعاقدتين.

3- تعمل السلطات المختصة في الدولتين المتعاقدتين باتفاق متبادل على حل أي صعوبات أو شكوك تنشأ عن تأويل أو تطبيق الاتفاقية. و يمكنها أيضا أن تتشاور فيما بينها بهدف تجنب الازدواج الضريبي في الحالات التي لم ينص عليها في هذه الاتفاقية.

4- يمكن للسلطات المختصة في الدولتين المتعاقدتين إجراء اتصالات مباشرة فيما بينها؛ وذلك عن طريق لجنة مشتركة تتكون من هذه السلطات أو من ممثليها، بغرض الوصول إلى اتفاق بالمعنى الوارد في الفقرات السابقة.

المادة السادسة و العشرون

تبادل المعلومات

1- تتبادل السلطات المختصة التابعة للدولتين المتعاقدتين المعلومات الضرورية لتطبيق أحكام/ مقتضيات هذه الاتفاقية أو أحكام/ مقتضيات التشريع الداخلي للدولتين المتعاقدتين و المتعلقة بالضرائب المشار إليها في الاتفاقية، وذلك في حالة ما إذا كانت الضريبة المحتمل فرضها لا تتعارض مع الاتفاقية. و إن تبادل المعلومات غير محدود بالمادة 1. و تظل المعلومات المحصل عليها من طرف دولة متعاقدة سرية بنفس الطريقة التي تتعامل بها مع المعلومات المحصل عليها حسب التشريع الداخلي لهذه الدولة و لا يجوز تبليغها إلا للأشخاص أو السلطات (بما فيها المحاكم و الهيئات الإدارية) المكلفة بوضع و تحصيل الضرائب المشار إليها في الاتفاقية، و بالإجراءات أو المتابعات المتعلقة بهذه الضرائب، أو بالقرارات الناتجة عن الطعون المتعلقة بهذه الضرائب. و لا يجوز لهؤلاء الأشخاص أو السلطات استعمال هذه المعلومات إلا لهذه الأغراض، و يمكن استعمالها من طرفهم أثناء الجلسات العمومية للمحاكم أو عند إصدار الأحكام.

2 - لا يمكن بأي حال تأويل أحكام/ مقتضيات الفقرة 1 على أنها تلزم دولة متعاقدة:

(أ) باتخاذ تدابير إدارية تتعارض مع التشريع الداخلي و الممارسة الإدارية المعمول بها فيها أو في الدولة المتعاقدة الأخرى؛

ب) بتقديم معلومات لا يمكن الحصول عليها حسب التشريع الداخلي أو في إطار الممارسة الإدارية العادية المعمول بهما فيها أو في الدولة المتعاقدة الأخرى؛
ج) بتقديم معلومات من شأنها كشف سر تجاري أو صناعي أو مهني أو أسلوب تجاري أو معلومات يعتبر الإفشاء بها مخالفا للنظام العام.

المادة السابعة و العشرون أعضاء البعثات الدبلوماسية و القنصلية

إن أحكام/ مقتضيات هذه الاتفاقية لا تمس بالامتيازات الضريبية التي يستفيد منها أعضاء البعثات الدبلوماسية و القنصلية سواء بمقتضى القواعد العامة للقانون الدولي أو بموجب أحكام/ مقتضيات اتفاقات خاصة.

المادة الثامنة و العشرون الدخول حيز التنفيذ

1- تتم المصادقة على هذه الاتفاقية و تدخل حيز التنفيذ ابتداء من تاريخ آخر إشعار يخطر به الطرفان بعضهما البعض بإتمام الإجراءات الدستورية و القانونية في كل من البلدين لدخول الاتفاقية حيز التنفيذ و تطبق أحكامها/ مقتضياتها:
أ) بالنسبة للضرائب المستحقة من المنبع، عن المبالغ المؤداة أو المقرضة ابتداء من أول يناير/ كانون الثاني من السنة التالية لسنة دخول الاتفاقية حيز التنفيذ؛

ب) بالنسبة للضرائب الأخرى، عن كل سنة ضريبية أو فترة ضريبية تبدئ من أول يناير/ كانون الثاني من السنة التالية لسنة دخول الاتفاقية حيز التنفيذ.

المادة التاسعة و العشرون إنهاء العمل بالاتفاقية

تبقى هذه الاتفاقية سارية المفعول ما لم يتم إنهاء العمل بها من طرف دولة متعاقدة.

و يمكن لكل دولة متعاقدة أن تنهي العمل بالاتفاقية بالطرق الدبلوماسية بواسطة إخطار على أكثر تقدير في 30 يونيو/ حزيران من السنة الميلادية التالية لمدة خمس سنوات تبدئ من سنة دخول الاتفاقية حيز التنفيذ. و في هذه الحالة، ينتهي العمل بالاتفاقية:

أ) بالنسبة للضرائب المستحقة من المنبع، عن المبالغ المؤداة أو المقرضة ابتداء من أول يناير/ كانون الثاني من السنة التالية لتلك المبينة في الإخطار بإنهاء العمل بالاتفاقية؛

ب) بالنسبة للضرائب الأخرى، عن كل سنة ضريبية. أو فترة ضريبية تبتدئ من أول يناير/ كانون الثاني من السنة التالية لتلك المبينة في الإخطار بإنهاء العمل بالاتفاقية.

و إثباتا لما تقدم، قام الموقعان أدناه بموجب السلطة المخولة لهما في هذا الصدد من طرف حكومتيهما بالتوقيع على هذه الاتفاقية.

حرر ووقع في الرباط بتاريخ 2005/06/19 من نسختين أصليتين باللغة العربية.

عن
حكومة الجمهورية العربية
السورية

عن
حكومة المملكة المغربية

محمد الحسين
وزير المالية

فتح الله ولعلو
وزير المالية والخصخصة

❑ TCHÉQUIE

- **Dahir n° 1-02-230 du 22 safar 1430 (18 février 2009) portant publication de la Convention faite à Rabat le 11 juin 2001 entre le Royaume du Maroc et la République Tchèque tendant à éviter la double imposition et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu (1)**

[...]

Vu la Convention (2) faite à Rabat le 11 juin 2001 entre le Royaume du Maroc et la République Tchèque tendant à éviter la double imposition et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu ;

Vu la loi n° 40-01 promulguée par le dahir n° 1-02-229 du 25 rejeb 1423 (3 octobre 2002) et portant approbation, quant au principe, de la ratification de la convention précitée ;

Considérant les notifications réciproques de l'accomplissement des formalités nécessaires à la mise en vigueur de la convention précitée,

A décidé ce qui suit :

Sera publiée au *Bulletin officiel*, à la suite du présent dahir, la Convention faite à Rabat le 11 juin 2001 entre le Royaume du Maroc et la République Tchèque tendant à éviter la double imposition et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu.

(1) *B.O.* n° 5732 du 7 mai 2009.

(2) Le texte de la Convention en langue arabe a été publié dans l'édition générale du *Bulletin officiel* n° 5731 du 8 jourmada I 1430 (4 mai 2009).

ظهير شريف رقم 1.02.230 صادر في 22 من صفر 1430 (18 فبراير 2009) بنشر الاتفاقية الموقعة بالرباط في 11 يونيو 2001 بين المملكة المغربية وجمهورية التشيك لتجنب الازدواج الضريبي ومنع التهرب الجبائي في ميدان الضرائب على الدخل.

الحمد لله وحده ،

الطابع الشريف - بداخله :

(محمد بن الحسن بن محمد بن يوسف الله وليه)

يعلم من ظهيرنا الشريف هذا، أسماء الله وأعز أمره أننا :

بناء على الاتفاقية الموقعة بالرباط في 11 يونيو 2001 بين المملكة المغربية وجمهورية التشيك لتجنب الازدواج الضريبي ومنع التهرب الجبائي في ميدان الضرائب على الدخل.

وعلى القانون رقم 40.01 الصادر بتنفيذه الظهير الشريف رقم 1.02.229 بتاريخ 25 من رجب 1423 (3 أكتوبر 2002) بالموافقة من حيث المبدأ على تصديق الاتفاقية المذكورة ؛

ونظرا لتبادل الإعلام باستيفاء الاجراءات اللازمة لدخول الاتفاقية المذكورة حيز التنفيذ،

أصدرنا أمرنا الشريف بما يلي :

تنشر بالجريدة الرسمية، عقب ظهيرنا الشريف هذا، الاتفاقية الموقعة بالرباط في 11 يونيو 2001 بين المملكة المغربية وجمهورية التشيك لتجنب الازدواج الضريبي ومنع التهرب الجبائي في ميدان الضرائب على الدخل.

وحرر بناس في 22 من صفر 1430 (18 فبراير 2009).

*

* *

اتفاقية

بين

المملكة المغربية

و

جمهورية التشيك

لتجنب الازدواج الضريبي ومنع التهرب الجبائي

في ميدان الضرائب على الدخل

إن المملكة المغربية وجمهورية التشيك ،

رغبة منهما في إبرام اتفاقية لتجنب الازدواج الضريبي ومنع التهرب

الجبائي في ميدان الضرائب على الدخل ،

اتفقتا على ما يلي :

المادة الأولى

الأشخاص المعنيين

تطبق هذه الاتفاقية على الأشخاص المقيمين بدولة متعاقدة أو بكلتا الدولتين

المتعاقدين .

المادة الثانية

الضرائب المعنية

1- تطبق هذه الاتفاقية على الضرائب على الدخل المفروضة لحساب دولة متعاقدة أو فروعها السياسية أو جماعاتها المحلية بغض النظر عن طريقة تحصيلها .

2 - تعتبر ضرائب على الدخل جميع الضرائب المفروضة على الدخل الإجمالي أو على عناصر الدخل ، بما في ذلك الضرائب على الأرباح الناجمة عن تفويت أموال منقولة أو غير منقولة ، والضرائب على المبلغ الإجمالي للرواتب والأحور المؤداة من طرف المقاولات ، وكذلك الضرائب على زيادة قيمة رأس المال .

3 - إن الضرائب الحالية التي تطبق عليها الاتفاقية هي بالخصوص :

أ) فيما يخص المملكة المغربية :

(I) الضريبة العامة على الدخل ؛

(II) الضريبة على الشركات ؛

- (III) الضريبة على عوائد الأسهم أو حصص للمشاركة والدخول
المعتبرة في حكمها ؛
- (IV) الضريبة على الأرباح العقارية ؛
- (V) واجب التضامن الوطني ؛
- (VI) الضريبة على محصولات التوظيفات ذات الدخل الثابت؛
- (VII) الضريبة على الأرباح الناتجة عن بيع القيم المنقولة وغيرها من
سندات رأس المال والدين ؛
- (والمشار إليها فيما بعد بالضريبة المغربية) .
- ب (فيما يخص جمهورية التشيك :
- (I) الضريبة على دخل الأفراد ؛
- (II) الضريبة على دخل الأشخاص المعنويين ؛
- (والمشار إليها فيما بعد بالضريبة التشيكية) .
- 4- تطبيق هذه الاتفاقية كذلك على أية ضرائب مماثلة أو مشابهة بصورة
أساسية قد تستحدث بعد تاريخ التوقيع على هذه الاتفاقية وتضاف الى
الضرائب الحالية أو تحل محلها . وتشعر السلطانان المختصتان في الدولتين
المتعاقدتين إحداهما الأخرى بالتعديلات الأساسية التي تدرج في قانونيهما
الضريبي.

المادة الثالثة

تعريف عامة

- 1- لأغراض هذه الاتفاقية ، ما لم يقتض سياق النص خلاف ذلك :
- أ) يعني لفظ " المغرب " للمملكة المغربية ، وعندما يستعمل بالمعنى الجغرافي يشمل
لفظ " المغرب " :
- (I) تراب المملكة المغربية ، المياه الإقليمية ؛ و
- (II) المناطق المتاخمة للمياه الإقليمية وتشمل امتداد البحر وأعماقه الباطنية
(الجرف القاري) والمنطقة الاقتصادية الخالصة ، التي يمارس المغرب عليها حقوقه
السيادية طبقا لتشريعته الداخلي وللقانون الدولي ، وذلك لغرض استكشاف
واستغلال الموارد الطبيعية لهذه المناطق ؛

ب) تعني عبارة " جمهورية التشيك " تراب جمهورية التشيك الذي ، طبقا للتشريع التشيكي ووفقا للقانون الدولي ، تمارس عليه جمهورية التشيك حقوقها السيادية ؛

ج) تعني عبارتا " دولة متعاقدة " و " الدولة المتعاقدة الاخرى " حسبما يقتضي سياق النص للمغرب أو جمهورية التشيك ؛

د) يعني لفظ " ضريبة " ، حسبما يقتضي سياق النص الضريبة التشيكية أو الضريبة المغربية ؛

هـ) يشمل لفظ " شخص " الأشخاص الطبيعيين والشركات وأية مجموعة أخرى من الأشخاص ؛

و) يعني لفظ " شركة " أي شخص معنوي ، أو أي كيان يعامل كشخص معنوي لأغراض فرض الضريبة ؛

ز) تعني عبارتا " مقابلة دولة متعاقدة " و " مقابلة الدولة المتعاقدة الأخرى " على التوالي مقابلة يستغلها مقيم بدولة متعاقدة ومقابلة يستغلها مقيم بالدولة المتعاقدة الأخرى ؛

ح) يعني لفظ " مواطن " :

(I) أي شخص طبيعي يحمل جنسية دولة متعاقدة ؛

(II) أي شخص معنوي ، شركة أشخاص أو جمعية تستمد وضعها القانوني

بهذه الصفة من التشريع المعمول به في دولة متعاقدة ؛

ط) تعني عبارة " حركة النقل الدولي " أي نقل بواسطة سفينة أو طائرة تستغل مقابلة يوجد مقر إدارتها الفعلية في دولة متعاقدة ، ما لم تكن السفينة أو الطائرة تستغل فقط بين أماكن تقع في الدولة المتعاقدة الأخرى ؛

ي) تعني عبارة " السلطة المختصة " :

(I) فيما يخص المغرب : وزير الاقتصاد والمالية أو ممثله المرخص له بذلك ؛

(II) فيما يخص جمهورية التشيك : وزير للمالية أو ممثله المرخص له بذلك ؛

ب) - فيما يخص تطبيق الاتفاقية في أي وقت من جانب دولة متعاقدة ، فإن أي لفظ أو عبارة غير معرف فيها يكون له ، ما لم يقتض سياق النص خلاف ذلك ، المعنى الذي يمنحه إياه في ذات الوقت قانون هذه الدولة لأغراض الضرائب التي تطبق عليها هذه الاتفاقية ، والمعنى الذي يمنحه إياه القانون الضريبي لهذه الدولة يرجح على المعنى الذي تمنحه إياه الفروع الأخرى من قانون هذه الدولة .

المادة الرابعة

المقيم

1- لأغراض هذه الاتفاقية ، تعني عبارة " مقيم في دولة متعاقدة " أي شخص بموجب تشريع هذه الدولة ، يخضع للضريبة فيها وذلك بسبب موطنه أو مكان إقامته أو المركز الرئيسي لعمله أو مقر إدارته أو أي معيار آخر ذي طبيعة مشابهة ، وتشمل كذلك هذه الدولة وأي من فروعها السياسية أو جماعاتها المحلية . إلا أن هذه العبارة لا تشمل أي شخص يخضع للضريبة في هذه الدولة فيما يتعلق فقط بالدخل الناجم عن مصادر موجودة في هذه الدولة أو رأس مال موجود فيها .

2- عندما يعتبر شخص طبيعي ، تبعاً لمقتضيات الفقرة 1 ، مقيماً بكلتا الدولتين المتعاقدين ، تسوى وضعيته بالكيفية التالية :

أ) يعتبر هذا الشخص مقيماً فقط بالدولة المتعاقدة التي يوجد له بها سكن دائم ؛ و في حالة ما إذا كان له سكن دائم في كلتا الدولتين ، يعتبر مقيماً فقط بالدولة المتعاقدة التي تربطه بها علاقات شخصية واقتصادية أوثق (مركز المصالح الحيوية)؛

ب) إذا لم يمكن تحديد الدولة المتعاقدة التي يوجد بها مركز مصالحه الحيوية ، أو لم يتوفر له سكن دائم في أي من الدولتين ، يعتبر مقيماً فقط بالدولة المتعاقدة التي له بها محل إقامة معتادة ؛

ج) إذا كان لهذا الشخص محل إقامة معتادة في كلتا الدولتين أو لم يكن له ذلك في أي منهما ، يعتبر مقيماً فقط بالدولة المتعاقدة التي يحمل جنسيتها ؛

د) إذا كان يحمل جنسية كلتا الدولتين أو لا يحمل جنسية أي منهما ، تفصل السلطات المختصة في الدولتين المتعاقدين في المسألة بالاتفاق الودي .

3- إذا كان شخص غير الشخص الطبيعي مقيماً بكلتا الدولتين المتعاقدين ، وفقاً لمقتضيات الفقرة 1 ، فإنه يعتبر مقيماً فقط في الدولة المتعاقدة التي يوجد بها مقر إدارته الفعلية .

المادة الخامسة

المؤسسة المستقرة

1- لأغراض هذه الاتفاقية ، تعني عبارة " مؤسسة مستقرة " منشأة ثابتة للأعمال تمارس بواسطتها أية مقاوله كامل نشاطها أو بعضه .

2- تشمل عبارة " مؤسسة مستقرة " على وجه الخصوص ما يلي :

(أ) مقر الإدارة ؛

(ب) فرع ؛

(ج) مكتب ؛

(د) مصنع ؛

(هـ) مشغل ؛

(و) منجم ، بئر للبتروول أو الغاز، محجر أو أي مكان آخر لاستخراج الموارد

الطبيعية ؛

(ز) مكان للبيع ؛ و

(ح) مستودع موضوع رهن إشارة شخص من أجل تخزين سلع لآخر؛

3- كما تشمل عبارة " مؤسسة مستقرة " كذلك :

(أ) ورشة بناء أو تركيب أو الأنشطة الإشرافية المتعلقة بها ولكن فقط إذا استمرت تلك الورشة أو تلك الأنشطة لمدة تزيد على 6 أشهر ؛

(ب) تقدم الخدمات ، بما في ذلك الخدمات الاستشارية أو الإدارية من طرف مقولة دولة متعاقدة بواسطة مآجورين أو مستخدمين آخرين تم توظيفهم لهذا الغرض ، لكن فقط إذا تواصلت مثل هذه الأنشطة فوق تراب الدولة للتعاقدة الأخرى لمدة أو لمدد تمثل في مجموعها أكثر من 6 أشهر في حدود مدة 12 شهرا .

4- بغض النظر عن المتعضيات السابقة من هذه المادة ، لا يمكن اعتبار أن

هناك " مؤسسة مستقرة " إذا :

(أ) استعملت المنشآت مجرد أغراض تخزين أو عرض أو تسليم بضائع تملكها

المقولة ؛

(ب) أودعت البضائع التي تملكها المقولة مجرد أغراض التخزين أو العرض أو

التسليم ؛

(ج) أودعت البضائع التي تملكها المقولة فقط لغرض التصنيع من طرف

مقولة أخرى؛

(د) استعملت منشأة ثابتة للأعمال فقط لغرض شراء بضائع أو جمع

معلومات للمقولة ؛

(هـ) استعملت منشأة ثابتة للأعمال فقط لغرض ممارسة أية أنشطة ذات

طابع إعدادي أو إضافي للمقولة ؛

و) استعملت منشأة ثابتة للأعمال فقط لجرد أغراض الجمع بين ممارسة الأنشطة المشار إليها في المقاطع من (أ) إلى (هـ) ، شريطة أن تحتفظ الأنشطة الإجمالية للممارسة من طرف المنشأة الثابتة للأعمال ، والناتجة عن هذا الجمع ، بطابع إحصائي أو إضافي .

5- بغض النظر عن مقتضيات الفقرتين 1 و 2 ، حينما يعمل شخص - غير الوكيل ذي الوضع المستقل الذي تطبق عليه الفقرة 7 - لحساب مقاوله ما وكانت له في دولة متعاقدة سلطات يمارسها فيها اعتياديا تحول له إبرام عقود باسم المقاوله ، فإن هذه المقاوله تعتبر أن لها مؤسسة مستقرة في هذه الدولة بالنسبة لجميع الأنشطة التي يمارسها هذا الشخص لحساب المقاوله ، ما عدا إذا كانت أنشطة هذا الشخص تنحصر في تلك المشار إليها في الفقرة 4 والتي ، إذا تمت مزاولتها بواسطة منشأة ثابتة للأعمال ، لا يجعل من هذه المنشأة مؤسسة مستقرة تبعا لمقتضيات هذه الفقرة .

6- بغض النظر عن المقتضيات السابقة من هذه المسادة ، تعتبر مقاوله للتأمين بدولة متعاقدة، باستثناء إعادة التأمين ، ذات مؤسسة مستقرة في الدولة المتعاقدة الأخرى ، إذا كانت المقاوله تقبض أقساط تأمين أو تؤمن ضد أخطار فوق تراب هذه الدولة الأخرى بواسطة شخص غير الوكيل ذي الوضع المستقل والذي تطبق عليه الفقرة 7 .

7- لا يمكن إعتبار أن لمقاوله مؤسسة مستقرة في دولة متعاقدة بمجرد أنها تمارس فيها نشاطها عن طريق وسيط أو وكيل عام بالعمولة أو أي وكيل آخر ذي وضع مستقل ، شريطة أن يعمل هؤلاء الأشخاص في المجال العادي لنشاطهم . غير أنه إذا كانت أنشطة هذا الوكيل مخصصة كلها أو في معظمها لحساب هذه المقاوله ، فلا يمكن إعتباره وكيلا ذي وضع مستقل بمفهوم هذه الفقرة .

8- إن كون شركة مقيمة بدولة متعاقدة تراب شركة مقيمة بالدولة المتعاقدة الأخرى أو تراب من طرفها ، أو تراول نشاطها في هذه الدولة المتعاقدة الأخرى ، سواء بواسطة مؤسسة مستقرة أو بطريقة أخرى ، لا يجعل في حد ذاته من إحدى الشركتين مؤسسة مستقرة للأخرى .

المسادة السادسة

المداخيل العقارية

1 - إن المداخيل التي يحصل عليها مقيم بدولة متعاقدة من ممتلكات عقارية (بما فيها مداخيل الاستغلال الفلاحية أو الغابوية) موجودة بالدولة المتعاقدة الأخرى تفرض عليها الضريبة في هذه الدولة الأخرى.

2- عبارة " ممتلكات عقارية " المدلول الذي يمنحه قانون الدولة التعميمية التي توجد بها هذه للممتلكات ، وتشمل العبارة في جميع الحالات الممتلكات التابعة للممتلكات العقارية ، والماشية والتوابيع والتجهيزات المستعملة في الاستغلال الفلاحي والغابوية والحقوق التي ينطبق عليها القانون العام المتعلقة بالملكية العقارية وحق الانتفاع بالممتلكات العقارية ، والحقوق الخاصة بالمدفوعات المنفردة أو الثابتة لاستغلال أو امتياز استغلال المناجم المعدنية والمناجم والموارد الطبيعية الأخرى ؛ ولا تعتبر السفن والطائرات ممتلكات عقارية .

3- تطبق مقتضيات الفقرة 1 على المدخيل الناجمة عن الاستغلال المباشر للممتلكات العقارية أو تأجيرها أو استغلالها بأي شكل آخر .
4- تطبق مقتضيات الفقرتين 1 و 3 كذلك على مدخيل الممتلكات العقارية العائدة لمقاول ما وكذا على مدخيل الممتلكات العقارية المستعملة لممارسة المهن المستقلة .
5- إذا كانت الأسهم أو حقوق أخرى في شركة ما تمنح حق التصرف في ممتلكات عقارية توجد في دولة متعاقدة وفي ملك هذه الشركة ، فإن المدخيل الناجمة عن الاستغلال المباشر أو عن التأجير أو عن الاستغلال بأي شكل آخر لهذا الحق في التمتع ، تفرض عليها الضريبة في هذه الدولة .

المادة السابعة

أرباح المقاولات

1- إن أرباح مقاول تابعة لدولة متعاقدة لا تفرض عليها الضريبة إلا في هذه الدولة ، ماعدا إذا كانت المقاول تمارس نشاطها في الدولة المتعاقدة الأخرى بواسطة مؤسسة مستقرة توجد بها . فإذا مارست المقاول نشاطها بهذه الكيفية ، فإن أرباحها تفرض عليها الضريبة في الدولة الأخرى ، ولكن فقط بالقدر الذي ينسب منها إلى تملك المؤسسة المستقرة .

2- مع مراعاة مقتضيات الفقرة 3 ، عندما تمارس مقاول تابعة لدولة متعاقدة نشاطها في الدولة المتعاقدة الأخرى بواسطة مؤسسة مستقرة توجد بها ، تنسب ، في كل دولة متعاقدة ، لهذه المؤسسة المستقرة الأرباح التي كان من المنتظر أن تحققها لولا كانت مقاول قائمة بذاتها تمارس أنشطة مماثلة أو مشابهة في ظروف مماثلة أو مشابهة وتعامل بكل استقلالية مع المقاول التي هي مؤسستها المستقرة .

3- لتحديد أرباح مؤسسة مستقرة ، يسمح بخصم النفقات التي تصرف لأغراض نشاط هذه المؤسسة المستقرة بما في ذلك نفقات التسيير والمصاريف العامة للإدارة التي تصرف على هذا الشكل سواء كان ذلك في الدولة المتعاقدة التي توجد بها هذه المؤسسة

المستقرة أو في أي مكان آخر . غير أنه لن يسمح بأي خصم عن المبالغ السوداء ، عند الاقتضاء ، (لأغراض أخرى غير استرداد المبالغ المصروفة) بواسطة المؤسسة المستقرة للمقر المركزي للمقولة أو لأي من مكاتبها على شكل إتاوات ، أتعاب أو أداءات مماثلة أخرى ، مقابل استخدام حقوق براءات الاختراع أو حقوق أخرى ، أو على شكل عمولات نظير خدمات معينة أو نشاط إداري أو ، فيما عدا المقاولات المصرفية ، على شكل فوائد على الأموال المقرضة للمؤسسة المستقرة . وبمثل ، فإنه لا تدخل في احتساب أرباح المؤسسة المستقرة للمبالغ المدرجة من طرف المؤسسة المستقرة في حساب المدينة من حساب المقر المركزي للمقولة أو لأي من مكاتبها على شكل إتاوات ، أتعاب أو أداءات مماثلة أخرى مقابل استخدام حقوق براءات الاختراع أو حقوق أخرى ، أو على شكل عمولات نظير خدمات معينة أو نشاط إداري أو ، فيما عدا المقاولات المصرفية ، على شكل فوائد على الأموال المقرضة للمقر المركزي للمقولة أو لأي من مكاتبها .

4- إذا كان من المعتاد في دولة متعاقدة تحديد الأرباح المنسوبة إلى مؤسسة مستقرة على أساس توزيع مجموع أرباح المقولة على مختلف أجزائها ، فما من شيء في الفقرة 2 يمنع هذه الدولة المتعاقدة من تحديد الأرباح الخاضعة للضريبة حسب التوزيع المعمول به ، غير أن طريقة التوزيع المعتمدة يجب أن تؤدي إلى نتيجة مطابقة للمبادئ السائدة في هذه المادة .

- 5- لا تنسب أية أرباح إلى مؤسسة مستقرة بمجرد قيامها بشراء بضائع للمقولة .
- 6- لأغراض الفقرات السابقة ، تحدد الأرباح التي تنسب إلى المؤسسة المستقرة حسب نفس الطريقة سنة بعد سنة ما لم تكن هناك أسباب مقبولة وكافية للعمل بطريقة أخرى .
- 7- إذا كانت الأرباح تشمل عناصر من الدخل تتناولها بصفة منفصلة مواد أخرى من هذه الاتفاقية ، فإن مقتضيات تلك المواد لن تتأثر بمقتضيات هذه المادة .

المادة الثامنة

الملاحة البحرية والجوية

- 1- لا تفرض الضريبة على الأرباح الناجمة عن استغلال السفن أو الطائرات في حركة النقل الدولي إلا في الدولة المتعاقدة التي يوجد بها مقر الإدارة المختصة للمقاوله المستغلة .
- 2- إذا كان مقر الإدارة الفعلية لمقاوله الملاحة البحرية يوجد على متن سفينة ، فإن هذا المقر يعتبر موجودا في الدولة المتعاقدة التي تم في مينائها قيد هذه السفينة ، أو ، في حالة عدم وجود ميناء القيد ، في الدولة المتعاقدة التي يقيم بها مستغل السفينة .
- 3- بغض النظر عن مقتضيات المادة 12 ، فإن الأرباح الناجمة عن استغلال السفن أو الطائرات في حركة النقل الدولي تشمل كذلك الأرباح الناجمة عن استغلال أو تأجير الحاويات إذا كانت هذه الأرباح تابعة للأرباح التي تطبق عليها مقتضيات الفقرة 1 .
- 4- تطبق مقتضيات الفقرة 1 كذلك على الأرباح الناجمة عن المساهمة في مجموعة أو اتحاد أو في استغلال مشترك أو في هيئة دولية للاستغلال .

المادة التاسعة

المقاولات الشريكة

1- حيثما :

- (أ) تساهم مقاوله تابعة لدولة متعاقدة بطريقة مباشرة أو غير مباشرة في إدارة أو مراقبة أو في رأس مال مقاوله تابعة للدولة المتعاقدة الأخرى ، أو
- (ب) يساهم نفس الأشخاص بطريقة مباشرة أو غير مباشرة في إدارة أو مراقبة أو في رأس مال مقاوله تابعة لدولة متعاقدة ومقاوله تابعة للدولة المتعاقدة الأخرى ، وكانت المقاولتان ، في كلتا الحالتين ، مرتبطتين في علاقتهما التجارية أو المالية بشروط متفق عليها أو مفروضة بحيث تختلف عن تلك التي يمكن أن تنطبق عليها للمقاولات المستقلة ، فإن الأرباح التي ، لولا تلك الشروط ، كانت ستحصل عليها إحدى المقاولتين ، ولكنها لم تتحقق بسبب تلك الشروط ، يمكن أن تدرج ضمن أرباح هذه المقاوله وتفرض عليها الضريبة تبعا لذلك .

2- إذا أدرجت دولة متعاقدة ، ضمن أرباح مقاوله تابعة لهذه الدولة ، أرباحاً تم سببها فرض الضريبة على مقاوله تابعة للدولة المتعاقدة الأخرى وكان من الممكن تحقيق الأرباح التي أدرجت على هذا النحو بواسطة مقاوله تابعة للدولة الأولى لسو كيات الشروط المتفق عليها بين المقاتلين هي نفس الشروط التي قد تنفق عليها مقاولات مستقلة ، فإن الدولة الأخرى تقوم بالتسوية المناسبة لمبلغ الضريبة المسؤدى عن هذه الأرباح. ولتحديد هذه التسوية ، تؤخذ المقترضات الأخرى من هذه الاتفاقية بعين الاعتبار ، وعند الضرورة ، تقوم السلطات المختصة في الدولتين المتعاقبتين بالتشاور فيما بينهما .

3- لا تطبق مقترضات الفقرة 2 عندما تنتهي مسطرة قضائية أو إدارية أو أية مسطرة قانونية إلى قرار نهائي يقضي بأن إحدى المقاولات ، يحكم تعديل الأرباح وفقاً للفقرة 1 ، قد تعرض للعقوبة الجنائية بسبب العث أو الإهمال أو التملص الضريبي .

المادة العاشرة

أرباح الأسهم

1- إن أرباح الأسهم للمؤداة من طرف شركة مقيمة بدولة متعاقدة لفائدة مقيم بالدولة المتعاقدة الأخرى تفرض عليها الضريبة في هذه الدولة الأخرى .

2- غير أن أرباح الأسهم هاته تفرض عليها الضريبة كذلك في الدولة المتعاقدة حيث تقيم الشركة التي تؤدي أرباح الأسهم وذلك حسب التشريع الجاري به العمل في هذه الدولة ، لكن إذا كان المستفيد الفعلي من أرباح الأسهم مقيماً بالدولة المتعاقدة الأخرى ، فإن الضريبة المفروضة على هذا النحو لا يمكن أن تتجاوز 10% (عشرة بالمائة) من المبلغ الإجمالي لأرباح الأسهم . إن هذه الفقرة لا تؤثر على فرض الضريبة على الشركة برسم الأرباح الموجبة لأداء أرباح الأسهم .

3- تعني عبارة " أرباح الأسهم " المستعملة في هذه المادة المدخيل المتأثية من الأسهم أو حصص أخرى مساهمة في الأرباح ، باستثناء الديون ، وكذا المدخيل الأخرى الخاضعة لنفس النظام الضريبي المطبق على مدخيل الأسهم حسب تشريع الدولة التي تقيم فيها الشركة الموزعة لأرباح الأسهم .

4. لا تطبق مقتضيات الفقرتين 1 و 2 إذا كان المستفيد الفعلي من أرباح الأسهم، المقيم في دولة متعاقدة، يمارس في الدولة المتعاقدة الأخرى حيث تقيم الشركة الموزعة لأرباح الأسهم إما نشاطا صناعيا أو تجاريا بواسطة مؤسسة مستقرة توجد بها، أو مهنة مستقلة بواسطة قاعدة ثابتة توجد بها، وكانت المساهمة الموجبة لأرباح الأسهم مرتبطة بما فعليا. وفي هذه الحالة، تطبق مقتضيات المادة 7 أو المادة 14 حسب الحالات.

5. حيثما تستخلص شركة مقيمة بدولة متعاقدة أرباحا أو مداخيل مسنن للدولة المتعاقدة الأخرى، فإن هذه الدولة الأخرى لا يمكنها أن تحصل أية ضريبة على أرباح الأسهم للموادة من طرف الشركة، ما عدا إذا كانت أرباح الأسهم هاته موادة لمقيم هذه الدولة الأخرى أو في حالة ما إذا كانت المساهمة الموجبة لأرباح الأسهم ترتبط فعليا بمؤسسة مستقرة أو بقاعدة ثابتة موجودة في هذه الدولة الأخرى، كما لا يمكنها أن تقتطع أية ضريبة برسم الضريبة على الأرباح غير الموزعة من أرباح الشركة الغير الموزعة، حتى ولو كانت أرباح الأسهم للموادة أو الأرباح غير الموزعة تتكون في مجموعها أو في جزء منها من أرباح أو مداخيل نشأت في هذه الدولة الأخرى.

6. إن أرباح شركة مقيمة بدولة متعاقدة تمارس نشاطها في الدولة الأخرى بواسطة مؤسسة مستقرة توجد بها والتي تم إخضاعها للضريبة طبقا للمادة 7، تفرض عليها الضريبة على المبلغ المتبقي في الدولة المتعاقدة التي توجد بها المؤسسة المستقرة، غير أن الضريبة المفروضة على هذا النحو لا يمكنها أن تتجاوز 5% (خمس بالمائة) من هذا المبلغ المتبقي.

المادة الحادية عشرة

الفوائد

1- إن الفوائد المتأتية من دولة متعاقدة والموادة لمقيم بالدولة المتعاقدة الأخرى. تفرض عليها الضريبة في هذه الدولة الأخرى.

2- غير أن هذه الفوائد تفرض عليها الضريبة كذلك في الدولة المتعاقدة التي تنشأ فيها وفقا لتشريع هذه الدولة، لكن إذا كان المستفيد الفعلي من الفوائد مقيما بالدولة المتعاقدة الأخرى، فإن الضريبة المفروضة على هذا النحو لا يمكن أن تتجاوز 10% (عشرة بالمائة) من المبلغ الإجمالي للفوائد.

3- بغض النظر عن مقتضيات الفقرة 2 ، فإن الفوائد تعفى من الضريبة في الدولة المتعاقدة التي تنشأ فيها والتي تستفيد منها :

أ) حكومة الدولة للمتعاقد الأخرى ، وتشمل فروعها السياسية وجماعاتها المحلية ، البنك المركزي أو أية مؤسسة مالية في ملك هذه الحكومة ؛ أو
ب) مقيم بالدولة المتعاقدة الأخرى فيما يتعلق باقتراض أو قرض مضمون مسن طرف حكومة هذه الدولة الأخرى .

4- يعني لفظ " الفوائد " الوارد في هذه المادة مداخيل الديون على اختلاف أنواعها مرفوقة أو غير مرفوقة بضمانات رهنية أو بشرط المساهمة في أرباح للديون ، وبالمخصوص مداخيل الأموال العمومية والتزامات الاقتراض بما في ذلك العلاوات والحخص المرتبطة بهذه السندات .

5- لا تطبق مقتضيات الفقرتين 1 و 2 إذا كان المستفيد الفعلي من الفوائد ، المقيم بدولة متعاقدة ، يمارس في الدولة المتعاقدة الأخرى حيث نشأت الفوائد إما نشاطا صناعيا أو تجاريا بواسطة مؤسسة مستقرة موجودة بها ، أو مهنة مستقلة بواسطة قاعدة ثابتة موجودة بها ، وكان الدين الذي تولد عنه الفوائد مرتبطا فعليا بالمؤسسة المستقرة أو القاعدة الثابتة . وفي هذه الحالة ، تطبق مقتضيات المادة 7. أو المادة 14 حسب الحالات .

6- تعتبر الفوائد قد نشأت في دولة متعاقدة إذا كان المدين مقيما بهذه الدولة . غير أنه إذا كان المدين بالفوائد سواء كان مقيما بدولة متعاقدة أو غير مقيم بها ، يتوفر في دولة متعاقدة على مؤسسة مستقرة أو قاعدة ثابتة عقيد من أجلها الدين الذي ترتب عنه أداء الفوائد ، والتي تتحمل عبء هذه الفوائد ، فإن هذه الأخيرة تعتبر قد نشأت في الدولة للمتعاقد التي توجد بها المؤسسة المستقرة أو القاعدة الثابتة .

7- حيث أنه بسبب علاقات خاصة تربط المدين بالمستفيد الفعلي أو تربط كليهما بأشخاص آخرين ، يتجاوز مبلغ الفوائد ، باعتبار الدين الذي تدفع مسن أجله ، المبلغ الذي كان بالإمكان الاتفاق عليه بين المدين والمستفيد الفعلي في غياب مثل هذه العلاقات ، فإن مقتضيات هذه المادة لا تطبق إلا على هذا المبلغ الأخير . وفي هذه الحالة ، يبقى الجزء الزائد من الأدعاء خاضعا للضريبة طبقا لتشريع كل دولة متعاقدة ، مع مراعاة للمقتضيات الأخرى من هذه الاتفاقية .

المادة الثانية عشرة

الإتاوات

- 1- إن الإتاوات التي تنشأ في دولة متعاقدة وتودي لمقيم بالدولة المتعاقدة الأخرى تفرض عليها الضريبة في هذه الدولة الأخرى.
- 2- غير أن هذه الإتاوات تفرض عليها الضريبة كذلك في الدولة المتعاقدة التي نشأت فيها وحسب تشريع هذه الدولة ، لكن إذا كان المستفيد الفعلي من الإتاوات مقيما بالدولة المتعاقدة الأخرى ، فإن الضريبة المفروضة على هذا النجس لا يمكن أن تتجاوز 10% (عشرة بالمائة) من المبلغ الإجمالي للإتاوات .
- 3- يعني لفظ " الإتاوات " الوارد في هذه المادة للمرتبات على اختلاف أنواعها المواد مقابل استعمال أو الحق في استعمال حق المؤلف على عمل أدبي ، فني أو علمي ، بما في ذلك الأشرطة السينماتوغرافية أو الأشرطة أو التسجيلات الخاصة بالثبوت الإذاعي أو التلفزيوني ، براءة الاختراع ، علامة الصنع أو علامة تجارية ، رسم أو نموذج ، تصميم ، صيغة أو طريقة سرية ، واستعمال أو الحق في استعمال أي تجهيز صناعي ، تجساري أو علمي ، أو مقابل معلومات لها صلة بتجربة مكتسبة في الميدان الصناعي ، التجساري أو العلمي (اكتساب المهارة) .
- 4- لا تطبق مقتضيات الفقرتين 1 و 2 إذا كان المستفيد من الإتاوات مقيما بدولة متعاقدة ، ويمارس في الدولة المتعاقدة الأخرى التي نشأت فيها الإتاوات إما نشاطا صناعيا أو تجاريا بواسطة مؤسسة مستقرة موجودة بها ، أو مهنة مستقلة بواسطة قاعدة ثابتة موجودة بها وكان الحق أو الملك الذي تتولد عنه الإتاوات مرتبطا فعليا بالمؤسسة المستقرة أو القاعدة الثابتة . وفي هذه الحالة ، تطبق مقتضيات المادة 7 أو المادة 14 حسب الحالات .
- 5- تعتبر الإتاوات قد نشأت في دولة متعاقدة إذا كان المدين مقيما بهذه الدولة . غير أنه إذا كان المدين بالإتاوات ، سواء كان مقيما بدولة متعاقدة أو غير مقيم بها ، يتوفر في دولة متعاقدة على مؤسسة مستقرة أو قاعدة ثابتة تم من أجلها إبرام العقد الذي ترتب عنه أداء الإتاوات والتي تتحمل عبء هذه الإتاوات ، فإن هذه الأخيرة تعتبر قد نشأت في الدولة المتعاقدة التي توجد بها المؤسسة المستقرة أو القاعدة الثابتة .
- 6- حيث أنه بسبب علاقات خاصة تربط المدين بالمستفيد الفعلي من الإتاوات أو تربط كليهما بأشخاص آخرين ، يتجاوز مبلغ الإتاوات ، باعتبار الخدمات التي تدفع

من أجلها ، المبلغ الذي كان بالإمكان الاتفاق عليه بين البلدين والمستفيد الفعلي في غياب مثل هذه العلاقات ، فإن مقتضيات هذه المادة لا تطبق إلا على المبلغ الأخير .
وفي هذه الحالة ، يبقى الجزء الزائد من الأداءات خاضعا للضريبة وفق تشريع كل دولة متعاقدة مع مراعاة المقتضيات الأخرى من هذه الاتفاقية .

المادة الثالثة عشرة

أرباح رأس المال

- 1- إن الأرباح التي يحصل عليها مقيم بدولة متعاقدة من تفويت الممتلكات العقارية التي تم تعريفها في المادة 6 ، والتي توجد في الدولة المتعاقدة الأخرى ، تفرض عليها الضريبة في هذه الدولة الأخرى .
- 2- إن الأرباح الناجمة عن تفويت الأموال المنقولة التي تدخل في أصول مؤسسة مستقرة والتي تملكها مقاول دولة متعاقدة بالدولة المتعاقدة الأخرى ، أو الأموال المنقولة التي تنتمي إلى قاعدة ثابتة يملكها مقيم بالدولة المتعاقدة الأخرى من أجل ممارسة مهنة مستقلة ، بما في ذلك الأرباح الناجمة عن تفويت هذه المؤسسة المستقرة (بمفردها أو مع مجموع المقاول) أو هذه القاعدة الثابتة ، تفرض عليها الضريبة في هذه الدولة الأخرى .
- 3- إن الأرباح الناجمة عن تفويت أموال تدخل في أصول مقاول والتي تتمثل في السفن أو الطائرات المستغلة في حركة النقل الدولي أو الأرباح الناجمة عن الأموال المنقولة المحصنة لاستغلال هذه السفن أو الطائرات ، لا تفرض عليها الضريبة إلا في الدولة المتعاقدة التي يوجد بها مقر الإدارة الفعلية للمقاول .
- 4- إن الأرباح الناجمة عن تفويت أسهم رأسمال شركة ، غير تلك المتداولة في بورصة القيم ، والتي تتكون أموالها أساسا ، بطريقة مباشرة أو غير مباشرة من ممتلكات عقارية موجودة في دولة متعاقدة ، تفرض عليها الضريبة في هذه الدولة .
- 5- إن الأرباح الناجمة عن تفويت أية أموال أخرى غير تلك المشار إليها في الفقرات 3.2.1 و 4 ، لا تفرض عليها الضريبة إلا في الدولة المتعاقدة التي يقيم بها المفسوت للممتلكات .

المادة الرابعة عشرة

المهنة المستقلة

1- إن المداخيل التي يحصل عليها مقيم بدولة متعاقدة من خلال ممارسته لمهنة حرة أو أنشطة أخرى ذات طابع مستقل لا تفرض عليها الضريبة إلا في هذه الدولة ، غير أن هذه المداخيل تفرض عليها الضريبة في الدولة المتعاقدة الأخرى في الحالات التالية :

أ) إذا كان هذا المقيم يتوفر بصفة اعتيادية في الدولة المتعاقدة الأخرى على قاعدة ثابتة لغرض ممارسة أنشطته ، وفي هذه الحالة تفرض الضريبة على هذه المداخيل في تلك الدولة الأخرى ، ولكن فقط بذلك القدر منها الذي ينسب إلى تلك القاعدة الثابتة ؛ أو

ب) إذا كانت إقامته في الدولة الأخرى لفترة أو لفترات زمنية تتعدى في مجموعها 183 يوما خلال كل فترة إثني عشر شهرا تبتدى أو تنتهي خلال السنة الضريبية المعنية ، وفي هذه الحالة تفرض الضريبة على هذه المداخيل في تلك الدولة الأخرى ، ولكن فقط بذلك القدر منها الناجم عن الأنشطة الممارسة في تلك الدولة الأخرى.

2- تشمل عبارة " مهنة حرة " بالخصوص الأنشطة المستقلة ذات الطابع العلمي ، الأدبي ، الفني ، التربوي أو البيداغوجي ، وكذا الأنشطة المستقلة للأطباء والمحامين والمهندسين و المهندسين المعماريين وأطباء الأسنان والمحاسبين .

المادة الخامسة عشرة

المهنة غير المستقلة

1 - مع مراعاة مقتضيات المواد 19، 18، 16 و 21 ، فإن الأجور والرواتب والمرتبات الأخرى المماثلة التي يحصل عليها مقيم بدولة متعاقدة برسم عمل مأجور لا تفرض عليها الضريبة إلا في هذه الدولة ، ما لم يكن العمل المأجور يمارس في الدولة المتعاقدة الأخرى . وإذا كان هذا العمل المأجور يمارس فيها ، فإن المرتبات المحصل عليها بهذه الصفة تفرض عليها الضريبة في هذه الدولة الأخرى .

2- بغض النظر عن مقتضيات الفقرة 1 ، فإن المرتبات التي يحصل عليها مقيم بدولة متعاقد برسم عمل مأجور يمارسه في الدولة المتعاقدة الأخرى لا تفرض عليها الضريبة إلا في الدولة الأولى إذا توفرت كل الشروط الآتية :

أ) أن يقطن المستفيد بالدولة الأخرى فترة أو فترات زمنية لا تتجاوز في مجموعها 183 يوما عن كل فترة زمنية قدرها اثني عشر شهرا تبتدئ أو تنتهي خلال السنة الضريبية المعنية ؛ و .

ب) أن تكون المرتبات مدفوعة من طرف مشغل أو لحساب مشغل غير مقيم بالدولة الأخرى ؛ و .

ج) ألا تتحمل أعباء المرتبات مؤسسة مستقرة أو قاعدة ثابتة يملكها المشغل في الدولة الأخرى .

3- يعني لفظ " مشغل " الوارد في الفقرة 2 ب) الشخص الذي يملك حق العمل المنجز والذي يتحمل المسؤولية والأخطار المتعلقة بإنجاز العمل .

4 - بغض النظر عن المقتضيات السابقة من هذه المادة ، فإن المرتبات المحصل عليها برسم عمل مأجور على متن سفينة أو طائرة مستغلة في حركة النقل الدولي تفرض عليها الضريبة في الدولة المتعاقدة التي يوجد بها مقر الإدارة الفعلية للمتاولة .

المادة السادسة عشرة

مكافآت أعضاء مجلس الإدارة

إن المكافآت والتعويضات المماثلة الأخرى التي يحصل عليها مقيم بدولة متعاقدة بصفته عضو مجلس الإدارة أو أي مجلس مماثل لشركة مقيمة بالدولة المتعاقدة الأخرى تفرض عليها الضريبة في هذه الدولة الأخرى .

المادة السابعة عشرة

الفنانون والرياضيون

1 - بغض النظر عن مقتضيات المادتين 14 و 15 ، فإن المداحيل التي يحصل عليها مقيم بدولة متعاقدة يمارس في الدولة المتعاقدة الأخرى أنشطته الشخصية باعتباره فنانا استعراضيا كفنان المسرح، السينما ، الإذاعة أو التلفزة، كالموسيقي أو الرياضي ، تفرض عليها الضريبة في هذه الدولة الأخرى .

2- إذا كانت مداخيل الأنشطة الممارسة شخصيا وبهذه الصفة لا تعود للفنان الاستعراضي أو الرياضي نفسه بل لشخص آخر ، فإن هذه المداخيل ، بغض النظر عن مقتضيات المواد 14,7 و 15 ، تفرض عليها الضريبة في الدولة المتعاقدة التي تمارس فيها أنشطة الفنان الاستعراضي أو الرياضي .

3- بغض النظر عن مقتضيات الفقرتين 1 و 2 من هذه المادة ، فإن المداخيل التي يحصل عليها فنان أو رياضي من أنشطة يمارسها في دولة متعاقدة تعفى من الضريبة في هذه الدولة إذا كانت زيارته لهذه الدولة تتحملها كليا أو جزئيا حكومة الدولة المتعاقدة الأخرى أو أحد فروعها السياسية أو إحدى جماعاتها المحلية .

المادة الثامنة عشرة

المعاشات

1- مع مراعاة مقتضيات الفقرة 2 من المادة 19 ، فإن المعاشات وغيرها من التعويضات للماتلة الأخرى المؤداة لمقيم بدولة متعاقدة مقابل عمل سابق لا تفرض عليها الضريبة إلا في هذه الدولة .

2- بغض النظر عن مقتضيات الفقرة 1 ، فإن المعاشات وغيرها من المبالغ المؤداة طبقا لتشريع الضمان الاجتماعي لدولة متعاقدة تفرض عليها الضريبة في هذه الدولة .

المادة التاسعة عشرة

الوظائف العمومية

1- (أ) إن الأجور والرواتب والمرتبات الماتلة الأخرى ، باستثناء المعاشات ، المؤداة من طرف دولة متعاقدة أو أحد فروعها السياسية أو إحدى جماعاتها المحلية لشخص طبيعي مقابل خدمات قدمها هذه الدولة أو لهذا الفرع أو لهذه الجماعة لا تفرض عليها الضريبة إلا في هذه الدولة ؛

ب) غير أن هذه الأجور والرواتب والمرتبات الماتلة الأخرى لا تفرض عليها الضريبة إلا في الدولة المتعاقدة الأخرى إذا كانت الخدمات مقدمة في هذه الدولة وكان الشخص الطبيعي مقيما بها ، وهو :

(I) من مواطني هذه الدولة ، أو

(II) لم يصبح مقيما بهذه الدولة فقط لفرض تقديم تلك الخدمات

2- أ) إن المعاشات المؤداة مباشرة من طرف دولة متعاقدة-أو أحد فروعها السياسية أو إحدى جماعاتها المحلية ، أو بواسطة صناديق تابعة لها ، مقابل خدمات مقدمة لهذه الدولة ، لهذا الفرع أو لهذه الجماعة ، لا تفرض عليها الضريبة إلا في هذه الدولة ؛

ب) غير أن هذه المعاشات لا تفرض عليها الضريبة إلا في الدولة المتعاقدة الأخرى إذا كان الشخص الطبيعي مقيما بهذه الدولة الأخرى ومن مواطنيها .

3- تطبق مقتضيات المواد 15 و 16 و 18 على الأجور والرواتب والمرتبات المماثلة الأخرى وكذا على المعاشات المؤداة مقابل تقديم خدمات مرتبطة بنشاط صناعي أو تجاري ممارسه دولة متعاقدة أو أحد فروعها السياسية أو إحدى جماعاتها المحلية .

المادة العشرون

الطلبة والمتمرنون

إن المبالغ التي يحصل عليها طالب أو متمرن يقيم ، أو كان ، مباشرة قبل زيارة دولة متعاقدة ، مقيما بالدولة المتعاقدة الأخرى ويقطن بالدولة الأولى فقط لغرض متابعة دراسته أو تكوينه ، والتي يتقاضاها لغرض تغطية المصاريف المتعلقة بتعهد شؤونه ، دراسته أو تكوينه ، لا تفرض عليها الضريبة في هذه الدولة شريطة أن تكون متأتية من مصادر موجودة خارج هذه الدولة .

المادة الواحدة والعشرون

الأساتذة

مع مراعاة مقتضيات المادة 19 ، وبغض النظر عن مقتضيات المادتين 14 و 15 ، فإن المرتبات التي يتقاضاها أستاذ يقيم ، أو كان ، مباشرة قبل زيارة دولة متعاقدة ، مقيما بالدولة المتعاقدة الأخرى ، والذي يوجد بالدولة المذكورة أولا فقط لغرض التدريس تفرض عليها الضريبة فقط في الدولة الأخرى إذا كانت هذه الأنشطة تتحملتها بصفة أساسية أموال عامة لهذه الدولة الأخرى أو فروعها السياسية أو جماعاتها المحلية . تطبق هذه المادة لفترة زمنية لا تتجاوز 24 شهرا ابتداء من أول تاريخ وصول الأستاذ إلى الدولة المذكورة أولا لغرض التدريس .

المادة الثانية والعشرون

مداخيل أخرى

- 1- إن عناصر دخل مقيم بدولة متعاقدة ، أيا كان مصدرها ، والتي لم يتم التطرق إليها في المواد السابقة من هذه الاتفاقية لا تفرض عليها الضريبة إلا في هذه الدولة .
- 2- لا تطبق مقتضيات الفقرة 1 على المداخيل ، غير للمداخيل الناجمة عن الممتلكات العقارية كما تم تعريفها في الفقرة 2 من المادة 6 ، إذا كان المستفيد من تلك المداخيل ، المقيم بدولة متعاقدة ، يمارس في الدولة المتعاقدة الأخرى إما نشاطا صناعيا أو تجاريا بواسطة مؤسسة مستقرة موجودة بها ، أو مهنة مستقلة عن طريق قاعدة ثابتة موجودة بها ، وكان الحق أو الملك المولد للمداخيل يرتبط بها فعليا . وفي هذه الحالة ، تطبق مقتضيات المادة 7 أو المادة 14 حسب الحالات .

المادة الثالثة والعشرون

تفادي الازدواج الضريبي

- 1- حينما يحصل مقيم بدولة متعاقدة على مداخيل تفرض عليها الضريبة في الدولة المتعاقدة الأخرى وفقا لمقتضيات هذه الاتفاقية ، فإن الدولة المذكورة أولا تمنح خصما من الضريبة على الدخل لهذا المقيم بمبلغ يعادل الضريبة على الدخل المودعة في تلك الدولة الأخرى .
- إلا أن هذا الخصم لا يمكنه ان يتجاوز الجزء من الضريبة على الدخل المحسوبة قبل منح الخصم ، والمطابقة للمداخيل المفروضة عليها الضريبة في هذه الدولة الأخرى .
- 2- إذا كانت للمداخيل التي يحصل عليها مقيم بدولة متعاقدة معفاة من الضريبة في هذه الدولة وفقا لأي مقتضى من هذه الاتفاقية ، فإن هذه الدولة ، من أجل تحديد مبلغ الضريبة على باقي مداخيل هذا المقيم ، تأخذ بعين الاعتبار المداخيل المعفاة .

المادة الرابعة والعشرون

عدم التمييز

- 1- لا يخضع مواطنو دولة متعاقدة في الدولة المتعاقدة الأخرى لأية ضريبة أو التزامات مرتبطة بها ، تختلف أو تكون أكثر عبئا من تلك التي يخضع لها أو يمكن أن

يخضع لها مواطنو هذه الدولة الذين يوجدون في نفس الوضعية خصوصا بالنظر إلى الإقامة . ويطبق هذا الإجراء كذلك ، بغض النظر عن مقتضيات المادة 1 ، على الأشخاص غير المقيمين بدولة متعاقدة أو بالدولتين المتعاقبتين معا .

2- إن الأشخاص عديمي الجنسية الذين يقيمون بدولة متعاقدة لا يخضعون في أي من الدولتين المتعاقبتين لأية ضريبة أو التزامات مرتبطة بها تختلف أو تكون أكثر عبثا من تلك التي يخضع أو يمكن أن يخضع لها مواطنو الدولة المعنية الذين يوجدون في نفس الوضعية خصوصا بالنسبة للإقامة .

3- إن الضريبة بالنسبة لموسسة مستقرة تملكها مقاول دولة متعاقدة في الدولة المتعاقدة الأخرى أو قاعدة ثابتة في حوزة مقيم بدولة متعاقدة في الدولة المتعاقدة الأخرى لا تفرض في هذه الدولة الأخرى بصفة تكون أقل أفضلية من فرض الضريبة على مقاولات هذه الدولة أو مقيمين بها يمارسون نفس الأنشطة .

4- لا يمكن تأويل هذه المادة على أنها تلزم دولة متعاقدة بأن تمنح المقيمين بالدولة المتعاقدة الأخرى خصومات شخصية أو إسقاطات أو تخفيضات من الضريبة بالقدر الذي تمنحه للمقيمين بها اعتبارا لحالتهم المدنية أو لالتزاماتهم العائلية .

5- باستثناء ما تطبق عليه مقتضيات الفقرة 1 من المادة 9 أو الفقرة 7 من المادة 11 أو الفقرة 6 من المادة 12 ، فإن الفوائد والإتاوات والمصاريف الأخرى المودعة من طرف مقاول دولة متعاقدة لشخص مقيم بالدولة المتعاقدة الأخرى تخضع ، عند تحديد أرباح هذه المقاول المفروضة عليها الضريبة ، طبقا لنفس الشروط كما لو كانت مودعة لشخص مقيم بالدولة الأولى .

6- إن مقاولات دولة متعاقدة يوجد رأس مالها كليا أو جزئيا ، بصفة مباشرة أو غير مباشرة ، في حوزة أو تحت مراقبة مقيم أو عدة مقيمين بالدولة المتعاقدة الأخرى ، لا تخضع في الدولة الأولى لأية ضريبة أو أية التزامات مرتبطة بها تختلف أو تكون أكثر عبثا من تلك التي تخضع أو يمكن أن تخضع لها مقاولات مماثلة أخرى تابعة للدولة المذكورة أولا .

7- بغض النظر عن مقتضيات المادة 2 ، تطبق مقتضيات هذه المادة على الضرائب بمختلف أنواعها وتسمياتها .

المادة الخامسة والعشرون

مسطرة الاتفاق اللودي

- 1- حينما يعتبر شخص أن التدابير المتخذة من طرف دولة متعاقدة أو من طرف الدولتين المتعاقدين تؤدي أو ستؤدي بالنسبة له إلى فرض ضريبة غير مطابقة لمقتضيات هذه الاتفاقية ، فيمكنه ، بصرف النظر عن وسائل الطعون التي يوفرها القانون الداخلي لهاتين الدولتين ، أن يرفع قضيته إلى السلطة المختصة في الدولة المتعاقدة التي يقيم بها أو ، أن يرفعها ، إذا كانت قضيته تندرج تحت الفقرة 1 من المادة 24 ، إلى السلطة المختصة في الدولة المتعاقدة التي هو من مواطنيها . ويجب رفع القضية خلال الثلاث سنوات الموالية لأول إخطار بالتدابير التي أدت إلى فرض ضريبة غير مطابقة لمقتضيات هذه الاتفاقية .
- 2- إذا تبين للسلطة المختصة أن الاعتراض له ما يبرره ولم تستطع بنفسها أن تصل إلى حل مرض ، فإنها تسعى لتسوية القضية بالاتفاق اللودي مع السلطة المختصة في الدولة المتعاقدة الأخرى قصد تجنب فرض ضريبة غير مطابقة لهذه الاتفاقية . ويطبق الاتفاق مهما كانت الأجال المنصوص عليها في التشريع الداخلي للدولتين المتعاقدين .
- 3- تسعى السلطات المختصة في الدولتين المتعاقدين باتفاق ودي لأن تسوي الصعوبات أو تزيل الشبهات التي قد تترتب عن تأويل أو تطبيق الاتفاقية . ويمكنها أيضا أن تتشاور فيما بينها قصد تجنب الأزواج الضريبي في الحالات غير المنصوص عليها في الاتفاقية .
- 4- يمكن للسلطات المختصة في الدولتين المتعاقدين إجراء اتصالات مباشرة فيما بينها ، بما في ذلك عن طريق لجنة مختلطة تتكون من هذه السلطات أو من ممثلين عنها بغرض التوصل إلى اتفاق بالمعنى الوارد في الفقرات السابقة .

المادة السادسة والعشرون

تبادل المعلومات

- 1- تتبادل السلطات المختصة في الدولتين المتعاقدين المعلومات اللازمة لتطبيق مقتضيات هذه الاتفاقية أو مقتضيات التشريع الداخلي للدولتين المتعاقدين والمتعلقة بالضرائب المفروضة بمختلف أنواعها وتسمياتها لحساب الدولتين المتعاقدين ، أو فروعهما السياسية أو جماعتهما المحلية ، ما لم تتعارض مع الاتفاقية . ولا تقيد المادتان 1 و 2 تبادل المعلومات . وتعامل أية معلومات تحصل عليها دولة متعاقدة بنفس السرية التي تعامل بها للمعلومات التي يتم الحصول عليها بموجب التشريع الداخلي لهذه الدولة ، ولا يجوز

إفشاؤها إلا للأشخاص أو السلطات (بما فيها المحاكم والهيئات الإدارية) المكلفة بتقدير وتحميل الضرائب المنصوص عليها في الجملة الأولى، بتنفيذ المساطر أو المتابعات أو الاستئنافات و الطعون المتعلقة بهذه الضرائب. ولا يجوز لهؤلاء الأشخاص أو السلطات استعمال هذه المعلومات إلا لهذه الأغراض، ويمكن استعمالها من طرفهم أثناء الجلسات العمومية للمحاكم أو عند إصدار الأحكام.

2- لا يمكن في أي حال من الأحوال تأويل مقتضيات الفقرة 1 على أنها تلزم دولة

متعاقدة :

أ) باتخاذ تدابير إدارية تعارض مع التشريع والممارسة الإدارية المعمول بها فيها أو في الدولة المتعاقدة الأخرى ؛

ب) بتقديم معلومات لا يمكن الحصول عليها حسب التشريع أو في إطار الممارسة الإدارية العادية المعمول بها فيها أو في الدولة المتعاقدة الأخرى ؛

ج) بتقلم معلومات من شأنها إفشاء سر تجاري أو صناعي أو مهني أو أسلوب تجاري أو معلومات يعتبر الكشف عنها مخالفا للنظام العام .

المادة السابعة والعشرون

أعضاء البعثات الدبلوماسية والمناصب القنصلية

إن مقتضيات هذه الاتفاقية لا تمس بالامتيازات الضريبية التي يستفيد منها أعضاء البعثات الدبلوماسية والمناصب القنصلية سواء بمقتضى القواعد العامة للقانون الدولي أو بموجب مقتضيات اتفاقات خاصة .

المادة الثامنة والعشرون

الدخول حيز التنفيذ

تبادل كل من الدولتين المتعاقبتين فيما بينها بالطرق الدبلوماسية الإخطار بإتمام المسطرة اللازمة لدخول هذه الاتفاقية حيز التنفيذ وفقا لتشريعها الداخلي . وتدخل هذه الاتفاقية حيز التنفيذ بتاريخ آخر إخطار ويسري مفعول مقتضاها :

أ) بالنسبة للضرائب المستحقة من المصدر ، عن المبالغ المؤداة أو المخدمة ابتداء من

فاتح يناير من السنة الموالية لسنة دخول الاتفاقية حيز التنفيذ ،

ب) بالنسبة للضرائب الأخرى على الدخل، عن مداخيل أي سنة ضريبية

تبتدى من فاتح يناير من السنة الموالية لسنة دخول الاتفاقية حيز التنفيذ .

المادة التاسعة والعشرون

إلغاء الاتفاقية

تبقى هذه الاتفاقية سارية المفعول ما لم يتم إلغاء العمل بها مسن طرف دولة متعاقدة . ويمكن لأية من الدولتين المتعاقدتين أن تلغى العمل بالاتفاقية بالطرق الدبلوماسية بواسطة إخطار ستة أشهر على الأقل قبل نهاية أية سنة مودنية موالية لفترة خمس سنوات ابتداء من سنة دخول الاتفاقية حيز التنفيذ . وفي هذه الحالة ، يتوقف سريان مفعول هذه الاتفاقية :

أ) بالنسبة للضرائب المستحقة من المصدر، عن المبالغ المؤداة أو المعتمدة في أو بعد فاتح يناير من السنة الموالية لتلك المبينة في الإخطار بإلغاء الاتفاقية ،

ب) بالنسبة للضرائب الأخرى على الدخل ، عن مداخيل أية سنة ضريبية تبتدى في أو بعد فاتح يناير من السنة الموالية لتلك المبينة في الإخطار بإلغاء الاتفاقية .

وإثباتا لما تقدم ، قام المرقعان أدناه بموجب السلطة المخولة لهما في هذا الصدد من طرف حكومتهما بالتوقيع على هذه الاتفاقية .

حرر في نظيرين في الرباط بتاريخ 11 يونيو 2001.

باللغات العربية والتشيكية والإنجليزية ، ولكل النصوص نفس الحجية . وفي حالة وجود خلاف في تأويل مقتضيات هذه الاتفاقية ، يرجح النص الإنجليزي .

عن جمهورية التشيك

عن المملكة المغربية

□ TUNISIE

- **Dahir n° 1-79-200 du 17 hija 1399 (8 novembre 1979) portant publication de la convention en vue d'éviter les doubles impositions en matière d'impôt sur le revenu signée entre le Royaume du Maroc et la République Tunisienne le 5 rebia II 1394 (28 août 1974) à Tunis (1)**

[...]

Vu la convention (2) en vue d'éviter les doubles impositions en matière d'impôt sur le revenu signée entre le Royaume du Maroc et la République Tunisienne le 5 rebia II 1394 (28 août 1974) à Tunis ;

Vu le procès-verbal d'échange des instruments de ratification fait le 1^{er} chaabane 1399 (26 juin 1979) à Rabat,

Article premier

Sera publiée au *Bulletin officiel*, telle qu'elle est annexée au présent dahir, la convention (1) en vue d'éviter les doubles impositions en matière d'impôt sur le revenu signée entre le Royaume du Maroc et la République Tunisienne le 5 rebia II 1394 (28 août 1974) à Tunis.

Article 2

Le présent dahir sera publié au *Bulletin officiel*.

(1) *B.O.* du 27 août 1980.

(2) Voir le texte de la convention au *B.O.* du 27 août 1980.

Dahir n° 1-79-230 du 17 hiza 1399 (8 novembre 1979) portant publication de la convention en vue d'éviter les doubles impositions en matière d'impôt sur le revenu signée entre le Royaume du Maroc et la République Tunisienne le 5 rebia II 1394 (28 août 1974) à Tunis.

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand Sceau de Sa Majesté Hassan II)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

Vu la convention en vue d'éviter les doubles impositions en matière d'impôt sur le revenu signée entre le Royaume du Maroc et la République Tunisienne le 5 rebia II 1394 (28 août 1974) à Tunis ;

Vu le procès-verbal d'échange des instruments de ratification fait le 1^{er} chaabane 1399 (26 juin 1979) à Rabat,

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE PREMIER. — Sera publiée au *Bulletin officiel*, telle qu'elle est annexée au présent dahir, la convention en vue d'éviter les doubles impositions en matière d'impôt sur le revenu signée entre le Royaume du Maroc et la République Tunisienne le 5 rebia II 1394 (28 août 1974) à Tunis.

ART. 2. — Le présent dahir sera publié au *Bulletin officiel*.

Fait à Rabat, le 17 hiza 1399 (8 novembre 1979).

Pour contreseing :

Le Premier ministre,

MAATI BOUCABED.

* * *

Convention entre la République Tunisienne et le Royaume du Maroc en vue d'éviter les doubles impositions en matière d'impôt sur le revenu.

LA RÉPUBLIQUE TUNISIENNE

ET

LE ROYAUME DU MAROC

Désireux d'éviter les doubles impositions en matière d'impôt sur le revenu,

Sont convenus de ce qui suit :

Chapitre premier

CHAMP D'APPLICATION DE LA CONVENTION

Article premier.

Personnes visées

La présente convention s'applique aux personnes qui sont des résidents d'un Etat contractant ou de chacun des deux Etats.

Article 2

Impôts visés.

1. La présente convention s'applique aux impôts sur le revenu perçus pour le compte de chacun des Etats contractants, de ses subdivisions politiques et de ses collectivités locales, quel que soit le système de perception.

2. Sont considérés comme impôt sur le revenu les impôts perçus sur le revenu total, ou sur des éléments du revenu, y

compris les impôts sur les gains provenant de l'aliénation de biens mobiliers ou immobiliers, les impôts sur le montant des salaires ainsi que les impôts sur les plus-values.

3. Les impôts actuels auxquels s'applique la convention sont notamment :

a) en ce qui concerne la Tunisie :

- l'impôt de la patente ;
- l'impôt sur les bénéfices des professions non commerciales ;
- l'impôt sur des traitements et salaires ;
- l'impôt agricole ;
- l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières ;
- l'impôt sur le revenu des créances, dépôts cautionnements et comptes courants (I.R.C.) ;
- la contribution personnelle d'Etat ;

b) en ce qui concerne le Maroc :

- l'impôt agricole ;
- la taxe urbaine et les taxes y rattachées ;
- l'impôt sur les bénéfices professionnels et la réserve d'investissement ;
- le prélèvement sur les traitements publics et privés, les indemnités et émoluments, les salaires, les pensions et les rentes viagères ;
- la taxe sur les produits des actions ou parts sociales et revenus assimilés ;
- la taxe sur les produits de placements à revenu fixe ;
- la contribution complémentaire sur le revenu global des personnes physiques.

4. La présente convention s'appliquera aussi aux impôts futurs de nature identique ou analogue qui s'ajouteraient aux impôts actuels ou qui les remplaceraient. Les autorités compétentes des Etats contractants se communiqueront, à la fin de chaque année, les modifications apportées à leurs législations fiscales respectives.

Chapitre II

DÉFINITIONS

Article 3

Définitions générales

1. Au sens de la présente convention, à moins que le contexte n'exige une interprétation différente :

c) Les expressions « Un Etat contractant » et « l'autre Etat contractant » désignent, suivant le contexte, l'Etat tunisien ou le Royaume du Maroc ;

b) Le terme « Tunisie » désigne la République tunisienne et, employé dans un sens géographique, le territoire de la Tunisie ainsi que le territoire adjacent aux eaux territoriales de la Tunisie et considéré comme territoire national aux fins d'imposition et où la Tunisie, conformément au droit international, peut exercer ses droits relatifs au sol et au sous-sol marins ainsi qu'à leurs ressources naturelles (plateau continental) ;

c) Le terme « Maroc » désigne le Royaume du Maroc et, employé dans un sens géographique, le territoire du Maroc ainsi que le territoire adjacent aux eaux territoriales du Maroc et considéré comme territoire national aux fins d'imposition et où le Maroc, conformément au droit international, peut exercer ses droits relatifs au sol et au sous-sol marins ainsi qu'à leurs ressources naturelles (plateau continental) ;

d) Le terme « personne » comprend les personnes physiques, les sociétés et tous autres groupements de personnes ;

e) Le terme « société » désigne toute personne morale ou toute entité qui est considérée comme une personne morale aux fins d'imposition ;

f) Les expressions « entreprise d'un Etat contractant » et « entreprise de l'autre Etat contractant » désignent respectivement une entreprise exploitée par un résident d'un Etat contractant et une entreprise exploitée par un résident de l'autre Etat contractant ;

g) L'expression « autorité compétente » désigne :

(1) En Tunisie, le ministre des finances ou son représentant autorisé ;

(2) Au Maroc, le ministre chargé des finances ou son délégué ;

h) Le terme « nationaux » désigne toutes les personnes physiques qui possèdent la nationalité d'un Etat contractant et toutes les personnes morales, sociétés de personnes et associations constituées conformément à la législation en vigueur dans un Etat contractant ;

2. Pour l'application de la convention par un Etat contractant, toute expression qui n'est pas autrement définie a le sens qui lui est attribué par la législation dudit Etat régissant les impôts faisant l'objet de la convention, à moins que le contexte n'exige une interprétation différente.

Article 4

Domicile fiscal

1. Au sens de la présente convention, l'expression « résident » d'un Etat contractant désigne toute personne qui, en vertu de la législation dudit Etat, est assujettie à l'impôt dans cet Etat, en raison de son domicile, de sa résidence, de son siège de direction ou de tout autre critère de nature analogue.

2. Lorsque, selon la disposition du paragraphe 1, une personne physique est considérée comme résident de chacun des Etats contractants, le cas est résolu d'après les règles suivantes :

a) Cette personne est considérée comme résident de l'Etat contractant où elle dispose d'un foyer d'habitation permanent. Lorsqu'elle dispose d'un foyer d'habitation permanent dans chacun des Etats contractants, elle est considérée comme résident de l'Etat contractant avec lequel ses liens personnels et économiques sont les plus étroits (Centre des intérêts vitaux) ;

b) Si l'Etat contractant où cette personne a le centre de ses intérêts vitaux ne peut pas être déterminé, ou qu'elle ne dispose d'un foyer d'habitation permanent dans aucun des Etats contractants, elle est considérée comme résident de l'Etat contractant où elle séjourne de façon habituelle ;

c) Si cette personne séjourne de façon habituelle dans chacun des Etats contractants ou qu'elle ne séjourne de façon habituelle dans aucun d'eux, elle est considérée comme résident de l'Etat contractant dont elle possède la nationalité ;

d) Si cette personne possède la nationalité de chacun des Etats contractants ou qu'elle ne possède la nationalité d'aucun d'eux, les autorités compétentes des Etats contractants tranchent la question d'un commun accord.

3. Lorsque, selon la disposition du paragraphe 1, une personne autre qu'une personne physique est considérée comme résident de chacun des Etats contractants, elle est réputée résident de l'Etat contractant où se trouve son siège de direction effective.

Article 5

Établissement stable

1. Au sens de la présente convention, l'expression « établissement stable » désigne une installation fixe d'affaires où l'entreprise exerce tout ou partie de son activité.

2. L'expression « établissement stable » comprend notamment :

a) un siège de direction ;

b) une succursale ;

c) un bureau ;

d) une usine ;

e) un magasin de vente ;

f) un atelier ;

g) une mine, une carrière ou tout autre lieu d'extraction de ressources naturelles ;

h) un chantier de construction, ou des opérations temporaires de montage, ou des activités de surveillance s'y exerçant, lorsque ce chantier, ces opérations ou ces activités ont une durée supérieure à six mois ou lorsque ces opérations temporaires de montage ou activités de surveillance faisant suite à la vente de machines ou d'équipement ont une durée inférieure à six mois et que les frais de montage ou de surveillance dépassent 10 % du prix de ces machines ou équipement.

3. On ne considère pas qu'il y a établissement stable si :

a) il est fait usage d'installations aux seules fins de stockage, d'exposition ou de livraison de marchandises appartenant à l'entreprise ;

b) des marchandises appartenant à l'entreprise sont entreposées aux seules fins de stockage, d'exposition ou de livraison ;

c) des marchandises appartenant à l'entreprise sont entreposées aux seules fins de transformation par une autre entreprise ;

d) une installation fixe d'affaires est utilisée aux seules fins d'acheter des marchandises ou de réunir des informations pour l'entreprise ;

e) une installation fixe d'affaires est utilisée, pour l'entreprise aux seules fins de publicité, de fourniture d'informations, de recherches scientifiques ou d'activités analogues qui ont un caractère préparatoire ou auxiliaire.

4. Une personne agissant dans un Etat contractant pour le compte d'une entreprise de l'autre Etat contractant - autre qu'un agent jouissant d'un statut indépendant, visé au paragraphe 6 ci-après est considérée comme « établissement stable » dans le premier Etat si elle dispose dans cet état de pouvoirs généraux qu'elle y exerce habituellement lui permettant de négocier et de conclure des contrats pour l'entreprise ou pour le compte de l'entreprise.

5. Une entreprise d'assurances d'un Etat contractant est considérée comme ayant un établissement stable dans l'autre Etat contractant si elle perçoit des primes sur le territoire de cet Etat ou assure des risques qui y sont couverts par l'intermédiaire d'un employé ou par l'intermédiaire d'un représentant qui n'entre pas dans la catégorie de personnes visées au paragraphe 6 ci-après.

6. On ne considère pas qu'une entreprise d'un Etat contractant a un établissement stable dans l'autre Etat contractant du seul fait qu'elle y exerce son activité par l'entreprise d'un courtier, d'un commissionnaire ou de tout autre intermédiaire jouissant d'un statut indépendant à condition que ces personnes agissent dans le cadre ordinaire de leur activité.

7. Lorsqu'une entreprise d'un Etat contractant exerce sur le territoire de l'autre Etat contractant plusieurs activités dont quelques unes sont comprises dans le champ d'action de l'établissement stable tandis que d'autres en sont exclues toutes ces activités, même si elles sont menées de différents endroits de cet Etat, sont considérées comme un seul et même établissement stable.

8. Le fait qu'une société qui est un résident d'un Etat contractant contrôle ou est contrôlée par une société qui est un résident de l'autre Etat contractant ou qui y exerce son activité — que ce soit par l'intermédiaire d'un établissement stable ou non — ne suffit pas, en lui-même, à faire de l'une quelconque de ces sociétés un établissement stable de l'autre.

Chapitre III
IMPOSITION DES REVENUS

Article 6
Revenus immobiliers

1. Les revenus provenant de biens immobiliers sont imposables dans l'Etat contractant où ces biens sont situés.

2. L'expression « biens immobiliers » est définie conformément au droit de l'Etat contractant où les biens sont situés. L'expression englobe en tous cas les accessoires, le cheptel mort ou vif des exploitations agricoles et forestières les droits auxquels s'appliquent les dispositions du droit privé concernant la propriété foncière, l'usufruit des biens immobiliers et les droits à des redevances variables ou fixes par l'exploitation ou la concession de l'exploitation de gisements minéraux, sources et autres richesses du sol : les navires, bateaux et aéronefs ne sont pas considérés comme biens immobiliers.

3. Les dispositions du paragraphe 1 s'appliquent aux revenus provenant de l'exploitation directe de la location ou de l'affermage, ainsi que de toute autre forme d'exploitation de biens immobiliers.

4. Les dispositions des paragraphes 1 et 3 s'appliquent également aux revenus provenant des biens immobiliers d'une entreprise ainsi qu'aux revenus des biens immobiliers servant à l'exercice d'une profession libérale.

Article 7
Bénéfices des entreprises

1. Les bénéfices d'une entreprise d'un Etat contractant ne sont imposables que dans cet Etat, à moins que l'entreprise n'exerce son activité dans l'autre Etat contractant par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé. Si l'entreprise exerce son activité d'une telle façon, les bénéfices de l'entreprise sont imposables dans l'autre Etat mais uniquement dans la mesure où ils sont imputables audit établissement stable ;

2. Lorsqu'une entreprise d'un Etat contractant exerce son activité dans l'autre Etat contractant par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé, il est imputé, dans chaque Etat contractant, à cet établissement stable, les bénéfices qu'il aurait pu réaliser s'il avait constitué une entreprise distincte et séparée exerçant des activités identiques ou analogues dans des conditions identiques ou analogues et traitant en toute indépendance avec l'entreprise dont il constitue un établissement stable.

3. Dans le calcul des bénéfices d'un établissement stable, sont admises en déduction les dépenses exposées aux fins poursuivies par cet établissement stable, y compris les dépenses et les frais généraux afférents aux services rendus au profit de cet établissement stable, soit dans l'Etat où est situé cet établissement stable soit, ailleurs.

4. Lorsque les bénéfices comprennent des éléments de revenu traités séparément dans d'autres articles de la présente convention, les dispositions de ces articles ne sont pas affectées par les dispositions du présent article.

Article 8
Navigation maritime et aérienne

1. Les bénéfices provenant de l'exploitation, en trafic international, de navires ou d'aéronefs ne sont imposables que dans l'Etat contractant où le siège de la direction effective de l'entreprise est situé.

2. Si le siège de la direction effective d'une entreprise de navigation maritime est à bord d'un navire, ce siège est réputé situé dans l'Etat contractant où se trouve le port d'attache de ce navire ou à défaut de port d'attache, dans l'Etat contractant dont l'exploitant du navire est un résident.

Article 9
Entreprises associées

Lorsque :

a) une entreprise d'un Etat contractant participe directement ou indirectement à la direction, au contrôle ou au capital d'une entreprise de l'autre Etat contractant, ou que,

b) les mêmes personnes participent directement ou indirectement à la direction, au contrôle ou au capital d'une entreprise d'un Etat contractant et d'une entreprise de l'autre Etat contractant, et que, dans l'un et l'autre cas, les deux entreprises, sont, dans leurs relations commerciales ou financières, liées par des conditions acceptées ou imposées, qui diffèrent de celles qui, sans ces conditions, auraient été obtenus par l'une des entreprises mais n'ont pu l'être en fait à cause de ces conditions, peuvent être inclus dans les bénéfices de cette entreprise et imposés en conséquence.

Article 10
Dividendes

1. Les dividendes payés par une société qui est résident d'un Etat contractant à une personne résidente de l'autre Etat contractant sont imposables dans l'Etat dont la société qui paie les dividendes est un résident et selon la législation de cet Etat.

2. Le terme « dividendes » employé dans le présent article désigne les revenus provenant d'actions, actions ou bons de jouissance, parts de mine, parts de fondateur ou autres parts bénéficiaires, à l'exception des créances, ainsi que les revenus d'autres parts sociales assimilés aux revenus d'actions par la législation fiscale de l'Etat dont la société distributrice est un résident.

Article 11
Intérêts

1. Les intérêts provenant d'un Etat contractant et payés à un résident de l'autre Etat contractant sont imposables dans l'Etat où sont payés ces intérêts ; l'Etat du domicile du bénéficiaire des intérêts exonérera ces intérêts ou accordera l'imputation de l'impôt payé dans le pays débiteur de l'impôt.

2. Le terme « intérêts » employé dans le présent article désigne les revenus des fonds publics, des obligations d'emprunts, assorties ou non de garanties hypothécaires ou d'une clause de participation aux bénéfices, et des créances de toute nature, ainsi que tous autres produits assimilés aux revenus de sommes prêtées par la législation fiscale de l'Etat d'où proviennent les revenus.

3. Les intérêts sont considérés comme provenant d'un Etat contractant lorsque le débiteur est cet Etat lui-même, une subdivision politique, une collectivité locale ou un résident de cet Etat.

Toutefois, lorsque le débiteur des intérêts, qu'il soit ou non résident d'un Etat contractant, a dans un Etat contractant un établissement stable pour lequel l'emprunt générateur des intérêts a été contracté et qui supporte la charge de ces intérêts, lesdits intérêts sont réputés provenir de l'Etat contractant où l'établissement stable est situé.

4. Si, par suite de relations spéciales existant entre le débiteur et le créancier ou que l'un et l'autre contractent avec de tierces personnes, le montant des intérêts payés, compte tenu de la créance pour laquelle ils sont versés, excède celui dont seraient convenus le débiteur et le créancier en l'absence de pareilles relations, les dispositions du présent article ne s'appliquent qu'à ce dernier montant. En ce cas, la partie excédentaire des paiements reste imposable conformément à la législation de chaque Etat contractant et compte tenu des autres dispositions de la présente convention.

Article 12
Redevances

1. Les redevances provenant d'un Etat contractant et payées à un résident de l'autre Etat contractant ne sont imposables que dans le premier Etat.

2. Le terme « redevances » employé dans le présent article désigne les rémunérations de toute nature payées pour l'usage ou la concession de l'usage d'un droit d'auteur sur une œuvre littéraire, artistique ou scientifique, y compris les films cinématographiques et de télévision; d'un brevet, d'une marque de fabrication ou de commerce, d'un dessin ou d'un modèle, d'un plan, d'une formule ou d'un procédé secret ainsi que pour l'usage ou la concession de l'usage d'un équipement agricole, industriel, commercial ou scientifique ne constituant pas un bien immobilier visé à l'article 6 et pour des informations ayant trait à une expérience acquise dans le domaine agricole, industriel, commercial ou scientifique, et des rémunérations pour les études économiques ou techniques.

3. Les redevances sont considérées comme provenant d'un Etat contractant lorsque le débiteur est cet Etat lui-même, une subdivision politique, une collectivité locale ou un résident de cet Etat. Toutefois, lorsque le débiteur des redevances qu'il soit ou non résident d'un Etat contractant, a dans un Etat contractant un établissement stable pour lequel le contrat donnant lieu au paiement des redevances a été conclu et qui supporte comme telle la charge de celles-ci, ces redevances sont réputées provenir de l'Etat contractant où est situé l'établissement stable.

4. Si, par suite de relations spéciales existant entre le débiteur et le créancier ou que l'un et l'autre entretiennent avec de tierces personnes, le montant des redevances payées, compte tenu de la prestation pour laquelle elles sont versées excède celui dont seraient convenus le débiteur et le créancier en l'absence de pareilles relations, les dispositions du présent article ne s'appliquent qu'à ce dernier montant. En ce cas, la partie excédentaire des paiements reste imposable conformément à la législation de chaque Etat contractant et compte tenu des autres dispositions de la présente convention.

Article 13

Gains en capital

1. Les gains provenant de l'aliénation des biens immobiliers tels qu'ils sont définis au paragraphe 2 de l'article 6, sont imposables dans l'Etat contractant où ces biens sont situés.

2. Les gains provenant de l'aliénation de biens mobiliers faisant partie de l'actif d'un établissement stable qu'une entreprise d'un Etat contractant a dans l'autre Etat contractant ou de biens mobiliers constitutifs d'une base fixe dont dispose un résident d'un Etat contractant dans l'autre Etat contractant pour l'exercice d'une profession libérale, y compris de tels gains provenant de l'aliénation globale de cet établissement stable (seul ou avec l'ensemble de l'entreprise) ou de cette base fixe, sont imposables dans cet autre Etat.

3. Les gains provenant de l'aliénation de tous biens autres que ceux qui sont mentionnés aux paragraphes 1 et 2 ne sont imposables que dans l'Etat contractant où ces biens sont situés.

Article 14

Professions indépendantes

1. Les revenus qu'un résident d'un Etat contractant tire d'une profession libérale ou d'autres activités indépendantes de caractère analogue ne sont imposables que dans cet Etat. Toutefois, ces revenus sont imposables dans l'autre Etat contractant dans les cas suivants :

- a) si l'intéressé dispose de façon habituelle dans l'autre Etat contractant d'une base fixe pour l'exercice de ses activités; en ce cas, seule la fraction des revenus qui est imputable à ladite base fixe est imposable dans l'autre Etat contractant ; ou
- b) si son séjour dans l'autre Etat contractant s'étend sur une période ou des périodes d'une durée totale égale ou supérieure à 183 jours pendant l'année fiscale, ou

c) si la rémunération pour ses services dans l'autre Etat contractant excède pendant l'année fiscale, un montant de 29.000 dirhams du Maroc ou l'équivalent en dinars de Tunisie.

2. L'expression « professions libérales » comprend en particulier les activités indépendantes d'ordre scientifique, littéraire, éducatif ou pédagogique, ainsi que les activités indépendantes des médecins, dentistes, avocats, ingénieurs, architectes et comptables.

Article 15

Professions dépendantes

1. Sauf accords particuliers prévoyant des régimes spéciaux en cette matière les salaires, traitements et autres rémunérations similaires qu'une personne domiciliée dans l'un des deux Etats contractants reçoit au titre d'un emploi salarié ne sont imposables que dans cet Etat, à moins que l'emploi ne soit exercé dans l'autre Etat contractant. Si l'emploi est exercé dans l'autre Etat contractant, les rémunérations reçues à ce titre sont imposables dans cet autre Etat.

2. Nonobstant les dispositions du paragraphe 1 ci-dessus, les rémunérations qu'une personne domiciliée dans un Etat contractant reçoit au titre d'un emploi salarié exercé dans l'autre Etat contractant ne sont imposables que dans le premier Etat si les trois conditions suivantes sont réunies :

- a) Le bénéficiaire séjourne dans l'autre Etat pendant une période ou des périodes n'excédant pas au total 183 jours au cours de l'année fiscale considérée ;
- b) Les rémunérations sont payées par un employeur ou au nom d'un employeur qui n'est pas domicilié dans l'autre Etat ;
- c) Les rémunérations ne sont pas déduites des bénéfices d'un établissement stable ou d'une base fixe que l'employeur a dans l'autre Etat.

3. Nonobstant les dispositions précédentes du présent article, les rémunérations afférentes à une activité exercée à bord d'un navire ou d'un aéronef en trafic international ne sont imposables que dans l'Etat contractant où l'entreprise a son domicile.

Article 16

Tantièmes

Les tantièmes, jetons de présence et autres rétributions similaires qu'un résident d'un Etat en sa qualité de membre du conseil d'administration ou de surveillance d'une société qui est un résident de l'autre Etat contractant sont imposables dans cet autre Etat.

Article 17

Artistes et sportifs

1. Nonobstant les dispositions des articles 14 et 15, les revenus que les professionnels du spectacle, tels les artistes de théâtre, de cinéma, de la radio ou de la télévision et les musiciens, ainsi que les sportifs retirent de leurs activités personnelles en cette qualité, sont imposables dans l'Etat contractant où ces activités sont exercées.

La règle énoncée ci-dessus s'applique également aux revenus obtenus par les personnes exploitant ou organisant les activités susvisées.

2. Les dispositions du paragraphe 1 ne s'appliquent pas aux revenus d'activités exercées dans un Etat contractant par des organismes sans but lucratif de l'autre Etat contractant ou par des membres de leur personnel, sauf si ces derniers agissent pour leur propre compte.

Article 18

Pensions

Les pensions et les rentes viagères ne sont imposables que dans l'Etat contractant où le bénéficiaire a son domicile fiscal.

Article 19*Étudiants, apprentis, boursiers divers*

1. Tout résident de l'un des Etats contractants qui séjourne à titre temporaire dans l'autre Etat contractant, exclusivement :

- a) en qualité d'étudiant inscrit dans une université ou une autre institution d'enseignement ; ou
- b) en qualité d'apprenti du commerce ou de l'industrie ; ou
- c) en qualité de bénéficiaire d'une bourse, d'une subvention ou d'une allocation à titre de récompense qui lui est versée par une institution religieuse, charitable, scientifique ou éducative et dont l'objet essentiel est de lui permettre de poursuivre des études ou des recherches ;

Est exonéré d'impôt dans cet autre Etat en ce qui concerne les sommes qu'il reçoit de l'étranger en vue de son entretien, de ses études ou de sa formation, en ce qui concerne toute bourse dont il est titulaire ou en ce qui concerne toute somme qu'il reçoit en rémunération d'une activité lucrative non indépendante, qu'il exerce dans cet autre Etat en vue d'acquies une formation pratique.

2. Tout résident de l'un des Etats contractants qui séjourne temporairement dans l'autre Etat contractant pendant un an au plus, en qualité d'agent d'une entreprise du premier Etat contractant ou d'une des organisations visées à l'alinéa c) du paragraphe premier du présent article, ou en vertu d'un contrat passé avec ladite entreprise ou ladite organisation, à seule fin d'acquies une expérience technique ou professionnelle ou l'expérience des affaires auprès d'une personne autre que ladite entreprise ou ladite organisation, est exonéré de l'impôt dans cet autre Etat en ce qui concerne la rétribution qu'il reçoit pendant ladite période, pour autant que ladite rétribution n'exécède pas le montant de 6.000 dirhams du Maroc ou l'équivalent en dinars de Tunisie.

3. Tout résident de l'un des Etats contractants qui séjourne temporairement dans l'autre Etat contractant en vertu d'arrangements conclus avec le gouvernement de cet autre Etat contractant, à seul fin d'acquies une formation d'y effectuer des recherches ou d'y poursuivre des études, est exonéré d'impôt dans cet autre Etat en ce qui concerne la rétribution qu'il reçoit à l'occasion de cette formation, de ces recherches ou de ces études, pour autant que ladite rétribution n'exécède pas le montant de 6.000 dirhams du Maroc ou l'équivalent en dinars de Tunisie.

4. Tout résident d'un Etat contractant qui séjourne temporairement dans l'autre Etat contractant aux fins visées par les alinéas a) et b) du paragraphe premier du présent article, est exonéré par cet autre Etat contractant pour une période ne dépassant pas 5 ans, de tout impôt frappant toute rémunération n'exécédant pas, pour une année civile, 6.000 dirhams du Maroc ou l'équivalent en dinars de Tunisie qui lui serait attribuée pour des prestations fournies à titre personnel dans cet autre Etat contractant, en vue de compléter les ressources dont il dispose pour couvrir ses frais d'entretien, d'études ou de formation.

Article 20*Revenus non expressément mentionnés*

Les éléments du revenu d'un résident d'un Etat contractant qui ne sont pas expressément mentionnés dans les articles précédents de la présente convention ne sont imposables que dans cet Etat, à moins que ces revenus ne se rattachent à l'activité d'un établissement stable que ce bénéficiaire posséderait dans l'autre Etat contractant.

Article 21*Dispositions pour éliminer les doubles impositions*

1. Lorsqu'un résident d'un Etat contractant reçoit des revenus qui, conformément aux dispositions de la présente convention sont imposables dans l'autre Etat contractant, le premier Etat contractant déduit de l'impôt dont il frappe les revenus du résident un montant égal à l'impôt sur le revenu payé dans l'autre Etat contractant.

2. Toutefois, la somme déduite dans l'un ou l'autre cas ne peut excéder la fraction de l'impôt sur le revenu, calculé avant la déduction correspondant aux revenus imposables dans l'autre Etat contractant.

3. L'impôt qui a fait l'objet, d'une exonération ou réduction dans l'un des Etats contractants, en vertu de la législation nationale dudit Etat, est considéré comme s'il avait été acquitté et il doit être déduit dans l'autre Etat contractant de l'impôt qui aurait frappé lesdits revenus si ladite exonération ou ladite réduction n'avait pas été accordée.

Article 22*Fonctionnaires diplomatiques et consulaires*

Les dispositions de la présente convention ne portent pas atteinte aux privilèges fiscaux dont bénéficient les fonctionnaires diplomatiques ou consulaires en vertu soit des règles générales du droit des gens, soit des dispositions d'accords particuliers.

Chapitre IV**DROITS D'ENREGISTREMENT ET DE TIMBRE****Article 23**

1. Lorsqu'un acte ou un jugement établi dans l'un des Etats contractants est présenté à l'enregistrement dans l'autre Etat contractant, les droits applicables dans ce dernier Etat sont déterminés suivant les règles prévues par sa législation interne, sauf imputation, le cas échéant, des droits d'enregistrement qui ont été perçus dans le premier Etat, sur les droits dus dans l'autre Etat.

2. Toutefois, les actes ou jugements portant mutation entre vifs de propriété ou de jouissance de biens immobiliers, de droits réels immobiliers, de fonds de commerce ou de clientèle ou ceux constatant une cession de droit à un bail ou au bénéfice d'une promesse de bail portant sur tout ou partie d'un immeuble ne peuvent être assujettis à un droit d'enregistrement que dans celui des Etats contractants sur le territoire duquel ces immeubles, ces fonds de commerce ou ces clientèles sont situés ou exploités.

3. Les valeurs mobilières marocaines dépendant de la succession d'une personne de nationalité tunisienne domiciliée au Maroc, sont exonérées en Tunisie des droits de mutation par décès.

4. Les actes ou effets créés dans l'un des Etats contractants ne sont pas soumis au timbre dans l'autre Etat contractant lorsqu'ils ont effectivement supporté cet impôt au tarif applicable dans le premier Etat ou lorsqu'ils en sont légalement exonérés dans ledit Etat.

Chapitre V**DISPOSITIONS GÉNÉRALES****Article 24***Non-discrimination et encouragement à l'investissement*

1. Les nationaux d'un Etat contractant ne sont soumis dans l'autre Etat contractant à aucune imposition ou obligation y relative, qui est autre ou plus lourde que celle à laquelle sont ou pourront être assujettis les nationaux de cet autre Etat se trouvant dans la même situation.

2. L'imposition d'un établissement stable qu'une entreprise d'un Etat contractant a dans l'autre Etat contractant n'est pas établie dans cet autre Etat d'une façon moins favorable que l'imposition des entreprises de cet autre Etat qui exercent la même activité.

3. Les entreprises d'un Etat contractant, dont le capital est en totalité ou en partie, directement ou indirectement, détenu ou contrôlé par un ou plusieurs résidents de l'autre Etat contractant, ne sont soumises dans le premier Etat contractant à aucune imposition ou obligation y relative, qui est autre ou plus lourde que celle à laquelle sont ou pourront être assujettis les autres entreprises de même nature de ce premier Etat.

4. Les dispositions de la présente convention ne doivent pas faire obstacle à l'application de dispositions fiscales plus favorables prévues par la législation de l'un des Etats contractants en faveur des investissements.

Article 25
Procédure amiable

1. Lorsqu'un résident d'un Etat contractant estime que les mesures prises par un Etat contractant ou par chacun des deux Etats entraîneront pour lui une imposition non conforme à la présente convention, il peut, indépendamment des recours prévus par la législation nationale de ces Etats, soumettre son cas à l'autorité compétente de l'Etat contractant dont il est résident.

2. Cette autorité compétente s'efforcera, si la réclamation lui paraît fondée et si elle n'est pas elle-même en mesure d'apporter une solution satisfaisante, de régler la question par voie d'accord amiable avec l'autorité compétente de l'autre Etat contractant, en vue d'éviter une imposition non conforme à la convention.

3. Les autorités compétentes des Etats contractants s'efforcent, par voie d'accord amiable, de résoudre les difficultés ou de dissiper les doutes auxquels peuvent donner lieu l'interprétation ou l'application de la convention. Elles peuvent aussi se concerter en vue d'éviter la double imposition dans les cas non prévus par la présente convention.

4. Les autorités compétentes des Etats contractants peuvent communiquer directement entre elles en vue de parvenir à un accord comme il est indiqué aux paragraphes précédents. Si des échanges de vue oraux semblent devoir faciliter cet accord, ces échanges de vues peuvent avoir lieu au sein d'une commission composée de représentants des autorités compétentes des Etats contractants.

Article 26
Échange de renseignements

1. Les autorités compétentes des Etats contractants échangeront les renseignements nécessaires pour appliquer les dispositions de la présente convention et celles des lois internes des Etats contractants relatives aux impôts visés par la convention dans la mesure où l'imposition qu'elles prévoient est conforme à la convention. Tout renseignement ainsi échangé sera tenu secret et ne pourra être communiqué qu'aux personnes ou autorités chargées de l'établissement ou du recouvrement des impôts visés par la présente convention et des réclamations et recours y relatifs.

2. Les dispositions du paragraphe 1 ne peuvent en aucun cas être interprétées comme imposant à l'un des Etats contractants l'obligation :

- a) de prendre des dispositions administratives dérogeant à sa propre législation ou à sa pratique administrative ou à celle de l'autre Etat contractant ;
- b) de fournir des renseignements qui ne pourraient être obtenus sur la base de sa propre législation ou dans le cadre de sa pratique administrative normale ou de celles de l'autre Etat contractant ;
- c) de transmettre des renseignements qui révéleraient un secret commercial, industriel, professionnel ou un procédé commercial ou des renseignements dont la communication serait contraire à l'ordre public.

3. L'échange de renseignements a lieu soit d'office, soit sur demande visant des cas concrets. Les autorités compétentes des Etats contractants s'entendent pour déterminer la liste des informations qui sont fournies d'office.

Article 27
Assistance au recouvrement

1. Les Etats contractants conviennent de se prêter mutuellement assistance et appui en vue de recouvrer les impôts visés par la présente convention ainsi que les majorations de droits,

droits en sus, indemnités de retard, intérêts et frais afférents à ces impôts, à l'exclusion de ceux ayant un caractère pénal ces sommes étant définitivement dues en application des lois ou règlements de l'Etat demandeur et en conformité de la présente convention, toutes les voies de recouvrement interne ont été épuisées.

2. La demande formulée à cette fin doit être accompagnée des documents exigés par les lois et règlements de l'Etat requérant pour établir que les sommes à recouvrer sont définitivement dues.

3. Au vu de ces documents, les significations et mesures de recouvrement et de perception ont lieu dans l'Etat requis conformément aux lois et règlements applicables pour le recouvrement et la perception de ses propres impôts et dans le cadre des dispositions de la convention relative aux relations entre le Trésor Tunisien et le Trésor Marocain.

4. En ce qui concerne les créances fiscales qui sont encore susceptibles de recours, les autorités fiscales de l'Etat créancier, pour la sauvegarde de ces droits, peuvent demander aux autorités fiscales compétentes de l'autre Etat contractant de prendre des mesures conservatoires que la législation ou la réglementation de celui-ci autorise.

Article 28

Entrée en vigueur

1. La présente convention sera ratifiée et les instruments de ratifications seront échangés aussitôt que possible.

2. La présente convention entrera en vigueur dès l'échange des instruments de ratification et ses dispositions seront applicables :

- a) en ce qui concerne les impôts perçus par voie de retenue à la source le 1^{er} janvier de l'année civile suivant celle au cours de laquelle la convention est entrée en vigueur ;
- b) en ce qui concerne les autres impôts sur le revenu à l'année fiscale commençant le 1^{er} janvier de l'année au cours de laquelle la convention est entrée en vigueur ;
- c) en ce qui concerne les droits d'enregistrement et les droits de timbre pour les actes ayant acquis date certaine, les jugements intervenus et les successions ouvertes postérieurement à l'entrée en vigueur de la convention.

Article 29

Dénonciation

La présente convention restera indéfiniment en vigueur ; mais chaque Etat contractant pourra, jusqu'au 30 juin inclus de toute année civile à partir de la cinquième année à dater de celle de son entrée en vigueur, la dénoncer, par écrit et par la voie diplomatique, à l'autre Etat contractant. En cas de dénonciation avant le 1^{er} juillet d'une telle année, la convention s'appliquera pour la dernière fois :

- a) aux impôts dus à la source sur les revenus attribués ou mis en paiement au plus tard le 31 décembre de l'année de la dénonciation ;
- b) aux autres impôts établis sur des revenus de périodes imposables prenant fin au plus tard le 31 décembre de la même année.
- c) en ce qui concerne les droits d'enregistrement et les droits de timbre, aux actes ayant acquis date certaine, aux jugements intervenus et aux successions ouvertes au plus tard le 31 décembre de ladite année.

Fait à Tunis, le 5 rebia II 1394 (28 août 1974).

Pour le Royaume du Maroc,	Pour la République Tunisienne,
AHMED OSMAN,	HEDI NOUIRA,
Premier ministre.	Premier ministre.

❑ TURQUIE

- **Dahir n° 1-05-24 du 22 safar 1430 (18 février 2009) portant publication de la Convention faite à Ankara le 7 avril 2004 entre le Royaume du Maroc et la République de Turquie tendant à éviter la double imposition et à interdire l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu (1)**

[...]

Vu la Convention (2) faite à Ankara le 7 avril 2004 entre le Royaume du Maroc et la République de Turquie tendant à éviter la double imposition et à interdire l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu ;

Vu la loi n° 18-04 promulguée par le dahir n° 1-05-23 du 7 moharrem 1426 (16 février 2005) et portant approbation, quant au principe, de la ratification de la convention précitée ;

Considérant les notifications réciproques de l'accomplissement des formalités nécessaires à la mise en vigueur de la convention précitée,

Article unique

Sera publiée au *Bulletin officiel*, à la suite du présent dahir, la Convention faite à Ankara le 7 avril 2004 entre le Royaume du Maroc et la République de Turquie tendant à éviter la double imposition et à interdire l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu.

(1) *B.O.* n° 5732 du 7 mai 2009.

(2) Le texte de la Convention en langue arabe a été publié dans l'édition générale du *Bulletin officiel* n° 5731 du 8 jourmada I 1430 (4 mai 2009).

وعلى القانون رقم 18.04 الصادر بتنفيذه الظهير الشريف رقم 1.05.23 بتاريخ 7 محرم 1426 (16 فبراير 2005) الموافق بموجبه من حيث البدأ على تصديق الاتفاقية المذكورة :

ونظرا لتبادل الإعلام باستيفاء الإجراءات اللازمة لدخول الاتفاقية المذكورة حيز التنفيذ،

أصدرنا أمرنا الشريف بما يلي :

تنشر بالجريدة الرسمية، عقب ظهيرنا الشريف هذا، الاتفاقية الموقعة بأتقرة في 7 أبريل 2004 بين المملكة المغربية وجمهورية تركيا لتجنب الازدواج الضريبي ومنع التهرب الجبائي في ميدان الضرائب على الدخل.

وحرر بفاس في 22 من صفر 1430 (18 فبراير 2009).

ظهير شريف رقم 1.05.24 صادر في 22 من صفر 1430 (18 فبراير 2009) بنشر الاتفاقية الموقعة بأتقرة في 7 أبريل 2004 بين المملكة المغربية وجمهورية تركيا لتجنب الازدواج الضريبي ومنع التهرب الجبائي في ميدان الضرائب على الدخل.

الحمد لله وحده ،

الطابع الشريف - بداخله :

(محمد بن الحسن بن محمد بن يوسف الله وليه)

يعلم من ظهيرنا الشريف هذا، أسماء الله وأعز أمره أننا :

بناء على الاتفاقية الموقعة بأتقرة في 7 أبريل 2004 بين المملكة المغربية وجمهورية تركيا لتجنب الازدواج الضريبي ومنع التهرب الجبائي في ميدان الضرائب على الدخل ؛

*

* *

اتفاقية

بين

المملكة المغربية

و

جمهورية تركيا

لتجنب الازدواج الضريبي و منع التهرب الجبائي في ميدان الضرائب على الدخل

إن حكومة المملكة المغربية و حكومة جمهورية تركيا ؛

رغبة منهما في تنمية و تعزيز علاقتهما الاقتصادية من خلال إبرام اتفاقية لتجنب الازدواج الضريبي و منع التهرب الجبائي في ميدان الضرائب على الدخل، اتفقتا على ما يلي :

المادة الأولى الأشخاص المعنويون

تطبق هذه الاتفاقية على الأشخاص المقيمين بدولة متعاقدة أو بكنثا الدولتين المتعاقدين.

المادة الثانية الضرائب المعنية

1 - تطبق هذه الاتفاقية على الضرائب على الدخل المفروضة لحساب دولة متعاقدة أو فروعها السياسية أو جماعاتها المحلية بغض النظر عن الطريقة التي تفرض بها.

2 - تعتبر ضرائب على الدخل جميع الضرائب المفروضة على الدخل الإجمالي أو عناصر من الدخل، بما فيها الضرائب على الأرباح الناتجة عن نقل ملكية الأموال المنقولة أو غير المنقولة، و الضرائب على المبالغ الإجمالية للأجور أو الرواتب المؤداة من قبل مقاولات.

3- إن الضرائب الحالية التي تطبق عليها الاتفاقية هي بالخصوص:

- (أ) فيما يخص جمهورية تركيا :
 - (i) الضريبة على الدخل؛
 - (ii) الضريبة على الشركات؛
 - (iii) الرسم المفروض على ضريبة الدخل و ضريبة الشركات؛
- (و المشار إليها بالضريبة التركية)؛
- (ب) فيما يخص المملكة المغربية :
 - (i) الضريبة العامة على الدخل ؛
 - (ii) الضريبة على الشركات ؛

(والمشار إليها فيما بعد بالضريبة المغربية) .

4 - تطبق هذه الاتفاقية كذلك على الضرائب المماثلة أو المشابهة التي قد تستحدث بعد تاريخ التوقيع على هذه الاتفاقية و تضاف إلى الضرائب الحالية أو تحل محلها. و تطلع السلطات المختصة في الدولتين المتعاقبتين بعضها البعض على التعديلات الهامة التي تدخلها على تشريعاتها الضريبية.

المادة الثالثة تعريف عامة

1- لأغراض هذه الاتفاقية، ما لم يقتض سياق النص خلاف ذلك:

(أ) يعني لفظ " تركيا" تراب جمهورية تركيا، المياه الإقليمية و كذا المناطق البحرية التي تمارس عليها سيادتها أو حقوقها السيادية بهدف استكشاف أو استغلال أو المحافظة على الموارد الطبيعية طبقاً للقانون الدولي.

(ب) يعني لفظ "المغرب" تراب المملكة المغربية بما فيه المنطقة البحرية الواقعة وراء المياه الإقليمية للمملكة المغربية و التي تم تحديدها أو سيتم تحديدها مستقبلا بموجب قوانين المملكة المغربية طبقاً للقانون الدولي كمنطقة يمكن للمملكة المغربية أن تمارس داخلها حقوقها المتعلقة بأعماق البحار وباطن الأرض وكذا الموارد الطبيعية؛
 (ج) تعني عبارتا "دولة متعاقدة" و "الدولة المتعاقدة الأخرى" حسب سياق النص تركيا أو المغرب؛
 (د) يعني لفظ "ضريبة" حسب سياق النص الضريبة التركية أو الضريبة المغربية؛

(هـ) يشمل لفظ "شخص" الأشخاص الطبيعيين و الشركات و كل مجموعات الأشخاص الأخرى؛
 (و) يعني لفظ "شركة" كل شخص معنوي، و كل كيان يعامل كشخص معنوي لأغراض فرض الضريبة؛
 (ز) تعني عبارتا "مقابلة دولة متعاقدة" و "مقابلة الدولة المتعاقدة الأخرى" على التوالي مقابلة يستغلها مقيم بدولة متعاقدة و مقابلة يستغلها مقيم بالدولة المتعاقدة الأخرى؛

(ح) يعني لفظ "مواطن" :
 (أ) أي شخص طبيعي يحمل جنسية دولة متعاقدة؛
 (ب) أي شخص معنوي، شركة أشخاص أو جمعية منشأة طبقاً للتشريع الجاري به العمل في دولة متعاقدة؛
 (ط) تعني عبارة "حركة النقل الدولي" أية عملية نقل بواسطة سفينة أو طائرة تقوم باستغلالها مقابلة يوجد مقر إدارتها الفعلية في دولة متعاقدة، باستثناء الحالة التي يتم فيها استغلال السفينة أو الطائرة فقط بين أماكن في الدولة المتعاقدة الأخرى؛
 (ي) تعني عبارة "السلطة المختصة" :
 (أ) فيما يخص تركيا : وزير المالية أو ممثله المرخص له بذلك ؛
 (ب) فيما يخص المغرب : وزير المالية أو ممثله المرخص له بذلك ؛

2 - لتطبيق الاتفاقية من طرف دولة متعاقدة، كل لفظ أو عبارة لم يتم تعريفه يكون له - ما لم يقتض سياق النص خلاف ذلك - المعنى الذي يمنحه إياه في ذلك الوقت قانون هذه الدولة المتعلق بالضرائب التي تطبق عليها الاتفاقية.

المادة الرابعة المقيم

1 - لأغراض هذه الاتفاقية تعني عبارة "مقيم بدولة متعاقدة" كل شخص يخضع، بموجب تشريع هذه الدولة أو فروعها السياسية أو جماعاتها المحلية، للضريبة فيها وذلك بسبب موطنه أو مكان إقامته أو مكتبه الرئيسي القانوني أو مقر إدارته أو أي معيار آخر ذي طبيعة مشابهة. غير أن هذه العبارة لا تشمل الأشخاص الذين لا يخضعون للضريبة في هذه الدولة إلا على الدخل المتأتي من مصادر موجودة في هذه الدولة.

2 - عندما يعتبر شخص طبيعى - تبعا لمقتضيات الفقرة 1 - مقيما في كلتا الدولتين المتعاقبتين، تحدد وضعيته بالكيفية التالية :

(أ) يعتبر هذا الشخص مقيما بالدولة التي يوجد له بها سكن دائم ؛ و في حالة ما إذا كان له سكن دائم في كلتا الدولتين، يعتبر مقيما بالدولة التي تربطه بها أوثق الروابط الشخصية و الاقتصادية (مركز المصالح الحيوية) ؛

(ب) إذا لم يمكن تحديد الدولة التي يوجد بها مركز مصالح هذا الشخص الحيوية، أو لم يتوفر له سكن دائم في أي من الدولتين، يعتبر مقيما بالدولة المتعاقدة التي يقطن فيها بصفة اعتيادية؛

(ج) إذا كان هذا الشخص يقطن بصفة اعتيادية في كلتا الدولتين أو لا يقطن في أي منهما، يعتبر مقيما بالدولة التي هو مواطنها؛

(د) إذا كان هذا الشخص مواطنا لكلتا الدولتين أو لم يكن مواطنا لأي منهما، تفصل السلطات المختصة في الدولتين المتعاقبتين في القضية بانفاق مشترك .

3 - إذا كان شخص غير الشخص الطبيعي مقيما بالدولتين المتعاقبتين وفقا لمقتضيات الفقرة 1، فإنه يعتبر مقيما فقط بالدولة التي يوجد بها مقر إدارته الفعلية.

المادة الخامسة المؤسسة المستقرة

1 - في مفهوم هذه الاتفاقية، تعني عبارة "مؤسسة مستقرة" مكان عمل ثابت تمارس من خلاله مقاوله عملها بشكل كلي أو جزئي.

2 - تشمل عبارة "مؤسسة مستقرة" بالخصوص :

(أ) مقر الإدارة ؛

(ب) فرعا ؛

(ج) مكتبا ؛

(د) مصنعا ؛

(هـ) مشغلا ؛

(و) منجما، بئرا للبترول أو الغاز، مقلعا أو أي مكان آخر

لاستخراج الموارد الطبيعية ؛

(ز) ورشة بناء أو تركيب لكن فقط إذا استمرت هذه الورشة

لفترة تزيد عن عشرة (10) أشهر ؛

3 - على الرغم من المقتضيات السابقة من هذه المادة، لا يمكن

اعتبار أن هناك "مؤسسة مستقرة" إذا :

(أ) استعملت المنشآت لمجرد أغراض تخزين أو عرض أو تسليم

بضائع أو سلع تملكها المقاول ؛

(ب) أحفظ بمخزون بضائع أو سلع تملكها المقاول فقط بهدف

التخزين أو العرض أو التسليم ؛

(ج) أحفظ بمخزون بضائع أو سلع تملكها المقاول فقط بهدف

التحويل من قبل مقاول أخرى ؛

(د) استعمل مكان عمل ثابت فقط لغرض شراء بضائع أو

سلع أو جمع معلومات للمقاول ؛

(هـ) استعمل مكان عمل ثابت فقط لغرض ممارسة أية أنشطة ذات

طابع تحضيرية أو إضافي للمقاول ؛

(و) استعمل مكان عمل ثابت فقط لمجرد أغراض الجمع بين

ممارسة الأنشطة المشار إليها في الفقرات من (أ) إلى (هـ)، شريطة أن

تحتفظ مجموع الأنشطة الممارسة من طرف مكان العمل الثابت - والناجمة

عن هذا الجمع - بطابع تحضيرية أو إضافي .

4 - على الرغم من مقتضيات الفقرتين (1) و (2)، إذا عمل

شخص - غير الوكيل ذي الوضع المستقل الذي تطبق عليه الفقرة (6) -

في دولة متعاقدة لحساب مقاول تابعة للدولة المتعاقدة الأخرى و كانت

لديه و يزاول بشكل معتاد في هذه الدولة سلطة لإبرام العقود باسم تلك

المقاول، فإن تلك المقاول ستعتبر بأن لها مؤسسة مستقرة في الدولة

المتعاقدة المذكورة فيما يتعلق بالأنشطة التي يقوم بها ذلك الشخص

لصالح المقاول، إلا إذا كانت أنشطة ذلك الشخص محدودة في تلك الأنشطة

المشار إليها في الفقرة (3) و التي إذا تمت ممارستها من خلال مكان

عمل ثابت لا تجعل من هذا المكان الثابت مؤسسة مستقرة طبقا لمقتضيات

هذه الفقرة .

5 - على الرغم من المقتضيات السابقة من هذه المادة، تعتبر

مقاول للتأمين بدولة متعاقدة، باستثناء إعادة التأمين، ذات مؤسسة مستقرة في

الدولة المتعاقدة الأخرى، إذا كانت المقاول تقبض أقساط تأمين أو تقوم بتأمين

مخاطر فوق تراب هذه الدولة الأخرى بواسطة شخص آخر غير الوكيل ذي

الوضع المستقل الذي تطبق عليه الفقرة 6 .

6- لا يعتبر أنه لمقاول دولة متعاقدة مؤسسة مستقرة لمجرد أنها تمارس فيها نشاطها عن طريق وسيط أو وكيل عام بالعمولة أو أي وكيل آخر ذي وضع مستقل، شريطة أن يعمل هؤلاء الأشخاص في النطاق العادي لنشاطهم. غير أنه إذا كانت أنشطة هذا الوكيل مخصصة كلها أو في معظمها لحساب هذه المقاوله وكانت الشروط المنققة عليها أو المفروضة بين المقاوله والوكيل في علاقاتهما التجارية والمالية تختلف عن تلك التي قد تربط بين مقاولتين مستقلتين، فلا يمكن اعتباره كوكيل ذي وضع مستقل بمفهوم هذه الفقرة .

7 - إن كون شركة مقيمة بدولة متعاقدة تراقب شركة مقيمة بالدولة المتعاقدة الأخرى أو تراقب من طرفها، أو تزاول نشاطها في هذه الدولة المتعاقدة الأخرى (سواء بواسطة مؤسسة مستقرة أو بطريقة أخرى) لا يكفي في حد ذاته لجعل من إحدى الشركتين مؤسسة مستقرة للأخرى .

المادة السادسة

المداخل العقارية

1 - إن الدخل الذي يحصل عليه مقيم بدولة متعاقدة من ممتلكات عقارية (بما فيه دخل استغلال الفلاحة أو الغابات) موجودة بالدولة المتعاقدة الأخرى تفرض عليه الضريبة في هذه الدولة الأخرى .

2 - لعبارة "ممتلكات عقارية" المدلول الذي يمنحه قانون الدولة المتعاقدة والتي توجد بها هذه الممتلكات، وتشمل العبارة في جميع الحالات الماشية والتوابع والتجهيزات المستعملة في استغلال الفلاحة (بما فيها تربية الأسماك) والغابات والحقوق التي تنطبق عليها مقتضيات القانون الخاص المتعلقة بالملكية العقارية وحق الانتفاع بالممتلكات العقارية، والحقوق الخاصة بالمدفوعات المتغيرة أو الثابتة لاستغلال أو امتياز استغلال المناجم المعدنية والمنابع والموارد الطبيعية الأخرى، ولا تعتبر البواخر والسفن والطائرات كممتلكات عقارية.

3 - تطبق مقتضيات الفقرة 1 على المداخل الناتجة عن الاستغلال المباشر أو الإيجار أو تأجير الأراضي، وكذا عن كل شكل آخر لاستغلال الممتلكات العقارية.

4 - تطبق مقتضيات الفقرتين 1 و 3 كذلك على الدخل الناتج عن الممتلكات العقارية لمقاوله وكذا على دخل الممتلكات العقارية المستعملة لممارسة مهنة مستقلة.

5 - إذا كانت الأسهم أو أية حقوق أخرى في أية شركة تخول مالكة حق الانتفاع بممتلكات عقارية تملكها هذه الشركة، فإن الدخل الذي يحصل عليه المالك من استغلال أو تأجير حقه في الانتفاع يخضع للضريبة في الدولة التي توجد فيها الممتلكات العقارية.

المادة السابعة أرباح المقاولات

1 - تفرض الضريبة على أرباح مقولة تابعة لدولة متعاقدة فقط في هذه الدولة، إلا إذا كانت المقولة تمارس نشاطها في الدولة المتعاقدة الأخرى بواسطة مؤسسة مستقرة توجد بها. فإذا مارست المقولة نشاطها بهذه الكيفية، تفرض الضريبة على أرباحها في الدولة الأخرى، ولكن فقط بمقدار ما يعود منها إلى هذه المؤسسة المستقرة.

2 - مع مراعاة مقتضيات الفقرة 3، عندما تمارس مقولة تابعة لدولة متعاقدة نشاطا في الدولة المتعاقدة الأخرى من خلال مؤسسة مستقرة توجد بها، تنسب - في كل دولة متعاقدة - إلى تلك المؤسسة المستقرة الأرباح التي يتوقع أن تجنيها لو كانت مقولة مميزة و منفصلة تمارس نفس الأنشطة أو أنشطة مماثلة في نفس الشروط أو شروط مماثلة و تتعامل بشكل مستقل تماما مع المقولة التي هي مؤسسة مستقرة لها.

3- لتحديد أرباح مؤسسة مستقرة، يسمح بخصم النفقات التي بذلت لأغراض نشاط هذه المؤسسة المستقرة بما في ذلك نفقات الإدارة و المصاريف العامة للإدارة التي تصرف على هذا الشكل سواء كان ذلك في الدولة المتعاقدة التي توجد بها هذه المؤسسة المستقرة أو في مكان آخر.

4 - لا تنسب أية أرباح إلى مؤسسة مستقرة لمجرد شراء تلك المؤسسة المستقرة بضائع أو سلعاً للمقولة.

5 - إذا كانت الأرباح تشمل عناصر من الدخل تتناولها بصفة منفصلة مواد أخرى من هذه الاتفاقية، فإن مقتضيات تلك المواد لن تتأثر بمقتضيات هذه المادة .

المادة الثامنة الملاحة البحرية و الجوية

1- تفرض الضريبة على الأرباح الناتجة عن استغلال السفن أو الطائرات في النقل الدولي فقط في الدولة المتعاقدة التي يوجد بها مقر الإدارة الفعلية للمقولة.
إذا كان مقر الإدارة الفعلية لمقولة الملاحة البحرية يوجد على متن سفينة، فإن هذا المقر يعتبر موجودا في الدولة المتعاقدة التي تم في مينائها قيد هذه السفينة، أو، في حالة عدم وجود ميناء القيد، في الدولة المتعاقدة التي يقسم بها مستغل السفينة .

2 - لأغراض هذه المادة، فإن أرباح مقاوله تابعة لدولة متعاقده والمتأثية من استغلال السفن أو الطائرات في النقل الدولي تشمل الأرباح الناتجة عن استغلال أو تأجير الحاويات إذا كانت هذه الأرباح تابعة للدخل الذي تطبق عليه مقتضيات الفقرة 1.

3 - تطبق مقتضيات الفقرة 1 كذلك على الأرباح الناتجة عن المساهمة في مجموعة أو في استغلال مشترك أو في وكالة دولية للاستغلال.

المادة التاسعة المقاولات المشتركة

1 - عندما:

(أ) تساهم مقاوله من دولة متعاقده بشكل مباشر أو غير مباشر في إدارة أو مراقبة أو في رأسمال مقاوله من الدولة المتعاقده الأخرى، أو
(ب) يساهم نفس الأشخاص بشكل مباشر أو غير مباشر في إدارة أو مراقبة أو في رأسمال مقاوله من دولة متعاقده و مقاوله من الدولة المتعاقده الأخرى،
و كانت المقاولتان - في كلتا الحالتين - مرتبطتان في علاقاتهما التجارية أو المالية بشروط متفق عليها أو مفروضة بحيث تختلف عن تلك التي يمكن أن تتفق عليها المقاولات المستقلة، فإن الأرباح التي - لولا هذه الشروط - لكانت قد حصلت عليها إحدى المقاولتين، ولكنها لم تتحقق بسبب تلك الشروط، يمكن أن تدرج ضمن أرباح هذه المقاوله و تفرض عليها الضريبة تبعاً لذلك.

2 - إذا أدرجت دولة متعاقده ضمن أرباح مقاوله في تلك الدولة - و تفرض عليها الضريبة بناء على ذلك - أرباحاً تم سببها فرض الضريبة على مقاوله تابعة للدولة المتعاقده الأخرى و كان من الممكن تحقيق الأرباح التي أدرجت على هذا النحو بواسطة مقاوله تابعة للدولة الأولى لو كانت الشروط المتفق عليها بين المقاولتين هي نفس الشروط التي قد تتفق عليها مقاولات مستقلة، فإن الدولة الأخرى تقوم بالتسوية المناسبة لمبلغ الضريبة المؤدى عن هذه الأرباح. و لتحديد هذه التسوية، تأخذ المقتضيات الأخرى من هذه الاتفاقية بعين الاعتبار، و عند الضرورة، تقوم السلطات المختصة في الدولتين المتعاقدين بالتشاور فيما بينها .

المادة العاشرة أرباح الأسهم

1 - إن أرباح الأسهم المؤداة من قبل شركة مقيمة بدولة متعاقده لفائدة مقيم بالدولة المتعاقده الأخرى تفرض عليها الضريبة في هذه الدولة الأخرى.

2 - غير أن أرباح الأسهم تلك تفرض عليها الضريبة أيضا في الدولة المتعاقدة حيث تقيم الشركة التي تؤدي أرباح الأسهم و ذلك حسب التشريع الجاري به العمل في هذه الدولة، لكن إذا كان المستفيد الفعلي من أرباح الأسهم مقيما بالدولة المتعاقدة الأخرى، فإن الضريبة المفروضة على هذا النحو لا يمكن أن تتجاوز :

(أ) 7% (سبعة بالمائة) من المبلغ الإجمالي لأرباح الأسهم إذا كان المستفيد الفعلي شركة (غير شركة أشخاص) تملك مباشرة ما لا يقل عن 25% من رأس مال الشركة التي تؤدي أرباح الأسهم ؛
 (ب) 10% (عشرة بالمائة) من المبلغ الإجمالي لأرباح الأسهم في جميع الحالات الأخرى .

3- لا تؤثر هذه الفقرة على فرض الضريبة على الشركة برسم الأرباح الموجبة لأداء أرباح الأسهم .

4 - تعني عبارة "أرباح الأسهم" المستعملة في هذه المادة الدخل المتأتي من الأسهم، أسهم أو سندات الانتفاع، حصص المؤسسين أو حصص أخرى مساهمة في الأرباح باستثناء الديون، وكذا الدخل المتأتي من حصص المشاركة الأخرى الخاضعة لنفس النظام الضريبي المطبق على دخل الأسهم حسب تشريع الدولة التي تقيم بها الشركة الموزعة لأرباح الأسهم .
 تشمل عبارة "أرباح الأسهم" فيما يخص المغرب الدخل المتأتي من حصص المناجم أو من عقود المشاركة في الأرباح، و في ما يخص تركيا الدخل المتأتي من صناديق الاستثمار أو الائتمان .

5 - لا تطبق مقتضيات الفقرتين 1 و 2 إذا كان المستفيد الفعلي من أرباح الأسهم، مقيما بدولة متعاقدة، و يمارس في الدولة المتعاقدة الأخرى حيث تقيم الشركة الموزعة لأرباح الأسهم نشاطه بواسطة مؤسسة مستقرة توجد بها، أو مهنة مستقلة بواسطة قاعدة ثابتة توجد بها، وكانت المساهمة الموجبة لأرباح الأسهم مرتبطة بها فعليا. و في هذه الحالة، تطبق مقتضيات المادة 7 أو المادة 14 حسبما يقتضيه الحال .

6 - مع مراعاة الفقرة 7، عندما تستمد شركة مقيمة بدولة متعاقدة أرباحا أو دخلا من الدولة المتعاقدة الأخرى، فإن تلك الدولة الأخرى لا يجوز لها أن تفرض أية ضريبة على أرباح الأسهم المؤداة من قبل هذه الشركة، ما عدا الحالة التي يتم فيها دفع أرباح الأسهم تلك إلى مقيم بالدولة الأخرى أو بمدى ما تكون المساهمة التي تدفع أرباح الأسهم بشأنها مرتبطة بصورة فعالة بمؤسسة مستقرة أو قاعدة ثابتة توجد في تلك الدولة الأخرى، كما لا يجوز لها أن تخضع أرباح الشركة غير الموزعة إلى ضريبة الأرباح غير الموزعة، حتى لو كانت أرباح الأسهم المؤداة أو الأرباح غير الموزعة مكونة كلياً أو جزئياً من أرباح أو دخل ناشئ في تلك الدولة الأخرى.

7 - إن الأرباح التي تحصل عليها شركة مقيمة بدولة متعاقدة تمارس نشاطا صناعيا أو تجاريا بواسطة مؤسسة مستقرة في الدولة المتعاقدة الأخرى يمكن، بعد فرض الضريبة عليها بموجب المادة 7، إخضاع ما تبقى منها للضريبة في الدولة المتعاقدة التي توجد بها المؤسسة المستقرة وفقا لتشريع هذه الدولة، غير أن سعر الضريبة المفروضة لا يجب أن يتعدى 7% (سبعة بالمائة).

المادة الحادية عشرة الفوائد

1 - إن الفوائد المتأتية من دولة متعاقدة والموداة لمقيم بالدولة المتعاقدة الأخرى تفرض عليها الضريبة في هذه الدولة الأخرى.

2 - غير أن هذه الفوائد تفرض عليها الضريبة أيضا في الدولة المتعاقدة التي تنشأ فيها وفقا لتشريع هذه الدولة، لكن إذا كان المثلثي هو المستفيد الفعلي من الفوائد، فإن الضريبة المفروضة على هذا النحو لا يمكن أن تتجاوز 10% (عشرة بالمائة) من المبلغ الإجمالي للفوائد.

3 - على الرغم من مقتضيات الفقرة 2، فإن الفوائد المتأتية من:

(أ) المغرب و الموداة للحكومة التركية أو للبنك المركزي التركي (البنك المركزي لجمهورية تركيا) تعفى من الضريبة في المغرب؛

(ب) تركيا و الموداة للحكومة المغربية أو للبنك المركزي المغربي (بنك المغرب) تعفى من الضريبة في تركيا.

4 - يعني لفظ "الفوائد" كما هو مستخدم في هذه المادة الدخل الناتج عن سندات الديون بكل أنواعها سواء أكانت مضمونة برهن أم لا و سواء أكانت تحمل حق المشاركة في أرباح المدين أم لا، و على وجه التحديد الدخل الناتج عن سندات الخزينة العامة و الدخل الناتج عن سندات الدين أو سندات القروض بما في ذلك العلارات و الجوائز المتعلقة بمثل سندات الخزينة العامة هذه أو بسندات الدين أو بسندات القروض.

5 - لا تطبق مقتضيات الفقرتين 1 و 2 إذا كان المستفيد الفعلي من الفوائد، مقيما بدولة متعاقدة، و يمارس في الدولة المتعاقدة الأخرى المتأتية منها الفوائد نشاطا صناعيا أو تجاريا بواسطة مؤسسة مستقرة توجد بها، أو مهنة مستقلة بواسطة قاعدة ثابتة توجد بها، و كان الدين الذي نتولد عنه الفوائد مرتبطا فعليا بالمؤسسة المستقلة أو القاعدة الثابتة المذكورة.

و في هذه الحالات، تطبق مقتضيات المادة 7 أو المادة 14 حسبما يقتضيه الحال.

6 - تعتبر الفوائد متأتية من دولة متعاقدة إذا كان المدين هو تلك الدولة المتعاقدة، أو فرعا سياسيا، أو جماعة محلية أو مقيما بهذه الدولة. غير أنه إذا كان للمدين بالفوائد في دولة متعاقدة - سواء كان مقيما بدولة متعاقدة أو غير مقيم بها - مؤسسة مستقرة أو قاعدة ثابتة يرتبط بها الدين الذي ترتب عنه أداء الفوائد و تحملت من أجله تلك الفوائد، فعندئذ تعتبر هذه الفوائد متأتية من الدولة المتعاقدة التي توجد فيها المؤسسة المستقرة أو القاعدة الثابتة.

7 - إذا ترتب بسبب علاقات خاصة تربط المدين بالمستفيد الفعلي من الفوائد أو تربط كليهما بأشخاص آخرين، و تجاوز مبلغ الفوائد - باعتبار الدين الذي تدفع من أجله - المبلغ المتفق عليه بين المدين و المستفيد الفعلي في غياب مثل هذه العلاقات، فإن مقتضيات هذه المادة لا تطبق إلا على هذا المبلغ الأخير. و في هذه الحالة، يبقى الجزء الزائد من الأداءات خاضعا للضريبة طبقا لتشريع كل دولة متعاقدة مع مراعاة المقتضيات الأخرى من هذه الاتفاقية.

المادة الثانية عشرة الإتاوات

1- إن الإتاوات المتأتية من دولة متعاقدة و المؤداة لمقيم بالدولة المتعاقدة الأخرى تفرض عليها الضريبة في هذه الدولة الأخرى .
2 - غير أن هذه الإتاوات تفرض عليها الضريبة أيضا في الدولة المتعاقدة المتأتية منها و حسب تشريع هذه الدولة، لكن إذا كان المتلقي هو المستفيد الفعلي من الإتاوات، فإن الضريبة المفروضة على هذا النحو لا يمكن أن تتجاوز 10% (عشرة بالمائة) من المبلغ الإجمالي للإتاوات .

3 - يقصد بلفظ " الإتاوات" الوارد في هذه المادة الأداءات على اختلاف أنواعها مقابل :

(أ) استعمال أو الحق في استعمال حق المؤلف عن عمل أدبي، فني أو علمي، بما في ذلك الأفلام السينمائية و الأشرطة و التسجيلات الخاصة بالبيث الإذاعي أو التلفزيوني أو البيث عن طريق الأرقام الاصطناعية، أو الارتباط، أو الألياف البصرية أو كل التقنيات المماثلة المستعملة في البيث الموجه للعموم وأية براءات الاختراع، و علامات الصنع أو علامات تجارية، و رسم أو نموذج، و تصميم، و صيغة أو طريقة سرية، بما في ذلك المساعدة التقنية الإضافية لاستعمال تلك الحقوق أو الممتلكات شريطة أن يتم تقديم هذه المساعدة في الدولة المتعاقدة التي هي مصدر الأداءات، أو
(ب) استعمال أو الحق في استعمال تجهيز صناعي، تجاري، فلاحي أو علمي، أو
(ج) معلومات لها صلة بتجربة صناعية، تجارية ، فلاحية أو علمية .

4 - لا تطبق مقتضيات الفقرتين 1 و 2 إذا كان المستفيد الفعلي من الإتاوات مقيما بدولة متعاقدة، و يمارس في الدولة المتعاقدة الأخرى المتأتية منها الإتاوات نشاطا صناعيا أو تجاريا بواسطة مؤسسة مستقرة توجد بها، أو مهنة مستقلة بواسطة قاعدة ثابتة توجد بها، و كان الحق أو الملك الذي تتولد عنه الإتاوات مرتبطا فعليا بالمؤسسة المستقرة أو القاعدة الثابتة المذكورة .

و في هذه الحالات، تطبق مقتضيات المادة 7 أو المادة 14 حسب الحالة .

5 - تعتبر الإتاوات متأتية من دولة متعاقدة إذا كان المدين هو تلك الدولة المتعاقدة، أو فرعا سياسيا، أو جماعة محلية أو مقيما بهذه الدولة. غير أنه إذا كان للمدين بالإتاوات في دولة متعاقدة - سواء كان مقيما بدولة متعاقدة أو غير مقيم بها - مؤسسة مستقرة أو قاعدة ثابتة يرتبط بها العقد الذي ترتب عنه أداء الإتاوات و تحمكت من أجله تلك الإتاوات، فعندئذ تعتبر هذه الإتاوات متأتية من الدولة المتعاقدة التي توجد فيها المؤسسة المستقرة أو القاعدة الثابتة.

6 - إذا ترتب بسبب علاقات خاصة تربط المدين بالمستفيد الفعلي من الإتاوات أو تربط كليهما بأشخاص آخرين و تجاوز مبلغ الإتاوات - باعتبار الخدمات التي تدفع من أجلها - المبلغ المتفق عليه بين المدين و المستفيد الفعلي في غياب مثل هذه العلاقات، فإن مقتضيات هذه المادة لا تطبق إلا على هذا المبلغ الأخير. و في هذه الحالة، يبقى الجزء الزائد من الأداءات خاضعا للضريبة وفق تشريع كل دولة متعاقدة مع مراعاة المقتضيات الأخرى من هذه الاتفاقية.

المادة الثالثة عشرة أرباح رأس المال

1 - إن الأرباح التي يحصل عليها مقيم بدولة متعاقدة من تفويت الممتلكات العقارية المشار إليها في المادة 6 و الموجودة في الدولة المتعاقدة الأخرى يمكن أن تفرض عليها الضريبة في هذه الدولة الأخرى.

2 - إن الأرباح الناتجة عن تفويت الأموال المنقولة التي تدخل في أصول مؤسسة مستقرة و التي تملكها مقاول دولة متعاقدة بالدولة المتعاقدة الأخرى أو الأموال المنقولة التي تنتمي إلى قاعدة ثابتة يملكها مقيم بالدولة المتعاقدة الأخرى من أجل ممارسة مهنة مستقلة، بما في ذلك الأرباح الناتجة عن تفويت هذه المؤسسة المستقرة (بمفردها أو مع مجموع المقاول) أو هذه القاعدة الثابتة، تفرض عليها الضريبة في هذه الدولة الأخرى.

3 - إن الأرباح الناتجة عن تفويت السفن أو الطائرات المستغلة في حركة النقل الدولي أو الأرباح الناتجة عن الأموال المنقولة المخصصة لاستغلال هذه السفن أو الطائرات، لا تفرض عليها الضريبة إلا في الدولة المتعاقدة التي يوجد بها مقر الإدارة الفعلية للمقاول .

4 - إن الأرباح المتأتية من تفويت أسهم رأسمال شركة غير تلك الأسهم المتداولة في بورصة القيم، تتكون أموالها أساسا من ممتلكات عقارية موجودة في دولة متعاقدة تفرض عليها الضريبة في هذه الدولة .

5 - إن الأرباح الناتجة عن تفويت أية أموال أخرى غير تلك المشار إليها في الفقرات 1، 2، 3 و 4 من هذه المادة لا تفرض عليها الضريبة إلا في الدولة المتعاقدة التي يقيم بها ناقل الملكية.

المادة الرابعة عشر

المهن المستقلة

1 - إن الدخل الذي يحققه مقيم بدولة متعاقدة من خلال ممارسته لمهنة حرة أو أنشطة أخرى ذات طابع مستقل تفرض عليه الضريبة فقط في هذه الدولة، ماعدا إذا كان هذا المقيم يتوفر بصفة اعتيادية في الدولة المتعاقدة الأخرى على قاعدة ثابتة لممارسة أنشطته، وفي هذه الحالة، فإن الجزء من الدخل المنسوب لهذه القاعدة الثابتة فقط تفرض عليه الضريبة في الدولة المتعاقدة الأخرى.

2 - تشمل عبارة "مهنة حرة" بالخصوص الأنشطة المستقلة ذات الطابع العلمي، الأدبي، الفني، التربوي أو البيداغوجي، وكذا الأنشطة المستقلة للأطباء والمحامين والمهندسين والمهندسين المعماريين وأطباء الأسنان والمحاسبين.

المادة الخامسة عشرة

المهن غير المستقلة

1 - مع مراعاة مقتضيات المواد 16، 18، 19 و 20، فإن الأجور والرواتب و المرتبات الأخرى المماثلة التي يتقاضاها مقيم بدولة متعاقدة برسم عمل مأجور تفرض عليها الضريبة فقط في هذه الدولة، ما عدا إذا كان العمل ممارسا في الدولة المتعاقدة الأخرى. فإذا كان هذا العمل ممارسا فيها، فإن المرتبات المحصل عليها بهذه الصفة تفرض عليها الضريبة في تلك الدولة الأخرى.

2 - على الرغم من مقتضيات الفقرة 1، فإن المرتبات التي يتقاضاها مقيم بدولة متعاقدة برسم عمل مأجور يمارسه في الدولة المتعاقدة الأخرى تفرض عليها الضريبة فقط في الدولة الأولى شريطة :

- أن يقطن المستفيد بالدولة الأخرى فترة أو فترات زمنية لا تتجاوز في مجموعها 183 يوما عن كل فترة زمنية قدرها اثني عشر شهرا تتبدئ أو تنتهي خلال السنة الضريبية المعنية؛ و
- أن تكون المرتبات مدفوعة من طرف مشغل أو لحساب مشغل غير مقيم بالدولة الأخرى؛ و
- ج) ألا تتحمل أعباء المرتبات مؤسسة مستقرة أو قاعدة ثابتة يملكها المشغل في الدولة الأخرى .

3 — على الرغم من مقتضيات السابقة من هذه المادة، فإن المرتبات المحصل عليها برسم عمل مأجور على متن سفينة أو طائرة. مستغلة في النقل الدولي من طرف مقاول دولة متعاقدة تفرض عليها الضريبة في هذه الدولة .

المادة السادسة عشرة مكافآت أعضاء مجلس الإدارة

إن المكافآت و أتعاب الحضور و التعويضات الأخرى المماثلة التي يحصل عليها مقيم بدولة متعاقدة بصفته عضو مجلس الإدارة لشركة مقيمة في الدولة المتعاقدة الأخرى تفرض عليها الضريبة في هذه الدولة الأخرى.

المادة السابعة عشرة الفنانون و الرياضيون

1 — على الرغم من مقتضيات المادتين 14 و 15، فإن الدخل الذي يحصل عليه مقيم بدولة متعاقدة يمارس في الدولة المتعاقدة الأخرى أنشطته الشخصية باعتباره فنانا استعراضيا كفنان المسرح، السينما، الإذاعة أو التلفزة أو كموسيقي أو كرياضي تفرض عليه الضريبة في هذه الدولة الأخرى.

2 — إذا كان دخل الأنشطة الممارسة شخصيا وبهذه الصفة، من طرف فنان استعراضي أو رياضي غير مخصص للفنان أو الرياضي نفسه لكن لشخص آخر، فإن هذا الدخل، على الرغم من مقتضيات المواد 7، 14 و 15، تفرض عليه الضريبة في الدولة المتعاقدة التي تمارس فيها أنشطة الفنان الاستعراضي أو الرياضي.

3 — على الرغم من مقتضيات الفقرتين 1 و 2 من هذه المادة، فإن دخل الفنان الاستعراضي أو الرياضي المتأتي من أنشطة ممارسة في دولة متعاقدة يعفى من الضريبة في هذه الدولة إذا كانت الزيارة لهذه الدولة ممولة كلياً أو جزئياً من طرف الدولة المتعاقدة الأخرى أو أحد فروعها السياسية أو جماعاتها المحلية .

المادة الثامنة عشرة المعاشات

1— مع مراعاة مقتضيات الفقرة 2 من المادة 19، فإن المعاشات و غيرها من الإيرادات المماثلة المؤداة لمقيم بدولة متعاقدة برسم عمل سابق، تفرض عليها الضريبة فقط في هذه الدولة. و يطبق هذا المقتضى كذلك على الإيرادات العمرية المدفوعة لمقيم بدولة متعاقدة .

2 — إن المعاشات و الإيرادات العمرية و غيرها من المدفوعات الدورية أو الظرفية المؤداة من طرف دولة متعاقدة أو إحدى فروعها السياسية من أجل التأمين عن الحوادث الشخصية تفرض عليها الضريبة فقط في هذه الدولة .

المادة التاسعة عشرة الوظائف العمومية

1- (أ) إن الأجور والرواتب و المرتبات المماثلة الأخرى، غير المعاشات، المؤداة من طرف دولة متعاقدة أو إحدى فروعها السياسية أو جماعاتها المحلية لشخص طبيعي مقابل خدمات سابقة لهذه الدولة أو لهذا الفرع أو لهذه الجماعة المحلية تفرض عليها الضريبة فقط في هذه الدولة ؛
(ب) غير أن هذه الأجور والرواتب و المرتبات المماثلة الأخرى لا تفرض عليها الضريبة إلا في الدولة المتعاقدة الأخرى إذا كانت الخدمات مقدمة في هذه الدولة و كان الشخص الطبيعي مقيما بهذه الدولة و الذي هو:
(i) مواطن هذه الدولة، أو
(ii) لم يصبح مقيما بهذه الدولة لمجرد تقديم الخدمات فقط.

2 - (أ) إن المعاشات المؤداة من طرف دولة متعاقدة أو إحدى فروعها السياسية أو جماعاتها المحلية سواء كان ذلك مباشرة أو عن طريق الاقتطاع من ودائع تم إنشاؤها لشخص طبيعي برسم خدمات مقدمة لهذه الدولة، لهذا الفرع أو لهذه الجماعة المحلية تفرض عليها الضريبة فقط في هذه الدولة ؛
(ب) غير أن هذه المعاشات تفرض عليها الضريبة فقط في الدولة المتعاقدة الأخرى إذا كان الشخص الطبيعي مقيما بهذه الدولة الأخرى و مواطنها .

3 - تطبق مقتضيات المواد 15، 16 و 18 على الأجور والرواتب و غيرها من المرتبات المماثلة و كذا على المعاشات المؤداة مقابل خدمات مقدمة في إطار نشاط صناعي أو تجاري تمارسه دولة متعاقدة أو إحدى فروعها السياسية أو جماعاتها المحلية .

المادة العشرون الأساتذة و الطلبة

1- إن المبالغ التي يحصل عليها طالب أو متمرن مواطن دولة متعاقدة، يقطن بالدولة المتعاقدة الأخرى لغرض وحيد هو متابعة دراسته أو تكوينه، و التي يتقاضاها لأجل تغطية المصاريف المتعلقة بتعهد شؤون دراسته أو تكوينه لا تفرض عليها الضريبة في هذه الدولة الأخرى شريطة أن تكون متأتية من مصادر موجودة خارج هذه الدولة الأخرى.

2- كما أن المبالغ التي يحصل عليها أستاذ مواطن دولة متعاقدة يقطن بالدولة المتعاقدة الأخرى لغرض وحيد هو التدريس أو إجراء بحث علمي لفترة أو فترات لا تتعدى سنتين، تعفى من الضريبة في الدولة الأخرى شريطة أن تكون هذه المبالغ متأتية من مصادر موجودة خارج هذه الدولة الأخرى .

المادة الواحدة و العشرون مدا خيل أخرى

1- إن عناصر دخل مقيم بدولة متعاقدة، أيا كان مصدرها، و التي لم يتم التطرق لها في المواد السابقة من هذه الاتفاقية تفرض عليها الضريبة فقط في هذه الدولة .

2 - لا تطبق مقتضيات الفقرة 1 على الدخل غير الدخل المتأتي من الممتلكات العقارية كما تم تعريفها في الفقرة 2 من المادة 6 إذا كان المستفيد من ذلك الدخل مقيما بدولة متعاقدة و يمارس في الدولة المتعاقدة الأخرى نشاطا صناعيا أو تجاريا بواسطة مؤسسة مستقرة توجد بها، أو مهنة مستقلة من خلال قاعدة ثابتة توجد بها ، و كان التحق أو الملك المولد للدخل مرتبط بها فعليا. و في هذه الحالة، تطبق مقتضيات المادة 7 أو المادة 14 حسبما يقتضيه الحال .

المادة الثانية و العشرون طرق تقادي الأزواج الضريبي

1- يتم تقادي الأزواج الضريبي بالنسبة للمقيمين بتركيا بالطريقة الآتية :

أ) عندما يتوصل مقيم بتركيا بمدخيل غير تلك المشار إليها في المقطع (ب) تفرض عليها الضريبة في المغرب طبقا لمقتضيات هذه الاتفاقية ، فإن تركيا تعفي هذه المدخيل من الضريبة لكنها من أجل تحديد الضريبة على باقي مدا خيل هذا المقيم ، تأخذ بسعر الضريبة الذي كان سيطبق في هذه الحالة لو لم تكن هذه المدخيل معفاة .

ب) عندما يتوصل مقيم بتركيا بمدخيل تفرض عليها الضريبة في المغرب بموجب المواد 10،11 و 12 من هذه الاتفاقية، فإن تركيا تمنح خصما يساوي مبلغ الضريبة على الدخل المؤداة في المغرب. إلا أن هذا الخصم لا يمكنه أن يتجاوز الجزء من الضريبة على الدخل المغربي المحسوبة قبل الخصم والمطابقة للمدخيل المفروضة عليها الضريبة في المغرب.

2- يتم تقادي الأزواج الضريبي بالنسبة للمقيمين بالمغرب بالطريقة الآتية :

عندما يتوصل مقيم بالمغرب بمدخيل تفرض عليها الضريبة في تركيا طبقا لمقتضيات هذه الاتفاقية ، فإن المغرب يمنح على الضريبة النسبي يستخلصها عن مدخيل هذا المقيم خصما يساوي مبلغ الضريبة على الدخل المؤداة في تركيا. إلا أن هذا الخصم لا يمكنه أن يتجاوز الجزء من الضريبة على الدخل المغربي، المحسوبة قبل الخصم، و المطابقة للمدخيل المفروضة عليها الضريبة في تركيا.

3 - إذا كانت المداخليل التي يحصل عليها مقيم بدولة متعاقدة مغفأة من الضريبة في هذه الدولة طبقاً لأي مقتضى من هذه الاتفاقية، فإن هذه الدولة، من أجل تحديد سعر الضريبة على باقي مداخليل هذا المقيم، تأخذ بعين الاعتبار المداخليل المغفأة .

المادة الثالثة و العشرون عدم التمييز

1- لا يخضع مواطنو دولة متعاقدة في الدولة المتعاقدة الأخرى لأية ضريبة أو التزام يتعلق بها، تختلف أو تكون أكثر عبثاً من تلك التي يخضع لها أو يمكن أن يخضع لها مواطنو هذه الدولة الذين يوجدون في نفس الوضعية خصوصاً بالنظر إلى الإقامة. و يطبق هذا الإجراء كذلك - رغم مقتضيات المادة 1 - على الأشخاص غير المقيمين بدولة متعاقدة أو بالدولتين

2 - إن عيومي الجنسية الذين يقيمون في دولة متعاقدة لا يخضعون في أي من الدولتين المتعاقدين لأية ضريبة أو التزام يتعلق بها تختلف أو تكون أكثر عبثاً من تلك التي يخضع أو يمكن أن يخضع لها مواطنو الدولة المعنية الذين يوجدون في نفس الظروف.

3 - مع مراعاة الفقرة 7 من المادة 10، إن فرض الضريبة على مؤسسة مستقرة تملكها مقاول دولة متعاقدة في الدولة المتعاقدة الأخرى لا يتم في هذه الدولة الأخرى بصفة تكون أقل أفضلية من فرض الضريبة على مقاولات هذه الدولة الأخرى التي تمارس نفس النشاط. و لا يمكن تأويل هذا المقتضى على أنه يلزم دولة متعاقدة بأن تمنح المقيمين بالدولة المتعاقدة الأخرى خصومات شخصية أو إسقاطات أو تخفيضات من الضريبة بالقدر الذي تمنحه لمقيميها اعتباراً لوضعيتهم أو لأعبائهم العائلية .

4 - باستثناء حالات تطبيق مقتضيات الفقرة 1 من المادة 9 و الفقرة 7 من المادة 11 أو الفقرة 6 من المادة 12، فإن الفوائد و الإتاوات و المصاريف الأخرى المؤداة من طرف مقاول تابعة لدولة متعاقدة إلى مقيم بالدولة المتعاقدة الأخرى تخصم، عند تحديد أرباح هذه المقاولات المفروضة عليها الضريبة، طبقاً لنفس الشروط كما لو كانت مؤداة إلى مقيم بالدولة المذكورة أولاً .

5 - إن مقاولات دولة متعاقدة يوجد رأسمالها كلياً أو جزئياً، بصفة مباشرة أو غير مباشرة، في حوزة أو تحت مراقبة مقيم أو عدة مقيمين بالدولة المتعاقدة الأخرى لا تخضع في الدولة المذكورة أولاً لأية ضريبة أو ما يتصل بها من التزام تختلف أو تكون أكثر عبثاً من تلك التي تخضع أو يمكن أن تخضع لها المقاولات المماثلة الأخرى في الدولة المذكورة أولاً.

6- يعني لفظ " ضريبة " الوارد في هذه المادة الضرائب موضوع هذه الاتفاقية .

المادة الرابعة و العشرون المسطرة الودية

1 - عندما يعتبر مقيم بدولة متعاقدة أن التدابير المتخذة من طرف دولة متعاقدة أو من طرف الدولتين المتعاقدين تؤدي أو ستؤدي بالنسبة له إلى فرض ضريبة غير مطابقة لمقتضيات هذه الاتفاقية، فبإمكانه، وبصرف النظر عن وسائل الطعن المنصوص عليها في القانون الداخلي لهاتين الدولتين، أن يعرض حالته على السلطة المختصة في الدولة المتعاقدة التي يقيم بهيسا أو، إذا كانت حالته تدخل في إطار الفقرة 1 من المادة 24، على السلطة المختصة للدولة المتعاقدة التي هو مواطنها. و يجب أن تعرض هذه الحالة خلال الثلاث سنوات الموالية لأول إخطار بالتدابير التي أدت إلى فرض ضريبة غير مطابقة لمقتضيات هذه الاتفاقية.

2 - إذا تبين للسلطة المختصة أن الاعتراض له ما يبرره و لم تستطع بنفسها أن تصل إلى حل مرض، فإنها تسعى لتسوية الحالة بالاتفاق الودي مع السلطة المختصة في الدولة المتعاقدة الأخرى قصد تجنب فرض ضريبة غير مطابقة لهذه الاتفاقية .

3 - تعمل السلطات المختصة في الدولتين المتعاقدين باتفاق ودي على أن تسوي الصعوبات أو تزيل الشكوك التي قد تسترقت عن تأويل أو تطبيق الاتفاقية .
و يمكنها أيضا أن تتشاور فيما بينها قصد تجنب الازدواج الضريبي في الحالات غير المنصوص عليها في هذه الاتفاقية .

4 - يمكن للسلطات المختصة في الدولتين المتعاقدين إجراء اتصالات، مباشرة فيما بينها بغرض التوصل إلى اتفاق بالمعنى الوارد في الفقرات السابقة . عندما يرجح أن يكون هناك تبادل شفوي للإجراء بغرض التوصل إلى اتفاق، فإن هذا التبادل يمكن أن يحصل عن طريق لجنة تتكون من ممثلي السلطات المختصة للدولتين المتعاقدين .

المادة الخامسة و العشرون تبادل المعلومات

1 - تتبادل السلطات المختصة التابعة للدولتين المتعاقدين المعلومات الضرورية لتطبيق مقتضيات هذه الاتفاقية أو مقتضيات التشريع الداخلي للدولتين المتعاقدين و المتعلقة بالضرائب المشار إليها في الاتفاقية، وذلك في حالة ما إذا كانت الضريبة المحتمل فرضها لا تتعارض مع الاتفاقية. ويتم تبادل المعلومات دون التقيد بالمادة 1. و تظل المعلومات المحصل عليها من طرف دولة متعاقدة سرية بنفس الصفة التي تطبع المعلومات المحصل عليها حسب التشريع الداخلي لهذه الدولة و لا يجوز تليغها إلا للأشخاص أو السلطات (بما فيها المحاكم و الهيئات الإدارية)

المكلفة بوضع و تحصيل الضرائب المشار إليها في الاتفاقية، و بالمساطر أو المتابعات المتعلقة بهذه الضرائب، أو بالقرارات الناتجة عن الطعون المتعلقة بهذه الضرائب. و لا يجوز لهؤلاء الأشخاص أو السلطات استعمال هذه المعلومات إلا لهذه الأغراض، و يمكن استعمالها من طرفهم أثناء الجلسات العمومية للمحاكم أو عند إصدار الأحكام .

2 - لا يمكن بأي حال تأويل مقتضيات الفقرة 1 على أنها تلزم دولة متعاقدة :

- أ (باتخاذ تدابير إدارية تتعارض مع التشريع و الممارسة الإدارية المعمول بهما فيها أو في الدولة المتعاقدة الأخرى ؛
 ب (بتقديم معلومات لا يمكن الحصول عليها حسب التشريع أو في إطار الممارسة الإدارية العادية المعمول بها فيها أو في الدولة المتعاقدة الأخرى ؛
 ج (بتقديم معلومات من شأنها كشف سر تجاري أو صناعي أو مهني أو أسلوب تجاري أو معلومات يعتبر الإقضاء بها مخالفا للنظام العام .

المادة السادسة و العشرون أعضاء البعثات الدبلوماسية و المناصب القنصلية

إن مقتضيات هذه الاتفاقية لا تمس بالامتيازات الجبائية التي يستفيد منها أعضاء البعثات الدبلوماسية و المناصب القنصلية سواء بمقتضى القواعد العامة للقانون الدولي أو بموجب مقتضيات اتفاقات خاصة .

المادة السابعة و العشرون الدخول إلى حيز التنفيذ

1 - تخطر كل من الدولتين المتعاقبتين الدولة الأخرى باستكمال الإجراءات التي يتطلبها قانونها لدخول هذه الاتفاقية حيز التنفيذ . تدخل هذه الاتفاقية حيز التنفيذ بتاريخ آخر هذين الإخطارين .

2 - وتكون مقتضيات هذه الاتفاقية نافذة :

- أ) بالنسبة للضرائب المستحقة من المصدر، عن المبالغ المؤداة أو المقرضة ابتداء من فاتح يناير الموالي لتاريخ دخول الاتفاقية حيز التنفيذ ؛
 ب) بالنسبة للضرائب الأخرى، عن كل سنة جبائية أو فترة ضربية ابتدئ من فاتح يناير الموالي لتاريخ دخول الاتفاقية حيز التنفيذ .

المادة الثامنة و العشرون إلغاء الاتفاقية

تبقى هذه الاتفاقية سارية المفعول ما لم يتم إنسغاف العمل بها من طرف دولة متعاقدة .
و يمكن لكل دولة متعاقدة أن تلغي العمل بالاتفاقية بالطرق الدبلوماسية بواسطة إخطار على أكثر تقدير 6 أشهر قبل نهاية السنة المدنية الموالية لمدة خمس سنوات تبتدئ من سنة دخول الاتفاقية حيز التنفيذ. و في هذه الحالة، ينتهي العمل بالاتفاقية :

ب) بالنسبة للضرائب الأخرى، عن كل سنة جباية أو فترة ضريبية تبتدئ بعد نهاية سنة الإخطار بإلغاء الاتفاقية .

و إثباتا لما تقدم، قام الموقعان أدناه بموجب السلطة المخولة لهما في هذا الصدد من طرف حكومتهما بالتوقيع على هذه الاتفاقية .

حرر في نظيرين في أنقرة بتاريخ 7 أبريل 2004

باللغات العربية والتركية والإنجليزية، وللنصوص الثلاثة نفس الحجية. وفي حالة اختلاف في التأويل، يرجح النص الإنجليزي.

عن

عن

حكومة جمهورية تركيا
كمال يونكيتان
وزير المالية

حكومة المملكة المغربية
مصطفى المشهوري
وزير التجارة الخارجية

□ UKRAINE

- **Dahir n° 1-08-89 du 22 safar 1430 (18 février 2009) portant publication de la Convention faite à Kiev le 13 juillet 2007 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement d'Ukraine tendant à éviter la double imposition et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu (1)**

[...]

Vu la Convention (2) faite à Kiev le 13 juillet 2007 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement d'Ukraine tendant à éviter la double imposition et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu ;

Vu la loi n° 36-07 promulguée par le dahir n° 1-08-88 du 20 chaoual 1429 (20 octobre 2008) et portant approbation, quant au principe, de la ratification du Royaume du Maroc de la convention précitée ;

Considérant les notifications réciproques de l'accomplissement des formalités nécessaires à la mise en vigueur de la convention précitée,

Article unique

Sera publiée au *Bulletin officiel*, à la suite du présent dahir, la Convention faite à Kiev le 13 juillet 2007 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement d'Ukraine tendant à éviter la double imposition et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu.

(1) *B.O.* n° 5740 du 4 juin 2009.

(2) Voir le texte de la Convention dans l'édition générale du *Bulletin officiel* n° 5740 du 10 jomada II 1430 (4 juin 2009).

وعلى القانون رقم 36.07 الصادر بتنفيذ الظهير الشريف رقم 1.08.88 بتاريخ 20 من شوال 1429 (20 أكتوبر 2008) الموافق بموجبه من حيث المبدأ على تصديق المملكة المغربية على الاتفاقية المذكورة :
ونظرا لتبادل الإعلام باستيفاء الإجراءات اللازمة لدخول الاتفاقية المذكورة حيز التنفيذ،

أصدرنا أمرنا الشريف بما يلي :

تنشر بالجريدة الرسمية، عقب ظهيرنا الشريف هذا، الاتفاقية الموقعة بكييف في 13 يوليو 2007 بين حكومة المملكة المغربية وحكومة أوكرانيا لتجنب الازدواج الضريبي ومنع التهرب الضريبي في ميدان الضرائب على الدخل.

وحرر بفاس في 22 من صفر 1430 (18 فبراير 2009).

وقع بالملف :

الوزير الأول .

الإمضاء : عباس الفاسي.

ظهير شريف رقم 1.08.89 صادر في 22 من صفر 1430 (18 فبراير 2009) بنشر الاتفاقية الموقعة بكييف في 13 يوليو 2007 بين حكومة المملكة المغربية وحكومة أوكرانيا لتجنب الازدواج الضريبي ومنع التهرب الضريبي في ميدان الضرائب على الدخل.

الحمد لله وحده،

الطابع الشريف - بداخله :

(محمد بن الحسن بن محمد بن يوسف الله وليه)

يعلم من ظهيرنا الشريف هذا، أسماء الله وأعز أمره أننا :

بناء على الاتفاقية الموقعة بكييف في 13 يوليو 2007 بين حكومة المملكة المغربية وحكومة أوكرانيا لتجنب الازدواج الضريبي ومنع التهرب الضريبي في ميدان الضرائب على الدخل :

*

* *

اتفاقية

بين

حكومة المملكة المغربية

و

حكومة أوكرانيا

لتجنب الازدواج الضريبي و منع التهرب الضريبي
في ميدان الضرائب على الدخل

إن حكومة المملكة المغربية و حكومة (مجلس وزراء) أوكرانيا ، رغبة منهما في إبرام اتفاقية لتجنب الازدواج الضريبي ومنع التهرب الضريبي في ميدان الضرائب على الدخل،
اتفقتا على ما يلي:

المادة الأولى

الأشخاص المعنيون

تطبق هذه الاتفاقية على الأشخاص المقيمين بدولة متعاقدة أو بكلتا الدولتين المتعاقدتين.

المادة الثانية الضرائب المعنية

1- تطبق هذه الاتفاقية على الضرائب على الدخل المفروضة لحساب دولة متعاقدة أو فروعها السياسية أو جماعاتها المحلية بغض النظر عن الطريقة التي تفرض بها.

2- تعتبر ضرائب على الدخل جميع الضرائب المفروضة على الدخل الإجمالي أو على عناصر من الدخل، بما فيها الضرائب على الأرباح الناتجة عن نقل ملكية الأموال المنقولة أو غير المنقولة، و الضرائب على المبالغ الإجمالية للأجور أو الرواتب المؤداة من قبل مقاولات، وكذا الضرائب على زيادة قيمة رأس المال.

3- إن الضرائب الحالية التي تطبق عليها الاتفاقية هي بالخصوص:

- (أ) فيما يخص أوكرانيا:
(I) الضريبة على دخل الأفراد؛
(II) الضريبة على أرباح المقاولات؛
(والمشار إليها فيما بعد بالضريبة الأوكرانية)؛
ب) فيما يخص المغرب:
(I) الضريبة العامة على الدخل؛
(II) الضريبة على الشركات؛
(والمشار إليها فيما بعد بالضريبة المغربية).

4- تطبق هذه الاتفاقية كذلك على أي ضرائب مماثلة أو مشابهة في جوهرها تستحدث بعد تاريخ التوقيع على الاتفاقية و تضاف إلى الضرائب الحالية أو تحل محلها. و تطلع السلطات المختصة في الدولتين المتعاقبتين بعضها البعض على التعديلات الهامة التي تدخلها على تشريعاتها الضريبية.

المادة الثالثة تعريف عامة

1- لأغراض هذه الاتفاقية، ما لم يقتض سياق النص خلاف ذلك:

(أ) تعني عبارتا "دولة متعاقدة" و "الدولة المتعاقدة الأخرى" حسب سياق النص أوكرانيا أو المغرب؛

(ب) يعني لفظ "أوكرانيا" عندما يستعمل بالمعنى الجغرافي تراب أوكرانيا و جرفه القاري و منطقتة (البحرية) الاقتصادية الخالصة و تشمل أي منطقة ما وراء البحر الإقليمي لأوكرانيا التي تعتبر أو يمكن أن تعتبر طبقا للقانون الدولي كمنطقة تطبق فيها حقوق أوكرانيا فيما يخص امتداد البحر و أعماقه الباطنية و موارده الطبيعية؛

(ج) يعني لفظ "المغرب" المملكة المغربية، و عندما يستعمل بالمعنى الجغرافي يشمل لفظ "المغرب":

- (I) تراب المملكة المغربية، البحر الإقليمي؛
(II) و المنطقة البحرية ما وراء البحر الإقليمي و تشمل امتداد البحر و أعماقه الباطنية (الجرف القاري) و المنطقة الاقتصادية الخالصة التي يمارس المغرب عليها حقوقه السيادية طبقا لتشريعته الداخلي و للقانون الدولي، و ذلك بهدف استكشاف و استغلال موارده الطبيعية؛

(د) يشمل لفظ "شخص" الشخص الطبيعي والشركة وشركة الأشخاص و أي مجموعة أخرى من الأشخاص؛

(هـ) يعني لفظ "شركة" أي شخص معنوي أو أي كيان يعتبر شخصاً معنوياً لأغراض فرض الضريبة؛

(و) تعني عبارتا "مقاولة دولة متعاقدة" و "مقاولة الدولة المتعاقدة الأخرى" على التوالي مقاولة يستغلها مقيم بدولة متعاقدة و مقاولة يستغلها مقيم بالدولة المتعاقدة الأخرى؛

(ز) تعني عبارة "النقل الدولي" أي نقل بواسطة سفينة أو طائرة تقوم باستغلالها مقاولة يوجد مقر إدارتها الفعلية في دولة متعاقدة، ما عدا الحالة التي يتم فيها استغلال السفينة أو الطائرة فقط بين أماكن توجد في الدولة المتعاقدة الأخرى. مقر الإدارة الفعلية هو عادة المقر الذي تتخذ فيه قرارات أغلب كبار المسؤولين أو مجموعة أشخاص (كأعضاء مجلس الإدارة)، أو المقر حيث يحدد عمل الكيان ككل.

(ح) تعني عبارة "السلطة المختصة":

(I) فيما يخص أوكرانيا، وزارة المالية أو ممثلها المرخص له بذلك؛

(II) فيما يخص المغرب: وزير المالية أو ممثله المرخص له بذلك؛

(ط) يعني لفظ "مواطن":

(I) أي شخص طبيعي يحمل جنسية دولة متعاقدة؛

(II) أي شخص معنوي، شركة أشخاص أو جمعية تستمد وضعها القانوني من التشريع الجاري

به العمل في دولة متعاقدة؛

2- لتطبيق الاتفاقية في أي وقت من طرف دولة متعاقدة، يكون لكل لفظ أو عبارة لم يتم تعريفه في الاتفاقية المعنى الذي يمنحه إياه في ذلك الوقت تشريع تلك الدولة المتعلق بالضرائب التي تطبق عليها الاتفاقية، ما لم يقتض سياق النص خلاف ذلك، ويرجح المعنى الممنوح لهذا اللفظ أو العبارة من طرف التشريع الضريبي لهذه الدولة على المعنى الذي تمنحه إياه الفروع الأخرى من تشريع تلك الدولة.

المادة الرابعة

المقيم

1- لأغراض هذه الاتفاقية تعني عبارة "مقيم بدولة متعاقدة" أي شخص يخضع للضريبة في دولة وفقاً لتشريع هذه الدولة، بموجب سكنه أو إقامته أو مكان تأسيسه أو مقر إدارته أو أي معيار آخر ذي طابع مشابه، و تطبق كذلك على تلك الدولة وكذا على جميع فروعها السياسية أو جماعاتها المحلية، غير أن هذه العبارة لا تشمل الأشخاص الذين لا يخضعون للضريبة في تلك الدولة إلا على الدخل المتأتي من مصادر موجودة في تلك الدولة.

2- عندما يكون شخص طبيعي، تبعا لمقتضيات الفقرة 1، مقيماً بكلتا الدولتين المتعاقبتين، تسوى وضعيته بالكيفية التالية:

(أ) يعتبر هذا الشخص مقيماً فقط بالدولة التي يوجد له فيها سكن دائم؛ وإذا كان له سكن دائم في كلتا الدولتين، يعتبر مقيماً فقط بالدولة التي تربطه بها علاقات شخصية واقتصادية أوثق (مركز المصالح الحيوية)؛

(ب) إذا تعذر تحديد الدولة التي يوجد فيها مركز مصالح هذا الشخص الحيوية، أو لم يوجد له سكن دائم في أي من الدولتين، يعتبر مقيماً فقط بالدولة المتعاقدة التي يقطن فيها بصفة اعتيادية؛

(ج) إذا كان هذا الشخص يقطن بصفة اعتيادية في كلتا الدولتين أو لا يقطن في أي منهما، يعتبر مقيماً فقط بالدولة التي هو مواطنها؛

(د) إذا كان هذا الشخص مواطناً لكلتا الدولتين أو لم يكن مواطناً لأي منهما، تفصل السلطات المختصة في الدولتين المتعاقبتين في القضية باتفاق مشترك.

- 3- أ) إذا كان شخص غير الشخص الطبيعي مقيما بالدولتين المتعاقبتين وفقا لمقتضيات الفقرة 1، فإنه يعتبر مقيما فقط بالدولة التي يوجد فيها مقر إدارته الفعلية؛
 ب) إذا تعذر تحديد مقر الإدارة الفعلية، تحل السلطات المختصة في الدولتين المتعاقبتين المسألة باتفاق مشترك.

المادة الخامسة المؤسسة المستقرة

1- لأغراض هذه الاتفاقية، تعني عبارة "مؤسسة مستقرة" مكان عمل ثابت تمارس من خلاله مقابلة نشاطها كلياً أو جزئياً.

2- تشمل عبارة "مؤسسة مستقرة" بالخصوص:

- أ) مقر الإدارة؛
 ب) الفرع؛
 ج) المكتب؛
 د) المصنع؛
 هـ) المشغل؛
 و) المنجم، بئر البترول أو الغاز، المقلع أو أي مكان آخر لاستكشاف واستخراج الموارد الطبيعية؛
 ز) لمكان المستخدم كمنفذ للبيع؛
 ح) و المستودع الموضوع رهن إشارة شخص من أجل تخزين سلع لآخر.

3- تشمل عبارة "مؤسسة مستقرة" كذلك:

- أ) ورشة بناء أو مشروع بناء أو تجميع أو تركيب أو أنشطة الإشراف المتعلقة بها، لكن فقط إذا استمرت الورشة أو المشروع أو الأنشطة لأكثر من ستة أشهر؛
 ب) تقديم الخدمات، بما في ذلك الخدمات الاستشارية من طرف مقابلة بواسطة ماجورين أو مستخدمين آخرين تم توظيفهم من طرف المقابلة لهذا الغرض، لكن فقط إذا استمرت مثل هذه الأنشطة (لنفس المشروع أو لمشروع مرتبط به) في دولة متعاقدة لفترة أو فترات تتجاوز في مجموعها أكثر من شهرين في حدود مدة اثني عشر شهراً؛

4- على الرغم من المقتضيات السابقة من هذه المادة، لا يمكن اعتبار أن عبارة "مؤسسة مستقرة"

تشمل:

- أ) استعمال المنشآت فقط لغرض تخزين أو عرض بضائع تملكها المقابلة؛
 ب) الاحتفاظ ببضائع تملكها المقابلة فقط لغرض التخزين أو العرض؛
 ج) الاحتفاظ بمخزون بضائع تملكها المقابلة فقط لغرض التحويل من قبل مقابلة أخرى؛
 د) استعمال مكان عمل ثابت فقط لغرض شراء بضائع أو جمع معلومات للمقابلة؛
 هـ) استعمال مكان عمل ثابت فقط لغرض ممارسة أية أنشطة ذات طابع تحضيرري أو إضافي للمقابلة؛

و) استعمال مكان عمل ثابت فقط لغرض الجمع بين ممارسة الأنشطة المشار إليها في المقاطع من (أ) إلى (هـ)، شريطة أن تحتفظ مجموع الأنشطة الممارسة من طرف مكان العمل الثابت والناجئة عن هذا الجمع بطابع تحضيرري أو إضافي.

5- على الرغم من مقتضيات الفقرتين 1 و 2، عندما يعمل شخص - غير الوكيل ذي الوضع المستقل الذي تطبق عليه الفقرة 7 - في دولة متعاقدة لحساب مقاوله تابعة للدولة المتعاقدة الأخرى، فإن تلك المقاوله ستعتبر بأن لها مؤسسة مستقرة في الدولة المتعاقدة المذكورة أولاً فيما يتعلق بالأنشطة التي يقوم بها ذلك الشخص لصالح المقاوله في حالة ما:

(أ) إذا كانت له ويزاول بصفة اعتيادية في هذه الدولة سلطة لإبرام العقود باسم تلك المقاوله، إلا إذا كانت أنشطة ذلك الشخص محدودة في تلك الأنشطة المشار إليها في الفقرة 4 و التي إذا تمت ممارستها من خلال مكان عمل ثابت لا تجعل من ذلك المكان الثابت مؤسسة مستقرة في مفهوم هذه الفقرة؛ أو
(ب) لم تكن له مثل هذه السلطة، ولكنه يحتفظ بصفة اعتيادية في الدولة المذكورة أولاً بمخزون من بضائع أو سلع و يقوم بتسليم بضائع أو سلع منها بصفة منتظمة نيابة عن المقاوله.

6- على الرغم من المقتضيات السابقة من هذه المادة، تعتبر مقاوله تأمين تابعة لدولة متعاقدة، باستثناء إعادة التأمين، ذات مؤسسة مستقرة في الدولة المتعاقدة الأخرى، إذا كانت المقاوله تقيض ألساط التأمين أو تقوم بتأمين مخاطر تقع فوق تراب تلك الدولة الأخرى بواسطة شخص آخر غير الوكيل ذي الوضع المستقل الذي تطبق عليه الفقرة 7.

7- لا يعتبر أنه لمقاوله دولة متعاقدة مؤسسة مستقرة بمجرد أنها تمارس فيها نشاطها عن طريق وسيط أو وكيل عام بالعمولة أو أي وكيل آخر ذي وضع مستقل، شريطة أن يعمل هؤلاء الأشخاص في الإطار العادي لنشاطهم. غير أنه إذا كانت أنشطة هذا الوكيل مخصصة كلها أو في معظمها لحساب تلك المقاوله و كانت الشروط المتفق عليها أو المفروضة بين المقاوله و الوكيل في علاقاتها التجارية و المالية تختلف عن تلك التي قد تربط بين مقاولتين مستقلتين، فلا يمكن اعتباره كوكيل ذي وضع مستقل في مفهوم هذه الفقرة.

8- إن كون شركة مقيمة بدولة متعاقدة تراقب أو تخضع لمراقبة شركة مقيمة بالدولة المتعاقدة الأخرى، أو تزاول نشاطها في تلك الدولة المتعاقدة الأخرى (سواء بواسطة مؤسسة مستقرة أو بطريقة أخرى) لا يكفي في حد ذاته لجعل من إحدى الشركتين مؤسسة مستقرة للأخرى.

المادة السادسة المداخل العقارية

1- إن الدخل الذي يحصل عليه مقيم بدولة متعاقدة من ممتلكات عقارية (بما فيه دخل استغلال الفلاحة أو الغابات) توجد في الدولة المتعاقدة الأخرى تفرض عليه الضريبة في تلك الدولة الأخرى.

2- لعبارة "ممتلكات عقارية" المدلول الذي يمنحه تشريع الدولة المتعاقدة التي توجد فيها هذه الممتلكات. و تشمل العبارة في جميع الحالات الماشية و التوابع و التجهيزات المستعملة في استغلال الفلاحة و الغابات، و الحقوق التي تنطبق عليها مقتضيات القانون الخاص المتعلقة بالملكية العقارية و حق الانتفاع بالممتلكات العقارية، و الحقوق الخاصة بالمدفوعات المتغيرة أو الثابتة لاستغلال أو امتياز استغلال المناجم المعدنية و المنابع و الموارد الطبيعية الأخرى. و لا تعتبر السفن و الطائرات ممتلكات عقارية.

3- تطبق مقتضيات الفقرة 1 على المداخل الناتجة عن الاستغلال المباشر أو الإيجار أو تأجير الأراضي، و كذا عن أي شكل آخر من أشكال استغلال الممتلكات العقارية.

4- تطبق مقتضيات الفقرتين 1 و 3 كذلك على الدخل الناتج عن الممتلكات العقارية لمقاوله و كذا على دخل الممتلكات العقارية المستعملة في ممارسة مهنة مستقلة.

5- إذا كانت الأسهم أو الحصص أو أية حقوق أخرى في شركة أو شخص معنوي آخر تخول مالكيها حق الانتفاع بملكات عقارية تملكها الشركة أو الشخص المعنوي الآخر، فإن الدخل الذي يحصل عليه المالك من استغلال أو تأجير أو أي شكل آخر من أشكال استغلال حقه في الانتفاع يخضع للضريبة في الدولة المتعاقدة التي توجد فيها الممتلكات العقارية.

المادة السابعة أرباح المقاولات

1- تفرض الضريبة على أرباح مقولة دولة متعاقدة فقط في تلك الدولة، إلا إذا كانت المقولة تمارس نشاطها في الدولة المتعاقدة الأخرى بواسطة مؤسسة مستقرة توجد فيها. فإذا مارست المقولة نشاطها بهذه الكيفية، تفرض الضريبة على أرباحها في الدولة الأخرى، و لكن فقط بقدر ما ينسب منها إلى:
(أ) المؤسسة المستقرة؛ أو
(ب) المبيعات في تلك الدولة الأخرى لبضائع أو لسلع ذات طابع مماثل أو مشابه لتلك التي تقوم ببيعها المؤسسة المستقرة؛ أو
(ج) أنشطة الأعمال الأخرى الممارسة في تلك الدولة الأخرى ذات الطابع المماثل أو المشابه لتلك التي تمارسها بواسطة المؤسسة المستقرة.

2- مع مراعاة مقتضيات الفقرة 3، عندما تمارس مقولة دولة متعاقدة نشاطا في الدولة المتعاقدة الأخرى بواسطة مؤسسة مستقرة توجد فيها تنسب، في كل دولة متعاقدة، إلى تلك المؤسسة المستقرة الأرباح التي يتوقع أن تجنيها لو كانت مقولة مميزة و منفصلة تمارس نفس الأنشطة أو أنشطة مماثلة في نفس الشروط أو شروط مماثلة و تتعامل باستقلالية تامة مع المقولة التي هي مؤسسة مستقرة لها.

3- لتحديد أرباح مؤسسة مستقرة، يسمح بخضم النفقات التي بذلت لأغراض نشاط هذه المؤسسة المستقرة بما في ذلك نفقات الإدارة و المصاريف العامة للإدارة التي يتم بذلها على هذا الشكل سواء كان ذلك في الدولة المتعاقدة التي توجد فيها هذه المؤسسة المستقرة أو في جهة أخرى.
غير أنه لن يسمح بأي خصم عن المبالغ المؤداة، عند الاقتضاء، (لأغراض أخرى غير استرداد المبالغ المصروفة) بواسطة المؤسسة المستقرة للمقر المركزي للمقولة أو لأي من مكاتبها الأخرى على شكل إتاوات، أتعاب أو أداءات مماثلة أخرى مقابل استخدام حقوق براءات الاختراع أو حقوق أخرى، أو على شكل عمولات نظير خدمات معينة أو نشاط إداري أو، فيما عدا المقاولات المصرفية، على شكل فوائد على الأموال المقرضة للمؤسسة المستقرة. و بالمثل، فإنه لا يدخل في احتساب أرباح المؤسسة المستقرة نفس المبالغ المدرجة من طرف المؤسسة المستقرة في الجانب المدين من حساب المقر المركزي للمقولة أو أي من مكاتبها الأخرى.

4- إذا كان من المعتاد في دولة متعاقدة و وفقا لتشريعها تحديد الأرباح المنسوبة لمؤسسة مستقرة على أساس توزيع نسبي لمجموع أرباح المقولة على مختلف أجزائها، فلا يمنع أي مقتضى من الفقرة 2 هذه الدولة المتعاقدة من تحديد الأرباح الخاضعة للضريبة حسب التوزيع النسبي المعمول به؛ على أن تستعمل طريقة التوزيع المعتمدة بحيث تكون النتيجة المحصل عليها مطابقة للمبادئ الواردة في هذه المادة.

5- لا تنسب أية أرباح إلى مؤسسة مستقرة لمجرد قيام تلك المؤسسة المستقرة بشراء بضائع و سلع للمقولة.

6- لأغراض الفقرات السابقة، تحدد كل سنة و حسب نفس الطريقة الأرباح المنسوبة للمؤسسة المستقرة ما لم تكن هناك أسباب مقبولة و كافية للعمل بعكس ذلك.

7- عندما تشمل الأرباح عناصر من الدخل تتناولها بصفة منفصلة مواد أخرى من هذه الاتفاقية، فإن مقتضيات تلك المواد لن تتأثر بمقتضيات هذه المادة.

المادة الثامنة الملاحة البحرية و الجوية

1- تفرض الضريبة على الأرباح الناتجة عن استغلال السفن أو الطائرات في النقل الدولي فقط في الدولة المتعاقدة التي يوجد بها مقر الإدارة الفعلية للمقولة.

2- إذا كان مقر الإدارة الفعلية لمقولة الملاحة البحرية يوجد على متن سفينة، فإن هذا المقر يعتبر موجودا في الدولة المتعاقدة التي تم في مينائها قيد هذه السفينة، أو، في حالة عدم وجود ميناء القيد، في الدولة المتعاقدة التي يقيم بها مستغل السفينة.

3- تطبق مقتضيات الفقرة 1 كذلك على الأرباح الناتجة عن المساهمة في مجموعة أو اتحاد أو في استغلال مشترك أو في وكالة دولية للاستغلال، لكن فقط على حصة الأرباح المحققة بهذه الكيفية التي تعود لكل مشارك حسب نسبه في الاستغلال المشترك.

4- لأغراض هذه المادة، فإن أرباح مقولة دولة متعاقدة الناتجة عن استغلال السفن أو الطائرات في النقل الدولي تشمل الأرباح الناتجة عن استغلال أو تأجير الحاويات إذا كانت هذه الأرباح تابعة للأرباح التي تطبق عليها مقتضيات الفقرة 1.

المادة التاسعة المقاولات الشريكة

1- عندما:

(أ) تساهم مقولة دولة متعاقدة بشكل مباشر أو غير مباشر في إدارة أو مراقبة أو رأسمال مقولة الدولة المتعاقدة الأخرى، أو

(ب) يساهم نفس الأشخاص بشكل مباشر أو غير مباشر في إدارة أو مراقبة أو رأسمال مقولة دولة متعاقدة و مقولة الدولة المتعاقدة الأخرى، و في كلتا الحالتين، تكون المقاولتان مرتبطتان في علاقتهما التجارية أو المالية بشروط متفق عليها أو مفروضة بحيث تختلف عن تلك التي يمكن أن تتفق عليها المقاولات المستقلة، فإن الأرباح التي، لولا هذه الشروط، كانت ستحصل عليها إحدى المقاولتين، و لكنها لم تحصل عليها بسبب تلك الشروط، يمكن أن تدرج ضمن أرباح تلك المقولة و تفرض عليها الضريبة تبعا لذلك.

2- عندما تدرج دولة متعاقدة ضمن أرباح مقولة تلك الدولة - و تفرض عليها الضريبة تبعا لذلك - أرباحا تم بسببها فرض الضريبة على مقولة الدولة المتعاقدة الأخرى و كان من الممكن تحقيق الأرباح التي أدرجت على هذا النحو بواسطة مقولة الدولة المذكورة أولا لو كانت الشروط المتفق عليها بين المقاولتين هي نفس الشروط التي قد تتفق عليها مقاولات مستقلة، فإن الدولة الأخرى تقوم بالتسوية المناسبة لمبلغ الضريبة المودى عن هذه الأرباح. و لتحديد هذه التسوية، تأخذ المقتضيات الأخرى من هذه الاتفاقية بعين الاعتبار، و عند الضرورة، تقوم السلطات المختصة في الدولتين المتعاقدين بالتشاور فيما بينها.

3- لا تطبق مقتضيات الفقرة 2 إذا أدت متابعات قانونية إلى حكم نهائي يقضي، إثر إجراءات نتجت عنها تسوية للأرباح بموجب الفقرة 1، بأن إحدى المقاولتين تخضع لغرامات جزائية فيما يتعلق بالغش.

المادة العاشرة أرباح الأسهم

1- إن أرباح الأسهم المؤداة من قبل شركة مقيمة بدولة متعاقدة لمقيم بالدولة المتعاقدة الأخرى تفرض عليها الضريبة في تلك الدولة الأخرى.

2- غير أن أرباح الأسهم تلك تفرض عليها الضريبة كذلك في الدولة المتعاقدة حيث تقم الشركة التي تؤدي أرباح الأسهم وذلك حسب التشريع الجاري به العمل في تلك الدولة، لكن إذا كان المستفيد الفعلي من أرباح الأسهم مقيما بالدولة المتعاقدة الأخرى، فإن الضريبة المفروضة على هذا النحو لا يمكن أن تتجاوز 10 بالمائة من المبلغ الإجمالي لأرباح الأسهم.

إن هذه الفقرة لا تؤثر على فرض الضريبة على الشركة فيما يتعلق بالأرباح التي تؤدي منها أرباح الأسهم.

3- تعني عبارة "أرباح الأسهم" المستعملة في هذه المادة الدخل الناتج عن الأسهم وأسهم أو سندات الانتفاع أو حصص أخرى مساهمة في الأرباح، باستثناء الديون، والدخل الناتج عن حصص المشاركة الأخرى وكذا المداخيل الأخرى الخاضعة لنفس النظام الضريبي المطبق على دخل الأسهم حسب تشريع الدولة التي تقم بها الشركة الموزعة لأرباح الأسهم.

4- لا تطبق مقتضيات الفقرتين 1 و 2 إذا كان المستفيد الفعلي من أرباح الأسهم، مقيما بدولة متعاقدة، ويمارس في الدولة المتعاقدة الأخرى حيث تقم الشركة الموزعة لأرباح الأسهم أنشطة أعمال بواسطة مؤسسة مستقرة توجد فيها، أو مهنة مستقلة بواسطة قاعدة ثابتة توجد فيها، وكانت المساهمة التي تتولد عنها أرباح الأسهم مرتبطة بها فعليا. وفي هذه الحالات، تطبق مقتضيات المادة 7 أو المادة 14 حسبما يقتضيه الحال.

5- عندما تستمد شركة مقيمة بدولة متعاقدة أرباحا أو دخلا من الدولة المتعاقدة الأخرى، فإن تلك الدولة الأخرى لا يجوز لها أن تفرض أية ضريبة على أرباح الأسهم المؤداة من قبل هذه الشركة، ما عدا الحالة التي يتم فيها دفع أرباح الأسهم تلك إلى مقيم بالدولة الأخرى أو بمدى ما تكون المساهمة التي تتولد عنها أرباح الأسهم مرتبطة فعليا بمؤسسة مستقرة أو قاعدة ثابتة توجد في تلك الدولة الأخرى، كما لا يجوز لها أن تفرض أية ضريبة على أرباح الشركة غير الموزعة في إطار تضريب الأرباح غير الموزعة، حتى لو كانت أرباح الأسهم المؤداة أو الأرباح غير الموزعة تتكون كلياً أو جزئياً من أرباح أو دخل ناشئ في تلك الدولة الأخرى.

6- على الرغم من أي مقتضى آخر من هذه الاتفاقية، عندما تملك شركة مقيمة بدولة متعاقدة مؤسسة مستقرة في الدولة المتعاقدة الأخرى، فإن الأرباح المفروضة عليها الضريبة طبقاً للفقرة 1 من المادة 7 تخضع لضريبة محجوزة من المصدر في تلك الدولة الأخرى وفقاً لتشريعها الضريبي، غير أن الضريبة المفروضة على هذا النحو لا يمكنها أن تتجاوز 10 بالمائة من مبلغ الأرباح المذكورة بعد خصم الضريبة على دخل الشركات المطبقة عليها في تلك الدولة الأخرى.

المادة الحادية عشرة الفوائد

1- إن الفوائد الناشئة في دولة متعاقدة والمؤداة لمقيم بالدولة المتعاقدة الأخرى تفرض عليها الضريبة في تلك الدولة الأخرى.

2- غير أن هذه الفوائد تفرض عليها الضريبة كذلك في الدولة المتعاقدة التي تنشأ فيها و وفقاً لتشريع تلك الدولة، لكن إذا كان المستفيد الفعلي من الفوائد مقيماً بالدولة المتعاقدة الأخرى، فإن الضريبة المفروضة على هذا النحو لا يمكن أن تتجاوز 10 بالمائة من المبلغ الإجمالي للفوائد.

تسوي السلطات المختصة في الدولتين المتعاقدتين باتفاق مشترك طرق تطبيق هذه التحديدات.

3- على الرغم من مقتضيات الفقرة 2، فإن الفوائد الناشئة في دولة متعاقدة والمؤداة للحكومة أو للبنك المركزي بالدولة المتعاقدة الأخرى أو فروعها السياسية أو أي مؤسسة مالية تمتلكها كلياً حكومة دولة متعاقدة حسبما تنفق عليه السلطات المختصة للدولتين المتعاقدتين و بقدر ما كانت القروض التي تؤدي من أجلها الفوائد مضمونة من طرف حكومة دولة متعاقدة، تعفى من الضريبة في الدولة المتعاقدة المذكورة أولاً.

4 - يعني لفظ "الفوائد" المستعمل في هذه المادة الدخل الناتج عن سندات الديون بكل أنواعها سواء كانت مضمونة برهن أم لا و سواء كانت تحمل حق المشاركة في أرباح المدين أم لا، و على وجه التحديد الدخل الناتج عن الأموال العمومية و سندات الاقتراض، بما في ذلك العلاوات و الجوائز المتعلقة بهذه السندات. و لا تعتبر الغرامات المفروضة على التأخير في الدفع فوائد لأغراض هذه المادة.

5- لا تطبق مقتضيات الفقرتين 1 و 2 إذا كان المستفيد الفعلي من الفوائد، مقيماً بدولة متعاقدة، و يمارس في الدولة المتعاقدة الأخرى الناشئة فيها الفوائد أنشطة أعمال بواسطة مؤسسة مستقرة توجد فيها، أو مهنة مستقلة بواسطة قاعدة ثابتة توجد فيها، و كان الدين الذي تتولد عنه الفوائد مرتبطاً فعلياً:
(أ) بالمؤسسة المستقلة أو القاعدة الثابتة المذكورة؛

(ب) أو بأنشطة الأعمال المشار إليها في المقطع (ج) من الفقرة 1 من المادة 7.

و في هذه الحالات، تطبق مقتضيات المادة 7 أو المادة 14 حسبما يقتضيه الحال.

6- تعتبر الفوائد ناشئة في دولة متعاقدة إذا كان المدين تلك الدولة نفسها، فرعاً سياسياً، جماعة محلية أو مقيماً بتلك الدولة. غير أنه إذا كان للمدين بالفوائد في دولة متعاقدة، سواء كان مقيماً بدولة متعاقدة أو غير مقيم بها، مؤسسة مستقرة أو قاعدة ثابتة يرتبط بها الدين الذي تولد عنه أداء الفوائد و تحملت من أجله تلك المؤسسة المستقرة أو القاعدة الثابتة تلك الفوائد، فإن تلك الفوائد تعتبر ناشئة في الدولة التي توجد فيها المؤسسة المستقرة أو القاعدة الثابتة.

7- إذا تجاوز مبلغ الفوائد بسبب علاقات خاصة تربط المدين بالمستفيد الفعلي من الفوائد أو تربط كليهما بأشخاص آخرين المبلغ المتفق عليه بين المدين والمستفيد الفعلي في غياب مثل هذه العلاقات، باعتبار الدين الذي تدفع من أجله، فإن مقتضيات هذه المادة لا تطبق إلا على هذا المبلغ الأخير. و في هذه الحالة، يبقى الجزء الزائد من الأداءات خاضعاً للضريبة وفقاً لتشريع كل دولة متعاقدة مع مراعاة المقتضيات الأخرى من هذه الاتفاقية.

8- لا تطبق مقتضيات هذه المادة إذا كان الهدف الأساسي أو أحد الأهداف الأساسية لأي شخص من اختلاق أو تحويل الدين الذي تؤدي بموجبه الفوائد هو الاستفادة من هذه المادة بواسطة هذا الاختلاق أو التحويل.

المادة الثانية عشرة الإتاوات

1- إن الإتاوات الناشئة في دولة متعاقدة و المؤداة لمقيم بالدولة المتعاقدة الأخرى تفرض عليها الضريبة في تلك الدولة الأخرى.

2- غير أن هذه الإتاوات تفرض عليها الضريبة كذلك في الدولة المتعاقدة التي تنشأ فيها و وفقا لتشريع تلك الدولة، لكن إذا كان المستفيد الفعلي من الإتاوات مقيما بالدولة المتعاقدة الأخرى، فإن الضريبة المفروضة على هذا النحو لا يمكن أن تتجاوز 10 بالمائة من المبلغ الإجمالي للإتاوات.

3- يقصد بلفظ "الإتاوات" المستعمل في هذه المادة الأداءات على اختلاف أنواعها مقابل استعمال أو الحق في استعمال حق المؤلف عن عمل أدبي أو فني أو علمي، بما في ذلك الأفلام السينمائية و الأشرطة و التسجيلات الخاصة بالثبث الإذاعي أو التلفزيوني أو البث عن طريق الأقمار الاصطناعية، أو الارتباط، أو الألياف البصرية أو كل التقنيات المماثلة المستعملة في البث الموجه للعموم، أو الأشرطة المغنطية، أو الأقراص و أقراص الليزر (برامج المعلوماتية)، أو براءات الاختراع، أو علامات الصنع أو علامات تجارية، أو رسم أو نموذج، أو تصميم، أو صيغة أو طريقة سرية، أو استعمال أو الحق في استعمال تجهيز صناعي أو تجاري أو فلاحى أو علمي، أو مقابل معلومات لها صلة بتجربة مكتسبة في الميدان الصناعي أو التجاري أو الفلاحى أو العلمى (اكتساب المهارة)، و كذا مقابل المساعدة التقنية.

4- لا تطبق مقتضيات الفقرتين 1 و 2 إذا كان المستفيد من الإتاوات مقيما بدولة متعاقدة، و يمارس في الدولة المتعاقدة الأخرى الناشئة فيها الإتاوات أنشطة أعمال بواسطة مؤسسة مستقرة توجد فيها، أو مهنة مستقلة بواسطة قاعدة ثابتة توجد فيها، و كان الحق أو الملك الذي تتولد عنه الإتاوات مرتبطا فعليا:
 (أ) بالمؤسسة المستقرة أو القاعدة الثابتة المذكورة؛
 (ب) أو بأنشطة الأعمال المشار إليها في المقطع (ج) من الفقرة 1 من المادة 7
 و في هذه الحالات، تطبق مقتضيات المادة 7 أو المادة 14 حسبما يقتضيه الحال.

5- تعتبر الإتاوات ناشئة في دولة متعاقدة إذا كان المدين تلك الدولة نفسها، فرعا سياسيا، جماعة محلية أو مقيما بتلك الدولة. غير أنه إذا كان للمدين بالإتاوات في دولة متعاقدة، سواء كان مقيما بدولة متعاقدة أو غير مقيم بها، مؤسسة مستقرة أو قاعدة ثابتة يرتبط بها العقد الذي تولد عنه أداء الإتاوات و تحملت من أجله تلك المؤسسة المستقرة أو القاعدة الثابتة تلك الإتاوات، فإن تلك الإتاوات تعتبر ناشئة في الدولة التي توجد فيها المؤسسة المستقرة أو القاعدة الثابتة.

6- إذا تجاوز مبلغ الإتاوات بسبب علاقات خاصة تربط المدين بالمستفيد الفعلي من الإتاوات أو تربط كليهما بأشخاص آخرين، مهما كان المبرر، المبلغ المتفق عليه بين المدين و المستفيد الفعلي في غياب مثل هذه العلاقات، باعتبار الخدمات التي تدفع من أجلها، فإن مقتضيات هذه المادة لا تطبق إلا على هذا المبلغ الأخير. و في هذه الحالة، يبقى الجزء الزائد من الأداءات خاضعا للضريبة وفقا لتشريع كل دولة متعاقدة مع مراعاة المقتضيات الأخرى من هذه الاتفاقية.

7- لا تطبق مقتضيات هذه المادة إذا كان الهدف الأساسي أو أحد الأهداف الأساسية لأي شخص من اختلاق أو تحويل الحق الذي تؤدي بموجبه الإتاوات هو الاستفادة من هذه المادة بواسطة هذا الاختلاق أو التحويل.

المادة الثالثة عشرة أرباح رأس المال

1- إن الأرباح التي يحصل عليها مقيم بدولة متعاقدة عن نقل ملكية المستلزمات المقاربية انمشار إليها في المادة 6 و التي توجد في الدولة المتعاقدة الأخرى، تفرض عليها الضريبة في تلك الدولة المتعاقدة الأخرى.

2- إن الأرباح الناتجة عن نقل ملكية الأموال المنقولة التي تدخل في أصول مؤسسة مستقرة و التي تملكها مقاول دولة متعاقدة في الدولة المتعاقدة الأخرى أو الأموال المنقولة التي تنتمي إلى قاعدة ثابتة يملكها مقيم بالدولة المتعاقدة الأخرى لغرض ممارسة مهنة مستقلة، بما في ذلك الأرباح الناتجة عن نقل ملكية هذه المؤسسة المستقرة (بمفردها أو مع مجموع المقاول) أو هذه القاعدة الثابتة، تفرض عليها الضريبة في تلك الدولة الأخرى.

3- إن الأرباح الناتجة عن نقل ملكية السفن أو الطائرات المستغلة في النقل الدولي أو الأرباح الناتجة عن الأموال المنقولة المخصصة لاستغلال هذه السفن أو الطائرات، تفرض عليها الضريبة فقط في الدولة المتعاقدة التي يوجد فيها مقر الإدارة الفعلية للمقاول.

4- إن الأرباح التي يحصل عليها مقيم بدولة متعاقدة عن نقل ملكية:

(أ) أسهم، غير الأسهم المتداولة في بورصة موافق عليها، تستمد قيمتها أو الجزء الأكبر من قيمتها بطريقة مباشرة أو غير مباشرة من أموال غير منقولة توجد في الدولة المتعاقدة الأخرى، أو
(ب) المساهمة في شركة أشخاص تتكون أموالها أساسا من أموال غير منقولة توجد في الدولة المتعاقدة الأخرى، أو من الأسهم المشار إليها في المقطع (أ) أعلاه، تفرض عليها الضريبة في تلك الدولة الأخرى.

5- إن الأرباح الناتجة عن نقل ملكية أية أموال أخرى غير تلك المشار إليها في الفقرات من 1 إلى 4 من هذه المادة تفرض عليها الضريبة فقط في الدولة المتعاقدة التي يقيم بها ناقل الملكية.

المادة الرابعة عشرة المهنة المستقلة

1- إن الدخل الذي يحصل عليه مقيم بدولة متعاقدة من خلال ممارسته لمهنة حرة أو أنشطة أخرى ذات طابع مستقل تفرض عليه الضريبة فقط في تلك الدولة؛ غير أن هذا الدخل تفرض عليه الضريبة كذلك في الدولة المتعاقدة الأخرى في الحالات التالية:

(أ) إذا كان هذا المقيم يتوفر بصفة اعتيادية في الدولة المتعاقدة الأخرى على قاعدة ثابتة لممارسة أنشطته؛ و في هذه الحالة، تفرض الضريبة في الدولة المتعاقدة الأخرى على الجزء من الدخل المنسوب لهذه القاعدة الثابتة فقط؛ أو

(ب) إذا كان يقطن بالدولة المتعاقدة الأخرى لفترة أو لفترات تساوي أو تتجاوز في مجموعها 183 يوما خلال أي فترة اثنتي عشر شهرا تبدأ أو تنتهي خلال السنة الضريبية المعنية؛ و في هذه الحالة، تفرض الضريبة في الدولة المتعاقدة الأخرى على الجزء من الدخل الناتج عن الأنشطة الممارسة في تلك الدولة الأخرى فقط.

2- تشمل عبارة "مهنة حرة" بالخصوص الأنشطة المستقلة ذات الطابع العلمي أو الأدبي أو الفني أو التربوي أو البيداغوجي، وكذا الأنشطة المستقلة للأطباء والمحامين والمهندسين والمهندسين المعماريين وأطباء الأسنان والمحاسبين.

المادة الخامسة عشرة المهنة غير المستقلة

1- مع مراعاة مقتضيات المواد 16، 18، 19، 20، 21، فإن الأجور والرواتب والمرتببات الأخرى المماثلة التي يحصل عليها مقيم بدولة متعاقدة برسم عمل مأجور تفرض عليها الضريبة فقط في تلك الدولة، ما عدا إذا كان العمل ممارسا في الدولة المتعاقدة الأخرى. فإذا كان هذا العمل ممارسا فيها، فإن المرتببات المحصل عليها بهذه الصفة تفرض عليها الضريبة في تلك الدولة الأخرى.

2- على الرغم من مقتضيات الفقرة 1، فإن المرتبات التي يحصل عليها مقيم بدولة متعاقدة برسم عمل مأجور يمارسه في الدولة المتعاقدة الأخرى تفرض عليها الضريبة فقط في الدولة المذكورة أو لا إذا:
 أ) كان المستفيد يقطن بالدولة الأخرى لفترة أو فترات لا تتجاوز في مجموعها 183 يوما خلال كل فترة إثني عشر شهرا تبدأ أو تنتهي خلال السنة الضريبية المعنية؛
 ب) وكانت المرتبات مدفوعة من طرف مشغل أو لحساب مشغل غير مقيم بالدولة الأخرى؛
 ج) وكانت أعياء المرتبات لا تتحملها مؤسسة مستقرة أو قاعدة ثابتة يملكها المشغل في الدولة الأخرى.

3- على الرغم من المقتضيات السابقة من هذه المادة، فإن المرتبات المحصل عليها برسم عمل مأجور على متن سفينة أو طائرة مستغلة في النقل الدولي تفرض عليها الضريبة في الدولة المتعاقدة التي يوجد فيها مقر الإدارة الفعلية للمقولة.

المادة السادسة عشرة المكافآت ومرتبات الأطر العليا

1- إن المكافآت وأتعاب الحضور و التعويضات الأخرى المماثلة التي يحصل عليها مقيم بدولة متعاقدة بصفته عضوا في مجلس الإدارة أو مجلس المراقبة أو مجلس مماثل لشركة مقيمة بالدولة المتعاقدة الأخرى تفرض عليها الضريبة في تلك الدولة الأخرى.

2- إن الأجور و الرواتب و المرتبات المماثلة الأخرى التي يحصل عليها مقيم بدولة متعاقدة بصفته مسؤولا يشغل منصبا إداريا من مستوى عال في شركة مقيمة بالدولة المتعاقدة الأخرى تفرض عليها الضريبة في تلك الدولة الأخرى.

المادة السابعة عشرة الفنانون و الرياضيون

1- على الرغم من مقتضيات المادتين 14 و 15، فإن الدخل الذي يحصل عليه مقيم بدولة متعاقدة يمارس في الدولة المتعاقدة الأخرى أنشطته الشخصية باعتباره فنانا استعراضيا كفنان المسرح أو السينما أو الإذاعة أو التلفزة، أو كموسقي أو كرياضي تفرض عليه الضريبة في تلك الدولة الأخرى.

2- عندما لا يعود دخل الأنشطة الممارسة شخصيا و بهذه الصفة من طرف فنان استعراضى أو رياضي للفنان أو الرياضي نفسه لكن لشخص آخر، فإن هذا الدخل، على الرغم من مقتضيات المواد 14 و 15، تفرض عليه الضريبة في الدولة المتعاقدة التي تمارس فيها أنشطة الفنان الاستعراضى أو الرياضي.

3- على الرغم من مقتضيات الفقرتين 1 و 2 من هذه المادة، فإن الدخل الناتج عن الأنشطة المذكورة في الفقرة 1 في إطار برنامج للتبادل الثقافي أو الرياضي موافق عليه و ممول كليا أو جزئيا من طرف حكومتي الدولتين المتعاقدين و التي لا تمارس بهدف الربح، يعفى من الضريبة في الدولة المتعاقدة التي تمارس بها هذه الأنشطة.

المادة الثامنة عشرة المعاشات و الإيرادات العمرية و منح الضمان الاجتماعي

1- مع مراعاة مقتضيات الفقرة 2 من المادة 19، فإن المعاشات و غيرها من المرتبات المماثلة المؤداة لمقيم بدولة متعاقدة برسم عمل سابق، تفرض عليها الضريبة فقط في تلك الدولة. يطبق هذا المقتضى كذلك على الإيرادات العمرية المؤداة لمقيم بدولة متعاقدة.

2- إن المعاشات و الإيرادات العمرية و غيرها من المدفوعات الدورية أو الظرفية المؤداة من طرف دولة متعاقدة أو أحد فروعها السياسية من أجل التأمين عن حوادث مستخدميهما تفرض عليها الضريبة فقط في تلك الدولة.

3- على الرغم من مقتضيات الفقرة 1، فإن المعاشات و غيرها من المبالغ المؤداة طبقاً لتسريع الضمان الاجتماعي لدولة متعاقدة تفرض عليها الضريبة فقط في تلك الدولة.

المادة التاسعة عشرة الوظائف العمومية

1- أ) إن الأجور و الرواتب و المرتبات المماثلة الأخرى، غير المعاشات، المؤداة من طرف دولة متعاقدة أو أحد فروعها السياسية أو جماعاتها المحلية لشخص طبيعي مقابل خدمات مقدمة لهذه الدولة أو لهذا الفرع أو لهذه الجماعة المحلية تفرض عليها الضريبة فقط في تلك الدولة؛
ب) غير أن هذه الأجور و الرواتب و المرتبات المماثلة الأخرى تفرض عليها الضريبة فقط في الدولة المتعاقدة الأخرى إذا كانت الخدمات مقدمة في تلك الدولة و كان الشخص الطبيعي مقيماً بتلك الدولة:

- (I) و مواطننا لتلك الدولة؛ أو
(II) لم يصبح مقيماً بتلك الدولة فقط لغرض تقديم الخدمات.

2- أ) إن المعاشات المؤداة من طرف دولة متعاقدة أو أحد فروعها السياسية أو جماعاتها المحلية سواء كان ذلك مباشرة أو عن طريق الاقتطاع من ودائع تم إنشاؤها لشخص طبيعي برسم خدمات قدمها لتلك الدولة أو لذلك الفرع أو لتلك الجماعة المحلية تفرض عليها الضريبة فقط في تلك الدولة؛
ب) غير أن هذه المعاشات تفرض عليها الضريبة فقط في الدولة المتعاقدة الأخرى إذا كان الشخص الطبيعي مقيماً بتلك الدولة الأخرى و مواطنها لها.

3- تطبق مقتضيات المواد 15، 16، 17 و 18 على الأجور و الرواتب و غيرها من المرتبات المماثلة الأخرى و كذا على المعاشات المؤداة مقابل خدمات مقدمة في إطار أنشطة أعمال تمارسها دولة متعاقدة أو أحد فروعها السياسية أو جماعاتها المحلية.

المادة العشرون الطلبة و المتمرنون

1- إن المبالغ التي يحصل عليها طالب أو متمرن مقيم، أو كان قبل التحاقه مباشرة بدولة متعاقدة، مقيماً بالدولة المتعاقدة الأخرى و يقطن بالدولة المذكورة أولاً فقط لغرض متابعة دراسته أو تكوينه، و التي يتقاضاها لأجل تغطية مصاريف معيشته أو دراسته أو تكوينه لا تفرض عليها الضريبة في تلك الدولة شريطة أن تكون متأتية من مصادر خارج تلك الدولة.

2- فيما يخص المنح و المرتبات برسم عمل مأجور التي لا تشملها الفقرة 1، فالطالب أو المتمرن المشار إليه في الفقرة 1 له الحق كذلك، خلال مدة دراسته أو تكوينه، في الاستفادة من نفس الإعفاءات أو الإسقاطات أو التخفيضات الضريبية الممنوحة للمقيمين بالدولة التي يقطن فيها.

المادة الواحدة والعشرون الأساتذة و الباحثون

- 1- إذا قام أي شخص طبيعي بزيارة دولة متعاقدة بدعوة من تلك الدولة أو من جامعة أو مؤسسة تعليمية أو أية مؤسسة ثقافية أخرى غير هادفة للحصول على ربح أو في إطار برنامج للتبادل الثقافي لفترة لا تتجاوز سنتين فقط لغرض التدريس أو إلقاء محاضرات أو إجراء بحوث في تلك المؤسسة، بصفته مقيماً أو كان مباشرة قبل هذه الزيارة مقيماً بالدولة المتعاقدة الأخرى، فإنه يعفى من الضريبة في الدولة المتعاقدة الأولى عن مرتبه الذي يحصل عليه برسم ذلك النشاط شريطة أن يكون متأتياً من مصادر خارج تلك الدولة.
- 2- لا تطبق مقتضيات الفقرة 1 على المرتبات المحصل عليها برسم بحوث يتم إنجازها لا للمصلحة العامة، لكن أساساً لغرض تحقيق منفعة خاصة لفائدة شخص أو أشخاص معينين.

المادة الثانية والعشرون مدا خيل أخرى

- 1- إن عناصر دخل مقيم بدولة متعاقدة، أيا كان مصدرها، والتي لم يتم تناولها في المواد السابقة من هذه الاتفاقية تفرض عليها الضريبة فقط في تلك الدولة.
- 2- لا تطبق مقتضيات الفقرة 1 على الدخل غير دخل الممتلكات العقارية كما تم تعريفها في الفقرة 2 من المادة 6 إذا كان المستفيد من ذلك الدخل مقيماً بدولة متعاقدة و يمارس في الدولة المتعاقدة الأخرى أنشطة أعمال بواسطة مؤسسة مستقرة توجد فيها، أو مهنة مستقلة بواسطة قاعدة ثابتة توجد فيها، و كان الحق أو الملك الذي يتولد عنه الدخل مرتبط بها فعلياً. و في هذه الحالات، تطبق مقتضيات المادة 7 أو المادة 14 حسبما يقتضيه الحال.
- 3- على الرغم من مقتضيات الفقرتين 1 و 2، فإن عناصر دخل مقيم بدولة متعاقدة التي لم يتم تناولها في المواد السابقة من هذه الاتفاقية و الناشئة في الدولة المتعاقدة الأخرى تفرض عليها الضريبة كذلك في تلك الدولة الأخرى.

المادة الثالثة والعشرون تفادي الازدواج الضريبي

- 1- عندما يحصل مقيم بدولة متعاقدة على مداخيل تفرض عليها الضريبة في الدولة المتعاقدة الأخرى طبقاً لمقتضيات هذه الاتفاقية، فإن الدولة المذكورة أولاً تمنح على الضريبة التي تستخلصها عن مداخيل هذا المقيم خصماً يساوي مبلغ الضريبة على الدخل المؤداة في تلك الدولة الأخرى. إلا أن هذا الخصم لا يمكنه أن يتجاوز الجزء من الضريبة على الدخل، المحسوبة قبل الخصم، و المطابقة للمداخيل المفروضة عليها الضريبة في تلك الدولة الأخرى.
- 2- عندما تكون المداخيل التي يحصل عليها مقيم بدولة متعاقدة معفاة من الضريبة في تلك الدولة وفقاً لأي مقتضى من هذه الاتفاقية، فإن تلك الدولة، من أجل احتساب مبلغ الضريبة على باقي مداخيل المقيم، تأخذ بعين الاعتبار المداخيل المعفاة.
- 3- لغرض تطبيق مقتضيات الفقرة 1 من هذه المادة، فإن الضريبة المؤداة في دولة متعاقدة تعتبر أنها تشمل أي مبلغ كان من الواجب أدائه لكنه لم يؤدي بسبب إعفاء أو امتياز ممنوح وفقاً للقوانين التحفيزية لكلا الدولتين المتعاقدين المتعلقة بتشجيع النمو الاقتصادي. تطبق مقتضيات هذه الفقرة فقط لمدة خمس سنوات تبدأ من اليوم الأول من يناير من السنة المالية مباشرة لسنة دخول الاتفاقية حيز التنفيذ. ويمكن تمديد المدة باتفاق مشترك بين السلطات المختصة للدولتين المتعاقدين.

المادة الرابعة والعشرون عدم التمييز

1- لا يخضع مواطنو دولة متعاقدة في الدولة المتعاقدة الأخرى لأية ضريبة أو التزامات تتعلق بها، تختلف أو تكون أكثر عبئا من تلك التي يخضع لها أو يمكن أن يخضع لها مواطنو تلك الدولة الأخرى الذين يوجدون في نفس الوضعية خصوصا بالنظر إلى الإقامة. و يطبق هذا المقتضى كذلك، على الرغم من مقتضيات المادة 1، على الأشخاص غير المقيمين بدولة متعاقدة أو بالدولتين المتعاقبتين.

2- لا يخضع الأشخاص العديمو الجنسية المقيمون بدولة متعاقدة في أي من الدولتين المتعاقبتين لأية ضريبة أو التزامات تتعلق بها تختلف أو تكون أكثر عبئا من تلك التي يخضع أو يمكن أن يخضع لها مواطنو الدولة المعنية الذين يوجدون في نفس الوضعية خصوصا بالنظر إلى الإقامة.

3- إن فرض الضريبة على مؤسسة مستقرة تملكها مقاوله دولة متعاقدة في الدولة المتعاقدة الأخرى لا يتم في تلك الدولة الأخرى بصفة تكون أقل أفضلية من فرض الضريبة على مقاولات تلك الدولة الأخرى التي تمارس نفس النشاط. و لا يمكن تأويل هذا المقتضى على أنه يلزم دولة متعاقدة بأن تمنح المقيمين بالدولة المتعاقدة الأخرى خصومات شخصية أو إسقاطات أو تخفيضات ضريبية بالقدر الذي تمنحه لمقيميها اعتبارا لوضعيتهم المدنية أو لأعبائهم العائلية.

4- باستثناء الحالات التي طبق فيها مقتضيات الفقرة 1 من المادة 9 أو الفقرة 7 من المادة 11 أو الفقرة 6 من المادة 12، فإن الفوائد والإتاوات والمصاريف الأخرى المؤداة من طرف مقاوله دولة متعاقدة إلى مقيم بالدولة المتعاقدة الأخرى تخصم، عند تحديد أرباح تلك المقاوله المفروضة عليها الضريبة، طبقا لنفس الشروط كما لو كانت مؤداة إلى مقيم بالدولة المذكورة أولا.

5- إن مقاولات دولة متعاقدة يوجد رأسمالها كليا أو جزئيا، بصفة مباشرة أو غير مباشرة، في حوزة أو تحت مراقبة مقيم أو عدة مقيمين بالدولة المتعاقدة الأخرى لا تخضع في الدولة المذكورة أولا لأية ضريبة أو التزامات تتعلق بها تختلف أو تكون أكثر عبئا من تلك التي تخضع أو يمكن أن تخضع لها المقاولات المماثلة الأخرى في الدولة المذكورة أولا.

6- لا يمكن في أي حال تأويل مقتضيات هذه المادة على أنها تمنع أي من الدولتين المتعاقبتين من:
أ) تحصيل الضريبة المحجوزة من المصدر المشار إليها في الفقرة 6 من المادة 10؛
ب) تطبيق مقتضيات تشريعها الداخلي المتعلقة بنقص الرسمة و أثمان التحويل.

7- تطبق مقتضيات هذه المادة، على الرغم من مقتضيات المادة 2، على الضرائب بمختلف أنواعها و تسمياتها.

المادة الخامسة والعشرون المسطرة الودية

1- عندما يعتبر شخص أن التدابير المتخذة من طرف دولة متعاقدة أو من طرف الدولتين المتعاقبتين تؤدي أو ستؤدي بالنسبة له إلى فرض ضريبة غير مطابقة لمقتضيات هذه الاتفاقية، فيمكنه، و بصرف النظر عن وسائل الطعن المنصوص عليها في التشريع الداخلي لهاتين الدولتين، أن يعرض حالته على السلطة المختصة في الدولة المتعاقدة التي يقيم بها أو، إذا كانت حالته تدخل في إطار الفقرة 1 من

المادة 24، على السلطة المختصة للدولة المتعاقدة التي هو مواطنها. و يجب أن تعرض هذه الحالة خلال الثلاث سنوات الموالية لأول إخطار بالتدابير التي أدت إلى فرض ضريبة غير مطابقة لمقتضيات هذه الاتفاقية.

2- إذا تبين للسلطة المختصة أن الاعتراض له ما يبرره و لم تستطع بنفسها أن تصل إلى حل مرض، فإنها تحاول أن تسوي الحالة بالاتفاق الودي مع السلطة المختصة في الدولة المتعاقدة الأخرى قصد تجنب فرض ضريبة غير مطابقة لهذه الاتفاقية. و يطبق الاتفاق مهما كانت الأجال المنصوص عليها في التشريع الداخلي للدولتين المتعاقدين.

3- تعمل السلطات المختصة في الدولتين المتعاقدين باتفاق ودي على تسوية الصعوبات أو تبييد الشكوك التي قد تترتب عن تأويل أو تطبيق الاتفاقية. و يمكنها كذلك أن تتشاور فيما بينها قصد تجنب الازدواج الضريبي في الحالات غير المنصوص عليها في الاتفاقية.

4- يمكن للسلطات المختصة في الدولتين المتعاقدين أن تتصل مباشرة فيما بينها، بما في ذلك بواسطة لجنة مشتركة تتكون من تلك السلطات أو من ممثليها، لغرض التوصل إلى اتفاق بالمفهوم الوارد في الفقرات السابقة.

المادة السادسة والعشرون تبادل المعلومات

1- تتبادل السلطات المختصة في الدولتين المتعاقدين المعلومات الضرورية لتطبيق مقتضيات هذه الاتفاقية أو مقتضيات التشريع الداخلي للدولتين المتعاقدين والمتعلقة بالضرائب التي تشملها الاتفاقية، ما دامت الضريبة المحتمل فرضها لا تتعارض مع الاتفاقية. و تظل المعلومات المحصل عليها من طرف دولة متعاقدة سرية بنفس الصفة التي تطبع المعلومات المحصل عليها حسب التشريع الداخلي لهذه الدولة و لا يجوز الكشف عنها إلا للأشخاص أو السلطات (بما فيها المحاكم و الهيئات الإدارية) المكلفة بوضع و تحصيل الضرائب التي تشملها الاتفاقية، أو بالمساطر أو المتابعات أو القرارات الناتجة عن الطعون المتعلقة بها. و يجوز لهؤلاء الأشخاص أو السلطات استعمال هذه المعلومات فقط لهذه الأغراض. و يمكن لهم الكشف عنها أثناء الجلسات العمومية للمحاكم أو عند إصدار الأحكام.

2- لا يمكن بأي حال تأويل مقتضيات الفقرة 1 على أنها تلزم دولة متعاقدة:

(أ) باتخاذ تدابير إدارية تتعارض مع التشريع و الممارسة الإدارية المعمول بها فيها أو في الدولة المتعاقدة الأخرى؛

(ب) بتقديم معلومات لا يمكن الحصول عليها حسب التشريع أو في إطار الممارسة الإدارية العادية المعمول بها فيها أو في الدولة المتعاقدة الأخرى؛

(ج) بتقديم معلومات من شأنها كشف سر تجاري أو صناعي أو مهني أو أسلوب تجاري أو معلومات يعتبر الكشف عنها مخالفا للنظام العام.

المادة السابعة والعشرون المساعدة لتتصيل الضرائب

1- تتفق الدولتان المتعاقدان على تقديم المساعدة لبعضهما البعض، وفقا لتشريعاتهما و أنظمتها، لغرض تحصيل الضرائب المشار إليها في هذه الاتفاقية و كذا الفوائد و الغرامات و تعويضات التأخير المرتبطة بهذه الضرائب، عندما تكون هذه المبالغ مستحقة نهائيا طبقا للتشريع الداخلي و أنظمة الدولة الطالبة.

2- يرفق الطلب المعد لهذا الغرض بالوثائق التي تقتضيها قوانين و أنظمة الدولة الطالبة لإثبات أن المبالغ المزمع تحصيلها مستحقة نهائياً.

3- بناء على هذه الوثائق، تتم الإعلانات والإجراءات المتعلقة بالتحصيل في الدولة المطالبة وفقاً للقوانين و الأنظمة المطبقة على تحصيل الضرائب الخاصة بها.

4- إن دين الضريبة المزمع تحصيلها لا يعتبر ديناً مميزاً في الدولة المطالبة.

المادة الثامنة و العشرون أعضاء البعثات الدبلوماسية و المناصب القنصلية

لا تمس مقتضيات هذه الاتفاقية بالامتيازات الجبائية التي يستفيد منها أعضاء البعثات الدبلوماسية أو المناصب القنصلية سواء بموجب القواعد العامة للقانون الدولي أو بموجب مقتضيات اتفاقات خاصة.

المادة التاسعة و العشرون الدخول في حيز التنفيذ

تخطر كل من الدولتين المتعاقدتين إحداهما الأخرى، عبر القنوات الدبلوماسية، باستكمال الإجراءات التي ينطلبها تشريعها الداخلي لدخول الاتفاقية حيز التنفيذ.

تدخل هذه الاتفاقية حيز التنفيذ ابتداء من تاريخ آخر هذين الإخطارين و يبدأ العمل بها:
أ) في أوكرانيا:

(I) بالنسبة للضرائب المستحقة من المصدر، في أو بعد اليوم الأول من يناير من السنة الموالية لسنة دخول الاتفاقية حيز التنفيذ؛

(II) و بالنسبة للضرائب الأخرى، عن السنة الضريبية التي تبدأ في أو بعد اليوم الأول من يناير من السنة الموالية لسنة دخول الاتفاقية حيز التنفيذ.

ب) في المغرب:

(I) بالنسبة للضرائب المستحقة من المصدر، عن المبالغ المؤداة أو المقرضة في أو بعد اليوم الأول من يناير من السنة المدنية الأولى الموالية لسنة دخول هذه الاتفاقية حيز التنفيذ؛

(II) و بالنسبة للضرائب الأخرى، عن كل سنة أو فترة ضريبية تبدأ في أو بعد اليوم الأول من يناير من السنة المدنية الأولى الموالية لسنة دخول هذه الاتفاقية حيز التنفيذ.

المادة الثلاثون إلغاء الاتفاقية

تضل هذه الاتفاقية سارية المفعول ما لم يتم إلغاء العمل بها من طرف دولة متعاقدة. و يمكن لكل دولة متعاقدة أن تلغي العمل بالاتفاقية بالطرق الدبلوماسية بواسطة إخطار في حدود ستة أشهر على الأقل قبل نهاية السنة المدنية الموالية لمدة خمس سنوات تبدأ من سنة دخول الاتفاقية حيز التنفيذ. و في هذه الحالة، ينتهي العمل بالاتفاقية:

أ) في أوكرانيا:

(I) بالنسبة للضرائب المستحقة من المصدر، في أو بعد اليوم الأول من يناير من السنة

الموالية لسنة الإخطار بإلغاء الاتفاقية ؛

(II) و بالنسبة للضرائب الأخرى، عن السنة الضريبية التي تبدأ في أو بعد اليوم الأول من يناير من السنة الموالية لسنة الإخطار بإلغاء الاتفاقية؛

(ب) في المغرب:

(I) بالنسبة للضرائب المستحقة من المصدر، عن المبالغ المؤداة أو المقرضة في أو بعد اليوم الأول من يناير من السنة المدنية الأولى الموالية لسنة الإخطار بإلغاء الاتفاقية؛

(II) بالنسبة للضرائب الأخرى، عن كل سنة أو فترة ضريبية تبدأ من أو بعد اليوم الأول من يناير من السنة المدنية الأولى الموالية لسنة الإخطار بإلغاء الاتفاقية.

و إثباتاً لما تقدم، قام الموقعان أدناه بموجب السلطة المخولة لهما في هذا الصدد من طرف حكومتيهما بالتوقيع على هذه الاتفاقية.

حرر في نظيرين في كيف بتاريخ 13 يوليو 2007 باللغات العربية و الأوكرانية و الفرنسية و الإنجليزية، و لكافة النصوص نفس الحجية. و في حالة وجود خلاف في التأويل، يرجح النص باللغة الإنجليزية.

عن

حكومة أوكرانيا

عن

حكومة المملكة المغربية

❑ VIETNAM

- **Dahir n° 1-10-90 du 30 jourmada I 1431 (15 mai 2010) portant promulgation de la loi n° 33-09 portant approbation, quant au principe, de la ratification de la Convention faite à Hanoi le 24 novembre 2008 entre le Royaume du Maroc et la République socialiste du Vietnam tendant à éviter la double imposition et à interdire l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu (1)**

[...]

Vu la Constitution, notamment ses articles 26 et le 2^e alinéa de son article 31,

Est promulguée et sera publiée au *Bulletin officiel*, à la suite du présent dahir, la loi n° 33-09, telle qu'adoptée par la Chambre des conseillers et la Chambre des représentants, et portant approbation, quant au principe, de la ratification de la Convention faite à Hanoi le 24 novembre 2008 entre le Royaume du Maroc et la République socialiste du Vietnam tendant à éviter la double imposition et à interdire l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu.

*
* *

Loi n° 33-09 portant approbation, quant au principe, de la ratification de la Convention faite à Hanoi le 24 novembre 2008 entre le Royaume du Maroc et la République socialiste du Vietnam tendant à éviter la double imposition et à interdire l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu

Article unique

Est approuvée, quant au principe, la ratification de la Convention faite à Hanoi le 24 novembre 2008 entre le Royaume du Maroc et la République socialiste du Vietnam tendant à éviter la double imposition et à interdire l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu.

(1) *B.O.* n° 5848 du 17 juin 2010.

- **Dahir n° 1-10-91 du 25 moharrem 1434 (10 décembre 2012) portant publication de la Convention faite à Hanoi le 24 novembre 2008 entre le Royaume du Maroc et la République socialiste du Vietnam tendant à éviter la double imposition et à interdire l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu (1)**

[...]

Vu la Convention (2) faite à Hanoi le 24 novembre 2008 entre le Royaume du Maroc et la République socialiste du Vietnam tendant à éviter la double imposition et à interdire l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu :

Vu la loi n° 33-09 promulguée par le dahir n° 1-10-90 du 30 jomada I 1431 (15 mai 2010) et portant approbation, quant au principe, de la ratification du Royaume du Maroc de la Convention précitée ;

Considérant les notifications réciproques de l'accomplissement des formalités nécessaires à l'entrée en vigueur de ladite Convention.

Article unique

Sera publiée au *Bulletin officiel*, à la suite du présent dahir, la Convention faite à Hanoi le 24 novembre 2008 entre le Royaume du Maroc et la République socialiste du Vietnam tendant à éviter la double imposition et à interdire l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu.

(1) *B.O.* n° 6218 du 2 janvier 2014.

(2) Voir le texte de la Convention dans l'édition générale du *Bulletin officiel* n° 6216 du 22 safar 1435 (26 décembre 2013).

ظهير شريف رقم 1.10.91 صادر في 25 من محرم 1434 (10 ديسمبر 2012) بنشر الاتفاقية الموقعة بهانوي في 24 نوفمبر 2008 بين المملكة المغربية وجمهورية فيتنام الاشتراكية لتجنب الازدواج الضريبي ومنع التهرب الجبائي في ميدان الضرائب على الدخل.

الحمد لله وحده،

الطابع الشريف - بداخله :

(محمد بن الحسن بن محمد بن يوسف الله وليه)

يعلم من ظهيرنا الشريف هذا، أسماء الله وأعز أمره أننا :

بناء على الاتفاقية الموقعة بهانوي في 24 نوفمبر 2008 بين المملكة المغربية وجمهورية فيتنام الاشتراكية لتجنب الازدواج الضريبي ومنع التهرب الجبائي في ميدان الضرائب على الدخل ؛

وعلى القانون رقم 33.09 الصادر بتنفيذه الظهير الشريف رقم 1.10.90 بتاريخ 30 من جمادى الأولى 1431 (15 ماي 2010) والموافق بموجبه من حيث المبدأ على مصادقة المملكة المغربية على الاتفاقية المذكورة ؛

ونظرا لتبادل الإعلام باستيفاء الإجراءات اللازمة لدخول الاتفاقية المذكورة حيز التنفيذ،

أصدرنا أمرنا الشريف بما يلي :

تنشر بالجريدة الرسمية، عقب ظهيرنا الشريف هذا، الاتفاقية الموقعة بهانوي في 24 نوفمبر 2008 بين المملكة المغربية وجمهورية فيتنام الاشتراكية لتجنب الازدواج الضريبي ومنع التهرب الجبائي في ميدان الضرائب على الدخل.

وحرر بالدار البيضاء في 25 من محرم 1434 (10 ديسمبر 2012).

وقعه بالعطف :

رئيس الحكومة ،

الإمضاء : عبد الإله ابن كيران.

*

* *

اتفاقية
بين
المملكة المغربية
و
جمهورية فيتنام الاشتراكية
لتجنب الازدواج الضريبي و منع التهرب الضريبي
في ميدان الضرائب على الدخل

إن حكومة المملكة المغربية وحكومة جمهورية فيتنام الاشتراكية رغبة منهما في تنمية و تعزيز علاقاتهما الاقتصادية من خلال إبرام اتفاقية لتجنب الازدواج الضريبي و منع التهرب الضريبي في ميدان الضرائب على الدخل، اتفقتا على ما يلي:

المادة الأولى
الأشخاص المعنيون

تطبق هذه الاتفاقية على الأشخاص المقيمين بدولة متعاقدة أو بكلتا الدولتين المتعاقدتين.

المادة الثانية
الضرائب المعنية

1- تطبق هذه الاتفاقية على الضرائب على الدخل المفروضة لحساب دولة متعاقدة أو فروعها السياسية أو جماعاتها المحلية بغض النظر عن الطريقة التي تفرض بها.

2- تعتبر ضرائب على الدخل جميع الضرائب المفروضة على الدخل الإجمالي أو على عناصر من الدخل، بما فيها الضرائب على الأرباح الناتجة عن نقل ملكية الأموال المنقولة أو غير المنقولة، و الضرائب على المبالغ الإجمالية للأجور أو الرواتب المؤداة من قبل مقاولات، و كذا الضرائب على زيادة قيمة رأس المال.

3- إن الضرائب الحالية التي تطبق عليها الاتفاقية هي بالخصوص:

- (أ) فيما يخص المملكة المغربية:
 (I) الضريبة على الدخل؛
 (II) الضريبة على الشركات؛
 (والمشار إليها فيما بعد بالضريبة المغربية)؛

- (ب) وفيما يخص فيتنام:
 (I) الضريبة على دخل الأعمال؛
 (II) الضريبة على دخل الأشخاص؛
 (والمشار إليها فيما بعد بالضريبة الفيتنامية)؛

4- تطبق هذه الاتفاقية كذلك على أي ضرائب مماثلة أو مشابهة في جوهرها تستحدث بعد تاريخ التوقيع على الاتفاقية وتضاف إلى الضرائب الحالية أو تحل محلها. وتطلع السلطات المختصة في الدولتين المتعاقدين بعضها البعض على التعديلات الهامة التي تدخلها على تشريعاتها الضريبية.

المادة الثالثة

تعريف عامة

1- لأغراض هذه الاتفاقية، ما لم يقنض سياق النص خلاف ذلك:

(أ) تعني عبارتا "دولة متعاقدة" و "الدولة المتعاقدة الأخرى" حسب سياق النص المغرب أو فيتنام؛

(ب) يعني لفظ "المغرب" المملكة المغربية، وعندما يستعمل بالمعنى الجغرافي يشمل لفظ "المغرب":

(I) تراب المملكة المغربية، البحر الإقليمي؛

(II) والمنطقة البحرية ما وراء البحر الإقليمي وتشمل امتداد البحر و أعماقه الباطنية (الجرف القاري) والمنطقة الاقتصادية الخاصة التي يمارس المغرب عليها حقوقه السيادية طبقاً لتشريعه الداخلي وللقانون الدولي، وذلك بهدف استكشاف واستغلال موارده الطبيعية؛

(ج) يعني لفظ "فيتنام" جمهورية فيتنام الاشتراكية، و-عندما يستعمل بالمعنى الجغرافي، يعني كافة الأراضي البرية و الجزر و المياه الداخلية والبحر الإقليمي و المجال الجوي فوقها، و المجالات البحرية إلى ما وراء البحر الإقليمي بما فيه عمق البحر و باطنه، التي تمارس جمهورية فيتنام الاشتراكية عليها سيادتها و حقوقها السيادية و اختصاصها طبقا لتشريعها الوطني و للقانون الدولي؛

(د) يعني لفظ "ضريبة" حسب سياق النص الضريبة المغربية أو الضريبة الفيتنامية؛

(هـ) يشمل لفظ "شخص" الشخص الطبيعي و الشركة و شركة الأشخاص وأي مجموعة أخرى من الأشخاص؛

(و) يعني لفظ "شركة" أي شخص معنوي أو أي كيان يعتبر شخصا معنويا لأغراض فرض الضريبة؛

(ز) تعني عبارتا "مقولة دولة متعاقدة" و "مقولة الدولة المتعاقدة الأخرى" على التوالي مقولة يستغلها مقيم بدولة متعاقدة و مقولة يستغلها مقيم بالدولة المتعاقدة الأخرى؛

(ح) تعني عبارة "النقل الدولي" أي نقل بواسطة سفينة أو طائرة تقوم باستغلالها مقولة يوجد مقر إدارتها الفعلية (مثل المقر المركزي) في دولة متعاقدة، ما عدا الحالة التي يتم فيها استغلال السفينة أو الطائرة فقط بين أماكن توجد في الدولة المتعاقدة الأخرى؛

(ط) تعني عبارة "السلطة المختصة":

(أ) فيما يخص المغرب: وزير المالية أو ممثله المرخص له بذلك؛

(ب) فيما يخص فيتنام: وزير المالية أو ممثله المرخص له بذلك؛

(ي) يعني لفظ "مواطن":

(أ) أي شخص طبيعي يحمل جنسية دولة متعاقدة؛

(ب) أي شخص معنوي، شركة أشخاص أو جمعية تستمد وضعها القانوني من التشريع الجاري به العمل في دولة متعاقدة؛

2- لتطبيق الاتفاقية في أي وقت من طرف دولة متعاقدة، يكون لكل لفظ أو عبارة لم يتم تعريفه في الاتفاقية المعنى الذي يمنحه إياه في ذلك الوقت تشريع تلك الدولة المتعلق بالضرائب التي تطبق عليها الاتفاقية، ما لم يقتض سياق النص خلاف ذلك، و يرجح المعنى الممنوح لهذا اللفظ أو العبارة من طرف التشريع الضريبي لهذه الدولة على المعنى الذي تمنحه إياه الفروع الأخرى من تشريع تلك الدولة.

المادة الرابعة

المقيم

1- لأغراض هذه الاتفاقية تعني عبارة "مقيم بدولة متعاقدة" أي شخص يخضع للضريبة في دولة وفقا لتشريع هذه الدولة، بموجب سكنه أو إقامته أو مكان تأسيسه أو مقر إدارته أو أي معيار آخر ذي طابع مشابه، و تطبق كذلك على تلك الدولة و كذا على جميع فروعها السياسية أو جماعاتها المحلية. غير أن هذه العبارة لا تشمل الأشخاص الذين لا يخضعون للضريبة في تلك الدولة إلا على الدخل المتأتي من مصادر موجودة في تلك الدولة .

2- عندما يكون شخص طبيعي، تبعا لمقتضيات الفقرة 1، مقيما بكلتا الدولتين المتعاقبتين، تسوى وضعيته بالكيفية التالية:

(أ) يعتبر هذا الشخص مقيما فقط بالدولة التي يوجد له فيها سكن دائم؛ وإذا كان له سكن دائم في كلتا الدولتين، يعتبر مقيما فقط بالدولة التي تربطه بها علاقات شخصية واقتصادية أو ثق (مركز المصالح الحيوية)؛

(ب) إذا تعذر تحديد الدولة التي يوجد فيها مركز مصالح هذا الشخص الحيوية، أو لم يوجد له سكن دائم في أي من الدولتين، يعتبر مقيما فقط بالدولة المتعاقدة التي يقطن فيها بصفة اعتيادية؛

(ج) إذا كان هذا الشخص يقطن بصفة اعتيادية في كلتا الدولتين أو لا يقطن في أي منهما، يعتبر مقيما فقط بالدولة التي هو مواطنها؛

(د) إذا كان هذا الشخص مواطنا لكلتا الدولتين أو لم يكن مواطنا لأي منهما، تفصل السلطات المختصة في الدولتين المتعاقبتين في القضية باتفاق مشترك.

3- إذا كان شخص غير الشخص الطبيعي مقيما بالدولتين المتعاقبتين وفقا لمقتضيات الفقرة 1، فإنه يعتبر مقيما فقط بالدولة التي يوجد فيها مقر إدارته الفعلية (مثل المقر المركزي).

المادة الخامسة

المؤسسة المستقرة

1- لأغراض هذه الاتفاقية، تعني عبارة "مؤسسة مستقرة" مكان عمل ثابت تمارس من خلاله مقابلة نشاطها كليا أو جزئيا.

2- تشمل عبارة "مؤسسة مستقرة" بالخصوص:

(أ) مقر الإدارة؛

(ب) الفرع؛

(ج) المكتب؛

(د) المصنع؛

(هـ) المشغل؛

- (و) المنجم، بئر البترول أو الغاز، المقلع أو أي مكان آخر لاستكشاف واستخراج الموارد الطبيعية؛
 (ز) منشآت و تجهيزات تستعمل لاستكشاف الموارد الطبيعية؛
 (ح) المكان المستخدم كمنفذ للبيع؛
 (ط) و المستودع.

3- تشمل عبارة "مؤسسة مستقرة" كذلك:

- (أ) ورشة بناء أو مشروع بناء أو تجميع أو تركيب أو أنشطة الإشراف المتعلقة بها، لكن فقط إذا استمرت الورشة أو المشروع أو الأنشطة لأكثر من سنة أشهر؛
 (ب) مقابلة تقدم في دولة متعاقدة خدمات أو مرافق أو تجهيزات و آلات للإيجار، تستعمل في التنقيب عن أو استخراج أو استغلال الزيوت المعدنية في تلك الدولة.

4- على الرغم من مقتضيات السابقة من هذه المادة، لا يمكن اعتبار أن عبارة "مؤسسة مستقرة" تشمل:

- (أ) استعمال المنشآت فقط لغرض تخزين أو عرض بضائع تملكها المقابلة؛
 (ب) الاحتفاظ ببضائع تملكها المقابلة فقط لغرض التخزين أو العرض؛
 (ج) الاحتفاظ بمخزون بضائع تملكها المقابلة فقط لغرض التحويل من قبل مقابلة أخرى؛
 (د) استعمال مكان عمل ثابت فقط لغرض شراء بضائع أو جمع معلومات للمقابلة؛
 (هـ) استعمال مكان عمل ثابت فقط لغرض ممارسة أية أنشطة ذات طابع تحضيرى أو إضافي للمقابلة؛
 (و) استعمال مكان عمل ثابت فقط لغرض الجمع بين ممارسة الأنشطة المشار إليها في المقاطع من (أ) إلى (هـ)، شريطة أن تحتفظ مجموع الأنشطة الممارسة من طرف مكان العمل الثابت والناجئة عن هذا الجمع بطابع تحضيرى أو إضافي.

5- على الرغم من مقتضيات الفقرتين 1 و 2، عندما يعمل شخص - غير الوكيل ذي الوضع المستقل الذي تطبق عليه الفقرة 7 - في دولة متعاقدة لحساب مقابلة تابعة للدولة المتعاقدة الأخرى، فإن تلك المقابلة ستعتبر بأن لها مؤسسة مستقرة في الدولة المتعاقدة المذكورة أو لا فيما يتعلق بالأنشطة التي يقوم بها ذلك الشخص لصالح المقابلة في حالة ما:

- (أ) إذا كانت له و يزاول بصفة اعتيادية في هذه الدولة سلطة لإبرام العقود باسم تلك المقابلة، إلا إذا كانت أنشطة ذلك الشخص محدودة في تلك الأنشطة المشار إليها في الفقرة 4 و التي إذا تمت ممارستها من خلال مكان عمل ثابت لا تجعل من ذلك المكان الثابت مؤسسة مستقرة في مفهوم هذه الفقرة؛ أو

(ب) لم تكن له مثل هذه السلطة، ولكنه يحتفظ بصفة اعتيادية في الدولة المذكورة أولاً بمخزون من بضائع أو سلع و يقوم بتسليم بضائع أو سلع منها بصفة منتظمة نيابة عن المقولة.

6- على الرغم من مقتضيات السابقة من هذه المادة، تعتبر مقولة تأمين تابعة لدولة متعاقدة، باستثناء إعادة التأمين، ذات مؤسسة مستقرة في الدولة المتعاقدة الأخرى، إذا كانت المقولة تقيض أقساط التأمين أو تقوم بتأمين مخاطر تقع فوق تراب تلك الدولة الأخرى بواسطة شخص آخر غير الوكيل ذي الوضع المستقل الذي تطبق عليه الفقرة 7.

7- لا يعتبر أنه لمقولة دولة متعاقدة مؤسسة مستقرة في الدولة المتعاقدة الأخرى لمجرد أنها تمارس فيها نشاطها عن طريق وسيط أو وكيل عام بالعمولة أو أي وكيل آخر ذي وضع مستقل، شريطة أن يعمل هؤلاء الأشخاص في الإطار العادي لنشاطهم. غير أنه إذا كانت أنشطة هذا الوكيل مخصصة كلها أو في معظمها لحساب تلك المقولة، فلا يمكن اعتباره كوكيل ذي وضع مستقل في مفهوم هذه الفقرة.

8- إن كون شركة مقيمة بدولة متعاقدة تراقب أو تخضع لمراقبة شركة مقيمة بالدولة المتعاقدة الأخرى، أو تزاوّل نشاطها في تلك الدولة المتعاقدة الأخرى (سواء بواسطة مؤسسة مستقرة أو بطريقة أخرى) لا يكفي في حد ذاته لجعل من إحدى الشركتين مؤسسة مستقرة للأخرى.

المادة السادسة

المداخل العقارية

1- إن الدخل الذي يحصل عليه مقيم بدولة متعاقدة من ممتلكات عقارية (بما فيه دخل استغلال الفلاحة أو الغابات) توجد في الدولة المتعاقدة الأخرى تفرض عليه الضريبة في تلك الدولة الأخرى.

2- لعبارة "ممتلكات عقارية" المدلول الذي يمنحه تشريع الدولة المتعاقدة التي توجد فيها هذه الممتلكات. وتشمل العبارة في جميع الحالات الماشية و التوابع والتجهيزات المستعملة في استغلال الفلاحة و الغابات، و الحقوق التي تنطبق عليها مقتضيات القانون الخاص المتعلقة بالملكية العقارية و حق الانتفاع بالممتلكات العقارية، و الحقوق الخاصة بالمدفوعات المتغيرة أو الثابتة لاستغلال أو امتياز استغلال المناجم المعدنية و المنابع و الموارد الطبيعية الأخرى؛ و لا تعتبر السفن و المراكب و الطائرات ممتلكات عقارية.

3- تطبق مقتضيات الفقرة 1 على المداخل الناتجة عن الاستغلال المباشر أو الإيجار أو تأجير الأراضي، و كذا عن أي شكل آخر من أشكال استغلال الممتلكات العقارية.

4- تطبق مقتضيات الفقرتين 1 و 3 كذلك على الدخل الناتج عن الممتلكات العقارية لمقاوله وكذا على دخل الممتلكات العقارية المستعملة في ممارسة مهنة مستقلة.

5- إذا كانت الأسهم أو الحصص أو أية حقوق أخرى في شركة أو شخص معنوي آخر مقيم بدولة متعاقدة تخول مالكيها حق الانتفاع بممتلكات عقارية تملكها هذه الشركة أو الشخص المعنوي الآخر، فإن الدخل الذي يحصل عليه المالك من استغلال أو تأجير أو أي شكل آخر من أشكال استغلال حقه في الانتفاع يخضع للضريبة في الدولة المتعاقدة التي توجد فيها الممتلكات العقارية.

المادة السابعة أرباح المقاولات

1- تفرض الضريبة على أرباح مقاوله دولة متعاقدة فقط في تلك الدولة، إلا إذا كانت المقاوله تمارس نشاطها في الدولة المتعاقدة الأخرى بواسطة مؤسسة مستقرة توجد فيها. فإذا مارست المقاوله نشاطها بهذه الكيفية، تفرض الضريبة على أرباحها في الدولة الأخرى، و لكن فقط بقدر ما ينسب منها إلى:
(أ) المؤسسة المستقرة؛

(ب) المبيعات في تلك الدولة الأخرى لبضائع أو لسلع ذات طابع مماثل أو مشابه لتلك التي تقوم ببيعها المؤسسة المستقرة؛ أو
(ج) أنشطة الأعمال الأخرى الممارسة في تلك الدولة الأخرى ذات الطابع المماثل أو المشابه لتلك التي تمارسها بواسطة المؤسسة المستقرة.

2- مع مراعاة مقتضيات الفقرة 3، عندما تمارس مقاوله دولة متعاقدة نشاطا في الدولة المتعاقدة الأخرى بواسطة مؤسسة مستقرة توجد فيها تنسب، في كل دولة متعاقدة، إلى تلك المؤسسة المستقرة الأرباح التي يتوقع أن تجنيها لو كانت مقاوله مميزة و منفصلة تمارس نفس الأنشطة أو أنشطة مماثلة في نفس الشروط أو شروط مماثلة و تتعامل باستقلالية تامة مع المقاوله التي هي مؤسسة مستقرة لها.

3- لتحديد أرباح مؤسسة مستقرة، يسمح بخصم النفقات التي بذلت لأغراض نشاط هذه المؤسسة المستقرة بما في ذلك نفقات الإدارة و المصاريف العامة للإدارة التي يتم بذلها على هذا الشكل سواء كان ذلك في الدولة المتعاقدة التي توجد فيها هذه المؤسسة المستقرة أو في جهة أخرى. غير أنه لن يسمح بأي خصم عن المبالغ المؤداة، عند الاقتضاء، (لأغراض أخرى غير استرداد المبالغ المصروفة) بواسطة المؤسسة المستقرة للمقر المركزي للمقاوله أو لأي من مكاتبها الأخرى على شكل إتاوات، أتعاب أو أداءات مماثلة أخرى مقابل استخدام حقوق براءات الاختراع أو حقوق أخرى، أو على شكل عمولات نظير خدمات معينة أو نشاط إداري أو، فيما عدا المقاولات المصرفية، على شكل فوائد على الأموال المقرضة للمؤسسة

المستقرة. و بالمثل، فإنه لا يدخل في احتساب أرباح المؤسسة المستقرة نفس المبالغ المدرجة من طرف المؤسسة المستقرة في الجانب المدين من حساب المقر المركزي للمقولة أو أي من مكاتبها الأخرى.

4- إذا كان من المعتاد في دولة متعاقدة تحديد الأرباح المنسوبة لمؤسسة مستقرة على أساس توزيع نسبي لمجموع أرباح المقولة على مختلف أجزائها، فلا يمنع أي مقتضى من الفقرة 2 هذه الدولة المتعاقدة من تحديد الأرباح الخاضعة للضريبة حسب التوزيع النسبي المعمول به؛ على أن تستعمل طريقة التوزيع المعتمدة بحيث تكون النتيجة المحصل عليها مطابقة للمبادئ الواردة في هذه المادة:

5- لا تنسب أية أرباح إلى مؤسسة مستقرة لمجرد قيام تلك المؤسسة المستقرة بشراء بضائع و سلع للمقولة.

6- لأغراض انفقرات السابقة، تحدد كل سنة و حسب نفس الطريقة الأرباح المنسوبة للمؤسسة المستقرة ما لم تكن هناك أسباب مقبولة و كافية للعمل بعكس ذلك.

7- عندما تشمل الأرباح عناصر من الدخل تتناولها بصفة منفصلة مواد أخرى من هذه الاتفاقية، فإن مقتضيات تلك المواد لن تتأثر بمقتضيات هذه المادة.

المادة الثامنة

النقل البحري و الجوي

1- تفرض الضريبة على الأرباح الناتجة عن استغلال السفن أو الطائرات في النقل الدولي فقط في الدولة المتعاقدة التي يوجد بها مقر الإدارة الفعلية (مثل المقر المركزي) للمقولة.

2- إذا كان مقر الإدارة الفعلية (مثل المقر المركزي) لمقولة الملاحة البحرية يوجد على متن سفينة، فإن هذا المقر يعتبر موجودا في الدولة المتعاقدة التي تم في مينائها قيد هذه السفينة، أو في حالة عدم وجود ميناء القيد، في الدولة المتعاقدة التي يقيم بها مستغل السفينة.

3- تطبيق مقتضيات الفقرة 1 كذلك على الأرباح الناتجة عن المساهمة في مجموعة أو اتحاد أو في استغلال مشترك أو في وكالة دولية للاستغلال، لكن فقط على حصة الأرباح المحققة بهذه الكيفية التي تعود لكل مشارك حسب نسبته في الاستغلال المشترك.

المادة التاسعة

المقاولات الشريكة

1- عندما:

(أ) تساهم مقولة دولة متعاقدة بشكل مباشر أو غير مباشر في إدارة أو مراقبة أو رأسمال مقولة الدولة المتعاقدة الأخرى، أو

ب) يساهم نفس الأشخاص بشكل مباشر أو غير مباشر في إدارة أو مراقبة أو رأسمال مقاوله دولة متعاقدة و مقاوله الدولة المتعاقدة الأخرى،

و في كلتا الحالتين، تكون المقاولتان مرتبطتان في علاقاتهما التجارية أو المالية بشروط متفق عليها أو مفروضة بحيث تختلف عن تلك التي يمكن أن تتفق عليها المقاولات المستقلة، فإن الأرباح التي، لولا هذه الشروط، كانت ستحصل عليها إحدى المقاولتين، و لكنها لم تحصل عليها بسبب تلك الشروط، يمكن أن تدرج ضمن أرباح تلك المقاوله و تفرض عليها الضريبة تبعاً لذلك.

2- عندما تدرج دولة متعاقدة ضمن أرباح مقاوله تلك الدولة - و تفرض عليها الضريبة تبعاً لذلك- أرباحاً تم بسببها فرض الضريبة على مقاوله الدولة المتعاقدة الأخرى و كان من الممكن تحقيق الأرباح التي أدرجت على هذا النحو بواسطة مقاوله الدولة المذكورة أولاً لو كانت الشروط المتفق عليها بين المقاولتين هي نفس الشروط التي قد تتفق عليها مقاولات مستقلة، فإن الدولة الأخرى تقوم بالتسوية المناسبة لمبلغ الضريبة المؤدى عن هذه الأرباح. و لتحديد هذه التسوية، تأخذ المقتضيات الأخرى من هذه الاتفاقية بعين الاعتبار، و عند الضرورة، تقوم السلطات المختصة في الدولتين المتعاقدين بالتشاور فيما بينهما.

3- لا تطبق مقتضيات الفقرة 2 إذا أدت متابعات قضائية أو إدارية أو قانونية أخرى إلى حكم نهائي يقضي، إثر إجراءات نتجت عنها تسوية للأرباح بموجب الفقرة 1، بأن إحدى المقاولتين تخضع لغرامات جزائية فيما يتعلق بالغش أو الإهمال الشديد أو التغاضي المتعمد.

المادة العاشرة أرباح الأسهم

1- إن أرباح الأسهم الموداة من قبل شركة مقيمة بدولة متعاقدة لمقيم بالدولة المتعاقدة الأخرى تفرض عليها الضريبة في تلك الدولة الأخرى.

2- غير أن أرباح الأسهم تلك تفرض عليها الضريبة كذلك في الدولة المتعاقدة حيث تقيم الشركة التي تؤدي أرباح الأسهم و ذلك حسب التشريع الجاري به العمل في تلك الدولة، لكن إذا كان المستفيد الفعلي من أرباح الأسهم مقيماً بالدولة المتعاقدة الأخرى، فإن الضريبة المفروضة على هذا النحو لا يمكن أن تتجاوز عشرة (10) بالمائة من المبلغ الإجمالي لأرباح الأسهم.

إن مقتضيات هذه الفقرة لا تؤثر على فرض الضريبة على الشركة فيما يتعلق بالأرباح التي تؤدي منها أرباح الأسهم.

3- تعني عبارة "أرباح الأسهم" المستعملة في هذه المادة الدخل الناتج عن الأسهم و أسهم أو سندات الانتفاع و حصص المناجم أو حصص أخرى مساهمة في الأرباح باستثناء الديون و الدخل الناتج عن حصص المشاركة الأخرى و كذا المداخل الأخرى الخاضعة لنفس النظام الضريبي المطبق على دخل الأسهم حسب تشريع الدولة التي تقيم بها الشركة الموزعة لأرباح الأسهم .

4- لا تطبق مقتضيات الفقرتين 1 و 2 إذا كان المستفيد الفعلي من أرباح الأسهم، مقيما بدولة متعاقدة، و يمارس في الدولة المتعاقدة الأخرى حيث تقيم الشركة الموزعة لأرباح الأسهم أنشطة أعمال بواسطة مؤسسة مستقرة توجد فيها، أو مهنة مستقلة بواسطة قاعدة ثابتة توجد فيها، وكانت المساهمة التي تتولد عنها أرباح الأسهم مرتبطة بها فعليا. و في هذه الحالات، تطبق مقتضيات المادة 7 أو المادة 14 حسبما يقتضيه الحال.

5- عندما تستمد شركة مقيمة بدولة متعاقدة أرباحا أو دخلا من الدولة المتعاقدة الأخرى، فإن تلك الدولة الأخرى لا يجوز لها أن تفرض أية ضريبة على أرباح الأسهم المؤداة من قبل هذه الشركة، ما عدا الحالة التي يتم فيها دفع أرباح الأسهم تلك إلى مقيم بالدولة الأخرى أو بمدى ما تكون المساهمة التي تتولد عنها أرباح الأسهم مرتبطة فعليا بمؤسسة مستقرة أو قاعدة ثابتة توجد في تلك الدولة الأخرى، كما لا يجوز لها أن تفرض أية ضريبة على أرباح الشركة غير الموزعة في إطار تضريب الأرباح غير الموزعة، حتى لو كانت أرباح الأسهم المؤداة أو الأرباح غير الموزعة تتكون كليا أو جزئيا من أرباح أو دخل ناشئ في تلك الدولة الأخرى.

6- على الرغم من أي مقتضى آخر من هذه الاتفاقية، عندما تملك شركة مقيمة بدولة متعاقدة مؤسسة مستقرة في الدولة المتعاقدة الأخرى، فإن الأرباح المفروضة عليها الضريبة طبقا للفقرة 1 من المادة 7 تخضع لضريبة محجوزة من المصدر في تلك الدولة الأخرى وفقا لتشريعها الضريبي إذا كانت هذه الأرباح موضوعة رهن إشارة المقر، غير أن الضريبة المحجوزة على هذا النحو لا يمكنها أن تتجاوز عشرة (10) بالمائة من مبلغ الأرباح المذكورة بعد خصم الضريبة على الشركات المطبقة عليها في تلك الدولة الأخرى.

المادة الحادية عشرة

الفوائد

1- إن الفوائد الناشئة في دولة متعاقدة والمؤداة لمقيم بالدولة المتعاقدة الأخرى تفرض عليها الضريبة في تلك الدولة الأخرى.

2- غير أن هذه الفوائد تفرض عليها الضريبة كذلك في الدولة المتعاقدة التي تنشأ فيها و وفقا لتشريع تلك الدولة، لكن إذا كان المستفيد الفعلي من الفوائد مقيما بالدولة المتعاقدة الأخرى، فإن الضريبة المفروضة على هذا النحو لا يمكن أن تتجاوز عشرة (10) بالمائة من المبلغ الإجمالي للفوائد.

3- على الرغم من مقتضيات الفقرة 2، فإن الفوائد الناشئة في دولة متعاقدة و التي تتحملها و تؤديها حكومتها أو بنكها المركزي للحكومة أو للبنك المركزي بالدولة المتعاقدة الأخرى تعفى من الضريبة في الدولة المتعاقدة المذكورة أولاً.

4 - يعني لفظ "الفوائد" المستعمل في هذه المادة الدخل الناتج عن سندات الديون بكل أنواعها سواء كانت مضمونة برهن أم لا و سواء كانت تحمل حق المشاركة في أرباح المدين أم لا، و على وجه التحديد الدخل الناتج عن الأموال العمومية و سندات الاقتراض، بما في ذلك العلاوات و الجوائز المتعلقة بهذه السندات. و لا تعتبر الغرامات المفروضة على التأخير في الدفع فوائد لأغراض هذه المادة.

5- لا تطبق مقتضيات الفقرتين 1 و 2 إذا كان المستفيد الفعلي من الفوائد، مقيماً بدولة متعاقدة، و يمارس في الدولة المتعاقدة الأخرى الناشئة فيها الفوائد أنشطة أعمال بواسطة مؤسسة مستقرة توجد فيها، أو مهنة مستقلة بواسطة قاعدة ثابتة توجد فيها، و كان الدين الذي تتولد عنه الفوائد مرتبطاً فعلياً:
(أ) بالمؤسسة المستقلة أو القاعدة الثابتة المذكورة؛
(ب) أو بأنشطة الأعمال المشار إليها في المقطع (ج) من الفقرة 1 من المادة 7.

و في هذه الحالات، تطبق مقتضيات المادة 7 أو المادة 14 حسبما يقتضيه الحال.

6- تعتبر الفوائد ناشئة في دولة متعاقدة إذا كان المدين مقيماً بتلك الدولة. غير أنه إذا كان للمدين بالفوائد في دولة متعاقدة، سواء كان مقيماً بدولة متعاقدة أو غير مقيم بها، مؤسسة مستقرة أو قاعدة ثابتة يرتبط بها الدين الذي تولد عنه أداء الفوائد و تحملت من أجله تلك المؤسسة المستقرة أو القاعدة الثابتة تلك الفوائد، فإن تلك الفوائد تعتبر ناشئة في الدولة التي توجد فيها المؤسسة المستقرة أو القاعدة الثابتة.

7- إذا تجاوز مبلغ الفوائد بسبب علاقات خاصة تربط المدين بالمستفيد الفعلي من الفوائد أو تربط كليهما بأشخاص آخرين المبلغ المتفق عليه بين المدين و المستفيد الفعلي في غياب مثل هذه العلاقات، باعتبار الدين الذي تدفع من أجله، فإن مقتضيات هذه المادة لا تطبق إلا على هذا المبلغ الأخير. و في هذه الحالة، يبقى الجزء الزائد من الأداءات خاضعاً للضريبة وفقاً لتشريع كل دولة متعاقدة مع مراعاة المقتضيات الأخرى من هذه الاتفاقية.

المادة الثانية عشرة الإتاوات

1- إن الإتاوات الناشئة في دولة متعاقدة و المؤداة لمقيم بالدولة المتعاقدة الأخرى تفرض عليها الضريبة في تلك الدولة الأخرى.

2- غير أن هذه الإتاوات تفرض عليها الضريبة كذلك في الدولة المتعاقدة التي تنشأ فيها و وفقا لتشريع تلك الدولة، لكن إذا كان المستفيد الفعلي من الإتاوات مقيما بالدولة المتعاقدة الأخرى، فإن الضريبة المفروضة على هذا النحو لا يمكن أن تتجاوز عشرة (10) بالمائة من المبلغ الإجمالي للإتاوات.

3- يقصد بلفظ "الإتاوات" المستعمل في هذه المادة الأداءات على اختلاف أنواعها مقابل استعمال أو الحق في استعمال حق المؤلف عن عمل أدبي أو فني أو علمي، بما في ذلك الأفلام السينمائية و الأشرطة و التسجيلات الخاصة بالبحث الإذاعي أو التلفزيوني أو البث عن طريق الأقمار الاصطناعية، أو الإرتباط، أو الألياف البصرية أو كل التقنيات المماثلة المستعملة في البث الموجه للعموم، أو الأشرطة الممغنطة، أو الأقراص و أقراص الليزر (برامج المعلوماتية)، أو براءات الاختراع، أو علامات الصنع أو علامات تجارية، أو رسم أو نموذج، أو تصميم، أو صيغة أو طريقة سرية، أو استعمال أو الحق في استعمال تجهيز صناعي أو تجاري أو فلاحي أو علمي، أو مقابل معلومات لها صلة بتجربة مكتسبة في الميدان الصناعي أو التجاري أو الفلاحي أو العلمي (اكتساب المهارة)، و كذا مقابل المساعدة التقنية و تقديم الخدمات.

4- لا تطبق مقتضيات الفقرتين 1 و 2 إذا كان المستفيد من الإتاوات مقيما بدولة متعاقدة، و يمارس في الدولة المتعاقدة الأخرى الناشئة فيها الإتاوات أنشطة أعمال بواسطة مؤسسة مستقرة توجد فيها، أو مهنة مستقلة بواسطة قاعدة ثابتة توجد فيها، و كان الحق أو الملك الذي تتولد عنه الإتاوات مرتبطا فعليا:

(أ) بالمؤسسة المستقرة أو القاعدة الثابتة المذكورة؛

(ب) أو بأنشطة الأعمال المشار إليها في المقطع (ج) من الفقرة 1 من

المادة 7.

و في هذه الحالات، تطبق مقتضيات المادة 7 أو المادة 14 حسبما يقتضيه الحال.

5- تعتبر الإتاوات ناشئة في دولة متعاقدة إذا كان المدين مقيما بتلك الدولة. غير أنه إذا كان للمدين بالإتاوات في دولة متعاقدة، سواء كان مقيما بدولة متعاقدة أو غير مقيم بها، مؤسسة مستقرة أو قاعدة ثابتة يرتبط بها العقد الذي تولد عنه أداء الإتاوات و تحملت من أجله تلك المؤسسة المستقرة أو القاعدة الثابتة تلك الإتاوات، فإن تلك الإتاوات تعتبر ناشئة في الدولة التي توجد فيها المؤسسة المستقرة أو القاعدة الثابتة.

6- إذا تجاوز مبلغ الإتاوات بسبب علاقات خاصة تربط المدين بالمستفيد الفعلي من الإتاوات أو تربط كليهما بأشخاص آخرين المبلغ المنفق عليه بين المدين و المستفيد الفعلي في غياب مثل هذه العلاقات، باعتبار الخدمات التي تدفع من أجلها، فإن مقتضيات هذه المادة لا تطبق إلا على هذا المبلغ الأخير. و في هذه الحالة، يبقى الجزء الزائد من الأداءات خاضعا للضريبة وفقا لتشريع كل دولة متعاقدة مع مراعاة المقضيات الأخرى من هذه الاتفاقية.

المادة الثالثة عشرة أرباح رأس المال

1- إن الأرباح التي يحصل عليها مقيم بدولة متعاقدة عن نقل ملكية الممتلكات العقارية المشار إليها في المادة 6 و التي توجد في الدولة المتعاقدة الأخرى، تفرض عليها الضريبة في تلك الدولة المتعاقدة الأخرى.

2- إن الأرباح الناتجة عن نقل ملكية الأموال المنقولة التي تدخل في أصول مؤسسة مستقرة تملكها مقاول دولة متعاقدة في الدولة المتعاقدة الأخرى أو الأموال المنقولة التي تنتمي إلى قاعدة ثابتة يملكها مقيم بالدولة المتعاقدة الأخرى لغرض ممارسة مهنة مستقلة، بما في ذلك الأرباح الناتجة عن نقل ملكية هذه المؤسسة المستقرة (بمفردها أو مع مجموع المقاول) أو هذه القاعدة الثابتة، تفرض عليها الضريبة في تلك الدولة الأخرى.

3- إن الأرباح الناتجة عن نقل ملكية السفن أو الطائرات المستغلة في النقل الدولي أو الأرباح الناتجة عن الأموال المنقولة المخصصة لاستغلال هذه السفن أو الطائرات، تفرض عليها الضريبة فقط في الدولة المتعاقدة التي يوجد فيها مقر الإدارة الفعلية (مثل المقر المركزي) للمقولة.

4- إن الأرباح الناتجة عن نقل ملكية أسهم أو حصص مشابهة لشركة تتكون أموالها أساسا، بطريقة مباشرة أو غير مباشرة، من ممتلكات عقارية توجد في دولة متعاقدة تفرض عليها الضريبة في تلك الدولة.

5- إن الأرباح الناتجة عن نقل ملكية أسهم غير تلك المشار إليها في الفقرة 4 و التي تمثل مساهمة عشرة (10) بالمائة على الأقل في شركة مقيمة بدولة متعاقدة تفرض عليها الضريبة في تلك الدولة.

6- إن الأرباح الناتجة عن نقل ملكية أية أموال أخرى غير تلك المشار إليها في الفقرات 1، 2، 3، 4 و 5 تفرض عليها الضريبة فقط في الدولة المتعاقدة التي يقيم بها ناقل الملكية.

المادة الرابعة عشرة المهن المستقلة

1- إن الدخل الذي يحصل عليه مقيم بدولة متعاقدة من خلال ممارسته لمهنة حرة أو أنشطة أخرى ذات طابع مستقل تفرض عليه الضريبة فقط في تلك الدولة؛ غير أن هذا الدخل تفرض عليه الضريبة كذلك في الدولة المتعاقدة الأخرى في الحالات التالية:

(أ) إذا كان هذا المقيم يتوفر بصفة اعتيادية في الدولة المتعاقدة الأخرى على قاعدة ثابتة لممارسة أنشطته؛ و في هذه الحالة، تفرض الضريبة في الدولة المتعاقدة الأخرى على الجزء من الدخل المنسوب لهذه القاعدة الثابتة فقط؛ أو

(ب) إذا كان يقطن بالدولة المتعاقدة الأخرى لفترة أو لفترات تساوي أو تتجاوز في مجموعها 183 يوما خلال أي فترة إثني عشر شهرا تبدأ أو تنتهي خلال السنة الضريبية المعنية؛ وفي هذه الحالة، تفرض الضريبة في الدولة المتعاقدة الأخرى على الجزء من الدخل الناتج عن الأنشطة الممارسة في تلك الدولة الأخرى فقط .

2- تشمل عبارة "مهنة حرة" بالخصوص الأنشطة المستقلة ذات الطابع العلمي أو الأدبي أو الفني أو الثربوي أو البيداغوجي، وكذا الأنشطة المستقلة للأطباء والمحامين والمهندسين والمهندسين المعماريين وأطباء الأسنان والمحاسبين.

المادة الخامسة عشرة

المهنة غير المستقلة

1- مع مراعاة مقتضيات المواد 16، 18، 19، 20 و 21، فإن الأجور والرواتب و المرتبات الأخرى المماثلة التي يحصل عليها مقيم بدولة متعاقدة برسم عمل مأجور تفرض عليها الضريبة فقط في تلك الدولة، ما عدا إذا كان العمل ممارسا في الدولة المتعاقدة الأخرى. فإذا كان هذا العمل ممارسا فيها، فإن المرتبات المحصل عليها بهذه الصفة تفرض عليها الضريبة في تلك الدولة الأخرى.

2- على الرغم من مقتضيات الفقرة 1، فإن المرتبات التي يحصل عليها مقيم بدولة متعاقدة برسم عمل مأجور يمارسه في الدولة المتعاقدة الأخرى تفرض عليها الضريبة فقط في الدولة المذكورة أولا إذا :

(أ) كان المستفيد يقطن بالدولة الأخرى لفترة أو فترات لا تتجاوز في مجموعها 183 يوما خلال كل فترة إثني عشر شهرا تبدأ أو تنتهي خلال السنة الضريبية المعنية؛

(ب) و كانت المرتبات مؤداة من طرف مشغل أو لحساب مشغل غير مقيم بالدولة الأخرى؛

(ج) و كانت أعباء المرتبات لا تتحملها مؤسسة مستقرة أو قاعدة ثابتة يملكها المشغل في الدولة الأخرى.

3- على الرغم من المقتضيات السابقة من هذه المادة، فإن المرتبات المحصل عليها برسم عمل مأجور على متن سفينة أو طائرة مستغلة في النقل الدولي تفرض عليها الضريبة في الدولة المتعاقدة التي يوجد فيها مقر الإدارة الفعلية (مثل المقر المركزي) للمقولة.

المادة السادسة عشرة

المكافآت و مرتبات الأطر العليا

1- إن المكافآت و أتعاب الحضور و التعويضات الأخرى المماثلة التي يحصل عليها مقيم بدولة متعاقدة بصفته عضوا في مجلس الإدارة أو مجلس المراقبة أو مجلس مماثل لشركة مقيمة بالدولة المتعاقدة الأخرى تفرض عليها الضريبة في تلك الدولة الأخرى.

2- إن الأجور و الرواتب و المرتبات المماثلة الأخرى التي يحصل عليها مقيم بدولة متعاقدة بصفتة مسؤولا يشغل منصبا إداريا من مستوى عال في شركة مقيمة بالدولة المتعاقدة الأخرى تفرض عليها الضريبة في تلك الدولة الأخرى.

المادة السابعة عشرة الفنانون و الرياضيون

1- على الرغم من مقتضيات المادتين 14 و 15، فإن الدخل الذي يحصل عليه مقيم بدولة متعاقدة يمارس في الدولة المتعاقدة الأخرى أنشطته الشخصية باعتباره فنانا استعراضيا كفنان المسرح أو السينما أو الإذاعة أو التلفزة، أو كموسيقي أو كرياضي تفرض عليه الضريبة في تلك الدولة الأخرى.

2- عندما لا يعود دخل الأنشطة الممارسة شخصيا و بهذه الصفة من طرف فنان استعراضى أو رياضى للفنان أو الرياضى نفسه لكن لشخص آخر، فإن هذا الدخل، على الرغم من مقتضيات المواد 14، 15، تفرض عليه الضريبة في الدولة المتعاقدة التي تمارس فيها أنشطة الفنان الاستعراضى أو الرياضى.

3- على الرغم من مقتضيات الفقرتين 1 و 2 من هذه المادة، فإن الدخل الناتج عن الأنشطة المذكورة في الفقرة 1 بمقتضى اتفاقية ثقافية بين الدولتين المتعاقدين يعفى من الضريبة في الدولة المتعاقدة التي تمارس بها هذه الأنشطة إذا كانت الزيارة لتلك الدولة ممولة كليا من ودائع لإحدى الدولتين المتعاقدين أو جماعة محلية أو مؤسسة عمومية تابعة لها.

المادة الثامنة عشرة

المعاشات و الإيرادات العمرية و منح الضمان الاجتماعى

1- مع مراعاة مقتضيات الفقرة 2 من المادة 19، فإن المعاشات و الإيرادات العمرية و غيرها من المرتبات المماثلة المؤداة لمقيم بدولة متعاقدة يرسم عمل سابق، تفرض عليها الضريبة فقط في تلك الدولة.

2- إن المعاشات و الإيرادات العمرية و غيرها من المدفوعات الدورية أو الظرفية المؤداة من طرف دولة متعاقدة أو أحد فروعها السياسية أو جماعاتها المحلية من أجل التأمين عن حوادث مستخدمها تفرض عليها الضريبة فقط في تلك الدولة.

3- على الرغم من مقتضيات الفقرة 1، فإن المعاشات و غيرها من المبالغ المؤداة طبقا لتشريع الضمان الاجتماعى لدولة متعاقدة تفرض عليها الضريبة فقط في تلك الدولة.

المادة التاسعة عشرة الوظائف العمومية

1- أ) إن الأجور و الرواتب و المرتبات المماثلة الأخرى، غير المعاشات، المؤداة من طرف دولة متعاقدة أو أحد فروعها السياسية أو جماعاتها المحلية لشخص طبيعي مقابل خدمات مقدمة لهذه الدولة أو لهذا الفرع أو لهذه الجماعة المحلية تفرض عليها الضريبة فقط في تلك الدولة؛

ب) غير أن هذه الأجور و الرواتب و المرتبات المماثلة الأخرى تفرض عليها الضريبة فقط في الدولة المتعاقدة الأخرى إذا كانت الخدمات مقدمة في تلك الدولة و كان الشخص الطبيعي مقيما بتلك الدولة:
(أ) و مواطنا لتلك الدولة؛ أو

(ب) لم يصبح مقيما بتلك الدولة فقط لغرض تقديم الخدمات.

2- أ) إن المعاشات المؤداة من طرف دولة متعاقدة أو أحد فروعها السياسية أو جماعاتها المحلية سواء كان ذلك مباشرة أو عن طريق الاقتطاع من ودائع تم إنشاؤها لشخص طبيعي برسم خدمات قدمها لتلك الدولة أو لذلك الفرع أو لتلك الجماعة المحلية تفرض عليها الضريبة فقط في تلك الدولة؛

ب) غير أن هذه المعاشات تفرض عليها الضريبة فقط في الدولة المتعاقدة الأخرى إذا كان الشخص الطبيعي مقيما بتلك الدولة الأخرى و مواطنا لها.

3- تطبق مقتضيات المسواد 15، 16، 17 و 18 على الأجور و الرواتب و غيرها من المرتبات المماثلة الأخرى و كذا على المعاشات المؤداة مقابل خدمات مقدمة في إطار أنشطة أعمال تمارسها دولة متعاقدة أو أحد فروعها السياسية أو جماعاتها المحلية.

المادة العشرون الطلبة و المتمرنون

1- الطالب أو المتمرن أو المتدرب في ميدان الأعمال المقيم أو الذي كان مقيما بإحدى الدولتين المتعاقدتين قبل التحاقه مباشرة بالدولة المتعاقدة الأخرى و الذي يقطن بالدولة الأخرى فقط لغرض متابعة دراسته أو تكوينه، يعفى من الضريبة في تلك الدولة الأخرى على:

أ) المبالغ التي تدفعها له أشخاص مقيمون خارج تلك الدولة الأخرى لغرض تغطية مصاريف معيشته أو دراسته أو تكوينه؛

ب) المرتبات التي يتقاضاها برسم عمل مأجور في تلك الدولة الأخرى في حدود مبلغ لا يتعدى السقف المعفى من الضريبة على دخل الأشخاص الطبيعيين خلال السنة الضريبية في أي من الدولتين المتعاقدتين، شريطة أن يكون لذلك العمل علاقة مباشرة بدراسته أو بتغطية مصاريف معيشته.

2- إن امتيازات هذه المادة تطبق فقط في حدود تلك الفترة الزمنية المعقولة أو العادية اللازمة لاستكمال الدراسة أو التدريب، لكن لا يمكن لأي شخص طبيعي في أية حالة أن يستفيد من امتيازات هذه المادة لأكثر من ستة (6) سنوات متتالية من تاريخ أول وصول له لتلك الدولة المتعاقدة الأخرى.

المادة الواحدة و العشرون الأساتذة والباحثون

1- أي شخص طبيعي بصفته مقيما أو كان مباشرة قبل زيارة دولة متعاقدة مقيما بالدولة المتعاقدة الأخرى و الذي يقطن بالدولة المتعاقدة المذكورة أولا أساسا لغرض التدريس أو إلقاء محاضرات أو إجراء بحوث في جامعة، كلية، مدرسة أو مؤسسة تعليمية معترف بها من طرف حكومة الدولة المتعاقدة المذكورة أولا، يعفى من الضريبة في الدولة المتعاقدة المذكورة أولا لمدة سنتين ابتداء من تاريخ أول وصول له للدولة المتعاقدة المذكورة أولا عن المرتب الذي يحصل عليه برسم ذلك التدريس أو تلك المحاضرات أو البحوث، شريطة أن يكون ذلك المرتب متأتيا من مصادر موجودة خارج تلك الدولة.

2- لا تطبق مقتضيات الفقرة 1 على المرتبات المحصل عليها برسم بحوث يتم إنجازها لا للمصلحة العامة، لكن أساسا لغرض تحقيق منفعة خاصة لفائدة شخص أو أشخاص معينين.

المادة الثانية و العشرون مدا خيل أخرى

1- إن عناصر دخل مقيم بدولة متعاقدة، أيا كان مصدرها، و التي لم يتم تناولها في المواد السابقة من هذه الاتفاقية تفرض عليها الضريبة فقط في تلك الدولة .

2- لا تطبق مقتضيات الفقرة 1 على الدخل غير دخل الممتلكات العقارية كما تم تعريفها في الفقرة 2 من المادة 6 إذا كان المستفيد من ذلك الدخل مقيما بدولة متعاقدة و يمارس في الدولة المتعاقدة الأخرى أنشطة أعمال بواسطة مؤسسة مستقرة توجد فيها، أو مهنة مستقلة بواسطة قاعدة ثابتة توجد فيها، و كان الحق أو الملك الذي يتولد عنه الدخل مرتبط بها فعليا. و في هذه الحالات، تطبق مقتضيات المادة 7 أو المادة 14 حسبما يقتضيه الحال .

3- على الرغم من مقتضيات الفقرتين 1 و 2، فإن عناصر دخل مقيم بدولة متعاقدة التي لم يتم تناولها في المواد السابقة من هذه الاتفاقية و الناشئة في الدولة المتعاقدة الأخرى تفرض عليها الضريبة كذلك في تلك الدولة الأخرى.

المادة الثالثة و العشرون تفادي الازدواج الضريبي

يتم تفادي الازدواج الضريبي كالاتي:

1- عندما يحصل مقيم بدولة متعاقدة على مداخيل تفرض عليها الضريبة في الدولة المتعاقدة الأخرى طبقا لمقتضيات هذه الاتفاقية، فإن الدولة المذكورة أولا، مع مراعاة مقتضيات الفقرة 2 تمنح على الضريبة التي تستخلصها عن مداخيل هذا المقيم خصما يساوي مبلغ الضريبة على الدخل المؤداة في تلك الدولة الأخرى. إلا أن هذا الخصم لا يمكنه أن يتجاوز الجزء من الضريبة على الدخل، المحسوبة قبل الخصم، و المطابقة للمداخيل المفروضة عليها الضريبة في تلك الدولة الأخرى.

2- لأغراض تطبيق مقتضيات الفقرة 1 من هذه المادة، فإن الضريبة المؤداة في المغرب أو فينتام، حسب الحالة، تعتبر أنها تشمل الضريبة التي كان من الواجب أدائها في دولة متعاقدة، لكنه تم تخفيضها أو إعفاؤها من طرف تلك الدولة وفقا لمقتضياته القانونية المتعلقة بالنمو الاقتصادي.

3- عندما تكون المداخيل التي يحصل عليها مقيم بدولة متعاقدة معفاة من الضريبة في تلك الدولة وفقا لأي مقتضى من هذه الاتفاقية، فإن تلك الدولة، من أجل احتساب مبلغ الضريبة على باقي مداخيل المقيم، تأخذ بعين الاعتبار المداخيل المعفاة.

المادة الرابعة و العشرون عدم التمييز

1- لا يخضع مواطنو دولة متعاقدة في الدولة المتعاقدة الأخرى لأية ضريبة أو التزامات تتعلق بها، تختلف أو تكون أكثر عينا من تلك التي يخضع لها أو يمكن أن يخضع لها مواطنو تلك الدولة الأخرى الذين يوجدون في نفس الوضعية.

2- إن فرض الضريبة على مؤسسة مستقرة تملكها مقولة دولة متعاقدة في الدولة المتعاقدة الأخرى لا يتم في تلك الدولة الأخرى بصفة تكون أقل أفضلية من فرض الضريبة على مقاولات تلك الدولة الأخرى التي تمارس نفس النشاط. و لا يمكن تأويل هذا المقتضى على أنه يلزم دولة متعاقدة بأن تمنح المقيمين بالدولة المتعاقدة الأخرى خصومات شخصية أو إسقاطات أو تخفيضات ضريبية بالقدر الذي تمنحه لمقيميها اعتبارا لوضعيتهم المدنية أو لأعبائهم العائلية.

3- باستثناء الحالات التي تطبق فيها مقتضيات الفقرة 1 من المادة 9 أو الفقرة 7 من المادة 11 أو الفقرة 6 من المادة 12، فإن الفوائد و الإتاوات و المصاريف الأخرى المؤداة من طرف مقولة دولة متعاقدة إلى مقيم بالدولة المتعاقدة الأخرى تخصم، عند تحديد أرباح تلك المقولة المفروضة عليها الضريبة، طبقا لنفس الشروط كما لو كانت مؤداة إلى مقيم بالدولة المذكورة أولا.

4 - إن مقاولات دولة متعاقدة يوجد رأسمالها كلياً أو جزئياً، بصفة مباشرة أو غير مباشرة، في حوزة أو تحت مراقبة مقيم أو عدة مقيمين بالدولة المتعاقدة الأخرى لا تخضع في الدولة المذكورة أو لا لأية ضريبة أو التزامات تتعلق بها تختلف أو تكون أكثر عبثاً من تلك التي تخضع أو يمكن أن تخضع لها المقاولات المماثلة الأخرى في الدولة المذكورة أولاً.

5- تطبق مقتضيات هذه المادة فقط على الضرائب التي هي موضوع هذه الاتفاقية.

المادة الخامسة والعشرون المسطرة الودية

1- عندما يعتبر شخص أن التدابير المتخذة من طرف دولة متعاقدة أو من طرف الدولتين المتعاقدين تؤدي أو ستؤدي بالنسبة له إلى فرض ضريبة غير مطابقة لمقتضيات هذه الاتفاقية، فبإمكانه، وبصرف النظر عن وسائل الطعن المنصوص عليها في التشريع الداخلي لهاتين الدولتين، أن يعرض حالته على السلطة المختصة للدولة المتعاقدة التي يقيم بها أو للدولة المتعاقدة التي هو مواطنها. ويجب أن تعرض هذه الحالة خلال الثلاث سنوات الموالية لأول إخطار بالتدابير التي أدت إلى فرض ضريبة غير مطابقة لمقتضيات هذه الاتفاقية.

2- إذا تبين للسلطة المختصة أن الاعتراض له ما يبرره ولم تستطع بنفسها أن تصل إلى حل مرض، فإنها تحاول أن تسوي الحالة بالاتفاق الودي مع السلطة المختصة في الدولة المتعاقدة الأخرى قصد تجنب فرض ضريبة غير مطابقة لهذه الاتفاقية. ويطبق الاتفاق مهما كانت الأجال المنصوص عليها في التشريع الداخلي للدولتين المتعاقدين.

3- تعمل السلطات المختصة في الدولتين المتعاقدين باتفاق ودي على تسوية الصعوبات أو تبييد الشكوك التي قد تترتب عن تأويل أو تطبيق الاتفاقية. ويمكنها كذلك أن تتشاور فيما بينها قصد تجنب الأزدواج الضريبي في الحالات غير المنصوص عليها في الاتفاقية.

4- يمكن للسلطات المختصة في الدولتين المتعاقدين أن تتصل مباشرة فيما بينها لغرض التوصل إلى اتفاق بالمفهوم الوارد في الفقرات السابقة.

المادة السادسة والعشرون تبادل المعلومات

1- تتبادل السلطات المختصة في الدولتين المتعاقدين المعلومات الضرورية لتطبيق مقتضيات هذه الاتفاقية أو مقتضيات التشريع الداخلي للدولتين المتعاقدين والمتعلقة بالضرائب التي تشملها الاتفاقية، ما دامت الضريبة المحتمل فرضها لا تتعارض مع الاتفاقية، بالخصوص ما يتعلق بمنع الغش أو التهرب من هذه الضرائب.

وتظل المعلومات المحصل عليها من طرف دولة متعاقدة سرية بنفس الصفة التي تطبع المعلومات المحصل عليها حسب التشريع الداخلي لهذه الدولة و لا يجوز الكشف عنها إلا للأشخاص أو السلطات (بما فيها المحاكم و الهيئات الإدارية) المكلفة بوضع و تحصيل الضرائب التي تشملها الاتفاقية، أو بالمساطر أو المتابعات أو القرارات الناتجة عن الطعون المتعلقة بها. و يجوز لهؤلاء الأشخاص أو السلطات استعمال هذه المعلومات فقط لهذه الأغراض، و يمكن لهم الكشف عنها أثناء الجلسات العمومية للمحاكم أو عند إصدار الأحكام. و تضع السلطات المختصة، من خلال التشاور، الإجراءات و الشروط و الطرق و التقنيات الثنائية الملائمة لتطبيق إجراءات تبادل المعلومات المنصوص عليها في هذه المادة.

- 2- لا يمكن بأي حال تأويل مقتضيات الفقرة 1 على أنها تلزم دولة متعاقدة:
- (أ) باتخاذ تدابير إدارية تتعارض مع التشريع و الممارسة الإدارية المعمول بهما فيها أو في النولة المتعاقدة الأخرى؛
- (ب) بتقديم معلومات لا يمكن الحصول عليها حسب التشريع أو في إطار الممارسة الإدارية العادية المعمول بها فيها أو في الدولة المتعاقدة الأخرى؛
- (ج) بتقديم معلومات من شأنها كشف سر تجاري أو صناعي أو مهني أو أسلوب تجاري أو معلومات يعتبر الكشف عنها مخالفا للنظام العام.

المادة السابعة و العشرون المساعدة لتحصيل الضرائب

- 1- تتفق الدولتان المتعاقدتان على تقديم المساعدة لبعضهما البعض، وفقا لتشريعاتهما وأنظمتها، لغرض تحصيل الضرائب التي تشملها هذه الاتفاقية و كذا الضرائب الإضافية و الغرامات و تعويضات التأخير و الفوائد و المصاريف المرتبطة بهذه الضرائب، عندما تكون هذه المبالغ مستحقة نهائيا تطبيقا لقوانين و أنظمة الدولة المطالبة.
- 2- يرفق الطلب المعد لهذا الغرض بالوثائق التي تقتضيها قوانين و أنظمة الدولة المطالبة لإثبات أن المبالغ المزمع تحصيلها مستحقة نهائيا.
- 3- بناء على هذه الوثائق، تتم الإعلانات و الإجراءات المتعلقة بالتحصيل في الدولة المطالبة وفقا للقوانين و الأنظمة المطبقة على تحصيل الضرائب الخاصة بها.
- 4- إن دين الضريبة المزمع تحصيلها لا يعتبر دينا مميذا أو ممتازا في الدولة المطالبة.

المادة الثامنة والعشرون أعضاء البعثات الدبلوماسية والمناصب القنصلية

لا تمس مقتضيات هذه الاتفاقية بالامتيازات الجبائية التي يستفيد منها أعضاء البعثات الدبلوماسية أو المناصب القنصلية سواء بموجب القواعد العامة للقانون الدولي أو بموجب مقتضيات اتفاقات خاصة.

المادة التاسعة والعشرون الدخول في حيز التنفيذ

1- تخطر الدولتان المتعاقدتان إحداهما الأخرى كتابة و بالطرق الدبلوماسية بإتمام المساطر اللازمة وفقاً لتشريعاتهما لدخول الاتفاقية حيز التنفيذ. تدخل هذه الاتفاقية حيز التنفيذ من تاريخ آخر هذين الإخطارين.

2- تطبق مقتضيات هذه الاتفاقية:

(أ) بالنسبة للضرائب المستحقة من المصدر، عن المبالغ المؤداة أو المقرضة في أو بعد اليوم الأول من يناير من السنة المدنية الأولى الموالية لسنة دخول هذه الاتفاقية حيز التنفيذ؛
(ب) و بالنسبة للضرائب الأخرى، عن كل سنة أو فترة ضريبية تبدأ من أو بعد اليوم الأول من يناير من السنة المدنية الموالية لسنة دخول هذه الاتفاقية حيز التنفيذ.

المادة الثلاثون إلغاء الاتفاقية

تضل هذه الاتفاقية سارية المفعول ما لم يتم إلغاء العمل بها من طرف دولة متعاقدة. و يمكن لكل دولة متعاقدة أن تلغي العمل بالاتفاقية بالطرق الدبلوماسية بواسطة إخطار في حدود ستة أشهر على الأقل قبل نهاية أي سنة مدنية بعد السنة الخامسة الموالية لسنة دخول الاتفاقية حيز التنفيذ. و في هذه الحالة، ينتهي العمل بالاتفاقية:

(أ) بالنسبة للضرائب المستحقة من المصدر، عن المبالغ المؤداة أو المقرضة في أو بعد اليوم الأول من يناير من السنة المدنية الموالية لسنة الإخطار بإلغاء الاتفاقية؛

(ب) بالنسبة للضرائب الأخرى، عن كل سنة أو فترة ضريبية تبدأ في أو بعد اليوم الأول من يناير من السنة المدنية الموالية لسنة الإخطار بإلغاء الاتفاقية.

و إثباتًا لما تقدم، قام الموقعان أدناه بموجب السلطة المخولة لهما في هذا الصدد من طرف حكومتيهما بالتوقيع على هذه الاتفاقية.

حرر في نظيرين في هانوي بتاريخ 24 نونبر 2008 باللغات العربية و الفيتنامية والإنجليزية، و لكافة النصوص نفس الحجية. و في حالة وجود خلاف في التأويل، يرجح النص باللغة الإنجليزية.

عن
حكومة جمهورية فيتنام
الاشتراكية

عن
حكومة المملكة المغربية

السيد فوفان نين
وزير وزارة المالية

السيد عبد اللطيف معزوز
وزير التجارة الخارجية

□ YÉMEN

- **Dahir n° 1-07-32 du 28 rabii I 1428 (17 avril 2007) portant promulgation de la loi n° 09-06 portant approbation, quant au principe, de la ratification de la Convention faite à Rabat le 9 moharrem 1427 (8 février 2006) entre le Royaume du Maroc et la République du Yémen tendant à éviter la double imposition et à interdire l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu (1)**

[...]

Vu la Constitution, notamment son article 26 et le 2^e alinéa de son article 31,

Est promulguée et sera publiée au *Bulletin officiel*, à la suite du présent dahir, la loi n° 09-06, telle qu'adoptée par la Chambre des conseillers et la Chambre des représentants, et portant approbation, quant au principe, de la ratification de la Convention faite à Rabat le 9 moharrem 1427 (8 février 2006) entre le Royaume du Maroc et la République du Yémen tendant à éviter la double imposition et à interdire l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu.

*
* *

Loi n° 09-06 portant approbation, quant au principe, de la ratification de la Convention faite à Rabat le 9 moharrem 1427 (8 février 2006) entre le Royaume du Maroc et la République du Yémen tendant à éviter la double imposition et à interdire l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu

Article unique

Est approuvée, quant au principe, la ratification de la Convention faite à Rabat le 9 moharrem 1427 (8 février 2006) entre le Royaume du Maroc et la République du Yémen tendant à éviter la double imposition et à interdire l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu.

(1) *B.O.* n° 5526 du 17 mai 2007.

❑ ZAMBIE

- **Convention faite à Lusaka le 11 octobre 2017 entre le Royaume du Maroc et la République de Zambie tendant à éviter la double imposition et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu (1)**

Article unique

Est approuvée la Convention faite à Lusaka le 11 octobre 2017 entre le Royaume du Maroc et la République de Zambie tendant à éviter la double imposition et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu.

(1) Cf. projet de loi n° 80-17 portant approbation de cette convention.

اتفاقية
بين
المملكة المغربية
و جمهورية زامبيا
لتجنب الازدواج الضريبي و منع التهرب الضريبي
في ميدان الضرائب على الدخل

دباجة

إن المملكة المغربية و جمهورية زامبيا رغبة منهما في تنمية و تعزيز علاقاتهما الاقتصادية من خلال إبرام اتفاقية لتجنب الازدواج الضريبي و منع التهرب الضريبي في ميدان الضرائب على الدخل،

اتفقت على ما يلي:

المادة الأولى

الأشخاص المعنيون

تطبق هذه الاتفاقية على الأشخاص المقيمين بدولة متعاقدة أو بكلتا الدولتين المتعاقبتين.

المادة الثانية

الضرائب المعنية

- 1- تطبق هذه الاتفاقية على الضرائب على الدخل المفروضة لحساب دولة متعاقدة أو فروعها السياسية أو سلطاتها المحلية بغض النظر عن الطريقة التي تفرض بها.
- 2- تعتبر ضرائب على الدخل جميع الضرائب المفروضة على الدخل الإجمالي أو على عناصر من الدخل، بما فيها الضرائب على الأرباح الفاتحة عن نقل ملكية الأموال المنقولة أو العقارية، و الضرائب على المبالغ الإجمالية للأجور أو الرواتب المؤداة من قبل مقاولات.
- 3- إن الضرائب الحالية التي تطبق عليها الاتفاقية هي بالخصوص:
 - (أ) فيما يخص المملكة المغربية:
 - (I) الضريبة على الدخل؛
 - (II) و الضريبة على الشركات؛
 - و المشار إليها فيما بعد بالضريبة المغربية؛
 - (ب) و فيما يخص جمهورية زامبيا، الضريبة على الدخل؛
 - و المشار إليها فيما بعد بالضريبة الزامبية).
- 4- تطبق هذه الاتفاقية كذلك على أي ضرائب مماثلة أو مشابهة في جوهرها تستحدث بعد تاريخ التوقيع على هذه الاتفاقية و تضاف إلى الضرائب الحالية أو تحل محلها. و تطلع السلطات المختصة في الدولتين المتعاقبتين بعضها البعض على التعديلات الهامة التي تدخلها على تشريعاتها الضريبية.

المادة الثالثة تعريف عامة

1- لأغراض هذه الاتفاقية، ما لم يقتض سياق النص خلاف ذلك:

- (أ) يعني لفظ "المغرب" المملكة المغربية، و عندما يستعمل بالمعنى الجغرافي يشمل لفظ "المغرب":
 I. تراب المملكة المغربية، البحر الإقليمي؛
 II. و المنطقة البحرية ما وراء البحر الإقليمي و تشمل امتداد البحر و أعماقه الباطنية (الجرف القاري) و المنطقة الاقتصادية الخاصة التي يمارس المغرب عليها حقوقه السيادية طبقاً لتشريعه الداخلي و للقانون الدولي، و ذلك بهدف استكشاف و استغلال الموارد الطبيعية لهذه المناطق؛
- (ب) يعني لفظ "زامبيا" جمهورية زامبيا أو أي منطقة يمكن لزامبيا أن تمارس فيها حقوقها أو سلطاتها السيادية طبقاً للقانون الدولي؛
- (ج) تعني عبارتا "دولة متعاقدة" و "الدولة المتعاقدة الأخرى" حسب سياق النص المملكة المغربية أو جمهورية زامبيا؛
- (د) يعني لفظ "شركة" أي شخص اعتباري أو أي كيان يعتبر شخصاً اعتبارياً لأغراض فرض الضريبة؛
- (هـ) تعني عبارة "السلطة المختصة":
 (I) فيما يخص المغرب: وزير المالية أو ممثله المرخص له بذلك؛
 (II) و فيما يخص زامبيا: المدير العام لإدارة الضرائب بزامبيا أو ممثله المرخص له بذلك؛
- (و) تعني عبارتا "مقاول دولة متعاقدة" و "مقاول الدولة المتعاقدة الأخرى" على التوالي مقاوله يستغلها مقيم بدولة متعاقدة و مقاوله يستغلها مقيم بالدولة المتعاقدة الأخرى؛
- (ز) تعني عبارة "النقل الدولي" أي نقل بواسطة سفينة أو طائرة تقوم باستغلالها مقاوله مقيمة في دولة متعاقدة، ما عدا الحالة التي يتم فيها استغلال السفينة أو الطائرة فقط بين أماكن توجد في الدولة المتعاقدة الأخرى؛

(ح) يعني لفظ "مواطن":

(I) أي شخص ذاتي يحمل جنسية دولة متعاقدة؛

(II) أو أي شخص اعتباري، شركة أشخاص أو جمعية تستمد وضعها القانوني من التشريع الجاري به العمل في دولة متعاقدة؛

(ط) يشمل لفظ "شخص" الشخص الذاتي و الشركة و أي مجموعة أخرى من الأشخاص.

2- لتطبيق هذه الاتفاقية في أي وقت من طرف دولة متعاقدة، يكون لكل لفظ أو عبارة لم يتم تعريفه في الاتفاقية المعنى الذي يمنحه إياه في ذلك الوقت تشريع تلك الدولة المتعلق بالضرائب التي تطبق عليها هذه الاتفاقية، ما لم يقتض سياق النص خلاف ذلك، و يرجح المعنى الممنوح لهذا اللفظ أو العبارة من طرف التشريع الضريبي لهذه الدولة على المعنى الذي تمنحه إياه الفروع الأخرى من تشريع تلك الدولة.

المادة الرابعة

المقيم

1- لأغراض هذه الاتفاقية تعني عبارة "مقيم بدولة متعاقدة" أي شخص يخضع للضريبة في دولة وفقاً لتشريع هذه الدولة، بموجب سكنه أو إقامته أو مكان تأسيسه أو مقر إدارته أو أي معيار آخر ذي طابع مشابه، و تطبق كذلك على تلك الدولة و كذا على جميع فروعها السياسية أو سلطاتها المحلية. غير أن هذه العبارة لا تشمل الأشخاص الذين يخضعون للضريبة في تلك الدولة إلا على الدخل المتأتي من مصادر موجودة في تلك الدولة.

2- عندما يكون شخص ذاتي، تبعا لمقتضيات الفقرة 1، مقيماً بكلتا الدولتين المتعاقدين، تسوى وضعيته بالكيفية التالية:

(أ) يعتبر هذا الشخص مقيماً فقط بالدولة التي يوجد له فيها سكن دائم؛ و إذا كان له سكن دائم في كلتا الدولتين، يعتبر مقيماً فقط بالدولة التي تربطه بها علاقات شخصية و اقتصادية أو ثق (مركز المصالح الحيوية)؛

(ب) إذا تعذر تحديد دولة إقامة هذا الشخص بناء على أحكام الفقرة الفرعية (أ) يعتبر هذا الشخص مقيماً فقط بالدولة المتعاقدة التي يقطن فيها بصفة اعتيادية؛

(ج) إذا كان هذا الشخص يقطن بصفة اعتيادية في كلتا الدولتين أو لا يقطن في أي منهما، يعتبر مقيماً فقط بالدولة التي هو مواطنها؛

د) إذا كان هذا الشخص مواطناً لكلتا الدولتين أو لم يكن مواطناً لأي منهما، تفصل السلطات المختصة في الدولتين المتعاقبتين في القضية باتفاق مشترك.

3- إذا كان شخص غير الشخص الذاتي مقيماً بالدولتين المتعاقبتين وفقاً لمقتضيات الفقرة 1، تقوم السلطانان المختصتان في الدولتين المتعاقبتين عن طريق المسطرة الودية بتحديد الدولة المتعاقدة التي يعتبر هذا الشخص مقيماً فيها لأغراض هذه الاتفاقية بالنظر إلى مقر إدارته الفعلية أو مكان تأسيسه أو إنشائه أو أي عوامل أخرى ذات صلة.

المادة الخامسة المؤسسة المستقرة

1- لأغراض هذه الاتفاقية، تعني عبارة "مؤسسة مستقرة" مكان عمل ثابت تمارس من خلاله مقابلة نشاطها كلياً أو جزئياً.

2- تشمل عبارة "مؤسسة مستقرة" بالخصوص:

- أ) مقر الإدارة؛
- ب) الفرع؛
- ج) المكتب؛
- د) المصنع؛
- هـ) المشغل؛
- و) المنجم، بئر البترول أو الغاز، المقلع أو أي مكان آخر لاستكشاف أو استخراج أو استغلال الموارد الطبيعية؛

ز) المكان المستخدم كمنفذ للبيع؛

ح) و المستودع الموضوع رهن إشارة شخص من أجل تخزين سلع لآخر.

3- تعتبر عبارة "مؤسسة مستقرة" شاملة:

- أ) لورشة بناء أو مشروع بناء أو تجميع أو تركيب أو أنشطة الإشراف المتعلقة به ، لكن فقط إذا استمرت الورشة أو المشروع لأكثر من ستة أشهر؛

(ب) لتكوين أو بنية لاستكشاف الموارد الطبيعية لكن فقط إذا استمر التركيب أو البنية لمدة تفوق ستة أشهر.

4- على الرغم من مقتضيات السابقة من هذه المادة، لا يمكن اعتبار أن عبارة "مؤسسة مستقرة" تشمل:

(أ) استعمال المنشآت فقط لغرض تخزين أو عرض بضائع تملكها المقاول؛

(ب) الاحتفاظ ببضائع تملكها المقاول فقط لغرض التخزين أو العرض؛

(ج) الاحتفاظ بمخزون بضائع تملكها المقاول فقط لغرض التحويل من قبل مقاول أخرى؛

(د) استعمال مكان عمل ثابت فقط لغرض شراء بضائع أو جمع معلومات للمقاول؛

(هـ) استعمال مكان عمل ثابت فقط لغرض ممارسة أي نشاط آخر ذي طابع تحضيرى أو إضافي للمقاول؛

(و) استعمال مكان عمل ثابت فقط لغرض الجمع بين ممارسة الأنشطة المشار إليها في الفقرات الفرعية من (أ) إلى (هـ)، شريطة أن تحتفظ مجموع الأنشطة الممارسة في مكان العمل الثابت و الناتجة عن هذا الجمع بطابع تحضيرى أو إضافي.

5- على الرغم من مقتضيات الفقرتين 1 و 2، عندما يعمل شخص - غير الوكيل ذي الوضع المستقل الذي تطبق عليه الفقرة 7 - في دولة متعاقدة لحساب مقاول تابعة للدولة المتعاقدة الأخرى، فإن تلك المقاول ستعتبر بأن لها مؤسسة مستقرة في الدولة المتعاقدة المذكورة أولاً فيما يتعلق بالأنشطة التي يقوم بها ذلك الشخص لصالح المقاول في حالة ما:

(أ) إذا كانت له و يزاول بصفة اعتيادية في هذه الدولة سلطة لإبرام العقود باسم تلك المقاول، إلا إذا كانت أنشطة ذلك الشخص محدودة في تلك الأنشطة المشار إليها في الفقرة 4 و التي إذا تمت ممارستها من خلال مكان عمل ثابت لا تجعل من ذلك المكان الثابت مؤسسة مستقرة في مفهوم هذه الفقرة؛ أو

(ب) لم تكن له مثل هذه السلطة، و لكنه يحتفظ بصفة اعتيادية في الدولة المذكورة أولاً بمخزون من بضائع أو سلع و يقوم بتسليم بضائع أو سلع منها بصفة منتظمة نيابة عن المقاول.

6- على الرغم من مقتضيات السابقة من هذه المادة، تعتبر مقاول تأمين تابعة لدولة متعاقدة، باستثناء إعادة التأمين، ذات مؤسسة مستقرة في الدولة المتعاقدة الأخرى، إذا كانت المقاول تقيض أقساط التأمين أو تقوم بتأمين مخاطر تقع فوق تراب تلك الدولة الأخرى بواسطة شخص آخر غير الوكيل ذي الوضع المستقل الذي تطبق عليه الفقرة 7.

7- لا يعتبر أنه لمقابلة دولة متعاقدة مؤسسة مستقرة في الدولة المتعاقدة الأخرى لمجرد أنها تمارس فيها نشاطها عن طريق وسيط أو وكيل عام بالعمولة أو أي وكيل آخر ذي وضع مستقل، شريطة أن يعمل هؤلاء الأشخاص في الإطار العادي لنشاطهم. غير أنه إذا كانت أنشطة هذا الوكيل مخصصة كلها أو في معظمها لحساب تلك المقابلة و كانت الشروط المتفق عليها أو المفروضة بين المقابلة والوكيل في علاقتهما التجارية والمالية تختلف عن تلك التي قد تربط بين مقاولتين مستقلتين، فلا يمكن اعتباره كوكيل ذي وضع مستقل في مفهوم هذه الفقرة.

8- إن كون شركة مقيمة بدولة متعاقدة تراقب أو تخضع لمراقبة شركة مقيمة بالدولة المتعاقدة الأخرى، أو تزاول نشاطها في تلك الدولة الأخرى (سواء بواسطة مؤسسة مستقرة أو بطريقة أخرى) لا يكفي في حد ذاته لجعل من إحدى الشركتين مؤسسة مستقرة للأخرى.

المادة السادسة المداخل العقارية

1- إن الدخل الذي يحصل عليه مقيم بدولة متعاقدة من ممتلكات عقارية (بما فيه دخل استغلال الفلاحة أو الغابات) توجد في الدولة المتعاقدة الأخرى تفرض عليه الضريبة في تلك الدولة الأخرى.

2- لعبارة 'ممتلكات عقارية' المدلول الذي يمنحه تشريع الدولة المتعاقدة التي توجد فيها هذه الممتلكات. وتشمل العبارة في جميع الحالات نوابغ هذه الممتلكات العقارية والماشية والتجهيزات المستعملة في استغلال الفلاحة والغابات، والحقوق التي تنطبق عليها مقتضيات القانون المتعلقة بالملكية العقارية وحق الانتفاع بالممتلكات العقارية، والحقوق الخاصة بالمدفوعات المتغيرة أو الثابتة لاستغلال أو امتياز استغلال المناجم المعدنية والمناجم الطبيعية الأخرى. ولا تعتبر السفن والمراكب والطائرات ممتلكات عقارية.

3- تطبق مقتضيات الفقرة 1 على المداخل الناتجة عن الاستغلال المباشر أو الإيجار، وكذا عن أي شكل آخر من أشكال استغلال الممتلكات العقارية.

4- تطبق مقتضيات الفقرتين 1 و 3 كذلك على الدخل الناتج عن الممتلكات العقارية لمقابلة وكذا على دخل الممتلكات العقارية المستعملة في ممارسة مهنة مستقلة.

المادة السابعة

أرباح المقاولات

1- تفرض الضريبة على أرباح مقاول دولة متعاقدة فقط في تلك الدولة، إلا إذا كانت المقاوله تمارس نشاطها في الدولة المتعاقدة الأخرى بواسطة مؤسسة مستقرة توجد فيها. فإذا مارست المقاوله نشاطها بهذه الكيفية، تفرض الضريبة على أرباحها في الدولة الأخرى، و لكن فقط بقدر ما ينسب منها إلى المؤسسة المستقرة.

2- مع مراعاة مقتضيات الفقرة 3، عندما تمارس مقاول دولة متعاقدة نشاطا في الدولة المتعاقدة الأخرى بواسطة مؤسسة مستقرة توجد فيها تناسب، في كل دولة متعاقدة، إلى تلك المؤسسة المستقرة الأرباح التي يتوقع أن نجنيها لو كانت مقاوله مميزة و منفصلة تمارس نفس الأنشطة أو أنشطة مماثلة في نفس الشروط أو شروط مماثلة و تتعامل باستقلالية تامة مع المقاوله التي هي مؤسسة مستقرة لها.

3- لتحديد أرباح مؤسسة مستقرة، يسمح بخصم النفقات التي بذلت لأغراض نشاط هذه المؤسسة المستقرة بما في ذلك نفقات الإدارة و المصاريف العامة للإدارة التي يتم بذلها على هذا الشكل سواء كان ذلك في الدولة المتعاقدة التي توجد فيها هذه المؤسسة المستقرة أو في جهة أخرى. غير أنه لا يسمح بأي خصم عن المبالغ المؤداة، عند الاقتضاء، (لأغراض أخرى غير استرداد المبالغ المصروفة) من طرف المؤسسة المستقرة للمقر المركزي للمقاوله أو لأي من مكاتبها الأخرى على شكل إتاوات أو أتعاب أو أدايات مماثلة أخرى مقابل استخدام حقوق براءات الاختراع أو حقوق أخرى، أو على شكل عمولات نظير خدمات معينة أو نشاط إداري أو، فيما عدا المقاولات المصرفية، على شكل فوائد على الأموال المقرضة للمؤسسة المستقرة. و بالمثل، فإنه لا يدخل في احتساب أرباح المؤسسة المستقرة المبالغ المؤداة (لأغراض أخرى غير استرداد المبالغ المصروفة) من طرف المؤسسة المستقرة للمقر المركزي للمقاوله أو لأي من مكاتبها الأخرى على شكل إتاوات أو أتعاب أو أدايات مماثلة أخرى مقابل استخدام حقوق براءات الاختراع أو حقوق أخرى، أو على شكل عمولات نظير خدمات معينة أو نشاط إداري أو، فيما عدا المقاولات المصرفية، على شكل فوائد على الأموال المقرضة للمقر المركزي للمقاوله أو لأي من مكاتبها الأخرى.

4- إذا كان من المعتاد في دولة متعاقدة تحديد الأرباح المنسوبة لمؤسسة مستقرة على أساس توزيع نسبي لمجموع أرباح المقاوله على مختلف أجزائها، فلا يمنع أي مقتضى من الفقرة 2 هذه الدولة المتعاقدة من تحديد الأرباح الخاضعة للضريبة حسب التوزيع النسبي المعمول به؛ على أن تستعمل طريقة التوزيع المعتمدة بحيث تكون النتيجة المحصل عليها مطابقة للمبادئ الواردة في هذه المادة.

- 5- لا تنسب أية أرباح إلى مؤسسة مستقرة بمجرد قيام تلك المؤسسة المستقرة بشراء بضائع و سلع للمقاولة.
- 6- لأغراض الفقرات السابقة، تحدد كل سنة و حسب نفس الطريقة الأرباح المنسوبة للمؤسسة المستقرة ما لم تكن هناك أسباب مقبولة و كافية للعمل بعكس ذلك.
- 7- عندما تشمل الأرباح عناصر من الدخل تتناولها بصفة منفصلة مواد أخرى من هذه الاتفاقية، فإن مقتضيات تلك المواد لن تتأثر بمقتضيات هذه المادة.

المادة الثامنة

الملاحة البحرية و الجوية

- 1- تفرض الضريبة على الأرباح الناتجة عن استغلال السفن أو الطائرات في النقل الدولي فقط في الدولة المتعاقدة التي تقيم فيها المقاولة.
- 2- لأغراض هذه المادة، فإن أرباح مقاولة دولة متعاقدة الناتجة عن استغلال السفن أو الطائرات في النقل الدولي تشمل:
- (أ) الأرباح الناتجة عن تأجير السفن أو الطائرات غير المجهزة المستخدمة في النقل الدولي،
- (ب) الأرباح الناتجة عن استغلال أو تأجير الحاويات،
- إذا كانت هذه الأرباح تابعة للأرباح التي تطبق عليها مقتضيات الفقرة 1.
- 3- تطبق مقتضيات الفقرة 1 كذلك على الأرباح الناتجة عن المساهمة في مجموعة أو في استغلال مشترك أو في وكالة دولية للاستغلال، لكن فقط على حصة الأرباح المحققة بهذه الكيفية التي تعود لكل مشارك حسب نسبته في الاستغلال المشترك.

المادة التاسعة

المقاولات الشريكة

- 1- عندما :
- (أ) تساهم مقاولة دولة متعاقدة بشكل مباشر أو غير مباشر في إدارة أو مراقبة أو رأسمال مقاولة الدولة المتعاقدة الأخرى، أو

ب) يساهم نفس الأشخاص بشكل مباشر أو غير مباشر في إدارة أو مراقبة أو رأسمال مقاوله دولة متعاقدة و مقاوله الدولة المتعاقدة الأخرى،

و في كلتا الحالتين، تكون المقاولتان مرتبطتين في علاقتهما التجارية أو المالية بشروط متفق عليها أو مفروضة بحيث تختلف عن تلك التي يمكن أن تتفق عليها المقاولات المستقلة، فإن الأرباح التي، لولا هذه الشروط، كانت ستحصل عليها إحدى المقاولتين، ولكنها لم تحصل عليها بسبب تلك الشروط، يمكن أن تدرج ضمن أرباح تلك المقاوله و تفرض عليها الضريبة تبعا لذلك.

2- عندما تدرج دولة متعاقدة ضمن أرباح مقاوله تلك الدولة - و تفرض عليها الضريبة تبعا لذلك- أرباحا تم بسببها فرض الضريبة على مقاوله الدولة المتعاقدة الأخرى و كان من الممكن تحقيق الأرباح التي أدرجت على هذا النحو بواسطة مقاوله الدولة المذكورة أولا لو كانت الشروط المتفق عليها بين المقاولتين هي نفس الشروط التي قد تتفق عليها مقاولات مستقلة، فإن الدولة الأخرى تقوم بالتسوية المناسبة لمبلغ الضريبة المؤدى عن هذه الأرباح. و لتحديد هذه التسوية، تؤخذ مقتضيات الأخرى من هذه الاتفاقية بعين الاعتبار، و عند الضرورة، تقوم السلطات المختصة في الدولتين المتعاقبتين بالتشاور فيما بينهما.

3- لا تطبق مقتضيات الفقرة 2 إذا أدت متابعات قضائية أو إدارية أو قانونية أخرى إلى حكم نهائي يقضي، إثر إجراءات نتجت عنها تسوية للأرباح بموجب الفقرة 1، بأن إحدى المقاولتين تخضع لغرامات جزائية فيما يتعلق بالغش أو الإهمال الجسيم أو التفاضى المتعمد.

المادة العاشرة

أرباح الأسهم

4- إن أرباح الأسهم المؤداة من قبل شركة مقيمة بدولة متعاقدة لمقيم بالدولة المتعاقدة الأخرى تفرض عليها الضريبة في تلك الدولة الأخرى.

2- غير أن أرباح الأسهم تلك قد تفرض عليها الضريبة كذلك في الدولة المتعاقدة حيث تقيم الشركة التي تؤدي أرباح الأسهم و ذلك حسب التشريع الجاري به العمل في تلك الدولة، لكن إذا كان المستفيد الفعلي من أرباح الأسهم مقيما بالدولة المتعاقدة الأخرى، فإن الضريبة المفروضة على هذا النحو لا يمكن أن تتجاوز 10 في المائة من المبلغ الإجمالي لأرباح الأسهم.

و تحدد السلطات المختصة في الدولتين المتعاقبتين بالاتفاق الودي طريقة تطبيق أحكام هذه الفقرة.

إن مقتضيات الفقرة 2 من هذه المادة لا تؤثر على فرض الضريبة على الشركة فيما يتعلق بالأرباح التي تؤدي منها أرباح الأسهم.

3- تعنى عبارة "أرباح الأسهم" المستعملة في هذه المادة الدخل الناتج عن الأسهم وأسهم أو سندات الانتفاع و حصص المناجم و حصص المؤسسين أو حصص أخرى مساهمة في الأرباح باستثناء الديون و كذا المداخل الأخرى الناشئة عن حصص مساهمة أخرى و الخاضعة لنفس النظام الضريبي المطبق على دخل الأسهم حسب تشريع الدولة المتعاقدة التي تقيم بها الشركة الموزعة لأرباح الأسهم.

4- لا تطبق مقتضيات الفقرتين 1 و 2 إذا كان المستفيد الفعلي من أرباح الأسهم، مقيما بدولة متعاقدة، و يمارس في الدولة المتعاقدة الأخرى حيث تقيم الشركة الموزعة لأرباح الأسهم أنشطة أعمال بواسطة مؤسسة مستقرة توجد فيها، أو مهنة مستقلة بواسطة قاعدة ثابتة توجد فيها، وكانت المساهمة التي تتولد عنها أرباح الأسهم مرتبطة فعليا بهذه المؤسسة المستقرة أو القاعدة الثابتة. و في هذه الحالات، تطبق مقتضيات المادة 7 أو المادة 14 حسبما يقتضيه الحال.

5- عندما تستمد شركة مقيمة بدولة متعاقدة أرباحا أو دخلا من الدولة المتعاقدة الأخرى، فإن تلك الدولة الأخرى لا يجوز لها أن تفرض أية ضريبة على أرباح الأسهم الموداة من قبل هذه الشركة، ما عدا الحالة التي يتم فيها دفع أرباح الأسهم تلك إلى مقيم بالدولة الأخرى أو بمدى ما تكون المساهمة التي تتولد عنها أرباح الأسهم مرتبطة فعليا بمؤسسة مستقرة أو قاعدة ثابتة توجد في تلك الدولة الأخرى، كما لا يجوز لها أن تفرض أية ضريبة على أرباح الشركة غير الموزعة في إطار تضريب الأرباح غير الموزعة، حتى لو كانت أرباح الأسهم الموداة أو الأرباح غير الموزعة تتكون كليا أو جزئيا من أرباح أو دخل ناشئ في تلك الدولة الأخرى.

6- لا تطبق أحكام هذه المادة إذا كان الغرض الرئيسي أو أحد الأغراض الرئيسية لأي شخص معني بإنشاء أو تقويت أسهم أو حصص أخرى، و التي تم دفع أرباح الأسهم بشأنها، هو الاستفادة من هذه المادة عن طريق هذا الإنشاء أو التقويت.

المادة الحادية عشرة

الفوائد

1- إن الفوائد الناشئة في دولة متعاقدة والموداة لمقيم بالدولة المتعاقدة الأخرى تفرض عليها الضريبة في تلك الدولة الأخرى.

2- غير أن هذه الفوائد تفرض عليها الضريبة كذلك في الدولة المتعاقدة التي تنشأ فيها و وفقاً لتشريع تلك الدولة، لكن إذا كان المستفيد الفعلي من الفوائد مقيماً بالدولة المتعاقدة الأخرى، فإن الضريبة المفروضة على هذا النحو لا يمكن أن تتجاوز 10 في المائة من المبلغ الإجمالي للفوائد.

و تحدد السلطات المختصة في الدولتين المتعاقبتين بالاتفاق الودي طريقة تطبيق أحكام هذه الفقرة.

3- على الرغم من مقتضيات الفقرتين 1 و 2، فإن الفوائد الناشئة في دولة متعاقدة و التي تتحملها و تؤديها:

أ) حكومة المملكة المغربية أو بنكها المركزي لحكومة جمهورية زامبيا أو فروعها السياسية أو سلطاتها المطية أو بنكها المركزي، أو أي وكالة مملوكة كلياً من الحكومة أو فروعها السياسية أو سلطاتها المحلية، تعفى من الضريبة المغربية؛

ب) حكومة جمهورية زامبيا أو فروعها السياسية أو سلطاتها المحلية أو بنكها المركزي، أو أي وكالة مملوكة كلياً من الحكومة أو فروعها السياسية أو سلطاتها المحلية، لحكومة المملكة المغربية أو لبنكها المركزي، تعفى من الضريبة الزامبية.

و تحدد السلطات المختصة في الدولتين المتعاقبتين بالاتفاق الودي أي مؤسسات حكومية أخرى يمكن أن تطبق عليها أحكام هذه الفقرة.

4 - يعني لفظ 'الفوائد' المستعمل في هذه المادة الدخل الناتج عن سندات الديون بكل أنواعها سواء كانت مضمونة برهن أم لا و سواء كانت تحمل حق المشاركة في أرباح المدين أم لا، و على وجه التحديد الدخل الناتج عن السندات الحكومية و سندات الاقتراض، بما في ذلك العلاوات و الجوائز المتعلقة بهذه السندات. ولا تعتبر الغرامات المفروضة على التأخير في الدفع فوائد لأغراض هذه المادة.

5- لا تطبق مقتضيات الفقرتين 1 و 2 إذا كان المستفيد الفعلي من الفوائد، مقيماً بدولة متعاقدة، و يمارس في الدولة المتعاقدة الأخرى الناشئة فيها الفوائد أنشطة أعمال بواسطة مؤسسة مستقرة توجد فيها، أو مهنة

مستقلة بواسطة قاعدة ثابتة توجد فيها، و كان الدين الذي تتولد عنه الفوائد مرتبطاً فعلياً بتلك المؤسسة المستقرة أو القاعدة الثابتة.

و في هذه الحالة، تطبق مقتضيات المادة 7 أو المادة 14 حسبما يقتضيه الحال.

6- تعتبر الفوائد ناشئة في دولة متعاقدة إذا كان المدين مقيماً بتلك الدولة. غير أنه إذا كان للمدين بالفوائد في دولة متعاقدة، سواء كان مقيماً بدولة متعاقدة أو غير مقيم بها، مؤسسة مستقرة أو قاعدة ثابتة يرتبط بها الدين الذي تولد عنه أداء الفوائد و تحملت من أجله تلك المؤسسة المستقرة أو القاعدة الثابتة تلك الفوائد، فإن تلك الفوائد تعتبر ناشئة في الدولة التي توجد فيها المؤسسة المستقرة أو القاعدة الثابتة.

7- إذا تجاوز مبلغ الفوائد بسبب علاقات خاصة تربط المدين بالمستفيد الفعلي من الفوائد أو تربط كليهما بأشخاص آخرين المبلغ المتفق عليه بين المدين و المستفيد الفعلي في غياب مثل هذه العلاقات، باعتبار الدين الذي تدفع من أجله، فإن مقتضيات هذه المادة لا تطبق إلا على هذا المبلغ الأخير. و في هذه الحالة، يبقى الجزء الزائد من الأداءات خاضعاً للضريبة وفقاً لتشريع كل دولة متعاقدة مع مراعاة المقتضيات الأخرى من هذه الاتفاقية.

8- لا تطبق أحكام هذه المادة إذا كان الغرض الرئيسي أو أحد الأغراض الرئيسية لأي شخص معني بإنشاء أو تفويت الدين، و التي تم دفع فوائد بشأنه، هو الاستفادة من هذه المادة عن طريق هذا الإنشاء أو التفويت.

المادة الثمانية عشرة

الإتاوات و تكاليف الخدمات التقنية

1- إن الإتاوات أو تكاليف الخدمات التقنية الناشئة في دولة متعاقدة و المؤداة لمقيم بالدولة المتعاقدة الأخرى تفرض عليها الضريبة في تلك الدولة الأخرى.

2- غير أنه و بصرف النظر عن أحكام المادة 14 ، فإن هذه الإتاوات أو تكاليف الخدمات التقنية تفرض عليها الضريبة كذلك في الدولة المتعاقدة التي تنشأ فيها وفقاً لتشريع تلك الدولة، لكن إذا كان المستفيد الفعلي من الإتاوات أو تكاليف الخدمات التقنية مقيماً بالدولة المتعاقدة الأخرى، فإن الضريبة المفروضة على هذا النحو لا يمكن أن تتجاوز 10 في المائة من المبلغ الإجمالي للإتاوات أو تكاليف الخدمات التقنية.

3- يقصد بلفظ "الإتاوات" المستعمل في هذه المادة الأداءات على اختلاف أنواعها مقابل استعمال أو الحق في استعمال حق المؤلف عن عمل أدبي أو فني أو علمي، بما في ذلك الأفلام السينمائية والأشرطة والتسجيلات الخاصة بالثبوت الإذاعي أو التلفزيوني أو البث عن طريق الأقمار الاصطناعية، أو الارتباط أو الألياف البصرية أو كل التقنيات المماثلة المستعملة في البث الموجه للعموم، أو الأشرطة المغنطة، أو الأقراص و أقراص الليزر أو البرامج المعلوماتية، أو براءات الاختراع، أو علامات الصنع، أو علامات تجارية، أو رسم أو نموذج، أو تصميم، أو صيغة أو طريقة سرية، أو استعمال أو الحق في استعمال تجهيز صناعي أو تجاري أو علمي، أو مقابل معلومات لها صلة بتجربة مكتسبة في الميدان الصناعي أو التجاري أو الفلاحي أو العلمي (اكتساب المهارة).

4- يقصد بعبارة "تكاليف الخدمات التقنية" المستعملة في هذه المادة الأداءات من أي نوع، مقابل خدمات ذات طابع تدبيري أو تقني أو استشاري، غير أنها لا تشمل الأداءات مقابل الخدمات المشار إليها في المادة 15.

5- لا تطبق مقتضيات الفقرتين 1 و 2 من هذه المادة إذا كان المستفيد الفعلي من الإتاوات أو تكاليف الخدمات التقنية مقيما بدولة متعاقدة، و يمارس في الدولة المتعاقدة الأخرى الناشئة فيها الإتاوات أو تكاليف الخدمات التقنية أنشطة أعمال بواسطة مؤسسة مستقرة توجد فيها، أو مهنة مستقلة بواسطة قاعدة ثابتة توجد فيها، و كان الحق أو الملك الذي تتولد عنه الإتاوات أو تكاليف الخدمات التقنية مرتبطا فعليا بتلك المؤسسة المستقرة أو القاعدة الثابتة.

و في هذه الحالة، تطبق مقتضيات المادة 7 أو المادة 14 حسبما يقتضيه الحال.

6- تعتبر الإتاوات أو تكاليف الخدمات التقنية ناشئة في دولة متعاقدة إذا كان المدين مقيما بتلك الدولة. غير أنه إذا كان للمدين بالإتاوات أو تكاليف الخدمات التقنية، سواء كان مقيما بدولة متعاقدة أو غير مقيم بها، مؤسسة مستقرة أو قاعدة ثابتة يربط بها الالتزام بأداء الإتاوات أو تكاليف الخدمات التقنية و تحملت من أجله تلك المؤسسة المستقرة أو القاعدة الثابتة تلك الإتاوات أو تكاليف الخدمات التقنية، فإن تلك الإتاوات أو تكاليف الخدمات التقنية تعتبر ناشئة في الدولة المتعاقدة التي توجد فيها المؤسسة المستقرة أو القاعدة الثابتة.

7- إذا تجاوز مبلغ الإتاوات أو تكاليف الخدمات التقنية بسبب علاقات خاصة تربط المدين بالمستفيد الفعلي من الإتاوات أو تكاليف الخدمات التقنية أو تربط كليهما بأشخاص آخرين المبلغ المتفق عليه بين المدين و المستفيد الفعلي في غياب مثل هذه العلاقات، باعتبار الاستعمال أو الحق أو المعلومات التي تدفع من

أجلها، فإن مقتضيات هذه المادة لا تطبق إلا على هذا المبلغ الأخير، وفي هذه الحالة، يبقى الجزء الزائد من الأداءات خاضعا للضريبة وفقا لتشريع كل دولة متعاقدة مع مراعاة المقتضيات الأخرى من هذه الاتفاقية.

المادة الثالثة عشرة

أرباح رأس المال

1- إن الأرباح التي يحصل عليها مقيم بدولة متعاقدة عن نقل ملكية الممتلكات العقارية المشار إليها في المادة 6 والتي توجد في الدولة المتعاقدة الأخرى، تفرض عليها الضريبة في تلك الدولة الأخرى.

2- إن الأرباح الناتجة عن نقل ملكية الأموال المنقولة التي تدخل في أصول مؤسسة مستقرة تملكها مقاول دولة متعاقدة في الدولة المتعاقدة الأخرى أو الأموال المنقولة التي تنتمي إلى قاعدة ثابتة يملكها مقيم بالدولة المتعاقدة الأخرى لغرض ممارسة مهنة مستقلة، بما في ذلك الأرباح الناتجة عن نقل ملكية هذه المؤسسة المستقرة (بمفردها أو مع مجموع المقاول) أو هذه القاعدة الثابتة، تفرض عليها الضريبة في تلك الدولة الأخرى.

3- إن الأرباح الناتجة عن نقل ملكية السفن أو الطائيرة المستغلة في النقل الدولي أو الأموال المنقولة المخصصة لاستغلال هذه السفن أو الطائرات، تفرض عليها الضريبة فقط في الدولة المتعاقدة التي يوجد فيها مقر الإدارة الفعلية للمقاول.

4- إن الأرباح التي يحصل عليها مقيم في دولة متعاقدة عن نقل ملكية أسهم رأسمال شركة تتكون قيمتها من أكثر من خمسين بالمائة (50%)، بطريقة مباشرة أو غير مباشرة، من ممتلكات عقارية توجد في دولة متعاقدة أخرى تفرض عليها الضريبة في تلك الدولة الأخرى.

5- إن الأرباح الناتجة عن نقل ملكية أية أموال أخرى غير تلك المشار إليها في الفقرات السابقة من هذه المادة تفرض عليها الضريبة فقط في الدولة المتعاقدة التي يقيم بها ناقل الملكية.

المادة الرابعة عشرة

المهنة المستقلة

1- إن الدخل الذي يحصل عليه مقيم بدولة متعاقدة من خلال ممارسته لمهنة حرة أو أنشطة أخرى ذات طابع مستقل تفرض عليه الضريبة فقط في تلك الدولة؛ غير أن هذا الدخل تفرض عليه الضريبة كذلك في الدولة المتعاقدة الأخرى في الحالات التالية:

(أ) إذا كان هذا المقيم يتوفر بصفة اعتيادية في الدولة المتعاقدة الأخرى على قاعدة ثابتة لممارسة أنشطته، و في هذه الحالة، تفرض الضريبة في الدولة المتعاقدة الأخرى على الجزء من الدخل المنسوب لهذه القاعدة الثابتة فقط؛ أو

(ب) إذا كان يقطن بالدولة المتعاقدة الأخرى لفترة أو لفترات تساوي أو تتجاوز في مجموعها (183) يوما خلال أي فترة إثني عشر شهرا تبدأ أو تنتهي خلال السنة الضريبية المعنية، و في هذه الحالة، تفرض الضريبة في الدولة المتعاقدة الأخرى فقط على الجزء من الدخل الناتج عن الأنشطة الممارسة في تلك الدولة الأخرى.

2- تشمل عبارة 'مهنة حرة' بالخصوص الأنشطة المستقلة ذات الطابع العلمي أو الأدبي أو الفني أو التربوي أو البيداغوجي، وكذا الأنشطة المستقلة للأطباء والمحامين والمهندسين والمهندسين المعماريين وأطباء الأسنان والمحاسبين.

المادة الخامسة عشرة

المهنة غير المستقلة

1- مع مراعاة مقتضيات المواد 16، 18، 19، 20 و 21، فإن الأجور والرواتب والمرتببات الأخرى المماثلة التي يحصل عليها مقيم بدولة متعاقدة برسم عمل مأجور تفرض عليها الضريبة فقط في تلك الدولة، ما عدا إذا كان العمل ممارسا في الدولة المتعاقدة الأخرى. فإذا كان هذا العمل ممارسا فيها، فإن المرتببات المحصل عليها بهذه الصفة تفرض عليها الضريبة في تلك الدولة الأخرى.

2- على الرغم من مقتضيات الفقرة 1، فإن المرتببات التي يحصل عليها مقيم بدولة متعاقدة برسم عمل مأجور يمارسه في الدولة المتعاقدة الأخرى تفرض عليها الضريبة فقط في الدولة المذكورة أولا إذا :
(أ) كان المسفيد يقطن بالدولة الأخرى لفترة أو فترات لا تتجاوز في مجموعها 183 يوما خلال كل فترة اثني عشر شهرا تبدأ أو تنتهي خلال السنة الضريبية المعنية؛

ب) و كانت المرتبات مؤداة من طرف مشغل أو لحساب مشغل غير مقيم بالدولة الأخرى؛
ج) و كانت أعباء المرتبات لا تتحملها مؤسسة مستقرة أو قاعدة ثابتة يملكها المشغل في الدولة الأخرى.

3- على الرغم من المقتضيات السابقة من هذه المادة، فإن المرتبات المحصل عليها برسم عمل مأجور على متن سفينة أو طائرة مستغلة في النقل الدولي تفرض عليها الضريبة في الدولة المتعاقدة التي يقيم فيها المستخدم.

المادة السادسة عشرة

مكافآت المديرين

إن مكافآت المديرين و التعويضات المماثلة التي يحصل عليها مقيم بدولة متعاقدة بصفته عضوا في مجلس الإدارة لشركة مقيمة بالدولة المتعاقدة الأخرى تفرض عليها الضريبة في تلك الدولة الأخرى.

المادة السابعة عشرة

الفنانون الاستعراضيون و الرياضيون

1- على الرغم من مقتضيات المادتين 14 و 15، فإن الدخل الذي يحصل عليه مقيم بدولة متعاقدة يمارس في الدولة المتعاقدة الأخرى أنشطته الشخصية باعتباره فنانا استعراضيا كفنان المسرح أو السينما أو الإذاعة أو التلفزة، أو كموسيقي أو كرياضي تفرض عليه الضريبة في تلك الدولة الأخرى.

2- عندما لا يعود دخل الأنشطة الممارسة شخصيا و بهذه الصفة من طرف فنان استعراضى أو رياضى للفنان أو الرياضى نفسه لكن لشخص آخر، فإن هذا الدخل، على الرغم من مقتضيات المواد 7، 14 و 15، تفرض عليه الضريبة في الدولة المتعاقدة التي تمارس فيها أنشطة الفنان الاستعراضى أو الرياضى.

3- إن الدخل الذي يحصل عليه مقيم بدولة متعاقدة عن أنشطة تمارس في الدولة المتعاقدة الأخرى المذكورة في الفقرتين 1 و 2 يعفى من الضريبة في تلك الدولة الأخرى إذا كانت زيارة تلك الدولة الأخرى ممولة كليا أو جزئيا من الأموال العمومية للدولة المتعاقدة المذكورة أولا أو أحد فروعها السياسية أو سلطاتها المحلية أو تندرج في إطار اتفاق ثقافي بين حكومتي الدولتين المتعاقدين.

المادة الثامنة عشرة

المعاشات

إن المعاشات و غيرها من المرتبات المماثلة الناشئة في دولة متعاقدة و المؤداة لمقيم بالدولة المتعاقدة الأخرى برسم عمل سابق، تفرض عليها الضريبة في الدولة التي نشأت فيها.

المادة التاسعة عشرة

الوظائف العمومية

1- أ) إن الأجرور و الرواتب و المرتبات المماثلة الأخرى، غير المعاشات، المؤداة من طرف دولة متعاقدة أو أحد فروعها السياسية أو سلطاتها المحلية لشخص ذاتي مقابل خدمات مقدمة لهذه الدولة أو لهذا الفرع أو لهذه السلطة المحلية تفرض عليها الضريبة فقط في تلك الدولة؛

ب) غير أن هذه الأجرور و الرواتب و المرتبات المماثلة الأخرى تفرض عليها الضريبة فقط في الدولة المتعاقدة الأخرى إذا كانت الخدمات مقدمة في تلك الدولة الأخرى و كان الشخص الذاتي مقوماً بتلك الدولة:

(I) و مواطناً لتلك الدولة؛ أو

(II) لم يصبح مقوماً بتلك الدولة فقط لغرض تقديم الخدمات.

2- أ) المعاشات المؤداة من طرف دولة متعاقدة أو أحد فروعها السياسية أو سلطاتها المحلية أو عن طريق الاقتطاع من ودائع تم إنشاؤها لشخص ذاتي برسم خدمات قدمها لتلك الدولة أو لتلك الفرع أو لتلك السلطة المحلية تفرض عليها الضريبة فقط في تلك الدولة؛

ب) غير أن هذه المعاشات تفرض عليها الضريبة فقط في الدولة المتعاقدة الأخرى إذا كان الشخص الذاتي مقوماً بتلك الدولة الأخرى و مواطناً لها.

3- تطبق مقتضيات المواد 15، 16، 17 و 18 على الأجرور و الرواتب و المعاشات و غيرها من المرتبات المماثلة الأخرى المؤداة مقابل خدمات مقدمة في إطار أنشطة أعمال تمارسها دولة متعاقدة أو أحد فروعها السياسية أو سلطاتها المحلية.

المادة العشرون الطلبة و المتمرنون

إن المبالغ التي يحصل عليها طالب أو متمرن مقيم، أو كان قبل التحاقه مباشرة بدولة متعاقد، مقيما بالدولة المتعاقدة الأخرى و يقطن بالدولة المذكورة أولا فقط لغرض متابعة دراسته أو تكوينه، و التي يتقاضاها لأجل تغطية مصاريف معيشته أو دراسته أو تكوينه لا تفرض عليها الضريبة في تلك الدولة شريطة أن تكون متأتية من مصادر خارج تلك الدولة.

المادة الواحدة و العشرون الأساتذة و المدرسون

1- إذا قام أستاذ أو مدرس بزيارة مؤقتة لدولة متعاقدة لمدة لا تتجاوز سنتين منذ تاريخ وصوله الأول لتلك الدولة فقط لغرض التدريس أو إجراء بحوث في جامعة أو مؤسسة تعليمية أو أي مؤسسة ثقافية أخرى في تلك الدولة، و كان خلال هذه المدة أو مباشرة قبل هذه الزيارة مقيما بالدولة المتعاقدة الأخرى، فإنه يعفى من الضريبة في الدولة المذكورة أولا عن مرتبه الذي يحصل عليه برسم ذلك التدريس أو البحوث شريطة أن يكون متأتيا من مصادر خارج تلك الدولة.

2- لا تطبق مقتضيات هذه المادة على الدخل المحصل عليها برسم بحوث يتم إنجازها لا للمصلحة العامة، لكن أساسا لغرض تحقيق منفعة خاصة لفائدة شخص أو أشخاص معينين.

المادة الثانية و العشرون مداخل أخرى

1- إن عناصر دخل مقيم بدولة متعاقدة، أيا كان مصدرها، و التي لم يتم تناولها في المواد السابقة من هذه الاتفاقية تفرض عليها الضريبة فقط في تلك الدولة.

2- لا تطبق مقتضيات الفقرة 1 على الدخل غير دخل الممتلكات العقارية كما تم تعريفها في الفقرة 2 من المادة 6 إذا كان المستفيد من ذلك الدخل مقيما بدولة متعاقدة و يمارس في الدولة المتعاقدة الأخرى أنشطة أعمال بواسطة مؤسسة مستقرة فيها، أو مهنة مستقلة بواسطة قاعدة ثابتة توجد فيها، و كان الحق أو

الملك الذي يتولد عنه الدخل مرتبطاً بها فعلياً. و في هذه الحالة، تطبق مقتضيات المادة 7 أو المادة 14 حسبما يقتضيه الحال.

المادة الثالثة و العشرون

نفاذي الازدواج الضريبي

1- عندما يحصل مقيم بدولة متعاقدة على مداخيل تفرض عليها الضريبة في الدولة المتعاقدة الأخرى طبقاً لمقتضيات هذه الاتفاقية، فإن الدولة المذكورة أولاً، تمنح على الضريبة التي تستخلصها عن مداخيل هذا المقيم خصماً يساوي مبلغ الضريبة على الدخل المودعة في تلك الدولة الأخرى. إلا أن هذا الخصم لا يمكنه أن يتجاوز الجزء من الضريبة على الدخل، المحسوبة قبل الخصم، و المطابقة للمداخيل المفروضة عليها الضريبة في تلك الدولة الأخرى.

2- عندما تكون المداخيل التي يحصل عليها مقيم بدولة متعاقدة معفاة من الضريبة في تلك الدولة وفقاً لأي مقتضى من هذه الاتفاقية، فإن تلك الدولة، من أجل احتساب مبلغ الضريبة على باقي مداخيل المقيم، تأخذ بعين الاعتبار المداخيل المعفاة.

المادة الرابعة و العشرون

عدم التمييز

1- لا يخضع مواطنو دولة متعاقدة في الدولة المتعاقدة الأخرى لأية ضريبة أو التزامات تتعلق بها، تختلف أو تكون أكثر عبثاً من تلك التي يخضع لها أو يمكن أن يخضع لها مواطنو تلك الدولة الأخرى الذين يوجدون في نفس الوضعية خصوصاً بالنظر إلى الإقامة. و يطبق هذا المقتضى كذلك، على الرغم من مقتضيات المادة 1، على الأشخاص غير المقيمين بدولة متعاقدة أو بالدولتين المتعاقبتين.

2- لا يخضع الأشخاص العديمو الجنسية المقيمون بدولة متعاقدة في أي من الدولتين المتعاقبتين لأية ضريبة أو التزامات تتعلق بها تختلف أو تكون أكثر عبثاً من تلك التي يخضع أو يمكن أن يخضع لها مواطنو الدولة المعنية الذين يوجدون في نفس الوضعية خصوصاً بالنظر إلى الإقامة.

3- إن فرض الضريبة على مؤسسة مستقرة تملكها مقاول دولة متعاقدة في الدولة المتعاقدة الأخرى لا يتم في تلك الدولة الأخرى بصفة تكون أقل أفضلية من فرض الضريبة على مقاولات تلك الدولة الأخرى التي تمارس نفس النشاط. و لا يمكن تأويل هذا المقتضى على أنه يلزم دولة متعاقدة بأن تمنح المقيمين بالدولة المتعاقدة

الأخرى خصوم شخصية أو إسقاطات أو تخفيضات ضريبية بالقدر الذي تمنحه لمقيميها اعتباراً لوضعيتهم المدنية أو لأعيانهم العائلية.

4- باستثناء الحالات التي تطبق فيها مقتضيات الفقرة 1 من المادة 9 أو الفقرة 7 من المادة 11 أو الفقرة 6 من المادة 12، فإن الفوائد والإتاوات وتكاليف الخدمات التقنية و المصاريف الأخرى المؤداة من طرف مقاول دولة متعاقدة إلى مقيم بالدولة المتعاقدة الأخرى تخصم، عند تحديد أرباح تلك المقاول المفضضة عليها الضريبة، طبقاً لنفس الشروط كما لو كانت مؤداة إلى مقيم بالدولة المذكورة أولاً.

5- إن مقاولات دولة متعاقدة يوجد رأسمالها كلياً أو جزئياً، بصفة مباشرة أو غير مباشرة، في حوزة أو تحت مراقبة مقيم أو عدة مقيمين بالدولة المتعاقدة الأخرى لا تخضع في الدولة المذكورة أولاً لأية ضريبة أو التزامات تتعلق بها تختلف أو تكون أكثر عبئاً من تلك التي تخضع أو يمكن أن تخضع لها المقاولات المماثلة الأخرى في الدولة المذكورة أولاً.

6- تطبق مقتضيات هذه المادة، على الرغم من مقتضيات المادة 2، على الضرائب بمختلف أنواعها و تسمياتها.

المادة الخامسة و العشرون

المسطرة الودية

1- عندما يعتبر شخص أن التدابير المتخذة من طرف دولة متعاقدة أو من طرف الدولتين المتعاقبتين تؤدي أو ستؤدي بالنسبة له إلى فرض ضريبة غير مطابقة لمقتضيات هذه الاتفاقية، فيإمكانه، و بصرف النظر عن وسائل الطعن المنصوص عليها في التشريع الداخلي لهاتين الدولتين، أن يعرض حالته على السلطة المختصة في الدولة المتعاقدة التي يقيم بها أو، إذا كانت حالته تدخل في إطار الفقرة 1 من المادة 24، على السلطة المختصة للدولة المتعاقدة التي هو مواطنها. و يجب أن تعرض هذه الحالة خلال الثلاث سنوات الموالية لأول إخطار بالتدابير التي أدت إلى فرض ضريبة غير مطابقة لمقتضيات هذه الاتفاقية.

2- إذا تبين للسلطة المختصة أن الاعتراض له ما يبرره و لم تستطع بنفسها أن تصل إلى حل مرض، فإنها تحاول أن تسوي الحالة بالاتفاق الودي مع السلطة المختصة في الدولة المتعاقدة الأخرى قصد تجنب فرض ضريبة غير مطابقة لهذه الاتفاقية. و يطبق الاتفاق مهما كانت الأجل المنصوص عليها في التشريع الداخلي للدولتين المتعاقدين.

3- تعمل السلطات المختصة في الدولتين المتعاقبتين باتفاق ودي على تسوية الصعوبات أو تبديد الشكوك التي قد تترتب عن تأويل أو تطبيق هذه الاتفاقية. و يمكنها كذلك أن تتشاور فيما بينها قصد تجنب الازدواج الضريبي في الحالات غير المنصوص عليها في هذه الاتفاقية.

4- يمكن للسلطات المختصة في الدولتين المتعاقبتين أن تتصل مباشرة فيما بينها، بما في ذلك بواسطة لجنة مشتركة تتكون من تلك السلطات أو من ممثليها، لغرض التوصل إلى اتفاق بالمفهوم الوارد في الفقرات السابقة.

المادة السادسة والعشرون

تبادل المعلومات

1- تتبادل السلطات المختصة في الدولتين المتعاقبتين المعلومات المفروض أن لها صلة وثيقة فيما بينها لأجل العمل بمقتضيات هذه الاتفاقية أو لتدبير أو تطبيق التشريع الداخلي المتعلق بالضرائب، مهما كانت طبيعتها أو تسميتها والتي يتم تحصيلها لحساب الدولتين المتعاقبتين، أو فروعهما السياسية أو سلطاتهما المحلية ما دامت الضريبة المقرر فرضها لا تتعارض مع هذه الاتفاقية. و لن تؤثر المادتان 1 و 2 على تبادل المعلومات.

2- نظل المعلومات المحصل عليها عملاً بالفقرة 1 من طرف دولة متعاقدة سرية بنفس الصفة التي تطبع المعلومات المحصل عليها عملاً بالتشريع الداخلي لهذه الدولة. و لا يجوز الكشف عنها إلا للأشخاص أو للسلطات (بما فيها المحاكم و الهيئات الإدارية) المكلفة بوضع أو تحصيل الضرائب المشار إليها في الفقرة 1، أو بالمساطر أو المتابعات أو القرارات الناتجة عن الطعون المتعلقة بهذه الضرائب، أو هيئات المراقبة المتعلقة بهؤلاء الأشخاص أو هذه السلطات. و لا يجوز للأشخاص أو السلطات المذكورة استعمال هذه المعلومات إلا لهذه الأغراض. و يمكنهم الكشف عنها أثناء الجلسات العمومية للمحاكم أو عند إصدار الأحكام.

3- لا يمكن بأي حال تأويل مقتضيات الفقرتين 1 و 2 على أنها تلزم دولة متعاقدة:
أ) باتخاذ تدابير إدارية تتعارض مع التشريع و الممارسة الإدارية المعمول بهما فيها أو في الدولة المتعاقدة الأخرى؛

ب) بتقديم معلومات لا يمكن الحصول عليها حسب التشريع أو في إطار الممارسة الإدارية العادية المعمول بها فيها أو في الدولة المتعاقدة الأخرى؛
 ج) بتقديم معلومات من شأنها كشف سر تجاري أو صناعي أو مهني أو أسلوب تجاري أو تقديم معلومات يعتبر الكشف عنها مخالفا للسياسة العامة (النظام العام).

4- إذا طلبت المعلومات من طرف دولة متعاقدة عملا بهذه المادة، وجب على الدولة المتعاقدة الأخرى استخدام التدابير التي تتوفر عليها للحصول على المعلومات المطلوبة حتى وإن كانت الدولة الأخرى لا تحتاج إلى تلك المعلومات لأغراض ضريبية خاصة بها. و يخضع الالتزام المشار إليه في الجملة السابقة للقيود المنصوص عليها في الفقرة 3 ما لم تكن هذه القيود تحظر على دولة متعاقدة تقديم المعلومات لمجرد أن هذه المعلومات لا تشكل مصلحة داخلية بالنسبة إليها.

5- لا يمكن بأي حال تأويل مقتضيات الفقرة 3 على أنها تسمح لدولة متعاقدة بالامتناع عن توفير معلومات لمجرد أنها توجد في حوزة مصرف أو مؤسسة مالية أخرى أو وكيل أو شخص يعمل بصفة وكيل أو بصفة مؤتمن أو لأن المعلومات المطلوبة ترتبط بحقوق ملكية أحد الأشخاص.

المادة السابعة والعشرون المساعدة لتحصيل الضرائب

1- تتبادل السلطات المختصة في الدولتين المتعاقبتين تقديم المساعدة لبعضهما البعض في تحصيل ديونهما الضريبية. ولا تقتصر هذه المساعدة على المادتين 1 و 2. تتفق السلطات المختصة في الدولتين المتعاقبتين على طريقة تطبيق هذه المادة.

2- مصطلح "الدين الضريبي" كما هو مستخدم في هذه المادة يعني مبلغا مستحقا يتعلق بالضرائب، من كل نوع أو تسمية، المفروضة من قبل الدول المتعاقدة، أو فروعها السياسية أو سلطاتها المحلية، ما دام فرض الضريبة تلك لا يتعارض مع هذه الاتفاقية أو أية اتفاقية أخرى تكون الدول المتعاقدة أطرافا فيها، بما في ذلك الفوائد والغرامات والتكاليف الإدارية للحصول أو الحفظ المرتبطة بهذا المبلغ.

3- عندما يكون الدين الضريبي لدولة متعاقدة قابل للإنفاذ وفقا لقوانين تلك الدولة ويدين به شخص لا يمكنه، في ذلك الوقت، بموجب قوانين تلك الدولة، منع تحصيله، يجب أن يقبل هذا الدين الضريبي، بناء على طلب السلطة المختصة في تلك الدولة، لغرض تحصيله من قبل السلطة المختصة في الدولة المتعاقدة الأخرى.

يجب تحصيل هذا الدين الضريبي من طرف تلك الدولة الأخرى وفقا لمقتضيات قوانينها المطبقة لإنفاذ وتحصيل الضرائب الخاصة بها كما لو كان الدين الضريبي دينا ضريبيا لتلك الدولة الأخرى.

4- عندما يكون الدين الضريبي لدولة متعاقدة دينا قد تتخذ تلك الدولة بشأنه وطبقا لقانونها تدابير الحفظ لضمان تحصيله، يجب أن يقبل بناء على طلب السلطة المختصة في تلك الدولة لغرض اتخاذ تدابير الحفظ من قبل السلطة المختصة في الدولة المتعاقدة الأخرى. على تلك الدولة الأخرى أن تتخذ تدابير الحفظ فيما يتعلق بذلك الدين الضريبي وفقا لمقتضيات قوانينها كما لو كان ذلك الدين الضريبي دينا ضريبيا لها حتى لو كان ذلك الدين الضريبي، في الوقت الذي تكون فيه هذه التدابير مطبقة، غير نافذ في الدولة المذكورة أولا أو يدين به شخص له الحق في منع تحصيله.

5- بصرف النظر عن مقتضيات الفقرتين 3 و 4، فإن الدين الضريبي المقبول من قبل دولة متعاقدة لأغراض الفقرتين 3 أو 4، لا يجب أن يخضع للقيود الزمنية ولا تمنح له أية أولوية، في تلك الدولة، كالتي تطبق على دين ضريبي بحكم طبيعته وفقا لقوانين تلك الدولة. بالإضافة إلى ذلك، فإن الدين الضريبي المقبول من قبل دولة متعاقدة لأغراض الفقرتين 3 أو 4، لا يجب أن يمنح أية أولوية، في تلك الدولة، بموجب قوانين الدولة المتعاقدة الأخرى.

6- لا تُعرض المتابعات المتعلقة بوجود أو صحة أو مبلغ دين ضريبي لدولة متعاقدة أمام المحاكم أو الهيئات الإدارية للدولة المتعاقدة الأخرى.

7- حيثما، يتم في أي وقت، بعد تقديم طلب من قبل دولة متعاقدة بموجب الفقرتين 3 أو 4 وقبل أن تحصل وتحوّل الدولة المتعاقدة الأخرى مبلغ الدين الضريبي إلى الدولة المذكورة أولا، فإن ذلك الدين الضريبي يتوقف أن يكون:

(أ) في حالة طلب طبقا للفقرة 3، دينا ضريبيا للدولة المذكورة أولا يمكن تحصيله وفقا لقوانين تلك الدولة ويدين به شخص، لا يمكنه، في ذلك الوقت و بموجب قوانين تلك الدولة منع تحصيله، أو
 (ب) في حالة طلب بموجب الفقرة 4، دينا ضريبيا للدولة المذكورة أولا قد تتخذ تلك الدولة بموجب قوانينها، تدابير الحفظ لغرض ضمان تحصيله.
 على السلطة المختصة للدولة المذكورة أولا أن تسارع بإبلاغ السلطة المختصة في الدولة الأخرى بذلك الواقع، وعلى الدولة المذكورة أولا تعليق أو سحب طلبها حسب اختيار الدولة الأخرى.

8- لا تُفسر مقتضيات هذه المادة، بأي حال، على أنها تفرض على دولة متعاقدة الالتزام:
 (أ) باتخاذ تدابير إدارية مخالفة لقانونها وممارستها الإدارية أو للدولة المتعاقدة الأخرى؛

(ب) باتخاذ تدابير قد تكون متعارضة مع السياسة العامة (النظام العام)؛

(ج) بتقديم المساعدة إذا لم تتخذ الدولة المتعاقدة الأخرى، جميع التدابير المعقولة للحصول أو الحفظ، حسب الحالة، المتاحة بموجب قوانينها أو ممارساتها الإدارية؛

(د) بتقديم المساعدة في الحالات التي يكون فيها العبء الإداري لتلك الدولة غير متناسب بشكل واضح مع الفائدة التي تحصل عليها الدولة المتعاقدة الأخرى.

المادة الثامنة والعشرون

أعضاء البعثات الدبلوماسية والمراكز القنصلية

لا تمس مقتضيات هذه الاتفاقية بالامتيازات الجبائية التي يستفيد منها أعضاء البعثات الدبلوماسية أو المراكز القنصلية سواء بموجب القواعد العامة للقانون الدولي أو بموجب مقتضيات اتفاقات خاصة.

المادة التاسعة والعشرون

الدخول في حيز التنفيذ

1- تشعر الدولتان المتعاقدتان بعضهما كتابيا عبر القنوات الدبلوماسية باستكمال إجراءاتهما الدستورية المطلوبة لدخول هذه الاتفاقية حيز التنفيذ.

2- تدخل هذه الاتفاقية حيز التنفيذ عند تاريخ استلام آخر هذين الإشعارين وتطبق مقتضياتها.

المادة الثلاثون

إلغاء الاتفاقية

تظل هذه الاتفاقية سارية المفعول ما لم يتم إلغاء العمل بها من طرف دولة متعاقدة. ويمكن لكل دولة متعاقدة أن تلغي العمل بالاتفاقية بالطرق الدبلوماسية بواسطة إخطار في حدود ستة أشهر على الأقل قبل نهاية السنة المدنية الموالية لمدة خمس سنوات تبدأ من سنة دخول الاتفاقية حيز التنفيذ. و في هذه الحالة، ينتهي العمل بالاتفاقية:


- (أ) بالنسبة للضرائب المستحقة من المصدر، عن المبالغ المؤداة أو المقرضة ابتداء من فاتح يناير من السنة المدنية الموالية لسنة الإخطار بإلغاء الاتفاقية؛
 (ب) بالنسبة للضرائب الأخرى، عن كل سنة أو فترة ضريبية تبدأ في فاتح يناير من السنة المدنية الموالية لسنة الإخطار بإلغاء الاتفاقية.

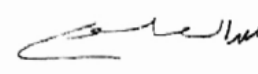
و إثباتا لما تقدم، قام الموقعان أدناه بموجب السلطة المخولة لهما في هذا الصدد من طرف حكومتهما بالتوقيع على هذه الاتفاقية.

حرر في نظيرين في لوجو ساكيا بتاريخ 17/10/2017 بالتصديق باللغتين الإنجليزية والعربية، وللنصين نفس الحجية. و في حالة وجود خلاف في تأويل مقتضيات هذه الاتفاقية، يرجح النص باللغة الإنجليزية.

عن حكومة جمهورية زامبيا

عن حكومة المملكة المغربية


 Hon. Felix C. Masaba


 السيد العام

La condition juridique des Marocains résidant à l'étranger

Tome 3 bis: Conventions et accords bilatéraux tendant à éviter la double imposition et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôt sur le revenu

« Dans cet ouvrage documentaire, le Conseil de la Communauté Marocaine à l'Étranger (CCME) procède à une œuvre de grande envergure consistant en l'élaboration, en plusieurs tomes, d'un Recueil des textes constitutionnels conventionnels, législatifs et réglementaires se rapportant à la condition juridique des Marocains résidant à l'étranger (MRE).

« L'objectif fondamental recherché à travers cet effort documentaire est de permettre, aussi bien aux MRE eux-mêmes qu'aux différentes institutions et autorités publiques concernées par la question de l'émigration, de connaître et de délimiter le cadre juridique régissant la condition de cette partie de la Nation marocaine. D'où la possibilité pour toutes les composantes et tous les acteurs du domaine de mieux connaître et de mieux vulgariser aussi bien les droits civils, politiques, sociaux et économiques que les obligations des MRE.

« Un regard porté sur les sommaires des différents tomes constituant ce recueil permet aisément de constater la diversité, mais aussi la complexité et la richesse des matières juridiques et des instruments juridiques relatifs à la condition des MRE. En effet, ces derniers sont à la fois interpellés, de par leur appartenance à la patrie, par les normes juridiques du droit marocain interne et, de par leur résidence à l'étranger, par les règles du droit international de l'immigration comprenant lui-même les différents instruments universels et les nombreux accords internationaux bilatéraux. Ajoutons à cela la soumission des MRE, à l'instar des autres communautés, aux lois territoriales des Etats qui les accueillent. [...]

« Avec cette importante publication et la mise en ligne de son contenu dans le site web de l'institution, le CCME espère pouvoir répondre utilement et efficacement aux attentes légitimes d'information des MRE et des acteurs du domaine en matière de condition juridique.

« Mais, à l'évidence, le rôle du CCME ne peut, en dépit de l'importance de l'œuvre, se limiter à recenser et à publier les textes juridiques internes et internationaux régissant la condition des MRE. Son rôle, en tant qu'instance constitutionnelle consultative, est censé être plus actif et plus dynamique à travers son action visant à améliorer le cadre juridique de ladite condition par le biais notamment des recommandations, des analyses et des propositions destinées aux pouvoirs législatif et exécutif. »

Extraits de la préface de M. Abdallah Boussouf
Secrétaire Général du CCME